

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I
.....

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I
.....

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
"SCIENCES HUMAINES, SOCIALES
ET ÉDUCATIVES"
.....

POST GRADUATE SCHOOL FOR
SOCIAL AND EDUCATIONAL
SCIENCES
.....

UNITÉ DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES
.....
DÉPARTEMENT D'HISTOIRE



DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR
SOCIAL SCIENCES
.....

DEPARTMENT OF HISTORY
.....

**LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT ET LA LUTTE CONTRE LA
PAUVRETÉ AU CAMEROUN (1972-2021)**

**Thèse présentée comme complément et soutenue le 30 avril 2024 en vue de
l'obtention du diplôme de Doctorat/Ph.D en Histoire**

Option : Histoire Économique et Sociale

Par

Jean Pierre Ayangma Ndjere

Master en Histoire



Jury :

| | | | |
|----------------------|---------------------------------------|--------------|--------------------------------|
| Président : | Eugène Désiré Eloundou, | Pr., | Université de Yaoundé I |
| Rapporteurs : | Gabriel Maxime Dong Mougol, | Pr., | Université de Yaoundé I |
| | Jabiru Muhammadou Amadou, | M.C., | Université de Yaoundé I |
| Membres : | Ngam Confidence Chia, | Pr., | Université de Bamenda |
| | Christophe Jules André Signie, | M.C., | Université de Yaoundé I |
| | David Keming, | M.C., | Université de Yaoundé I |

Avril, 2024

AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à la disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

Par ailleurs, le Centre de Recherche et de Formation Doctorale en Sciences Humaines, Sociales et Educatives de l'Université de Yaoundé I n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Aux Grandes Familles Edvige Meimouna Akon et Justin Ndjere.

REMERCIEMENTS

Pour la réalisation de cette thèse, nous avons bénéficié de l'aide multiforme de certaines personnes que nous tenons à remercier. Nous pensons tout d'abord aux Professeurs Gabriel Maxime Dong Mougol et Jabiru Muhammadou Amadou, nos directeurs de thèse, dont les conseils et les orientations étaient très importants. Ils ont suivi ce travail d'une façon particulière, en nous accordant leur confiance et leur soutien. Grâce à leurs recommandations, leurs conseils, leurs consignes et leurs remarques, la recherche a pu être terminée. Leur rigueur a contribué à l'amélioration considérable de notre écriture historique.

Nous sommes redevables envers tous les enseignants du Département d'Histoire de l'Université de Yaoundé I, notamment les Professeurs Titulaires, les Maîtres de Conférences et les Chargés de Cours, qui ont contribué à notre formation académique. Nous remercions tous nos informateurs parmi lesquels des responsables et membres de GICs, des bénéficiaires des projets du PNUD, notamment: Mariam Haman Adama, Placide Exmel Eba, Salomon Barah, Paul Désiré Ahna, Joel Abassi, Christelle Eyenga. Ensuite, des remerciements sont adressés au personnel du bureau PNUD Cameroun, à l'instar de Charles Edoua, Evelyne Otonglana. Et à ceux du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire notamment, Rodrigue Bilégué Ngono, Joséphine Mvele Nnanga Epse Bikun, Serge Olangana, qui nous ont ouvert les portes de leurs institutions respectives. Nos remerciements s'adressent également aux membres de notre famille, parmi lesquels: Harry Ndjere Taman, Théodorine Ebenye Akon, Ange Tsogui à Ndjere, Frikette Adibeyip, Chanel Messi, Pascal Agoume Guentang, Bienvenu Nyam Ambassa pour leur soutien sans faille. Nous disons aussi merci à Emmanuel Ndjere pour l'énergie qu'il a toujours mis pour ce qui est de notre formation intellectuelle.

Nous ne pouvons pas oublier nos amis et proches qui ont cru en nous et nous ont toujours soutenu par leur présence et leurs diverses aides notamment: Thierry Benoît Bidias, Nicolas Abang Mbarga, Achille Robert Ayissi, Robin Essama Maboulou, Elsie Graziella Djabatang Nguekwemo, Sharon Laure Onguéné, Flore Tchigang, Bertrand Zogo Ekassi, Ulrich Hermann Tchuinkam, Danielle Bakam Ngnié, Désirée Djougo, Reine Mané et Joséphine Odile Waké.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES
HUMAINES, SOCIALES ET EDUCATIVES

UNITE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES
HUMAINES, SOCIALES

B. P.: 755 Yaoundé

Email:

Siège : Bâtiment annexe à côté de l'AUF

Réf : _____/UYI/ CRFD_SHSE/ URFD_SHS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

GRADUATE SCHOOL FOR THE SOCIAL
AND EDUCATIONAL SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR THE
SOCIAL SCIENCES

Yaoundé, le.....

SERMENT DE PROBITÉ INTELLECTUEL OBLIGATOIRE

Je soussigné M. **AYANGMA NDJERE JEAN PIERRE**, reconnais par ce serment de probité et de propriété intellectuelle que cette thèse de doctorat / Ph. D en Histoire est entièrement l'œuvre de mon esprit, ainsi que le produit de mes propres investigations intellectuelles. Elle ne fait par conséquent, d'aucune façon quelconque, l'objet de plagiat ou contrefaçon. Tout emprunt a été explicitement signalé et cité conformément aux conventions en vigueur dans la science en général et dans ma discipline en particulier. J'admets par-là que toute falsification probante de cette assertion puisse conduire à sa nullité.

Ayangma Ndjere Jean Pierre

| |
|-----------------|
| SOMMAIRE |
|-----------------|

| | |
|--|-------------|
| AVERTISSEMENT | ii |
| DEDICACE..... | i |
| REMERCIEMENTS..... | ii |
| SERMENT DE PROBITÉ INTELLECTUEL OBLIGATOIRE | iii |
| SOMMAIRE | iv |
| LISTE DES ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES | vii |
| LISTE DES ILLUSTRATIONS | xiii |
| LISTE DES ANNEXES | xix |
| RESUME..... | xx |
| ABSTRACT | xxi |
| | |
| INTRODUCTION GENERALE | 1 |
| | |
| PREMIERE PARTIE: LE CAMEROUN AU LENDEMAIN DE L'INDEPENDANCE ET PRESENTATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT: CONTEXTE ET PERSPECTIVE | 35 |
| CHAPITRE I: PRESENTATION GLOBALE DU CAMEROUN, AVENEMENT DU PNUD ET REGARD SUR LA PAUVRETE AU CAMEROUN..... | 36 |
| I- APPRECIATION DU CADRE NATUREL DE L'ETUDE COMME CRITERE PRIMORDIAL POUR LA COMPREHENSION DE LA PAUVRETE AU CAMEROUN | 37 |
| II- HISTORIQUE DU DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN AU LENDEMAIN DE L'INDEPENDANCE | 43 |
| III- HISTORIQUE DE L'AVENEMENT DU PNUD AU CAMEROUN..... | 50 |
| IV- ETAT DES LIEUX DE LA PAUVRETE AU CAMEROUN DE 1980 À 2021 | 53 |
| V- ANALYSE DES POSSIBILITES ECONOMIQUES OFFERTES PAR LE CAMEROUN COMME PILIERS STRATEGIQUES POUR S'ATTAQUER À LA PAUVRETE | 93 |
| | |
| CHAPITRE II : LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT AU CAMEROUN..... | 99 |
| I- CONTEXTE DE CREATION DU PNUD | 100 |
| II- DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ENTRE LE PNUD ET LES AUTRES ORGANISATIONS DE LA FAMILLE DES NATIONS UNIES | 104 |
| III- NATURE ET FONCTIONNEMENT DU PNUD..... | 111 |
| IV- LES OUTILS OU INSTRUMENTS DE TRAVAIL DU PNUD..... | 129 |
| V- LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE PNUD ENVERS LES ETATS BENEFICIAIRES..... | 136 |
| VI- LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LES ETATS BENEFICIAIRES ENVERS LE PNUD | 138 |

| | |
|--|------------|
| VII- STRUCTURATION GENERALE DU PNUD AU CAMEROUN: FONCTIONS ET ROLES DU PERSONNEL DU PNUD AU CAMEROUN | 139 |
| DEUXIEME PARTIE: CADRE DE COOPERATION ET IMPLICATION DU PNUD DANS LA PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU CAMEROUN: LE PNUD COMME MAÇON AU PIED DU MUR..... | 145 |
| CHAPITRE III: LES DIFFERENTS CYCLES DE COOPERATION ET LES REPRESENTANTS RESIDENTS DU PNUD AU CAMEROUN..... | 146 |
| I- DESCRIPTION GENERALE DU CYCLE DE LA COOPERATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT: LES PHASES DE PREPARATION DES CYCLES | 147 |
| II- LA PREMIERE GENERATION DES CYCLES DE COOPERATION DU BUREAU PNUD-CAMEROUN RELATIF À LA THEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT (1972-1991) | 151 |
| III-LA SECONDE GENERATION DES CYCLES DE COOPERATION DU BUREAU PNUD-CAMEROUN RELATIF À LA THEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE (1991-2001)..... | 159 |
| IV-LA TROISIEME GENERATION DES CYCLES DE COOPERATION DU BUREAU PNUD-CAMEROUN RELATIF À L'ATTEINTE ET À LA RÉALISATION DES OMD/ODD (2001-2021) | 163 |
| V- LES TYPES DE PROJETS DU PNUD AU CAMEROUN..... | 175 |
| VI-QUELQUES REPRESENTANTS RESIDENTS DU PNUD AU CAMEROUN ET LEURS ACTIONS | 178 |
| CHAPITRE IV: L'APPORT DU PNUD DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU CAMEROUN | 196 |
| I- APPUI À LA PROMOTION ET À LA CREATION D'EMPLOI EN MILIEU RURAL | 199 |
| II-ASSISTANCE DU PNUD DANS CERTAINS PROJETS/PROGRAMMES AU CAMEROUN VISANT À CONTRER LES EFFETS DE LA PAUVRETE | 220 |
| III-VULGARISATION DES ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS ET RENFORCEMENT DES CHAÎNES DE VALEUR ECONOMIQUES AU CAMEROUN... | 232 |
| IV-CHOCS CLIMATIQUES, INSECURITE ALIMENTAIRE ET RELANCE DE L'ECONOMIE LOCALE | 253 |
| V- LE PNUD ET LE SECTEUR DE LA MICROFINANCE AU CAMEROUN | 265 |
| TROISIEME PARTIE: ANALYSE DE L'IMPACT SOCIOPOLITIQUE DU PNUD AU CAMEROUN, REGARD SUR LES DIFFICULTES RENCONTRÉES ET PERSPECTIVES DE SOLUTIONS..... | 273 |
| CHAPITRE V: ANALYSE DE L'IMPACT SOCIOPOLITIQUE DU PNUD AU CAMEROUN..... | 274 |

| | |
|--|------------|
| I- ERADICATION DE LA PAUVRETÉ ET PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CAMEROUN..... | 276 |
| II- LE SOUTIEN DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT AU PROFIT DES COUCHES SOCIALES DEFAVORISEES..... | 301 |
| III-DES CHANGEMENTS OBSERVÉS DANS LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE AU CAMEROUN..... | 317 |
| IV-L'IMPLICATION DU PNUD SUR LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES ET CLIMATIQUES AU CAMEROUN | 329 |
| V- LE PNUD DANS LA PRÉVENTION ET LE REGLEMENT DES CRISES | 331 |
| VI- L'APPORT DU PNUD DANS L'ERADICATION DE LA PANDEMIE DE COVID-19 AU CAMEROUN..... | 347 |
| | |
| CHAPITRE VI: DES PROBLEMES RENCONTRES PAR LE PNUD DANS SA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE AU CAMEROUN AUX PROPOSITIONS DE SOLUTIONS..... | 355 |
| I- LES PROBLÈMES LIÉS À LA QUALITÉ DE L'AIDE DU PNUD | 356 |
| II- LES PROBLÈMES D'ORDRE CONJONCTUREL ET HUMAIN | 364 |
| III- SOLUTIONS VISANT À RENDRE PLUS EFFICACE L'ACTION DU PNUD ET DU GOUVERNEMENT CAMEROUNAIS DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ | 374 |
| | |
| CONCLUSION GENERALE | 392 |
| ANNEXES..... | 410 |
| REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES | 471 |
| TABLE DES MATIERES | 498 |
| INDEX | 508 |

LISTE DES ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES

| | |
|----------------|--|
| AEF | : Afrique Équatoriale Française |
| AER | : Agence pour l'Électrification Rurale |
| AFREDI | : <i>African small Enterprise Development Initiative</i> |
| AGFUND | : <i>Arab Gulf Program for Development</i> |
| AGR | : Activités Génératrices de Revenus |
| ANEMCAM | : Association Nationale des Établissements de Microfinance du Cameroun |
| ANOR | : Agence des Normes et de la Qualité |
| APD | : Aide Publique au Développement |
| ARSEL | : Agence de Régulation du Secteur de l'Électricité |
| AT | : Assistance Technique |
| BAD | : Banque Africaine de Développement |
| BCI | : Bureau Consultatif Inter Organisations |
| BEAC | : Banque des États de l'Afrique Centrale |
| BIE | : Bureau Indépendant d'Evaluation |
| BIPAP | : <i>Biphasic Intermittent Positive Airway Pressure</i> |
| BIT | : Bureau International du Travail |
| BM | : Banque Mondiale |
| BPPS | : <i>Bureau for Policy and Programme Support/</i> Bureau de Soutien aux Politiques et Programmes |
| BTP | : Bâtiment et Travaux Publics |
| BUCREP | : Bureau Central de Recensement et d'Étude de la Population au Cameroun |
| CAC | : Comité Administratif de Coordination |
| CAD | : Comité d'Aide au Développement de l'OCDE |
| CAPME | : Centre d'Assistance aux Petites et Moyennes Entreprises |
| CCP | : Cadre de Coopération de Pays |
| CDC | : Cameroon Development Corporation |
| CEA | : Commission Économique pour l'Afrique |
| CEMAC | : Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale |

| | |
|----------------|---|
| CEOCA | : Centres d'Écoute, d'Orientation, de Conseil et d'Accompagnement |
| CES | : Conseil Économique et Social |
| CFCE | : Centre de Formalités et de Création des Entreprises |
| CHOC | : Changer d'Habitude- s'Opposer à la Corruption |
| CHRDA | : <i>Centre For Human Rights and Democracy in Africa</i> |
| CINU | : Centre International des Nations Unies |
| CMPJ | : Centre Multifonctionnel de la Promotion de la Jeunesse |
| CNDHL | : Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés |
| CNUCED | : Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement |
| COBAC | : Commission Bancaire de l'Afrique Centrale |
| COMDEKS | : <i>Community Development Knowledge for Satoyama Initiative</i> |
| CONAC | : Commission Nationale Anti-Corruption |
| COVID | : <i>Coronavirus-Disease</i> |
| CPAP | : <i>Country Programme Action Plan</i> |
| CPI | : Chiffre de Planification Indicative |
| CRADAT | : Centre Régional Africain D'Administration du Travail |
| DAE | : Direction des Affaires Économiques du Ministère des finances au Cameroun |
| DNP | : Directeur National du Programme |
| DPP | : Document de Programme de Pays |
| DSCE | : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi |
| DSCN | : Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale |
| DSRP | : Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté |
| EBC | : Enquête-Budget-Consommation |
| ECAM | : Enquêtes Camerounaises Auprès des Ménages |
| ECOSOC | : Conseil économique et social des Nations Unies |
| EDS | : Enquête Démographique et de Santé |
| EESI | : Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel |
| ELECAM | : <i>Elections Cameroon</i> |
| ERAD | : Évaluation des Résultats des Activités de Développement |
| ESMAP | : <i>Energy Sector Management Assistance Program</i> |
| FAO | : <i>Food and Agricultural Organization / Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture</i> |

| | |
|----------------|---|
| FCFA | : Franc de la Communauté Financière Africaine |
| FEM | : Fonds pour l'Environnement Mondial |
| FIDA | : Fonds International pour le Développement Agricole |
| FMI | : Fonds Monétaire International |
| FNE | : Fond National de l'Emploi |
| FNUAP | : Fonds des Nations Unies pour la Population |
| FONADER | : Fonds National de Développement Rural |
| FS | : Fonds Spécial |
| FSNU | : Fonds Spécial des Nations Unies |
| GEF | : <i>Global Environment Facility</i> |
| GIC | : Groupe d'Initiative Commune |
| GICAM | : Groupement Inter-Patronal du Cameroun |
| GIZ | : <i>Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> |
| GNUD | : Groupe des Nations Unies pour le Développement |
| HDP | : Humanitaire-Développement-paix |
| IBH | : Indice de Bien-être Humain |
| IDG | : Indice de Développement de Genre |
| IDH | : Indice de Développement Humain |
| IDHI | : Indice de Développement Humain ajusté aux Inégalités |
| IIG | : Indice d'Inégalité de Genre |
| ILO | : <i>International Labour Organization</i> |
| INADES | : Institut Africain pour le Développement Économique et Social |
| INC | : Institut National de la Cartographie |
| INS | : Institut National de la Statistique |
| IPH | : Indice de Pauvreté Humaine |
| IPM | : Indice de Pauvreté Multidimensionnelle |
| IRAD | : Institut de Recherche Agricole pour le Développement |
| JICA | : <i>Japan International Cooperation Agency</i> |
| MICS | : <i>Multiple Indicator Cluster Surveys</i> |
| MINAGRI | : Ministère de l'Agriculture |
| MINCOF | : Ministère de la Condition Féminine |
| MINEPAT | : Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire |

| | |
|------------------|--|
| MINEPDED | : Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement Durable |
| MINFI | : Ministère des Finances |
| MINFOPRA | : Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative |
| MINPLADAT | : Ministère de la Planification, de la Programmation, du Développement et de l'Aménagement du Territoire |
| MINPROFF | : Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille |
| MINREX | : Ministère des Relations Extérieures |
| NC | : Norme Camerounaise |
| NEX | : <i>National Execution</i> |
| NIM | : <i>National Implementation Modality</i> |
| OCDE | : Organisation de Coopération et Développement Économique |
| OCHA | : <i>Office for the Coordination of Humanitaria Affairs</i> |
| ODD | : Objectifs de Développement Durable |
| OMD | : Objectifs du Millénaire pour le Développement |
| ONG | : Organisations Non Gouvernementales |
| ONU | : Organisation des Nations Unies |
| ONUDI | : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel |
| OPHI | : <i>Oxford Poverty and Human Development Initiative</i> |
| OSC | : Organisation de la Société Civile |
| PAAQSU | : Programme d'Amélioration des Prestations rendues aux Usagers des Services Publics |
| PADMIR | : Projet d'Appui au Développement de la Microfinance Rurale |
| PANPPDH | : Plan d'Action National de Protection et de Promotion des Droits de l'Homme |
| PAREC | : Projet d'Appui à la Résilience Économique |
| PAS | : Programme d'Ajustement Structurel |
| PBF | : <i>Peace Building Fund</i> |
| PEAT | : Programme Élargi de l'Assistance Technique des Nations Unies |
| PIB | : Produit Intérieur Brut |
| PID | : Pays Insuffisamment Développés |
| PME | : Petites et Moyennes Entreprises |
| PMSU | : <i>Programme Management Support Unit</i> |

| | |
|----------------|--|
| PNB | : Produit National Brut |
| PNDH | : Plan National pour la promotion et la protection des Droits Humains |
| PNDP | : Programme National de Développement Participatif |
| PNUAD | : Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement |
| PNUD | : Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PPA | : Parité de Pouvoir d'Achat |
| PPPP | : Programme Prioritaire de Promotion des PME |
| PRINCES | : Programme d'Inclusion Économique et Social |
| PTA | : Plan de Travail Annuel |
| PPTE | : Pays Pauvres et Très Endettés |
| PVMC | : Projet Village du Millénaire au Cameroun |
| QCPR | : <i>Quadrennial Comprehensive Policy Review</i> / Examen triennal des activités opérationnelles en matière de développement |
| RCA | : République Centrafricaine |
| RDC | : République Démocratique du Congo |
| RDH | : Rassemblement des Droits de l'Homme |
| REPECC | : Résilience des Populations face aux Effets du Changement Climatique |
| RGPH | : Recensement Général de la Population et de l'Habitat |
| RNB | : Revenu National Brut |
| RSF | : <i>Regional Stabilisation Facility</i> |
| SDSR | : Stratégie de Développement du Secteur Rural |
| SEMRY | : Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua |
| SITRASS | : Solidarité Internationale sur les Transports et la Recherche en Afrique Sub-Saharienne |
| SMIG | : Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti |
| SND30 | : Stratégie Nationale de Développement à l'horizon 2030 |
| SNI | : Société Nationale d'Investissement |
| SODES | : Sociétés de Développement Spécialisées sur des cultures particulières |
| SONARA | : Société Nationale de Raffinage |
| SOWEDA | : <i>South West Development Authority</i> |
| SPRPB | : Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base |
| TRAC | : <i>Target Resource Assignment from the Core</i> |
| TTF | : <i>Thematic Trust Fund</i> / Fonds fiduciaires thématiques |

| | |
|-----------------|---|
| TCS | : Tribunal Criminel Spécial |
| UNICEF | : <i>United Nations International Children's Emergency Fund</i> |
| UNCT | : <i>United Nations Country Team</i> |
| UNDAF | : <i>United Nations Development Assistance Framework</i> |
| UNESCO | : <i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization/</i> Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture |
| UNITAR | : <i>United Nations Institute for Training and Research/</i> Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche |
| UNOPS | : <i>United Nations Office for Project Services /</i> Bureau des services d'appui aux projets |
| USEP | : <i>Urban Special Employment Program</i> |
| VIH/SIDA | : Virus Immuno Humain/ Syndrome de l'Immunodéficience Acquise |
| YEIC | : <i>Youth Entrepreneurship Innovation Challenge</i> |

LISTE DES ILLUSTRATIONS

CARTES

| | |
|--|-----|
| 1 : Localisation de la zone d'étude | 9 |
| 2 : Sites d'implémentation des microprojets du PNUD dans la commune de Bogo, Extrême-Nord Cameroun | 260 |

FIGURE

| | |
|--|-----|
| 1 : Organigramme complet du bureau PNUD Cameroun | 143 |
|--|-----|

GRAPHIQUES

| | |
|---|-----|
| 1 : Détails sur la pauvreté dans la région de l'Extrême Nord en 2014 | 68 |
| 2 : Détails sur la pauvreté dans la région du Nord Cameroun en 2014 | 69 |
| 3 : Détails sur la pauvreté dans la région de l'Adamaoua en 2014 | 70 |
| 4 : Détails sur la pauvreté dans la région de l'Est Cameroun en 2014 | 71 |
| 5 : Pourcentage du montant global affecté à chaque secteur d'activité du troisième cycle de programmation (1982-1986) | 155 |
| 6 : Villages détruits au Nord-Ouest dans le cadre de la crise anglophone | 334 |
| 7 : Villages détruits dans le Sud-Ouest par la crise anglophone | 336 |
| 8 : Taux d'exécution des programmes pour le cycle de coopération 1997-2001 | 389 |

PHOTOS

| | |
|--|-----|
| 1 : Sol sec et inadapté à la pratique de l'agriculture en raison de l'extrême sécheresse dans la localité de Gadjawaï, région de l'Extrême-Nord Cameroun | 41 |
| 2 : Route quasiment inondée dans la ville de Maroua au quartier Domayo | 78 |
| 3 : Route endommagée dans la localité de Doumé à l'Est Cameroun | 80 |
| 4 : Quelques habitations fréquemment observées dans les zones rurales du Cameroun | 87 |
| 5 : Taudis servant d'habitats au quartier Cité des Palmiers dans la ville de Douala | 87 |
| 6 : Organigramme général du PNUD | 127 |
| 7 : Présentation des 17 Objectifs de Développement Durable | 171 |
| 8 : Herbert Prince M'Cleod | 178 |

| | |
|--|-----|
| 9 : Sophie De Caen..... | 179 |
| 10 : Thierry Mertens..... | 182 |
| 11 : Michel Balima..... | 184 |
| 12 : Steven Ursino..... | 185 |
| 13 : Najat Rochdi..... | 186 |
| 14 : Remise symbolique de l'équipement informatique du Centre d'Écoute, d'Orientation, de Conseil et d'Accompagnement (CEOCA) de Touloum au Maire par le Représentant Résident du PNUD | 187 |
| 15 : Bouri Jean Victor Sanhouidi | 188 |
| 16 : Allegra Maria Del Pilar Baiocchi..... | 189 |
| 17 : Allegra Maria Del Pilar Baiocchi présentant ses lettres de créances au Ministre des Relations Extérieures du Cameroun en Juin 2017..... | 190 |
| 18 : Fenella Frost..... | 191 |
| 19 : Jean Luc Stalon | 192 |
| 20 : Pirogues offertes par le PNUD aux pêcheurs de l'île de Mbefru, du département du Ngoketunja dans la région du Nord-Ouest en 2020 | 193 |
| 21 : Jean Luc Stalon (à droite) remettant ses lettres de créances au Ministre délégué auprès du MINREX en charge de la coopération avec le monde islamique..... | 194 |
| 22 : CEOCA installé dans la commune de Lagdo au Nord Cameroun | 209 |
| 23 : CEOCA installé dans la commune de Pitoa dans la région du Nord Cameroun | 209 |
| 24 : Production d'arachide dans la Région de l'Extrême-Nord | 212 |
| 25 : Production d'oignon dans la Région du Nord, GIC Kawtal de Djoumassi | 212 |
| 26 : Production de la tomate dans Région de l'Ouest, Département du Noun..... | 213 |
| 27 : Magasin de stockage des denrées alimentaires construit pour le GIC REYMA de Douka, Région de l'Extrême-Nord | 213 |
| 28 : Organisation des activités sportives à l'Est-Cameroun par le Programme des Nations Unies pour le Développement et MIFALOT..... | 217 |
| 29 : Tournoi de football pour jeunes organisé à l'Est-Cameroun dans le cadre du partenariat Programme des Nations Unies pour le Développement-MIFALOT..... | 218 |
| 30 : Comité de gestion du sous-programme de réduction de la pauvreté à la base phase II.. | 223 |
| 31 : Forage achevé à Yamdjidjin dans l'arrondissement de Maroua 1 ^{er} | 228 |
| 32 : Présentation des 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement..... | 229 |
| 33 : Bâtiment abritant des salles de classes neuves à Meyomessi | 229 |
| 34 : Paysage scolaire en pleine mutation à Maroua 1 ^{er} | 230 |

| | |
|---|-----|
| 35 : Remise du matériel pédagogique à Maroua 1 ^{er} (dans le cadre de la réalisation de l'OMD 2: assurer une éducation primaire pour tous)..... | 230 |
| 36 : Boutique KAIZEN ouverte après la formation du PNUD sur l'entrepreneuriat et le marketing à l'Extrême-Nord | 245 |
| 37 : Marché de Zamay avant les travaux de réhabilitation effectués par le PNUD | 258 |
| 38 : Nouvel hangar construit par le PNUD au marché de Zamay par le PNUD | 258 |
| 39 : Parc à bétail construit par le PNUD | 259 |
| 40 : Abreuvoir pour bêtes construit par le PNUD à Bogu | 261 |
| 41 : Un château d'eau alimenté à l'énergie solaire construit par le PNUD à Bogu | 262 |
| 42 : Une mini-centrale solaire qui produit de l'énergie électrique pour assurer l'éclairage domestique à Bogu | 262 |
| 43 : Un forage à partir duquel de l'eau est collectée pour usage domestique, aussi pour arroser les cultures en saison sèche à Bogu | 263 |
| 44 : Activités de carbonisation et de production du bio charbon par les femmes de Guingley | 264 |
| 45 : Signature du Mémoire d'Entente entre le Représentant Résident du PNUD au Cameroun (Jean Luc Stalon) et la General Manager of Microfinance du Development de Garoua (Denewol Penda Charlotte)..... | 268 |
| 46 : Signature du Mémoire d'Entente entre le Représentant résident du PNUD au Cameroun (Jean Luc Stalon) et le Directeur Général de la microfinance "Crédit du sahel" de Maroua..... | 269 |
| 47 : Panneau solaire installé sur le toit d'une maison dans le village de Mnyengue | 283 |
| 48 : Cérémonie de remise des bourses de financement aux lauréats de la première édition du YEIC co-présidée par le Ministre de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, Monsieur Mounouna Foutsou et le Représentant Résident du PNUD, Jean Luc Stalon..... | 309 |
| 49 : Soutien du PNUD à la startup Family Green Corp (fabricant d'engrais) issu de l'initiative YEIC située à Penja dans la région du Littoral Cameroun..... | 310 |
| 50 : Le soutien du PNUD à la startup Rich Nature de Bertoua issu de l'initiative YEIC | 310 |
| 51 : le soutien du PNUD à la startup NextBirth issu de l'initiative YEIC..... | 311 |
| 52 : Logements détruits dans l'Extrême Nord par les exactions de Boko Haram | 332 |
| 53 : Pillage et destruction des maisons dans la région du Nord-Ouest dans le département de Boyo..... | 335 |
| 54 : Destruction des habitations dans le village Mnyengue dans l'arrondissement de Muyuka, région du Sud-Ouest | 336 |

| | |
|---|-----|
| 55 : École publique de Limani | 338 |
| 56 : École maternelle d'Amchidée..... | 339 |
| 57 : Poste de contrôle forestier et de chasse d'Amchidée..... | 339 |
| 58 : Construction en cours du poste du commissariat spécial et des postes de douanes d'Amchidée | 340 |
| 59 : Construction en cours d'une brigade de gendarmerie à Amchidée | 341 |
| 60 : Marché de Limani | 342 |
| 61 : Cérémonie officielle de signature des conventions pour le Plan Présidentiel de Reconstruction des zones anglophones entre le PNUD et le MINEPAT | 344 |
| 62 : Cérémonie de remise à l'hôtel de ville de Buéa des lots de construction et autres biens de base aux populations des zones anglophones dans le cadre du Plan Présidentiel de Reconstruction de ces régions par le Représentant Résident Adjoint du PNUD Cameroun | 345 |
| 63 : Cérémonie de remise des kits de prévention et de protection aux communes d'arrondissement du Département du Mfoundi par le PNUD | 350 |
| 64 : Remise du don par le Représentant Résident du PNUD au Cameroun à Mr le Recteur de l'Université de Yaoundé II le 01 ^{er} Juin 2020 | 351 |
| 65 : Remise des kits anti COVID-19 par le Représentant Résident Adjoint du PNUD- Cameroun et le Représentant de l'AFD à la délégation du MINSANTE (région du centre) | 352 |

SCHEMA

| | |
|----------------------------|-----|
| 1 : L'action du PNUD | 198 |
|----------------------------|-----|

TABLEAUX

| | |
|---|----|
| 1 : Évolution du PIB du Cameroun sur la période de 1972 à 1985..... | 46 |
| 2 : Évolution du PIB du Cameroun sur la période de 1985 à 1990..... | 55 |
| 3 : Évolution des principaux indicateurs économiques du Cameroun de 2001 à 2014..... | 60 |
| 4 : Caractérisation de la pauvreté en fonction du milieu de résidence en 2002 | 63 |
| 5 : Tendances des indicateurs de pauvreté monétaire au Cameroun de 2001 à 2014 | 67 |
| 6 : Répartition des foyers de pauvreté par région en 1976..... | 67 |
| 7 : Répartition des emplois occupés selon la branche d'activité..... | 76 |
| 8 : Taux de scolarisation des zones rurales selon les provinces des individus âgés de 6-14 ans en 1976 | 82 |

| | |
|--|-----|
| 9 : Quelques sources énergétiques utilisées par les femmes pour la cuisine..... | 89 |
| 10 : État de la filière électricité dans l'Extrême-Nord | 90 |
| 11 : Apport des principaux domaines économiques au développement du Cameroun de 1996 à 2007 | 96 |
| 12 : Pourcentage du montant global affecté à chaque secteur d'activité du troisième cycle de programmation (1982-1986)..... | 155 |
| 13 : Allocation des ressources par domaine d'activités prioritaires dans le cadre du cinquième cycle de coopération | 160 |
| 14 : Les ressources fournies par le PNUD au Programme 2003-2007 par domaines d'intervention..... | 165 |
| 15 : État des contributions de financement pour le cycle de programmation 2008-2012 | 167 |
| 16 : Principaux donateurs du cycle de coopération 2018-2021..... | 172 |
| 17 : Cycles de coopération entre le PNUD et le Cameroun de 1972 à 2021..... | 173 |
| 18 : Liste des représentants résidents du PNUD au Cameroun (1972-2021)..... | 194 |
| 19 : Enquête sur les entreprises camerounaises et étrangères en 1970 | 201 |
| 20 : Répartition des enveloppes budgétaires dans les établissements de microfinance agréés | 223 |
| 21 : Cadre stratégique de déroulement du Programme | 225 |
| 22 : Identification des ménages bénéficiaires selon les activités mises en place par le PNUD entre 2015-2016..... | 234 |
| 23 : Quelques microprojets financés dans le cadre du SPRPB, phase I et ayant eu un impact significatif..... | 235 |
| 24 : Processus de changement des comportements des récipiendaires après les formations reçues | 242 |
| 25 : Niveau de la demande dans chacune des sept localités..... | 243 |
| 26 : Nature du matériel remis aux communes de l'Extrême-Nord en 2016 dans le cadre de la résilience aux changements climatiques..... | 247 |
| 27 : Nature du matériel remis aux communes des régions de l'Extrême-Nord et du Nord en 2017 dans le cadre de la résilience aux changements climatiques | 248 |
| 28 : Bilan chiffré des bénéficiaires selon l'âge et le sexe dans tout le Cameroun | 252 |
| 29 : Processus d'acceptation des microprojets et nombre de projets financés par Région dans le cadre du SPRPB I | 279 |
| 30 : Dynamique évolutive de l'Indice de Développement Humain du Cameroun de 1990 à 2018 | 289 |

| | |
|---|-----|
| 31 : Récapitulatif des projets élaborés par le Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun et en rapport avec la femme (1975-1994)..... | 305 |
| 32 : Nombre de projets financés dans le cadre du Programme Global | 306 |
| 33 : Principes et étapes de l'approche 3X6 | 316 |
| 34 : Villages détruits au Nord-Ouest dans le cadre de la crise anglophone | 334 |
| 35 : Villages détruits dans le Sud-Ouest par la crise anglophone | 335 |
| 36 : État de mobilisation des ressources du Programme (PRINCES)..... | 369 |
| 37 : Répartition de l'aide reçue par le Cameroun dans le cadre de l'initiative PPTE | 372 |
| 38 : Taux d'exécution des programmes pour le cycle de coopération 1997-2001 | 388 |

| |
|--------------------------|
| LISTE DES ANNEXES |
|--------------------------|

| | |
|--|-----|
| 1 : Attestation de recherche | 411 |
| 2 : Questionnaire pour le personnel du PNUD Cameroun | 412 |
| 3 : Questionnaire pour les Populations et Cadres du MINEPAT | 414 |
| 4 : Accord de coopération entre le Fonds Spécial des Nations Unies et la République Fédérale du Cameroun en 1961 | 415 |
| 5 : Accord entre le Programme des Nations Unies pour le Développement et le Gouvernement de la République du Cameroun | 418 |
| 6 : Planification des Programmes, Cinquième Programme du Cameroun | 421 |
| 7 : Country Cooperation Framework and related matters, First Country Cooperation Framework for Cameroon (1997-2001) | 425 |
| 8 : Third Country Programme for United Republic of Cameroon | 429 |
| 9 : Plan d'Action du Programme de Pays, 2013-2017 | 433 |
| 10 : Article d'Ayangma Ndjere Jean Pierre: La commune de Bafia et l'encadrement économique et socioculturel des populations 1955-2013 | 437 |

RESUME

Ce travail apprécie sur la base du plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et des résultats des projets sur le terrain, la contribution du PNUD dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun entre 1972 et 2021. À cet effet, il convient de préciser ici que le recours du Cameroun à la coopération multilatérale comme c'est le cas de son appel adressé au PNUD, résulte d'une part de son appartenance à la grande communauté des Nations Unies et d'autre part de sa volonté de promouvoir son rayonnement en s'appuyant aussi sur la solidarité internationale. Utilisant les dix cycles de programmation du PNUD au Cameroun, les différents projets entrepris. Cela a permis de comprendre que le PNUD dispose d'un large mandat pour ce qui est de la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement dans le monde en général et au Cameroun en particulier. Par ailleurs, la mise en place de ses actions s'appuie sur la culture de résilience qui anime la majorité de la population camerounaise. Ceci étant, quelle appréciation historique peut-on avoir de la contribution du PNUD dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun? À partir des sources d'archives, orales, écrites, iconographiques, numériques et suivant une approche d'analyse diachronique et synchronique, couplée à des méthodes d'interprétation des données à la fois qualitatives et quantitatives; on est parvenu d'une part à établir un lien entre l'environnement naturel et l'exposition de certaines localités du pays à la pauvreté et d'autre part à faire une revue des politiques de développement au Cameroun à partir de 1970, bien avant l'installation officielle du Programme onusien. Un regard a été porté sur l'augmentation du taux de pauvreté, à partir du milieu des années 1980 dû à une crise économique. Par la suite, une attention particulière a été accordée à la présentation générale du bureau du PNUD au Cameroun, avec pour point culminant l'analyse des cycles de programmation réalisés par le PNUD, couplée à la présentation de certains Représentants Résidents qui ont œuvré à l'accomplissement de ceux-ci. Ainsi, les résultats s'inscrivent ici dans un cadre global de diminution du niveau de pauvreté au Cameroun par l'entremise du soutien du PNUD. Par ailleurs, la géolocalisation des pauvres a permis de modéliser le visage de la pauvreté au Cameroun, qui revêt une connotation plus rurale. Toutefois, les inégalités flagrantes, les conditionnalités et l'insuffisance des moyens financiers pour subventionner les projets couplés aux crises sécuritaires et sanitaires attestent des écueils rencontrés dans l'éradication de la pauvreté au Cameroun. À cet effet, au regard de la dynamique des interventions du PNUD dans la diminution de la pauvreté au Cameroun, ce travail conclut que, même si cette coopération présente des opportunités efficaces que le pays doit saisir, l'appréciation que l'on a de la contribution du PNUD à la réduction de la pauvreté et la promotion du bien-être au sein population camerounaise demeure mitigée; puisque les projets implémentés et les ressources allouées sont dans la majorité des cas insuffisants et disproportionnés. Dès lors, il apparaît évident que, si l'appui multisectoriel offert par le Programme des Nations Unies pour le Développement, n'est pas débarrassé de toutes formes de contraintes voire de conditionnalités imposées par les bailleurs de fonds, l'impact de son assistance va demeurer flou et non capitalisable. Cependant, la lutte contre la corruption et une meilleure redistribution des opportunités sur l'ensemble du territoire national constituent un gage acceptable pour l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes au Cameroun, afin d'assurer un développement humain et durable efficace.

Mots clés: Pauvreté, Développement, Développement humain, Coopération multilatérale, Bien-être.

ABSTRACT

This work assesses the contribution of the UNDP in the fight against the poverty in Cameroon from 1972 to 2021, based on the framework of the United Nations Development Aid and the results of the field work as well. To this effect, it is worth mentioning here the resort of Cameroon to the multilateral cooperation as it is the case here with the call for help by Cameroon to the UNDP, come as a result on one part of being a member of the United Nations community and on the other part the will of Cameroon to promote its influence thanks to the international solidarity. Using the ten cycle program of the UNDP in Cameroon and the different projects carried out, this shows that UNDP program has the authority as far as the fight against poverty and the promotion of development in the world in general and in Cameroon as well is concerned. Elsewhere, the implementation of these actions is made easier by the resilience culture of the majority of Cameroonian. With this, what historical appreciation can one have on the contribution of UNDP on the fight against poverty in Cameroon? From various sources included archives, oral, written, iconographic and digital sources and following a diachronic and synchronic analyses, coupled with qualitative and quantitative interpretation methods, we have established on one hand, the link between the natural environment and the poverty in certain localities of the country and on the other side, do a review of development policies in Cameroon from 1970, before the official installation of the UN programs. It is important to pay attention to the increment of the rate of poverty in the mid-1980s due to the economic crisis. Later the members of the staff of UNDP in Cameroon were introduced as well as some permanent members living in Cameroon. The main target was the reduction of the rate of poverty in Cameroon with help of the organization. What is more, the geolocalisation of the poors was done as to find the best ways and means to help them. The most affected areas by poverty are the rural areas. The most important problems encountered in the fight against poverty are the inequality, the security and sanitary problems, the shortage of financial means just to name a few. Despite the will of the UNDP to eradicate the poverty in Cameroon, this write up comes to the conclusion that this cooperation presents real and great opportunities to overcome the poverty, but is not enough. The well-being of the population and the human development can only be achieved if the assistance of the international community is more conditionalities free, if the rate of corruption decreases and if there is a better redistribution of opportunities in the society.

Keywords: *Poverty, Development, Human Development, Multilateral Cooperation, Wellbeing.*

INTRODUCTION GENERALE

1- PRESENTATION DU SUJET

La communauté internationale s'était fixée comme objectif prioritaire dès le début des années 1960, la mise en place d'une organisation capable de soutenir et d'aider les Pays Insuffisamment Développés (PID)¹. C'est ainsi que des cendres des "ex Programme Élargi d'Assistance Technique (PEAT) créée en 1949 et Fonds Spécial des Nations Unies (FSNU) créée en 1958"², va naître le Programme des Nations Unies pour le Développement en 1965. La fusion des deux organismes ci-dessus cités avait pour but de renforcer leurs capacités d'intervention. Cette nouvelle institution de coopération multilatérale dispose d'un siège social dans la ville de New York, aux États-Unis d'Amérique³.

Considéré comme acteur de coopération multilatérale opérant dans cent soixante-six États⁴. Parmi lesquels, le Cameroun, ce Programme onusien collabore avec les administrations des pays partenaires par la recension des préoccupations urgentes de leurs populations. À cet effet, entre le Cameroun et le PNUD, il existe une coopération formelle en bonne et due forme. Ainsi, les conditions nécessaires pour attester de l'existence d'une coopération sont tout d'abord, l'existence d'un capital pour la réalisation des projets assorti d'un mécanisme de financement. En effet, dans le cadre de la coopération entre le PNUD et le Cameroun, les sources de financement sont notamment le mécanisme *TRAC* du Programme onusien et les fonds fournis par le gouvernement du Cameroun. Ensuite, la nécessité d'une hiérarchisation dans la structure de gestion de la coopération afin que les projets puissent être menés normalement. Au Cameroun, il y a d'une part le MINEPAT, représentant le gouvernement et d'autre part le bureau du PNUD au Cameroun. Enfin, l'effectivité de la réalisation des projets sur le terrain qui suppose avant tout une coordination et un suivi. Par ailleurs, elle concerne aussi bien l'institution internationale concernée que les gouvernements

¹ D'après E. de Lamartinière Nuaghe Noubissi, le sigle PID est le terme utilisé par les Nations Unies au lendemain de la deuxième guerre mondiale pour désigner l'ensemble des pays pauvres. Cette appellation a perduré jusqu'au début de la décennie 60 lorsque l'ONU a adopté le terme PVD (Pays en Voie de Développement). Cité par E. de Lamartinière Nuaghe Noubissi, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun (1972-2012)", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2015, p. 25.

²Nations Unies, "Origine du Programme des Nations Unies pour le Développement". <https://kuza.tibet.org/cm.undp.org/>, consulté le 20 janvier 2023 à 10 heures.

³ S. S. Zarkovitch, *Le Programme des Nations Unies pour le Développement : étude critique*, Paris, PUF, 1970, p. 10.

⁴"Système des Nations Unies," Les Nations Unies et les Objectifs de Développement International (ODI) -Buts de la Déclaration du Millénaire", République du Cameroun, Rapport, juin 2001. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/africa/Cameroon_MDGReport_2001_FR.pdf, consulté le 10 décembre 2021 à 09 heures.

récipiendaires. De nombreux projets sont implémentés au Cameroun dans toutes les régions du pays.

Afin de s'assurer un maximum de résultats, la coopération Cameroun/PNUD repose sur des enjeux stratégiques au rang desquels: croissance endogène et intégrée, pérenne et pourvoyeuse d'emplois par la réduction de la pauvreté, bonne gouvernance et consolidation de la paix. Préservation de l'environnement et lutte contre les changements climatiques. Toutefois, parmi ces enjeux, la lutte contre la pauvreté occupe une place dans le cadre de cette coopération. Par ailleurs, une observation de la pauvreté au Cameroun permet de constater que cette réalité qui a une connotation beaucoup plus rurale dépend de plusieurs facteurs. Ainsi, les facteurs qui ont structuré la pauvreté au Cameroun sont: les facteurs naturels (disparités régionales en ressources/l'enclavement de certaines localités (absence de routes praticables, pistes rurales)); l'esclavage et la colonisation (perte de valeurs morales, absence du culte de l'effort due aux nombreuses années d'asservissement auxquelles, les camerounais ont été soumis); le détournement des fonds publics; la corruption).

La coopération entre le Cameroun et le PNUD prend une nouvelle envergure en 1965 dès sa création sans rompre avec les bases de son prédécesseur le FSNU. Néanmoins, il est important de rappeler que la ratification de la convention faisant du Cameroun un État membre s'est faite de manière progressive. En effet, en 1961, le gouvernement camerounais a signé des accords avec les défunts PEAT et FSNU qui ont par la suite fusionné en 1965 pour donner naissance au PNUD. Ces accords ratifiés par le Cameroun ont facilité son adhésion à la nouvelle structure onusienne. Cette coopération a été scellée par le décret n°68/DF/456 du 28 novembre 1968, relatif à l'accord signé entre la République Fédérale du Cameroun et le Programme des Nations Unies pour le Développement⁵. Ainsi, tout était désormais en place pour l'installation officielle du bureau PNUD à Yaoundé.

Au lendemain de son indépendance, le soutien de ce Programme onusien a constitué un point d'ancrage primordial dans le rayonnement du Cameroun au lendemain de l'indépendance, dans la mesure où ses priorités de développement ont été de plus en plus prises en considération par le Programme onusien. Ainsi, à l'instar de ses compères d'Afrique nouvellement autonomes, le Cameroun est exposé aux mêmes difficultés d'émergence. Celles-ci ont été d'ordre infrastructurel comme l'insuffisance des voies de communication, le manque

⁵ A. MINREX, Décret n° 68/DF/456 du 28 novembre 1968 relatif à l'accord signé entre la République Fédérale du Cameroun et le PNUD.

d'infrastructures sanitaires, éducatives⁶. Elles sont aussi d'ordre politique avec l'absence des programmes économiques bien définis et le déficit de planification⁷. Elles sont enfin d'ordre socio-économique au vu de l'augmentation du seuil de pauvreté; avec notamment les écueils rencontrés par les couches vulnérables de s'intégrer dans la société⁸. En plus de toutes ces difficultés ci-dessus mentionnées, le pays était aussi en proie à un grand retard technique, matérialisé ici par l'existence des grands secteurs mal ou sous exploités. À ce titre, et au regard de ces besoins urgents, l'adhésion du Cameroun fédéral à ce programme onusien de coopération multilatérale était devenue capitale voire primordiale afin de parvenir à l'établissement des initiatives louables et salutaires pour le bien-être de la population camerounaise.

En outre, c'est en 1972 que le Programme onusien a ouvert officiellement une représentation permanente au Cameroun plus précisément à Yaoundé. En 1971, le premier Représentant Résident du PNUD a pris service en la personne de Bertin Borna⁹. Depuis lors, il accompagne le gouvernement camerounais dans sa quête pour le bien-être des populations¹⁰.

Cependant, pour rappel, le Cameroun a bénéficié de l'assistance d'un des prédécesseurs de ce Programme onusien dans les années 1960¹¹. En effet, dans les faits, un "accord standard" fut signé entre l'ex-Fonds Spécial des Nations Unies (aujourd'hui PNUD¹²) et le gouvernement fédéral camerounais le 13 juin 1961¹³. Il ressort que les principes qui guidèrent les performances du PNUD dès son installation au Cameroun furent consignés dans cet accord standard de 1961¹⁴. Par la suite, une convention de coopération PNUD-Cameroun fut ratifiée en 1968 et fut révisée en 1991 en vue de l'adapter à l'évolution du contexte international. Le préambule du nouvel accord faisait état d'une coopération essentiellement basée sur

⁶ E. de Lamartinière Nuaghe Noubissi, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun (1972-2012)", p. 27.

⁷ *Ibid.* p. 27.

⁸ *Ibid.* p. 27.

⁹ A.MINREX, Lettre du Représentant Résident du PNUD au Cameroun, adressée au Ministre des Affaires Étrangères, 1971. Par ailleurs, il convient de préciser qu'en l'absence de ce dernier, ce fut Michael Challons, alors Représentant Résident adjoint à l'époque qui assurait l'intérim; voilà pourquoi la majorité des documents de cette période portait son nom. C'est là l'une des raisons qui ont poussé certains chercheurs avant nous à croire qu'il était le responsable en poste de ce bureau.

¹⁰ M. Zeh Nlo, 40 ans, Assistant au Représentant Résident et chef de l'unité Développement durable au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 20/09/2021.

¹¹ F. Tangie Nsoh, "Multilateral assistance for self-reliant development?: the UNDP in Cameroon 1972-1983", Thèse de Doctorat en Sciences politiques, Université d'État de New York, 1984, p. 119.

¹² Plus explicitement, sa création est le résultat de la fusion entre le FSNU et le PEAT.

¹³ F. Tangie Nsoh, "Multilateral assistance for self-reliant development?: the UNDP in Cameroon 1972-1983", p. 119.

¹⁴ *Ibid.* p. 113.

l'altruisme. Il stipulait que: "le gouvernement camerounais et le PNUD ont conclu le présent accord dans un esprit d'amicale coopération"¹⁵. Il ressortait que cet accord était issu d'une volonté de la part des deux parties à établir une relation d'amitié au sein de laquelle le PNUD se devait d'aider le gouvernement camerounais à mener à bien ses projets de développement. Ceci dans le but d'améliorer les conditions de vie de ses populations et de contribuer à leur épanouissement.

Il ressort clairement que le Programme des Nations Unies pour le Développement fut établi pour soutenir les Pays en Voie de Développement dans l'accélération de leur processus de développement et la réduction de la pauvreté. Cependant, au même titre que le PNUD lutte contre la pauvreté au Cameroun, la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Mondiale (BM), la JICA¹⁶, ainsi que des ONG locales et des initiatives gouvernementales, mènent tous des efforts complémentaires pour lutter contre la pauvreté sous différents angles afin de procurer un niveau de vie acceptable à la population camerounaise. Dans ce sens, la Banque Mondiale met en place des projets filets sociaux comme ce fut le cas à Touboro dans le région du Nord Cameroun où près de trois (3000) riverains ont bénéficié d'une part des transferts monétaires directs à hauteur de vingt mille (20000) Francs CFA mensuel et d'autre part des programmes des chantiers publics à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) durant la période allant de 2017 à début 2018¹⁷. Ainsi, il convient de préciser ici que le PNUD ne détient pas à lui seul, le monopole de la lutte contre la pauvreté au Cameroun.

Toutefois, bien que ces différents acteurs partagent l'objectif commun d'améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables, il existe des aspects divergents dans leurs approches respectives. Certaines institutions privilégient une aide financière directe sous forme de prêts ou de subventions, tandis que d'autres se concentrent davantage sur le renforcement des capacités des communautés locales à travers des programmes de formation et de développement des compétences. De même, les modalités de mise en œuvre des projets peuvent varier, certains acteurs favorisant une approche plus institutionnel quand d'autres

¹⁵ A. MINREX, "Accord entre le Programme des Nations Unies pour le Développement et le Gouvernement de la République du Cameroun", République du Cameroun, 1991, p. 1.

¹⁶ Cette institution internationale joue un rôle essentiel dans le soutien au développement agricole rural au Cameroun. Elle met en œuvre une multitude de projets visant à améliorer les conditions de vie des populations rurales à travers le pays à l'instar des projets de riziculture dans les régions du Nord-Ouest, Centre et Sud à partir de juin 2016. Son action contribue ainsi à la sécurité alimentaire et au développement économique des populations rurales.

¹⁷ Villes et communes- le journal qui localise les ODD, "Filets sociaux: la Banque Mondiale satisfaite", 19 juin 2018. <https://www.villesetcommunes.info/actu-cameroun/filets-sociaux-banque-mondiale-satisfaite/>, consulté le 20 novembre 2021 à 12 heures.

préconisent une démarche plus participative, impliquant étroitement les bénéficiaires dans l'élaboration et la réalisation des initiatives. Ces différences d'approche peuvent parfois engendrer des défis de coordination et de complémentarité entre les différents intervenants. Néanmoins, la concertation et la synergie entre ces institutions restent essentielles pour maximiser l'impact des efforts de développement et lutter de manière plus efficace contre la pauvreté au Cameroun. Prenant en compte ses difficultés en matière d'émergence, le Cameroun s'est tourné vers des réseaux d'aide à l'échelle mondiale. Ainsi, ce travail s'intéresse à l'un des démembrements de ce réseau; d'où le thème: "Le Programme des Nations Unies pour le Développement et la lutte contre la pauvreté au Cameroun (1972-2021)". Compte tenu de l'importance que revêt l'amélioration des conditions de vie des populations dans un pays, le choix de ce thème a été motivé par moult raisons.

2- RAISONS DU CHOIX DU SUJET

La motivation d'une recherche est dans la majeure partie des cas, multifactorielle. En ce qui concerne la présente étude, elle combine aussi bien des éléments d'ordre général que personnel.

- Raisons d'ordre général

Considéré comme étant l'Afrique en miniature, le Cameroun connaît une croissance en dents de scie, affectant considérablement le rythme de vie de la population. En effet, les multiples crises à la fois économiques, sécuritaires et sanitaires que le pays subit, conduisent à l'accentuation du fossé de pauvreté caractérisée par un appauvrissement croissant des plus démunis. Ainsi, la réduction de moitié du nombre de personnes vivant en dessous du seuil national de pauvreté constitue une des priorités majeures du Cameroun¹⁸. Par ailleurs, étant universellement admis avec certitude que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel¹⁹, celle-ci s'accompagne au Cameroun d'une rapide augmentation de la population, d'une baisse des taux de scolarisation et des indicateurs sanitaires et des disparités régionales et de sexe. C'est alors que dans le cadre de la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi élaboré par l'État du Cameroun et bien avant, et ce au lendemain de l'indépendance, la problématique de la pauvreté a été largement étudié par les pouvoirs

¹⁸ Système des Nations Unies, " Les Nations Unies et les Objectifs de Développement International (ODI) -Buts de la Déclaration du Millénaire", République du Cameroun, Rapport, juin 2001. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/africa/Cameroon_MDGReport_2001_FR.pdf, consulté le 10 décembre 2021 à 09 heures.

¹⁹ L. M. Asselin, *Analysis of Multidimensional Poverty: Theory and Case Studies*, Ottawa, IDRC, 2009, p. 3.

publics camerounais et ont décidé de mettre sur pied des moyens efficaces pour la réduction de la pauvreté au Cameroun. De plus, conscients de ne pas pouvoir venir à bout tout seul de ses défis, le Cameroun a noué depuis son indépendance des relations soit avec des pays extérieurs, soit avec des organisations de promotion d'aide au développement à l'instar du PNUD; ce qui a conduit à ce qu'on s'intéresse à la coopération Cameroun-PNUD. Dans ce sens, le portefeuille des activités à réaliser dans le cadre de cette coopération a pris corps effectivement corps dès 1972 avec l'installation d'une de ses représentations au Cameroun. Ainsi, la question de la promotion du développement et la lutte contre la pauvreté a largement et meuble toujours la coopération entre le Cameroun et cet organisme onusien. Partant de ce constat, la question de la pauvreté mérite une attention particulière car elle témoigne du vécu quotidien des Camerounais comme c'est le cas dans les régions septentrionales et à l'Est où la situation déjà très précaire laisse la population dans le désarroi.

- **Raisons d'ordre personnel**

Se basant sur notre discipline d'apprentissage qui est l'histoire, l'élément déclencheur qui fut à l'origine du choix de ce sujet se fonde sur le fait que M. Bresson affirmait: "si l'on en croit les travaux des historiens, la pauvreté accompagne l'histoire de l'humanité, fait partie de la condition humaine, menace les progrès humains depuis toujours"²⁰. Aussi, la pauvreté sous ses multiples facettes demeure une réalité qui s'est propagée au fil des ans²¹. En effet, la permanence des recherches sur la pauvreté atteste de la volonté des scientifiques de trouver des voies et moyens pour éliminer ce problème définitivement. Dans ce sens, le souci est de comprendre les mécanismes sous-jacents de la pauvreté, les facteurs qui la perpétuent et les solutions possibles. De plus, une interrogation qui a toujours été au centre de nos préoccupations, est le désir de comprendre pourquoi au fil des années, les pauvres ne font que s'appauvrir pendant qu'au même moment, les riches continuent de s'enrichir. En outre, comment malgré toutes les aides reçues par les partenaires extérieurs au développement pour le rayonnement du pays, ce dernier demeure toujours dans la catégorie des pays dits sous-développés. Le désir d'apporter des réponses à ces préoccupations a renforcé l'attrait pour le choix de ce sujet.

²⁰ M. Bresson, "La pauvreté est-elle encore une question sociologique d'actualité ? Un enjeu de définition, de méthode et de théorie", *Pensée plurielle*, n°16, 2007, p. 9.

²¹ A. Touhami, "Cadre stratégique national de réduction de la pauvreté au Maroc: à propos du concept de pauvreté et analyse de la situation", Ministère du développement social, de la famille et de la solidarité du Maroc/PNUD-Maroc, 2009, p. 2.

Aussi, étant Camerounais, c'est avec amertume qu'on déplore le niveau de vie relativement précaire des populations dans le pays, ceci de la partie septentrionale à la partie méridionale avec un accent plus aigu sur les populations du septentrion et des zones anglophones du pays où sévissent les principaux maux tels que: l'analphabétisation, les crises sécuritaires et les insuffisances alimentaires. À cet effet, l'on s'est proposé d'identifier des politiques, des programmes ou des pratiques qui améliorent la situation de ces populations défavorisées, car, lutter contre la pauvreté au Cameroun a un impact significatif sur leurs conditions de vie. Toutefois, un constat clair permet d'observer que le gouvernement ne parvient pas à lui seul à éradiquer ce phénomène de pauvreté; car ses ressources financières ne le lui permettent pas, puisqu'il est également engagé sur d'autres défis d'une importance capitale. Bénéficiant d'un vaste réseau de partenaire extérieur, le pays peut faire appel à ce réseau; voilà pourquoi, une attention a été sur l'une des institutions internationales œuvrant en grande partie sur ces questions de pauvreté et de développement à savoir: "le Programme des Nations Unies pour le Développement". Au même titre que les raisons du choix du sujet, la définition de l'espace et de la période d'étude est aussi d'une importance capitale.

3- DEFINITION SPATIO-TEMPORELLE

L'espace géographique couvert par la présente étude est le "Cameroun" dans son ensemble. En effet, ce pays d'Afrique Centrale se trouve au fond du Golfe de Guinée, entre les 1^è et 13^è degrés de latitude Nord²² et les 8^è et 7^è degrés de longitude Est²³. Son pourtour territorial couvre quatre cent soixante-quinze mille quatre cent quarante-deux kilomètres carré (475 442 km²²⁴). Frontalier à l'Ouest avec le Nigéria, au Sud avec le Congo, le Gabon et la Guinée Équatoriale, à l'Est par la République Centrafricaine, et au Nord par le Tchad²⁵. À cet effet, la carte ci-dessous permet de mieux s'appropriier l'ancrage territorial de cette thématique. Aussi, elle permet d'avoir un aperçu de la géolocalisation de la pauvreté au Cameroun.

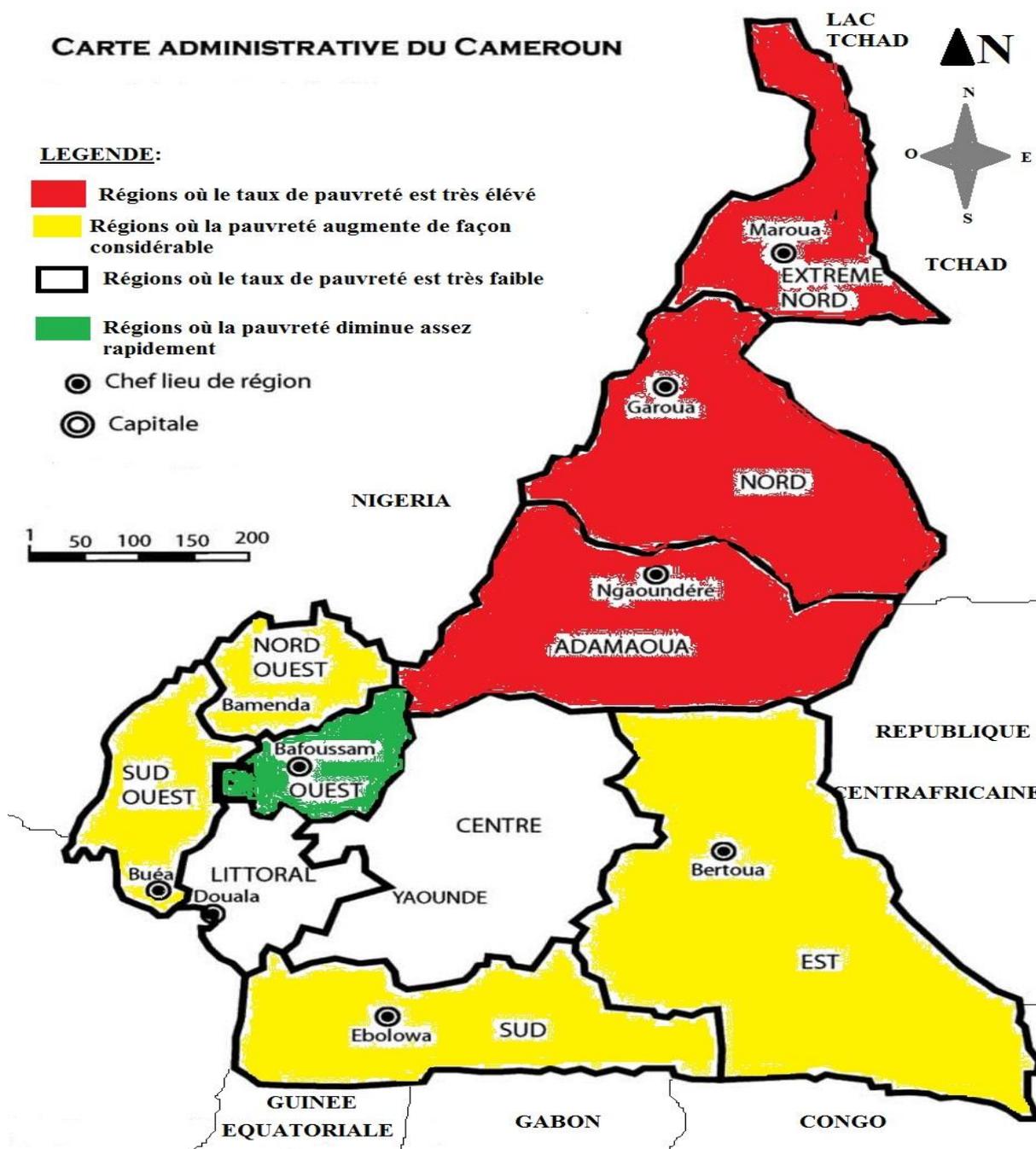
²² P. Donfack, al., "Les caractéristiques du milieu physique", in Seiny B., et al., *Agriculture des savanes du Nord-Cameroun: vers un développement solidaire des savanes d'Afrique Centrale*, Actes de l'atelier d'échange, 25-29 novembre 1996, Garoua, Cameroun. Montpellier, CIRAD-CD, p. 29.

²³ *Ibid.* p. 29.

²⁴ P. Tchawa, "Le Cameroun: une "Afrique en miniature?"" , *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°259, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2012, p. 319.

²⁵ Coraf Action N. 79, 30 septembre 2015. https://issuu.com/coraf/docs/ca_79_f/7, consulté le 02 avril 2021 à 11 heures.

Carte 1 : Localisation de la zone d'étude



Source: Fond de carte administrative du Cameroun réalisé par l'INC en 1998: adapté par J.P. Ayangma Ndjere.

La délimitation chronologique retenue 1972-2021, est importante pour plusieurs raisons. À ce titre, 1972, est particulière car il s'agit là de la période d'implantation d'une représentation permanente du PNUD sur le territoire camerounais plus précisément dans la ville de Yaoundé (au mois de Septembre)²⁶. Et la borne supérieure, 2021 marque la fin du dixième cycle de coopération entre le Programme des Nations Unies pour le Développement

²⁶ A. MINREX, Lettre du Représentant Résident du PNUD au Cameroun, adressée au Ministre des Affaires Étrangères, 1971.

et le Cameroun²⁷. En effet, initialement prévu de se terminer en décembre 2020, ce cycle fut rallongé d'une année en raison de l'apparition de la COVID-19 au Cameroun en début 2020²⁸. Ainsi, le gouvernement camerounais par l'entremise de son Premier Ministre, signa l'instauration d'un confinement total sur toute l'étendue du territoire, ce qui a entraîné de graves répercussions sur les conditions de vie de la population. Le dix-sept (17) mars 2020, le Chef du Gouvernement communiquait treize (13) mesures à mettre en œuvre pour lutter contre la propagation du COVID-19²⁹. Le Programme des nations unies pour le développement et le gouvernement Camerounais avait donc décidé de réorienter les actions prioritaires de ce dixième cycle (2018-2021) pour apporter un soutien aux efforts des populations dans leur lutte contre cette pandémie. Au même titre que la délimitation spatio-temporelle, la clarification conceptuelle et théorique est une étape charnière dans une recherche car elle permet de contextualiser les concepts fréquemment utilisés et de décliner la théorie la mieux adaptée à la thématique.

4- CLARIFICATION CONCEPTUELLE ET THEORIQUE

Dans cette partie, il est question d'explicitier d'une part les concepts jugés difficiles à la compréhension au rang desquels, la "pauvreté", le "développement", le "développement humain", la "coopération multilatérale" et le "bien-être". Et d'autre part, la théorie centrale sous laquelle cette recherche s'est appuyée pour la compréhension des faits.

Parlant du terme "pauvreté", M. Bresson pense que "les difficultés à proposer une définition rigoureuse contribuent à l'arbitraire des mesures de la pauvreté"³⁰. L'appréciation de la pauvreté doit suivre un processus qui se décline en trois séquences³¹ à savoir: l'identification du cadre d'analyse et de mesure des conditions de vie d'une population, l'établissement d'un niveau de référence en vue d'une classification des personnes en situation de pauvreté ou non et pour finir la mise en place d'un indice de perception de l'état des conditions d'existence. Concernant la pauvreté généralisante, l'on doit établir une certaine

²⁷ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études n° 1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Le Premier ministre, Chef du Gouvernement a communiqué 13 mesures à mettre en œuvre pour lutter contre la propagation de la COVID-19.

³⁰ M. Bresson, "La pauvreté est-elle encore une question sociologique d'actualité ? Un enjeu de définition, de méthode et de théorie", *Pensée plurielle*, vol 3, n°16, 2007, p.11.

³¹ J. B. Ki, et al, "Pauvreté multidimensionnelle au Sénégal: approches non monétaires fondées sur besoins fondamentaux", Proposition de recherche, Centre de Recherches Économiques Appliquées, Université Cheikh Anta Diop, 2002, p. 6.

base de référence renvoyant au montant le plus bas nécessaire pour pouvoir se nourrir³². Cependant, ces différentes approches méthodologiques contrastées permettent de comprendre la complexité que revêt la définition de la notion de pauvreté³³. Ainsi, la mise en place des critères s'avère primordiale afin d'avoir une définition claire de ce concept, car il est important que l'on sache d'une part qu'est-ce qui permet d'affirmer qu'un tel ou tel est défavorisé et d'autre part quel niveau de manque qui permet de qualifier un individu de pauvre³⁴.

Le terme "pauvreté" pour Barrat, désigne l'"état d'une personne qui manque de moyens matériels, d'argent; insuffisance de ressources"³⁵. Ainsi, cette notion a intéressé plusieurs champs de recherche à l'instar des welfaristes et les non welfaristes. C'est alors que des paradigmes multiples ont vu le jour allant des modèles d'appréciation aussi divers que variés soit une approche matérielle pour certains (welfaristes) et pour d'autres, sur une approche plutôt sociale de la satisfaction (les non welfaristes)³⁶. Pour Amartya Sen, la pauvreté se définit comme une privation de liberté, de capacités et de droits d'accès³⁷. Il est clairement établi de nos jours que la pauvreté soit une réalité concrète, multidimensionnelle, ne devant plus prendre en compte uniquement le seul aspect financier. Le Programme des Nations Unies pour le Développement affirme en s'inscrivant dans ce même sillage que "la pauvreté n'est pas un phénomène unidimensionnel; un manque de revenus pouvant être résolu de façon sectorielle"³⁸. Mais plutôt d'une réalité de grande envergure qui mérite une attention particulière et des réponses ciblées. Poursuivant dans cette lancée, la Banque Mondiale pense que la pauvreté est "la résultante de processus économiques, politiques et sociaux interagissant entre eux dans des sens qui exacerbent l'état d'indigence dans lequel vivent les personnes pauvres"³⁹. Le Programme des Nations Unies pour le Développement publiait un rapport intitulé "Vaincre la pauvreté humaine" dans lequel, il consacre une clarification

³² M. Bresson, "La pauvreté est-elle encore une question sociologique d'actualité ? Un enjeu de définition, de méthode et de théorie", *Pensée plurielle*, vol 3, n°16, 2007, p.11.

³³ *Ibid.* p.11.

³⁴ *Ibid.* p.12.

³⁵ N. Alokpaï, et al., "Appréhender la pauvreté pour mieux la réduire: nécessité de prise en compte des perceptions et représentations locales pour un meilleur impact des projets et politiques en Afrique subsaharienne", *Afrique et Développement*, Volume XLIII, n° 3, 2018, p. 88.

³⁶ *Ibid.* p.88.

³⁷ *Ibid.* p.89.

³⁸ E. Bénicourt, "La pauvreté selon le PNUD et la Banque mondiale", *Études rurales* [En ligne], 159-160 | 2001, mis en ligne le 03 janvier 2017, consulté le 15 mai 2021. URL: <http://journals.openedition.org/etudesrurales/68>. DOI: <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.68>.

³⁹ N. Hirech, I. Oudjama, "Économie de Rente et Pauvreté en Algérie", *Journal of Economic and Financial Research*, Fourth Issue, December 2015, p.19.

conceptuelle aux notions d'extrême pauvreté⁴⁰, de pauvreté générale et de pauvreté humaine⁴¹. Ainsi, pour les deux premiers cas, la pauvreté se caractérise par un manque d'accès aux besoins fondamentaux tels que la nourriture, l'eau potable, les soins de santé, l'éducation, un logement décent et des revenus stables. La pauvreté extrême implique une forme de privation multiple, où l'individu n'a pas les moyens de subvenir à ses besoins les plus élémentaires, compromettant ainsi sa survie et son bien-être. L'aspect humain de ce phénomène, se caractérise par le manque des prédispositions humaines de base telles: la sous scolarisation, malnutrition⁴², et bien d'autres. Au-delà des aspects matériels, la pauvreté prive également les individus de leur liberté de choix, de leur autonomie et de leur dignité.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement s'intéresse également à la question de la pauvreté monétaire, sans toutefois en donner une définition précise⁴³. Une analyse approfondie des différentes acceptions de ce terme pousse à penser qu'il englobe à la fois la pauvreté extrême et la pauvreté générale⁴⁴. Dès lors, la définition qu'il faut retenir est que la "pauvreté" désigne l'état d'une personne ou d'une collectivité qui souffre d'un besoin accru d'accès aux services et produits de première nécessité (qu'ils soient matériels ou immatériels), utiles à son épanouissement. De cette définition, un seuil de pauvreté peut être établi. Ainsi, au Cameroun, pour qu'une personne soit placée comme étant en situation de pauvreté, il faudrait que ses dépenses annuelles soient inférieures à la limite de pauvreté admise. Il a été situé à deux cent trente-deux mille cinq cent quarante-sept (232 547) francs CFA en 2001⁴⁵, deux cent soixante-neuf mille quatre cent quarante-trois (269 443) francs CFA en 2007⁴⁶ et trois cent trente-neuf mille sept cent quinze (339 715) francs CFA en

⁴⁰ E. Bénicourt, 'La pauvreté selon le PNUD et la Banque mondiale', *Études rurales* [En ligne], 159-160 | 2001, mis en ligne le 03 janvier 2017, consulté le 15 mai 2021. URL: <http://journals.openedition.org/etudesrurales/68> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.68>.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Études rurales*, 159-160 | 2001, "Exclusions" [Online], Online since, connection on 02 July 2021. URL: <https://journals.openedition.org/etudesrurales/1436>; DOI: <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.1436>, p.26. Consulté le 18 Août 2021 à 12 heures.

⁴⁴ *Ibid.* p. 26.

⁴⁵ Actualités Cameroun, "DÉVELOPPEMENT: LE VISAGE DE LA PAUVRETÉ AU CAMEROUN :: CAMEROUN", 26 Mars 2016. <http://camer.be/50682/12:1/developpement-le-visage-de-la-pauvrete-au-cameroun-cameroon.html#:~:text=Un%20m%C3%A9nage%20est%20dit%20pauvre%20si%20sa%20consommation,et%20931%20FCFA%20par%20%C3%A9quivalent-adulte%20et%20par%20jour>, consulté le 10 mars 2020 à 10 heures.

⁴⁶ *Ibid.*

2014⁴⁷, correspondant respectivement à six cent trente-sept (637) francs CFA, sept cent trente-huit (738) francs CFA et neuf cent trente un (931) francs CFA⁴⁸.

S'agissant du terme "développement", plusieurs auteurs se sont intéressés au concept de développement, puisqu'il s'agit d'une préoccupation permanente à laquelle sont confrontés les décideurs politiques et les acteurs du développement dans le monde. À cet effet, pour François Perroux, il s'agit d'un assemblage de modifications à la fois mentales et sociales qui affectent une population de telle sorte qu'elle devienne capable d'améliorer ses performances sur tous les plans⁴⁹. Il apparaît donc évident que le développement est un processus, voire un idéal à atteindre. D'autres auteurs vont plus loin en associant ce concept de développement à celui du sous-développement⁵⁰. En effet, il résulte alors que l'on part d'un état de sous-développement pour envisager une dynamique d'émergence, synonyme de développement. Néanmoins, il ressort que le développement est un concept complexe qui englobe à la fois des aspects économiques, sociaux et environnementaux. D'un côté, le développement économique se concentre sur la croissance du produit intérieur brut, l'industrialisation et l'augmentation des revenus. Mais ce type de développement ne tient pas toujours compte des impacts négatifs sur l'environnement et sur le bien-être des populations. C'est pourquoi le concept de "développement humain" a pris de l'importance depuis quelques décennies. Pour rappel, ce concept a été développé au début des années 1990 par le Programme des Nations Unies pour le Développement dans son souci de venir en aide aux hommes. À cet effet, le développement humain est un processus visant à l'agrandissement des potentialités éducationnelles, sanitaires et en matière de conditions d'existence d'un individu⁵¹. En outre, celui-ci met l'accent sur l'amélioration de la qualité de vie des individus, en s'intéressant à des indicateurs comme l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le niveau de vie. L'objectif est de permettre à chacun de réaliser pleinement son potentiel, indépendamment de sa situation économique. Ainsi, la majorité des pays d'Afrique, utilise ces concepts comme une propagande pour vanter

⁴⁷ INS. "Tendances, profils et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014", Résultats de l'ECAM IV, Yaoundé, INS, 2015, p.15.

⁴⁸ Actualités Cameroun, "DÉVELOPPEMENT: LE VISAGE DE LA PAUVRETÉ AU CAMEROUN :: CAMEROON", 26 Mars 2016. <http://camer.be/50682/12:1/developpement-le-visage-de-la-pauvrete-au-cameroun-cameroon.html#:~:text=Un%20m%C3%A9nage%20est%20dit%20pauvre%20si%20sa%20consommation,et%20931%20FCFA%20par%20%C3%A9quivalent-adulte%20et%20par%20jour.,> consulté le 10 mars 2020 à 10 heures.

⁴⁹ F. Perroux, "Les blocages de la croissance et du développement. La croissance, le développement, les progrès, le progrès (définitions)", *Tiers-Monde*, tome 7, n°26, 1966, p.240. DOI: <https://doi.org/10.3406/tiers.1966.2200>

⁵⁰ P. Guillaumont, *Économie du développement: le sous-développement*, Tome 1, Paris, PUF, 1985, p.32.

⁵¹ B. Takou Kamte, "Le Développement Humain: Une Analyse Théorique", *International Multilingual Journal of Science and Technology*, Vol. 7 n°4, 2022, p.4846.

des ambitions et des réalisations que ceux-ci peinent à concrétiser; ce qui rend illusoire et utopique l'appréciation de ceux-ci au Cameroun et son slogan d'émergence à l'horizon 2035. Car, pour convenir avec Guive Khan-Mohammad et Gérard Amougou, le choix et la mise en route d'une initiative regorgent de nombreuses incohérences allant d'une incompatibilité entre les objectifs fixés et les résultats à atteindre qu'à un écart entre la théorie et la pratique⁵². Partant de ces constatations, le Cameroun doit résolument revoir le cadre normatif, institutionnel et pratique de réalisation de ses priorités de développement afin de les adapter aux réalités du terrain et les faire évoluer simultanément.

Pour ce qui est du concept "coopération multilatérale", l'on relève que dans le jargon relationnel, ce concept semble récent. En effet, il apparaît au lendemain du second conflit mondial, lorsque l'Organisation des Nations Unies a été établie avec par la même occasion la création d'une panoplie de démembrements qui y était rattachée. Il s'agit d'une catégorie très particulière d'échange entre partenaires dans plusieurs domaines d'action⁵³. Sa particularité réside sur le fait qu'elle s'effectue par l'entremise d'organisations internationales qui entretiennent des rapports étroits avec des États. Ainsi, pour le cas d'espèce du Cameroun, le concept trouve tout son sens, au regard du vaste réseau de partenaires au développement à la fois étatiques et organisationnels dont bénéficie le pays pour atteindre ses objectifs d'émergence. Toutefois, il serait prétentieux de croire que cette catégorie de coopération peut à elle toute seule venir à bout des défis de développement du Cameroun, compte tenu des conditionnalités qui accompagnent très souvent cette assistance.

S'agissant du "bien-être", avant toute tentative de compréhension du phénomène, il est judicieux de souligner que ce dernier se scinde en plusieurs démembrements à savoir: le bien-être matériel (nourriture, travail, santé); le bien-être social (réalisation de ses envies sociétales) et le bien-être psychologique (estime de soi et prise en compte de sa famille)⁵⁴. Au Cameroun, les pouvoirs publics ont résolument pris au sérieux le concept de bien-être, ainsi, avec lors de la définition des grandes priorités de développement du pays, notamment les DSRP et DSCE, plusieurs spécificités ont été prises en compte à l'instar de l'éducation, de la

⁵² G. Khan-Mohammad, G. Amougou, "Industrie et développement au Cameroun: les dynamiques d'un État dans l'« émergence »", *Critique internationale*, Presses de Sciences Po, Vol.4, n°89, 2020, p.71.

⁵³ P. Diao, "Coopération multilatérale et politiques de jeunesse au sein de la francophonie", Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Inspecteur de l'Éducation Populaire de la Jeunesse et des Sports, Institut national supérieur de l'éducation populaire et du sport/Université Cheikh Anta Diop, 2002, p.5.

⁵⁴ C. Gondard-Delcroix, "Les représentations de la pauvreté: quels échos aux indicateurs internationaux ? Une étude qualitative sur les Hautes Terres de Madagascar", *Mondes en développement*, n°137, Éditions De Boeck Supérieur, 2007, p.54.

santé, des capitaux, des infrastructures sociales et des conditions d'existence⁵⁵. Toutes ces spécificités concourent à mieux apprécier et évaluer le concept de bien être au Cameroun.

Partant des constatations faites par Sen, il apparaît clairement que les populations défavorisées se retrouvent généralement en manque de possibilités ou de moyens d'agir contrairement aux populations mieux nanties qui pour elles ne sont que des évidences⁵⁶. Leurs difficultés vont plus loin lorsque ces dernières éprouvent des difficultés à s'alimenter, voire même à avoir une maison. Ils manquent souvent de nourriture et de logements adéquats, d'éducation et de santé⁵⁷. Tout ceci a permis de considérer comme théorie qui allait soutenir l'analyse des faits dans cette recherche, la "théorie des capacités" d'Amartya Sen.

Cette théorie est composée de trois principales composantes à savoir les commodités, les fonctionnements et les capacités⁵⁸. Les commodités regroupant les biens et services tandis que les fonctionnements prennent en considération les réalisations des individus c'est-à-dire qui ils sont et qu'est-ce qu'ils font avec les ressources dont ils disposent. Ils reflètent le style de vie des individus pauvres. *In fine*, les capacités ont un lien ici avec les fonctionnements, mais en plus, ils intègrent les notions d'opportunités et de liberté. Ce qui signifie l'ensemble des opportunités dont dispose une personne et qu'elle a la possibilité de choisir. Ainsi, les capacités correspondent alors à une variété de combinaison de fonctionnements qu'une personne doit pouvoir disposer et qui sont constitutifs du bien-être. Les capacités désignent encore ces vecteurs de fonctionnement, qui caractérisent les personnes libres de choisir tel ou tel style de vie parmi les différents paradigmes de la vie. Pendant que le fonctionnement doit être un résultat, la capacité quant à elle, se veut cette aptitude garantissant l'atteinte de ce résultat. Le fonctionnement est directement relié aux conditions de vie et les capacités désignent la liberté d'agir, de faire et de choisir selon ses convictions.

S'appuyant sur cette théorie, la pauvreté n'est pas uniquement identifiée comme une privation des priorités de première nécessité mais également comme une privation des libertés primaires, qui permettent à un individu d'avoir le style de vie souhaité. Cette approche de Sen qui se veut à la fois qualitative et multidimensionnelle, est utile ici d'une part parce qu'elle prend en compte le caractère multidimensionnel de la pauvreté et d'autre part, elle caractérise,

⁵⁵ P. Ningaye, et al, "Multi-pauvreté au Cameroun: Approche par les scores dimensionnels", PMMA Cahier de recherche 2011-1, Réseau de recherches sur les politiques économiques et la pauvreté, Yaoundé, 2011, p.15.

⁵⁶ A. Sen, *Commodities and Capabilities*, Amsterdam, North Holland, 1985, p. 40.

⁵⁷ A. Sen, *Development as Freedom*, New York, Anchor Books, 2000, p. 87.

⁵⁸ A. Sen, *Commodities and Capabilities*, p. 40.

voire matérialise cette volonté des populations de disposer des meilleures conditions de vie. Une fois la clarification conceptuelle et théorique effectuée, il convient maintenant de s'intéresser à la question centrale du travail.

5- PROBLEMATIQUE

Il s'agit ici de définir la posture qu'on s'est choisi afin de mieux cerner les contours de la difficulté que laisse entrevoir l'interrogation de départ⁵⁹. Tout cela renvoie donc en un texte argumentatif bien structuré qui comprend plusieurs points⁶⁰. Ceci étant, au regard de ses ressources financières très limitées, le Cameroun enregistre des statistiques alarmantes sur le plan du niveau de vie de sa population. À cet effet, et pour rappel, partant des périodes fastes du début des années 1970 à 1985, l'on note une nette augmentation du PIB oscillant entre 4% et 8%⁶¹. Toutefois, la crise qui survient au milieu des années 1980 engendre plusieurs difficultés notamment: une diminution du trafic commercial extérieur à hauteur de 40%⁶². Le PIB n'étant pas en reste, il s'est dégradé considérablement et a même atteint 10,46% entre 1987 et 1988⁶³. De nos jours, les régions telles l'Extrême-Nord, le Nord, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest présentent un visage inquiétant car leur taux de pauvreté a significativement augmenté, notamment en raison, de l'instabilité et des crises sécuritaires dont elles sont victimes. Toutefois, sans prétendre venir tout seul à bout de ces difficultés, le Cameroun dans le cadre de la solidarité internationale, reçoit plusieurs aides extérieures, dont la finalité affichée en apparence est la promotion du développement du pays. Toutefois, partant du fait que l'un des écueils rencontrés par les pays africains en général et le Cameroun en particulier pour leur émergence en vue de la réduction de la pauvreté reste et demeure le recours permanent et constant à l'aide extérieure. Des voix s'élèvent constamment pour dénoncer les conditionnalités qui accompagnent cette aide tout en réaffirmant le désir de voir les Nations africaines se développer sans trop miser sur le soutien extérieur et en particulier celui offert par les institutions de coopération multilatérale. Certes, l'idéal est de se détourner complètement de l'aide extérieure, mais, au regard du phénomène de mondialisation qui est de

⁵⁹ L.C. Campenhoudt, R. Quiry, *Manuel de recherche en sciences sociales*, 4^e édition, Paris, Dunod, 2011, p. 90.

⁶⁰ P. N'DA, *Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines: Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel, et son article*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 55. Cité par G. R. Voufo, "Les pouvoirs publics camerounais et la santé des détenus: le cas des prisons de Dschang et de Mantoum, période 1960-1992", Mémoire de Master en Histoire, Université de Dschang Cameroun, 2009, p. 15. Disponible à l'adresse: <https://www.memoireonline.com/01/14/8553/Les-pouvoirs-publics-camerounais-et-la-sante-des-detenus-le-cas-des-prisons-de-Dschang-et-de-Mant.html>, consulté le 10 aout 2021 à 11 heures.

⁶¹ G. Monchy, *Évolution économique rétrospective et perspectives macroéconomiques à l'horizon de 1995*, Paris, Dial, 1991, p. 1.

⁶² J.J. Aerts et al, *L'économie camerounaise: Un espoir évanoui*, Paris, Karthala, 2000, p.33.

⁶³ G. Monchy, *Évolution économique rétrospective et perspectives macroéconomiques à l'horizon de 1995*, p. 23.

plus en plus grandissant, aucune Nation ne saurait plus vivre en autarcie. Toutefois, le PNUD a fait énormément d'efforts, cependant son action reste toutefois soumise aux caprices des bailleurs de fonds qui n'orientent pas toujours leurs priorités pour les faire correspondre aux besoins des populations locales d'où la perception mitigée que l'on a de son intervention au Cameroun. Dès lors, partant de cette considération, quelle appréciation historique peut-on avoir de la contribution du PNUD dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun? Cette question suscite la formulation d'autres interrogations secondaires dites opérationnelles. Ainsi on a: quelle était la situation économique du Cameroun au lendemain de l'indépendance? Dans quel contexte le Programme des Nations Unies pour le Développement s'y est-il installé? Quels ont été les mécanismes déployés pour consolider et entretenir la coopération Cameroun/PNUD? Quelle a été la stratégie mise en place par le Programme des Nations Unies pour le Développement pour promouvoir un rayonnement économique au Cameroun? Quel a été l'impact sociopolitique de ce Programme onusien au Cameroun? Quels sont les écueils rencontrés par le PNUD et le Cameroun dans l'amélioration des conditions de vie des camerounais? La réponse à ce questionnement, constitue l'objet de l'analyse dans ce sujet. Une fois la question principale du thème clairement définie, il convient ensuite de faire ressortir l'intérêt dudit travail par rapport à la recherche scientifique d'une part et à ses retombées sociales d'autre part.

6- INTERÊT DU SUJET

S'interroger à la question de la pauvreté et du Programme des Nations Unies pour le Développement place le chercheur réellement au centre des réalités des populations d'où son enjeu capital. À ce titre, avec le vent de décentralisation qui est en marche dans le pays, le gouvernement doit garantir le transfert des compétences aux collectivités territoriales décentralisées; ce qui implique la promotion de la production locale et par ricochet l'amélioration des conditions de vie des populations. Ensuite, le Cameroun du fait de son riche potentiel en ressources naturelles suscite la curiosité et moult interrogations parmi les institutions internationales. C'est pourquoi, cette étude jette son dévolu sur les conditions qui ont favorisé l'apparition de cette typologie d'organisations (celle appartenant au groupe des Nations Unies) au Cameroun et d'autre part leur impact éventuel sur le développement de ce pays. Ceci dit, il faut convenir avec Bresson que la pauvreté est bien un problème important,

incontournable, pour tout auteur voulant comprendre le nature des changements en cours dans son environnement⁶⁴.

Ce travail sur le Programme des Nations Unies pour le Développement et la lutte contre la pauvreté au Cameroun, contribue à l'enrichissement de la science dans la mesure où il montre l'implication de cette institution dans l'amélioration des conditions de vie des populations camerounaises d'une part et d'autre part, il permet de connaître les responsabilités de cet organisme onusien au sein de la "grande famille" des Nations Unies. En effet, cette institution internationale qui paraît méconnu du grand public, joue un rôle important au sein du système des Nations Unies en ceci qu'elle fut pendant longtemps l'organe de coordination des activités des autres institutions onusiennes; d'où l'importance d'en faire une étude afin de mieux éclairer les lanternes sur cette organisation multilatérale.

Enfin, l'urgence ici est d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'importance majeure que revêt la mise en application des coopérations avec les organismes internationaux qui sont de véritables moteurs capables d'impulser le développement dans les pays. Au même titre que l'intérêt de l'étude, la revue de la littérature est aussi une étape capitale dans le processus de la recherche scientifique.

7- REVUE DE LA LITTÉRATURE

Afin de capitaliser les acquis des enquêtes de terrain, une lecture approfondie des travaux des prédécesseurs permet de baliser le champ de connaissances et savoir ce que les uns ou les autres peuvent apporter en plus. Plusieurs chercheurs issus de divers champs disciplinaires ont effectué des travaux sur le Programme des Nations Unies pour le Développement et le Cameroun, et également sur la question de la pauvreté (qu'elle soit unidimensionnelle ou multidimensionnelle) en général et en particulier avec des approches variées. Ainsi, dans l'optique de mieux cerner les contours du sujet, la recension des écrits ayant un lien avec la préoccupation qu'on s'est fixée est capitale. À cet effet, elle doit obéir à une approche scientifique précise; c'est alors que dans le cadre de cette recherche, l'on a opté pour une approche systématique de la revue de la littérature. Cette méthode est utile ici, en ce sens que, puisque s'appuyant sur une problématique préalable formulée, le champ des investigations des ressources est par conséquent bien circonscrit; ce qui réduit considérablement les biais et les erreurs.

⁶⁴ M. Bresson, "La pauvreté est-elle encore une question sociologique d'actualité ? Un enjeu de définition, de méthode et de théorie", p. 13.

Dès lors, cette revue de la littérature sans prétendre être holiste, touche aussi bien des thématiques ayant un lien direct avec le Programme des Nations Unies pour le Développement, l'aide extérieure et le développement d'une part et la lutte contre la pauvreté et le Cameroun d'autre part.

Traitant de l'aide extérieure, nombreux sont les auteurs qui de près ou de loin se sont penchés sur la question avec des conclusions aussi mitigées que concrètes. Dambisa Felicia Moyo fait part d'un constat clair que cette dernière a largement contribué au retard de l'Afrique sur tous les plans⁶⁵. Car, si lors de son octroi en Afrique, la finalité qui apparaît est la promotion d'un soi-disant développement, ses réels desseins, bien cachés, encouragent le renforcement de la précarité et l'augmentation de la pauvreté en Afrique, rendant difficile toute tentative d'émergence à cause de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. À cet effet, l'auteure présente des paradigmes qui attestent de l'inefficacité de l'aide internationale dans le continent africain. Toutefois, bien que Dambisa critique cette aide internationale, elle propose plutôt qu'à défaut d'elle, l'Afrique puisse bénéficier d'une présence encore plus accrue sur les marchés internationaux non pas comme observateurs passifs mais comme acteurs majeurs⁶⁶. De plus, elle prône que l'Afrique suive la trajectoire de développement des Nations asiatiques à l'instar de la Chine⁶⁷. Cette conception de l'aide extérieure laisse percevoir une connotation amère de celle-ci, car au lieu de promouvoir le développement, elle l'entrave plutôt. D'autres auteurs partagent au contraire une autre conception qui se veut plus humaniste et plus altruiste de l'aide extérieure.

À cet effet, Finn Tarp, affirme que l'aide extérieure a accrue son efficacité au lendemain de la seconde guerre mondiale et durant la période de la guerre froide⁶⁸. La pauvreté grandissante qui s'était installée dans le monde durant ces moments troubles qu'a traversé l'humanité a permis de renforcer la solidarité internationale. En outre, cette genèse de l'aide extérieure permet de percevoir les raisons qui ont sous-tendus sa mise en place ainsi que les modalités de son attribution. Au demeurant, la présente étude sans prétendre être holiste s'intéresse à un pan de l'aide internationale dans ce sens qu'elle analyse le soutien d'une organisation multilatérale envers un pays. Sans toutefois, faire l'éloge de cette dernière, elle s'inscrit dans une certaine mesure dans la logique de Dambisa et tente à son tour

⁶⁵ F. Dambisa Moyo, *L'Aide fatale. Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*, Paris, JC Lattès, 2009.

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ F. Tarp (s/d), *Foreign Aid and Development. Lessons Learnt and Directions for the Future*, London, Routledge, 2000.

d'expliquer l'inefficacité de l'aide étrangère dans un pays africain. La présente recherche se donne pour dessein de proposer quelques pistes de solutions pour mieux rediriger et réorienter les actions de cette organisation multilatérale. Par ailleurs, la notion de développement pouvant être dans certains cas liée à l'aide extérieure, Finn Tarp l'illustre à suffisance lorsqu'il laisse entendre qu'une fois une aide octroyée à un gouvernement, ce dernier doit être le garant du rayonnement de son État. D'où la nécessité de disposer des mesures efficaces de contrôle de l'exécution de l'aide offerte.

De ce fait, un enjeu majeur se dégage en ce qui concerne l'intégrité morale du gouvernement récipiendaire. Toutefois, même si l'aide extérieure détient ses lots de désolation, elle devient encore plus néfaste pour un pays lorsqu'elle est détournée à des fins personnelles et malhonnêtes.

À la suite de Finn Tarp, Graig Murphy, tout en s'intéressant à l'aide extérieure, atteste de l'importance de cette aide, lorsqu'il analyse l'ampleur des actions posées par le Programme des Nations Unies pour le Développement dans la vulgarisation de l'aide internationale. Ainsi, dans son livre intitulé: *The United Nations Development Programme: a better way?*⁶⁹, Il part du principe selon lequel, l'assistance devient une bonne pratique lorsqu'elle fait appel à la solidarité mondiale. L'action du Programme des Nations Unies pour le Développement trouve tout sens en ceci qu'elle est dénuée de toute sorte de marginalisation et donne même la priorité aux initiatives des pays moins avancés. Considérant les actions entreprises par les Programmes antérieurs (PEAT et FSNU), le PNUD dans le cadre de la promotion et de la redistribution de l'aide extérieure a joué des rôles spécifiques en matière de revitalisation des communautés démunies mais beaucoup plus par ses actions de promotion de la paix et du vivre ensemble. Toutefois, le constat qui émerge ici est que cet auteur ne fait que l'apologie du Programme onusien et de l'aide extérieure sans aborder les insuffisances qui caractérisent le travail du Programme des Nations Unies pour le Développement sur le terrain à cause notamment des difficultés à atteindre ses objectifs en raison d'une enveloppe budgétaire contraignante. Ainsi, le présent travail qui, dépasse cette approche, se veut plus critique et expose quelques-unes des limites recensées dans l'action du Programme des Nations Unies pour le Développement; mais rejoint toute de même Dambisa Moyo, lorsqu'il chute sur le constat selon lequel la finalité première de cette aide extérieure via le truchement du PNUD

⁶⁹ C. Murphy, *The United Nations Development Programme: a better way?*, Cambridge, Cambridge university press, 2006.

n'est pas l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires de l'aide mais plutôt la satisfaction des desiderata des pays donateurs.

La littérature existante sur le Programme des Nations Unies pour le Développement est très vaste et touche divers points du mandat global de cet organisme onusien. Si certains se sont penchés sur l'armature organisationnelle et institutionnelle sans oublier les raisons de sa création, d'autres se sont intéressés sur des aspects plus techniques de l'action du PNUD. Dans son ouvrage intitulé: *Le Programme des Nations Unies pour le Développement: étude critique*⁷⁰, Zarkovitch S.S précise que le Programme des Nations Unies pour le Développement était née de la dissolution du Programme Élargi d'Assistance Technique de 1949 et du Fonds Spécial des Nations-Unies créé en 1958⁷¹.

Ce Programme appuie principalement les États dans trois secteurs: missions d'expertise, offre d'opportunités de bourses d'études, création de centres de formation et organisation des séminaires de renforcement des capacités⁷². Toutefois, tel que son titre l'indique, l'auteur tente de comprendre par une méthode d'analyse critique les différentes pesanteurs auxquelles ce programme a eu à faire face, notamment en raison du fait que sa mission de coordination de l'ensemble du système des Nations Unies; tel que le fait remarquer le rapport Jackson⁷³ lui a ajouté une charge de travail supplémentaire.

Cependant, cela passait de l'appréciation de la qualité du service offert à la mesure des réalisations concrètes sur le terrain. En outre, il ressort aussi que, du fait d'une bureaucratie à outrance, l'action de ce programme a tendance à être mitigée. Ce qui aboutit à une perte de considération voire même un oubli total de ce dernier. Cet ouvrage chute sur une énumération de quelques pistes de sortie de crise. Cependant, conscients du fait que le Programme des Nations Unies pour le Développement fut établi dans l'optique de lutter contre la pauvreté dans le monde, Zarkovitch s'est simplement limité à une présentation formelle du Programme onusien sans toutefois aborder des aspects relatifs au contenu du programme d'action du Programme des Nations Unies pour le Développement. Ainsi, la présente étude s'intéresse à l'analyse de ce Programme à la fois sur la forme (origine, fonctionnement) et sur le fond (contenu des cadres de coopération et actions sur le terrain). Contrairement à Zarkovitch,

⁷⁰ S.S. Zarkovitch, *Le Programme des Nations Unies pour le Développement : étude critique*, Paris, PUF, 1970.

⁷¹ G. Caire "Zarkovich (S.S.) - *Le programme des Nations-Unis pour le développement*". *Revue économique*, volume 22, n°4, 1971, p.707, www.persee.fr/doc/reco_0035-2764_1971_num_22_4_407984_t1_0707_0000_001, consulté le 20 mars 2020 à 11 heures.

⁷² *Ibid.* p.707.

⁷³ R. Jackson., "Étude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement", Genève, Nations Unies, vol. II, 1969.

plusieurs travaux académiques se sont penchés sur des aspects plus spécifiques de l'action du Programme onusien. Ainsi, Bounoung Fouda s'intéressant à l'aide considérable que le Programme des Nations Unies pour le Développement a apporté au Cameroun dans le cadre de son développement technique⁷⁴, n'a abordé que l'aspect traitant du développement technique offert par le Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun. Toutefois, l'auteur n'aborde que très peu la question de la pauvreté au Cameroun. Pour sa part, Talta analyse la contribution du PNUD dans le rayonnement socioéconomique du Cameroun⁷⁵, le point important qui émerge est que les quatre premiers cycles de coopération du Programme onusien au Cameroun ont porté sur la thématique du "Développement".

En s'y intéressant, l'examen de la question de la pauvreté occupe une place capitale dans la mesure où pour convenir avec cet auteur que, ces quatre premiers ont largement contribué à la prolifération des activités génératrices de revenus dans plusieurs localités du Cameroun. Menye Onana⁷⁶ quant à elle, présente l'un des volets majeurs de l'action du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun, relatif l'amélioration de la condition féminine dans le pays, avec une emphase sur la région de l'Ouest Cameroun. En effet, perçue par l'opinion publique camerounaise comme étant une couche sociale défavorisée, la femme camerounaise occupe une place prépondérante dans l'agenda du PNUD.

Ainsi, Menye Onana fait remarquer que le Programme onusien y a entrepris des actions d'encadrement et de formation en vue d'aider la gente féminine de l'Ouest Cameroun a développé des activités génératrices de revenus. L'une des limites adressée à son encontre est qu'elle n'ait pas pris en compte la jeunesse qui appartient aussi à la catégorie dite de couche sociale défavorisée. Dès lors, la présente recherche tente d'apprécier un pan très important du mandat du Programme des Nations Unies pour le Développement à savoir la lutte contre la pauvreté au Cameroun.

La croissance exponentielle de la pauvreté dans le monde en général et en Afrique en particulier est et reste une des priorités centrales de toutes les Nations du monde. Ainsi, l'analyse de la pauvreté a éveillé la curiosité de moult chercheurs qu'ils soient universitaires

⁷⁴ B. Bounoung Fouda, "Le rôle du PNUD dans la coopération technique", Mémoire de maitrise professionnelle en Relations Internationales, IRIC, Université de Yaoundé II, 1999.

⁷⁵ C.K. Talta, "Le PNUD et sa contribution au développement économique et sociale du Cameroun: 1997-2007", Mémoire de Maitrise en Histoire, Université de Yaoundé I, 2008.

⁷⁶ P.F. Menye Onana, "Programme des Nations Unies pour le Développement et la question du genre au Cameroun", Mémoire de Maitrise en Histoire, Université de Yaoundé I, 2008.

ou non et ceci beaucoup plus en Afrique. À ce sujet, les études ont porté tant sur l'approche unidimensionnelle que sur l'approche multidimensionnelle de la pauvreté. Pour le cas d'espèce au sujet de la pauvreté multidimensionnelle, quatre perceptions font figure de proue. Ainsi, la première, place la problématique du revenu financier comme cause principale de la pauvreté, idée partagée par les welfaristes; la seconde quant à elle, met l'accent sur l'analyse des indicateurs de la pauvreté, notamment le niveau de santé, l'emploi, et la scolarisation. La troisième pour sa part, classifie les catégories de pauvreté⁷⁷. Ainsi, l'on peut avoir une pauvreté matérielle, intellectuelle voire même psychologique. La quatrième perception, tout en prenant en compte les identifiants (indices et indicateurs) de la pauvreté multidimensionnelle, envisage leur exploitation en sous-groupes afin de mieux cerner la réalité⁷⁸.

Pour sa part, Louis Marie Asselin a suggéré une modification de paradigmes dans la façon de saisir la quintessence de l'approche multidimensionnelle de la pauvreté⁷⁹. Tout en critiquant les méthodes statistiques actuelles, il envisageait une approche fondée sur la prise en compte de ses facteurs de déclenchement couplée à une généralisation sur la population dans l'optique de mieux expliquer la pauvreté⁸⁰. Cette approche laisse entrevoir une nomenclature des catégories de pauvreté, et l'élaboration d'une composante pratique à même de mesurer celle-ci pour mieux comprendre ses effets sur une population. Le mérite reconnu à cet auteur est qu'il a abordé de près la pauvreté sur le plan multidimensionnel. Toutefois, l'analyse qu'il fait ne se limite qu'à une simple énumération des privations vécues par les ménages enquêtés, sans en proposer des solutions de sortie de crise. L'urgence que revêt la lutte contre la pauvreté se fait de plus en plus grandissante et interpelle tout un chacun.

À ce titre, dans *La lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne "Programme des Nations Unies pour le Développement"* (PNUD)⁸¹ les auteurs partent du constat selon lequel l'urgence d'éradiquer la pauvreté est devenue une priorité mondiale de premier ordre au commencement de l'an 1990. En effet, l'établissement d'un indice composite de mesure du bien-être en est probablement la cause. Car voyant les valeurs de celui-ci, évidemment très élevés dans certains pays, les Nations Unies ont de ce fait vite compris l'urgence

⁷⁷ P. Ningaye et al, "Diversité ethno-culturelle et différentiel de pauvreté multidimensionnelle au Cameroun", Rapport intérimaire, *Conférence internationale the many dimensions of poverty*, Brasil, 2005, pp. 7-40.

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ L.M. Asselin, *Pauvreté multidimensionnelle*, Ottawa, CRDI/IMG, 2002.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ K. Mbaya et al., *La lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne "Programme des Nations Unies pour le Développement"* (PNUD), Paris, Economica, 1999.

d'intervenir⁸². De manière précise, cette étude qui s'intéresse sur l'Afrique, tente de comprendre l'ampleur qu'une telle réalité a pu engendrer⁸³. Le mérite reconnu à ces auteurs est qu'ils ont compris au travers de leurs observations et analyses, l'urgence de se concentrer sur l'éradication de la pauvreté étant donné les valeurs référentielles qui se dégradent au fil du temps. Bien qu'ayant fait des analyses poussées, ils n'ont pas fait une étude de cas précise. Cependant, la présente réflexion qui s'intéresse également au combat contre la pauvreté, se focalise sur l'appui que le Programme des Nations Unies pour le Développement a effectivement apporté au gouvernement camerounais pour l'amélioration des conditions de vie des populations. De plus, au Cameroun, il faut noter que la pauvreté est beaucoup plus concentrée au niveau rural d'où l'observation des actions plus concentrées à la base c'est-à-dire centrées sur la catégorie de la population perçue comme éloignée des circuits formels d'insertion.

Afin de mieux analyser la pauvreté, sa mesure et sa perception sont capitales. Ainsi, le Programme des Nations Unies pour le Développement avait mis sur pied au début des années 1990 un Indice de Développement Humain. En effet, cet indicateur prend en compte plusieurs paramètres pour mieux expliquer la pauvreté et permettre d'effectuer une nomenclature des types de pauvreté⁸⁴. Siméon Fongang dans sa thèse de Doctorat en sciences économiques, intitulée: "L'Indicateur de Développement Humain du PNUD: portée, limites et dépassement"⁸⁵, affirme que la place accordée à l'homme par le Programme des Nations Unies pour le Développement a conduit à la formation et à la reconnaissance de celui-ci comme étant la finalité de toute entreprise de développement. Ce Programme a à cet effet, mis sur pied un mécanisme capable de juger du niveau de vie d'une personne sous la base de quelques indicateurs. Par la suite, tout en examinant cet indicateur, il a pu recenser ses manquements; ce qui a entraîné à envisager une alternative qu'il a formulé sous l'appellation d'indicateur pour le bien-être⁸⁶, dont le champ d'analyse et de compréhension est plus vaste et plus pratique.

⁸²Payot librairie, "La lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne". http://www.payot.ch/Detail/la_lutte_contre_la_pauvrete_en_afrique_subsaharienne-luc_joel_gregoire-9782717837889, consulté le 20 février 2022 à 10 heures.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ Tachi, "Analyse de la pauvreté au Cameroun: une approche multidimensionnelle", *Raseg*, vol 2, Université de Yaoundé2, 2003, pp. 10-26.

⁸⁵ S. Fongang, "L'indicateur de développement humain du PNUD: portée, limites et dépassement", Thèse de Doctorat en sciences économiques, Université de Poitiers, 1996. Disponible à l'adresse: <http://theses.fr/1996POIT4006>, consulté le 27 mai 2020 à 11 heures.

⁸⁶L'indicateur de développement humain du PNUD: portée, limites et dépassement. <http://theses.fr/1996POIT4006>, consulté le 27 mai 2020 à 11 heures.

Toujours dans le sciage de la pauvreté, les travaux d'Amartya Sen ont tenté d'éclairer les lanternes sur cette réalité. Ainsi, dans *Poverty and Famines*⁸⁷, Sen aborde dans la mesure du possible l'approche multidimensionnelle de la pauvreté. Par ailleurs, afin de rendre son argumentaire intéressant, il part du constat que l'augmentation de la famine dont les origines semblent plus profondes que la simple malnutrition ou l'insuffisance des biens consommables⁸⁸, pour poser les jalons du raisonnement selon lequel la qualité de l'emploi, couplé à une insuffisance de moyens consolident plus l'état de pauvre au même titre, voire même, plus que les situations de famines. En outre, la présentation des études de cas dans certains pays à l'instar de l'Inde ou du Sénégal entre 1943 et le début des années 1970 sert à confirmer ses conclusions pour ce qui est du refus de considérer la famine comme l'unique conséquence de l'extrême pauvreté vécue dans ces pays. Cependant, il est clair qu'en plus de la famine, d'autres facteurs attestent encore du caractère multidimensionnel de la pauvreté. Toutefois, dans cet ouvrage, Sen ne propose pas des solutions de sortie de crise, ainsi, la présente étude en suggère quelques-unes pour enrayer la pauvreté au Cameroun.

Pris sous un angle multidimensionnel, la pauvreté résulte d'un engrenage de manquements voire un enchaînement de privations qui permet de classer un individu comme étant dans une situation d'extrême pauvreté. Dans ce contexte, Sen s'est démarqué lorsque pour appréhender le bien-être économique d'un individu, une présentation succincte des théories entremêlées, aussi divergentes que variées est faite, ceci dans l'optique de saisir la profondeur de la réalité⁸⁹. Par ailleurs, s'il est clair qu'un individu pauvre est victime de certains manquements, la notion de fonctionnement développée par Sen intéresse ici, puisqu'il s'agit de la capacité d'un individu à effectuer telle ou telle chose, et ce, dans la limite du possible. Mêlant sagement théorique et pratique, Sen donne un aperçu de ce qu'il appelle capacités. Entendu comme un ensemble d'objectifs ou buts qu'un individu doit être à mesure de réaliser. Cette analyse tient compte que la pauvreté revêt d'autres facettes qui empêchent un individu de s'exprimer malgré tout l'enthousiasme dont il peut avoir. Pour y remédier des soutiens parfois externes (appuis gouvernementaux et internationaux) sont nécessaires. Tout en critiquant les analyses de Sen, Emmanuelle Bénicourt⁹⁰ affirme que les travaux de ce

⁸⁷ A. Sen, *Poverty and Famines, an essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford, Clarendon Press, 1982.

⁸⁸ É. Gilbert. "A. Sen, *Poverty and Famines, an essay on Entitlement and Deprivation*", *Tiers-Monde*, tome 24, n°93, 1983. Le rôle de l'État dans le Tiers Monde, sous la direction de Moïses Ikonoff. p.211, www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1983_num_24_93_4278_t1_0211_0000_2, consulté le 28 juin 2020 à 10 heures.

⁸⁹ A. Sen, *Commodities and Capabilities*, Amsterdam, North Holland, 1985.

⁹⁰ E. Bénicourt, "Les analyses du PNUD et de la Banque mondiale sur la pauvreté et le développement: la place d'Amartya Sen", Thèse de Doctorat en socio économie du développement, Paris, EHESS, 2005.

dernier ne se sont pas éloignés des études précédemment menées par la Banque Mondiale et le PNUD sur l'aspect multidimensionnel de la pauvreté car si on peut le dire leurs approches semblent coupées de la réalité. Pour pallier à cette difficulté, l'on note que dans "Analyse multidimensionnelle de la pauvreté: le cas de Djibouti"⁹¹, Idriss Okiye Waais recense et explique les différentes mesures multidimensionnelles de la pauvreté. Il affirme par la suite que tout le monde est d'accord sur le fait que la pauvreté soit une réalité ayant plusieurs formes. Ici, l'auteur traite de l'aspect multidimensionnel de la pauvreté et propose d'autres techniques de mesures de celle-ci; cependant, il ne présente pas des solutions pour lutter contre cette pauvreté multidimensionnelle. Ainsi, cette recherche touche ce pan relatif aux solutions. Qui dit approche multidimensionnelle de la pauvreté, laisse entrevoir une pluralité dans les actions pour l'éradiquer; ainsi, peu sont les travaux qui se sont attardés sur l'appréciation des actions d'une institution internationale dont le mandat est centré sur la lutte contre la pauvreté. Dès lors, la présente étude s'intéresse particulièrement à l'apport du PNUD dans ce vaste champ qu'est la lutte contre la pauvreté.

De manière plus spécifique, plusieurs auteurs ont tenté de situer l'augmentation flagrante de la pauvreté au Cameroun au lendemain de la crise économique de 1985. En effet, s'il est avéré que la grande période de disette caractérisée par l'excès de famine dans le monde à partir des années 1970, a beaucoup marqué l'humanité, le gouvernement camerounais de l'époque dans l'optique de juguler cette crise avait opté pour la promotion d'une révolution verte mettant l'accent sur l'agriculture. Plus tard avec le déclenchement de la crise économique, le niveau de vie a considérablement diminué. À ce sujet, Georges Courade dans *Le village camerounais à l'heure d'ajustement*⁹², part des conséquences qui découlent de la crise économique qui avait frappé le Cameroun, pour montrer à quel point le pays était devenu fragile économiquement, ce qui a occasionné la diminution du niveau de vie dans l'ensemble du territoire national. On notait déjà des effets significatifs sur le vécu de la population à cause des licenciements de tout genre. Tout en considérant cette crise, il est clairement établi qu'à cause d'elle, la pauvreté avait considérablement augmentée au Cameroun⁹³, idée partagée par Talta⁹⁴. S'intéressant aussi à la crise économique au Cameroun

⁹¹ I. Okiye waais, "Analyse multidimensionnelle de la pauvreté: le cas de Djibouti", Thèse de Doctorat en sciences économiques, Bourgogne, Université de Franche-Comté, 2017.

⁹² G. Courade et Al., *Le village camerounais à l'heure d'ajustement*, Paris, Khartala/ORSTOM, 1994.

⁹³Research Gate, "Considering the impact of structural adjustment policies on forests in Bolivia, Cameroon and Indonesia", Mars 1998.
https://www.researchgate.net/publication/230787167_Considering_the_impact_of_structural_adjustment_policies_on_forests_in_Bolivia_Cameroon_and_Indonesia, consulté le 15 mars 2022 à 09 heures.

au milieu des années 1980, Touna Mama, dans *L'économie camerounaise. Pour un nouveau départ*⁹⁵, tente d'expliquer que les déconvenues macroéconomiques et la baisse des indicateurs en matière d'emploi qu'a connu le Cameroun, sont dans la majorité des cas imputables à cette crise. En effet, la récession enregistrée par le pays au cours de cette période a occasionné un désintéressement de la part de l'État pour supporter les charges relatives au soutien de la population. Par conséquent, le niveau de bien-être s'en était retrouvé engagé. Kengne Fodouop, va encore plus loin lorsqu'il fait constater qu'une des conséquences majeures de cette crise a été la prolifération des sous-métiers de la rue, et ce, beaucoup plus dans les grandes métropoles camerounaises à l'instar de Yaoundé et Douala⁹⁶. La contribution de cette catégorie d'emplois dans la résorption du chômage au Cameroun est d'une valeur inestimable. En effet, faisant suite à la crise économique du milieu des années 1980, le pays ne finançait plus les politiques publiques de développement, nombreuses avaient été ces personnes qui avaient perdu leur emploi. Cependant, la vie continuait. C'est ce qui a justifié par la suite, le développement d'une catégorie dite "activités génératrices de revenus" pour permettre la survie de la population. Ainsi, les petits métiers de la rue firent leur apparition. Se questionnant sur le lien entre l'emploi et le niveau de vie, ce travail tente de donner un aperçu de la situation critique de l'emploi au Cameroun, mais va plus en énumérant quelques paradigmes innovants pour résoudre ce problème.

Les analyses sur la pauvreté ont conduit inéluctablement à entrevoir des voies et moyens pour sortir de cette sphère infernale. Pour Ningaye, la lutte contre la pauvreté au Cameroun doit prendre en compte l'aspect culturel des groupes d'individus. Car la perception qu'à un individu de la pauvreté diffère d'une personne à une autre et aussi du choix des besoins à réaliser⁹⁷. Sans être pionnier, Jeffrey Sachs accusant la mauvaise distribution des richesses mondiales comme cause majeure de l'augmentation de la pauvreté mondiale, laisse entrevoir le soutien financier des grandes Nations européennes comme une voie de sortie de crise pouvant résorber la pauvreté⁹⁸. Cette conception semble également être partagée par Kamgnia et al, lorsqu'ils pensent que l'une de principales issues pour mettre un terme à la

⁹⁴ C.K. Talta, "Le PNUD et sa contribution au développement économique et sociale du Cameroun: 1997-2007", Mémoire de Maitrise en Histoire, Université de Yaoundé I, 2008.

⁹⁵ E. Touna Mama, *L'économie camerounaise. Pour un nouveau départ*, Yaoundé, Afrédit, 2008.

⁹⁶ F. Kengne Fodouop, *Les petits métiers de rue et l'emploi. Le cas de Yaoundé*, Yaoundé, SOPECAM, 1991.

⁹⁷ P. Ningaye et al, "Diversité ethno-culturelle et différentiel de pauvreté multidimensionnelle au Cameroun", Rapport intérimaire, *Conférence internationale the many dimensions of poverty*, Brasil, 2005, pp.7-40.

⁹⁸ J. Sachs, *The End of poverty. Economic Possibilities for Our Time*, New York, The Penguin press, 2005.

pauvreté n'est rien d'autre qu'une meilleure répartition des richesses et des revenus⁹⁹. Poursuivant dans cette lancée, Peter Townsend, basant son argumentaire sur le Royaume Uni; renchérit en affirmant qu'être pauvre, renvoie à l'appartenance d'une personne à une catégorie qui ne dispose pas de revenus suffisamment conséquents pour s'offrir le minimum de bienfaits acceptables dans une société¹⁰⁰. Par conséquent, il encourage qu'afin de diminuer la pauvreté et réduire les inégalités sociales, qu'un meilleur partage des moyens financiers et la promotion de l'emploi soient opérés au sein de la société, dans l'optique de limiter les écarts entre les riches et les pauvres¹⁰¹. Par contre, le PNUD et la Banque Mondiale¹⁰² pour leur part propose de mobiliser plus de moyens matériels et financiers pour éradiquer complètement la pauvreté. En effet, le premier (PNUD) moins spécifique pense que l'augmentation de la cagnotte allouée au combat contre la pauvreté couplée à des actions plus spécifiques et à leur uniformisation va contribuer à enrayer considérablement ce fléau¹⁰³. Le second rejoint étroitement Sachs, lorsque des raisons telles la limitation des ressources financières, la marginalisation permettent de situer les causes de la pauvreté.

À en croire ces derniers, seule l'inégale répartition des richesses et surtout financière est la raison principale qui explique la pauvreté; bien sûr que non. Car si l'on prend en compte le fait l'industrialisation est la clé de voûte du développement, les pays africains, bien que mieux nantis en richesses naturelles devraient être les plus riches; situation contraire au vécu réel. Cela permet d'envisager que la pauvreté a bel et bien d'autres raisons qui ne dépendent pas des richesses naturelles mais plutôt d'autres facteurs; tel que l'a si bien fait remarquer Selly Amal Kerim, lorsqu'il a évoqué l'interdépendance entre gouvernance et conditions de vie comme variables à prendre en compte dans la recherche des solutions au problème de la pauvreté. Dès lors, le présent travail propose des pistes de réflexion en vue d'une réduction significative de la pauvreté, tout en renforçant l'idée selon laquelle les initiatives d'éradication de la pauvreté doivent être spécifiques à chaque localité; compte tenu du fait que les réalités ne sont pas les mêmes partout.

Par opposition à la pauvreté, la question de développement mérite d'être analysée de plus près. À ce titre, des écrits ont consacré une place prépondérante dans l'analyse du lien

⁹⁹ D. B. Kamgnia et al, "Des stratégies de lutte contre la pauvreté au Cameroun: une analyse en équilibre générale calculable", in *Réseau de recherche politique économique et pauvreté*, 2003.

¹⁰⁰ P. Townsend, *Poverty in the United Kingdom: a Survey of Household Resources and Standards of Living*, Harmondsworth, Penguin Books, 1979.

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² Banque Mondiale, "Rapport sur le développement dans le monde: combattre la pauvreté", Paris, Eska, 2001.

¹⁰³ PNUD, "Vaincre la pauvreté humaine: Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000", New York, PNUD, 2000.

qu'il existe entre l'augmentation de la population et la planification du développement; ceci dans l'optique de contrôler le niveau de pauvreté. Ainsi, dans *Population, planification et développement rural: l'exemple du Cameroun*¹⁰⁴, l'idée principale est de tenter d'établir et de montrer qu'il y a un lien étroit entre la planification des ressources prenant en compte le critère population et la promotion du développement au Cameroun¹⁰⁵. Il est clairement avéré que la population est une variable capitale pour la réussite d'un développement¹⁰⁶, puisqu'elle constitue une main d'œuvre d'une valeur inestimable. Une attention particulière est accordée à la promotion du développement dans le milieu rural camerounais; car il est logique de conclure et avis partagé avec les résultats des Enquêtes Camerounaises Auprès des Ménages que la pauvreté au Cameroun se concentre beaucoup plus dans les zones rurales¹⁰⁷. Il apparaît clairement que ce milieu souffre d'un retard de développement à cause principalement dans la recrudescence de l'exode rural; car les jeunes ruraux ont tendance à partir en ville à la recherche de pâturages plus verts et plus prometteurs. Toutefois, la recherche de ces meilleures conditions de vie n'étant pas toujours facile, il est clair qu'afin de survivre, ces jeunes et même ceux résidant initialement en ville doivent pratiquer des activités génératrices de revenus.

Ainsi, la pratique de l'agriculture s'impose et cela implique un retour inéluctable à la campagne; voilà pourquoi, l'inégale répartition des revenus est beaucoup plus ressentie en ville contrairement aux localités rurales¹⁰⁸, car dans les campagnes, le gain d'un individu est fonction de son exploitation agricole. Par opposition à la ville où pour un même travail effectué, les rémunérations divergent; entraînant un sentiment de frustration. En effet, offrant plus de facilités que la ville, les jeunes sont contraints d'y retourner afin de pratiquer l'agriculture.

¹⁰⁴ J. Boutrais et al., *Population, planification et développement rural: l'exemple du Cameroun*, Yaoundé, ORSTOM/ISH, 1979.

¹⁰⁵ CAMEROUN Évolution économique rétrospective et perspectives macroéconomiques à l'horizon de 1995, mars 1991. https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers10-09/010006191.pdf, consulté le 27 mai 2022 à 10 heures.

¹⁰⁶ P. Gubry, J. M. Wautelet, "Population et processus de développement au Cameroun", *Intégrer population et développement. Chaire Quételet 1990*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp.641-667. Cité par G. R. Voufo, "Les pouvoirs publics camerounais et la santé des détenus: le cas des prisons de Dschang et de Mantoum, période 1960-1992", Mémoire de Master en Histoire, Université de Dschang Cameroun, 2009, p.15. Disponible à l'adresse: <https://www.memoireonline.com/01/14/8553/Les-pouvoirs-publics-camerounais-et-la-sante-des-detenus-le-cas-des-prisons-de-Dschang-et-de-Mant.html>, consulté le 10 août 2021 à 11 heures.

¹⁰⁷ Institut National de la Statistique, "tendances de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014". http://slmp-550-104.slc.westdc.net/~stat54/downloads/2016/Rapport_tendances_profil_determinants_pauvrete_2001_2014.pdf, consulté le 22 juillet 2021 à 15 heures.

¹⁰⁸ S. Fambon et al, "Pauvreté et répartition des revenus au Cameroun durant les années 1990", *Cahier de Recherche du CREFA*, n° 01-06, Université de Yaoundé II, 2000, pp.160-180.

C'est alors que la nécessité d'une planification s'est imposée. Ainsi, il était désormais question pour le planificateur de prendre des décisions adéquates pour préserver l'intégrité des campagnes camerounaises face à cet afflux croissant des citadins. S'étant intéressé de près à la question, J.P. Ayangma Ndjere¹⁰⁹ propose de se concentrer sur la notion de développement local et autocentré, à ce titre, il part d'un constat empirique des réalisations de la commune de Bafia pour affirmer que cette dernière a mis sur le premier plan la notion de "développement local". Tout en précisant que dans ses efforts pour la lutte contre la pauvreté et l'épanouissement de sa population, l'institution communale s'est concentrée sur des secteurs clés tels que l'agriculture notamment en créant une pépinière municipale avec pour but de redistribuer des plants de cacaoyers sélectionnés aux planteurs de la ville de Bafia en vue de promouvoir les cultures de rentes, véritables pourvoyeur de fonds économiques.

En outre, Sur le plan de l'encadrement des jeunes, la commune de Bafia offre des stages de vacances aux jeunes scolarisés de la ville de Bafia, aussi, elle a lancé avec le Fonds National de l'Emploi, le projet "USEP"¹¹⁰ visant à former et ensuite à autonomiser les jeunes. Avis partagé par Moulende Fouda¹¹¹ qui, s'intéressant au milieu rural camerounais réaffirme que l'enjeu majeur pour une meilleure éradication de la pauvreté au Cameroun est la promotion des initiatives ciblées et localisées. Partant des considérations rurales mises en avant par ces auteurs; ce travail sur la pauvreté met en un accent important sur l'analyse des initiatives entrepris par le Programme des Nations Unies pour le Développement dans l'optique d'apporter son soutien au gouvernement dans sa politique de redynamisation du secteur rural camerounais de plus en plus abandonné à lui-même.

Au final dans un contexte de lutte contre la pauvreté au Cameroun, le renforcement, la prolifération d'actions locales et le soutien aux Collectivités Territoriales Décentralisées apparaissent comme un atout pour la promotion du développement en général et plus spécifiquement en milieu rural. À la suite de la revue de la littérature, la définition des objectifs de l'étude est aussi une étape primordiale de la recherche scientifique.

¹⁰⁹ J.P. Ayangma Ndjere, "La Commune de Bafia et la question du développement local (1955-2013)", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2019.

¹¹⁰ Acronyme signifiant *Urban Special Employment Program*.

¹¹¹ T. M. Fouda, "Les mécanismes de financement en milieu rural camerounais. Une analyse des déterminants de la demande de services financiers des ménages", Thèse de Doctorat en Sciences économiques, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 2003.

8- OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

Les objectifs désignent ici la finalité à atteindre au terme de la recherche entreprise. Ils se déclinent pour le cas d'espèce en un objectif général assorti d'objectifs spécifiques. Ainsi donc, l'objectif général de cette étude est d'identifier et d'analyser le soutien effectivement offert par le Programme des Nations Unies pour le Développement au gouvernement camerounais dans ses efforts d'éradication de la pauvreté ceci dans l'optique d'entrevoir soit sa refonte totale, soit son amélioration. Spécifiquement, il est question de:

- Analyser le niveau de pauvreté au Cameroun et identifier les disparités régionales.
- Décrire et comprendre les actions du Programme des Nations Unies pour le Développement dans le combat contre la pauvreté au Cameroun.
- Identifier les différents problèmes rencontrés par le Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun dans l'accomplissement de ses missions.
- Suggérer des solutions en vue de l'amélioration des actions entreprises en matière de lutte contre la pauvreté au Cameroun.

Une fois l'objectif général et les objectifs spécifiques clairement énoncés, il convient maintenant de présenter l'approche de traitement et d'analyse des données choisie ainsi que les différentes sources utilisées.

9- METHODOLOGIE ET SOURCES

L'approche d'analyse choisie ici s'appuie sur des informations thématiques collées à chaque fois sur une période chronologique précise, couplée à des méthodes qualitatives et quantitatives. Cette méthode permet de remonter le temps en étudiant les faits y afférents¹¹². La démarche chronologique qui se veut ici une illustration dans le temps, est comprise de plus en plus par les chercheurs comme une argumentation analytique couplée à une étude de la genèse des phénomènes étudiés¹¹³. Le recours à l'approche qualitative ici permet de cerner les perceptions sociétales du phénomène de pauvreté au Cameroun; celle-ci est complétée par une approche quantitative qui dessine par l'entremise des données chiffrées, les contours de l'ampleur de cette réalité dans l'ensemble du pays. En outre, les analyses se sont basées sur des

¹¹² G. R. Voufo, "Les pouvoirs publics camerounais et la santé des détenus: le cas des prisons de Dschang et de Mantoum, période 1960-1992", Mémoire de Master en Histoire, Université de Dschang Cameroun, 2009, p.15. Disponible à l'adresse: <https://www.memoireonline.com/01/14/8553/Les-pouvoirs-publics-camerounais-et-la-sante-des-detenus-le-cas-des-prisons-de-Dschang-et-de-Mant.html>, consulté le 10 aout 2021 à 11 heures.

¹¹³ Le terme "génétique" est utilisé ici dans le cadre des sciences sociales et humaines pour désigner le fait de vouloir connaître l'origine profonde d'un phénomène étudié afin d'en comprendre ses différentes imbrications actuelles.

observations et des entretiens réalisés auprès des personnes en état de "pauvreté". Cette méthode d'analyse ne fige pas la réalité.

Une fois les lieux d'enquêtes et cibles en fonction de leur situation sélectionnés. L'on procédait par la suite à l'interview permettant de palper de plus près le niveau réel de vie de ces cibles afin de déterminer leur degré de précarité. L'on s'imprégnait alors là de leurs conditions de vie, de leurs émotions et de leur capacité de résilience. À l'issue de la présentation de la méthodologie utilisée, la rédaction a été possible grâce au recours à des sources aussi multiples que plurielles.

Les sources utilisées dans cette recherche obéissent sont de natures diverses. On note les documents écrits, oraux, iconographiques et électroniques. Les documents écrits sont issus principalement des archives. Les documents retraçant la coopération Cameroun-PNUD ont été consultés au Centre International des Nations Unies. Nous avons aussi visité les archives de plusieurs Ministères à l'instar du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, les archives du Ministère des Relations Extérieures et bien d'autres. La bibliothèque du Centre Culturel Français de Yaoundé a été d'un grand apport dans la confection de ce travail. Concernant les ouvrages, les articles scientifiques, les mémoires et les thèses. Ils furent consultés pour la plupart à la bibliothèque centrale de l'Université de Yaoundé I et de l'Université de Yaoundé II. Celle du Département d'Histoire, de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun et du Cercle d'Histoire-Géographie-Archéologie. Obtenus pour la plupart lors des descentes sur le terrain, ces témoignages oraux, ont permis de toucher la réalité du de plus près c'est ainsi qu'on a pu se rendre dans diverses régions du pays. Ainsi, l'on a pu rencontrer des cadres du Ministère de l'économie, de la planification et d l'aménagement du territoire, des agents en service au bureau Programme des Nations Unies pour le Développement du Cameroun et des personnes ayant des connaissances sur le sujet. Les sources iconographiques sont uniquement constituées des photos, présentant certains Représentants résidents et les retombées des actions de ce programme onusien au Cameroun. Les sources webographiques consultées ont fourni des éléments de référence sur les textes internationaux régissant la coopération internationale. Tout compte fait, le chemin vers la confection de cette thèse ne fut pas sans embûches.

10- DIFFICULTES RENCONTREES

Nombreuses ont été les difficultés rencontrées. Dans un premier temps, elles font allusion au mauvais entretien des documents dans les centres de lecture. Pour le cas d'espèce du Centre International pour les Nations Unies, on constate avec amertume le manque voire l'indisponibilité de certains fichiers utiles à la recherche. La seconde difficulté, et non la moindre, est relative à la collecte des informations. D'abord, obtenir certains documents ne fut chose aisée. Plusieurs de ces documents étaient classés confidentiels et requerraient une autorisation du siège pour leur obtention. En second lieu, plusieurs informateurs ont désisté lors des entretiens préférant garder le silence. Pour terminer, l'épineux problème de déplacement a été au rendez-vous; les routes des différentes localités où les investigations furent menées étaient inappropriées à la circulation, ce qui valut parfois d'en payer le prix en ressortant de là avec quelques blessures çà et là issues des multiples chutes des engins à deux roues communément appelés "motocycles".

Une autre difficulté qu'on ne saurait omettre et elle s'avère même être la plus grave tient effectivement du contexte dans lequel cette recherche fut effectuée. En effet, compte tenu de la coïncidence du début des recherches sur le terrain avec le déclenchement de la crise sanitaire à l'échelle mondiale en général et au Cameroun en particulier, couplé à l'instauration d'un confinement dans le pays, l'épineux problème de collecte de données s'est posé car certaines représentations onusiennes du pays dont notamment le PNUD limitaient l'accès des étrangers dans leurs locaux afin de réduire le risque de propagation de cette maladie. Toutefois, une fois la permission accordée à l'issue d'une longue attente, les interviews effectuées bien que limitées, ont été très enrichissantes. Ainsi, au terme de cette collecte de données sur le terrain, un plan a pu être dégagé.

11- PLAN

L'organisation des informations recueillies a débouché sur un plan de travail structuré en trois grandes parties, étalées sur six chapitres. La première partie s'intitule: le Cameroun au lendemain de l'indépendance et présentation du Programme des Nations Unies pour le Développement: contexte et perspective. Englobant le premier et deuxième chapitre, elle se propose comme soubassement, l'analyse du cadre physique et naturel du Cameroun comme levier pour apprécier les disparités qui existent entre les différentes localités du pays. En outre, elle présente le développement du Cameroun dès le début des années 1970; suivie de l'installation officielle du PNUD dans ce pays. En outre, une importance a été accordée à

l'analyse de l'augmentation du taux de pauvreté survenue au Cameroun à partir de 1986, avec pour conséquence la dégradation des conditions de vie des populations. Par la suite, on s'intéresse à la présentation générale du PNUD. Ici, l'on insiste sur la création de cet organisme international, son évolution, ses missions en passant en revue le fonctionnement du bureau PNUD du Cameroun. La deuxième partie intitulée: cadre de coopération et implication du PNUD dans la promotion du développement économique du Cameroun regroupe les troisième et quatrième chapitres. Cette partie fait d'une part, une revue des cycles de coopération du PNUD, lesquels ont balisé le socle de ses actions dans l'éradication de la pauvreté. Et d'autre part, elle analyse l'apport du PNUD dans la revitalisation de l'économie camerounaise. La troisième partie intitulée: analyse de l'impact sociopolitique du PNUD au Cameroun, regard sur les difficultés rencontrées et propositions des solutions alternatives pour la lutte contre la pauvreté au Cameroun. Cette partie qui regroupe les chapitres V et VI part du constat que la pauvreté qui ne se réduit pas uniquement au seul aspect monétaire, est également la résultante de mauvaises pratiques gouvernementales. Ainsi, celle-ci apprécie l'impact sociopolitique du Programme onusien au Cameroun sur des axes transversaux tels la gouvernance, la qualité de services rendus aux usagers du secteur public, l'environnement voire le renforcement de la résilience aux crises et aux chocs; ayant un lien direct avec la pauvreté au Cameroun, car, allant au-delà de l'amélioration directe des conditions de vie de la population, elle permet de comprendre les impacts plus larges sur le développement sociopolitique et la résilience des localités bénéficiaires. Elle débouche sur les difficultés liées à la lutte contre la pauvreté en proposant quelques pistes de sortie de crise.

**PREMIERE PARTIE: LE CAMEROUN AU LENDEMAIN DE
L'INDEPENDANCE ET PRESENTATION DU PROGRAMME DES
NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT: CONTEXTE ET
PERSPECTIVE**

Cette partie, qui part d'une analyse du milieu physique du pays, permet de comprendre la prédisposition de certaines localités à la recrudescence de certains maux. De plus, elle présente le développement du Cameroun dès le début des années 1970; une analyse est accordée à l'augmentation de la pauvreté au Cameroun à partir de 1986, avec pour conséquence la dégradation des conditions de vie des populations. Par la suite, on s'intéresse à la présentation générale du PNUD. Une importance capitale est accordée à la création de cet organisme international, son évolution, ses missions en passant en revue le fonctionnement du bureau PNUD au Cameroun.

**CHAPITRE I: PRESENTATION GLOBALE DU CAMEROUN,
AVENEMENT DU PNUD ET REGARD SUR LA PAUVRETE AU
CAMEROUN**

L'objectif général de ce chapitre est d'analyser et de montrer au travers de l'appréciation du cadre physique et naturel du pays que, d'une part certaines régions du Cameroun sont plus prédisposées à la pauvreté que d'autres, en raison d'un environnement naturel peu favorable comme c'est le cas de la partie septentrionale. Et d'autre part que sa croissance économique peut et doit s'appuyer sur une bonne utilisation de ses ressources naturelles. Une analyse du Cameroun permet de cerner les réalités de ce pays. En effet, considéré comme une Afrique sur une échelle réduite, le pays regorge d'un cadre physique attrayant et propice permettant la pratique de plusieurs activités tant agricoles que sur d'autres plans. Par ailleurs, une fois le milieu physique appréhendé, un regard sur l'économie permet de comprendre qu'ayant misé sur l'agriculture notamment grâce à son cadre naturel favorable, le pays a mis sur pied une politique dite de "révolution verte" au début des années 1970. Ce qui a permis de garantir une bonne croissance économique. C'est à juste titre que l'on peut affirmer que lors de l'installation officielle du Programme des Nations Unies pour le Développement en 1972, les statistiques économiques affichaient un visage reluisant. Toutefois, avec la crise économique qui va toucher le Cameroun à partir de 1985-1986, les ressources financières diminuent augmentant considérablement le seuil de pauvreté au sein de la population camerounaise. Par conséquent, dans ce chapitre l'on va étudier le milieu physique du Cameroun, puis, l'on va retracer les mutations observées dans le cadre du développement économique du pays depuis 1970 afin de comprendre par la suite que le Programme des Nations Unies pour le Développement qui ouvre une de ses représentations à Yaoundé à partir de 1972, va aligner son action aux priorités gouvernementales en matière d'amélioration des conditions de vie des populations dans une vision globale de lutte contre la pauvreté. En dernier ressort, une analyse des potentialités économiques du pays est faite pour ouvrir des perspectives claires pour ce qui est du combat contre la pauvreté.

I- APPRECIATION DU CADRE NATUREL DE L'ETUDE COMME CRITERE PRIMORDIAL POUR LA COMPREHENSION DE LA PAUVRETE AU CAMEROUN

La principale interrogation qui vient à l'esprit ici est de savoir si l'environnement naturel des localités camerounaises est à même d'expliquer la recrudescence de la pauvreté dans telle ou telle autre circonscription; et aussi tenter de comprendre pourquoi certaines régions ont plus besoin d'assistance humanitaire que d'autres. À partir de là, l'on peut répondre à la question de savoir pourquoi certaines zones sont plus prédisposées à la pauvreté que d'autres. L'environnement géographique a une grande influence sur le niveau de pauvreté de

plusieurs localités camerounaises. La topographie accidentée des régions septentrionales, avec des montagnes escarpées et des vallées encaissées, rend l'accès et le développement de ces zones particulièrement difficiles. Dans ces régions reculées, les populations ont souvent du mal à bénéficier des infrastructures et des services de base comme les routes, les hôpitaux ou les écoles. De plus, l'isolement géographique entraîne également des coûts de transport élevés pour acheminer les biens de première nécessité, ce qui renchérit le prix des denrées alimentaires et d'autres produits essentiels. En outre, la répartition inégale des ressources naturelles sur le territoire national a un impact direct sur le niveau de vie des communautés locales. Certaines régions telles l'Ouest, le Centre, le Littoral plus favorisées disposent de terres arables fertiles, de gisements miniers, notamment l'Est, le Sud-Ouest ou de forêts riches en essences de bois précieux à l'instar du Sud, tandis que d'autres zones sont beaucoup plus pauvres en ressources exploitables, notamment l'Extrême-Nord, le Nord, le Nord-Ouest.

Cette disparité de dotation en facteurs de production contribue à creuser les écarts de développement économique et social entre les différentes localités du Cameroun. Enfin, les événements climatiques extrêmes, comme les inondations, notamment dans le Littoral ou les sécheresses, plus fréquentes dans la partie septentrionale, touchent de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables vivant dans des environnements fragiles. Ces chocs environnementaux fragilisent davantage leurs moyens de subsistance et aggravent leur situation de pauvreté. Au final, les conditions géographiques et climatiques façonnent profondément les perspectives économiques et sociales des communautés camerounaises.

Dès lors, cette analyse du milieu naturel du Cameroun s'appréhende mieux en divisant le cadre d'étude en deux grands ensembles majeurs à savoir la partie septentrionale et la partie méridionale. Par ailleurs, il est judicieux de faire mention que ces caractéristiques naturelles conditionnent dans un certain sens, la bonne marche des actions d'assistance tant du côté du gouvernement camerounais que de celui des institutions internationales. Ainsi, l'espace géographique couvert par la présente étude est le "Cameroun", dont la superficie générale est de 475 442 km²¹.

¹ P. Tchawa, "Le Cameroun: une "Afrique en miniature?"" , *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°259, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2012, p.319.

1- Environnement naturel de la partie septentrionale camerounaise

Celle-ci s'étend entre les 6° et 13° de latitude Nord²; couvrant une superficie de 163 854 km². La réforme institutionnelle du 20 août 1983, scinde le grand ensemble en trois unités administratives distinctes à savoir: le Nord, l'Extrême-Nord et l'Adamaoua⁴. Pour rappel, cette réforme n'était que la résultante d'un démantèlement de la part du gouvernement de Biya qui soupçonnait des manœuvres visant à perpétrer un coup d'état. Ainsi, de nombreux hauts fonctionnaires du septentrion furent démis de leurs postes et le grand ensemble fut dissout. De manière empirique, un regard général permet de constater que cette partie du pays est victime de ce que l'on peut appeler une malédiction naturelle. Car, si son relief semble plat, la pluviométrie entrave solidement la tenue des activités agricoles ce qui provoque la recrudescence de la malnutrition et la prolifération des maladies hydriques. Pour rappeler dès 1970, une forte sécheresse secoua la région du Nord Cameroun⁵ entraînant une augmentation considérable de la famine dans cette partie du pays en particulier et dans tout le Cameroun en général. Afin de mieux cerner la réalité, une analyse du relief et des conditions climatiques permet de planter le décor au sujet de l'explication de la persistance de l'extrême pauvreté dans cette partie du pays.

a- La structuration du relief

Doté d'une morphologie aussi diverse que variée, la région septentrionale regroupe des monts, des massifs, des plateaux et une falaise. C'est ainsi qu'on retrouve du côté de l'Adamaoua des surfaces en étages, des falaises dans le Nord et des monts et des plateaux dans partie la plus extrême du Nord⁶. Toutefois, malgré cette diversité physique, des liens de ressemblance ou des similitudes sont observés dans le paysage naturel de la localité. En effet, des versants cohabitent avec des surfaces planes ou ondulées⁷. Ce métissage du relief conduit inéluctablement à une modélisation particulière du climat.

² E. Fofiri Nzossie, "Les déterminants de l'offre alimentaire vivrière dans les villes du Nord-Cameroun", Thèse de Doctorat/Ph.D en Géographie, Université de Ngaoundéré, 2013, p.10.

³ *Ibid.* p.5.

⁴ C. Seignobos (dir.), O. Iyebi-Mandjeck (dir.), *Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun. Nouvelle édition* (en ligne), Marseille, IRD Editions, 2005. Disponible sur internet: <<http://books.openedition.org/irdeditions/11540>>; consulté le 14/01/2024 à 15 heures.

⁵ T. B. Bidias, "Organisations paysannes et lutte contre l'insécurité alimentaire dans le Nord et l'Est du Cameroun (1973-2020)", Thèse de Doctorat/Ph.D en Histoire, Université de Yaoundé I, 2023, p.180.

⁶ M. Roupsard, *Nord-Cameroun. Ouverture et développement*, Paris, Université de Paris X-Nanterre, 1987, p.14.

⁷ *Ibid.* p.14.

b- Le climat et la végétation

Lorsqu'on aborde la question climatique, il faut vraisemblablement se focaliser sur les précipitations qui rythment les pratiques agricoles. En effet, la région septentrionale se caractérise par un maillage de plusieurs types de climat. Ainsi, de l'Adamaoua à l'Extrême Nord, l'on part d'un climat soudanien où la saison sèche et la saison des pluies présentent une durée quasi-similaire; vers un climat sahélien (environ huit mois de saison sèche) très dure où la végétation peine à s'étendre⁸ à cause de l'aridité de la zone⁹, faute de la rareté des précipitations. Ainsi, les statistiques pluviométriques enregistrées sont de l'ordre de 1500 mm au niveau de l'Adamaoua contre 500 mm dans l'Extrême Nord. En effet, tout cela explique la recrudescence de la sécheresse et l'élévation des niveaux de chaleur dans la localité. Par conséquent, les cultures céréalières y sont les plus pratiquées¹⁰. Par ailleurs, certaines études tendent à révéler que la sécheresse se fait de plus en plus grandissante dans l'Adamaoua¹¹.

Cette sévérité climatique permet de comprendre les difficultés dont sont victimes les populations locales. De cette divergence des statistiques climatiques en résulte une grande diversité dans l'apparition des végétaux dans cette partie du pays. En raison de la forte présence des sols sablonneux, la végétation rencontrée regroupe des savanes arborées aux forêts à steppes épineuses sahéliennes. De plus, avec le fort taux d'ensoleillement dont est victime cette partie du pays, l'on comprend l'urgence de constamment effectuer des activités de reboisement. Puisque la recrudescence des changements climatiques dans le septentrion conduit sensiblement à l'avancée de la désertification. Toutefois, cette avancée du désert freine considérablement la pratique de l'agriculture. À ce sujet, dans un souci d'enrayer ce phénomène de désertification, le gouvernement a mis sur pied en 2007, un plan national de lutte contre la désertification.

Paysage naturel regroupant plusieurs facettes, la partie septentrionale pâtit énormément de ces difficultés naturelles; son potentiel agricole se retrouve ainsi tributaire de son climat qui a tendance à devenir de plus en plus hostile à l'agriculture. À titre d'exemple, dans le relief des Monts Mandara situé dans le Nord-Cameroun, les caprices du climat conduisent à une diminution de la pluviométrie, expose cet espace géographique à la famine.

⁸ J. Boutrais et al, *Le Nord du Cameroun. Des Hommes, Une Région*, Paris, ORSTOM, 1984, p.20.

⁹ P. Brabant, M. Gavaud, *Les sols et les ressources en terres du Nord-Cameroun*, Paris, ORSTOM, 1985, p.26.

¹⁰ M. Rroupsard, *Nord-Cameroun. Ouverture et développement*, Paris, Université de Paris X-Nanterre, 1987, p.14.

¹¹ Banque Mondiale, *Changement climatique et Gestion des risques de catastrophe au Cameroun*, Rapport diagnostic, 2017, p.2.

Comme dans les Monts Mandara au Nord, la localité de Gadjawaï à l'Extrême-Nord a aussi un climat très rude la photo ci-dessous en donne une parfaite illustration.

Photo 1 : Sol sec et inadapté à la pratique de l'agriculture en raison de l'extrême sécheresse dans la localité de Gadjawaï, région de l'Extrême-Nord Cameroun



Source: A. Wakponou, et al, "Les techniques de cultures en terrasse dans les monts Mandara, Extrême-Nord Cameroun", in E. Roose et al, *Lutte antiérosive*, Paris, IRD, 2012, p.26.

Par conséquent, les effets sont perceptibles directement sous deux angles à savoir l'aspect économique et le côté nutritionnel. S'agissant de l'économie, le Produit Intérieur Brut demeure de plus en plus faible en raison des retards dans les livraisons. Au niveau nutritionnel, la situation est très alarmante puisque la malnutrition sévit gravement au sein de la population entraînant des décès; ce qui réduit considérablement l'espérance de vie. Cependant, la recrudescence des sols argileux inappropriés à la pratique d'activités agricoles dans certaines localités du Nord et de l'Extrême-Nord¹², participe à l'augmentation du taux de famine et par conséquent à l'émergence de la pauvreté. En effet, l'insuffisance d'eau, l'érosion des sols couplée à leur infertilité constituent un des principaux critères qui caractérisent la pauvreté dans cette localité¹³. Par ailleurs, le changement climatique provoque des effets pervers sur les écosystèmes de la plupart des régions camerounaises; ce qui hypothèque grandement leur développement. Ainsi, prenant en considération le contexte naturel, l'on est à même d'affirmer que les régions septentrionales du Cameroun sont les plus affectées par la

¹² T. B. Bidias, "Organisations paysannes et lutte contre l'insécurité alimentaire dans le Nord et l'Est du Cameroun (1973-2020)", p. 189.

¹³ J. Tchakoa, A. Nji, "Targeting Rural poverty in sub-Saharan Africa: A poverty alleviation policy framework with particular reference to Cameroon", *African Anthropologist*, vol. VI, n°1, 1999, p. 101.

malnutrition et la dégradation des conditions de vie de la population. À l'opposé du septentrion, la partie Sud du pays propose plutôt un paysage attrayant.

2- Le cadre naturel de la partie méridionale camerounaise

Remy Dzou Tsanga définit la partie méridionale du Cameroun comme étant le lieu par excellence d'implantation des maisons construites à base d'écorces d'arbres, des cases carrées de l'Ouest et des huttes des pygmées¹⁴. Tout cela étant possible grâce à un environnement naturel propice à de pareilles bâtisses à cause de la présence d'un écosystème de forêt dense dans la partie Sud du Cameroun. Toutefois, géographiquement, cette partie englobe les régions du Centre, du Sud, de l'Est, l'Ouest, le Littoral, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

a- Le relief

Tout comme la partie septentrionale, le relief de la zone du Sud Cameroun est lui aussi composé de plateaux comme à l'Ouest, de monts, de plaines, des massifs et aussi de collines. En effet, le relief permet de comprendre l'importance qu'il revêt pour la pratique de l'agriculture dans cette partie du pays. Ainsi, grâce à paysage, les cultures vivrières et de rente ont tendance à se pérenniser dans toute cette aire géographique. Et le climat y joue un rôle d'accélérateur.

b- Le climat et la végétation

Le lien qu'il existe entre le climat et la végétation n'est plus à démontrer; étant donné que le premier conditionne le second. Appartenant à un climat de type équatorial, caractérisé par deux grandes saisons de pluies et des saisons sèches inégalement réparties. Ces caractéristiques climatiques s'accompagnent de fortes précipitations qui rendent favorables la pratique des activités agricoles. À ce sujet, une analyse des sols de la partie sud camerounaise permet de constater qu'il s'agit ici du berceau des sols ferralitiques. Ces sols sont très perméables et plus ou moins fertiles¹⁵.

En dernier ressort, il est évident que l'environnement naturel Sud camerounais semble propice à l'activité humaine. Ainsi, l'agriculture s'effectue sans aucun heurt, et s'exerce dans la majorité des cas grâce à des techniques agricoles rudimentaires. Par ailleurs, dans le Sud

¹⁴ R. Dzou-Tsanga, "Architecture et identités techniques au Cameroun", *e-Phaistos* [En ligne], vol V, n°2, 2016, p.36. Disponible à l'adresse: URL: <http://journals.openedition.org/ephaistos/5756>; DOI: <https://doi.org/10.4000/ephaistos.5756>, consulté le 15/01/2024.

¹⁵ C. Santoir, *Sous l'empire du cacao. Étude diachronique de deux terroirs camerounais*, Paris, ORSTOM, 1992, p. 23.

camerounais, les récoltes de certaines cultures s'effectuent deux fois par an voire même plusieurs fois. En raison d'un climat favorable à l'épanouissement de la vie, la végétation verdoyante qui s'y est propagée fournit des retombées de plusieurs utilités notamment pour ce qui est de la nutrition; grâce aux cultures de maïs, de légumes, d'haricots et bien d'autres. En dehors de la nutrition, la flore présente a servi jusqu'à une certaine époque à la confection des tenues vestimentaires de certains peuples à l'instar des pygmées dans les zones forestières. De plus, cette végétation fournit également du matériel de construction des habitats de premier ordre à l'instar du bois, des feuilles de paille. En raison d'un climat favorable à la pratique de l'agriculture, les populations de la partie Sud du Cameroun sont très liées à la terre¹⁶. Toutefois, il apparaît clairement que cet attachement à la terre conduit à une surexploitation des richesses provoquant par la même occasion, une déforestation accrue des forêts; ce qui peut dans un avenir proche dégrader les conditions d'existence des habitants de ces zones.

Toutefois, à cause de l'humidité et des excès de chaleurs (notamment dans le Littoral), la population Sud camerounaise est en proie à la propagation de plusieurs maladies y afférentes telles que le paludisme, les éruptions cutanées causant le désarroi des riverains. Toutefois, l'analyse du milieu naturel du cadre géographique de l'étude permet de constater que les conditions de vie de la population sont plus adéquates dans la partie méridionale que dans le septentrion. Une fois le milieu naturel apprécié, les tendances du développement du Cameroun peuvent être analysées, en raison du fait que les concepts de ressources naturelles et de développement sont intrinsèquement liés. Dès lors, il est important à présent de s'intéresser à une revue des performances économiques du Cameroun au lendemain de l'indépendance.

II-HISTORIQUE DU DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN AU LENDEMAIN DE L'INDEPENDANCE

Dès son accession à l'indépendance et ce jusqu'au début des années 1980, le Cameroun connaît une certaine croissance économique rapide notamment grâce à la mise en place des plans quinquennaux sous le régime d'Ahidjo.

¹⁶ J. Pokam Wadja Kemajou, W. D. Sunderlin, "L'Impact de la Crise économique sur les Populations, les Migrations et le Couvert Forestier du Sud-Cameroun", *Occasional Paper*, n°25, CIFOR, 1999, p.2.

1- Une augmentation accélérée de l'économie couplée à une bonne redistribution des ressources

Depuis l'indépendance, les stratégies économiques adaptées au Cameroun ont eu un effet significatif sur l'épanouissement économique¹⁷ et le combat contre la pauvreté à l'intérieur du pays¹⁸. Ainsi, le modèle d'émergence privilégié dans tout le pays est la concentration de toutes les forces vives du pays la réalisation et l'atteinte des priorités économiques ceci dans l'optique de consolider sa souveraineté. Allant dans ce sens, il ressortait du troisième plan quinquennal du Cameroun que pour trois cent cinquante-sept (357) entreprises industrielles, il existait quatorze mille cinquante-quatre (14054) emplois permanents contre dix mille cinq cent soixante-treize (10573) entre 1962 et 1963; soit environ mille cent (1100) emplois nouveaux chaque année¹⁹. Pour les années 1966-1967 et 1967-1968; les estimations portant sur cent cinquante-cinq (155) entreprises industrielles donnaient les résultats suivant, entre 1966-1967 avec treize mille neuf cent quatre-vingt-douze (13992) emplois et 1967-1968 ayant quinze mille deux cent soixante un (15261)²⁰. Soit mille deux cent quatre-vingt-seize (1296) emplois créés en un an de juillet 1967 à juillet 1968²¹.

De 1967 à 1978, le Produit intérieur brut a connu une réelle évolution d'environ 5,7%²². Alors que la population a connu un taux de croissance d'environ 2,7%²³, cette augmentation a été largement compensée par la consommation des ménages, qui a connu un taux de croissance annuel de 2%²⁴.

À partir de 1970, le président a mis l'accent sur le développement économique²⁵. Il a plaidé pour une approche d'émergence à la fois autonome et centralisée, donnant la priorité à

¹⁷UNDP, "Cameroun: Rapport national sur le développement humain". <https://hdr.undp.org/sites/default/files/private/documents/rapportnationalpnudfinal8pdf.pdf>consulté le 22 mai 2022 à 15 heures.

¹⁸ PNUD, MINEPAT, "Croissance inclusive et développement humain: le rôle du capital humain", *Rapport national sur le développement humain*, Yaoundé, PNUD/MINEPAT, 2013, p. 70.

¹⁹ A. Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, "Troisième plan quinquennal de développement économique et social (1971/72-1975/76)", Chapitre II, République unie du Cameroun, p.3.

²⁰ *Ibid.* p. 3.

²¹ *Ibid.* p.3.

²²UNDP, "Cameroun: Rapport national sur le développement humain". <https://hdr.undp.org/sites/default/files/private/documents/rapportnationalpnudfinal8pdf.pdf>consulté le 22 mai 2022 à 15 heures.

²³ *Ibid.*

²⁴ PNUD, MINEPAT, "Croissance inclusive et développement humain: le rôle du capital humain", *Rapport national sur le développement humain*, Yaoundé, PNUD/MINEPAT, 2013, p.70.

²⁵ Au Cameroun de Paul Biya, "Les terrains du siècle". <https://pdfslide.tips/documents/au-cameroun-de-paul-biya.html>, consulté le 22 mai 2022 à 11 heures.

l'utilisation des moyens locaux et réduisant la dépendance aux capitaux étrangers²⁶. Leur objectif était principalement de développer et d'utiliser les actifs nationaux. Dès lors, la priorité fut la construction d'infrastructures: écoles, routes, voies de chemin de fer, hôpitaux²⁷. En 1971, tout en quittant la compagnie africaine de transport aérien commune à tous les pays, le Cameroun a créé la sienne, dénommée la Cameroon Airlines (Camair)²⁸.

Les prix des matières premières devaient rester stables et élevés, ce qui allait stimuler la croissance du marché²⁹. Dans l'industrie, l'appui direct du gouvernement avait entraîné des changements sur le marché de l'emploi dans le pays³⁰. Ceci étant, la création d'organismes de financement et l'allocation d'intrants agricoles étaient des éléments clés de l'agriculture³¹. Pour le soutien et la promotion de divers produits agricoles, un fonds national avait été créé, aussi connu sous l'appellation d'Office National de Commercialisation des Produits de Base en milieu rural. Cet Office, également connu sous le nom de Fonds national pour le développement rural, jouait un rôle crucial en soutenant les communautés rurales et en les aidant à accéder aux marchés pour leurs produits. Par leurs initiatives, ils visaient à améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs et à renforcer la croissance économique du secteur rural. L'Office travaillait en étroite collaboration avec diverses parties prenantes, y compris les associations d'agriculteurs, les coopératives et les organismes gouvernementaux, pour assurer la mise en œuvre efficace des stratégies de commercialisation comme ce fut le cas avec la MIDEVIV, ou la Mission pour le Développement des produits Vivriers³².

Dès 1970, une douzaine d'agences avaient déjà été créées par l'État pour soutenir la croissance du secteur agricole et rural³³. De plus, le président Ahmadou Ahidjo avait appuyé le secteur agricole, en lançant en mars 1973 lors du premier comice agropastoral de Buéa une "révolution verte"³⁴. En effet, il s'agissait d'un programme qui visait à placer l'agriculture au centre du développement du Cameroun afin de lutter efficacement contre la famine et la

²⁶ *Ibid.*

²⁷ F. Pigeaud, *Au Cameroun de Paul Biya*, Paris, Karthala, 2011, p. 24.

²⁸ *Ibid.* p. 25.

²⁹ UNDP, "Cameroun: Rapport national sur le développement humain". <https://hdr.undp.org/sites/default/files/private/documents/rapportnationalpnudfinal8pdf.pdf> consulté le 22 mai 2022 à 15 heures.

³⁰ A. Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, "Troisième plan quinquennal de développement économique et social (1971/72-1975/76)", p. 3.

³¹ UNDP, "Cameroun: Rapport national sur le développement humain". <https://hdr.undp.org/sites/default/files/private/documents/rapportnationalpnudfinal8pdf.pdf> consulté le 22 mai 2022 à 15 heures.

³² *Ibid.*

³³ PNUD, MINEPAT, "Croissance inclusive et développement humain: le rôle du capital humain", *Rapport national sur le développement humain*, p.70.

³⁴ A. MINAGRI. Comice agricole de Ngaoundéré du 10 au 11 décembre 1974, Yaoundé, MINAGRI, 1975, p. 7.

pauvreté. Des projets de "colonisation agricole" mis en œuvre bien avant 1970, dont l'exemple le plus significatif est "l'opération Yabassi-Bafang" initié en 1966³⁵. En effet, celui-ci visait à fournir une issue de désengorgement des villes urbaines afin d'offrir une solution d'emploi aux jeunes dans le domaine agricole a installé et ce en 1972, mille cent quatre-vingt (1180) exploitants agricoles dans des villages pionniers³⁶, avec neuf mille (9000) hectares de terres à défricher et à cultiver, compte tenu du fait que ces exploitants recevaient entre six (6) à huit (8) hectares de parcelle³⁷. Le tableau ci-dessous illustre parfaitement les performances positives enregistrées par l'économie camerounaise entre 1972 et 1985.

Tableau 1 : Évolution du PIB du Cameroun sur la période de 1972 à 1985

| Années | 1972-1977 | 1977-1981 | 1982-1985 |
|--------------------|-----------|-----------|-----------|
| Pourcentage du PIB | 4% | 15% | 8% |

Source: G. Monchy, *Évolution économique rétrospective et perspectives macroéconomiques à l'horizon de 1995*, Paris, Dial, 1991, p. 1.

Sur ces 13 années, l'économie augmente rapidement. Ainsi, entre 1972 et 1977, le pays a connu une croissance moyenne d'environ 4%, avec une modeste amélioration du PIB par habitant³⁸. La croissance s'est accélérée de 1977 à 1981, atteignant en moyenne plus de 13% et 15% en 1980³⁹. Cette augmentation a coïncidé avec la découverte du pétrole et son développement. De 1982 à 1985, la croissance s'est maintenue à un rythme soutenu (environ 8%), mais après un net ralentissement en 1982⁴⁰, elle est restée bien en deçà du taux de croissance des années fastes. Pendant la période de boom, le Produit Intérieur Brut et les salaires par habitant ont augmenté rapidement. Ainsi, le pays avait fait son entrée dans la catégorie des revenus intermédiaires. En outre, un taux de croissance élevé conduit à une amélioration significative du niveau de vie.

Un regard sur les apports respectifs par secteur à la croissance du Produit Intérieur Brut avait permis de distinguer trois moments principaux de l'histoire économique du Cameroun. Entre 1972 et 1976, les trois principaux secteurs tels: l'agriculture, les industries extractives et tertiaires s'étaient relativement bien développés. La structure de l'industrie reste

³⁵ J. C. Barbier, *À propos de l'opération YABASSI-BAFANG*, Yaoundé, ONAREST/ISH, 1977, p. 43.

³⁶ *Ibid.* p. 38.

³⁷ *Ibid.* p. 38.

³⁸ CAMEROUN *Évolution économique rétrospective et perspectives macroéconomiques à l'horizon de 1995*, mars 1991. https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers10-09/010006191.pdf, consulté le 27 mai 2022 à 10 heures.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *Ibid.*

stable. Par ailleurs, le troisième plan quinquennal (1971-1975), ou "plan SODES"⁴¹ (Sociétés de Développement Spécialisées sur des cultures particulières), va émerger dans un contexte où le gouvernement soutenait véritablement l'expansion agricole du monde rural camerounais. En effet, en vue de garantir l'efficacité des activités agricoles dans le monde rural, un Ministère de l'Agriculture voit le jour en 1972 couplé au lancement de la révolution verte dans toutes les localités du pays⁴². Suivi par la création du FONADER (Fonds National de Développement Rural), afin d'assurer la redistribution des fonds disponibles et fournis par l'État pour l'agriculture aux paysans ruraux en 1973⁴³.

Quantitativement, l'agriculture représente 30% du Produit Intérieur Brut, l'industrie totale 20% (répartis à parts égales entre l'industrie manufacturière et l'exploitation minière) et les 50% restants sont l'industrie tertiaire⁴⁴. Il ressort qu'en raison de la mise en place de la révolution verte au Cameroun durant cette période, l'agriculture soutenait majoritairement le PIB. Bien que quelques années plus tard, cette politique de révolution verte s'est avérée être un leurre dans lequel le gouvernement s'était focalisé pour assoier son développement.

De 1977-1978, et ce jusqu'en 1980, l'expansion pétrolière avait accélérée fortement le niveau de croissance des industries d'extraction (taux de croissance annuel moyen de 44%), permettant d'élever l'apport de cette catégorie d'industrie à la croissance totale de 5% à 33%⁴⁵. Par ailleurs, l'analyse de l'économie du Cameroun révèle une croissance significative entre 1961 et 1984, et ce jusqu'à la veille du déclenchement de la crise économique⁴⁶. En effet, cette croissance était soutenue par le secteur agricole qui a connu une réelle expansion; sans oublier le secteur pétrolier grâce aux exportations⁴⁷. Par conséquent, les ressources financières du pays se sont considérablement améliorées; permettant d'augmenter le taux d'investissement public à l'échelle nationale avec pour corollaire la construction de plusieurs infrastructures à la fois économique, routière et bien d'autres. En outre, une remarquable augmentation du Produit Intérieur Brut du domaine minier, couplé à la découverte et à l'exploitation des gisements

⁴¹ T. M. Fouda, "Les mécanismes de financement en milieu rural camerounais. Une analyse des déterminants de la demande de services financiers des ménages", Thèse de Doctorat en Sciences économiques, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 2003, p. 58.

⁴² *Ibid.* p. 58.

⁴³ *Ibid.* p. 59.

⁴⁴ CAMEROUN Évolution économique rétrospective et perspectives macroéconomiques à l'horizon de 1995, mars 1991. https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers10-09/010006191.pdf, consulté le 27 mai 2022 à 10 heures.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ S. Fambon et al, "Réformes économiques et pauvreté au Cameroun durant les années 80 et 90", Rapport final, Recherche Collaborative sur la Pauvreté /AERC, Université de Yaoundé II, 2005, p. 11.

⁴⁷ *Ibid.* p. 11.

pétroliers, provoque un fort effet de glissement sur d'autres domaines⁴⁸. Le niveau de développement fut multiplié par trois dans l'agriculture et la manufacture⁴⁹, tandis qu'il double dans le secteur de l'offre des services⁵⁰. Enfin, à partir du milieu des années 1980, le pays subit les ravages d'une crise économique, ce qui va fragiliser son tissu économique et va conduire par la même occasion à l'entrée en vigueur des politiques d'ajustement structurels, avec notamment l'instauration des privatisations des entreprises étatiques. Au même titre que l'économie, le capital humain a aussi bénéficié d'une nette amélioration au cours de cette période.

2- Valorisation et promotion des ressources humaines locales

En se basant sur l'affirmation connue de Jean Bodin selon laquelle la richesse ne concerne que les hommes, il est important de souligner que l'homme demeure et est toujours au cœur de toutes les inquiétudes et actions de la communauté. Ainsi, il faut noter que les problèmes de capital humain ont conduit les politiques gouvernementales à établir de grands centres de formation devant améliorer les compétences techniques des camerounais⁵¹. C'est dans cet élan que virent le jour les Universités de Dschang, de Douala, de Ngaoundéré, les écoles nationales de Polytechnique et des Travaux Publics⁵². Par la suite, dans un souci d'encourager la population à accéder à ces centres de formation récemment construits, le gouvernement offrait des bourses d'étude selon les priorités de son développement. Tout cela fut également bénéfique dans la mesure où au sortir de ces lieux de formation, l'insertion professionnelle était quasi-garantie; réduisant ainsi le taux de chômage. De plus, l'impact se fit aussi ressenti sur d'autres plans, notamment au niveau de la mortalité. En effet, de 1970 à 1986, l'espérance de vie à la naissance va passer de quarante-six (46) ans à cinquante-cinq (55) ans⁵³. Dans l'éducation, le pourcentage de la population scolarisée augmentait de 38,1% à

⁴⁸ CAMEROUN Évolution économique rétrospective et perspectives macroéconomiques à l'horizon de 1995, mars 1991. https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers10-09/010006191.pdf, consulté le 27 mai 2022 à 10 heures.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ J. C. Barbier, *À propos de l'opération YABASSI-BAFANG*, Yaoundé, ONAREST/ISH, 1977, p. 3.

⁵¹ UNDP, "Cameroun: Rapport national sur le développement humain". <https://hdr.undp.org/sites/default/files/private/documents//rapportnationalpnudfinal8pdf.pdf> consulté le 22 mai 2022 à 15 heures.

⁵² *Ibid.*

⁵³ *Ibid.*

48,6%⁵⁴. L'implantation de l'école a favorisé le fait migratoire et par-delà, a suscité des transformations démographiques et spatiales⁵⁵.

L'espace urbain a très vite été considéré comme l'endroit privilégié pour gagner de l'argent. Par exemple, en 1979, le salaire par mois d'un ouvrier agricole se situait entre six mille cinq cent (6500) et huit mille (8000) francs CFA⁵⁶. Le salaire moyen d'un employé a fluctué entre trente-six mille (36000) et quarante-deux mille (42000) francs CFA⁵⁷. Les premières formes d'industrialisation se sont développées autour des centres devenus urbains. La preuve en 1974, avec Douala où l'on comptabilise 80% du potentiel industriel⁵⁸. À la recherche d'un emploi plus lucratif que l'agriculture, les ruraux sont contraints de quitter le village pour la ville⁵⁹. Cela s'explique par le fait que les usines naissent plus dans l'espace urbain qu'en milieu rural. En outre, la main-d'œuvre doit souvent se déplacer et travailler là où les opportunités étaient plus lucratives et offraient un meilleur socle pour l'épanouissement. Ainsi, les villes sont devenues de véritables pôles attractifs, et le cadre idéal pour envisager son ascension sociale.

La revue des politiques de développement mises en place au Cameroun permet de dégager le constat selon lequel, l'expansion de ce pays suivait une bonne trajectoire jusqu'au milieu des années 1980. Mais, l'idée d'une émergence est devenue utopique au moment de l'apparition de la crise économique entre 1986 et 1987, puisque depuis lors, le pays peine à se remettre sur le droit chemin. Faisant suite à cette analyse du développement du Cameroun au lendemain de l'indépendance, il est à présent temps de rappeler l'historique de la relation entre le Programme des Nations Unies pour le Développement et le Cameroun. Dès lors, le constat qui émerge est que lorsque ce Programme onusien arrive au Cameroun, ce pays connaît une certaine aisance économique et le taux de pauvreté n'y était pas encore trop élevé.

⁵⁴ PNUD, MINEPAT, "Croissance inclusive et développement humain: le rôle du capital humain", *Rapport national sur le développement humain*, p.71.

⁵⁵ J. C. Verez, "Urbanisation et autosuffisance alimentaire au Cameroun: Un essai d'explication par les petites activités marchandes", Thèse de Doctorat de 3^{ème} Cycle en sciences économiques, Université de Paris X Nanterre, 1986, p.40. Cité par G. Monchy, *Évolution économique rétrospective et perspectives macroéconomiques à l'horizon de 1995*, Paris, Dial, 1991.

⁵⁶ CAMEROUN Évolution économique rétrospective et perspectives macroéconomiques à l'horizon de 1995, mars 1991. https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers10-09/010006191.pdf, consulté le 27 mai 2022 à 10 heures.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ J. C. Verez, "Urbanisation et autosuffisance alimentaire au Cameroun: Un essai d'explication par les petites activités marchandes", p. 47.

⁵⁹ CAMEROUN Évolution économique rétrospective et perspectives macroéconomiques à l'horizon de 1995, mars 1991. https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers10-09/010006191.pdf, consulté le 27 mai 2022 à 10 heures.

III- HISTORIQUE DE L'AVENEMENT DU PNUD AU CAMEROUN

L'avènement de ce programme au Cameroun n'est que le résultat d'une longue histoire de coopération entre le Cameroun et le système des Nations Unies en matière d'aide au développement. Ainsi, on note que le pays avait déjà reçu le soutien du Fonds Spécial des Nations Unies (alors un des prédécesseurs de l'institution onusienne qu'on appelle depuis 1966, le Programme des Nations Unies pour le Développement) dès 1961 dans le cadre du projet conjoint gouvernement du Cameroun/Fonds Spécial des Nations Unies à la demande du gouvernement de mettre en place une École Normale Supérieure du Cameroun à Yaoundé, mise en œuvre par l'UNESCO.

1- La demande d'assistance du Gouvernement camerounais au Fonds Spécial des Nations Unies

Partant de la situation selon laquelle les qualifications de la majorité du corps enseignant du secondaire étaient insuffisantes pour qu'il puisse accomplir la tâche qu'on lui avait confiée; la situation qui prévalait était similaire à celle de 1960 qui fut grave. Puisque, cette année-là, un cinquième seulement des besoins avaient été couverts par l'Assistance technique, ce qui a obligé la direction de l'enseignement secondaire à engager un personnel non qualifié. Il faut noter qu'en 1960, on ne comptait dans tout le pays que quatre-vingt-deux (82) bacheliers et qu'en 1967 on en compte à peine deux cent (200⁶⁰). Le gouvernement camerounais a adressé une requête d'assistance au Fonds spécial des Nations Unies le 13 septembre 1960⁶¹ en vue de créer une École Normale Supérieure formant des professeurs, tout d'abord pour le premier cycle, puis plus tard pour le second cycle de l'enseignement secondaire⁶². Il s'agissait de former, durant les dix années de 1960 à 1970, une centaine de professeurs pour le premier cycle et une quarantaine pour le second cycle⁶³. L'école devait aussi avoir pour tâche la formation des inspecteurs de l'enseignement primaire à raison de huit

⁶⁰ Unesco-PNUD, Élément Fonds Spécial, "École Normale Supérieure, Yaoundé, Cameroun", Rapport établi à l'intention du gouvernement du Cameroun par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture agissant en qualité d'agent chargé de l'exécution du projet pour le compte du Programme des Nations Unies pour le développement pour la période 1961-1968, n°17, Paris, UNESCO, 1969, p. 12.

⁶¹ A.UNESCO, Plan d'opérations en vue de la création d'une École Normale Supérieure du Cameroun, novembre 1961, p. 3.

⁶² Le plan d'opérations a été signé conjointement par le gouvernement camerounais, l'Unesco et le Fonds Spécial respectivement les 19 octobre, 26 octobre et 2 novembre 1961. Ce plan d'opérations a fait l'objet de trois ajustements. Les deux premiers, sans grande importance, en 1965 et en 1966, n'étaient en fait qu'une réadaptation des données du plan à la réalité du déroulement des opérations, notamment en ce qui concerne l'état des dépenses, les experts et les boursiers. Le dernier ajustement, qui date d'août 1967, prolongeait d'une année l'aide du Fonds spécial et accordait à cette fin une extension des services d'un certain nombre d'experts, des bourses supplémentaires et un supplément de crédit pour l'équipement.

⁶³ Unesco-PNUD, Élément Fonds Spécial, "École Normale Supérieure, Yaoundé, Cameroun", p. 12.

(8) à dix (10) par année, soit un pour huit cent (800) élèves, ce qui devait permettre jusqu'en 1970 la promotion de soixante-dix (70) à quatre-vingt (80) inspecteurs. La requête prévoyait également la création d'un institut pédagogique national destiné à la recherche pédagogique, à l'étude des programmes et des méthodes et au perfectionnement pédagogique des professeurs.

Prenant acte de cette requête, le Fonds Spécial a autorisé l'assistance en novembre 1961 et a alloué pour les six ans durant lesquels l'assistance était prévue, un montant de un million cent cinq mille huit cent dix (1 105 810) dollars américains. De plus, il a mis également à la disposition de la nouvelle structure, un matériel d'enseignement consistant notamment en bibliothèques, équipement de laboratoire et moyens audio-visuels. La contribution que le gouvernement devait s'engager à verser en contrepartie sous forme de terrain permettant la construction, de professeurs remplaçant les experts, d'équipement général et de frais de fonctionnement a été évaluée à deux millions de dollars américains environ⁶⁴.

Ainsi, l'École Normale Supérieure du Cameroun a ouvert ses portes à Yaoundé en novembre 1961, dans les locaux provisoires d'un ancien collège privé⁶⁵, qu'elle a partagé avec l'Institut d'études supérieures (plus tard devenu l'université de Yaoundé) et le Centre fédéral linguistique. Cependant, la durée de l'aide du Fonds Spécial s'est révélée assez tôt insuffisante, tout spécialement en ce qui concerne la formation des homologues camerounais.

Toujours dans cette même lancée, le secteur rural n'a pas été épargné. À cet effet, En avril 1967, une demande a été faite au PNUD⁶⁶ pour créer une école normale (ENIR) pour les enseignants à plein temps des professions rurales⁶⁷. L'évaluation des contributions du Fonds spécial de l'ONU et du gouvernement du Cameroun a été fixée pour sept (7) ans, la contribution du PNUD s'élevant à un million six cent douze mille (1 612 000) dollars américains et celle de la République fédérale à quatre millions huit cent vingt-neuf mille huit cent cinquante (4 829 850) dollars américains⁶⁸. Le Programme des Nations Unies pour le Développement a approuvé le préfinancement et l'Unesco, désignée comme agent exécutif⁶⁹. En effet, l'ENIR a été chargé de former une nouvelle catégorie d'enseignants qui favorise

⁶⁴ *Ibid.* p.13.

⁶⁵ L'école ne disposant pas d'internat, tous les élèves étaient externes, ce qui occasionna pour certains de graves difficultés matérielles qui devaient trouver un logement proche de l'école.

⁶⁶ Pour rappel, cet organisme sous cette appellation, n'exerçait pas encore sur le territoire camerounais. Toutefois, la matérialisation de ce projet a débuté tout juste après son installation officielle.

⁶⁷ UNESDOC, "Une Expérience de ruralisation de l'enseignement: l'IPAR et la réforme camerounaise", 1974. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000137784>, consulté le 15 octobre 2020 à 12 heures.

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ *Ibid.*

simultanément l'essor économique et social. Partant de cette coopération antérieure, le PNUD décida d'ouvrir une représentation permanente au Cameroun à partir de 1972.

2- Installation officielle d'une représentation du PNUD au Cameroun

Le non-alignement semble consolider la diplomatie camerounaise. La coopération sans exclusives s'affirme pour sa part comme une conséquence du non-alignement. Dès lors, l'arène internationale reste ainsi ouverte à l'État camerounais, qui y agit uniquement sur la base d'un devoir absolu de représentation de ses intérêts nationaux⁷⁰. Le soutien technique des Nations Unies à l'Afrique était fourni par le Programme des Nations Unies pour le développement⁷¹. En outre, certaines organisations du système des Nations Unies telles que: l'OIT, la FAO, l'UNESCO, l'OMS et le CNUCED; pour ne citer que celles-là, lui apportent une plus-value pour la mise en œuvre de ses différents projets⁷².

Ainsi, Zarkovitch fait remarquer que l'établissement du Programme des Nations Unies pour le développement tenait au fait qu'il puisse aider les pays dans la mesure du possible lorsqu'une certaine expertise leur manquait⁷³. C'est la raison pour laquelle le Programme a suscité dans le monde entier un enthousiasme considérable. Dans cette perspective, le PNUD ouvra sa représentation permanente au Cameroun plus précisément à Yaoundé en 1972, bien qu'il soit attesté d'une assistance antérieure à cette date entre le Cameroun et le PNUD (ex-Fonds Spécial des Nations Unies).

Néanmoins, il convient de rappeler que lorsque le Programme des Nations Unies pour le Développement s'installe au Cameroun, le pays connaît un essor économique sans précédent. Cependant, il y régnait des inégalités notamment entre le milieu rural et urbain, c'est ce qui va justifier l'intérêt du Programme onusien au secteur rural et à la promotion des PME dans ses premiers cycles de coopération. Le champ privilégié dès son installation fut celui du développement rural et agricole. Le PNUD joue à cet égard un rôle prépondérant: financement de projets, fourniture de semences, d'engrais, d'insecticides, de pesticides, de fongicides⁷⁴. L'accent fut plus concentré sur la riziculture car l'Organisation de l'Unité Africaine avait requis des Nations Unies des aides pour faire de cette culture un projet géant

⁷⁰ J. Mebada, "Innovation et solutions africaines à l'enjeu des données dans le cadre de la réalisation de l'Agenda 2030: le cas du Cameroun", 2019, p. 3.

⁷¹ A. A. Mazrui (s.d), *Histoire générale de l'Afrique: l'Afrique depuis 1935*, Tome VIII, Paris, UNESCO, 1998, p.934.

⁷² *Ibid.* p.934.

⁷³ S.S Zarkovitch, *Le Programme des Nations Unies pour le Développement : étude critique*, Paris, PUF, 1970, p. 10.

⁷⁴ A. A. Mazrui (s.d), *Histoire générale de l'Afrique: l'Afrique depuis 1935*, p. 939.

pour toute l'Afrique noire. Toutefois, il est important de préciser que l'assistance du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Cameroun s'est fortement concentrée sur plusieurs secteurs prioritaires jugés essentiels pour permettre une réduction efficace et durable de la pauvreté sur l'ensemble du territoire national. Ces domaines d'intervention clés comprennent notamment l'agriculture et le développement rural, l'éducation et la formation professionnelle, la santé publique, l'accès à l'eau potable et aux infrastructures de base, ainsi que la promotion de l'entrepreneuriat et de l'emploi, en particulier chez les jeunes. Le PNUD a ainsi déployé des programmes visant à accroître la productivité et les revenus des petits exploitants agricoles, à améliorer l'offre et la qualité des services sociaux de base, à développer les compétences et l'employabilité de la population active, et à soutenir la création d'activités génératrices de revenus dans les zones les plus défavorisées du pays. Ces initiatives s'inscrivent dans une approche globale et intégrée, visant à s'attaquer aux multiples facettes de la pauvreté et à favoriser un développement plus inclusif et équitable sur l'ensemble du territoire camerounais. Une fois le PNUD installé, il convient à présent de jeter un regard sur la pauvreté au Cameroun afin de mieux comprendre l'importance des actions entreprises par ce Programme.

IV- ETAT DES LIEUX DE LA PAUVRETE AU CAMEROUN DE 1980 À 2021

Afin de rendre compte du niveau de pauvreté au Cameroun, une analyse de l'économie du pays au lendemain de l'indépendance permet d'identifier deux temps forts de disette à savoir: la crise économique du milieu des années 1980 et celle des années 2008. Toutefois, elles ont engendré par la même occasion un chômage énorme dans le pays ce qui a inéluctablement conduit à l'augmentation du taux de pauvreté de la population et principalement dans les différents centres urbains et ruraux du pays.

Pour rappel, avant la crise, l'économie camerounaise avait enregistré des taux de croissance élevés environ 8% chaque année et ceci entre 1980-1981 et 1985-1986, principalement grâce au développement du secteur pétrolier⁷⁵. Ce succès a été porté par des secteurs importants tels que: les investissements (7%), les exportations (16%) et la consommation (3,3%)⁷⁶. À cet effet, avant les enquêtes camerounaises auprès des ménages, le pays avait mis sur pied entre 1983/1984, une EBC, entendue comme Enquête-Budget-Consommation; dont le but de recueillir le niveau de satisfaction de la population

⁷⁵ J. Pokam Wadja Kemajou, W. D. Sunderlin, "L'impact de la crise économique sur les populations, les migrations et le couvert forestier du sud-Cameroun", p. 2.

⁷⁶ *Ibid.* p. 2.

camerounaise, pour mieux situer l'état de la pauvreté sur le territoire national. Ainsi, il ressort sur la base de cette EBC, que le pays connaissait un essor sans précédent; notamment grâce à une expansion annuelle de l'ordre de 15%⁷⁷. Cependant, dès 1986 et ce jusqu'en 1987, l'économie a connu un fort ralentissement avec une diminution significative de la croissance⁷⁸ et ceci peut s'expliquer par le fait que le pays entre dans une période de récession à partir de ce moment. Dans la même lancée, il ressort que de 1975 à 2000, le taux de pauvreté a plus que doublé, passant de 27 % à environ 50%⁷⁹. Cela est dû en grande partie à l'accent mis sur l'exportation du pétrole et du bois brut au lieu de privilégier des investissements dans le secteur agroindustriel. Dans l'immédiat, le taux d'urbanisation a augmenté, accentuant la pauvreté dans les grandes agglomérations du pays couplée à la prolifération des métiers à dominance informels et non encadrés.

La crise du Cameroun de 1985/1986 a été principalement causée par une chute de 45% des prix internationaux de ses principaux produits d'exportation (pétrole, café et cacao⁸⁰), couplée à une dépréciation d'environ 40% du dollar américain par rapport au franc CFA⁸¹. Les exportations ont été également un point faible de l'économie. Au niveau national, les entreprises publiques et semi-publiques n'ont pas été performantes, ce qui a obligé le gouvernement à fournir une aide financière importante pour essayer de juguler les effets pervers de cette crise, même si le résultat escompté n'a pas été atteint. De plus, les politiques inadéquates, inadaptées et limitées, telles que la tentative de remplacer la pratique du protectionnisme et promotion de l'industrialisation, ont encore plus détruits l'économie du Cameroun; car les entreprises créées sont devenues des "éléphants blancs", qui ne produisaient plus rien.

Par ailleurs, il est important de rappeler que cette crise a engendré des changements sans précédent. Ainsi, on est passé du système d'un parti politique au pluralisme politique. Pour ce qui est de l'économie, le processus de libéralisation a commencé vers la fin des années 1980 et au début des années 1990, notamment à cause de l'entrée en vigueur des Programmes d'ajustement structurels au Cameroun. Ces programmes sont dans un certain sens

⁷⁷ S. Fambon et al, "Réformes économiques et pauvreté au Cameroun durant les années 80 et 90", Rapport final, Recherche Collaborative sur la Pauvreté /AERC, Université de Yaoundé II, 2005, p. 11.

⁷⁸ J. Pokam Wadja Kemajou, W. D. Sunderlin, "L'impact de la crise économique sur les populations, les migrations et le couvert forestier du sud-Cameroun", p. 2.

⁷⁹ PNUD, "Cameroun/PNUD-UNDAF". <http://www.cm.undp.org/document/CmrUNDAF.PDF>, consulté le 16 mars 2022 à 10 heures.

⁸⁰ J. Pokam Wadja Kemajou, W. D. Sunderlin, "L'impact de la crise économique sur les populations, les migrations et le couvert forestier du sud-Cameroun", p. 2.

⁸¹ *Ibid.* p. 2.

à l'origine de l'augmentation de la pauvreté au Cameroun. Engagé déjà sur une mauvaise pente de développement, la crise de 2008, a encore plus enfoncé l'équilibre économique du pays.

1- Crises économiques et renforcement de la sphère de pauvreté au Cameroun

L'approche de Marx suppose que l'on est en crise lorsqu'on subit une interruption de l'accumulation du capital⁸². Cet arrêt brusque montre les difficultés que le système éprouve à se reconstruire. De manière immédiate, cette incapacité du système à se remettre sur pied conduit inéluctablement à la destruction du tissu économique camerounais, jadis croissant et performant. En outre, les conditions d'existence de sa population se sont retrouvées engagées, notamment à cause de la recrudescence du chômage.

Les années 1980 ont connu une période de volatilité des taux de change, avec une appréciation réelle de 60%, combinée à une politique budgétaire expansionniste et improductive, entraînant l'accumulation de la dette extérieure et surtout intérieure⁸³. Cela a conduit à une décennie de récession au Cameroun, de 1985 à 1994, au cours de laquelle le revenu par habitant a diminué de moitié et le niveau de pauvreté a augmenté considérablement⁸⁴. Les effets les plus pervers sont l'augmentation de la corruption, la recrudescence de la sous-scolarisation, l'accentuation de la mortalité, sans oublier l'abandon des investissements dans les infrastructures et les services publics. Au milieu de l'année 1999, avec une population estimée à quatorze millions sept cent mille (14 700 000) habitants, le Produit Intérieur Brut du pays était estimé à trois mille neuf cent quarante-trois (3943) milliards de francs CFA⁸⁵. La survenue de la crise y a forcément contribué et entraîné une dégradation des équilibres macroéconomiques du pays. Ainsi, le tableau ci-dessous illustre les ravages de la crise économique du milieu des années 1980 sur le niveau de vie des habitants du pays et ce, jusqu'en 1990.

Tableau 2 : Évolution du PIB du Cameroun sur la période de 1985 à 1990

| Années | 1985-1986 | 1986-1987 | 1987-1988 | 1988-1989 | 1989-1990 |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| PIB(%) | 3,50 | 4,78 | -10,46 | -4,36 | -2,84 |

Source: G. Monchy, *Évolution économique rétrospective et perspectives macroéconomiques à l'horizon de 1995*, Paris, Dial, 1991, p. 23.

⁸² A. Tade Akin et al., *Afrique et développement- Revue trimestrielle du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique*, Vol. XXI, N°2 et 3, Dakar, CODESRIA, 1996, p.69.

⁸³ Système des Nations Unies, " Les Nations Unies et les Objectifs de Développement International (ODI) -Buts de la Déclaration du Millénaire", République du Cameroun, Rapport, juin 2001. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/africa/Cameroon_MDGReport_2001_FR.pdf, consulté le 10 décembre 2021 à 09 heures.

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ *Ibid.*

La seconde moitié des années 1980, caractérisée par la fin d'un cycle de croissance accélérée. La lecture de ce tableau permet de constater la trajectoire obscure que va traverser l'économie camerounaise avec l'apparition de la crise économique à partir de 1987. En outre, en raison de l'avènement de la crise économique, l'économie du pays connaît une baisse drastique dès 1987. En effet, son Produit Intérieur Brut qui était de 8% en 1986 a chuté à environ 2,5% en 1987⁸⁶. Quelques effets directs de cette crise ont été la réduction considérable de l'investissement public qui passe de 27% à 11% entre 1986 et 1993⁸⁷, l'augmentation de la dette extérieure du pays de l'ordre de 30% à 75% sur la même période de référence⁸⁸. Aussi, l'on a assisté à la fermeture ou la privatisation de plusieurs entreprises.

Concernant le cas de l'économie domestique au Cameroun, on note que pour lutter contre la crise économique dont le pays subissait les foudres depuis 1987, le gouvernement a cherché à soutenir la croissance nationale en recourant aux Programmes d'Ajustement Structurel de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International dès 1989⁸⁹. Bien avant le recours à ces programmes drastiques, le gouvernement a mis en place des structures de développement au niveau local à l'instar de la South West Development Authority (SOWEDA)⁹⁰. Cette dernière devait offrir un pan de sécurité sociale à la population concernée par la mise en marche de projets de développement. Néanmoins, ces PAS envisageaient de réorienter l'économie du pays afin d'assainir son tissu économique. Malheur leur en a pris car en voulant le bonheur, l'effet contraire s'est produit, notamment avec les pertes d'emploi de certains chefs de ménage. À cet effet, ce dysfonctionnement économique du milieu des années 1980, couplée aux Programmes d'Ajustement Structurels ont fortement aggravé les inégalités sociales dont les effets les plus pervers affectent directement une bonne partie de la population à l'instar des femmes, des enfants, des ruraux, des chômeurs et des

⁸⁶ S. Fambon et al, "Réformes économiques et pauvreté au Cameroun durant les années 80 et 90", Rapport final, Recherche Collaborative sur la Pauvreté /AERC, Université de Yaoundé II, 2005, p.12.

⁸⁷ T. M. Fouda, "Les mécanismes de financement en milieu rural camerounais. Une analyse des déterminants de la demande de services financiers des ménages", Thèse de Doctorat en Sciences économiques, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 2003, p. 21.

⁸⁸ *Ibid.* p. 21.

⁸⁹ F. Nguéyap, "Crise économique, mise au chômage et changements des relations familiales en milieu urbain au Cameroun: effets de la crise économique sur les unités domestiques à Yaoundé", in *Population et travail dynamique démographique et travail*, actes de colloque international d'Aveiro (Portugal, 18-23 septembre 2006), 2006, p.502.

⁹⁰ Il s'agit ici d'une agence locale de développement mise en place au Cameroun dans la région du Sud-Ouest en 1987 par décret présidentiel n° 87/1874. Elle a une vocation plus rurale et est placée sous l'autorité directe du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Cité par D. Forsac-Tata, JB. Endeley, F. Sikod, "The Contributions of Local Development Agencies towards Poverty Reduction: Case of the South West Development Authority, Cameroon", *Greener Journal of Social Sciences*, vol.5, n°1, 2015, p.23. <http://doi.org/10.15580/GJSS.2015.1.020215027>.

personnes handicapées⁹¹. Ainsi, pour atteindre leurs objectifs, une réduction des investissements publics, une contraction des salaires des fonctionnaires et des charges étatiques étaient obligatoires.

N'étant plus en mesure de remplir ses obligations, l'État a initié un programme d'austérité qui a eu un important impact négatif dans tous les secteurs de l'économie, et particulièrement sur les conditions de vie des ménages. Sans toutefois, s'en éloigner, la crise économique qui secoue également le pays en 2008, menace le vécu de la population camerounaise et est même allée plus loin avec la propagation des émeutes de la faim à Yaoundé et Douala. Cette situation critique s'inscrit en étroite ligne que celle de 1990 avec les villes mortes. Ainsi, la population camerounaise a perdu confiance envers son gouvernement et les perspectives d'un développement et d'une émergence sont devenus de plus en plus être un mirage.

L'une des conséquences directes des crises économiques au Cameroun (notamment celles du milieu des années 1980 et de 2008) reste et demeure l'augmentation de la famine et de la sous-alimentation infantile. En effet, dès le début des années 1990, les valeurs référentielles étaient estimées cette malnutrition entre 23% au niveau national et 25% dans le milieu rural⁹². À titre illustratif, l'on se souvient qu'en 2008, le Cameroun a été le théâtre des revendications sociétales à caractère nutritionnel; en raison d'une hausse drastique des prix des denrées alimentaires sur les marchés. Et le panier de la ménagère s'en est retrouvé engagé.

Ces mesures ont entraîné une forte diminution du pouvoir d'achat⁹³. Ce resserrement et cette diminution du personnel des secteurs public et privé font désormais partie du quotidien de nombreuses personnes et représentent la réalité des politiques d'ajustement structurel⁹⁴. Ces politiques ont eu un impact direct sur les membres les plus vulnérables de la société, entraînant une augmentation de la pauvreté, des inégalités et du chômage, ainsi que la détérioration de la qualité des services publics. Malgré ses promesses de croissance économique, l'ajustement structurel a eu un effet dévastateur sur les droits sociaux et économiques des citoyens, en particulier ceux qui vivent dans les pays en développement. En conséquence, beaucoup n'ont pas pu accéder aux services essentiels tels que les soins de santé

⁹¹ J. Tchakoa, A. Nji, "Targeting Rural poverty in sub-Saharan Africa: A poverty alleviation policy framework with particular reference to Cameroon", p.84.

⁹² B. Sami, et al, "Incidences de la crise économique mondiale de 2008/09 et des politiques de réponse subséquentes sur la pauvreté des enfants au Cameroun", *Innocenti Working Paper* n° 2010-04, Dakar, UNICEF Regional Office for West and Central Africa, Florence, UNICEF Innocenti Research Centre, 2010, p. 1.

⁹³ F. Ngueyap, "Crise économique, mise au chômage et changements des relations familiales en milieu urbain au Cameroun: effets de la crise économique sur les unités domestiques à Yaoundé", p. 502.

⁹⁴ *Ibid.* p. 502.

et l'accès à l'éducation, ou obtenir un emploi décent, les laissant piégés dans un cycle infernal de désespoir⁹⁵.

En janvier 1994, suite à une diminution des salaires durant la fin de l'année précédente, le secteur public a connu une baisse spectaculaire de 75% des salaires⁹⁶, laissant le personnel de l'État, à l'exception des militaires et des policiers, dans un état critique et alarmant. Les jeunes professionnels qui gagnaient auparavant deux cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent seize (298 916) francs CFA en juillet 1987⁹⁷ ne gagnaient plus que cent deux mille (102 000) francs CFA. De même, un salarié régulier gagnait désormais quinze mille six cent soixante-seize (15676) francs CFA, soit un tiers des cinquante-trois mille quatre cent trente-trois (53433) francs CFA qu'il aurait gagnés avant la crise. Cette situation entraînait par la même occasion une diminution du niveau de vie de ce dernier⁹⁸. Cette diminution et ce resserrement ont eu un effet traumatisant sur la vie des familles. En 2001, le taux de chômage estimé à 17% de la population active⁹⁹ était particulièrement élevé dans les zones où les emplois salariés constituaient un facteur majeur de promotion sociale; il était de 32% en milieu urbain¹⁰⁰. Compte tenu du fait que la ville était perçue comme un pôle d'attraction et un lieu soi-disant d'aisance¹⁰¹. Le manque d'opportunités d'emploi était encore aggravé par le manque d'accès à l'éducation. Il en a résulté une diminution du revenu moyen, entraînant un creusement du fossé entre les riches et les pauvres. Comme conséquence directe sur le devenir des familles, l'on remarque que les responsabilités familiales sont devenues trop lourdes pour les chefs de ménages. Cela avait eu pour effet direct, une baisse des potentialités des hommes dans leurs foyers¹⁰² et une volonté d'entreprendre et d'envisager l'exercice d'une activité parallèle pour mieux subvenir aux besoins de ses enfants.

Comme toutes les autres parties du Cameroun, dès le déclenchement de la crise économique, l'État va se désengager vis-à-vis des sociétés installées dans les différentes localités du pays en suspendant les différentes subventions qu'il accordait à ces dernières. Ceci causa le licenciement de nombreux employés notamment ceux de la SEMRY de Yagoua

⁹⁵ D. Ngagoum, 60 ans, riverain et bénéficiaire du SPRPB II, Bafoussam, entretien du 07/09/2021.

⁹⁶ F. Nguéyap, "Crise économique, mise au chômage et changements des relations familiales en milieu urbain au Cameroun: effets de la crise économique sur les unités domestiques à Yaoundé", p. 503.

⁹⁷ *Ibid.* p. 503.

⁹⁸ M.H. Onana Omgba, 83 ans, riverain et bénéficiaire du projet Micro-schemes, Douala, entretien du 01/10/2021.

⁹⁹ F. Nguéyap, "Crise économique, mise au chômage et changements des relations familiales en milieu urbain au Cameroun: effets de la crise économique sur les unités domestiques à Yaoundé", p. 503.

¹⁰⁰ *Ibid.* p. 503.

¹⁰¹ P. Ottou, 55 ans, riverain et bénéficiaire du PVMC, Meyomessi, entretien du 10/10/2021.

¹⁰² C. Eyenga, 60 ans, commerçante et bénéficiaire du PVMC, Sangmélina, entretien du 15/10/2021.

et bien d'autres structures. En réponse à cela, des emplois précaires et ambulants vinrent à la rescousse des populations camerounaises¹⁰³.

Bien que la période 1996-2001 ait été caractérisée par un taux de croissance moyen du produit intérieur brut réel de 4,6% l'an, celle de 2001-2007 a été caractérisée par une baisse de la croissance qui a fluctué autour de 3,6 % par rapport à l'an¹⁰⁴. Ce ralentissement du taux de croissance a fait stagner le taux de pauvreté monétaire entre 2001 et 2007, tandis qu'entre 1996 et 2001 il a baissé de près de 14%¹⁰⁵.

Le Cameroun subit avec sévérité les effets de la crise économique et financière mondiale depuis 2008, ce qui a favorisé une détérioration des conditions de vie de la population. Ainsi, la croissance du PIB réel a ralenti de 2,9% en 2008 à 1,9% en 2009¹⁰⁶.

Cependant, avec les produits pétroliers, la mise en place d'un indice du prix à la pompe du pétrole brut sur le marché international en 2005 a entraîné une hausse de 46,5%, du prix du kérosène et une hausse de 31,8% du gazoil en 2004 et 2006¹⁰⁷. Toutefois, l'introduction de cette initiative constituait une certaine protection puisqu'elle devait empêcher la SONARA de faire faillite.

Il convient à ce niveau d'effectuer une analyse; on s'aperçoit que l'évolution de l'économie du Cameroun a eu un parcours très tumultueux allant des périodes fastes à des moments douloureux. Il est important de préciser toujours ici que c'est la population qui paye toujours les conséquences car à un certain moment le coût de vie paraît abordable et subitement il augmente et la conséquence est l'inflation qui se fait de plus en plus grandissante. Par la suite, et ce durant la période allant de 2008 à 2014, le niveau semble être stabilisé, bien qu'il ne soit pas en parfaite symbiose avec les prévisions du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi, qui prévoyait de diminuer les disparités monétaires à moins de 30% au plus tard d'ici 2020¹⁰⁸. Toutefois, l'on ne saurait oublier qu'avec la guerre contre Boko Haram dans le grand nord-Cameroun¹⁰⁹ et le déclenchement à partir de 2016 de

¹⁰³ M. Mentong, 70 ans, riveraine et bénéficiaire du projet Micro-schemes, Douala, entretien du 05/10/2021.

¹⁰⁴ Institut National de la Statistique, "tendances de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014". http://slmp-550104.slc.westdc.net/~stat54/downloads/2016/Rapport_tendances_profil_determinants_pauvrete_2001_2014.pdf, consulté le 22 juillet 2021 à 15 heures.

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ S. Olangana, 35 ans, géostratège en service à la sous-direction de la coopération avec l'Amérique du nord et l'Asie au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 17/07/2021.

¹⁰⁹ A. Méfiré, 35 ans, Community manager à Care Cameroun, Maroua, entretien du 03/08/2021.

la crise anglophone, couplée au début de l'année 2020 de la pandémie à Coronavirus la situation économique du pays va continuer à se dégrader.

À l'issue de cette présentation de l'économie camerounaise, il est clair qu'elle connaît une évolution en dents de scie. Ainsi, le pays se retrouve en proie à l'installation d'un gros nid de pauvreté extrême dans la plupart des localités du Cameroun¹¹⁰. Le tableau ci-contre présente les indicateurs économiques du Cameroun, notamment le Produit Intérieur Brut, la croissance démographique et la consommation par habitant entre 2001 et 2014.

Tableau 3 : Évolution des principaux indicateurs économiques du Cameroun de 2001 à 2014

| Indicateurs | Années | | | | | | | | |
|--|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | 2001 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
| croissance du PIB réel (%) | 4,5 | 3,3 | 2,9 | 1,9 | 3,3 | 4,1 | 4,6 | 5,6 | 5,9 |
| croissance démographique (%) | 2,8 | 2,7 | 2,7 | 2,7 | 2,6 | 2,6 | 2,5 | 2,5 | 2,5 |
| PIB réel par tête (en milliers de FCFA) | 433,4 | 464,1 | 467,6 | 466,7 | 471,8 | 479,4 | 489,2 | 503,3 | 519,6 |
| Consommation finale des ménages par tête (en milliers de FCFA) | 313,3 | 393,6 | 421,4 | 437,0 | 452,2 | 478,6 | 510,3 | 538,9 | 567,6 |
| croissance du PIB réel par tête (%) | 1,6 | 0,2 | 0,7 | -0,2 | 1,1 | 1,6 | 2,0 | 2,9 | 3,2 |
| Inflation en moyenne annuelle (%) | 4,4 | 1,1 | 5,3 | 3,0 | 1,3 | 2,9 | 2,4 | 2,1 | 1,9 |
| Variation des prix des produits alimentaires (%) | 7,0 | 1,6 | 9,1 | 5,8 | 1,2 | 4,8 | 3,4 | 3,3 | 0,8 |
| Variation des prix de l'électricité (%) | 0,0 | 7,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 4,8 | 3,9 | -0,8 |
| Variation des prix des transports (%) | 3,4 | 2,3 | 0,4 | -0,7 | 0,9 | 0,3 | 2,3 | 1,9 | 7,7 |
| Variation des prix des produits pétroliers (%) | 0,9 | 0,5 | 1,7 | -4,2 | -0,1 | -0,5 | 0,4 | 0,4 | 4,2 |
| Recettes budgétaires en % du PIB | 17,7 | 19,1 | 20,3 | 16,7 | 15,9 | 17,4 | 17,1 | 17,6 | 16,1 |
| Dépenses totales en % du PIB | 16,9 | 15,6 | 18,9 | 17,5 | 17,2 | 19,2 | 18,3 | 21,9 | 19,6 |

Source: Institut National de la Statistique, "tendances de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014". http://slmp-550-104.slc.westdc.net/~stat54/downloads/2016/Rapport_tendances_profil_determinants_pauvrete_2001_2014.pdf, consulté le 22 juillet 2021 à 15 heures.

¹¹⁰ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études n°1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

Il ressort de l'analyse du tableau précédent que la croissance du PIB réel qui était de 4,5% en 2001, a diminué à partir de 2007. En 2011, cette croissance a augmenté à nouveau et ce jusqu'en 2014. Ceci s'expliquait par le fait que la situation économique qui s'améliore à partir de 2011, n'est que la résultante des multiples réformes gouvernementales au rang desquelles, le recrutement de vingt-cinq mille jeunes diplômés dans la fonction publique couplé à une légère hausse des salaires des fonctionnaires. Concernant le taux de croissance de la population, il varie également et se caractérise par une diminution nette à partir de 2010 et ce jusqu'en 2014. Toutefois, cette diminution a eu un impact considérable sur la consommation des ménages d'autant plus que les prix des produits alimentaires ont relativement baissé sur les marchés à partir de 2010; ce qui a entraîné une augmentation du pouvoir d'achat des ménages. Ainsi, le niveau de consommation va augmenter de 2010 à 2014.

Dès lors, il est évident que de nos jours, le Cameroun fait face à plusieurs indicateurs de pauvreté qui affectent une part importante de sa population. Tout d'abord, en s'intéressant au taux de pauvreté monétaire, l'on observe que près de la moitié de la population camerounaise n'a pas un revenu suffisant pour subvenir à leurs besoins de base en matière d'alimentation, de logement et d'habillement. De plus, les inégalités de revenus sont importantes, indiquant une répartition inégale des richesses au sein de la population. Certaines régions comme l'Extrême-Nord, le Nord, le Nord-Ouest, le Sud, l'Est sont particulièrement touchées par la pauvreté, avec des taux dépassant 60%. Un autre indicateur préoccupant est le manque d'accès aux services de base comme l'eau potable, l'assainissement ou encore l'électricité, notamment dans les zones rurales. Cela se traduit par de mauvaises conditions de vie et de santé pour une part importante de la population. Enfin, le taux de sous-nutrition demeure élevé, avec près d'un Camerounais sur cinq souffrant de malnutrition chronique, en particulier chez les enfants. Cela a des conséquences néfastes sur le développement physique et cognitif des jeunes générations. Face à ces différents défis, le gouvernement camerounais a mis en place des programmes de réduction de la pauvreté, mais leur impact reste encore limité. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer durablement les conditions de vie de l'ensemble de la population. Tout autour des débats sur la pauvreté, un constat unanime émerge: celui de la ruralisation de la pauvreté au Cameroun.

2- Désengagement de l'Etat sur le milieu rural: focus sur la pauvreté rurale au Cameroun

Étant universellement reconnu que la pauvreté au Cameroun a une forte connotation rurale, l'explication à la recrudescence de ce phénomène dans ce milieu de vie tient des difficultés économiques auxquelles le pays a été confronté au lendemain de la crise économique du milieu des années 1980. En effet, partant du désengagement de l'État dans beaucoup de domaines de la vie à l'avènement des plans d'ajustements structurels, le quotidien de vie du citoyen camerounais est devenu précaire voire très difficile notamment à cause des baisses drastiques des salaires et des licenciements excessifs. Ainsi, la campagne est apparue comme la voie alternative pour survivre. Dès lors, l'exode urbain qui s'en suit, a entraîné une surexploitation des richesses naturelles dans les localités rurales du pays et occasionné une augmentation sans précédent de la pauvreté rurale sur tout le territoire national; déjà que, bien avant le déclenchement de cette crise, le niveau de vie au milieu n'était pas d'abord appréciable, celle-ci a encore contribué à dégrader ce dernier. Toutefois, avec la dévaluation du Franc CFA qui survient dès 1994, le niveau de vie de la population s'améliore timidement et devient nettement meilleur que durant la période caractérisée par la crise économique et comme l'affirment Prospère Yetna et al, le pourcentage de pauvreté est passé de 53,3% à 40,2% entre 1996 et 2001¹¹¹. Pris sous un angle rural, la classification de la pauvreté au Cameroun donne le visage suivant: la zone de savane notamment le Nord et l'Extrême-Nord regroupe 85% de la population rurale pauvre, suivie des zones forestières notamment le Sud, l'Est et le Centre regroupent 56% de la population rurale pauvre au Cameroun et enfin la zone des hauts plateaux (1e Nord-Ouest, le Sud-Ouest et une partie du Littoral) enregistre 51% de la population pauvre¹¹². Cette nomenclature remet en cause un certain nombre de considérations relatif à la perception de la pauvreté généralisée au Cameroun; et même si les régions du Sud et de l'Est bénéficient des grâces gouvernementales la pauvreté peine à y régresser. Poursuivant cette logique le tableau ci-dessous permet de confirmer l'idée selon laquelle, la pauvreté est une réalité majoritairement rurale au Cameroun.

¹¹¹ P. Backiny-Yetna, C. Tsimpo, Q. Wodon, "Pauvreté et perceptions des populations au Cameroun entre 1996 et 2001", *Perspective Afrique*, Vol. 4, n°1-3, 2009, p.3.

¹¹² B. Foko et al, "Pauvreté et inégalités des conditions de vie au Cameroun: une approche micro multidimensionnelle", Rapport final, PEP, CRDI, 2006, p.24.

Tableau 4 : Caractérisation de la pauvreté en fonction du milieu de résidence en 2002

| Régions Milieu | Adamaoua | Centre | Littoral | Sud | Est | Ouest | Nord | Extrême- Nord | Sud- Ouest | Nord- Ouest |
|-------------------|----------|--------|----------|-------|-------|-------|-------|------------------|---------------|----------------|
| Urbain | 39,1% | 13,3% | 19% | 23,9% | 15,3% | 30,4% | 32,3% | 34,3% | 10,5% | 17,5% |
| Rural | 52,5% | 51,4% | 47,8% | 32,5% | 48% | 43,8% | 55,3% | 59% | 43,5% | 61,2% |

Source: A. T. Etamane Mahop, "Croissance postindépendance, crise économique et irruption de la pauvreté au Cameroun: (1960-1994)", *Revue universitaire de sociologie*, n°1, 2013, p.14.

L'analyse de ce tableau permet de confirmer la réalité selon laquelle la pauvreté au Cameroun est un phénomène majoritairement rurale; et les régions du Nord-Ouest, de l'Extrême-Nord et le Nord enregistrent les statistiques les plus alarmantes. À présent, il est important de situer les plus grandes zones de pauvreté au Cameroun en fonction des données disponibles.

3- La localisation des principaux foyers de pauvreté au Cameroun: Analyse spatiale de la pauvreté

Lors des nombreuses descentes que nous avons eu à effectuer sur le terrain, le constat effectué a été que la pauvreté qui est un phénomène multidimensionnel, touche aussi bien les zones urbaines que les zones rurales¹¹³. À cet effet, et pour convenir avec Tchakoa et Nji, les pauvres se consacrent plus à la pratique de l'agriculture ou soit se retrouvent majoritairement dans les localités disposant des ressources naturelles limitées¹¹⁴. Par ailleurs, même dans les centres urbains, le pauvre vit le plus souvent dans les bidonvilles et les quartiers défavorisés¹¹⁵. Ainsi, les données recueillies à partir de l'enquête sur la consommation des ménages au Cameroun à l'aide d'une approche basée sur les capacités et les données existantes corroborent certaines des conclusions identifiées, notamment les ménages les plus démunis sont en proie à toutes sortes de privations et contribuent à comprendre la gravité de la pauvreté au Cameroun¹¹⁶.

Une vue d'ensemble des indicateurs sur la pauvreté met en évidence des évolutions opposées entre les milieux urbain et rural. À partir de 1983 et ce jusqu'en 1993, les statistiques sur la pauvreté en milieu rural étaient passées de 49% à 71%, à Yaoundé de 1% à 20% et à

¹¹³ J. C. Barbier, *À propos de l'opération YABASSI-BAFANG*, p. 37.

¹¹⁴ J. Tchakoa, A. Nji, "Targeting Rural poverty in sub-Saharan Africa: A poverty alleviation policy framework with particular reference to Cameroon", p. 93.

¹¹⁵ *Ibid.* p. 93.

¹¹⁶ Institut National de la Statistique, "tendances de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014". http://slmp-550-104.slw.net/~stat54/downloads/2016/Rapport_tendances_profil_determinants_pauvrete_2001_2014.pdf, consulté le 22 juillet 2021 à 15 heures.

Douala de 2% à 30%. Néanmoins, l'Enquête Budget et Consommation de 1983/1984, montrait que la prévalence de la pauvreté rurale était de 47% dans le Sud contre 41% dans le Nord¹¹⁷. Jadis caractérisé d'extrêmement pauvre, l'espace rural du Nord Cameroun a enregistré un bilan moins sévère que celui du Sud Cameroun. Cela s'expliquait probablement par exode rural de ce côté; car les grandes bourgades telles Yaoundé, Douala offrait plus d'opportunités que la campagne. En raison de cela, l'Indice de Développement Humain du Cameroun a atteint son niveau le plus bas en 1994, le classant à la 124^{ème} place mondiale¹¹⁸. Par ailleurs, on note qu'après la dévaluation du francs CFA de 1994, le niveau de pauvreté dans le pays affiche les mêmes statistiques que durant l'année précédente¹¹⁹. Ainsi, pour convenir avec Chauvin et rejoignant ainsi Essama-Nssah et Bassolé, il ressort que même si entre 1996 et 2001, la pauvreté au Cameroun a diminué, sa croissance s'est stabilisée au fil du temps¹²⁰.

Les évolutions de la pauvreté au niveau des régions sont également intéressantes à examiner. Ainsi, en matière d'évolution de la pauvreté, les dix (10) régions ont été regroupées en trois catégories:

- 1^{ère} catégorie: ici, la pauvreté avait considérablement diminué. Cette catégorie comprend le Centre, le Littoral, l'Ouest et le Sud-Ouest. La réduction de la pauvreté dans ces régions trouve son origine dans les opportunités qui y sont créées¹²¹. En effet, la mise en œuvre des grands projets structurants tels les barrages hydroélectriques (à l'instar de celui de Nachtigal), le réaménagement urbain (le cas de l'autoroute Yaoundé-Douala), la construction de nombreux édifices et surtout encore plus l'exploitation pétrolière dans la localité de Limbé offre de plusieurs de possibilités d'emploi aux habitants de ces circonscriptions.

- 2^{ème} catégorie: elle comprenait des zones où la pauvreté reculait assez modestement; notamment c'était le cas de l'Adamaoua¹²². En effet, plus éloigné des champs de bataille avec la secte islamiste Boko Haram, les habitants ont la possibilité d'effectuer leurs activités agropastorales rentables avec une certaine sérénité.

¹¹⁷ A.PNUD-UNCT., "CAMEROON UNITED NATIONS DEVELOPMENT ASSISTANCE FRAMEWORK (Plan-Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement) 2002/03-2006/07", Yaoundé, Nations Unies, 2002, p. 15.

¹¹⁸ S. Chauvin, "Cameroun: les enjeux de la croissance", *Macroéconomie et Développement*, n°6, Paris, AFD, 2012, p. 6.

¹¹⁹ *Ibid.* p. 7.

¹²⁰ *Ibid.* p. 8.

¹²¹ Institut National de la Statistique, "tendances de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014". http://slmp-550-104.slc.westdc.net/~stat54/downloads/2016/Rapport_tendances_profil_determinants_pauvrete_2001_2014.pdf, consulté le 22 juillet 2021 à 15 heures.

¹²² *Ibid.*

- 3^{ème} catégorie: on distinguait ici l'Extrême-Nord, le Nord, le Nord-Ouest, l'Est et le Sud¹²³. Les crises sécuritaires affectent le plus ces régions; ce qui a pour conséquence l'abandon de la pratique des activités génératrices de revenus et une diminution du nombre d'habitants.

Toutefois, il ressort que cet agencement a connu des modifications conséquentes; celles-ci apparaissant en fonction de la conjoncture actuelle du pays. Ainsi, la région du Sud qui apparaît à la catégorie des régions les plus pauvres semble avoir pris un nouveau départ en fonction des grands projets structurants qui sont en train d'y être implantés à l'instar de la construction des barrages et des routes d'interconnexion directes avec la sous-région. De même, l'Est bénéficie aussi de ses grandes réalisations et affiche une certaine embellie bien qu'elle accueille plusieurs réfugiés arrivant des pays voisins. Cependant, bien que les grands projets structurants se généralisent de plus en plus dans l'ensemble du pays, les campagnes camerounaises tardent à s'émanciper ou à se développer; d'où la ruralisation de la pauvreté au Cameroun. Pour le cas d'espèce du Sud et de l'Est, l'on y retrouve encore des zones rurales totalement privées d'électricité, d'accès au réseau téléphonique et des établissements hôteliers où l'on se sert encore des lampes tempêtes notamment les localités de Lomié, Bipindi, sans oublier le village Bitjoka, dans le Sud Cameroun; là-bas, l'accès au réseau téléphonique est encore très compliqué car, il faut se rendre souvent tard dans la nuit dans des sentiers boisés dangereux ou grimper sur un arbre pour le capter.

Par opposition à l'Ouest où le niveau d'épanouissement tend vers l'acceptable. De plus, la persistance de la pauvreté dans la région du Sud Cameroun trouve son origine depuis la crise économique du milieu des années 1980. En effet, les politiques gouvernementales mises en place depuis lors au Sud Cameroun n'ont pas permis aux secteurs caféiers et cacaoyers de se relever efficacement¹²⁴; bien que de grands projets structurants soient en cours d'implémentation dans cette partie du pays, son économie peine à émerger. Toutefois, les conflits et les crises qui affectent le grand Nord en général depuis plusieurs années déjà et plus récemment encore la crise anglophone permet d'avoir un regard nouveau sur cette catégorisation et de l'actualiser car la région du Sud-Ouest se voit directement intégrer la dernière catégorie.

¹²³ INS., "Tendances, profils et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014", Résultats de l'ECAM IV, Yaoundé, INS, 2015, p. 19.

¹²⁴ B. Barbier et al, "Les enjeux du développement agricole dans le grand nord du Cameroun", 2003, p. 9. In Jamin J.Y., Seiny Boukar L., Floret C., *Savanes africaines: des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis*, 2003. Actes du colloque, 27-31 mai 2002, Garoua, Cameroun.

Malgré les efforts consentis dans le cadre des politiques publiques de développement, la pauvreté reste un phénomène prévalent en milieu rural¹²⁵. Le taux de pauvreté en milieu rural était de 56,8% en 2014 contre 55,7% en 2007¹²⁶. En revanche, les taux de pauvreté en milieu urbain semblent s'affaiblir, notamment de 8,9 % en 2014, contre 12,2% en 2007¹²⁷.

Les analyses réalisées par l'INS sur la pauvreté mettent en évidence certaines particularités des régions enquêtées¹²⁸. En effet, le taux de pauvreté était particulièrement élevé dans quatre régions, à savoir: l'Extrême-Nord (74,3%), le Nord (67,9%), le Nord-Ouest (55,3%)¹²⁹. Comme expliqué plus haut, il s'agit ici des localités en proie aux conflits sécuritaires. Les autres régions enquêtées ont des taux de pauvreté inférieurs au niveau national: Sud (34,1%), Centre (30,3%) hors Yaoundé, Est (30,0%), Ouest (21,7%), le Littoral hors Douala (19,5%), l'Adamaoua (47,1%) et le Sud-Ouest (18,2%)¹³⁰. En effet, la mise en route de certaines infrastructures de développement et l'exploitation pétrolière offre de plus en plus des ouvertures de travail aux habitants de ces localités.

La littérature sur la pauvreté au Cameroun est unanime sur le "caractère rural" de la pauvreté au Cameroun. Ainsi, bien que la pauvreté soit concentrée beaucoup plus dans le milieu rural, cela ne signifie pas pour autant que le milieu urbain en est épargné. La recrudescence de la pauvreté rurale au Cameroun s'explique par la rareté des opportunités lucratives dans cette aire géographique. Ainsi, le décalage du taux de pauvreté entre le milieu rural et urbain trouve aussi une autre explication dans la capacité de l'un ou l'autre de pouvoir accéder aux ressources économiques¹³¹. Au Cameroun, les chocs économiques et sécuritaires qu'il a rencontré a conduit les autorités gouvernementales à se désengager de beaucoup de secteurs et le milieu rural en a également payé les frais. Cet abandon du secteur rural camerounais par l'Etat explique le retard de développement dont il est victime aujourd'hui ainsi que les difficultés rencontrées par les populations rurales au Cameroun. Le tableau ci-

¹²⁵ Ministère de la Santé Publique, *Plan stratégique national de santé numérique 2020-2024*, Ministère de la Santé Publique, 2020, p. 12.

¹²⁶ R. S. Foueka Tagne, "Dépenses publiques d'éducation et développement humain au Cameroun", Thèse de Doctorat en Sciences économiques, Université François-Rabelais de Tours, 2016, p. 51.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 51.

¹²⁸ Institut National de la Statistique, "tendances de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014". http://slmp-550-104.slc.westdc.net/~stat54/downloads/2016/Rapport_tendances_profil_determinants_pauvrete_2001_2014.pdf, consulté le 22 juillet 2021 à 15 heures. Cité aussi par Ministère de la Santé Publique, *Plan stratégique national de santé numérique 2020-2024*, Ministère de la Santé Publique, 2020, p.12.

¹²⁹ *Ibid.*

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ P. Townsend, *Poverty in the United Kingdom: a Survey of Household Resources and Standards of Living*, Harmondsworth, Penguin Books, 1979, p. 550.

dessous brosse la trajectoire de la pauvreté en termes monétaire au Cameroun selon la zone rurale et urbaine entre 2001 et 2014.

Tableau 5 : Tendances des indicateurs de pauvreté monétaire au Cameroun de 2001 à 2014

| années/ milieux | 2001 | | | 2007 | | | 2014 | | |
|------------------------------|---------|-----------|-----------|---------|-----------|-----------|---------|-----------|------------------|
| | Urbain | Rural | Total | Urbain | Rural | Total | Urbain | Rural | Total |
| Indicateurs | | | | | | | | | |
| Pourcentage de la population | 34,8 | 65,2 | 100,0 | 35,3 | 64,7 | 100,0 | 40,3 | 59,7 | 100,0 |
| Pourcentage des pauvres | 15,5 | 84,5 | 100,0 | 10,8 | 89,2 | 100,0 | 9,6 | 90,4 | 100,0 |
| Nombres de pauvres | 962.415 | 5.254.644 | 6.217.059 | 768.339 | 6.362.562 | 7.130.901 | 778.748 | 7.310.128 | 8.088.876 |

Source: INS, 2001, 2007, 2014. Disponible à l'adresse: Institut National de la Statistique, "tendances de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014". http://slmp-550-104.slc.westdc.net/~stat54/downloads/2016/Rapport_tendances_profil_determians_pauvrete_2001_2014.pdf, consulté le 22 juillet 2021 à 15 heures.

Ce tableau statistique met en évidence la persistance de la pauvreté qui peine à reculer au Cameroun depuis 2001. Pour rappel, le gel des recrutements dans la fonction publique camerounaise, couplé à la perte de valeur de la monnaie locale a conduit à une augmentation significative du nombre de pauvres. Ainsi, pendant les années 2000, bien que les équilibres macroéconomiques aient commencé à s'assainir, la capacité d'absorption de la pauvreté généralisée était trop insuffisance même si les recrutements commençaient à refaire surface. On constate aussi que durant toutes ces années, le nombre de pauvres n'a cessé d'augmenter avec le niveau de vie de certaines populations pauvres qui s'est plutôt détérioré. Le tableau ci-dessous illustrant la repartition de la pauvreté au Cameroun en 1976, permet de corroborer la représentation précédemment faite allant des zones les plus pauvres au moins pauvres. Il ressort à quelques exceptions près que la classification est identique.

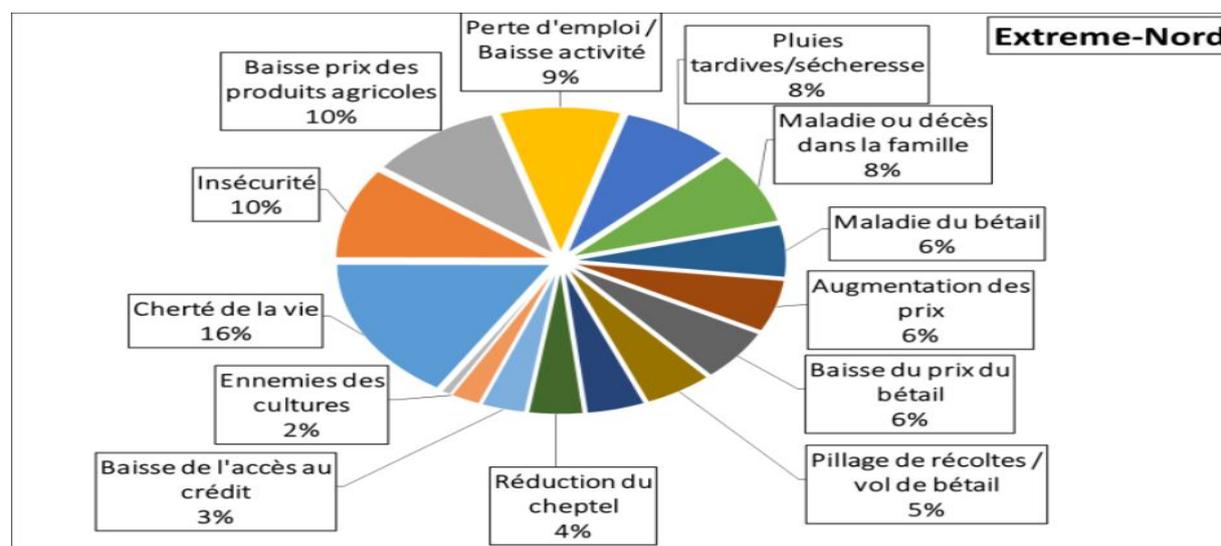
Tableau 6 : Répartition des foyers de pauvreté par région en 1976

| Localités où le taux de pauvreté est presque nul | Localités où la pauvreté recule très rapidement | Localités où la pauvreté baisse de façon modérée | Localités où la pauvreté augmente de façon alarmante |
|--|--|--|--|
| Douala Yaoundé | Centre (sans Yaoundé) Littoral (sans Douala) Ouest Est Sud-Ouest | Adamaoua | Extrême-Nord Nord Nord-Ouest Sud |

Source: Bureau Central du Recensement, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat d'avril 1976*, Yaoundé, volume I, 1978, p. 105.

Ce tableau permet de parvenir au constat que l'Extrême Nord et le Nord ont toujours été des zones où le taux de pauvreté fut toujours le plus élevé par rapport aux autres parties du Cameroun. En se focalisant sur le présent tableau, une spécificité se dégage au Cameroun, notamment la persistance et l'exposition permanente des zones septentrionales à la pauvreté. En dépit des conflits, les calamités naturelles dont elles sont victimes consolident cette réalité. Le Nord-Ouest pour sa part est en proie à un départ permanent de sa population vers le Nigéria, à la recherche des meilleures opportunités de vie laissant ainsi leurs terres à l'abandon. De plus, une tendance culturelle (notamment l'anglophone et le francophone) explique dans un certain sens ce départ massif. Toutefois, les graphiques ci-dessous présentent, avec explications à l'appui des informations sur la nature de la pauvreté vécue dans la partie septentrionale camerounaise.

Graphique 1 : Détails sur la pauvreté dans la région de l'Extrême Nord en 2014



Source : PAM/PNSA., "Évaluation conjointe PAM/PNSA de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord du Cameroun", données collectées du 13 au 24 septembre 2016, p. 30.

Il ressort du précédent graphique que, les coûts élevés de la vie représentent 16%¹³², l'insécurité (10%)¹³³ en raison du conflit avec Boko Haram et la diminution des prix des produits agricoles (10%) sont les principaux défis relevés par les habitants de l'Extrême-Nord¹³⁴. Ainsi, il est clair qu'en temps de conflit, le développement économique de localité concernée prend un sérieux coup à cause de l'abandon de la pratique des activités pourvoyeuse de fonds. En dernier ressort, au regard de ces détails et pour convenir avec

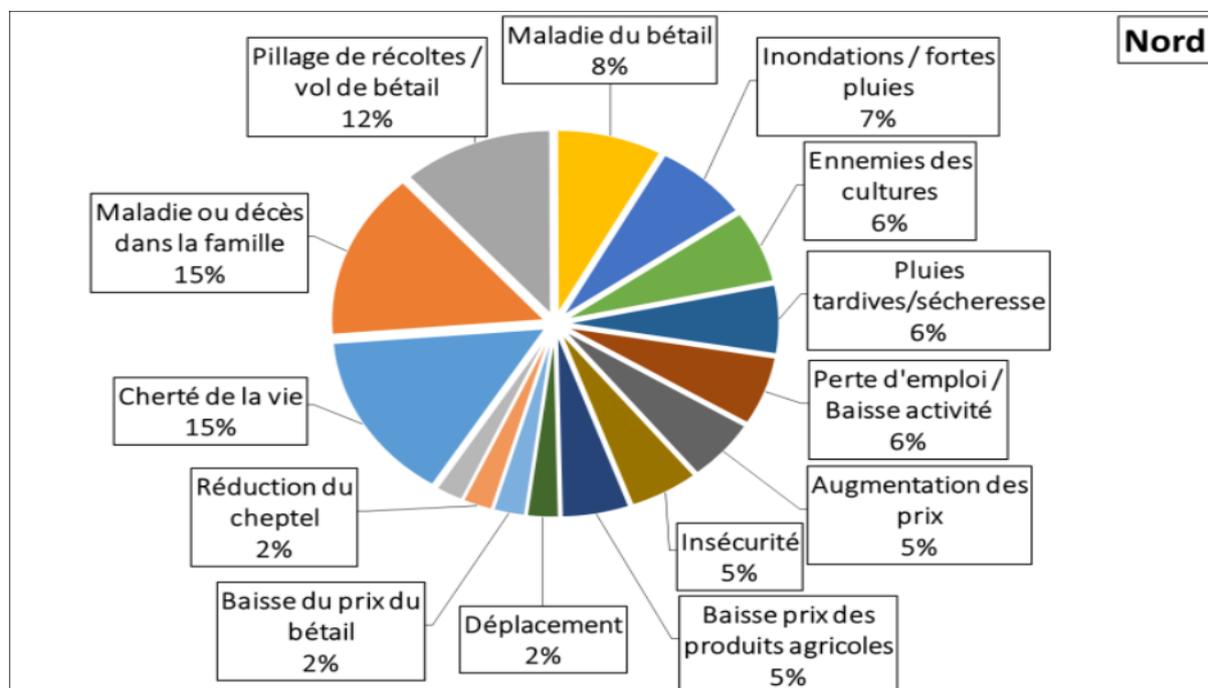
¹³² PAM/PNSA., "Évaluation conjointe PAM/PNSA de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord du Cameroun", données collectées du 13 au 24 septembre 2016, p.30.

¹³³ *Ibid.* p. 30.

¹³⁴ *Ibid.* p. 30.

certain auteurs¹³⁵, il ne fait plus aucun doute que l'Extrême-Nord Cameroun soit l'espace géographique le plus pauvre du Cameroun. La région du Nord pour sa part, présente un visage tout aussi alarmant que la précédente.

Graphique 2 : Détails sur la pauvreté dans la région du Nord Cameroun en 2014



Source: PAM/PNSA., "Évaluation conjointe PAM/PNSA de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord du Cameroun", p. 30.

Pour ce qui est du Nord, le rythme de vie apparemment élevé se taille la plus grosse part, sans oublier le taux de maladie qui va de pair avec le taux de mortalité et situent tous à 15%¹³⁶. En outre, la recrudescence de la violence dans cette partie du pays provoque inéluctablement des pillages et des vols de bétail d'où un pourcentage de 12%¹³⁷. Sans oublier l'augmentation du taux de criminalité.

Dans le Nord du pays, la pauvreté limite l'accès des populations aux marchés et à la santé. Les familles pauvres gagnent très peu et la faible part qu'elles consacrent à la santé ne suffit pas pour bénéficier d'une prise en charge globale. En conséquence, les membres tombent très souvent malades et ont des ressources et une capacité réduites à s'alimenter correctement. Ce manque d'accès à une nourriture de qualité et aux soins de santé a entraîné une augmentation de la malnutrition et des autres problèmes de santé qui y sont liés

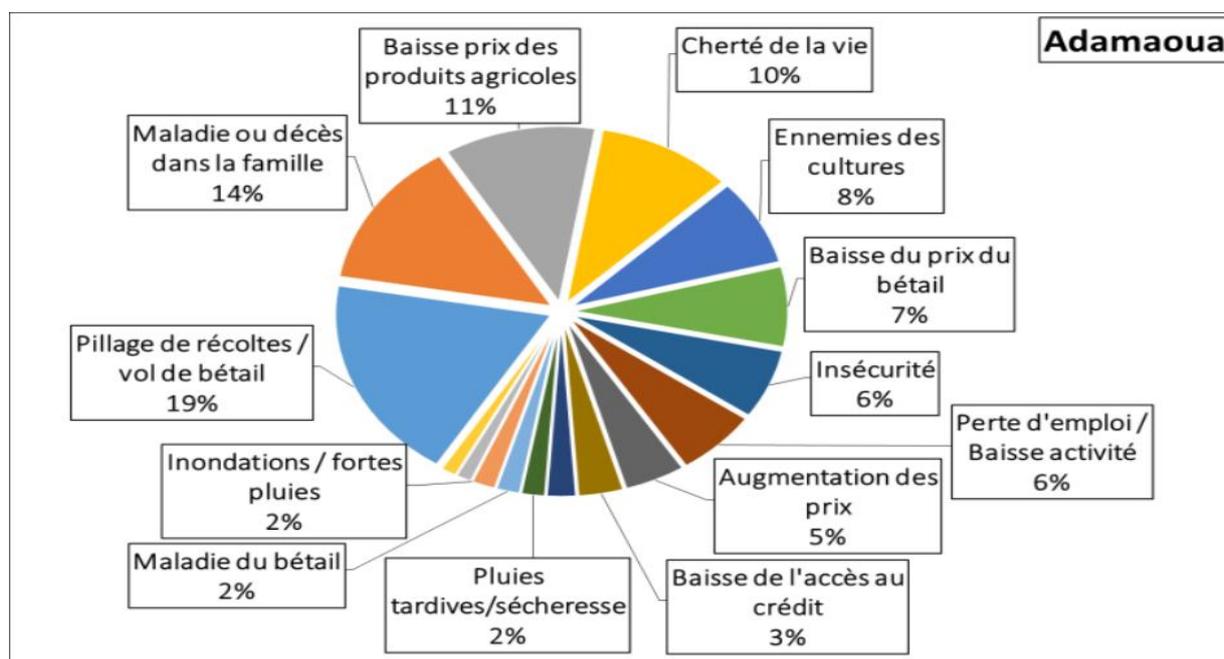
¹³⁵ J. A. Biloa Essimi, C. Chameni Nembua, "L'Inégalité de Pauvreté Au Cameroun: Une Analyse Empirique à L'aide de la décomposition en sous-groupes de Dagum", p. 12.

¹³⁶ PAM/PNSA., "Évaluation conjointe PAM/PNSA de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord du Cameroun", p. 30.

¹³⁷ *Ibid.* p. 30.

notamment avec la recrudescence des maladies hydriques telles que le choléra. En outre, de nombreux ménages ne sont pas en mesure d'assumer les coûts des traitements médicaux de base, tels que les vaccinations ou même les médicaments de base, ce qui peut encore aggraver le risque de maladie. Cela a créé un cercle vicieux de pauvreté et de mauvaise santé, dans lequel ceux qui luttent déjà pour survivre sont encore plus vulnérables. La particularité des régions septentrionales est que ces dernières semblent avoir les mêmes pôles de concentration de la pauvreté. À cet effet, l'Adamaoua s'inscrit aussi dans cette logique.

Graphique 3 : Détails sur la pauvreté dans la région de l'Adamaoua en 2014

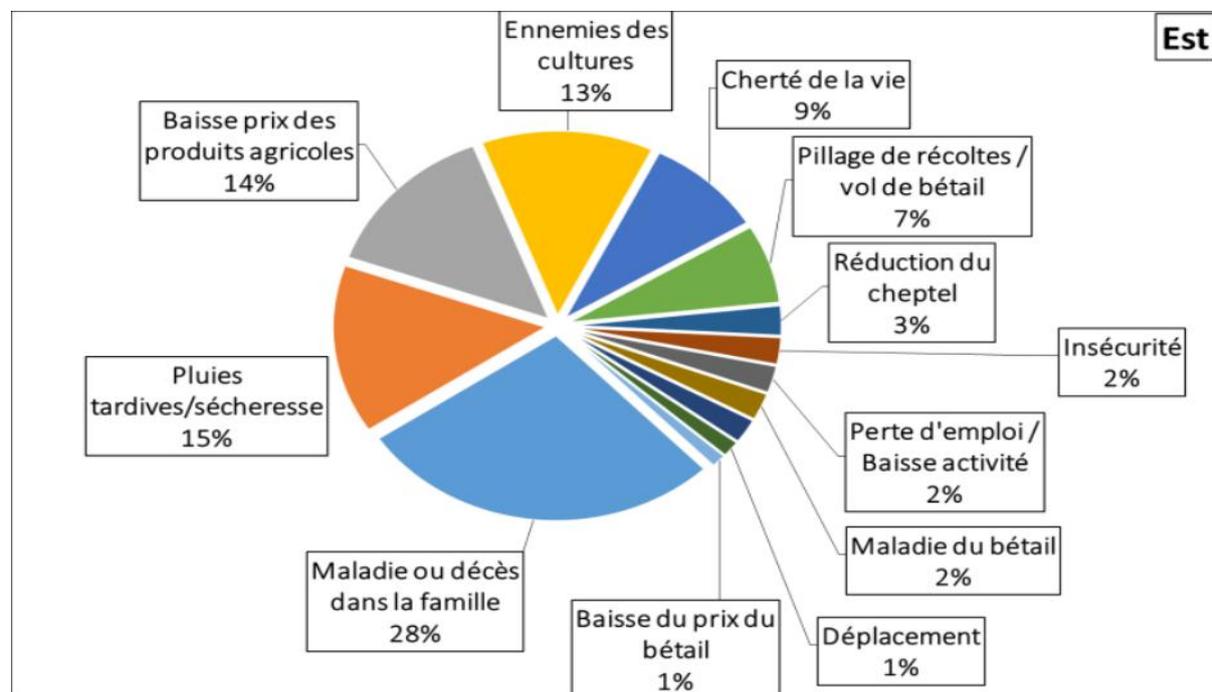


Source: PAM/PNSA., "Évaluation conjointe PAM/PNSA de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord du Cameroun", p. 31.

L'Adamaoua semble également être confronté aux mêmes problèmes que ses voisins de la même sphère géographique. C'est là l'une des raisons qui poussent à croire que la partie septentrionale du pays consolide sa place comme étant la plus pauvre. Dès lors, l'observation de ce graphique permet de constater que l'Adamaoua éprouve des difficultés dans le domaine agricole, sanitaire et l'élevage. Par ailleurs, l'activité économique la plus rentable dans cette zone se trouve être l'élevage. Cependant, la multiplication des vols annihilent l'essor de cette filière. La sécurité y subit également quelques coups avec des conflits interethniques beaucoup entre les locaux et les réfugiés. De façon globale, la partie septentrionale représente à suffisance l'exemple le plus illustratif en matière de pauvreté au Cameroun, avec une contribution à la pauvreté nationale de l'ordre de 0,1828 par rapport à la moyenne nationale

qui est de 0,4631¹³⁸. Le secteur éducatif est celui qui enfonce encore plus ces régions. La région de l'Est sans être en reste, affiche aussi un bilan critique au sujet des conditions de vie de sa population.

Graphique 4 : Détails sur la pauvreté dans la région de l'Est Cameroun en 2014



Source: PAM/PNSA., "Évaluation conjointe PAM/PNSA de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord du Cameroun", p.31.

Longtemps considérée comme la région la plus enclavée du pays, l'Est affiche un degré d'urbanisation précaire. Ainsi, ses principaux défis ont été toujours son fort taux de mortalité, car il importe de préciser les formations sanitaires constituaient un luxe pour les populations. Nonobstant, il s'agit également de l'une des régions les plus riches en minerais au Cameroun notamment ces gisements d'or de Bétaré Oya.

Toutefois, après cette géolocalisation de la pauvreté au Cameroun, il est judicieux d'aborder l'aspect relatif aux différentes conceptions des ménages camerounais sur les types de pauvreté qu'ils subissent.

4- Typologie des pauvretés vecues au Cameroun

Il est judicieux de préciser que la perception de la pauvreté varie d'un espace géographique à un autre et aussi que chaque région a un type de pauvreté précis, bien qu'il ne

¹³⁸ J. A. Biloa Essimi, C. Chamani Nembua, "L'Inégalité de Pauvreté Au Cameroun : Une Analyse Empirique à L'aide de la décomposition en sous-groupes de Dagum", p. 12.

soit pas exclu que plusieurs types de pauvreté peuvent se concentrer dans une même localité. C'est donc fort de ce constat qu'on a pu recenser pour le cas du Cameroun les spécifications suivantes: pauvreté intellectuelle, pauvreté en matière de conditions d'existence et pauvreté humaine. Ainsi, cette classification va suivre le modèle:

- **Pauvreté intellectuelle**

L'éducation au Cameroun enregistre des performances assez satisfaisantes ceci au regard de la réussite de certains de ses fils à l'échelle internationale. Ceci dit, ce système éducatif, sans prétendre à la perfection souffre de nombreux écueils. Ainsi, il est donné de constater que de la partie méridionale à la partie septentrionale, les performances s'amenuisent considérablement. Pour le cas d'espèce de la partie septentrionale, une analyse approfondie de l'enseignement laisse apparaître des difficultés qui tiennent plus des considérations culturelles que celle d'ordre matérielles. À cet effet, l'islamisation de la majorité de cette partie du pays constitue un frein à l'expansion de l'instruction tant primaire que secondaire dans ces régions. Puisque des familles encore trop ancrées dans la tradition musulmane préfèrent plutôt envoyées leurs enfants à l'école coranique au détriment de l'école conventionnelle, considérée comme mauvaise.

Toutefois, certains parents prennent le risque et laissent leurs enfants fréquenter une école conventionnelle; à ce sujet, Jean Yves Martin précise que dans cette partie, le passage d'un enfant du cycle primaire au cycle secondaire dépendait principalement du lieu de résidence de la famille¹³⁹, ce qui justifie à suffisance le taux de fréquentation relativement bas de ces habitants dans les différents centres scolaires. Par ailleurs, cette pauvreté intellectuelle touche beaucoup plus la gente féminine que celle masculine, notamment en raison des contraintes traditionnelles dont sont victimes les femmes dans la zone septentrionale. Ainsi, au début des années 1970, s'agissant de l'éducation primaire, seuls 18,9% de filles nordistes étaient scolarisées¹⁴⁰. Ce pourcentage relativement bas permet de confirmer l'idée des pesanteurs traditionnelles auxquelles sont soumises les femmes depuis leur plus jeune âge. S'agissant des difficultés matérielles, celles-ci sont l'apanage de l'ensemble du pays. En effet, la vétusté des infrastructures scolaires, couplé au manque de personnel qualifié expliquent à suffisance l'augmentation de la pauvreté intellectuelle au Cameroun. Concernant le personnel, il est donné de constater que lorsqu'un enseignant est affecté dans la localité de Betaré Oya,

¹³⁹ J.Y. Martin, "Inégalités régionales et inégalités sociales: l'enseignement secondaire au Cameroun septentrional", *Revue française de sociologie*, Vol.16, n°3, 1975, p. 321.

¹⁴⁰ *Ibid.* p. 322.

dans la région de l'Est; celui-ci préfère s'adonner à la recherche de l'or comme c'est d'ailleurs, l'apanage de la majorité de la population même des plus jeunes. Traitant des infrastructures, le problème est aussi alarmant que révélateur. Ici, l'on retrouve des salles de classe de fortune où les pailles constituent soit la toiture soit les murs, avec des billes de bois jouant le rôle de places assises. En plus de l'Est, les régions concernées par ce type de pauvreté sont le Nord, le Nord-Ouest, le Sud-Ouest et l'Extrême-Nord.

Dans l'optique d'apporter une réponse visant à la diminution de ce type de pauvreté au Cameroun, le Programme des Nations Unies pour le Développement a œuvré à la mise sur pied d'une école normale de formation des instituteurs au niveau rural, de plus, la construction des salles de classe et la dotation en bancs sont des solutions mises sur pied par ce Programme onusien, sans oublier des sessions de renforcement des capacités du personnel enseignant camerounais. De plus, un accent a été accordé à la promotion de l'égalité de sexe avec pour point d'ancrage la priorité donnée à la gente féminine.

- Pauvreté en matière de conditions d'existence¹⁴¹

Cette catégorie est aussi assimilée à la pauvreté matérielle¹⁴², à celle économique, politique, voire même environnementale. Ici, les individus pauvres ne disposent pas de revenus financiers suffisants pour pouvoir satisfaire à leurs besoins de première nécessité. Cette réalité est encore plus accentuée à cause d'un manque flagrant d'emplois de qualité. L'absence d'industrialisation dans l'ensemble du Cameroun empêche le développement de son marché de l'emploi. Le constat est que dans ce pays, toute la population poursuit l'idéal selon lequel, c'est l'État qui devrait employer tout le monde, ce qui est impossible. Ainsi, l'absence de ce strict minimum de survie bloque leur accès aux services sociaux de base. Ce manque entraîne des dysfonctionnements connexes tels qu'un désintérêt total de la chose publique. À ce titre, au Cameroun, l'on constate que les pauvres ne s'intéressent pas à la vie politique du pays; d'où le nombre d'abstention très élevé lors des échéances électorales. Traitant de la question environnementale, les conditions naturelles extrêmes dont sont victimes les zones septentrionales du Cameroun notamment avec l'avancée poussée du désert à cause de l'extrême sécheresse; ralentissent l'épanouissement de la population locale. Ainsi, dans

¹⁴¹ Pour reprendre l'expression de M. Bey, "Recherches sur la pauvreté: état des lieux. Contribution à la définition d'une problématique", *Tiers-Monde*, Tome 40, n° 160, 1999, p. 878. Cette façon d'envisager la perception de la pauvreté permet de mieux cerner les difficultés dont font face les personnes démunies, afin de mieux faire ressortir les inégalités.

¹⁴² J.F. Owono, *Pauvreté ou paupérisation en Afrique. Une étude exégético-ethique de la pauvreté chez les Béti-Fang du Cameroun*, Bamberg, University of Bamberg Press, 2011, p. 104.

l'optique de pallier à cette catégorie de pauvreté, le PNUD encourage la mise sur pied des activités génératrices de revenus dans l'ensemble du pays. De plus, des actions de reboisement et de fabrication des foyers améliorés ont été mises en place. Aussi, des actions de renforcement des capacités des personnels étatiques sur les services rendus aux usagers ont été d'actualité. Toutefois, même si de pareilles initiatives aient été implémentées, celles-ci enregistrent des résultats mitigés. Les zones en proie à cette catégorie de pauvreté sont entre autres: le Centre, le Sud, l'Est, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

- Pauvreté humaine

Cette catégorie fait référence aux insuffisances humaines d'ordre psychologique, sanitaire et moral. En effet, concernant l'aspect psychologique, la population camerounaise fait preuve d'inertie pour ce qui est de l'entrepreneuriat et de l'innovation; puisque la majorité de jeunes excelle plus dans le vandalisme, le vol, la prostitution, le banditisme et la facilité. Pour Owono, ce problème psychologique concerne non pas le Cameroun seul, mais l'ensemble des peuples africains et serait imputable à l'esclavage couplé à la colonisation¹⁴³. S'agissant du secteur sanitaire, les localités les plus concernées par le manque de formation de formation sanitaires sont: le Littoral et le Sud¹⁴⁴. À celles-là, s'ajoutent les régions septentrionales. En guise de réponse, le Programme onusien a encouragé et financé l'établissement des Groupes d'Initiatives Commune dans l'ensemble des localités camerounaises et aussi, la mise en place des projets visant à promouvoir l'autonomisation des jeunes et des femmes afin de les faire de la précarité.

Il ressort clairement de cette typologie que, sans prétendre être exhaustive, elle contribue à faciliter la compréhension sur les paradigmes principaux de pauvreté rencontrés au Cameroun. Ainsi, même si cet organisme onusien dispose des moyens d'action limités pour les éradiquer dans leur globalité, il a tout de même essayé dans la limite de ses possibilités de prendre des mesures visant à atténuer le phénomène. Cependant, l'évaluation finale de la contribution du PNUD dans ces types de pauvreté permet de déceler des axes où son action doit être renforcée; notamment le financement des industries comme vecteurs prioritaires de l'emploi, le renforcement des capacités de la population camerounaise et le renforcement de la décentralisation afin de garantir un meilleur résultat des projets implémentés localement. *In*

¹⁴³ *Ibid.* p. 104.

¹⁴⁴ P. Ningaye, et al, "Multi-pauvreté au Cameroun: Approche par les scores dimensionnels", PMMA Cahier de recherche 2011-1, Réseau de recherches sur les politiques économiques et la pauvreté, Yaoundé, 2011, p. 28.

fine, au Cameroun, cette réalité se caractérise aussi beaucoup plus par la faiblesse de l'emploi et l'excès de chômage.

5- Les spécificités de l'emploi et du chômage au Cameroun

Avoir un travail n'est la chose la mieux partagée dans la majorité des pays et phénomène étonnant, les jeunes¹⁴⁵ en sont les plus concernés. En effet, cela s'explique par une augmentation au fil des ans du nombre de diplômés sans réellement disposer de capacités requises pour l'employabilité. À cela, il faut aussi ajouter les recrutements s'effectuant par la fenêtre. Recrutements par la fenêtre renvoie ici au fait qu'un individu se retrouve insérer socio professionnellement par des voies obscures et dans majorité des cas n'étant pas apte au poste. Ainsi, pour Ngahan et Mukama, l'emploi reste et demeure l'un des défis de développement les plus importants auxquels sont confrontés les pays en développement, en particulier en Afrique subsaharienne, bien des initiatives y soient implémentées par les pouvoirs publics afin de réduire le chômage¹⁴⁶. De plus, une certaine clarification s'impose quant à la notion de chômage qui a tendance à prêter à confusion au Cameroun, puisque tout le monde se dit chômeur sans pour autant savoir de quoi il en ressort. À ce sujet, le Bureau International du Travail propose un ancrage sémantique au concept de chômeur. Ainsi, cet organisme international affirme que les chômeurs sont ceux qui n'ont pas été économiquement actifs ne serait-ce qu'une heure au cours des 4 dernières semaines¹⁴⁷. Par ailleurs, l'on remarque aussi que le chômeur est cet individu-là qui est techniquement ou intellectuellement opérationnel mais qui ne dispose pas d'un emploi rémunéré fixe et stable.

Partant des constatations ci-dessus mentionnées, il apparaît clair les politiques d'équilibre régionales entreprises par le Cameroun ne portent toujours pas les résultats escomptés ce qui explique à suffisance les disparités observées lors de l'accès au marché de l'emploi.

Ceci étant, Ngahan et Mukama précisent qu'il y a plus d'occupations disponibles dans le milieu rural contrairement au milieu urbain¹⁴⁸. Cela trouve son explication dans le fait qu'en campagne les principales activités génératrices sont l'agriculture, l'élevage, la pêche et bien d'autres. La réalité, tout autre en milieu urbain tient du fait que la proportion de places

¹⁴⁵ Lorsqu'on parle de "jeunes" ici, on fait référence à cette catégorie de personnes dont la tranche d'âge se situe généralement en 18 ans et 35 ans. Car il est important de rappeler qu'au Cameroun, l'âge permettant d'accéder à une profession est 18 ans.

¹⁴⁶ T. Jules de R. Ngahan, N. Mukama, "Le Cameroun face au défi de la pauvreté et de l'emploi des jeunes: Analyse critique et propositions", *Jeunesse Horizon*, Yaoundé, 2004, p. 3.

¹⁴⁷ *Ibid.* p.7.

¹⁴⁸ *Ibid.* p. 5.

disponibles est très petite par rapport au nombre réel de citoyens. De plus, l'obtention d'un travail mensuellement rémunéré amène parfois ces hommes et femmes à faire des choses inimaginables telles des courbettes de toutes sortes, des pratiques spirituelles sataniques voire aussi des pratiques sexuelles abominables. Néanmoins, pour certains qui trouvent cela très dure, ils vont alors tous se verser dans le secteur informel qui contient aussi sa part de lot de consolation. En outre, il apparaît clair que les secteurs formel et informel doivent se partager l'effectif de la population; et c'est le secteur informel qui s'en sort avec la plus grosse part. Dès lors, l'organisation de ce dernier va conduire à la naissance et la formalisation d'une catégorisation des métiers qui y sont issus. Ainsi, l'on peut retrouver des transporteurs, des vendeurs ambulants et à la sauvette, des artisans, des mécaniciens, des électriciens¹⁴⁹. L'exercice de ces métiers concourt à la constitution d'un certain patrimoine financier utile à la survie des familles concernées.

Toutefois, au Cameroun, une tendance qui semble connaître une hausse considérable est l'utilisation des enfants pour la pratique des activités commerciales durant les vacances notamment la vente, le pousse-pousse etc. l'objectif final étant de donner un coup de main aux parents pour payer leurs frais de scolarité. Considérée comme inacceptable, cette réalité augmente de plus en plus au sein de la société camerounaise; consolidant la sphère de pauvreté et de chômage qui mine le Cameroun.

Se basant sur ces considérations, il est important de souligner qu'au Cameroun à 80% des cas, les populations se battent pour survivre au lieu de vivre à cause du manque d'opportunités favorables à l'obtention d'un emploi décent. La répartition ci-dessous permet de constater qu'au Cameroun, le marché de l'emploi est dominé majoritairement par le secteur informel.

Tableau 7 : Répartition des emplois occupés selon la branche d'activité

| Branches | Effectif des emplois occupés | Pourcentage (%) | Taux de Pauvreté (%) |
|-----------------|-------------------------------------|------------------------|-----------------------------|
| Public | 279 416 | 5,1 | 8,5 |
| Parapublic | 899 96 | 1,6 | 25,2 |
| Privé formel | 633 577 | 11,6 | 14,2 |
| Privé informel | 4 461 864 | 81,7 | 43,3 |
| Total | 5 464 853 | 100 | 37,9 |

Source : T. Jules de R. Ngahan, N. Mukama, "Le Cameroun face au défi de la pauvreté et de l'emploi des jeunes: Analyse critique et propositions", p. 6.

¹⁴⁹ PAM/PNSA., "Évaluation conjointe PAM/PNSA de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord du Cameroun", p. 32.

À l'analyse de ce tableau, l'on note que le parapublic et l'informel enregistrent les niveaux de pauvreté les plus élevés. En effet, pour le cas du parapublic, l'explication la plus plausible résulte de l'inadéquation entre les formations académiques reçues et les postes occupées en entreprise; ce qui contribue au fait d'occuper des fonctions parfois les moins rémunérées. L'informel quant à lui se caractérise par des revenus plus ou moins constants car il faut le rappeler le somme d'argent est tributaire du niveau de vente de la journée. Dès lors, frustration et angoisse constituent le repas quotidien des employés de cette branche d'activité.

Cependant, même si la pauvreté au Cameroun se caractérise par un pourcentage de chômage très élevé et des emplois pas suffisamment rémunérés, elle se manifeste également par une incapacité à faire fonctionner certains systèmes de base tel le transport, le système routier, le côté sanitaire et l'instruction.

6- Dysfonctionnements de certains systemes basiques au cameroun

Il est question ici de voir comment l'ampleur de la pauvreté au Cameroun est perceptible par des difficultés à faire fonctionner les services sociaux de base tels que le déplacement routier, l'accès à l'eau, à l'habitat, à la santé et à l'éducation.

a- Système de transport et problèmes de déplacement au Cameroun

Le mauvais état des principaux axes renforce les difficultés liées à la présence de goulots d'étranglement. Par ailleurs, l'interconnexion offerte par les voies de circulation alternatives est, à de très rares exceptions près, très insuffisante¹⁵⁰. En conséquence, les liens internes avec la communauté sont gravement compromis. La caractéristique commune de ces populations est que leur habitation soit à proximité de routes carrossables. L'une des répercussions directe de cette situation, est indisponibilité voire la fermeture temporaire de ces voies à la circulation automobile suite aux marrées d'eau présentes sur la chaussée formant un gigantesque borbier. L'illustration ci-contre permet de corroborer l'idée d'un manque flagrant d'infrastructures routières dans les villes camerounaises.

¹⁵⁰ D. Plat, Amakoé Adolehoume, B. Bano, E. Boupda, L. Diaz Olvera, et al., "Pauvreté et mobilité urbaine à Douala", Rapport final, 2004, p.7.

Photo 2 : Route quasiment inondée dans la ville de Maroua au quartier Domayo



Source: photo prise par J.P. Ayangma Ndjere, 03/08/2021.

L'état piteux des chaussées affectent les opérations de transport public, entraînant les chauffeurs à adopter des attitudes nouvelles notamment la réduction de la vitesse avec pour corollaire une consommation accentuée du carburant¹⁵¹ ce qui conduit implicitement à des difficultés à desservir les banlieues. Rappelons-le, depuis le début des années 1980, le Cameroun est handicapé par un manque d'infrastructure dans le domaine des transports, en particulier dans le centre, le Sud et l'Est du pays, ce qui entravait l'exploitation rationnelle de ses richesses naturelles tant agricoles (café, cacao, banane, coton) que forestières¹⁵². En l'absence de voiture personnelle, l'on est amené à adopter le transport en commun comme l'unique option pour se mouvoir¹⁵³. Les pistes carrossables se retrouvent très rarement utilisées par les transports en commun. De plus, ces pistes sont dans un état critique au point où même les engins à deux roues communément appelés motos y convergent difficilement. Cela provoque certaines difficultés connexes telles, l'augmentation des tarifs de transport en commun et les problèmes de ravitaillement apparaissent conduisant à la rareté de plusieurs denrées alimentaires sur les étals des marchés urbains; car, la périphérie rencontre des écueils lors de l'acheminement des marchandises vers la ville. Une autre conséquence est sans aucun doute, l'augmentation des prix des marchandises. En outre, l'accès aux habitations était limité à des rues étroites, courbées et accidentées. Dans certaines contrées, l'entretien de ces

¹⁵¹ À ce niveau l'augmentation du prix du carburant au Cameroun a eu un impact direct sur les frais de transport. Autrefois, le tarif normal à l'intérieur d'une ville qui était de 250 est passé à 300 francs CFA.

¹⁵² Département de la Coopération Technique pour le Développement, "Recherches minières dans le Sud-Est du Cameroun", Conclusions et recommandations du projet, New York, Nations Unies, 1987, p. 1.

¹⁵³ D. Plat, Amakoé Adolehoume, B. Bano, E. Boupda, L. Diaz Olvera, et al., "Pauvreté et mobilité urbaine à Douala", p. 7.

passages est l'apanage des riverains. Cependant, les initiatives d'aménagement basées sur la main-d'œuvre humaine sont limitées lorsqu'il s'agit de travail structuré et de grande envergure ou lorsque certaines personnes refusent de contribuer financièrement parfois par manque de revenus¹⁵⁴.

Les frais de transports publics urbains sont élevés pour des ménages pauvres, compte tenu du salaire perçu. À titre d'exemple illustratif, un agent de l'État qui gagne quatre-vingt mille (80000) francs CFA par mois et qui doit se rendre au travail chaque jour à raison de six cent (600) francs de transport aller-retour se retrouve avec une somme cent vingt mille (120000) francs mensuel comme frais de transports ce qui diminue considérablement son salaire sans oublier qu'il a d'autres charges. Ainsi, le transport à lui tout seul occupe largement les finances des pauvres. Par ailleurs, une étude réalisée par un groupe d'experts de la SITRASS dans le cadre du Programme de politiques de transport en Afrique subsaharienne révèle que les ménages pauvres consacrent en moyenne 23% de leurs revenus aux transports en commun¹⁵⁵. En effet, à défaut d'avoir des moyens financiers suffisant pour se procurer un véhicule, le citoyen démuné ne peut qu'avoir recours aux taxis et moto-taxis pour se déplacer.

En outre, étant toujours en quête de revenus additionnels afin de pouvoir atteindre la fin du mois pour le cas des personnes salariées, ou pour pouvoir se nourrir dans le cas des acteurs de l'informel, ces derniers enregistrent une fréquence de déplacement élevée par rapport aux populations nanties financièrement. De plus, dans un souci d'économie, ceux-ci se retrouvent toujours faute de moyens financiers à se déplacer à pied.

Outre les difficultés à marcher dues aux climats différents du Nord au Sud du Cameroun, de nombreux problèmes liés à la marche à pied sont décriés par les riverains, notamment les routes inadaptées, conditions urbaines défavorables. À l'Est, le réseau routier est aussi considérablement dégradé comme c'est le cas dans la localité de Doumé.

¹⁵⁴ F. Onguene, 40 ans, commerçante et bénéficiaire du projet PRINCES, Bertoua, entretien du 01/11/2021.

¹⁵⁵ D. Plat, Amakoé Adolehoume, B. Bano, E. Boupda, L. Diaz Olvera, et al., "Pauvreté et mobilité urbaine à Douala", p.8.

Photo 3 : Route endommagée dans la localité de Doumé à l'Est Cameroun



Source: photo prise par J.P. Ayangma Ndjere, 10/08/2021.

Les problèmes de transport additionnés au manque d'emplois et de services essentiels, donnent la recette parfaite pour empêcher les plus démunis de participer pleinement à l'essor de leur pays.

b- Un difficile accès aux services essentiels et de première nécessité

Parlant des services essentiels ici, l'on fait référence aux domaines tels que l'éducation, la santé, la malnutrition et l'habitat.

De nombreux emplois rémunérés mais beaucoup plus informels nécessitent de longs déplacements car ils sont majoritairement situés dans les villes ce qui conduit parfois certains travailleurs faute d'argent à se rendre à pied à leur occupation. Pour ceux qui sont plus économes et de meilleurs gestionnaires, ils utilisent énormément les taxis¹⁵⁶, bien que cela se produise dans des circonstances défavorables. Dès lors, travailler dans le secteur informel signifie s'installer plus près de chez soi. Pour ne rien arranger, les transports en commun sont souvent peu fiables et pas toujours sûrs, surtout pour les femmes. Cela augmente la difficulté des déplacements pour les personnes pauvres, ce qui peut constituer un obstacle à l'accès aux opportunités d'emploi dans la ville. La difficulté des trajets peut également entraîner une baisse de la productivité en raison de la fatigue et du manque de motivation dus aux longs trajets. Pour résoudre ce problème, il faut investir davantage dans les transports publics, en

¹⁵⁶ E.P. Eba, 36 ans, Agriculteur, Doumé, entretien du 20/08/2021.

mettant l'accent sur l'amélioration de leur sécurité, de leur fiabilité et de leur accessibilité¹⁵⁷. Cela permettrait aux personnes démunies d'accéder aux opportunités d'emploi dans la ville, sans avoir à subir des trajets longs et difficiles et surtout très stressant notamment à cause du retard au travail¹⁵⁸. Ce qui permet de suggérer qu'il est toutefois important voire nécessaire de trouver un domicile proche de son service ou de son activité génératrice de revenu; ceci dans l'optique de faire quelques économies.

L'amélioration des aptitudes et des capacités est certainement associé à l'accès à une meilleure éducation. Dès lors, pour Adjiwanou, éduquer en permettant une plus grande productivité et l'adoption de nouveaux modèles de comportement en matière de reproduction, de gestion de la vie quotidienne et de santé constitue une ressource pour aider les gens à sortir de la pauvreté¹⁵⁹. Le constat alarmant est que, dans la plupart des pays pauvres et notamment dans les pays africains, une grande partie de la population reste insuffisamment éduquée¹⁶⁰.

Au Cameroun, d'énormes inégalités apparaissent en matière de scolarisation. À ce titre, Idriss Waais affirme dans son article sur la pauvreté à Djibouti que Sen décrit l'analphabétisme comme une exclusion économique pour toute activité dans laquelle la production est réalisée sous des bases ou spécificités écrites, impliquant un contrôle qualité strict¹⁶¹. Le Cameroun a fait le choix de l'enseignement général; tout en tenant compte des ressources du pays, il n'a imposé aucune restriction sur les moyens qu'il avait à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif. Le budget global alloué à l'éducation entre 1975 et 1976 était estimé à trente (30) milliards de francs CFA, dont 20% revenaient aux familles¹⁶². Toute évaluation que l'on peut faire de cet effort comporte deux aspects qui doivent être étudiés séparément. Il est généralement positif au niveau quantitatif, mais plutôt négatif au niveau qualitatif¹⁶³. Le tableau ci-dessous donne un aperçu général du degré de scolarisation des localités rurales camerounaises en 1976 compte tenu du budget colossal alloué au secteur éducatif durant cette période.

¹⁵⁷ A. Mohammed, 40 ans, Agent communal à la mairie de Lagdo, Garoua, entretien du 08/08/2021.

¹⁵⁸ C. Tsimi Ndo, 65 ans, Riverain et bénéficiaire du projet Micro-schemes, Abong Mbang entretien du 05/11/2021.

¹⁵⁹ V. Adjiwanou, "Impact de la pauvreté sur la scolarisation et le travail des enfants de 6-14 ans au Togo", Centre d'Études et de Recherches sur le Développement International (CERDI), Unité de recherche Démographique, Université de Lomé, 2005, p. 2.

¹⁶⁰ *Ibid.* p. 2.

¹⁶¹ I. Okiye Waais, "La pauvreté à Djibouti: une analyse multidimensionnelle", 2014, p.8.

¹⁶² J. Boutrais et al., *Population, planification et développement rural: l'exemple du Cameroun*, Yaoundé, ORSTOM/ISH, 1979, p.74.

¹⁶³ *Ibid.* p. 74.

Tableau 8 : Taux de scolarisation des zones rurales selon les provinces des individus âgés de 6-14 ans en 1976

| Provinces | Masculin | Féminin | Total |
|-----------------------|----------|---------|-------|
| Centre-Sud | 92,7 | 89,7 | 91,2 |
| Est | 71,8 | 56,8 | 64,5 |
| Littoral | 89,6 | 84,6 | 87,2 |
| Nord | 24,7 | 10,4 | 18,0 |
| Nord-Ouest | 63,0 | 50,2 | 56,9 |
| Ouest | 88,7 | 83,4 | 86,1 |
| Sud-Ouest | 75,4 | 69,8 | 72,8 |
| Cameroun rural | 62,5 | 53,9 | 58,4 |

Source: Bureau Central du Recensement, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat d'avril 1976*, Yaoundé, volume 1, 1978, p. 105. Cité par J. Boutrais et al., *Population, planification et développement rural: l'exemple du Cameroun*, Yaoundé, ORSTOM/ISH, 1979, p.74.

Le tableau ci-dessus donne une idée du taux de scolarisation de la population rurale par province. Il montre l'écart entre les grandes localités provinciales du Cameroun. Le Nord semblait être le moins imprégné d'écoles modernes, tandis que le Nord-Ouest restait en dessous de la moyenne générale. La forte marginalisation et l'islamisation dans la zone septentrionale du pays avait entraîné une fréquentation scolaire inférieure à la moyenne. Le fossé entre les hommes et les femmes fut particulièrement prononcé dans l'Est, le Nord et le Nord-Ouest, qui étaient les zones les moins imprégnées du pays tout entier.

Ainsi, les zones telles que: l'Extrême-Nord, le Nord, l'Est et les zones anglophones (depuis le début de la crise anglophone) en sont les plus grandes victimes ceci dû entre autre à la rareté des établissements scolaires publics ou au fait que les populations doivent parcourir de grosses distances pour s'y rendre. Les enfants défavorisés marchent plus pour se rendre à l'école que d'autres, même s'ils ont des distances de couverture plus importantes, quel que soit leur niveau d'études car ils disposent de moins d'équipements motorisés¹⁶⁴. Les problèmes d'accessibilité semblent également être le deuxième obstacle le plus important à un bon apprentissage¹⁶⁵. Ce retard de scolarisation enfonce encore plus ces localités dans la sphère de

¹⁶⁴ D. Plat, Amakoé Adolehoume, B. Bano, E. Boupda, L. Diaz Olvera, et al., "Pauvreté et mobilité urbaine à Douala", p.10.

¹⁶⁵ *Ibid.* p. 10.

pauvreté¹⁶⁶. Car, étant sous instruite, cette population ne dispose de compétences efficaces pour penser leur propre développement.

Toujours concernant le secteur de l'éducation, on note que le système éducatif camerounais est marqué par un grand écart entre l'apprentissage et l'emploi. Dans son rapport adressé au PNUD, Tchatat part du constat selon lequel d'après les données recueillies par le Fonds National pour l'Emploi, 65% des demandeurs d'emploi ont un diplôme universitaire mais n'ont aucune qualification¹⁶⁷. On observe qu'environ 80% des élèves sont orientés vers l'enseignement général¹⁶⁸, 15% vers l'enseignement technique et 5% vers l'enseignement professionnel¹⁶⁹. Le fait que la majorité des étudiants soient formés dans l'enseignement général est un problème, car la plupart des employeurs recherchent des employés ayant des compétences techniques et professionnelles spécifiques. Cela signifie que de nombreux étudiants qui sortent de l'université ne sont pas dotés des compétences dont ils ont besoin pour être compétitifs sur le marché du travail. Cette situation est encore aggravée par le fait que de nombreuses universités ne proposent pas de cours techniques et professionnels à leurs étudiants.

Pour combler le fossé entre l'apprentissage et l'emploi, le gouvernement camerounais doit s'efforcer d'offrir un meilleur accès aux cours techniques et professionnels. Cela pourrait se faire en augmentant le nombre d'universités proposant ces cours, et en offrant plus d'aides financières et de bourses aux étudiants qui suivent ces cours. En outre, il devrait également s'attacher à fournir une meilleure orientation professionnelle aux étudiants afin de s'assurer qu'ils suivent les bons cours pour répondre aux besoins du marché du travail.

Le principal frein à l'accès aux soins des ménages à faibles revenus est le coût, qu'ils accèdent ou non aux établissements publics. Les formations sanitaires, qui sont onéreuses, sont réservées aux cas les plus graves, tandis que l'absence de dispensaires publics ne leur permet pas d'agir en tant que prestataires de services de santé locaux¹⁷⁰. Les centres hospitaliers privés peuvent combler ces lacunes, mais leur accessibilité est souvent très onéreuse pour les citoyens à la petite semelle. Sans oublier les coûts de prise en charge très

¹⁶⁶ J. A. Biloa Essimi, C. Chamani Nembua, "L'Inégalité de Pauvreté Au Cameroun : Une Analyse Empirique à L'aide de la décomposition en sous-groupes de Dagum", p.12.

¹⁶⁷ G. Tchatat, "Cameroun-contribution à la préparation du rapport national pour la formulation du livre blanc régional sur l'accès universel aux services énergétiques intégrant le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique", Rapport final, p.32.

¹⁶⁸ *Ibid.* p. 32.

¹⁶⁹ *Ibid.* p. 32.

¹⁷⁰ D. Plat, Amakoé Adolehoume, B. Bano, E. Boupda, L. Diaz Olvera, et al., "Pauvreté et mobilité urbaine à Douala", p.10.

élevés. Même si l'Etat du Cameroun met en place des mécanismes visant à rendre le traitement de certaines maladies totalement gratuit; ces mécanismes tardent à se généraliser. Ainsi, il en résulte des taux élevés d'automédication et de recours aux praticiens traditionnels¹⁷¹. L'accès à l'eau est un problème particulièrement grave et important au Cameroun.

Dans la même rubrique de cette problématique d'accès aux services de base, l'on ne saurait oublier le phénomène de malnutrition qui mine large une plus grande partie de la population camerounaise. En effet, il s'agit d'un problème commun à tous les pays d'Afrique en général et plus particulièrement au Cameroun. Ceci étant, et sur la base des données chiffrées, il est évident que plus de 3,9 millions de camerounais sont en situation d'insécurité alimentaire, majoritairement dans les localités rurales¹⁷². Ainsi, les régions les plus exposées sont entre autres, l'Extrême-Nord, le Nord-Ouest et la région de l'Ouest¹⁷³. Toutefois, cette classification a des limites. En effet, il est important de mentionner que la région de l'Ouest est l'une des zones les plus agricoles du pays en raison de son sol très fertile et elle ravitaille l'ensemble du territoire national en denrées alimentaires; c'est donc difficile de la classer parmi les zones où règne l'insécurité alimentaire.

Bachelier fait remarquer qu'en novembre 1974, avait eu lieu le premier Congrès mondial de l'alimentation¹⁷⁴. De plus, il rajoute qu'à cette époque, neuf cent millions (900 000 000) de personnes souffraient de la faim¹⁷⁵. Par ailleurs, au Sommet mondial sur l'alimentation en 1996, vingt-deux (22) ans plus tard, on en dénombrait pratiquement huit cent cinquante (850 000 000) millions¹⁷⁶. Cela avait conduit les protagonistes lors de cette rencontre à formuler des souhaits et des vœux d'éradication complète de la famine dans le monde. Recommandation reflétée lors de l'adoption des OMD en l'an 2000.d'où la difficile question de savoir si cet impératif va être réalisé. Afin de répondre à cette interrogation, les pays africains au lendemain de leurs indépendances ont pris plusieurs résolutions et prédispositions en rapport avec le domaine alimentaire.

¹⁷¹ *Ibid.* p. 10.

¹⁷² A.O. Bamenju, X. Liu, J. Yu, K. Okubo, "Addressing the Problem of Poverty through an International Cooperation Project: The Case Study of Agriculture Development by JICA in Cameroon", *Earth*, n°3, 2022, p.1189. <https://doi.org/10.3390/earth3040068>

¹⁷³ *Ibid.* p.1189.

¹⁷⁴ B. Bachelier, "Sécurité alimentaire: un enjeu global", *Croissance économique*, Fondapol, Paris, 2010, p.12.

¹⁷⁵ *Ibid.* p. 12.

¹⁷⁶ *Ibid.* p. 12.

Dans sa thèse de Doctorat, Fofiri, renseigne sur le fait que l'autosuffisance alimentaire était apparue dans le continent africain à la fin des années 1960¹⁷⁷ en raison surtout à l'adoption d'un modèle socialiste de développement. Cela fut perçu par plusieurs observateurs comme une sorte de salut; car les pays produisaient la quasi-totalité de la nourriture qu'ils consommaient. Ce concept fut intégré dans la majorité des plans de développement économique et social des pays africains¹⁷⁸. De plus, Fofiri renchérit en disant qu'en 1973, le président Ahmadou Ahidjo lançait officiellement une politique d'autosuffisance alimentaire au Cameroun lors d'une exposition agro-pastorale à Buéa¹⁷⁹. L'objectif était de favoriser le passage d'une agriculture vivrière vers une agriculture d'exportation¹⁸⁰ capable de soutenir l'épanouissement économique du pays. Car, il faut le rappeler la grande sècheresse que le monde a traversé au début des années 1970, a considérablement favorisé l'augmentation des importations en aliments dans le monde en général et en Afrique en particulier.

Les mises en œuvre incluaient des exploitations familiales moins dominantes et une plus grande concentration sur la production d'exportation par le biais de mesures incitatives plutôt que sur les personnels de l'État¹⁸¹. Déjà en 1980, le Cameroun affichait un visage reluisant avec un pourcentage de 90% en matière de sécurité alimentaire selon des estimations de la FAO¹⁸². Paradoxalement, ce niveau semble s'être progressivement détérioré et est désormais inférieur à 80%¹⁸³. C'est la raison pour laquelle on retrouve dans la plupart des villes du Cameroun de jeunes enfants qui se baladent aux alentours des aires de vente de nourriture afin de pouvoir trouver des restes de nourritures dans tes assiettes pour se nourrir¹⁸⁴.

Dès lors, une analyse plus approfondie de la situation alimentaire du Cameroun de nos jours tente de donner une explication à ce phénomène. Il ressort alors qu'avec la crise qui va secouer le Cameroun au milieu des années 1980, le niveau d'alimentation va s'affaiblir. Plus tard avec la dévaluation du franc CFA, le pouvoir d'achat va prendre un sérieux coup couplé à une diminution de la production agricole. La crise économique que va traverser le

¹⁷⁷ E. Fofiri Nzossie, "Les déterminants de l'offre alimentaire vivrière dans les villes du Nord-Cameroun", Thèse de Doctorat/Ph.D en Géographie, Université de Ngaoundéré, 2013, p.10.

¹⁷⁸ *Ibid.* p. 10.

¹⁷⁹ *Ibid.* p. 10.

¹⁸⁰ T. B. Bidias, "Organisations paysannes et lutte contre l'insécurité alimentaire dans le Nord et l'Est du Cameroun (1973-2020)", p. 145.

¹⁸¹ E. Fofiri Nzossie, "Les déterminants de l'offre alimentaire vivrière dans les villes du Nord-Cameroun", p. 11.

¹⁸² *Ibid.* p. 11.

¹⁸³ *Ibid.* p. 11.

¹⁸⁴ M.H. Onana Omgba, 83 ans, riverain et bénéficiaire du projet Micro-schemes, Douala, entretien du 01/10/2021.

Cameroun, le niveau alimentaire va encore chuter. Par ailleurs, des disparités climatiques renforcent encore plus cette tendance qui explique la chute de la sécurité alimentaire au Cameroun. En effet, le climat quasiment rude dans les zones du Grand Nord explique à suffisance le fait que les populations de cette partie du pays sont constamment en situation d'insécurité alimentaire¹⁸⁵. Pour le cas des zones se trouvant au Sud du pays, celles-ci bénéficient des conditions plus ou moins favorables à l'agriculture d'où la prolifération des denrées sur les étals des marchés¹⁸⁶. Cependant, le manque criard de moyens contraint également les populations sudistes à être prédisposées à des situations de famine.

S'agissant de l'habitat au Cameroun, il apparaît qu'en milieu rural, l'habitat demeure précaire. Celui-ci est généralement réalisé à partir des feuilles et des branches d'arbre. Plusieurs abris constituent un "saré" où vit une famille¹⁸⁷. Dans de nombreuses régions, ces foyers sont regroupés en petits villages ou hameaux, souvent dotés d'une place centrale où les habitants se réunissent pour des activités communes. La population rurale est généralement engagée dans des activités agricoles, telles que la culture de céréales, l'élevage de bétail et la culture de légumes et de fruits à des fins de subsistance et commerciales. Le mode de vie traditionnel est encore maintenu dans de nombreuses régions, où la population est souvent organisée en petites unités familiales et en communautés. Les activités agricoles sont souvent réalisées à l'aide de techniques traditionnelles, comme l'utilisation de charrues à traction animale et la récolte à la main. Le mode de vie traditionnel est encore très présent dans les zones rurales, même s'il est progressivement remplacé par un mode de vie plus moderne dans les zones plus urbanisées. L'absence d'urbanisme dans certaines localités du pays entraîne la prolifération des habitations en matériaux provisoires comme atteste l'image ci-dessous.

¹⁸⁵ Z. Emini, 46 ans, Chef de l'unité Gouvernance et Gestion des crises au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

¹⁸⁶ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

¹⁸⁷ P.D. Ahna, 37 ans, Représentant GIC ALAOSSOUKOU à Maga, Maga, entretien du 04/08/2021.

Photo 4 : Quelques habitations fréquemment observées dans les zones rurales du Cameroun



Source: photo prise J. P. Ayangma Ndjere, le 01/08/2021.

Le constat le plus flagrant est qu'il s'agit là des types de constructions majoritairement rencontrés dans les campagnes camerounaises. En effet, ces habitats précaires en matériaux provisoires témoignent de l'étendue du taux de pauvreté rurale au Cameroun, car durant la saison pluvieuse, les résidents de ces habitations sont fréquemment frappés des inondations entraînant par ricochet la destruction de leurs biens. De même, les zones urbaines n'en sont pas épargnées; comme c'est le cas avec la recrudescence des taudis dans plusieurs quartiers de la ville de Douala.

Photo 5 : Taudis servant d'habitats au quartier Cité des Palmiers dans la ville de Douala



Source: photo prise J. P. Ayangma Ndjere, le 20/01/2022.

L'analyse de cette image permet également d'aboutir à la conclusion que la prolifération des logements précaires ne concerne pas uniquement les campagnes car, le constat aussi flagrant qu'il est, donne un goût amer lorsqu'on s'aperçoit que cette réalité touche aussi les plus grandes agglomérations du Cameroun telles que Yaoundé et Douala. Aussi, l'on constate que les pauvres résidant dans ces centres urbains se retrouvent beaucoup plus dans les bidonvilles¹⁸⁸. Au même titre que les routes et les habitats, l'accès aux sources d'énergie demeure un combat dans certaines localités camerounaises.

c- Une paupérisation énergétique accentuée: le rapport énergie/pauvreté au Cameroun

Bien avant la mise en œuvre du PANERP, la situation énergétique du Cameroun présente des chiffres alarmants. On note ainsi pour l'année 2003 en termes de bilan global de consommation d'énergie que 65% de la population camerounaise utilisent les énergies traditionnelles (bois, charbon); 21% les produits pétroliers et 14% l'électricité¹⁸⁹. En matière de source énergétique pour la cuisson, 98,7% des familles pauvres utilisent le bois comme seule source d'énergie pour la cuisson contre 48,9% des ménages les plus aisés; et parmi ces derniers, 33% n'utilisent que du gaz liquéfié¹⁹⁰. En effet, il ressort que pour un foyer pauvre, le bois constitue le seul moyen pour cuire ses aliments en raison du prix élevé du gaz domestique. Par ailleurs, les foyers modestement aisés ont plus tendance à associer à la fois le gaz et bois ceci dans l'optique de faire quelques petites économies; raison pour laquelle on retrouve des domiciles où le gaz domestique fait pratiquement deux mois. Cette tendance à utiliser le bois n'est plus le seul apanage des populations rurales, elle se rencontre de plus en plus dans les grands centres urbains du pays. Dès lors, respectivement 25% et 36% correspondent aux proportions de consommation du bois de chauffage à Yaoundé et à Douala¹⁹¹. La conséquence directe de cette consommation intensive du bois est la destruction ou la coupe abusive de cent mille (100 000) hectares de forêts tous les ans¹⁹². Il en ressort une multiplicité de source énergétique à même de servir tant pour la cuisson des aliments que pour l'éclairage domestique. Le tableau ci-contre établit une différence formelle entre les sources d'énergie utilisées aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

¹⁸⁸ J. Tchakoa, A. Nji, "Targeting Rural poverty in sub-Saharan Africa: A poverty alleviation policy framework with particular reference to Cameroon", p. 93.

¹⁸⁹ ESMAP, "Cameroun: Plan d'action national énergie pour la réduction de la pauvreté", Rapport technique, New York, Banque Mondiale, 2007, pp. 19-20.

¹⁹⁰ *Ibid.* p. 20.

¹⁹¹ *Ibid.* p. 20.

¹⁹² *Ibid.* p. 20.

Tableau 9 : Quelques sources énergétiques utilisées par les femmes pour la cuisine

| Énergie | Zone urbaine (%) | Zone rurale (%) |
|--------------------|------------------|-----------------|
| Électricité | 0,1 | 0,0 |
| Gaz | 21,0 | 1,6 |
| Pétrole | 11,2 | 3,6 |
| Bois/charbon | 64,7 | 94,0 |
| Excréments animaux | 0,1 | 0,2 |
| Autres | 2,9 | 0,6 |
| Total | 100 | 100 |

Source: ESMAP, "Cameroun: Plan d'action national énergie pour la réduction de la pauvreté", p. 33.

L'analyse de ce tableau permet de confirmer l'idée précédemment avancée selon laquelle le bois est l'une des sources d'énergie la plus usée par les ménages au Cameroun. Cependant, en fonction des moyens dont ils disposent, ces ménages optent soit pour le pétrole soit pour le gaz. Ainsi, il en ressort que le gaz est l'apanage des foyers urbains tandis que le pétrole est perçu comme une alternative au bois par ceux de la campagne¹⁹³; même si son coût a tendance à évoluer drastiquement en raison par moment de sa rareté.

La précarité énergétique est perçue par les camerounais comme une situation dans laquelle les personnes n'ont pas accès à des sources d'énergie de qualité, stables, efficaces, et pérennes¹⁹⁴. En outre, phénomène alarmant, cette insuffisance énergétique touche aussi bien les villages que les grandes métropoles. À ce titre, au Cameroun, près de 63% de la population dispose d'un raccordement à l'énergie électrique¹⁹⁵. Toutefois, ce ratio diminue encore plus lorsque l'on entre dans les spécificités. En effet, moins de 24% des ménages ruraux sont éclairés contre 76% des domiciles urbains ayant accès à l'électricité¹⁹⁶. Ainsi, le rapport d'ESMAP montre qu'en 2005, deux tiers de la population camerounaise, soit plus de dix millions d'habitants, souffraient de cette précarité énergétique¹⁹⁷. De manière générale, il est clairement établi que les villes camerounaises souffrent d'un grave manque d'éclairage public.

Toutefois, cela a de nombreuses implications en termes de sûreté des personnes et de leurs biens. De plus, en contribuant à la croissance de la délinquance urbaine, cette insuffisance contribue à la dégradation du climat des affaires, car un pays ou une ville mal éclairé n'attire pas les investisseurs. Rarement l'on trouve dans les grands bâtiments et

¹⁹³ N. Ndoko, 35 ans, Riverain, Garoua, entretien du 11/08/2021.

¹⁹⁴ ESMAP, "Cameroun: Plan d'action national énergie pour la réduction de la pauvreté", p. 32.

¹⁹⁵ A.O. Bamenju, X. Liu, J. Yu, K. Okubo, "Addressing the Problem of Poverty through an International Cooperation Project: The Case Study of Agriculture Development by JICA in Cameroon", p. 1194.

¹⁹⁶ *Ibid.* p. 1194.

¹⁹⁷ ESMAP, "Cameroun: Plan d'action national énergie pour la réduction de la pauvreté", p. 32.

certaines zones résidentielles des points d'éclairage public dans les centres villes, bien qu'ils ne fonctionnent généralement pas en raison d'un manque d'entretien¹⁹⁸. Dès lors, des mesures doivent être implémentées afin d'accroître le service énergétique dans les grandes métropoles et surtout plus encore dans les zones rurales du pays afin d'éviter que certaines couches se sentent marginalisées¹⁹⁹. Toutefois, ce déficit énergétique se matérialise aussi au niveau des régions, car l'on note des régions où l'électricité est un luxe.

À titre d'illustration, la région de l'Extrême-Nord du Cameroun témoigne de cette réalité. En effet, doté d'un climat alliant aussi bien le soleil aux pluies, la capacité solaire du Cameroun si elle est bien exploitée peut constituer une excellente source d'énergie électrique pour les populations. Victimes, de déséquilibre en matière d'apport en énergie, les autorités peuvent et doivent tirer parti du fort ensoleillement des zones septentrionales pour renforcer leur apport énergétique par le biais de la multiplication de l'emploi des panneaux solaires qui vont constituer dans une certaine mesure un gain économique énorme. Car selon le rapport d'enquête de Kado et Kemawou, plusieurs localités de l'Extrême-Nord du pays n'ont jamais été connectées au réseau électrique national²⁰⁰.

Tableau 10 : État de la filière électricité dans l'Extrême-Nord

| Localités | Niveau d'électrification |
|-----------|---|
| Zamay | Le centre de la localité est électrifié, les villages du Canton situés en dehors du centre n'ont jamais été électrifiés. |
| Limani | Ces localités étaient électrifiées avant la crise de Boko Haram, mais le réseau électrique n'est plus fonctionnel. Les villages environnant quant à eux n'ont jamais été électrifiés. |
| Amchidée | |
| Moskota | Les Cantons de MOSKOTA et ZIMADO ainsi que les arrondissements de FOTOKOL et MAKARI n'ont jamais été électrifiés. |
| Fotokol | |
| Makari | |
| Zimado | |

Source: A. Kado, I. Kemawou Fotabong, "PNUD-Étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes", Rapport d'enquête final, Yaoundé, PNUD, 2018, p.89.

L'exploitation dudit tableau permet de dégager le constat selon lequel Zamay est l'unique localité pourvue d'énergie électrique uniquement dans son centre administratif. L'histoire est tout autre concernant la périphérie. Les autres localités de l'Extrême-Nord, bien que bénéficiant d'un accès à l'électricité dans le passé comme c'est le cas avec Amchidée,

¹⁹⁸ *Ibid.* p. 37.

¹⁹⁹ P. Agoumé Guentang, 47 ans, Agent administratif en service à la sous-direction de la comptabilité à ARSEL, Yaoundé, entretien du 19/06/2021.

²⁰⁰ A. Kado, I. Kemawou Fotabong, "PNUD-Étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes", Rapport d'enquête final, Yaoundé, PNUD, 2018, p. 89.

n'ont pas pu cette avantage, car pour la plupart l'électricité avait été interrompue lors des affrontements avec Boko Haram. En effet, ce groupe fasciste détruisait tout sur son passage. Cependant, Moskota et ses environs ne furent jamais pourvus d'électricité. Triste réalité pour des localités appartenant à un même ressort territorial. La persistance de la pauvreté au Cameroun résulte aussi de plusieurs maladroites de la part de l'appareil gouvernemental camerounais.

d- L'inadéquation des politiques de gouvernance avec les enjeux liés à la pauvreté au Cameroun

En effet, il est prouvé que le gouvernement camerounais n'applique pas toujours les meilleures politiques de lutte contre la pauvreté aux principales cibles visées. Cette inadéquation et incohérence des politiques gouvernementales constituent un énorme frein à la promotion du développement au Cameroun. En outre, cet écart entraîne régulièrement un détournement des priorités nationales; ceci dit ce qui est nécessaire ne passe plus en priorité. Raison pour laquelle de nombreuses sectorielles sont observées au travers des initiatives mal ficelées qui sont mises en place. Il ressort que la corruption et la mauvaise gestion existent dans certains services publics au Cameroun²⁰¹. Partant de ce constat établi lors du l'ECAM 3 de l'INS, les ménages évoquent ces dérives comme les principales causes de la pauvreté²⁰².

La lutte contre la corruption et la gabegie doit être abordée pour combattre efficacement la pauvreté. Sans cela, les politiques conçues pour aider les pauvres ne seront pas aussi efficaces. Toutes les mesures prises par les ménages pour lutter contre la pauvreté doivent s'accompagner de mesures de lutte contre la corruption et la mauvaise gouvernance. Il s'agit notamment d'accroître la transparence et la responsabilité dans le secteur public, de renforcer l'état de droit et de veiller à ce que les citoyens aient accès à l'information. En outre, les citoyens doivent pouvoir s'exprimer dans les processus de prise de décision et avoir la possibilité de demander au gouvernement de rendre compte de leurs actions. Ces mesures peuvent contribuer à assurer la viabilité à long terme des efforts de lutte contre la pauvreté. Au même titre que l'application des mauvaises politiques gouvernementales, l'explosion démographique observée au Cameroun enfonce encore plus le pays dans la sphère de la pauvreté.

²⁰¹ L. Bitsong, 37 ans, Agent de maîtrise en service à la direction des normes à l'ANOR, Yaoundé, entretien du 16/06/2021.

²⁰² INS, "tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2007", résultats de l'ECAM 3, Yaoundé, INS, 2008, p. 50.

e- Transition démographique et pauvreté au Cameroun

Le phénomène de transition démographique est un facteur important à considérer dans l'analyse de la pauvreté et du bien-être. La population camerounaise est estimée à 7,7 millions en 1976, 10,5 millions en 1987²⁰³. Par ailleurs, il ressort en fin de compte que la population du Cameroun a plus que doublé entre 1950 et 1990, passant d'environ 5 millions d'habitants à près de douze (12) millions²⁰⁴. Cet accroissement de la population a favorisé une augmentation du taux de pauvreté et des écarts au sein de la société. En outre, cette population est estimée à 17,5 millions en 2005 et vingt-deux (22) millions en 2015²⁰⁵. Cette évolution correspond à une augmentation annuelle d'environ 2.9% sur la période 1976-1987 et de 2,8% pour la période 1987-2005. De manière empirique, l'observation de cette tendance pousse certains spécialistes à penser que le pays risque d'atteindre le cap de quarante (40) millions d'habitants d'ici 2035²⁰⁶. Au même moment, le taux de fécondité au Cameroun a diminué considérablement couplée à la chute du taux de mortalité infantile. Le taux de fécondité est resté pratiquement élevé avec 4,8 naissances par femme en 2018 contre 5,8 naissances en 1991, pendant que le taux de mortalité infantile diminuait de soixante dix sept (77) morts pour 1000 naissances en 1998 à 48 décès pour 1000 nouvelles naissances en 2018²⁰⁷, entraînant un fort taux de rajeunissement de la population. Par ailleurs, l'urbanisation galopante entraîne un exode rural sans précédent caractérisé par des concentrations massives dans les villes de Yaoundé et Douala. Ainsi, cette population grandissante constitue dans bien des cas un atout pour de nombreux pays, mais pour le cas du Cameroun, elle constitue plutôt problème car elle participe à l'inefficacité des mécanismes de lutte contre la pauvreté dans le pays compte tenu des maigres facilités offertes par le gouvernement à sa population. Toutefois, bien que nombreux sont les facteurs qui maintiennent encore le Cameroun dans la pauvreté, il convient à présent de jeter un regard sur les potentialités du pays qui peuvent servir dans son combat contre la pauvreté.

²⁰³ F. Andrianarison, et al., "Dynamics and Determinants of Monetary and Multidimensional Poverty in Cameroon", *OPHI*, Working Paper 141, University of Oxford, 2022, p. 24.

²⁰⁴ P. Gubry, J. M. Wautelet, "Population et processus de développement au Cameroun", in *Intégrer population et développement. Chaire Quételet 1990*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 643.

²⁰⁵ MINEPAT, "Étude sur les conditions de bénéfice du dividende démographique au Cameroun", Yaoundé, MINEPAT, 2012, p. 15.

²⁰⁶ F. Andrianarison, et al., "Dynamics and Determinants of Monetary and Multidimensional Poverty in Cameroon", p. 24.

²⁰⁷ INS, ICF., "Enquête Démographique et de Santé du Cameroun 2018", Yaoundé/Rockville, Maryland, INS et ICF, 2020, p. 10.

V- ANALYSE DES POSSIBILITES ECONOMIQUES OFFERTES PAR LE CAMEROUN COMME PILIERS STRATEGIQUES POUR S'ATTAQUER À LA PAUVRETE

Dans cette sous partie, l'opportunité est donnée de constater que nombreuses sont les ressources dont dispose le Cameroun. En effet, ces ressources considérées comme des piliers favorables pour l'émergence doivent être prises en compte par le PNUD dans le processus de réduction de la pauvreté dans l'ensemble du pays. Ceci étant, ces possibilités se concentrent aussi bien dans le secteur primaire, secondaire que tertiaire.

1- Le domaine primaire

Gérard Amougou fait remarquer qu'au Cameroun, le domaine primaire est dominé depuis la colonisation par l'agriculture²⁰⁸, et celle-ci employait une grande partie de la population. Dans ce sens, plus de 60% des camerounais s'occupent grâce aux activités agricoles²⁰⁹. Cette tendance avait été renforcée d'une part en raison du fait qu'au début des années 1970, une grande sécheresse secoua le monde en général et l'Afrique en particulier; d'autre part on a assisté à la mise en place de la révolution verte dans tout le pays, accordant ainsi une place de choix à l'agriculture. C'est alors que l'agriculture prit une longueur d'avance sur l'élevage, la pêche et la foresterie²¹⁰. Par la suite, elle s'est diversifiée afin d'offrir plus d'opportunité aux populations. Ainsi, l'agriculture d'exportation vit le jour du fait de l'ouverture des frontières territoriales avec l'extérieur pour pallier à l'agriculture de subsistance jadis pratiquée. La pratique intensive de ce type d'agriculture a amené Touna Mama à observer qu'elle a connu un développement appréciable dans le temps²¹¹.

Lorsque le Président Paul Biya disait que la terre ne trompait pas, l'on s'aperçoit que l'Institut National de Statistique a pris en considération cette recommandation, lorsqu'elle s'est donnée pour tâche de faire ressortir la contribution de l'agriculture au Produit Intérieur Brut du Cameroun. À ce titre, il ressort qu'au cours de la période allant de 2008 à 2014, elle

²⁰⁸ G. Amougou, "Esquisse d'histoire des politiques de développement au Cameroun: Un regard contextuel", in *The Developmental State Strikes Back ? : New Global Powers and African States Strategy*, Fonds national Suisse de la Recherche Scientifique, 2018, p. 8.

²⁰⁹ A.O. Bamenju, X. Liu, J. Yu, K. Okubo, "Addressing the Problem of Poverty through an International Cooperation Project: The Case Study of Agriculture Development by JICA in Cameroon", p. 1185.

²¹⁰ G. Amougou, "Esquisse d'histoire des politiques de développement au Cameroun: Un regard contextuel", p. 8.

²¹¹ E. Touna Mama, *L'économie camerounaise. Pour un nouveau départ*, Yaoundé, Afrédit, 2008, pp. 49-50. Cité par G. Amougou, "Esquisse d'histoire des politiques de développement au Cameroun: Un regard contextuel", p. 8.

représentait 21,4% du PIB national²¹². Lors d'un entretien avec un agent de l'IRAD, ce dernier révélait que le potentiel agricole du Cameroun est immense au point où à lui seul et s'il est évidemment bien entretenu peut jouer un rôle majeur dans la lutte contre la pauvreté²¹³. Au même titre que le domaine primaire, le secondaire quant à lui présente aussi d'énormes atouts.

2- Le domaine secondaire

Gérard Amougou proposait de l'appréhender sous ses trois démembrements qu'il avait décliné sous les plans suivants: minier/énergétique, industriel, et la construction²¹⁴. L'analyse de ce secteur va se faire en plusieurs déclinaisons. Concernant le côté minier/énergétique, il faut souligner que le Cameroun regorge de plusieurs roches minières qui attirent d'ailleurs les convoitises externes au rang desquelles on retrouve: la bauxite, le nickel, le diamant et l'or, pour ne citer que celles-là. Par ailleurs, la multiplicité des barrages hydroélectriques telles: Lom Pangar, Memevele, Lagdo, Nachtigal, constitue une réponse gouvernementale au phénomène de délestage. De plus, la création respectivement de l'ARSEL et AER pour réguler le secteur énergétique concourt à améliorer l'offre électrique au Cameroun.

S'agissant de l'industrie, il ressort que le Cameroun piétine encore dans ce secteur. En effet, le secteur industriel était voué à l'émergence depuis la fin des années 1970. Cependant, les entreprises créées sont devenues par la suite inopérantes ralentissant encore plus le développement industriel du pays. Ce sous-secteur essaye de survivre de nos jours à cause des apports extérieurs car il est important de mentionner que ce sont les étrangers qui entretiennent l'industrie au Camerounaise.

Le BTP quant à lui regroupe les infrastructures routières et le développement urbain. Ainsi, il ressort que le pays est train de s'arrimer à la modernisation en des axes de circulation plus denses et plus propices à la circulation à l'instar des travaux de reprofilage des grandes nationales camerounaises sans oublier la construction en cours de l'autoroute Douala-Yaoundé. Néanmoins, les axes secondaires souffrent toujours du manque d'entretien. Traitant de l'urbanisme, les mairies, les communautés urbaines et le ministère en charge de l'urbanisme au Cameroun ont chacun en ce qui les concerne mis sur pied des plans directeurs d'urbanisme afin de rendre la ville plus attrayante et mieux attirer les touristes qui sont de potentiels

²¹²Institut National de la Statistique, "tendances de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014". http://slmp-550-104.slc.westdc.net/~stat54/downloads/2016/Rapport_tendances_profil_determinants_pauvrete_2001_2014.pdf, consulté le 22 juillet 2021 à 15 heures.

²¹³ A. Onana, 29 ans, Cadre technique en service à l'IRAD, Yaoundé, entretien du 25/06/2021.

²¹⁴ G. Amougou, "Esquisse d'histoire des politiques de développement au Cameroun: Un regard contextuel", p. 9.

investisseurs. Tout comme les deux précédents secteurs étudiés, le tertiaire offre de plus en plus de possibilités pour le décollage économique du Cameroun.

3- Le domaine tertiaire

Pionnier en ce qui concerne la contribution à l'amélioration du Produit intérieur brut national, le tertiaire renvoie généralement à la prestation des services et regroupe entre autre: le transport, l'hôtellerie et tourisme, les activités commerciales et la finance. Gérard Amougou précise que le tertiaire a contribué au Produit Intérieur Brut national de 1991 à 2006 à hauteur de 42,50 %²¹⁵.

Au niveau des transports, le Cameroun dispose d'équipements adaptés à tout type de transport. À cet effet, sur le plan aérien, le pays a mis sur pied la CAMAIR-CO qui dessert à la fois à l'intérieur qu'à l'extérieur. De plus, plusieurs compagnies étrangères exercent en sol camerounais ce qui participe de l'accroissement des finances du pays; afin de réglementer ce trafic aérien, Aéroports Du Cameroun est la compagnie qui gère le transport aérien au Cameroun sous le couvert du Ministère des Transports. Le transport routier quant à lui est assuré aussi bien par les automobiles que les trains; et le pays en regorge une centaine d'agences de voyage.

L'hôtellerie est en plein expansion au Cameroun. En effet, les hôtels sont de plus en plus construits en raison de l'attrait dont le pays a sur les étrangers. De plus, on comprend que le fait de construire les hôtels est important car si l'on se souvient des compétitions internationales et régionales que le pays a accueilli, l'afflux des visiteurs et touristes a contribué à augmenter les caisses de l'état. Par ailleurs, une autre importance de l'hôtellerie est qu'il participe à la réduction du chômage.

Le secteur financier tout comme l'hôtellerie est en plein essor. La multiplication des microfinances permet aux populations qui jadis étaient exclues du système financier traditionnel de pouvoir s'y intégrer. En effet, ces microfinances en plus d'offrir des opportunités d'emplois favorisent aussi l'obtention des prêts et des crédits à ses adhérents qui, pour la plupart exerce dans le secteur informel. Un regard sur l'économie camerounaise au lendemain de la crise économique du milieu des années 1980. Ainsi, la dévaluation du Francs CFA qui survient à partir de 1994, entraîne un certain soulagement économique, le tableau ci-contre illustre ce regain d'efficacité qu'a subi l'économie du pays entre 1996 et 2007.

²¹⁵ *Ibid.* p. 12.

Tableau 11 : Apport des principaux domaines économiques au développement du Cameroun de 1996 à 2007

| Années Secteurs | 1996-2001 | 2001-2007 |
|----------------------------------|------------------|------------------|
| domaine primaire | 1,00 | 0,69 |
| domaine secondaire | 1,29 | 0,16 |
| domaine tertiaire | 1,70 | 2,14 |
| PIB | 4,51 | 3,61 |

Source: UNDP, "Cameroun: Rapport national sur le développement humain".
<https://hdr.undp.org/sites/default/files/private/documents//rapportnationalpnudfinal8pdf.pdf> consulté le 22 mai 2022 à 15 heures.

L'analyse de ce tableau permet de dégager des constats. D'une part, le secteur tertiaire a toujours été le plus important en ce qui concerne la contribution au PIB, suivi du secondaire. Le primaire quant à lui bien que plus répandu éprouve d'énormes difficultés. D'autre part de 2001 à 2007, le part du tertiaire a encore augmenté par rapport à la période de 1996 à 2001; de plus, la part du secondaire a diminué considérablement de 2001 à 2007. Il ressort alors de cette évolution en dents de scie que le Cameroun bien que regorgeant d'énormes potentialités est aussi victime d'une mauvaise utilisation de celles-ci.

Cependant, le Cameroun, avec ses ressources naturelles abondantes et sa diversité économique, présente de nombreuses possibilités prometteuses pour lutter contre la pauvreté de manière durable. Cette analyse évalue les principaux secteurs économiques du pays qui peuvent servir de piliers stratégiques pour relever ce défi majeur. Tout d'abord, le secteur agricole camerounais dispose d'un fort potentiel de croissance. Grâce à ses conditions climatiques favorables et à ses terres arables étendues, le Cameroun peut accroître sa production de cultures de rente telles que le cacao, le café, le coton et les bananes, ainsi que ses cultures vivrières comme le maïs, le manioc et le riz. Le développement de ces filières agricoles peut générer des revenus substantiels pour les populations rurales, qui constituent la majorité des personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Ensuite, les ressources minières du Cameroun, notamment les gisements de pétrole, de gaz naturel, de bauxite et de fer, représentent un autre levier économique important. Une exploitation responsable et durable de ces richesses naturelles, associée à des programmes de diversification industrielle, peut créer de nombreux emplois qualifiés et soutenir les investissements dans les infrastructures et les services publics essentiels. De plus, le potentiel touristique du Cameroun est encore largement sous-exploité. Ses paysages diversifiés, allant des montagnes verdoyantes aux plages

tropicales, en passant par les réserves naturelles et les sites culturels, offrent de nombreuses opportunités pour développer un tourisme durable et générateur d'emplois, notamment dans les régions les plus pauvres du pays. Enfin, le dynamisme du secteur des services, notamment les télécommunications, la finance et le commerce, témoigne de la capacité du Cameroun à diversifier son économie et à offrir des perspectives d'emploi dans des domaines à forte valeur ajoutée. En exploitant de manière stratégique et responsable ces différents leviers économiques, le Cameroun peut mettre en place des programmes de développement ciblés, générer des revenus stables pour les populations les plus vulnérables et investir dans des services sociaux essentiels, tels que l'éducation, la santé et les infrastructures, afin de s'attaquer durablement à la pauvreté.

En définitive, l'on retient de l'analyse multidimensionnelle de la pauvreté au Cameroun que la sous scolarisation, les habitats délabrés, la sous-alimentation, le déficit énergétique, la corruption, des infrastructures vétustes et une capacité institutionnelle médiocre caractérise mieux la pauvreté au Cameroun à la fois au niveau rural qu'urbain.

Dans ce chapitre, l'on a fait une présentation générale du Cameroun, tout en prenant en considération l'aspect physique et économique, afin de comprendre les mutations de la pauvreté à l'intérieur du pays. La pauvreté au Cameroun a connu une évolution en dents de scie. Doté d'un paysage naturel caractérisé par des écosystèmes aussi divers que variés, certaines régions semblent plus toucher par la pauvreté que d'autres. Cela a permis de comprendre que bien que disposant de ressources naturelles sans équivoque, le pays a connu une évolution dans le temps relativement tumultueuse. L'on a distingué au regard des potentialités que les zones septentrionales apparaissent comme les plus touchées par la pauvreté notamment en raison des ressources naturelles qui y sont limitées et des crises sécuritaires; à leur suite, les zones anglophones, qui depuis le déclenchement de la crise sécuritaire en 2016, enregistrent des statistiques de dégradation des conditions de vie de la population très élevées. Dès lors, le Cameroun, bénéficiant d'une panoplie de partenaires à la fois au niveau régional et international, reçoit des aides en vue de garantir son développement. Par ailleurs, se basant sur son potentiel à la fois primaire, secondaire voire même tertiaire, le PNUD qui est l'un de ses plus anciens partenaires se voit ainsi ouvert un large éventail de domaines où son action peut avoir plusieurs répercussions. Paradoxalement, ce pays pourtant riche naturellement pâtit toujours de la pauvreté qui n'a cessé d'augmenter au fil des ans faisant atteindre au pays les classements en Indice de développement Humain les plus bas de son histoire. Toutefois, il se doit de résolument de mettre sur pied des stratégies de réduction

de la pauvreté efficaces et ce, avec le concours de tous ses partenaires au développement. En outre, l'on note que lorsque ce pays accède à l'indépendance, il va dans les années 1970, connaître une stabilité économique. Par la suite, la situation se détériore au milieu des années 1980, lorsque la crise économique éclate au Cameroun. Cette crise accentua le taux de pauvreté.

L'analyse de l'environnement économique et naturel du Cameroun a permis de cerner qu'il existe des disparités régionales au sein du pays. En effet, ces disparités permettent d'expliquer l'ampleur de ce malaise au sein de la population camerounaise. Toutefois, limité dans ses moyens d'action, le Cameroun dispose d'un large éventail de partenaires d'aide au développement à l'instar du Programme des Nations Unies pour le Développement. Dès lors, il ressort que le fait que le PNUD s'installe au Cameroun en 1972, n'est que la matérialisation d'une longue entente entre les deux parties, initiée depuis le Fonds Spécial des Nations Unies et la République fédérale du Cameroun, tout juste après son accession à l'indépendance. À cet effet, il convient de faire une présentation générale de ce Programme onusien dans l'optique de percevoir ses origines et de comprendre son mandat relatif à la lutte contre la pauvreté.

**CHAPITRE II : LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT AU CAMEROUN**

La finalité visée ici est la description globale du Programme des Nations Unies pour le Développement. Aussi bien qu'il explique les changements et les motivations qui ont conduit à la mise en place d'une pareille institution au sein des Nations Unies, une grande importance est accordée à l'analyse de fonctionnement à la fois administratif et institutionnel de cet organisme onusien. Pour mener à bien ce chapitre, l'on va s'atteler dans un premier temps à retracer l'origine du PNUD. Ensuite, une analyse de l'appareil administratif et technique de ce Programme est faite. En effet, la rareté des travaux au Cameroun sur le fonctionnement de ce Programme onusien atteste dans une certaine mesure l'intérêt pour ce chapitre. Une observation approfondie de ce Programme permet de lever le voile sur cette organisation multilatérale qui semble méconnu du public. Enfin, ce chapitre aboutit sur une appréciation générale du fonctionnement du bureau PNUD-Cameroun en présentant son organigramme, ses différentes antennes sur le territoire national, une attention particulière est accordée à la présentation des Représentants Résidents qui se sont succédés sur le sol camerounais, ainsi que de leurs actions. Il peut donc être possible matérialiser l'importance que ce Programme possède pour ce qui est de la lutte contre la pauvreté dans le monde en général et au Cameroun en particulier.

I- CONTEXTE DE CREATION DU PNUD

L'on ne saurait parler du PNUD sans intéresser à ses origines. Ici, ce programme qui vit le jour au milieu des années 1960, n'est que le résultat de la fusion de deux autres anciens programmes à savoir le PEAT et le FSNU.

1- D'une volonté de restructuration post-conflit mondial à l'union entre le Programme Élargi d'Assistance Technique et le Fonds Spécial des Nations Unies

L'établissement du PNUD fut relatif à l'option d'apporter une assurance et une assistance aux pays sortant de la Seconde Guerre mondiale. L'émergence du programme a donc suscité un enthousiasme sans précédent car il était perçu comme une forme de rédemption¹. Voilà pourquoi Zarkovitch avait été amené à affirmer que: "les premières pages de l'histoire de ce Programme aient été revêtues de couleurs optimistes"². En effet, l'apparition de cette catégorie de programme venait considérer le désir de la communauté internationale de mettre sur pied des mécanismes de promotion du développement plus pratique au sortir d'un conflit qui avait significativement marqué l'humanité. Aussi, ce programme qui était

¹ S.S. Zarkovitch, *Le programme des Nations Unies pour le développement: étude critique*, p. 7.

² *Ibid.* p. 7.

porteur des valeurs onusiennes matérialisait le désir des Nations Unies de mettre de la synergie dans leurs actions.

Néanmoins, d'après Ruben Mendez, les origines du PNUD trouvent leur fondement dès le début des années 1950 dans la création par l'Assemblée Générale des Nations Unies³, du Programme Élargi d'Assistance Technique suivie de la mise en place en décembre 1958 du Fonds Spécial des Nations Unies (FSNU) dirigé par Paul Hoffman, ancien responsable du plan Marshall⁴.

Ainsi, on constate que le Programme Élargi de l'Assistance Technique apporte une aide aux pays directement ou soit par représentation intervenante grâce à un accord général. Cependant, elle ne peut s'accompagner d'aucune ingérence dans les affaires intérieures, ni de prétextes basés sur la politique du pays, la race ou la religion du peuple. Son objectif était d'aider les pays à renforcer leurs économies nationales afin de promouvoir leur autonomie à la fois politique et économique pour mieux garantir un niveau de bien-être plus élevé pour la population. La forme de l'appui technique n'étant pas précisée par rapport aux autres paradigmes d'assistance, elle différait principalement par la finalité des contributions c'est-à-dire qu'elle était limitée à des activités de formation et de prestation de services par des spécialistes plutôt que par ses propres forces.

En ce qui concerne le Fonds spécial des Nations Unies, on peut voir qu'il avait été conçu pour agrandir et donner plus de sens aux initiatives du Programme d'assistance technique des Nations Unies par le biais d'opérations spéciales dans plusieurs domaines fondamentaux. Le soutien du fonds spécial s'intéressait à la recherche, l'éducation et la démonstration. En outre, la résolution de l'Assemblée générale stipulait aussi que le Fonds devait financer des projets relativement importants et que ces projets devaient être conçus de manière à ce que la responsabilité assumée par le Fonds puisse être transférée au pays bénéficiaire le plus rapidement possible ou des organisations désignées par eux. La création du Fonds spécial a marqué un changement majeur dans le concept et la pratique de l'aide au développement offert par les Nations Unies⁵:

³ R. Mendez, "Research Activities: United Nations Development Programme", article publié sous forme électronique et consultable sur le site www.yale.edu/unsy/UNDPHist.htm.

⁴ *Ibid.*

⁵ P. Blacque-Belair, J. Loup, "Quel avenir pour le système d'aide des Nations Unies?" *Tiers-Monde*, tome 38, n°151, 1997. Coopération internationale: le temps des incertitudes, p. 571. DOI: <https://doi.org/10.3406/tiers.1997.5149>

- L'inversion de la tendance initiale des réglementations et des recommandations au profit de l'action opérationnelle.

- Le renforcement de la demande des contributions volontaires afin que le système puisse disposer de plus de ressources que celles tirées du budget général.

- L'introduction de projets prioritaires et ceux sélectionnés en fonction des priorités des pays bénéficiaires, couplée à la remise en cause de la pratique originelle d'attribution automatique de ressources financières fixes à chaque institution du système.

- Enfin, on note l'introduction du concept de transfert de connaissances, de compétences et de responsabilités aux pays bénéficiaires, première étape pour remettre en question l'assistance technologique traditionnelle⁶.

C'est dans cette mouvance de continuité des activités du Programme Élargi d'Assistance Technique et du Fonds Spécial des Nations Unies que le PNUD s'est chargé de la suite de celles-ci. Patrice Bélair et Jacques Loup renchérissent en affirmant que Cette nouvelle orientation a été renforcée avec la création du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 1965, qui comprenait ses deux prédécesseurs⁷. Toutefois, il ressort que même si les deux précédents programmes aient fusionnés, cette mutation a beaucoup plus concerné le volet administratif⁸, puisque dans la pratique, la mise en œuvre des projets répondaient toujours aux procédures de l'un ou l'autre. Le Programme des Nations Unies pour le Développement a construit au fur et à mesure des circuits de représentants résidents dans les pays du tiers-monde où il intervenait qui devait promouvoir la création de programmes nationaux plutôt qu'une série de projets développés exclusivement par des institutions spécialisées⁹. Parallèlement, il jouait également un rôle en fournissant une aide financière destinée à l'assistance technique des autres institutions du système des nations unies¹⁰. Selon Anna Lipchitz et Clara Delmon, ce Programme fonctionnait dans 166 pays avec une enveloppe annuelle de cinq milliards de dollars américains¹¹ et se concentrait sur la gouvernance démocratique (34% des dépenses), l'éradication de la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (31%), ainsi que la prévention des crises

⁶ *Ibid.* p. 571.

⁷ *Ibid.* p. 571.

⁸ J. Dutheil de La Rochère, "Étude de la composition de certains organes subsidiaires créés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le domaine économique", *AFDI*, vol. 13, 1967, p. 319.

⁹ P. Blacque-Belair, J. Loup, "Quel avenir pour le système d'aide des Nations Unies?", p. 572.

¹⁰ *Ibid.* p. 572.

¹¹ A. Lipchitz, C. Delmon, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement, un "machin" onusien utile?", *Revue internationale et stratégique*, IRIS éditions, 2010/3 n°79, p. 65.

et le relèvement (16%) et Environnement et Développement Durable (10%)¹². En outre, son objectif était aussi la promotion et le renforcement des capacités dans les pays en développement, c'est-à-dire le développement d'institutions qui assuraient la participation des bénéficiaires au processus de développement¹³. Avec l'avènement de cette nouvelle institution, l'Organisation des Nations Unies a pris une nouvelle tournure.

2- Renouveau des paradigmes dans la grande famille des Nations Unies

D'après Kamara, en considérant la loi de Parkinson, les différents organismes spécialisés des Nations Unies naissent au fil des ans sans pour autant que leur efficacité s'en trouve augmentée¹⁴, cependant, cela a plutôt contribué à rendre caduque leurs actions. Par ailleurs, l'absence de coordination entre les différentes organisations a conduit à la prolifération des mécontentements au sein des Nations Unies, au moment où la question de développement se fait de plus en plus pressante¹⁵.

Dès lors, l'ONU est un cadre particulièrement concret de coopération et d'appui à l'échelle mondiale, mais il importait de donner à cette super organisation une capacité de coopération efficace et sur mesure, notamment avec le Tiers-Monde, et le monde en général, pouvant s'incorporer facilement et rapidement aux conditions futures. D'où la nécessité de mettre sur pied une agence opérationnelle appropriée qui existe déjà sous la forme du Programme des Nations Unies pour le Développement mais qu'il faille réorienter¹⁶.

Néanmoins, il est important que des sommes énormes doivent être investies dans cette réorganisation, mais pour utiliser efficacement cet argent, il est nécessaire de former des ressources humaines de qualité¹⁷. Repenser la totalité du système et envisager les mesures de réforme idéales et novatrices semblent de plus en plus capital puisque l'aide au développement n'est plus une activité à sens unique mais est dorénavant primordiale pour les pays développés comme pour les pays en développement, le rôle et l'efficacité de l'aide étrangère deviennent de plus en plus importants¹⁸.

¹² *Ibid.* p. 65.

¹³ *Ibid.* p. 65.

¹⁴ L. Kamara, "Étude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement by Robert Jackson", *Tiers Monde*, Vol.12, n° 46, 1971, p. 446. Disponible à l'adresse: <https://www.jstor.org/stable/23588060>, consulté le 12 novembre 2022 à 14 heures.

¹⁵ *Ibid.* p. 446.

¹⁶ *Ibid.* p. 446.

¹⁷ *Ibid.* p. 447.

¹⁸ *Ibid.* p. 447.

Les missions du PNUD furent la continuité de ses prédécesseurs c'est-à-dire d'après Aguayo Arimjo, axées sur la planification et le financement de projets sans toutefois se focaliser sur l'implémentation¹⁹. Ceci justifie la position dont jouit le PNUD au début de son existence dans le financement des actions des organismes professionnels, lui permettant d'assumer une place centrale dans la coordination²⁰. Ce processus de développement, soutenu en permanence par l'Assemblée générale, n'a pas été sans difficultés, en particulier lorsque l'Assemblée générale a annoncé l'érection du PNUD en tant qu'organe de coordination des activités de développement²¹.

Le statut du PNUD au sein des Nations Unies se retrouve élargir dès 1970 au point d'être chargé de la supervision des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre des questions liées au développement²². La finalité de cette innovation d'après Patrick Daillier est de faciliter l'harmonisation des orientations communes et l'intégration la plus étroite possible des activités sous le contrôle du nouveau programme²³. De plus, Daillier précisait qu'octroyer de pareilles prérogatives à une jeune institution n'était pas conséquence car les plus anciennes institutions ne partageaient pas cet avis²⁴. Au même titre que le contexte de création, l'évolution de la place du PNUD au sein de la famille des Nations Unies est aussi d'une importance capitale dans la mesure où elle permet constater l'ampleur de la tâche et des responsabilités dévolues à cet organisme depuis sa création, ainsi que des modifications observées de nos jours.

II-DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ENTRE LE PNUD ET LES AUTRES ORGANISATIONS DE LA FAMILLE DES NATIONS UNIES

Ici, il s'agissait d'observer comment le PNUD coopérait avec les autres agences du système sans toutefois qu'il y ait des difficultés de fonctionnement. Cependant, une précision s'impose. Longtemps, organe de supervision et de contrôle, ce rôle lui a été retiré en 2019²⁵.

¹⁹ F. Aguayo Arimjo, "la coordination entre organisations internationales en matière de reconstruction post-conflit", Thèse de Doctorat en Droit public, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2017, p. 375.

²⁰ *Ibid.* p. 375.

²¹ *Ibid.* p. 375.

²² *Ibid.* p. 378.

²³ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement : continuité et rationalisation", *Annuaire français de droit international*, volume 17, 197, p.493; DOI: <https://doi.org/10.3406/afdi.1971.1658>

²⁴ *Ibid.* p. 493.

²⁵ Il est toutefois important de préciser ici que ce rôle a été retiré au PNUD depuis 2019 au profit de l'institution internationale dénommée "OCHA".

1- La mise en place des grands axes de développement reconnu au PNUD depuis sa création.

Patrick Daillier fait remarquer que le jeune programme onusien a fait radicalement progresser sa propre conception du développement économique, mais aussi celle de certains des autres programmes opérationnels des Nations Unies²⁶. À cet effet, le désir de centralisation de l'action des Nations Unies a conduit à accorder une place très importante au PNUD. Dès lors, cet objectif fut atteint grâce à l'inclusion des éléments suivants dans le programme: le Fonds d'équipement, certains éléments du Programme ordinaire des Nations Unies, et le Conseil d'administration dans son examen annuel du programme de coopération technique des Nations Unies, et la supervision indirecte des organisations telles l'ONUDI et le CNUCED²⁷. Le fait de vouloir confier à un programme nouvellement construit témoigne du réel désir d'uniformisation des actions de développement à travers le monde.

Cependant, le chemin à suivre par un programme d'exploitation dépend du contenu spécifique du projet mis en œuvre, et non de la déclaration générale des politiques à suivre. Par conséquent, la responsabilité principale de la définition de la politique du Programme des Nations Unies pour le Développement réside dans le niveau de choix entre les initiatives à entrevoir. Toutefois, les organisations spécialisées considèrent dans la majorité des cas, le Programme comme un ajout à leur propre programme d'assistance, et encourage la présentation de projets qui reflètent principalement leurs propres besoins de développement, sous réserve de certaines concessions au sein du Conseil consultatif inter-organisations (BCI); par l'intermédiaire du programme onusien et du Comité administratif de coordination qui rend compte au Conseil économique et social²⁸. Pour contrer ces difficultés, les études menées par Jackson préconisent que ce jeune programme renforce son engagement auprès des organisations régionales et de la société civile afin de s'assurer que les programmes proposés reflètent plus précisément les besoins et les priorités locales²⁹. Enfin, il est également recommandé que le PNUD puisse jouer un rôle plus proactif dans le suivi de la mise en œuvre du programme et l'évaluation de ses progrès.

La création de ce Programme était une tentative de réaffirmer les particularités des activités de développement et de jeter les jalons des initiatives nationales. Au niveau

²⁶ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 493.

²⁷ *Ibid.* p. 494.

²⁸ *Ibid.* p. 494.

²⁹ R. Jackson, *Étude de la capacité du système des nations unies pour le développement*, Genève, Nations Unies, vol. II, 1969, p. 528.

stratégique, le PNUD affiche des atouts pour être l'organisation multilatérale la mieux placée pour passer à l'échelle et œuvrer pleinement à la concrétisation de la décennie de développement, dont la pierre angulaire reposait sur le soutien des pays en développement à l'encontre des États tiers-mondistes³⁰. Dès lors, le Programme aborde ces objectifs par le biais de procédures et unit les pays et les organisations internationales dans un effort commun par le biais des projets d'assistance technique qu'il finance³¹. Ainsi, Hoffman confirme à ce niveau que le soutien de ce Programme onusien est universel³²; dans ce sens qu'il couvre plusieurs domaines. Deuxièmement, la nature opérationnelle de ses actions prédestine des résultats mieux adaptés et plus ciblés c'est-à-dire donc bénéfique au récipiendaire. Partant de toutes ces constatations, Daillier affirme à propos du Programme des Nations Unies pour le Développement que grâce à sa place capitale dans le système de développement des Nations Unies; il était l'outil le plus efficace pour une action coordonnée au niveau mondial³³.

2- Le Leadership du Programme des Nations Unies pour le Développement lors de la coordination des activités

Comme précédemment mentionné, le Programme des Nations Unies pour le développement³⁴ qui est issu de l'union de deux anciens programmes s'est retrouvé être confié d'énormes tâches. Ainsi, pour ce qui est de la coordination des actions, il ressort que tous les projets/programmes qui étaient implémentés passaient premièrement par l'approbation du Conseil d'Administration de ce dernier au terme duquel le budget alloué pour la circonstance était défini. Concrètement parlant, comment se manifeste cette coordination sur le terrain? Dutheil de la Rochère clarifie en affirmant que le PNUD concevait les projets à réaliser et distribuait les ressources financières; mais pour l'application et l'exécution, le Programme remettait cette prérogative soit à l'Organisation des Nations Unies ou alors à une structure spécialisée³⁵. D'où cette logique qui a longtemps consacré au PNUD son image d'institution inactive et trop bureaucratique; car, ses experts sont rarement présents sur le terrain. Il ressort

³⁰ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 486.

³¹ *Ibid.* p. 486.

³² P. Hoffman, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement", *Tiers-Monde*, tome 12, n°46, 1971, p.271. DOI: <https://doi.org/10.3406/tiers.1971.1769>

³³ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 486.

³⁴ C. Murphy, *The United Nations Development Programme: a better way?*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 15. Cite par F. Aguayo Arimjo, "la coordination entre organisations internationales en matière de reconstruction post-conflit", Thèse de Doctorat en Droit public, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2017, p. 374.

³⁵ J. Dutheil de La Rochère, "Étude de la composition de certains organes subsidiaires créés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le domaine économique", *AFDI*, vol.13, 1967, p. 320.

que même si le PNUD n'intervient pas directement sur le terrain, l'agence chargée de réaliser le projet devait au terme de ce dernier déposer un rapport final des activités auprès du Représentant Résident du PNUD dans le pays concerné. Par ailleurs, toujours durant l'exécution du projet, le Programme onusien pouvait décider de réorienter telle ou telle activité en fonction des priorités locales. Aussi, d'autres agences pouvaient être amenées à intégrer le projet même étant déjà en cours si le besoin se présentait.

Aguayo Arimjo tout en faisant un rappel historique, donnait plus de précision à ce sujet en ce sens que la structuration du Fonds spécial visait à confier davantage de décisions à l'État afin d'atténuer le risque d'inefficience associé à un Programme Élargi d'Assistance Technique plus organisé, mais dans le fonctionnement, les deux mécanismes se chevauchaient considérablement³⁶. Ce chevauchement de compétences avait conduit au fait que le F.S puisse également se servir des Représentants résidents établi à l'origine pour dépendre uniquement du Programme Élargi d'Assistance Technique afin de matérialiser et veiller à ses projets sur le terrain. Continuant dans la même lancée que ces ancêtres, l'on va constater que ses principales missions s'étaient axées sur la planification et le financement des projets³⁷. Raison pour laquelle le Programme onusien jouissait dès sa naissance, d'une place capitale en matière de supervision. De plus, l'Assemblée Générale veillait constamment au renforcement du des fonctions du PNUD.

3- L'importance du PNUD dans le cadre de la reconstruction post-conflit

Parler de reconstruction ici, suggère l'ensemble des mesures prises lors des catastrophes qui ont eu à affecter des communautés. À ce titre, le Programme jouait un rôle en ce qui concerne l'assistance humanitaire. Ainsi, Aguayo Arimjo fait remarquer à ce niveau que des modifications avaient été effectuées notamment sur la structuration et le fonctionnement institutionnel du PNUD, y compris les fonctions et la composition du Conseil d'Administration³⁸. Ce dernier, après avoir été détaché du programme en 1994, occupait désormais le poste de conseiller auprès du Fonds des Nations Unies pour la population et du Secrétariat des services d'appui aux projets des Nations Unies. Dans le même temps, les activités du PNUD n'ont jusqu'à présent été menées qu'à la demande de l'État, et ont été

³⁶ F. Aguayo Arimjo, "la coordination entre organisations internationales en matière de reconstruction post-conflit", Thèse de Doctorat en Droit public, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2017, p. 374.

³⁷ *Ibid.* p. 375.

³⁸ J.M. Bellot, J.M. Châtaigner, "Réduire les inégalités? À quoi sert le Programme des Nations Unies pour le Développement ?" in G. Devin (dir.), *Faire la paix, la part des institutions internationales*, Paris, presses de sciences po, 2009, p. 207.

dispersées dans divers domaines, aboutissant à des résultats sans précédent, c'est ainsi que des changements ont été axés également sur la planification stratégique³⁹. Les changements proposés à l'époque prévoyaient que les activités du PNUD soient organisées autour de priorités fixées par le Conseil d'Administration, lui donnant sa propre vision à moyen et long terme, longtemps absente du programme de Bretton Woods⁴⁰. Ainsi, ce Conseil qui est l'organe prioritaire du Programme onusien oriente ses interventions sur le terrain⁴¹.

Dans ce contexte, le Conseil a établi conformément aux nouvelles règles révisées un mécanisme d'octroi des fonds en 1995⁴², élargissant la prérogative de l'Administrateur de disposer de fonds pour les programmes régionaux et les pays en crise⁴³, marquant la participation croissante du PNUD dans divers domaines aux enjeux mondiaux, tels, la reconstruction post-crise⁴⁴. Toutefois, il est important de préciser que c'est l'Administrateur qui a la préséance pour ce qui est de la formulation des programmes/projets en attendant l'approbation du Conseil⁴⁵. Sur cette base, le Programme renforce son rôle dans le développement, mais s'intègre désormais dans la stratégie interdisciplinaire globale reflétée dans le Rapport sur le développement humain formulé en 1990, afin qu'il puisse jouer un rôle de coordination dans la reconstruction⁴⁶. Pour rappel, la mise en place de cet organisme n'est que la résultante de la volonté de la communauté internationale de garantir un développement harmonieux au lendemain du second conflit mondial.

a- Le Réorientation du PNUD

La réorientation du Programme des Nations Unies pour le Développement avait conduit le Conseil d'administration à identifier des domaines prioritaires pour une stratégie sur plusieurs années. La dernière stratégie, mise en œuvre sur la période 2014-2017⁴⁷, identifiait le développement durable, la gouvernance démocratique globale et efficace et le renforcement

³⁹ F. Aguayo Arimjo, "la coordination entre organisations internationales en matière de reconstruction post-conflit", Thèse de Doctorat en Droit public, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2017, p. 379.

⁴⁰ *Ibid.* p. 380.

⁴¹ J. Dutheil de La Rochère, "Étude de la composition de certains organes subsidiaires créés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le domaine économique", p. 320.

⁴² F. Aguayo Arimjo, "La coordination entre organisations internationales en matière de reconstruction post-conflit", p. 380.

⁴³ *Ibid.* p. 380.

⁴⁴ *Ibid.* p. 380.

⁴⁵ J. Dutheil de La Rochère, "Étude de la composition de certains organes subsidiaires créés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le domaine économique", p. 322.

⁴⁶ F. Aguayo Arimjo, "La coordination entre organisations internationales en matière de reconstruction post-conflit", p. 380.

⁴⁷ PNUD, "Évoluer avec le monde. Plan stratégique du PNUD pour 2014-2017", Genève, PNUD, 2013, p. 1.

de la résilience comme domaines prioritaires⁴⁸. Par la suite, il précisait que la reconstruction post crise s'incorporait désormais dans la gouvernance⁴⁹. Il ressort alors que ces priorités reflètent le plan plus large que le PNUD avait maintenue par rapport aux activités de développement, et les initiatives de reconstruction ne se focalisaient pas toujours sur les considérations économiques⁵⁰, mais ciblaient une réelle amélioration des conditions de vie de la population concernée. Par conséquent, dans le dernier plan stratégique, le relèvement accéléré de l'économie n'était mentionné que comme l'un des objectifs de relèvement post-conflit du Programme⁵¹.

En matière de reconstruction⁵², le Programme onusien entreprend de vastes actions qui se veulent à la fois de nature économique, humaine et touchant aussi à la sécurité mondiale. Dès lors, il met en place un éventail de projets à même de relever les communautés affligées. Au Cameroun par exemple, le sous bureau PNUD de Maroua œuvre plus pour le relèvement post crise. À cet des changements importants ont été constaté par les populations victimes des exactions de Boko Haram. En outre, Aguayo donne plus de précision sur certaines actions de cet organisme en Afrique. À cet effet, il ressort qu'il a aidé la République centrafricaine pour la rédaction des grandes lignes directrices au sujet de la réforme de son secteur de la sécurité avant de les soumettre pour appréciation et financement⁵³. Par la suite, il a participé à l'encadrement du groupe d'experts chargé de l'implémentation de cette réforme. Par la suite, ce groupe avait été préparé pour la présentation dudit projet devant le secrétariat du Comité d'aide au développement de l'OCDE⁵⁴.

Pour atteindre cet objectif, cet organisme pourtant structure affiliée, a peu à peu mis sur pied des organes institutionnels conformes parés pour un environnement d'après crise. Par conséquent, le Bureau pour la prévention des crises et le relèvement et le Fonds fiduciaire thématique pour la prévention des crises et le relèvement furent mis en place et étaient même déjà opérationnels⁵⁵. Constatant l'importance que revêt sa présence dans de pareilles

⁴⁸ *Ibid.* p. 18.

⁴⁹ *Ibid.* pp. 18-19.

⁵⁰ UNDP, "Crisis prevention and recovery thematic trust fund", *2014 annual report*, New York, UNDP, 2015, p. 21.

⁵¹ PNUD, "Évoluer avec le monde. Plan stratégique du PNUD pour 2014-2017", p. 35.

⁵² Sous la bannière de la reconstruction, des réserves avaient été émises lors de l'établissement de ce Programme dont les actions en premières intentions allaient s'inscrire dans la logique de celles de la Banque Mondiale. Ainsi, il a fallu sa mise en place s'est plus concentrée sur les ressources matérielles et humaines.

⁵³ F. Aguayo Arimjo, "La coordination entre organisations internationales en matière de reconstruction post-conflit", p. 381.

⁵⁴ *Ibid.* p. 381.

⁵⁵ *Ibid.* p. 381.

initiatives, le PNUD a par la suite montré son engouement pour la promotion d'une culture de paix.

b- Une présence de plus en plus croissante dans les actions de promotion de la paix

S'il est clair qu'au lendemain d'un conflit, la promotion d'une culture de paix est très importante voire capitale pour apaiser les cœurs et éliminer les haines. À ce titre, et pour convenir avec Zarkovitch, le PNUD a eu pour principale mission la réparation des dégâts issus du second conflit mondial⁵⁶. Pour le cas du Cameroun, cet organisme onusien a pris à des initiatives de promotion de la paix comme c'est le cas avec sa participation en 2019 au grand dialogue national initié par le chef de l'État. Ceci n'est que la matérialisation des prédispositions qui avaient déjà envisagées dès le début des années 2000. En effet, il ressort que d'après les conclusions du groupe d'experts conduit par Brahimi, Aguayo tombe d'avis avec ces conclusions sur le fait que le Programme présente le meilleur agenda et curriculum capables d'assurer et de garantir une transition du conflit vers la paix sans pour autant lui poser d'énormes difficultés⁵⁷. À cet effet, il est capable de fournir un appui dans les secteurs sensibles tels que l'agriculture, l'industrie, la formation, pour ne citer que ceux-là⁵⁸. Cependant, il est maintenant du ressort du PNUD de mettre en œuvre cette entreprise. Ceci laisse entrevoir que le PNUD doit marquer son empreinte dans le processus reconstruction post-conflit des différents pays affectés. Longtemps, organe en charge de la coordination des actions des Nations Unies, ce rôle s'est vu retirer au PNUD au profit d'OCHA.

4- La résolution A/RES/72/279 et son impact sur les missions dévolues au PNUD au sein des Nations Unies

Intitulée "Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies"⁵⁹, cette résolution fut adoptée le 31 mai 2018 par l'Assemblée Générale des Nations Unies. En effet, les membres de l'Organisation des Nations Unies avaient pris des décisions sur les mesures concrètes à prendre afin d'améliorer la capacité du système des Nations unies pour le développement à aider les pays à mettre en

⁵⁶ S.S. Zarkovitch, *Le Programme des Nations Unies pour le Développement : étude critique*, Paris, PUF, 1970, p. 7.

⁵⁷ F. Aguayo Arimjo, "La coordination entre organisations internationales en matière de reconstruction post-conflit", p. 381.

⁵⁸ P. Hoffman, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement", p. 271.

⁵⁹ A.CINU-GB.334/INS/4-BIT, "Point sur la réforme du système des Nations Unies", 334^{ème} session, Genève, Nations Unies, 2018, p. 1.

œuvre les Objectifs de développement durable d'ici 2030. Le secrétaire général et le système des Nations Unies avaient ainsi reçu des conseils sur la manière de les mettre en œuvre. Parmi les conséquences immédiates, on note un plan de transition pour redynamiser le système des coordonnateurs résidents⁶⁰, afin que ces derniers puissent mieux s'imprégner de la nouvelle donne. Probablement, une explication à cette mutation tient du fait que les charges supplémentaires qui avaient été octroyées au Programme onusien empiétaient déjà trop sur son propre mandat, d'où cet allègement des missions.

De plus, entre autre innovation, on note, la mutation en date du 1^{er} novembre 2018⁶¹, du Bureau de la coordination des activités de développement vers le secrétariat général des Nations Unies, qui contrôle dorénavant la gestion du système des coordonnateurs résidents tout en rendant compte à la Vice-secrétaire générale et se faisait désormais appelé "OCHA".

Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, des dispositions pratiques furent implémentées pour remodeler le mécanisme des coordonnateurs résidents afin de le dissocier de l'ex programme qui jadis assurait ce rôle. En outre, une réorientation du rôle de coordination et des missions du Programme des Nations Unies pour le développement⁶² au niveau des pays fut opérée; retirant ses anciennes prérogatives de définition de la politique de développement et de coordination des activités des Nations Unies⁶³. Désormais, il est tenu de faire des rapports au coordonnateur résident sur la mise en marche de ses projets et actions sur le terrain et de sa contribution aux résultats d'ensemble du système des Nations Unies pour le développement aux fins de la réalisation du Programme 2030 à l'échelon du pays, relativement au plan cadre des nations unies en vigueur. Au même titre que l'évolution de ses rapports avec les autres organismes des Nations Unies intéresse, connaître le fonctionnement de ce programme est d'une importance capitale.

III- NATURE ET FONCTIONNEMENT DU PNUD

Dans cette sous partie, il question de clarifier le mandat du Programme des Nations Unies pour le développement d'une part et d'autre part, une analyse du fonctionnement de cette institution permet de connaître la réelle structuration de la représentation du Programme onusien au Cameroun.

⁶⁰ *Ibid.* p. 6.

⁶¹ *Ibid.* p. 8.

⁶² Sa finalité était d'offrir un appui financier efficace et contrôlé aux autres institutions des Nations Unies.

⁶³ A.CINU-GB.334/INS/4-BIT, "Point sur la réforme du système des Nations Unies", p. 10.

1- Le mandat du PNUD

Dans sa présentation au Séminaire de Paris 21, Ndong Ntah soulignait qu'en fournissant des ressources pour concevoir, mettre en œuvre et garantir le suivi et l'évaluation des programmes de développement dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, de la création d'emplois et de moyens d'existence durables, de la promotion de la femme, de la protection et de la régénération de l'environnement, le Programme des Nations Unies pour le développement a pour objectif de contribuer aux efforts des pays⁶⁴. Pour Menye, le PNUD soutient également les efforts des pays en matière de conception des politiques et stratégies visant à créer un consensus autour des problématiques prioritaires du développement⁶⁵. Puisque, la conception des programmes mieux axés sur la population demeure un défi pour le Cameroun, le PNUD s'est concentré sur cet aspect en vue d'une modification de la méthode.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement soutient les Nations en développement dans leur mobilisation et leur utilisation de l'aide internationale. Il défend les droits de l'homme et favorise la participation active des femmes dans toutes ses activités⁶⁶. Il vise à soutenir le développement et la diffusion de solutions aux questions relatives à la gouvernance démocratique, à la pauvreté, à la prévention, à l'environnement, au VIH/SIDA et au genre⁶⁷.

Organe subsidiaire et réseau de développement des Nations Unies⁶⁸, le PNUD se concentre sur les objectifs de l'ONU tels que le bien-être économique et social⁶⁹, la satisfaction des besoins de santé, d'éducation et d'environnement des populations. De plus, il accomplit un travail important de plaidoyer à travers la publication du Rapport mondial sur le développement humain annuel, dirigeant le débat mondial sur les principaux problèmes de développement, proposant de nouveaux outils de mesure, effectuant des analyses innovantes

⁶⁴ M. Ndong Ntah "Présentation du PNUD Au Séminaire PARIS21", 2002, p. 4. Disponible à l'adresse: <https://paris21.org/sites/default/files/578.ppt>, consulté le 10 mars 2021 à 15 heures.

⁶⁵ P.F. Menye Onana, "Programme des Nations Unies pour le Développement et la question du genre au Cameroun", p. 14.

⁶⁶ Office of the Secretary-General's envoy on youth, "PNUD: Programme des Nations Unies pour le développement". <https://www.un.org/youthenvoy/fr/2013/08/pnud-programme-nations-unies-developpement/#:~:text=Le%20PNUD%20aide%20les%20pays,et%20l'autonomisation%20des%20femmes.>, consulté le 15 mai 2020 à 11 heures. <https://www.un.org/youthenvoy/fr/2013/08/pnud-programme-nations-unies-developpement/#:~:text=Le%20PNUD%20aide%20les%20pays,et%20l'autonomisation%20des%20femmes.>, consulté le 15 mai 2020 à 11 heures.

⁶⁷ Gouv.nc- Coopération régionale et relations extérieures, "Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)". <https://cooperation-regionale.gouv.nc/fr/la-cooperation-internationale-les-relations-avec-lonu/programme-des-nations-unies-pour-le>, consulté le 10 février 2020 à 11 heures.

⁶⁸ P.F. Menye Onana, "Programme des Nations Unies pour le Développement et la question du genre au Cameroun", p. 14.

⁶⁹ P. Hoffman, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement", p. 271.

et formulant des recommandations politiques. Le PNUD offre une nouvelle perspective sur les défis, comme l'a souligné le Rapport mondial sur le développement humain: "placer les populations au centre des changements économiques et politiques a des incidences profondes. Il ne s'agit rien de moins que de changer notre manière de penser"⁷⁰. D'où son intérêt et son action pour les questions de genre.

Le PNUD fonctionne dans les pays membres de l'ONU à travers des bureaux sous régionaux qui supervisent les initiatives grâce à des accords de coopération entre le PNUD et ces pays. De plus, ce programme onusien soutient que la recherche de la paix et de la sécurité humaine sont liées au développement et que l'ONU doit diriger tous ses efforts vers le développement et la paix⁷¹.

Le PNUD vise principalement à aider les nations à améliorer leur capacité à atteindre un "développement humain durable" et à encourager les nations à s'engager activement dans la lutte contre la pauvreté. En règle générale, le PNUD supervise le travail d'autres agences et organisations de l'ONU: les représentants résidents du PNUD jouent le rôle de coordonnateurs résidents pour l'assistance humanitaire et le développement opérationnel du système. De plus, il vise à être un partenaire de développement efficace pour les organisations de soutien des Nations Unies. Il aide les pays à se préparer, à éviter et à répondre aux urgences complexes et aux catastrophes. Le PNUD est donc l'un des membres les plus importants du Comité permanent inter organisations qui a pour mission de faciliter la coordination pendant les urgences humanitaires. Une fois son mandat clairement défini, la connaissance de sa gestion est très importante.

2- La gestion du PNUD

Aborder la gestion du PNUD permet de savoir quelles sont ses sources de financement, ses mécanismes de programmation, ainsi que son système d'évaluation.

a- Le financement du PNUD

À ce niveau quelques clarifications s'imposent. Patrick Daillier précise qu'au départ, le Programme était financé par deux sources distinctes: les pays donateurs apportaient des

⁷⁰ PNUD, *Rapport Mondial sur le Développement Humain*, Paris, Economica, 1995, p. 12.

⁷¹ UNDP Careers, "Stagiaire en suivi-évaluation PNUD Maroua (pour camerounais)". https://jobs.undp.org/cj_view_job.cfm?cur_job_id=89822, consulté 10 juin 2020 à 15 heures.

contributions volontaires et les pays bénéficiaires contribuaient financièrement aux projets⁷². Ces participations financières des pays récipiendaires de l'aide étaient faites comme le précise Hoffman de manière généreuse⁷³. La somme de ces contributions permet de déterminer le montant total de l'engagement du PNUD. Ainsi, et pour convenir avec Dutheil, ce Programme onusien peut être perçu à ce stade, comme un instrument de conception et de redistribution des fonds⁷⁴. Par ailleurs, et compte tenu du fait que la commission de 1970 n'a pas formellement approuvé la divulgation générale des contributions volontaires sans distinction des versements pour chaque élément, la combinaison des procédures et de la structure des deux facteurs va créer une dynamique efficace⁷⁵. Cependant, les engagements des gouvernements dans les conférences de notification ne créaient pas des obligations entre eux⁷⁶. En effet, l'innovation introduite par le PNUD est la neutralité et la non-ingérence dans les affaires internes des États⁷⁷. Dès lors, Il s'agit en particulier d'un paiement partiel des dépenses qui doivent être payées en dollars ainsi que de contributions en espèces aux dépenses locales des projets⁷⁸. Ainsi, la participation du pays récipiendaire de l'aide du Programme onusien est de nature juste à venir appuyer et garantir une meilleure réussite du projet implémenté⁷⁹. Le Programme des Nations Unies pour le Développement considère les engagements comme la principale source de financement du Programme et critique les mesures prises au niveau local qui réduisent directement ou indirectement les ressources disponibles pour les projets initialement prévus⁸⁰.

L'union totale des deux facteurs nécessitait une révision des méthodes de calcul des différentes contributions pour les deux situations, en particulier en ce qui concerne la participation aux charges locales⁸¹. Le conseil est autorisé à établir des facilités et à accorder à l'Administrateur des dérogations spéciales dans les accords sous-jacents en raison de

⁷² P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 500.

⁷³ P. Hoffman, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement", p. 270.

⁷⁴ J. Dutheil de La Rochère, "Étude de la composition de certains organes subsidiaires créés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le domaine économique", p. 320.

⁷⁵ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 500.

⁷⁶ *Ibid.* p. 500.

⁷⁷ S.S. Zarkovitch, *Le Programme des Nations Unies pour le Développement : étude critique*, p.15.

⁷⁸ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 500.

⁷⁹ À cet effet, cette participation à l'échelle du pays peut être soit en nature ou à caractère financier.

⁸⁰ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le Développement: continuité et rationalisation", p. 500.

⁸¹ *Ibid.* p. 500.

l'importance politique de la question⁸². De ce fait, c'est lui par le canal du Conseil d'Administration qui approuve l'octroi des fonds aux institutions spécialisées sur le terrain⁸³. De plus, c'est à ce titre qu'il délègue certaines tâches aux Représentants Résidents afin qu'ils puissent agir au niveau local.

Les moyens dont les projets pouvaient bénéficier ne correspondaient pas à la somme des deux types de recettes: dans le nouveau système de budgétisation, il était nécessaire de déduire le montant alloué aux réserves de fonctionnement récurrentes, tandis que l'allocation est destinée aux dépenses générales administratives et aux services opérationnels⁸⁴. Dès lors, ce système a classifié les récipiendaires ainsi qu'ils suivent des éligibles aux non-éligibles⁸⁵. En effet, les pays éligibles se voient offrir l'assistance rapidement mais participent difficilement au budget de fonctionnement tandis que la seconde catégorie avant de bénéficier du soutien apporte un soutien significatif au budget de l'organisation⁸⁶.

L'administration-siège du Programme des Nations Unies pour le Développement s'occupe en majeure partie du lobbying pour ce qui est de la mobilisation des moyens financiers⁸⁷. Bien que ces ressources financières doivent appartenir à des devises monétaires spécifiques⁸⁸. Ce choix de devise tient aussi compte de la valeur d'une monnaie sur le marché financier et boursier.

L'Organisation des Nations Unies tente d'imposer des conditions de paiement des contributions volontaires⁸⁹ afin de simplifier leur utilisation à l'échelle internationale afin de maximiser la souplesse et l'efficacité de la gestion⁹⁰. Aucune nouveauté n'était présente dans ce domaine lors de la réforme. Il était possible de se demander si l'opportunité ne s'était pas perdue pour renforcer la capacité de l'Autorité à juger de la légitimité de certaines conditions

⁸² *Ibid.* p. 500.

⁸³ J. Dutheil de La Rochère, "Étude de la composition de certains organes subsidiaires créés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le domaine économique", p. 322.

⁸⁴ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le Développement: continuité et rationalisation", p. 501.

⁸⁵ S.S. Zarkovitch, *Le Programme des Nations Unies pour le Développement: étude critique*, p. 16.

⁸⁶ *Ibid.* p. 16.

⁸⁷ Bureau des finances et de l'administration, "Règlement financier et des règles de gestion financière du PNUD", New York, PNUD, 2012, p. 9.

⁸⁸ En effet, les principales devises monétaires acceptées par le PNUD pour le financement de ses projets sont entre autre, le Dollar américain et l'Euro. Toutefois, selon l'article 5.03 portant règlement financier et des règles de gestion financière du PNUD, d'autres devises peuvent être prises en compte, lorsqu'il est attesté de leur importance et de leur utilité pour la bonne conduite du projet en cours d'exécution.

⁸⁹ Concernant les participations volontaires des pays membres, aucune disposition spéciale n'est établie pour soutenir ce mécanisme. Par conséquent, tous les contributeurs doivent purement et simplement se soumettre à cette exigence.

⁹⁰ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le Développement: continuité et rationalisation", p. 501.

limitatives imposées par les États employeurs⁹¹. De plus, Daillier précise que le Conseil devait réévaluer les mesures prises en ce qui concerne les devises considérées comme lourdes⁹². Le Conseil Économique et Social (CES) et l'Assemblée Générale doivent examiner toute décision prise à ce sujet. Il était interdit à l'Administrateur de rejeter les contributions offertes ayant une légitimité douteuse, à moins qu'elles ne soient en conflit apparent avec les principes mentionnés à l'article V⁹³. En ce qui concernait l'appréciation mitigée de l'Administrateur d'une devise difficile à manipuler, il ne pouvait pas refuser de payer dans celle-ci s'il était approuvé par les instances politiques les plus hautes des Nations Unies et n'établissait pas de normes de restriction adéquates⁹⁴. Le financement étant une question complexe, elle fait donc appel à plusieurs réflexions en la matière. En effet, il faut que les plaidoyers du PNUD soient vraiment à la hauteur pour qu'il soit financé. Car, puisque les donateurs ne peuvent financer que des projets concrets et d'une certaine valeur.

Néanmoins, la répartition des dépenses générales peut causer des désaccords entre les États membres, en particulier pour déterminer la quantité appropriée de contributions. Ce peut entraîner des désaccords et des retards dans la mise en œuvre du projet, ainsi qu'un manque de transparence et de responsabilité dans l'allocation des ressources. Il est crucial que les États membres collaborent pour établir des directives claires et transparentes pour la répartition des dépenses générales, tout en veillant à ce que ces dépenses soient réduites au minimum et qu'elles ne freinent pas l'avancement des projets de développement. Afin de s'assurer que les ressources sont allouées de manière efficace et efficiente pour atteindre les résultats souhaités en matière de développement, il faut un dialogue et une coopération continue entre toutes les parties prenantes, y compris les États membres, le PNUD et les autres partenaires du développement.

Organisme international, la plupart des ressources financières de ce Programme provient des bailleurs de fonds dont la finalité est la promotion du développement. À l'issue de l'analyse des diverses sources de financement du PNUD, il ressort clairement que ces fonds proviennent principalement du gouvernement japonais, du Fonds pour l'Environnement mondial et des subventions du siège, des fonds accordés par d'autres pourvoyeurs tels

⁹¹ *Ibid.* p. 501.

⁹² *Ibid.* p. 502.

⁹³ D'après Daillier, ces principes sont les suivants: les contributions ne doivent être soumises à aucune restriction concernant leur emploi, aucun pays contribuant ne doit bénéficier d'un traitement spécial et l'utilisation des monnaies ne peut faire l'objet d'une négociation entre donateurs et receivers.

⁹⁴ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 502.

l'Allemagne, le Royaume Uni, les Pays Bas; sans oublier les ressources financières offertes par le pays d'accueil, bien qu'elles soient modestes⁹⁵. Par ailleurs, les moyens financiers du PNUD proviennent aussi dans un sens du secteur privé et des Organisations Non Gouvernementales. Toutefois, il y a un préalable à l'approbation d'une contribution. En effet, selon l'article 5.07 traitant du règlement financier et des règles de gestion financière du PNUD, toute contribution d'un organisme quelconque doit être soumise à un accord antérieur conclu le siège du PNUD et l'entité concernée⁹⁶. Cette disposition doit être respectée pour le financement soit approuvé. Toutefois, il convient de préciser ici que ces fonds ne sont pas toujours proportionnels à l'ampleur des réalisations à effectuer sur le terrain et leur mise à disposition n'est pas toujours immédiate.

En dernier ressort, il est clair que cette difficulté à mobiliser les fonds n'est pas sans conséquence. Ce qui explique fréquence élevée des retards dans l'exécution des programmes/projets au Cameroun pour défaut de fonds. Un dernier trait caractéristique du nouveau budget est que toutes les allocations pour des projets sont fixées sur une base géographique, pour répondre au mécanisme des programmes nationaux.

b- La programmation

Ana et Delmon font remarquer au sujet de la programmation que le PNUD dépend de la contribution de chaque pays. Ils ont établi que les ressources permanentes du PNUD représentaient 20% du budget total. Cela signifie que le PNUD n'a presque aucune influence sur la sélection des projets, car il ne met en œuvre que des programmes préparés par les gouvernements des pays donateurs⁹⁷. La réalisation d'un projet dans un même pays, s'il correspond aux priorités nationales suggérées, dépend principalement des moyens financiers disponibles dans le budget⁹⁸. Par conséquent, la programmation crée des problèmes connexes qui doivent être résolus⁹⁹. Ici, les programmes fondateurs du PNUD avaient mis sur pied un système de programmation biennale dans les années 1959¹⁰⁰. Malheureusement, ce paradigme ne fit pas long feu et a vite montré ses limites. C'est alors que pour pallier à cet échec

⁹⁵ M. Chelipi-Den Hamer, "Sécurité et développement sont-ils interdépendants? L'approche NEXUS vue du Cameroun", *Les analyses géopolitiques de l'aide*, IRIS, 2020, p.10.

⁹⁶ Bureau des finances et de l'administration, "Règlement financier et des règles de gestion financière du PNUD", p. 10.

⁹⁷ A. Lipchitz, C. Delmon, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement, un "machin" onusien utile?", *Revue internationale et stratégique*, IRIS éditions, 2010/3 n°79, p. 72.

⁹⁸ *Ibid.* p. 72.

⁹⁹ *Ibid.* p. 72.

¹⁰⁰ R. Jackson., "Étude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement", p. 11.

stratégique, que l'idée d'une programmation par pays émerge¹⁰¹, et pour certains "programmation continue"¹⁰². En effet, sa particularité réside dans la prise en compte des difficultés spécifiques à chaque pays avant la formulation des mécanismes de solution. De plus, elle s'effectue annuellement, contrairement à la précédente qui envisageait une programmation sur une longue période (maximum deux ans). Pourtant, les problèmes naissent chaque jour.

Encore une fois, pour Daillier, le concept est flou et ambigu; en ce sens que la programmation doit être considérée comme une méthode d'estimation des ressources et de leur répartition entre différents types d'aide, ainsi qu'une méthode d'examen et d'approbation des demandes d'aide, selon la manière dont elle est utilisée¹⁰³. Par conséquent, le terme a été associé à deux éléments: la gestion, le mode de financement et la définition du projet¹⁰⁴. La mise en place du PNUD a marqué un tournant décisif dans l'application de la méthode de programmation par pays¹⁰⁵. De plus, une collaboration plus étroite entre le Programme onusien et les institutions est capitale pour la bonne marche des activités de développement dans l'optique de classer les priorités urgentes de celles les moins urgentes. À travers le PNUD, l'action du système des Nations Unies connaît une synchronisation en raison de la capacité de ce programme de financer des projets.

Pour planifier efficacement un programme, il est essentiel d'adapter les directives du conseil d'administration aux priorités nationales des pays bénéficiaires dans les limites financières du Programme des Nations Unies pour le développement¹⁰⁶. Cependant, le processus d'identification de l'orientation générale du programme peut présenter plusieurs difficultés. L'un de ces défis consiste à déterminer le niveau approprié de préinvestissement¹⁰⁷. Bien qu'il puisse être tentant d'allouer une part importante des ressources aux activités de préinvestissement, il est important de trouver un équilibre entre l'investissement dans l'avenir et la satisfaction des besoins immédiats¹⁰⁸. Pour ce faire, il faut

¹⁰¹ *Ibid.* p. 11.

¹⁰² J. Dutheil de La Rochère, "Étude de la composition de certains organes subsidiaires créés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le domaine économique", p. 322.

¹⁰³ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 504.

¹⁰⁴ *Ibid.* p. 504.

¹⁰⁵ S. Bastid, "Sur quelques problèmes juridiques de coordination dans la famille des Nations Unies", in P. Reuter, *Le droit international: unité et diversité*, Paris, éditions A. Pedone, 1981, p. 82.

¹⁰⁶ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 504.

¹⁰⁷ *Ibid.* p. 504.

¹⁰⁸ *Ibid.* p. 504.

tenir compte des priorités à court et à long terme, et bien comprendre le contexte local. Un autre défi consiste à déterminer le niveau approprié d'investissement dans les projets de développement industriel. Si ces projets peuvent être cruciaux pour stimuler la croissance économique et créer des emplois, ils peuvent aussi être coûteux et prendre beaucoup de temps. Il est donc important d'évaluer soigneusement les avantages et les coûts potentiels de chaque projet avant d'allouer des ressources. À ces défis s'ajoute la question du montant du capital à allouer au fonds d'équipement. Bien que ce fonds soit crucial pour soutenir les opérations du PNUD, il est important de s'assurer qu'il ne consomme pas une trop grande partie des ressources du programme¹⁰⁹, car cela pourrait limiter le financement disponible pour d'autres projets importants.

Enfin, il y a la question de savoir comment équilibrer les programmes nationaux et multinationaux. Si les programmes multinationaux peuvent souvent apporter des avantages significatifs aux pays bénéficiaires, ils peuvent aussi être considérés avec scepticisme, car ils risquent de détourner des ressources des programmes nationaux. Il est donc important d'examiner attentivement les avantages et les inconvénients potentiels de chaque programme avant de prendre une décision. En conclusion, la planification d'un programme dans les limites financières du PNUD nécessite de prendre soigneusement en compte un large éventail de facteurs, notamment le préinvestissement, le développement industriel, le Fonds d'équipement et les programmes nationaux et multinationaux. En adoptant une approche holistique et en pesant soigneusement les avantages et les coûts potentiels de chaque option, il est possible d'élaborer un programme qui réponde efficacement aux priorités des pays bénéficiaires tout en maximisant l'impact des ressources du PNUD.

Il ressort alors en dernière analyse que le PNUD dans sa démarche de programmation au Cameroun organise dans un premier temps des sectorielles avec le ministère impliqués dans ses projets afin de savoir quelles sont réellement les besoins ressentis mais qu'ils faillent d'où le fait qu'on retrouve dans leurs documents d'archives une multitude de ProDoc; c'est-à-dire des documents préliminaires avant la signature définitive du cadre de coopération. En outre, ce cadre est assorti d'un échéancier et des plans de travail annuels. Toutefois, afin de savoir qu'un projet a atteint les résultats escomptés, il est important d'en faire une évaluation. Étape capitale puisqu'elle permet de savoir qu'est ce qui n'a pas marché et comment faire pour

¹⁰⁹ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études n°1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

y remédier dans le but de pérenniser les acquis. Néanmoins, le document final d'évaluation est toujours assorti de quelques recommandations.

c- L'évaluation

Afin de donner une contextualisation plus soutenue à ce concept, Daillier propose qu'on retienne l'approche de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture qui se veut la plus pratique et la plus opérationnel. À ce titre, et au sens de cet organisme;

(Son) but n'est pas seulement de déterminer la valeur sociale, économique et culturelle de l'activité en question, mais aussi d'en tirer des enseignements qui serviront aussi bien à la poursuite de cette activité qu'à la préparation de nouveaux projets de même nature¹¹⁰.

Le principal avantage de cette technique pour le Programme des Nations Unies pour le Développement est qu'elle permet de remplir des engagements à long terme avec l'assurance que les projets seront mis en œuvre et que les activités seront maintenues par le gouvernement¹¹¹. Un autre atout de l'évaluation d'un projet est la concentration des ressources financières futures vers des cibles ayant eu des résultats escomptés dans les projets passés afin de garantir une gestion rationnelle des opportunités disponibles. Ainsi, il est clair que de la programmation jusqu'à l'exécution d'un projet, l'évaluation occupe une place capitale dans chacune de ces étapes, dans l'optique de garantir un meilleur rendu final. Cependant, dans son rapport remis aux Nations Unies, Jackson insiste sur le fait que l'évaluation ne doit pas être considérée comme une "fin en soi"¹¹². Car, la définition d'un projet doit tenir sur des considérations concrètes et pratiques. Toutefois, cette notion demeure très complexe et suscite moult interrogations quant à la définition des critères devant servir pour évaluer un projet ou même l'organisme ayant réalisé le dit projet.

Dans leur rapport Sukai et Bartsiotas tentaient une réponse en proposant même des choix sur lesquels on peut se baser. Ainsi, selon eux, une fonction d'évaluation efficace au sein du système des Nations Unies se définit par cinq éléments fondamentaux¹¹³. Le premier élément est l'importance de l'environnement dans lequel la fonction opère. La fonction d'évaluation doit être conçue pour travailler dans un environnement favorable et propice à la réalisation de ses objectifs. Cela signifie que la fonction doit être intégrée dans la stratégie

¹¹⁰ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 507.

¹¹¹ *Ibid.* p. 507.

¹¹² R. Jackson., "Étude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement", p. 91.

¹¹³ J. Sukai Prom, G. A. Bartsiotas, "Analyse de la fonction d'évaluation dans le système des Nations Unies", Genève, Nations Unies, 2014, p. 6.

globale de l'organisation et doit disposer des ressources nécessaires pour atteindre ses objectifs.

Le deuxième élément est l'indépendance, l'inclusion et l'impartialité. Ces qualités sont essentielles pour que la fonction d'évaluation soit considérée comme crédible et digne de confiance. L'indépendance signifie que la fonction fonctionne sans interférence de parties extérieures, tandis que l'inclusion garantit que toutes les parties prenantes sont représentées dans le processus d'évaluation. L'impartialité signifie que la fonction est impartiale et juste dans ses évaluations.

Le troisième élément est la qualité. Pour être efficace, la fonction d'évaluation doit produire des évaluations de haute qualité qui sont précises, fiables et valides. Pour ce faire, la fonction doit disposer des compétences, de l'expertise et des ressources nécessaires pour mener à bien ses tâches de manière efficace.

Le quatrième élément est l'utilité. La fonction d'évaluation doit être conçue pour produire des conclusions et des recommandations utiles et exploitables. Cela signifie que la fonction doit être en mesure de fournir des idées et des conseils qui peuvent être utilisés pour améliorer les performances de l'organisation et atteindre ses objectifs.

Le cinquième et dernier élément est la pertinence et l'adaptabilité. La fonction d'évaluation doit être adaptée pour répondre aux besoins des différentes organisations et des différents contextes. Pour ce faire, la fonction doit être flexible et adaptable, capable de répondre aux changements de circonstances et à l'évolution des besoins. En résumé, une fonction d'évaluation efficace au sein du système des Nations Unies nécessite un environnement favorable, l'indépendance, l'inclusion et l'impartialité, des évaluations de haute qualité, des conclusions et des recommandations utiles, ainsi que la pertinence et l'adaptabilité. Ces éléments sont essentiels pour garantir que la fonction d'évaluation joue un rôle crucial dans la promotion de la responsabilité, de l'apprentissage et de l'amélioration continue au sein de l'organisation.

Considérant cette approche, l'on peut attester qu'une évaluation est nécessaire à la fin de tout projet. Cependant, pour éviter tout malentendu entre les différentes parties prenantes, l'idéal est de choisir les critères d'un commun accord entre le gouvernement et le programme onusien.

Par ailleurs, l'on note qu'au programme des nations unies pour le développement, les évaluations se font deux manières: d'abord au niveau central c'est-à-dire au siège et enfin au niveau décentralisé ou au niveau des projets réalisés à l'intérieur du pays¹¹⁴. Pour chuter, l'on retient qu'au sens du Bureau indépendant du Programme des nations unies pour le développement qu'

Une évaluation est un examen, mené aussi systématiquement et impartialement que possible, d'une activité, d'un projet, d'un programme, d'une stratégie, d'une politique, d'un sujet, d'un thème, d'un secteur, d'un domaine opérationnel ou de la performance d'une institution. Elle analyse le niveau de réalisation des résultats, attendus ou non, en examinant la chaîne de résultats, les processus, les facteurs contextuels et les liens de causalité à l'aide de critères adaptés tels que la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité. Une évaluation doit fournir des informations crédibles, utiles et fondées sur des preuves permettant d'intégrer en temps opportun ses conclusions, recommandations et enseignements dans les processus décisionnels des différentes organisations et parties prenantes¹¹⁵.

En dernier ressort permettait de mettre sur pied des mécanismes de contrôle pour la bonne marche du programme.

3- Le contrôle lors de l'implémentation du programme

Ce contrôle se décline sous plusieurs aspects tels que:

a- Lors du choix des projets

Comme mentionné précédemment, les instances décisionnelles du Programme des Nations Unies pour le développement doivent valider les spécifications du projet¹¹⁶. Cependant, cela ne représente que la deuxième étape du processus, qui débute par la recherche de moyens de transformer les concepts de développement national en exigences officielles¹¹⁷. Ce processus est appelé chaîne de la demande. Pour rappel, c'est le Conseil d'Administration qui approuve en dernier ressort les projets soumis à son appréciation par l'Administrateur du PNUD¹¹⁸. La participation des structures du PNUD est essentielle dans ce processus car elle est un moyen de communiquer à la fois avec les donateurs et les bénéficiaires de l'aide¹¹⁹. Il est important de noter que la chaîne de la demande n'est pas un événement ponctuel mais un processus continu¹²⁰. En revanche, le Conseil d'Administration a

¹¹⁴ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, "Guide d'évaluation du PNUD", New York, 2019, p. 7.

¹¹⁵ *Ibid.* p. 3.

¹¹⁶ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 508.

¹¹⁷ *Ibid.* p. 508.

¹¹⁸ J. Dutheil de La Rochère, "Étude de la composition de certains organes subsidiaires créés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le domaine économique", p. 322.

¹¹⁹ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 508.

¹²⁰ *Ibid.* p. 508.

délégué cette responsabilité d'approbation à l'Administrateur¹²¹. Elle implique l'identification des besoins du pays, la création d'un plan pour répondre à ces besoins et la mise en œuvre du plan¹²². Ce processus nécessite la participation de diverses parties prenantes, notamment les organismes gouvernementaux, les organisations non gouvernementales et le secteur privé¹²³. Au niveau local, il importe de préciser que le Représentant Résident dispose aussi du pouvoir d'approuver directement un projet sans besoin au préalable de se référer au siège¹²⁴.

Le manque de connaissances sur la chaîne de la demande peut entraîner la définition d'un projet par ceux qui encouragent les pays à proposer de tels projets. Ces organisations sont connues sous le nom d'organisations participantes. Il est donc essentiel de bien comprendre la chaîne de la demande pour s'assurer que le projet répond aux besoins du pays et de sa population. En conclusion, l'approbation du projet par les structures du PNUD n'est que le début d'un processus complexe qui nécessite l'implication de nombreuses parties prenantes. La chaîne de la demande est un processus continu qui implique l'identification des besoins du pays, la création d'un plan et sa mise en œuvre. La participation des structures du PNUD est cruciale dans ce processus car elles agissent comme un canal pour la demande. Il est essentiel de bien comprendre la chaîne de la demande pour s'assurer que le projet répond aux besoins du pays et de sa population. À cet effet, le Programme onusien a mis sur pied un mécanisme qui donne la possibilité de recruter des consultants qui doivent participer et veiller à la mise en place et l'implémentation de ces projets¹²⁵. En dernier ressort, c'est au Programme onusien de juger de ce qui est judicieux d'être entrepris.

b- Pendant l'implémentation des projets

Les projets mis en œuvre par le Programme touchent tous les domaines de compétences de l'être humain moderne¹²⁶. C'est ce qui justifie à suffisance l'approche globalisante de ses interventions. En outre, dans le souci de distinction des rôles, des institutions sont spécialement chargées de l'exécution des projets¹²⁷; même si, elles peuvent aussi à la fois définir et implémenter le projet directement. Néanmoins, Daillier réaffirme que le principal objectif du Programme des Nations Unies pour le Développement envers le

¹²¹ P. Hoffman, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement", p. 276.

¹²² P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 508.

¹²³ *Ibid.* p. 508.

¹²⁴ P. Hoffman, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement", p. 276.

¹²⁵ R. Jackson., "Étude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement", p. 440.

¹²⁶ S.S. Zarkovitch, *Le Programme des Nations Unies pour le Développement: étude critique*, p. 13.

¹²⁷ S. Bastid, "Sur quelques problèmes juridiques de coordination dans la famille des Nations Unies", p. 82.

gouvernement assisté est de garantir qu'il honore ses engagements en tant que contrepartie¹²⁸. Bien qu'il mentionne souvent de manière formelle les exigences des accords de base et des plans d'opération, ces mesures sont particulièrement efficaces en ce qui concerne l'aspect financier de ces engagements¹²⁹. Cependant, les moyens d'action du programme sur les agences d'exécution sont insuffisants pour garantir l'efficacité de leurs responsabilités, surtout lorsqu'ils sont des organisations participantes. En raison du fait que le plan d'opération est signé au nom de l'institution-agent¹³⁰, l'organisation chargée de la mise en œuvre est le responsable administratif et technique dans la relation triangulaire entre le PNUD, l'État et ladite organisation¹³¹. À ce niveau, Bastid lève l'équivoque lorsqu'elle précise que cette particularité est contenue dans les principes des Nations Unies. Car, il a été convenu que l'agence exécutrice doit prendre part aux travaux d'adoption et de consolidation des résultats¹³². À l'issue des concertations entre les différentes parties prenantes notamment le Gouvernement du pays d'accueil et le Programme onusien, ce sont les instances décisionnelles du PNUD, qui détiennent la préséance du choix de l'organisme qui va implémenter le projet¹³³. Même si, ce dernier à son tour peut décider d'associer d'autres agences techniques partenaires devant permettre la bonne tenue des initiatives du projet¹³⁴. Si l'agence recourt à des sous-traitants, il est déchargé des tâches courantes de mise en œuvre mais pas de la négociation ou du suivi technique¹³⁵. Déjà, la sous-traitance remontait depuis l'époque du Fonds Spécial, lorsqu'il s'agissait de la mise en œuvre de certains projets d'une nature exceptionnelle nécessitant des compétences particulières¹³⁶. Bien qu'elle ne soit pas indispensable, elle constitue tout de même un moyen efficace pour finaliser les activités d'un projet. Ainsi, l'agence en question est tenue de rendre des comptes au gouvernement

¹²⁸ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 509.

¹²⁹ *Ibid.* p. 509.

¹³⁰ *Ibid.* p. 510.

¹³¹ *Ibid.* p. 510.

¹³² S. Bastid, "Sur quelques problèmes juridiques de coordination dans la famille des Nations Unies", p. 82.

¹³³ PNUD, "Le financement de la mise en œuvre par les Agences des Nations Unies", version 4, 2019, p.1.

¹³⁴ Ici, une précision s'impose. En effet, selon l'article 17.02 traitant du règlement financier du PNUD, l'exécution du projet doit prendre en considération la modalité nationale d'implémentation. Toutefois, en cas d'inadéquation de celle-ci, le PNUD peut et doit se tourner vers les procédures et protocoles propres au système onusien.

¹³⁵ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 510.

¹³⁶ R. Jackson., "Étude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement", p. 197.

conformément au plan, au budget voté¹³⁷ et à l'accord de base signés en son nom par l'administrateur du PNUD¹³⁸.

Le PNUD doit donc s'assurer que l'agence choisie pour la mise en œuvre est qualifiée et capable de prendre en charge ses responsabilités. De plus, le PNUD doit s'assurer que les rôles et responsabilités entre le gouvernement, le PNUD et l'organisme de mise en œuvre sont clairement définis. Afin de s'assurer que toutes les parties comprennent leurs rôles et obligations respectifs, il est important de clarifier les exigences financières et techniques, ainsi que les mécanismes de suivi et d'établissement de rapports. De plus, le PNUD doit instaurer un système robuste de surveillance et d'évaluation afin de garantir que la mise en œuvre suit les plans et que tout problème ou difficulté est résolu rapidement. Pour s'assurer que toutes les parties sont informées et impliquées dans le processus de mise en œuvre, cela comprend des visites régulières sur le terrain, des rapports d'avancement et des consultations avec les parties prenantes.

Pour résumer, le PNUD joue un rôle crucial dans la garantie de la mise en œuvre efficace et efficiente des programmes de développement. Le PNUD peut s'assurer que les engagements pris par toutes les parties sont respectés et que les objectifs de développement sont atteints en travaillant en étroite collaboration avec le gouvernement et les organisations chargées de la mise en œuvre.

4- Le Programme des Nations Unies pour le Développement: une institution? (l'administration et la structure technique du PNUD)

Une fois de plus, Daillier souligne qu'au départ, le Programme des Nations Unies a été créé comme un organe subsidiaire¹³⁹ de l'Assemblée Générale par l'Organisation des Nations Unies. En effet, cette subsidiarité n'était que la matérialisation d'octroyer au PNUD la capacité de coordonner les actions des institutions spécialisées de tout le système. De plus, elle offre à ce Programme onusien une faculté d'agir de façon indépendante tout en ayant des responsabilités permanentes.¹⁴⁰ Elle a réalisé qu'il est impératif de disposer d'une structure adaptée à un type d'activité qui n'a pas été pris en compte dans l'élaboration de la convention

¹³⁷ *Ibid.* p. 444.

¹³⁸ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 510.

¹³⁹ On entend par organe subsidiaire au sens du dictionnaire de la langue française: toute chose qui vient en appui à un élément plus important. Mieux quelque chose d'accessoire. Disponible à l'adresse: <https://www.lalanguefrancaise.com/dictionnaire/definition/subsidiaire>, consulté le 14 décembre 2021 à 10 heures.

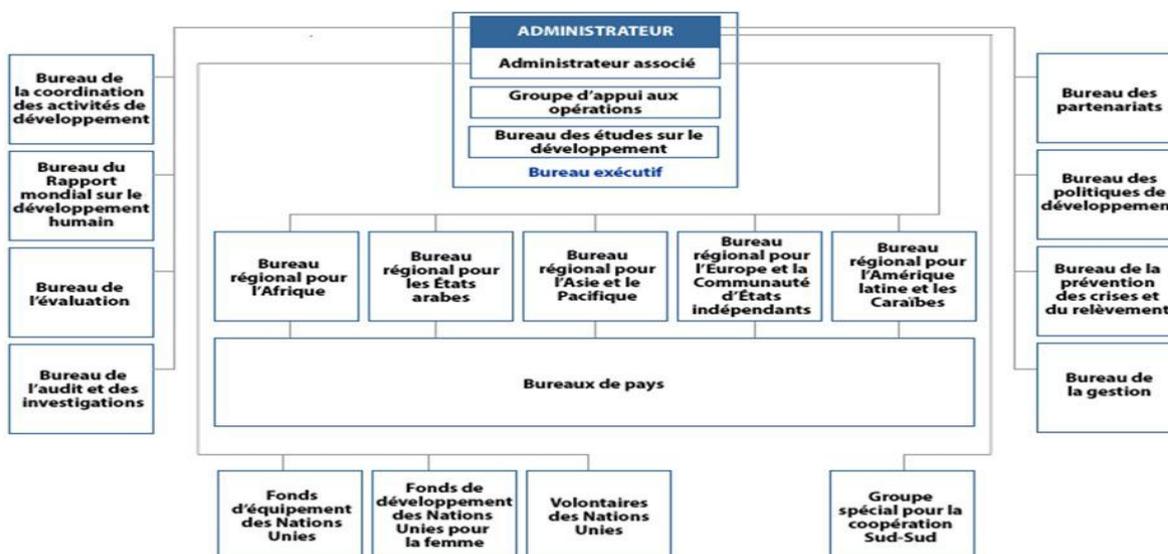
¹⁴⁰ S. Bastid, "Sur quelques problèmes juridiques de coordination dans la famille des Nations Unies", p. 99.

officielle¹⁴¹. Bien que cela ne fut pas le cas. Ainsi, le but du Programme est d'offrir une assistance technique aux pays en développement afin de favoriser le progrès économique et social. Ainsi, avoir un certain degré d'indépendance et des organes de réglementation et de contrôle distincts, conformément à l'orientation prévue de la coopération technique, est bénéfique pour une organisation. Structure neutre et sans partie prix, cette position encourageait les gouvernements à éviter toute tentative de pression induite sur un certain groupe d'États, ce qui est à l'origine du débat sur la composition et le processus de vote du conseil d'administration. D'un autre côté, l'autonomie du Programme a donné lieu à des critiques sur son efficacité et sa responsabilité. Certains affirment que le Programme est trop bureaucratique et inefficace, tandis que d'autres remettent en question sa capacité à relever efficacement les défis complexes auxquels sont confrontés les pays en développement.

Malgré ces difficultés, le Programme des Nations unies pour le développement reste un acteur important dans le paysage mondial du développement. Ses programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités ont aidé de nombreux pays à réaliser des progrès significatifs en matière de réduction de la pauvreté et de développement durable. Le Programme a également joué un rôle déterminant dans la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que dans la promotion de la durabilité environnementale et la lutte contre le changement climatique. Pour aller de l'avant, le Programme est confronté à de nombreux défis et opportunités. Alors que le monde continue de se débattre avec la pandémie de COVID-19 et ses conséquences économiques et sociales, le Programme joue un rôle essentiel en aidant les pays à mieux se reconstruire et devenant plus résistants. Il doit également poursuivre ses efforts pour promouvoir le développement durable et s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et des inégalités. Avec son mandat unique et sa portée mondiale, le Programme a le potentiel d'avoir un impact significatif sur la vie de millions de personnes dans le monde, comme atteste la complexité de son organigramme d'ensemble.

¹⁴¹ P. Daillier, "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement: continuité et rationalisation", p. 489

Photo 6 : Organigramme général du PNUD



Source: PNUD, "Le PNUD pour débutants: un Guide du Programme des Nations Unies pour le développement pour les non-initiés", Edition 4.1, Juin 2011, p.15.

D'après Dutheil de la Rochère, l'appareil institutionnel de ce Programme onusien permet de cerner la complexité de ses instances de gestion. À cet effet, à la tête se trouve un administrateur¹⁴² secondé par son adjoint. En dessous de ces personnalités, se trouve un Secrétariat permanent qui gère également les affaires étrangères¹⁴³. Par ailleurs, les Représentants Résidents qui font également partir de cette armature institutionnelle œuvrent principalement à la réalisation des activités du PNUD au niveau local. Le PNUD qui se veut un programme opérationnel, est contraint à des obligations de résultat sur le terrain.

5- Le programme d'action du Programme des Nations Unies pour le Développement

Considéré comme étant un programme agissant directement le PNUD se doit de disposer d'un panel de d'actions capables de lui garantir une efficacité relativement sereine lors de la réalisation de ses tâches. Toutefois, lors des investigations il a été rapporté que le programme bénéficiait d'un large carnet d'adresse qui lui permettait la sous-traitance, c'est-à-dire, qu'il peut convenir l'exécution de ses projets, à une tierce organisation. Cette réalité tient du fait que comme le faisait remarquer Zarkovitch, la bureaucratie, a longtemps renforcé l'état d'esprit de paresse qui animait les interventions du PNUD sur le terrain. Par ailleurs, la coordination des initiatives sur le terrain qui dépendaient jadis des directives de

¹⁴² Il est important de faire remarquer que lors de la mise en place du PNUD, on parlait de "Directeur" et de "Co-directeur", or présentement ces dénominations ont laissé la place aux appellations telles que: Administrateur et Administrateur associé.

¹⁴³ J. Dutheil de La Rochère, "Étude de la composition de certains organes subsidiaires créés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le domaine économique", p. 319.

l'Administrateur depuis le siège, a connu une tournure importante avec l'entrée en vigueur du système de Représentants Résidents. Cependant, avec la mise en place des représentants résidents qui, pour ces derniers avaient reçu de la part de l'Administrateur quelques prérogatives d'agir en son nom directement lorsque l'utilité se faisait ressentir. En outre, il convient de préciser que ces Représentants Résidents se focalisent plus sur l'exécution et les résultats des projets¹⁴⁴. De plus, ayant longtemps assuré la coordination des actions de toutes les agences du système des Nations Unies, le PNUD recevait constamment des comptes rendus de ces dernières et devait être à mesure de prendre des décisions adéquates afin de consolider les acquis de ces autres agences.

Toujours, en agissant comme un programme d'action c'est-à-dire pouvant lui-même exécuter des projets, l'on est pas surpris de voir qu'au Cameroun, celui-ci a pris une part active pour ce qui est du relèvement au lendemain des conflits comme cela a été le cas de sa participation lors du grand dialogue national en vue de résoudre sereinement la crise sécuritaire anglophone. En outre, l'on se souvient également de son implication à quasi lui tout seul lors de la reconstruction de la localité d'Amchidée victime des ravages de la secte islamique qui y était opérante. Toutefois, le PNUD se devant d'agir sur le terrain a créé un dispositif qui lui permet de s'y soustraire, notamment la modalité de l'exécution nationale qui suppose que pour tous ses projets, ce sont les locaux qui doivent se charger de la mise en œuvre des activités. Subtile de sa part, il s'agit là d'une des limites avérées de la présence de ce programme au Cameroun.

Afin de répondre aux exigences d'un programme agissant efficacement sur le terrain, il ressort de le PNUD dispose d'une structuration avantageuse. Il ressort à cet effet que la principale structure organisationnelle est constituée de cinq bureaux principaux:

Bureau exécutif, bureau de la coordination des opérations de développement, bureau des rapports sur le développement humain, bureau des évaluations et bureau de l'audit et des enquêtes et de quatre autres bureaux (bureau des partenariats, bureau des politiques de développement, bureau de la prévention des crises et du relèvement et bureau de gestion. Les bureaux se consacrent à la coordination, à la gestion, aux partenariats, à l'élaboration des politiques, à la prévention des crises et au relèvement. Cinq bureaux régionaux supervisent les bureaux de pays du PNUD: bureau pour l'Afrique, bureau pour les États Arabes, bureau pour l'Asie et le Pacifique, bureau pour l'Europe et la Communauté des États indépendants, et bureau pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Leur direction est assurée par des directeurs qui travaillent depuis le siège du PNUD à New York¹⁴⁵.

¹⁴⁴ R. Jackson., "Étude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement", p. 74.

¹⁴⁵ PNUD, "Le PNUD pour débutants: un Guide du Programme des Nations Unies pour le Développement pour les non-initiés", Edition 4.1, Juin 2011, p.16.

Afin de rendre son travail plus pratique et facile, le PNUD a mis sur pied plusieurs instruments qui rendent compte de son travail sur le terrain.

IV- LES OUTILS OU INSTRUMENTS DE TRAVAIL DU PNUD

Partant des résultats issus de la thèse de Siméon Fongang, il ressortait qu'un nouveau système politico-économique proposé par le Programme des Nations Unies pour le Développement vise à combiner l'efficacité économique et le progrès social¹⁴⁶. Il est conçu pour que l'homme soit à la fois le dernier bénéficiaire et l'artisan du progrès. De ce constat, il est clair que le PNUD est également réputé pour sa conception d'outils de mesure du développement.

1- Les indicateurs composites de mesure du PNUD: historique, aperçu et critique

Par indicateurs composites du PNUD ici, il s'agit dans cette sous partie de présenter les différents mécanismes capables d'appréhender le développement humain selon l'approche prescrite par le PNUD:

- Indice de développement humain (IDH)

Avant de présenter cet indice, il convient de clarifier le concept de "développement humain". À cet effet, Ana et Delmon pense que la création d'un environnement propice au développement d'opportunités pour les hommes et les femmes de participer et de bénéficier des activités économiques de leur pays est connue sous le nom de développement humain¹⁴⁷.

Parlant de l'Indice de Développement Humain, il s'agit d'un indicateur composite utilisé pour mesurer les progrès au fil du temps dans trois dimensions fondamentales du développement humain: une vie longue, prospère et en bonne santé, un accès au savoir et un bon niveau de vie¹⁴⁸. Par ailleurs, la première dimension est mesurée par l'espérance de vie¹⁴⁹. En effet, pour mieux cerner cette dimension, la durée et le niveau d'instruction joue un rôle primordial à ce niveau, car, plus une population est instruite, nombreuses sont les opportunités de prospérité qui s'offre à elle. Par ailleurs, il s'agit de faire un ratio entre le taux d'instruction

¹⁴⁶ S. Fongang, "L'indicateur de développement humain du PNUD: portée, limites et dépassement", Thèse de Doctorat en sciences économiques, Université de Poitiers, 1996. Disponible à l'adresse: <http://theses.fr/1996POIT4006>, consulté le 27 mai 2020 à 11 heures.

¹⁴⁷ A. Lipchitz, C. Delmon, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement, un "machin" onusien utile?", p. 67.

¹⁴⁸ PNUD, "Les inégalités de développement humain au XXIe siècle. Rapport sur le développement humain 2019", p. 2.

¹⁴⁹ *Ibid.* p. 2.

des adultes en projetant sur le pourcentage attendu chez les enfants en bas âge. La qualité de vie est mesurée en utilisant le revenu national brut par habitant. L'indice de Développement Humain utilise prioritairement des données internationales de la Division de la population des Nations Unies, de l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de la Banque Mondiale¹⁵⁰ afin de garantir la meilleure comparabilité possible des niveaux de développement et d'épanouissement entre les Nations.

D'après Siméon Fongang, ce Programme onusien a créé et utilisé l'indice de développement humain pour mesurer cette notion¹⁵¹. Pour rappel, cet indice a été mis en service au début de la décennie 1990. Il est utile pour prendre en compte certains aspects de la vie humaine qui ne sont pas accessibles par les mesures de bien-être traditionnels¹⁵². Cependant, il y a des limites à cet indicateur en ce qui concerne ce qu'il doit rapporter¹⁵³. Cet indicateur souffre dans un certain sens du problème d'objectivité; puisque, considérant le fait qu'il est établi par les institutions internationales. Celles-ci enfoncent plus les performances des pays africains pour mieux justifier leurs motifs d'assistance à l'endroit de ces derniers.

- IDH ajusté aux inégalités (IDHI)

C'est une mesure moyenne du niveau de développement humain de base atteint par un pays¹⁵⁴. L'Indice de Développement Humain, dissimule les disparités dans la distribution des avantages des opportunités et des possibilités au regard des potentialités dont dispose chaque citoyen d'un pays. Cependant, partant de ce constat, le rapport sur le développement de l'année 2010 avait suggéré une nouvelle orientation notamment en faisant mention de ce nouvel indicateur, connu sous l'appellation d'Indice de Développement Humain adapté aux Inégalités. Ce dernier analyse le développement humain en tenant compte des disparités. Ainsi, il est clair que plus le clivage est accru au sein d'une population, cela hypothèque considérablement son développement en raison d'une dispersion des activités dans des secteurs non prioritaires.

¹⁵⁰ *Ibid.* p. 2.

¹⁵¹ S. Fongang, "L'indicateur de développement humain du PNUD: portée, limites et dépassement", Thèse de Doctorat en sciences économiques, Université de Poitiers, 1996. Disponible à l'adresse: <http://theses.fr/1996POIT4006>, consulté le 27 mai 2020 à 11 heures.

¹⁵² *Ibid.*

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ PNUD, "Les inégalités de développement humain au XXIe siècle. Rapport sur le développement humain 2019", p. 4.

- Indice de développement de genre (IDG)

En 2014, un nouveau paradigme d'appréciation du développement a été mis en place en utilisant l'indice de développement humain désagrégé par sexe, qui reflète les écarts d'épanouissement entre les femmes et les hommes. En effet, compte tenu du fait qu'on soit dans une société patrilinéaire, les femmes sont de plus en plus victimes des exactions effectuées par les hommes. Dès lors, le désir de mettre sur pied un outil de perception du degré d'épanouissement des deux sexes. Ainsi, il évalue les disparités sexuelles dans trois aspects clés du développement humain: la santé, l'éducation et le contrôle des ressources financières¹⁵⁵. Les espaces territoriaux sont classés en fonction de l'écart entre les sexes selon leur niveau réel de développement.

- Indice d'inégalité de genre (IIG)

Depuis 2010, cet indice est comme son prédécesseur, utilisé pour mettre en lumière les disparités liées au sexe en se basant sur trois aspects: la santé reproductive, l'indépendance et les performances économiques¹⁵⁶. Traitant de la santé reproductive, la mortalité et la natalité infantile constituent des piliers importants pour attester des écarts entre les sexes à ce niveau. L'autonomisation est une référence à ce niveau parce qu'elle appréhende du niveau de résilience entre les deux sexes. De plus, elle sert de cadre de mesure du taux de représentativité sur les plans législatif, éducatif voire même politique entre l'homme et la femme. La fonction économique quant à elle ici, dépend de la nature des activités génératrices de revenus implémentée et du niveau de satisfaction de chaque sexe des revenus générés.

- Indice de pauvreté multidimensionnelle¹⁵⁷ (IPM)

Cet indice qui permet d'analyser la pauvreté autant sur le plan individuel que national¹⁵⁸, met l'accent sur les privations multidimensionnelles dont sont victimes les personnes dans 3 secteurs: l'éducation, les soins de santé et le niveau de vie¹⁵⁹. Il existe deux indicateurs pour évaluer la santé, deux pour l'éducation et six pour le niveau de vie. Par ailleurs, afin de le calculer, des séries d'études auprès sont capitales. Pour mieux

¹⁵⁵ *Ibid.* p. 5.

¹⁵⁶ *Ibid.* p. 6.

¹⁵⁷ Pour rappel, cet indice avait été utilisé pour la première fois par le PNUD en 1997, lors de la publication annuelle de son rapport sur le développement humain.

¹⁵⁸ M. Makoude Tene, "Analyse des effets du commerce international sur la pauvreté multidimensionnelle au Cameroun", p. 799.

¹⁵⁹ PNUD, "Les inégalités de développement humain au XXIe siècle. Rapport sur le développement humain 2019", *Note d'information à l'intention des pays concernant le Rapport sur le développement humain 2019*, p. 6.

l'appréhender, sa méthodologie suggère que les personnes considérées comme pauvres sont distinguées des personnes considérées comme non pauvres en utilisant un score de déficit de 33,3%¹⁶⁰. Ainsi, définir un intervalle de pauvreté multidimensionnelle s'impose. Dès lors, de 0 à 50%, voire même plus, sont des valeurs référentielles, avec le chiffre de 20% qui représente le pourcentage pour lequel, un individu commence à entrer dans cette situation d'extrême pauvreté. Par ailleurs, au niveau de 50% et plus, la situation est très critique et pour s'en sortir, un soutien externe est impératif.

- **Indice de Pauvreté Humaine (IPH)**

Selon les résultats des travaux de Minvielle et Bry, l'objectif de l'indice de pauvreté humaine du PNUD est d'unir la complexité de la pauvreté en un seul indice¹⁶¹. En outre, l'IPH comprend cinq facteurs provenant de trois domaines distincts: la santé, l'éducation et les conditions de vie¹⁶². Les critiques à l'encontre de cet indicateur découlent du fait que si certaines de ses composantes ont des valeurs nominales nettement plus élevées ou une fourchette de valeurs beaucoup plus large que d'autres, elles peuvent absorber la majorité de l'indicateur, ce qui entraîne la perte de sa qualité globale¹⁶³. À la suite de ces indicateurs composites, le PNUD se sert également des rapports d'enquêtes disponibles.

2- Les rapports provenant des missions d'expertise

Dans son grande et lourde panoplie d'instruments de travail, le Programme des Nations Unies pour le Développement accorde une place très importante à ces multiples rapports d'expertise. À cet effet, les travaux de ses expertises sur le terrain sont sanctionnés de rapports ceci devant permettre une amélioration nette de son efficacité afin de connaître les secteurs où des efforts doivent être redoublés et éventuellement de mieux cibler les catégories de population à apporter des aides rapides. Ainsi, le PNUD, produit régulièrement des rapports sur les évolutions de son Indice de Développement Humain (IDH) et ceci par pays. Ces rapports aident encore plus le Programme des Nations Unies pour le Développement à voir les différents efforts effectués par les gouvernements pour ce qui est de l'éradication de la pauvreté dans leur pays respectif et par ricochet à savoir quel projet à proposer dans telle ou telle zone en fonction des besoins et des manquements exprimés. En outre, ces rapports

¹⁶⁰ *Ibid.* p. 6.

¹⁶¹ J.P. Minvielle, X. Bry, "Critique de l'Indicateur de Pauvreté Humaine du PNUD et proposition d'un Indice Synthétique de la Pauvreté Humaine (ISPH)", *Cahier du C3ED*, n°03, Centre d'Économie et d'Éthique pour l'Environnement et le Développement, 2003, p. 2.

¹⁶² *Ibid.* p. 4.

¹⁶³ *Ibid.* p. 2.

permettent aussi de savoir quelle expérience a eu à fonctionner dans tel ou tel pays et de voir si des perspectives similaires peuvent être envisagées ailleurs si la même expérience venait à être implémentée dans un autre pays ayant le même profil que le précédent. La définition et l'analyse faite sur ces indicateurs et ces rapports permettent dès lors au PNUD de choisir ses principaux domaines d'intervention prioritaires.

3- Présentation des domaines ou champs d'application prioritaires du PNUD

Depuis sa création et malgré les multiples améliorations observées, le Programme des Nations Unies pour le Développement a toujours axé sa politique d'intervention sur quatre domaines prioritaires à savoir:

- Réduction de la pauvreté

Le PNUD s'emploie à améliorer réellement la vie des personnes, et à faire en sorte que de meilleurs choix et opportunités s'offrent à elles¹⁶⁴. Orienté par la Déclaration du Millénaire et ses principaux points de référence pour mesurer les progrès, ce Programme onusien s'attèle avant tout à la promotion d'un épanouissement plus inclusif et à tenter de réduire significativement la pauvreté sous tous ses paradigmes. Ainsi, il devient un instrument sollicité par plusieurs gouvernements dans le domaine de l'amélioration des conditions de vie des populations.

À ce titre, il soutient les États dans l'inclusion du volet SIDA dans leurs plans de développement et de réduction de la pauvreté, à limiter son extension. À ce titre, Hoffman insiste sur le fait que les actions entreprises par ce Programme jouent un rôle capital dans l'amélioration des conditions de vie des populations des États bénéficiaires de l'appui¹⁶⁵. Ainsi, grâce au PNUD, la formation, l'encadrement et la mise en place des activités produisant des revenus permettent de produire des effets bénéfiques au sein de la population pour ce qui est de l'éradication de la pauvreté.

- Gouvernance démocratique

Plusieurs Nations travaillent de plus en plus pour instauration d'une forme de gestion étatique égalitaire et propice à tous. La reconnaissance des droits universels de l'homme par la communauté internationale depuis 1948, a permis de mettre au-devant de la scène les

¹⁶⁴ PNUD, "Le PNUD pour débutants: un Guide du Programme des Nations Unies pour le développement pour les non-initiés", p. 4.

¹⁶⁵ P. Hoffman, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement", p. 272.

concepts de démocratie et de gouvernance démocratique. De plus, en 1990, le discours de la Baule confirme cette tendance qui consiste à octroyer plus de liberté d'action à la population. L'enjeu est de créer des structures et des procédures qui peuvent mieux répondre aux exigences de n'importe quelle catégorie sociale¹⁶⁶. Ainsi, au rang de réalisations majeures dans ce sens, le Programme octroie des formations aux personnels de l'État des services spécifiques notamment ceux du système électoral, judiciaire, des forces de maintien de l'ordre et de l'administration centrale; en vue de l'amélioration de la qualité des services rendus aux publics. Par ailleurs, les maux tels que la corruption, le népotisme, le favoritisme, pour ne citer que ceux-là sont à écarter dans un gouvernement démocratique.

- Prévention des crises et relèvement

À ce niveau, ayant adopté des moyens pour participer aux différents processus de pacification dans les zones conflictogènes, le programme plaide surtout pour le soutien aux couches sociales défavorisés. De plus, le programme mise sur la résilience pour redynamiser les localités meurtries et redonner espoir aux populations tant pour ce qui est de ceux qui sont en situation de guerre que pour ceux victimes de désastres naturelles. Dans ce sens, il clair que le programme milite l'amélioration des conditions de vie des populations au lendemain

- Environnement et développement humain durable

Considérés comme essentiels pour épanouissement à long terme, l'environnement et l'énergie sont des éléments capitaux. En effet, l'une des causes inhérentes à la recrudescence e la pauvreté reste et demeure l'exposition aux calamités naturelles telles la sécheresse extrême, un relief montagne et l'avancée considérable du désert. Ainsi, sa détérioration a un impact significatif sur les populations défavorisées, lesquelles se retrouvent en situation de vulnérabilité. D'où le recours à des appuis extérieurs. Ainsi, les tentatives de préservation de l'environnement et des écosystèmes mobilisent l'attention de toute la communauté internationale, car les changements climatiques et tous les maux qui marchent avec nécessitent des efforts collectifs et bien orientés. En outre, plus l'environnement est propice à l'épanouissement, mieux le développement est envisagé. À ce titre, le programme accorde des foyers spécifiques quant à la gestion des terroirs afin de faire au problème de pollution.

¹⁶⁶ PNUD, "Le PNUD pour débutants: un Guide du Programme des Nations Unies pour le développement pour les non-initiés", p. 6.

Pour une meilleure intégration et imprégnation au contenu de l'aide du programme, celui-ci s'appuie sur des principes telles que:

- Maîtrise et consolidation des acquis au niveau local: ici, il s'agit dans une perspective de réalisation des projets de veiller à ce que le personnel local participe amplement à ces derniers, car étant le seul à mieux connaître les réalités sociétales. Ainsi les administrations étatiques sont les plus concernées pour ce qui est de la conception des initiatives à implémenter.

- Promotion des privilèges fondamentaux des hommes: dans un souci de promotion et d'offre de meilleures conditions de vie aux populations, le respect des droits d'autrui sont très importants afin d'éviter des marginalisations de toutes sortes. Raison pour laquelle, la mise sur pied des programmes doit tenir compte des textes en matière de promotion des droits civiques de tout un chacun.

- Promotion et vulgarisation de la coopération Sud-Sud: ici, le programme envisage la mise en place des projets touchant plusieurs entre eux afin de renforcer leurs liens. Ainsi, au Cameroun, le PNUD a mis sur pied le projet RSF dans le bassin du Tchad, dont le suivi était du ressort des pays (Cameroun/Tchad) parce qu'étant victime du même ennemi.

- Adoption d'une approche genre et réaffirmation de la place de la femme au sien de la société: en effet, le programme, dans tous ces programmes œuvre beaucoup pour le respect des droits des femmes, c'est pourquoi, celles-ci occupent une place capitale lors de la mise en œuvre des activités. En plus, des femmes parce que considérées comme couches sociales faibles, le PNUD se concentre sur les jeunes et en particulier l'éducation de la jeune fille. À titre d'exemples, au Cameroun, le programme a eu implémenté plusieurs programmes visant à autonomiser la femme à l'Ouest Cameroun. aussi, les femmes constituent un axe prioritaire pour le PNUD parce qu'il s'agit de la couche sociale la plus exposée à des situations de pauvreté extrême.

4- Présentation des zones d'intervention prioritaires du PNUD

Le Programme des Nations Unies pour le Développement, est le principal artisan du développement durable au sein des institutions de la Grande Famille des Nations Unies. À cet effet, ses zones d'intervention prioritaires sont les pays en voie de développement qui se retrouvent un peu partout dans le monde. À cette fin, le Programme offre des conseils, des

actions de plaidoyer et une aide financière aux Nations en développement¹⁶⁷. Le Programme des Nations Unies pour le Développement a prouvé qu'il est capable de jouer un rôle significatif dans les pays émergents qui sont confrontés à des conflits ou qui sont isolés du reste de la communauté internationale¹⁶⁸, grâce à sa présence dans 166 pays¹⁶⁹ et dans toutes les régions du monde. Au niveau national, le Programme onusien effectue de nombreuses actions en faveur des populations locales¹⁷⁰. Il soutient depuis 1999, des projets du Programme des connaissances autochtones, dont le but était de faire progresser les connaissances traditionnelles par le biais d'un renforcement ciblé des capacités et d'un soutien direct aux projets élaborés et mis en œuvre par des structures locales¹⁷¹. Le but principal était d'inclure des perspectives et des idées de développement spécifiques à ces populations dans ses programmes à venir tout en tenant compte des défis qui les affectent¹⁷². Il ressort alors dans cette rubrique que les principales zones d'actions du PNUD sont les populations des pays en voie de développement de manière générale. Spécifiquement, les zones d'extrême pauvreté notamment au Cameroun avec toute la partie septentrionale avec une emphase dans la région de l'Extrême-Nord. Aussi, les localités où les réfugiés affluent massivement comme la région de l'Est-Cameroun et en dernier ressort, les zones en proie à des crises sécuritaires à l'instar des régions anglophones et du septentrion également. Afin de faciliter ses actions sur le terrain, le PNUD a pris des engagements envers les États récipiendaires de l'aide.

V- LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE PNUD ENVERS LES ETATS BENEFICIAIRES

Une fois le PNUD installé sur un territoire donné, celui-ci grâce à la signature d'un accord de base, prend des engagements envers ce pays dans l'optique d'accompagner ce dernier vers l'atteinte de ses objectifs de développement.

¹⁶⁷ PNUD, "Le PNUD et les peuples autochtones", Fiche d'information n°11, New York, PNUD, p.1. Disponible à l'adresse: <https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Publications/GuideIPIleaflet11fr.pdf>, consulté le 12 avril 2021 à 12 heures.

¹⁶⁸ *Ibid.* p. 1.

¹⁶⁹ Info Rapide-Programme des Nations Unies pour le Développement, "À propos du PNUD", juin 2009, <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/fr/FF-about-fr-2009.pdf>, consulté le 10 mai 2022 à 12 heures.

¹⁷⁰ PNUD, "Le PNUD et les peuples autochtones", Fiche d'information n°11, New York, PNUD, p.2. Disponible à l'adresse: <https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Publications/GuideIPIleaflet11fr.pdf>, consulté le 12 avril 2021 à 12 heures.

¹⁷¹ *Ibid.* p. 2.

¹⁷² *Ibid.* p. 2.

1- L'éradication de la pauvreté

Comme souligné plus haut, le PNUD est le principal organisme des Nations Unies dont le but initial est la promotion d'un développement inclusif et durable. À cet effet, il s'investit prioritairement dans la réduction significative de la pauvreté partout dans le monde. Son souci de lutte contre la pauvreté lui a permis de développer un éventail d'indices de mesure de la pauvreté afin que ses actions soient mieux ciblées. La réduction de la pauvreté étant l'une des préoccupations majeures de chaque gouvernement, le Programme des Nations Unies pour le Développement s'engage à soutenir les gouvernements concernés en les aidant, en mettant en œuvre des projets devant leur permettre de résorber significativement le taux de pauvreté. Ceci étant avant que le PNUD intervienne dans un pays, il faut d'abord que ce dernier manifeste et sollicite l'aide du Programme. De plus, le Programme des Nations Unies pour le Développement avait reçu mandat de la part de l'Assemblée générale des Nations Unies d'aider les gouvernements dans leurs efforts de développement en promouvant leur rayonnement économique afin de garantir des conditions de vie adéquates pour toutes les couches sociales.

2- La promotion du développement

La notion de développement reste et demeure l'épineux problème auquel nombre de pays en voie de développement font face. Ceci étant, afin que le développement soit mieux perçu et mieux estimé, il faudrait qu'il soit inclusif. À cet effet, le PNUD a pris ses responsabilités vis-à-vis des gouvernements bénéficiaires en mettant en œuvre des projets ciblés et adaptés à un type de population donnée, étant donné que les besoins et les priorités exprimés ne sont pas toujours les mêmes d'un lieu quelconque à un autre.

On peut citer un exemple de cette promotion dans le cas où le gouvernement d'un pays peut souhaiter connaître en détail les besoins alimentaires des différents groupes de la population afin de déterminer la politique nutritionnelle à mettre en place et son orientation. Le gouvernement a décidé de demander l'aide d'un expert en enquêtes sur la consommation alimentaire du PNUD car il n'y avait pas suffisamment de données. Les responsabilités du spécialiste consisteront à conseiller le gouvernement sur la préparation, l'organisation, la conduite et l'analyse des enquêtes sur la consommation alimentaire.

Néanmoins, dans un souci de perfectionnement de la main d'œuvre locale, Hoffman fait remarquer qu'environ 30% des experts réalisant les projets, sont issus des pays

récipiendaires de l'appui¹⁷³. Ainsi, un jeune statisticien local pourrait recevoir une bourse dans le cadre de cette demande d'aide afin qu'il se rende dans plusieurs pays ayant une grande expérience dans les enquêtes sur la consommation alimentaire¹⁷⁴. Le but de la bourse est d'évaluer les connaissances et l'expérience disponibles dans ces pays.

Le Programme onusien apporte aussi son soutien en ce qui concerne les crises et les conflits internes au pays.

3- Le soutien en cas de crises ou de conflits internes dans le pays concerné

En dehors de la lutte contre la pauvreté qui est et demeure la pierre angulaire de l'action du Programme des Nations Unies pour le Développement, ce dernier est également conscient qu'une initiative ne peut se faire dans un pays ou une zone en proie à des conflits ou à des crises; voilà pourquoi le PNUD tout comme les autres organisations des Nations Unies s'y impliquent énormément dans ce domaine. À cet effet, le Programme intervient non seulement dans la prévention, le soutien et l'appui reconstructif de ces zones sinistrées. De plus, il mobilise son service des volontaires dans le but de venir en aide aux populations concernées en se chargeant de distribuer des besoins de premières nécessités et aussi en octroyant des subventions et des appuis en espèces aux gouvernements afin de soutenir leurs efforts de reconstruction¹⁷⁵. Au même titre que le PNUD prend des engagements envers le pays, ce dernier, en retour doit faire tout son possible pour lui faciliter l'implémentation et la mise en œuvre de ses projets.

VI- LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LES ETATS BENEFICIAIRES ENVERS LE PNUD

Dans cette sous partie, il est question de présenter les différentes facilités que les pays bénéficiant du soutien du PNUD mettent en place à sa disposition en vue de faciliter le travail de cet organisme sur le terrain.

¹⁷³ P. Hoffman, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement", p. 271.

¹⁷⁴ S.S. Zarkovitch, *Le programme des Nations Unies pour le développement: étude critique*, p. 18.

¹⁷⁵ C. Murphy, *The United Nations Development Programme: a better way?*, Cambridge, Cambridge university press, 2006, p. 30.

1- La fourniture des services de spécialistes locaux et autre personnel de contrepartie

Afin de donner un coup de pouce aux spécialistes du Programme, le gouvernement bénéficiaire se doit de fournir soutien en personnel. À cet effet, des experts nationaux doivent être mis à la disposition du PNUD ceci dans l'optique que ceux-ci fassent montre de leurs savoirs faire et de leurs connaissances pratiques nécessaires à l'implantation d'un projet spécifique. Ces derniers sont les acteurs principaux à ce niveau car ils connaissent mieux les réalités internes à chaque zone et sont les seuls habilités à choisir quel projet peut en effet contribuer à résorber le mieux le taux de pauvreté de la population.

2- La fourniture des terrains, les bâtiments, les moyens de formation et du matériel

En plus du personnel d'assistance, le gouvernement doit mettre à la disposition du Programme des terrains, bâtiments et autre matériel afin ce dernier puisse matérialiser ses projets. À cet effet, les terrains et bâtiments mis à disposition du PNUD sont de nature à permettre une visualisation et une mesure du travail effectué par le Programme ceci dans le but de consolider les acquis de la tâche entreprise.

3- Une participation financière pour la réalisation des projets et le paiement d'un salaire à chaque expert opérationnel

Un autre engagement pris par l'État bénéficiaire est une participation financière conséquente pour la réalisation des différents projets. À cet effet, il est important de souligner que bénéficier du soutien du PNUD ne signifie pas que c'est ce dernier qui doit supporter toute la charge financière y afférente. Ainsi, le pays en question doit fournir des finances proportionnelles à la taille des projets à matérialiser afin que ces dernières puissent supporter non seulement les dépenses du projet et aussi les diverses masses salariales des acteurs impliqués dans l'activité en question. Une fois que le PNUD ait été appréhendé dans sa globalité, il convient à présent d'analyser la structure générale du bureau PNUD au Cameroun.

VII- STRUCTURATION GENERALE DU PNUD AU CAMEROUN: FONCTIONS ET ROLES DU PERSONNEL DU PNUD AU CAMEROUN

En dehors de Yaoundé qui abrite le siège de la représentation du pays¹⁷⁶, les autres antennes du PNUD au Cameroun sont à Buéa¹⁷⁷, Bamenda¹⁷⁸ et Maroua¹⁷⁹. La diversité des

¹⁷⁶ Sis au quartier Bastos à Yaoundé.

¹⁷⁷ Le bureau régional du PNUD pour le Sud-Ouest est situé à Tuborg Junction-Federal Quarters (Buea).

missions du bureau du PNUD au Cameroun rend ces antennes dynamiques et sollicitées¹⁸⁰. De plus, chacune de ces antennes s'occupe de l'implémentation d'un projet/programme spécifique comme c'est le cas de Maroua qui s'intéresse au relèvement précoce et à la cohésion sociale notamment en raison du contexte sécuritaire. Celles de Buea et Bamenda s'occupent actuellement de la mise en œuvre du Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement des zones anglophones¹⁸¹. Par ailleurs, ces délocalisations (Buea, Bamenda et Maroua) sont placées sous l'autorité d'un responsable d'unité ou chef d'unité. Dès lors, les tâches du personnel du PNUD au Cameroun se présentent ainsi qu'elles suivent:

1- Le Représentant Résident

D'après le guide d'introduction au PNUD, l'on note qu'il agit en tant que représentant de l'Administrateur au niveau national¹⁸². Finalement, il est en charge de la qualité et de la durabilité des interventions du PNUD dans le pays¹⁸³. Considéré ici comme étant le lien direct entre le siège et le Cameroun, il est le chef du bureau de pays. Il est responsable de la gestion quotidienne et de la prise de décision du projet au sein du PNUD. Il s'assure que le projet atteint les résultats indiqués dans la documentation du projet, conformément aux normes de qualité, dans les délais et les contraintes de coût. Il a autorité sur les transactions d'honoraires du projet et approuve toutes les demandes d'achat via le système d'approvisionnement électronique pour les transactions avec commandes et les transactions sans commande, approuvant le formulaire de demande d'achat. Il peut créer des postes temporaires et des postes financés par des ressources autres que régulières. À condition qu'ils respectent le modèle d'accord standard, le représentant résident est autorisé à conclure des accords de partage des coûts. De plus, il est capable de signer des accords protocolaires¹⁸⁴. Les accords entre le PNUD et d'autres agences des Nations Unies et organisations gouvernementales suivent généralement le protocole d'accord. Généralement, il est assisté d'un personnel qui porte le titre de Représentant Résident assistant¹⁸⁵.

¹⁷⁸ La représentation régionale du PNUD pour le Nord-Ouest est situé à côté du tribunal de première instance de Bamenda au lieu-dit "Court house".

¹⁷⁹ Antenne située au lieu-dit comice ou UN House à Maroua.

¹⁸⁰ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

¹⁸¹ M.S. Darras, 35 ans, Conseillère technique principale en zone anglophone/PPRD au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 22/09/2021.

¹⁸² PNUD, "Guide d'introduction au PNUD", 5^{ème} édition, 2015, p. 22.

¹⁸³ *Ibid.* p. 22.

¹⁸⁴ J. V. De Paul Gweth, 45 ans, Conseiller technique principal SPRPB/PAREC au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

¹⁸⁵ R. Jackson., "Étude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement", p. 30.

2- Le Représentant Résident Adjoint

Deuxième personnalité dans l'organigramme du bureau du pays, il est chargé de superviser les opérations quotidiennes du bureau¹⁸⁶. Il est responsable de l'ensemble du programme et des opérations du PNUD, ainsi que de leur coordination¹⁸⁷. Ainsi, en cas d'absence du Représentant Résident, c'est à lui qu'incombe la responsabilité de gérer toutes les affaires courantes de la représentation locale. Il a des responsabilités de surveillance et de contrôle internes et dispose aussi entre autre d'une autorité financière, y compris le pouvoir d'approuver les projets¹⁸⁸. Il est capable de représenter le bureau national du Programme auprès d'autres organisations des Nations Unies, des donateurs et des dirigeants gouvernementaux¹⁸⁹. Il assume également l'intérim du bureau en cas d'absence du Représentant Résident. En outre, il supervise fréquemment les opérations au sein du bureau du PNUD au Cameroun. Cependant, il a un assistant administratif à ses côtés. Mais pour le cas du Cameroun on a une assistante exécutive du Représentant Résident Adjoint. En tant que responsable du programme, il supervise un groupe de travail qui élabore le plan d'assistance au développement des Nations Unies du pays.

3- Les responsables des Unités ou chefs des Unités

Ils sont généralement responsables d'un domaine d'activité au sein du bureau du PNUD et assistent le Représentant résident et le Représentant résident adjoint. Ils sont pour la plupart des experts en la matière. Pour le cas du Cameroun, on distingue les unités suivantes: Unité de gestion du Fonds Mondial, Unité Genre et Planification, Unité de suivi et évaluation, Unité de la Communication, Unité Gouvernance, État de droit et Gestion des crises, Unité Développement durable, Unité des opérations et services généraux, Unité TIC, Unité de Stabilisation, Unité des projets¹⁹⁰. En outre, les chefs d'unité de programmes sont chargés de superviser et soutenir les coordonnateurs de projet dans les domaines d'intervention du bureau.

¹⁸⁶ PNUD, "Guide d'introduction au PNUD", p. 22.

¹⁸⁷ *Ibid.* p. 22.

¹⁸⁸ *Ibid.* p. 22.

¹⁸⁹ *Ibid.* p. 22.

¹⁹⁰ J. Mballa, 38 ans, Experte nationale en genre et planification au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 21/09/2021.

4- Le personnel chargé des programmes

Cette section des bureaux du Programme des Nations Unies pour le développement est chargée de planifier, de mettre en œuvre, de surveiller et de rédiger des rapports concernant les programmes du PNUD.

5- Le personnel chargé des opérations

Il est responsable du bon fonctionnement du bureau national. La gestion financière, les ressources humaines, les achats et les fournitures, le classement, le soutien aux programmes (PMSU en abrégé), la gestion des stocks et l'entretien quotidien des bureaux font généralement partie de cela.

6- Les Conseillers techniques

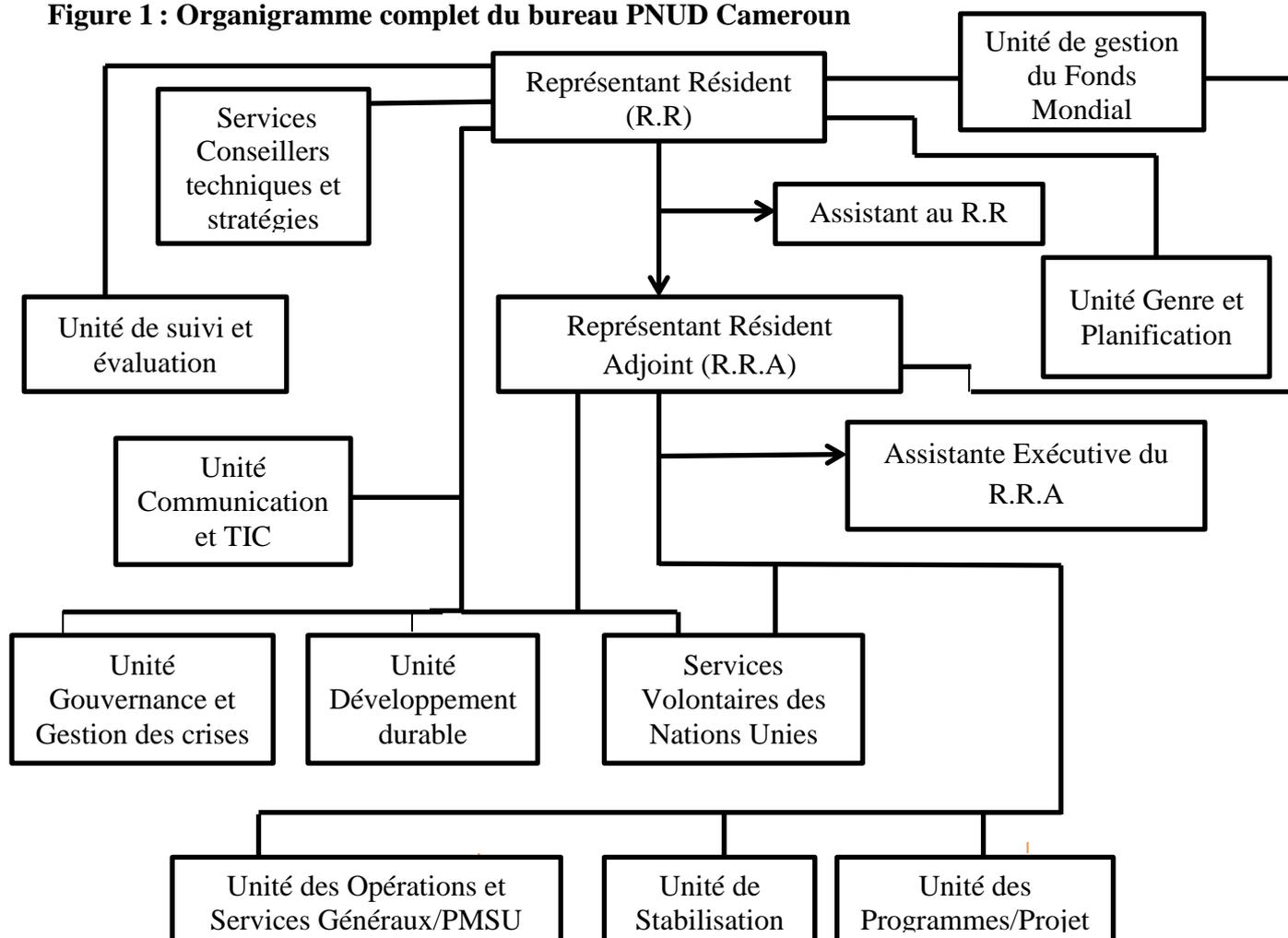
Pour mieux s'aligner sur les priorités et les besoins nationaux, ceux-ci fournissent des services spécifiques de nature préventive et opérationnelle. Pour le cas du bureau pays PNUD Cameroun, le Représentant Résident est assisté des conseillers techniques PRINCES, PAREC et bien d'autres. Dans le cas du Cameroun, ils comprennent les résidents locaux ainsi que les étrangers¹⁹¹.

7- Les Volontaires des Nations Unies (VNU)

Ils agissent dans tout le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Ils sont fréquemment employés pour des projets et des programmes financés par des donateurs ou des bureaux de coordination du pays.

À l'issue de la présentation des différentes fonctions des membres du bureau du PNUD Cameroun, l'organigramme ci-dessous présente de manière détaillée l'intégralité des responsabilités à la fois administratives et techniques dévolues au personnel de cet organisme au niveau national.

¹⁹¹ L.C. Mbimi, 39 ans, Conseiller technique principal PRINCES au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 20/09/2021

Figure 1 : Organigramme complet du bureau PNUD Cameroun

Source: J.P. Ayangma à partir des rapports de travail du PNUD au Cameroun.

Cependant, la majorité des activités du Programme des Nations Unies pour le Développement sont menées par le biais de missions nationales qui ont été établies depuis longtemps dans plusieurs pays. Au Cameroun, les membres du personnel du Programme des Nations Unies pour le Développement¹⁹² sont scindés ainsi qu'il suit:

- Le personnel local est employé au niveau national. Environ 80% des employés du programme des nations unies pour le développement sont originaires du pays d'accueil. Les salaires des travailleurs nationaux sont soumis à une masse salariale locale.

- Les employés internationaux travaillant à l'étranger, reçoivent une rémunération basée sur le principe noblemaire. Selon cette norme, le salaire des travailleurs internationaux doit être équivalent au salaire du fonctionnaire national le mieux payé.

¹⁹² Dans l'optique de garder l'indépendance du programme des nations unies pour le développement par rapport aux gouvernements et d'éviter tout conflit d'intérêts, les postes de direction sont composés de membres du personnel de renommée internationale. Les représentants internationaux sont également répartis régulièrement entre les bureaux nationaux.

Au sortir de ce chapitre, il est clair que l'appréciation générale faite sur le Programme des Nations Unies pour le Développement permet de dégager deux constats majeurs. Le premier constat est relatif l'urgence qu'a revêtu la volonté de mettre en place une institution internationale capable d'être le porte étendard des valeurs onusiennes. En effet, à cause de la multitude des institutions spécialisées, le souhait de la communauté internationale était de créer une structure qui devait se charger de la coordination des activités internationales; ainsi, le choix fut porté sur le PNUD qui voit officiellement le jour en 1965. Par ailleurs, il a été donné de constater qu'il est la résultante de deux programmes antérieurs à savoir le PEAT et le FSNU. Cependant, la lourdeur du mandat confié au Programme onusien a conduit à formulation de certaines critiques à l'encontre du PNUD; au sujet de la non spécialisation de ses actions. Le second constat quant à lui, est relatif au manque de visibilité de cet organisme sur le terrain. En effet, sa charge de coordination des activités des autres agences internationales a considérablement renforcé cet aspect du manque réel de présence sur le terrain. Néanmoins, il a été donné de constater en dernier ressort que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté en 2019, une réforme institutionnelle retirant au PNUD, cette fonction de coordination, afin que ce dernier puisse remplir pleinement ses missions sur le terrain.

L'une des particularités introduites par le PNUD a été l'introduction de la fonction de "Représentant Résident" héritée du PEAT et du F.S. Aussi, ce haut fonctionnaire doit être entre autre assisté d'un personnel hautement qualifié¹⁹³, afin qu'il soit apte pour l'accomplissement de ses fonctions. Ainsi, toutes les autres agences du système des Nations Unies ont suivi cette innovation en nommant des représentants au sein de leur représentation institutionnelle dans chaque pays. Au même titre que la présentation générale du Programme des Nations Unies pour le Développement, la connaissance des procédures spécifiques qui définissent l'action du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun est aussi très importante.

¹⁹³ P. Hoffman, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement", p. 276.

**DEUXIEME PARTIE: CADRE DE COOPERATION ET
IMPLICATION DU PNUD DANS LA PROMOTION DU
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU CAMEROUN: LE
PNUD COMME MAÇON AU PIED DU MUR**

Regroupée en deux chapitres, cette partie fait d'une part, une revue des cycles de coopération du PNUD au Cameroun, lesquels ont balisé le socle de ses actions dans l'éradication de la pauvreté. Et d'autre part, elle analyse l'apport du PNUD dans la revitalisation de l'économie camerounaise.

**CHAPITRE III: LES DIFFERENTS CYCLES DE COOPERATION ET
LES REPRESENTANTS RESIDENTS DU PNUD AU CAMEROUN**

La présentation du Programme des Nations Unies pour le Développement sous son simple aspect formel ne suffit pas pour apprécier la qualité de son intervention dans un pays. Dans ce chapitre, l'on se focalise sur l'analyse du contenu (c'est-à-dire du fond) des accords signés entre le Programme onusien et le Cameroun, afin de comprendre les enjeux de ce partenariat en matière de lutte contre la pauvreté. Le but final est de montrer comment le contenu de ces accords prend en considération les priorités nationales lors de leur élaboration et d'apprécier la contribution de certains Représentants Résidents du PNUD dans la promotion et la pérennisation des relations Cameroun/PNUD.

Pour comprendre les actions du PNUD au Cameroun, une analyse minutieuse des cadres de coopération va permettre de dégager les grandes thématiques du partenariat. Ainsi, ce partenariat couvre la majorité des tâches liées au développement des activités au niveau national du Programme des Nations Unies pour le développement, car celles-ci doivent être un processus continu et dynamique dans lequel divers composants interconnectés sont conçus pour soutenir les efforts de développement du pays. Dès lors, une description du processus d'établissement d'un cycle de coopération est faite dans un premier temps. Ensuite, la présentation des cadres de coopération permet de ressortir la quintessence des actions du PNUD au Cameroun. Il chute par l'appréciation des actions des Représentants Résidents du PNUD au Cameroun.

I- DESCRIPTION GENERALE DU CYCLE DE LA COOPERATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT: LES PHASES DE PREPARATION DES CYCLES

Pour apporter une clarté et une meilleure compréhension de la notion de cycle de programmation, cette partie analyse de manière critique les différentes étapes qui ont contribué à sa création. Cependant, la création d'un cycle de programmation nécessite cinq étapes. Cela ne signifie pas que ces étapes se succèdent automatiquement dans une séquence chronologique stricte ou que ce sont des événements distincts. À ce titre, Jackson dans son rapport remis au Nations Unies définissait ce concept comme étant est un processus continu où les différentes étapes sont liées et se complétant¹. Il se termine fréquemment par un rapport

¹ R. Jackson, *Étude de la capacité du système des nations unies pour le développement*, Genève, Nations Unies, vol. II, 1969, p. 168.

annuel². Au regard de sa souplesse d'action, le PNUD est considéré à juste titre comme une institution dont la compétence est à la fois administrative et financière³.

1- Le document du programme national

En prélude à un prochain cycle de coopération, les différentes parties prenantes conviennent d'un accord de principe qui on va l'appeler ici le document du programme national. En effet, il s'agit d'un cadre légal et institutionnel qui fait ressort les grandes lignes de développement souhaité du pays. À ce titre, les acteurs voulant implémenter un programme se rapprochent des autorités gouvernementales dans le but de connaitre qu'est-ce qu'il faut. Parallèlement, ces bailleurs de fonds procèdent aux mêmes études afin de pouvoir estimer les couts des opérations. Il faut noter que pour l'élaboration est l'apanage du ministère impliqué qui fait figure de proue lors des négociations avec ces organisations multilatérales. Pour le cas spécifique du Cameroun, il s'agit du Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire⁴.

Dès lors des experts sectoriels sont envoyés sur le terrain en vue d'une estimation réelle du niveau des besoins du pays. Cette équipe multisectorielle doit faire le tour et le contour des difficultés que le pays rencontre⁵. Au terme de leurs missions d'inspection et de renseignement elle doit produire un rapport général assorti d'axes prioritaires d'interventions et une enveloppe budgétaire nécessaire pour la circonstance. Le rapport Jackson vient renchérir ici en précisant qu'il est nécessaire que celui-ci explique les objectifs économiques et sociaux pour lesquels la coopération avec les organisations internationales doit être envisagée⁶. Il est également important qu'il identifie globalement les apports respectifs nécessaires pour atteindre ces objectifs⁷. Cette identification permet dans un sens de faciliter une meilleure affectation des ressources tant matérielles que financières disponibles⁸.

² *Ibid.* p. 168.

³ J. Dutheil de La Rochère, "Étude de la composition de certains organes subsidiaires créés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le domaine économique", p. 324.

⁴ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études N°1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

⁵ R. Bilégué Ngonu, 29 ans, Cadre contractuel en service à la sous-direction de la coopération avec l'Europe au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

⁶ R. Jackson, *Étude de la capacité du système des nations unies pour le développement*, p. 168.

⁷ *Ibid.* p. 168.

⁸ A. Obama, 42 ans, Ingénieur d'études N°2 sous-direction de la coopération avec l'Amérique du nord et l'Asie, Yaoundé, entretien du 17/07/2021.

Par ailleurs, il est primordial qu'il fournisse une liste détaillée de projets, simplement résumés en termes simplifiés mais accompagnés d'une estimation des coûts⁹. À l'issue de cette phase, des rencontres vont se multiplier pour trouver la meilleure formule afin de parvenir à un accord pour le financement et l'implémentation. Néanmoins, la seconde entre directement en marche à savoir le choix des projets.

2- Choix, appréciation et validation des projets

Consécutivement à la première, cette seconde s'avère également primordiale. En effet, compte tenu du fait que le programme national avait spécifié les grandes orientations de développement à suivre, cette phase de choix des projets qui vont être mis sur pied semble compliquée. Compliquer pourquoi? Parce que réellement il faut être certain que les projets qui ont été mentionnés sur le draft du programme national attestent bel et bien des aspirations fournies par les populations. Pour cela, il peut arriver que des experts repartent sur les lieux quand c'est possible afin de confirmer ou infirmer le précédent diagnostic. Une sous étape capitale durant cette phase est la fixation d'une ligne budgétaire pour sous-programme; ensuite définir les possibles résultats attendus, clarifier les documents à prévoir et envisager des stratégies de pérennisation¹⁰. Lorsque que tous ses détails sont bien calés il ne reste plus qu'à passer à la séance de validation des différents projets, assorti de leur paperasse¹¹. De plus, le choix de l'agence chargé de l'exécution est également effectué; assortie aussi des attentes placées à son encontre. De même Jackson précisait qu'un échéancier doit être décidé pour que celle-ci ne se perde pas¹².

3- La matérialisation ou l'implémentation

Il s'agit ici de la période où les axes du projet doivent commencer à prendre corps. Puisqu'une coordination nationale du projet a déjà été décidée, l'exécution ici passe par une utilisation intelligente des fonds alloués. Une modalité d'intervention doit être spécifiée. La question sera de savoir sont-ce des expatriés ou des locaux qui vont implémenter le programme? À ce niveau, la réponse se trouvait même au bout des lèvres. Peut-on prendre en externe aux réalités locales pour venir diriger le programme? Interrogation ne supposant pas une réponse par l'affirmative laisse entrevoir tout juste un choix dont le "non". Partant de ces

⁹ R. Jackson, *Étude de la capacité du système des nations unies pour le développement*, p. 169.

¹⁰ M. Zeh Nlo, 40 ans, Assistant au Représentant Résident et chef de l'unité Développement durable au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 20/09/2021.

¹¹ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

¹² R. Jackson, *Étude de la capacité du système des nations unies pour le développement*, p. 168.

constatations, le programme des nations unies pour le développement a toujours adopté la modalité NEX, entendue ici comme étant une modalité d'implémentation nationale c'est-à-dire que l'équipe chargée d'exécuter le projet doit être constituée des locaux assistée par une expertise extérieure.

4- L'évaluation

Aucun projet ne peut être réalisé jusqu'à la fin et ne pas faire l'objet d'une évaluation. Ainsi, celle-ci trouve son sens dans la mesure où c'est elle qu'on peut mesurer le degré de satisfaction d'une population donnée. Ainsi pour qu'elle ait lieu la coordination du programme se charge de lancer un appel à candidature afin qu'un consultant extérieur soit recruté pour pouvoir procéder à la vérification et savoir les actions entreprises ont atteints leurs cibles, relever les manquements, établir les points forts du programme. Généralement le but d'une évaluation post programme est, partant d'une observation générale des activités entreprises, elle doit fournir des recommandations qui vont servir dans les projets futurs.

5- Les activités de consolidation des acquis

Bien que le projet soit achevé ce n'est pas pour autant qu'on doit directement se séparer. En effet, il est question de jeter un coup d'œil global et voir quels sont les projets qui méritent qu'on accorde un financement parce qu'ayant surpassé les effets escomptés. Car même au terme d'une évaluation les initiatives peuvent permettre d'inclure un ancien projet dans le nouveau qui à venir: c'est ce qu'on a appelé ici la veille stratégique.

6- L'examen annuel

Relativement à cette étape additionnelle, le rapport de Jackson précisait qu'il s'agit en réalité les bailleurs de fonds et les membres du gouvernement doivent observer conjointement les retombés sur une période des effets que les projets qu'ils ont entrepris ont porté et enfin d'envisager des perspectives pour les années à venir car il faut le savoir un nouveau projet part toujours des acquis laissés par son prédécesseur¹³.

Une fois le cycle achevé, à la fin de la période convenue, il y a une nouvelle opération, complète, de préparation du programme national¹⁴. Toutefois, cela ne crée pas nécessairement une solution de continuité étant donné que bien des projets se poursuivent d'une période de

¹³ *Ibid.* p. 168.

¹⁴ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études N° 1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

programmation à la suivante. C'est l'occasion de revoir entièrement la situation économique et sociale du pays ainsi que la coopération qu'il doit demander aux organismes des Nations Unies au cours des années à venir. Au bout d'un certain temps, tout ce cycle doit devenir une sorte de mouvement perpétuel, le programme étant projeté chaque année d'un an en avant dans le cadre du cycle national de planification et soumis périodiquement à un réexamen approfondi synchronisé avec la préparation du plan national suivant¹⁵.

Ainsi, on a assisté à la formulation de trois générations de cycles de coopération entre le PNUD et le Cameroun, rattachés pour la plupart à des thématiques aussi diverses que variées d'une importance capitale. Le PNUD Cameroun a mis en place 10 cycles de coopération avec le Gouvernement camerounais de 1972 à 2021, regroupés en trois problématiques principales. En effet, ces cycles réunissent en un ensemble intégré tous les processus interdépendants qui constituent les activités du Programme onusien en matière de coopération pour le développement.

Il est question de présenter les différents cadres qui ont régi le partenariat entre le PNUD et le Cameroun depuis l'entrée en vigueur du premier cadre de coopération jusqu'en 2021. À ce titre, Un accord ou un protocole signé entre deux parties est connu sous le nom de cycle de coopération ou de programmation¹⁶. Les processus d'élaboration des cadres de coopération du PNUD étant clairement déclinés, l'analyse du contenu de ces cadres de coopération est d'une importance capitale.

II-LA PREMIERE GENERATION DES CYCLES DE COOPERATION DU BUREAU PNUD-CAMEROUN RELATIF À LA THEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT (1972-1991)

Dès les années 1970, l'Organisation des Nations unies a signalé une deuxième décennie de progrès, initiée par des efforts considérables de réflexion, de recherche et de négociation, dont elle a bénéficié des résultats de l'exploitation¹⁷. En effet, le rapport Jackson, également connu sous le nom d'étude des capacités du système de développement des Nations Unies, donnait une lecture détaillée et franche du système d'assistance technique des Nations

¹⁵ R. Jackson, *Étude de la capacité du système des nations unies pour le développement*, p. 171.

¹⁶ E. de Lamartinière Nuaghe Noubissi, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun (1972-2012)", p. 33.

¹⁷ M. Virally, "La 2^e décennie des Nations Unies pour le développement - Essai d'interprétation para-juridique", *Annuaire français de droit international*, vol.16, 1970, p. 9.

Unies et formule des recommandations très importantes pour l'améliorer¹⁸. Dès lors, on a constaté que le Programme onusien a tenu à respecter cette tendance idéologique qui prévalait sur la sphère internationale dans la formulation de ses premiers cycles au pays. Ce, d'autant plus, que le pays connaissait un certain essor économique au lendemain de son indépendance.

Cette première génération a été consacrée au "Développement" et s'est étalée de 1972 à 1991. En effet, cette problématique va s'intégrer facilement au pays grâce à la promotion de l'agriculture qui était déjà en marche dans le pays depuis le début des années 1970 par le biais de la révolution verte qui était en marche¹⁹. Par la suite, elle s'est avérée primordiale lorsque la crise économique s'installa; il était donc désormais question de mettre en place des projets liés au développement afin de relancer l'économie locale. C'est ainsi le secteur rural et la promotion des Petites Moyennes Entreprises tant agricoles qu'industriels sont devenus des piliers primordiaux pour soutenir l'économie camerounaise.

1- Premier cycle de coopération (1972-1976)

Le premier cycle de programmation par pays (1972-1976) avait commencé en 1972, s'est achevé en 1976. La somme totale affectée par le Programme des Nations Unies pour le Développement pour le programme d'aide aux pays en développement durant cette période s'élevait à quinze millions trois cent soixante-quinze mille (15 375 000) dollars américains²⁰. Sur le montant global de cinq cent un millions cinq cent mille (501 500 000) arrêté par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le Développement pour les programmes par pays en Afrique au cours de la période 1972-1976. Cinquante un millions cinq cent mille (51 500 000) dollars, soit 10,3% de la somme précitée ont été affectés par les pays en développement à des projets industriels confiés à l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel. L'importance relative de l'industrie dans les programmes des différents pays africains à l'instar n'est plus à démontrer, car faisant suite à l'ère du développement, on constate que ces pays ont misé sur l'amélioration de la capacité de leurs industries afin de garantir leur rayonnement et générer plusieurs emplois aux populations. Pour le cas d'espèce du Cameroun, les premiers plans quinquennaux avaient déjà mis l'accent sur ces questions industrielles. Lors de la finalisation de ce premier cycle de coopération, le Programme onusien en a tenu compte. Ainsi, des études sur la structure des coûts

¹⁸ *Ibid.* p. 13.

¹⁹ Pour rappel il importe de souligner que la mise en place d'une révolution verte dans la continuité des années 1970, n'est que la résultante de la situation de famine extrême qu'avait subie l'humanité dès 1970. Ainsi, les pays avaient donc décidé devenir prévoyant à l'avenir.

²⁰ ONUDI, "Rapport annuel des travaux d'investissement", ONUDI, Autriche, 1976, p. 15.

d'équipement et de fonctionnement furent entreprises par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel pour la mise en place d'une usine de sidérurgie à Douala à partir de 1975²¹. Par ailleurs, et toujours pour la même année, le Cameroun a reçu de la part de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel, du matériel de recherche industrielle, de contrôle de la qualité et d'essai à l'institut de recherche industrielle et technologique²². Le second cycle pour sa part va se consacrer plus sur les ressources humaines.

2- Deuxième cycle de coopération (1977-1981)

Le Programme pour la période (1977-1981) tel qu'approuvé par le Conseil d'administration avait accordé la priorité à cinq domaines d'activités tels que l'intégration sous régionale et régionale, la production alimentaire et protection des aliments, la mise en valeur des ressources humaines, la promotion de la science et de la technique et enfin l'administration du développement. À cet effet, le montant global pour l'aide du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun était de dix-sept millions deux cent mille (17 200 000) dollars américains. Ont également fait partie de ce domaine prioritaire les projets de la décennie des Nations Unies pour les transports et communications lancée en 1978²³. Il est évident que le développement des transports et des communications constituait un des éléments importants d'intégration économique en Afrique. Pour le cas d'espèce du Cameroun, le réseau routier souffrait d'une carence de tracé des routes. C'est lors de l'axe Ngaoundéré-Garoua-Kousséri entamé à partir de 1977²⁴. Sans oublier les autres axes notamment celui reliant Yaoundé à Douala passant par Édea et celui de Yaoundé reliant Kribi. Le domaine prioritaire qui a ensuite le plus bénéficié des fonds est celui de la mise en valeur des ressources humaines. Trois catégories importantes de projets relèvent de ce domaine: la sante, la formation et l'emploi²⁵. Priorité a également été donnée à la production alimentaire et à la protection des aliments. L'assistance du Programme a été consentie pour le développement de l'élevage, de la pêche et des ressources forestières, la protection des cultures et des récoltes et le développement de l'irrigation.

²¹ *Ibid.* p. 139.

²² *Ibid.* p. 197.

²³ Nations Unies, "Commission Économique pour l'Afrique", Additif au Rapport annuel, Supplément n° 10, Genève, Nations Unies, 1978, p. 8.

²⁴ A. Gondolo, "Évolution économique de la ville de N'Gaoundéré (Cameroun)", *Cahiers d'outre-mer*, n° 126, 32^{ème} année, 1979. p.184. DOI : <https://doi.org/10.3406/caoum.1979.2900>

²⁵ CEA, "Programme régional du PNUD pour l'Afrique pour la période 1982-1986", Nations Unies, Tripoli 1982, p. 4.

En ce qui concerne la Promotion de la science et de la technique", l'assistance du Programme a été consentie non seulement aux secteurs de l'énergie, du développement industriel, de l'exploration minière.

Sous la rubrique "Administration du développement", la contribution du Programme s'est concentrée sur la planification et le développement socioéconomique à travers l'appui fourni au Centre Régional Africain D'Administration du Travail (CRADAT)²⁶. Au même titre que le deuxième cycle, le troisième est la continuité logique du précédent.

3- Troisième cycle de coopération (1982-1986)

La plupart des actions prioritaires résultant de cette stratégie globale avaient déjà retenu l'attention du Programme des nations unies pour le développement et influencé, son programme d'assistance pendant la période 1977-1981. Pour ce cycle, les domaines prioritaires sont: la promotion de l'autosuffisance alimentaire, le développement des ressources humaines par des programmes appropriés d'éducation, de formation et de promotion de l'emploi, développement des ressources énergétiques, développement industriel pour ne citer que ceux-là. Ces domaines d'actions recélaient des éléments d'interactions susceptibles de stimuler la croissance économique du Cameroun.

Le troisième cycle de programmation pour le Cameroun est le résultat d'un long processus de consultations entre les autorités locales et le Bureau-pays du programme à Yaoundé. Les activités de programmation commencèrent en Janvier 1981 lors d'une réunion spéciale de préparation du programme regroupant les représentants des ministères techniques, sous la houlette du ministre de la planification des affaires économiques et les représentants des différentes agences onusiennes conduit par l'assistant de l'Administrateur et Directeur du Bureau régional du Programme des Nations Unies pour le Développement pour l'Afrique.

Le troisième cycle de programmation du Programme des Nations Unies pour le Développement couvrait la période 1982-1986. Avec la décision du décalage jusqu'à Juin 1983 pour approbation par le conseil administratif du Cameroun, le précédent cycle (1977-1981) fut prolongé d'un an par le conseil des Nations Unies. Dès lors, le troisième cycle couvrit la période allant de 1983 à 1986. Le Chiffre Indicatif de Planification pour la période 1982-1986 était de vingt-sept millions cinq cent mille (27 500 000) dollars américains²⁷, c'est-à-dire avec une hausse approximative de 63% par rapport au cycle précédent qui était de

²⁶ *Ibid.* p. 5.

²⁷ A.PNUD-DP/CP/CMR/NOTE/3, "Third country programme for the united republic of Cameroon", New York, United Nations, 1983, p. 2.

dix-sept millions deux cent mille (17 200 000) dollars²⁸. Cependant, le rapport final de l'évaluation de ce cycle indiquait que ces projets n'ont pas eu un impact significatif en accord avec les perspectives de développement formulées par le gouvernement²⁹.

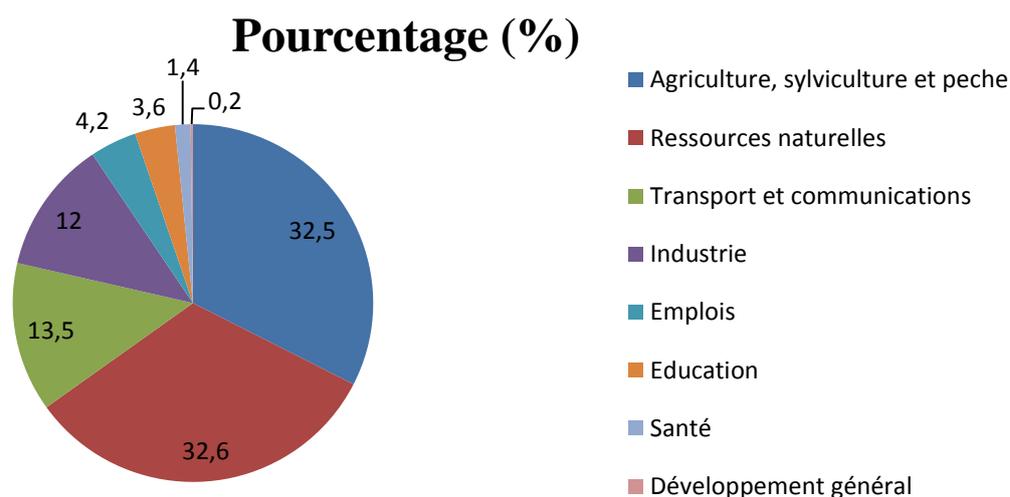
Par ailleurs, le montant définitivement retenu pour la mise en marche des activités du programme s'élevait à douze millions six cent trente-six mille deux cent quatre-vingt-deux (12 636 282) dollars et fut ainsi reparti selon les pourcentages contenus dans le tableau et la graphique ci-contre:

Tableau 12 : Pourcentage du montant global affecté à chaque secteur d'activité du troisième cycle de programmation (1982-1986)

| Secteurs | Pourcentage (%) |
|------------------------------------|-----------------|
| Agriculture, sylviculture et pêche | 32,5 |
| Ressources naturelles | 32,6 |
| Transport et communications | 13,5 |
| Industrie | 12 |
| Emplois | 4,2 |
| Éducation | 3,6 |
| Santé | 1,4 |
| Développement général | 0,2 |

Source: A.PNUD-DP/CP/CMR/NOTE/3, "Third country programme for the united republic of Cameroon", New York, United Nations, 1983, p.3.

Graphique 5 : Pourcentage du montant global affecté à chaque secteur d'activité du troisième cycle de programmation (1982-1986)



Source: J.P. Ayangma Ndjere, à partir des données du troisième cycle de coopération de 1982-1986.

²⁸Ibid, p. 2.

²⁹ A.PNUD-DP/CP/CMR/4, "Country and intercountry programmes and projects-Fourth country programme for Cameroon", New York, PNUD, 1987, p. 5.

À l'observation du précédent tableau, on constatait que les plus gros pourcentages revenaient aux ressources naturelles et au domaine agricole et des pêches. Ceci s'expliquait ici par le fait le Programme onusien a voulu consolider les acquis du développement camerounais de l'époque qui accordait une importance capitale au secteur rural par l'accompagnement et l'assistance fournie aux agriculteurs et pêcheurs des zones rurales du pays. L'assistance du Programme des nations unies pour le développement au secteur du développement rural était de quatre millions cent huit mille quatre cent trente-sept (4 108 437) dollars³⁰. Cette allocation permit de soutenir le programme d'encadrement des agriculteurs camerounais. Dès lors, le soutien apporté par les institutions nationales pouvait continuer.

Le secteur des ressources naturelles obtinrent le montant de quatre millions quatre-vingt-seize mille (4 096 000) dollars, sous forme d'aides directes aux activités de recherche d'or. Le projet d'exploitation minière continua étant donné qu'il avait déjà commencé lors du cycle précédent. Les projets ayant trait aux domaines transport et communication absorbèrent un million sept cent treize mille trente-quatre (1 713 034) dollars de la somme initiale pour apporter une aide au gouvernement³¹. Les activités du programme des nations unies pour le développement visaient le renforcement des compétences des institutions responsables du transport maritime et aérien et celles du secteur des télécommunications.

Le secteur industriel, dont l'impact sur le développement économique du Cameroun reste très limité, avait reçu l'allocation de un million cinq treize mille huit cent trois (1 513 803) dollars avec notamment une assistance aux petites et moyennes entreprises, à la préparation de la formulation du plan directeur d'industrialisation, contrairement aux Cinq cent quarante un mille neuf cent (541 900) dollars de l'assistance réservés pour la formation professionnelle et l'emploi³². Les projets retenus étaient: l'hôtellerie, le renforcement des capacités des travailleurs. En outre, des formations spécifiques furent dispensées par le Programme des Nations Unies pour le Développement à certaines catégories d'employés, telles que les jeunes femmes, les commerçants et le personnel hôtelier. En effet, cet accent placé sur le secteur hôtelier, trouve son explication notamment au regard du potentiel touristique dense de la partie septentrionale du pays³³.

³⁰ A.PNUD-DP/CP/CMR/NOTE/3, "Third country programme for the united republic of Cameroon", p. 4.

³¹ *Ibid.* p. 11.

³² *Ibid.* p. 16.

³³ A. Mahamat, 30 ans, Éleveur de volailles, Maroua, entretien du le 06/08/2021.

L'éducation avait reçu la somme de quatre cent soixante-deux mille quatre cent trente-huit (462 438) dollars d'aide, pour renforcer les capacités des institutions de formations des enseignants des enseignements général et technique³⁴. L'assistance au secteur de la santé a été réorganisée pour regrouper quatre projets: le centre universitaire pour les sciences de la santé; la production des vaccins; l'équipement du laboratoire de la commission générale pour les recherches scientifiques et techniques; l'assistance pour l'exploitation des plantes médicinales. Le budget alloué par le programme des nations unies pour le développement à ce secteur était de cent quatre-vingt mille six cent soixante-dix (180 670) dollars³⁵. Bien qu'ici les résultats soient mitigés, le prochain cycle fut important car il devait fournir des moyens pour réduire les effets de la crise économique.

4- Quatrième cycle de coopération (1987-1991)

Partant du constat selon lequel, les projets entrepris lors du précédent cycle n'ont pas eu un réel impact sur l'amélioration des conditions de vie des populations, le gouvernement avait formulé le vœu que l'action du programme des nations unies pour le développement se concentre uniquement sur deux secteurs prioritaires parmi lesquels: l'agriculture à travers la promotion des petites et moyennes entreprises agricoles et aussi dans le secteur industriel³⁶. Ainsi, les priorités de développement formulées par le gouvernement camerounais étaient concentrées sur le développement agricole à la fois dans l'exportation et la consommation interne, étroitement lié avec le programme de développement industriel construit autour du sous-secteur agro-industriel pour maintenir l'autosuffisance alimentaire du pays. Avec les ressources très limitées du cycle par rapport au précédent, le gouvernement a décidé de reverser plus de quinze millions de dollars pour appuyer deux secteurs économiques prioritaires tels que: l'agriculture et l'industrie³⁷.

Les ressources financières du quatrième cycle, étaient de vingt-deux millions huit cent quatre-vingt mille (22 880 000) dollars³⁸, et ont été distribuées ainsi qu'elles suivent:

- Développement rural et agricole: neuf millions huit cent trente mille (9 839 000) dollars.

³⁴ A.PNUD-DP/CP/CMR/NOTE/3, "Third country programme for the united republic of Cameroon", p. 15.

³⁵ *Ibid.* p. 13.

³⁶ A. PNUD, "Rapport final de l'évaluation du troisième cycle de coopération (1982-1986)", Yaoundé, PNUD/MINPLADAT, 1987, p. 50.

³⁷ A.PNUD-DP/CP/CMR/4, "Country and intercountry programmes and projects-Fourth country programme for Cameroon", New York, PNUD, 1987, p. 2.

³⁸ *Ibid.* p. 6.

- Développement industriel: sept millions quatre cent quatre-vingt mille (7 480 000) dollars.

- Thématiques transversales: quatre millions trois cent cinquante-cinq mille (4 355 000) dollars.

- Réserves non programmées: un million deux cent six mille (1 206 000) dollars³⁹.

Le quatrième programme du pays (1987-1991) s'est articulé autour de deux grands secteurs d'intervention: le développement rural sous forme d'appui au programme du Gouvernement, visant la promotion des exploitations agricoles de moyenne importance; et le développement industriel sous forme d'appui à la politique du secteur industriel. Par ailleurs, le programme a soutenu les efforts du Gouvernement dans les domaines de transports, télécommunications, commerce, emploi et tourisme. Des projets sur la restructuration et la réhabilitation des entreprises publiques et des organismes d'État ont été inscrits au quatrième programme pour répondre aux nouveaux besoins suscités par la crise économique. À cet effet donc, les objectifs fixés étaient les suivants: le renforcement des capacités nationales à faire face à des situations de crises; la concentration sur le développement de l'agriculture et les activités de soutien à celle-ci; le développement et la réhabilitation des industries agro-alimentaires; le développement des ressources humaines⁴⁰.

Tout le long du quatrième programme, le Gouvernement camerounais avait apprécié à sa juste valeur la contribution du Programme des Nations Unies pour le Développement de par son caractère multilatéral, neutre et souple; ses facilités d'accès à diverses sources d'informations, à l'expertise, à la technologie et aux expériences d'autres pays en développement; son rôle catalyseur dans la mobilisation des ressources; et son rôle de coordination des activités opérationnelles du système des Nations Unies⁴¹. Avec le vent de démocratisation qui souffle de plus en plus dès les années 1990, l'être humain est désormais au centre des préoccupations; c'est alors que le Programme des Nations Unies pour le Développement avait changé la thématique de ces nouveaux cycles de coopération.

³⁹ *Ibid.* p. 3.

⁴⁰ Nations Unies, "Coopération PNUD-CEA dans le contexte de la situation économique critique en Afrique", Deuxième réunion extraordinaire de la Conférence des ministres de la CEA, Addis-Abeba, 1986, p.3.

⁴¹ PNUD, "Rapport de la revue à mi-parcours du CCP 1987-1991", Paris, Economica, 1989, p. 25.

III- LA SECONDE GENERATION DES CYCLES DE COOPERATION DU BUREAU PNUD-CAMEROUN RELATIF À LA THEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE (1991-2001)

La seconde problématique fut liée au "Développement humain durable" et s'est étendue de 1991 à 2001. En effet, faisant référence à la prise en compte de plus en plus grandissante des débats sur le développement humain, le Programme onusien publiait déjà dès 1990 son premier rapport sur le développement humain, ce qui a permis au Programme d'adapter significativement ses projets futurs en fonction des exigences du développement humain pour qu'ils soient sur le long terme c'est-à-dire durable.

1- Cinquième cycle de coopération (1992-1996)

La préparation du cinquième programme du pays (1992-1996) avait nécessité plusieurs concertations entre le Programme des Nations Unies pour le Développement, les agences spécialisées du système des Nations Unies et les principaux organismes de financement multilatéraux et bilatéraux. Une analyse approfondie de la situation du pays avait été procédée du point de vue des besoins les plus importants, de la capacité d'absorption de la coopération technique et d'une définition des objectifs prioritaires pour le programme. L'analyse s'était basée sur: la revue à mi-parcours; l'évaluation du quatrième programme; les conclusions de la mission du Fonds des Nations Unies pour la Population; les consultations des agences locales sur les possibilités d'harmonisation de l'exercice de programmation; le document de Déclaration de stratégie de développement et de redressement économique de mai 1989; les réformes de politiques et de divers documents rédigés sur la situation du pays; les politiques sectorielles; le rapport sur le développement humain au Cameroun; et les résultats des travaux de trois missions d'identification du Programme de renforcement des capacités de gestion.

La crise économique qui prévalait durant le quatrième cycle de programmation a persisté pendant le cinquième programme de coopération et était caractérisée par la rareté des produits de consommation domestique depuis 1986; une balance commerciale déficitaire, une accumulation des dettes à la fois interne et externe, des pertes d'emplois massives et un arrêt de recrutement dans la fonction publique. Le cinquième programme du pays qui était estimé à un montant total de neuf millions sept cent trente-quatre mille (9 734 000) dollars⁴² a adopté l'approche-programme dans les domaines d'activité prioritaire où les ressources du

⁴² A. PNUD-DP/CP/CMR/5, "Planification des programmes-Programmation par pays et programmation multinationale- Cinquième programme du Cameroun", Genève, Nations Unies, 1992, p.1.

Programme des Nations Unies pour le Développement étaient utilisées. Compte tenu des ressources très limitées, ce programme reposait sur la Déclaration de stratégie de développement et de relance économique de mai 1989. Ses orientations s'inscrivaient dans le champ des préoccupations prioritaires reflétées dans cette déclaration. Elles s'articulaient autour de trois grands thèmes: la gestion économique; la promotion des petites et moyennes entreprises dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire; et la protection et la gestion de l'environnement⁴³. Le choix de ces thématiques n'était pas le fait du hasard⁴⁴. En effet, il témoigne de la volonté des autorités gouvernementales de relever l'économie nationale meurtrie après le passage de la crise économique du milieu des années 1980.

Les objectifs prioritaires du cinquième programme du pays et les domaines d'intervention qui en découlaient ne comprennent pas tous les secteurs et activités de l'économie nationale. Ce choix stratégique fut proposé en raison d'une part des ressources très limitées et d'autre part pour assurer que la coopération technique fournie au cours du cinquième programme se concentrait dans les secteurs clefs afin d'avoir un impact optimal sur le développement. Ceci évitait ainsi l'éparpillement des ressources mobilisées.

Concernant les thèmes transversaux, il existait d'autres domaines critiques, en particulier le Striga, un parasite qui attaque le blé dans le nord du pays⁴⁵. Le Syndrome d'Immunodéficience Acquise et la lutte contre le choléra requéraient un appui du programme régional, des fonds spéciaux et un support massif de nombreux donateurs. Ces thématiques transversales ont absorbé 8% du montant global⁴⁶. Le tableau ci-dessous montre de manière claire l'allocation des ressources financières disponibles selon les secteurs d'intervention prioritaires.

Tableau 13 : Allocation des ressources par domaine d'activités prioritaires dans le cadre du cinquième cycle de coopération

| Domaine d'activité prioritaire | Montant alloué (en dollars) | Pourcentage |
|---------------------------------------|------------------------------------|--------------------|
| Petites et moyennes entreprises | 2.900.000 | 30 % |
| Gestion économique | 1.967.000 | 20 % |
| Environnement | 2.900.000 | 30 % |
| Autres dépenses | 1.967.000 | 20 % |
| Total | 9.734.000 | 100 % |

Source: A.PNUD-DP/CP/CMR/5, "Planification des programmes- Programmation par pays et programmation multinationale- Cinquième programme du Cameroun", Genève, Nations Unies, 1992, p.15.

⁴³ *Ibid.* p. 9.

⁴⁴ M.H. Onana Omgba, 83 ans, riverain et bénéficiaire du projet Micro-schemes, Douala, entretien du 01/10/2021.

⁴⁵ A. PNUD-DP/CP/CMR/5, "Planification des programmes-Programmation par pays et programmation multinationale- Cinquième programme du Cameroun", p.12.

⁴⁶ *Ibid.* p.12.

Au sortir de ce cycle, il ressort que l'assistance fournie par le Programme onusien a eu un impact positif sur les plans stratégique et opérationnel. L'introduction d'une approche programme fut bien accueillie et produisit des résultats. La préparation et la publication de trois rapports nationaux sur le développement humain durable (1991, 1993 et 1996) jouèrent un rôle positif dans l'intériorisation du modèle de développement humain durable au Cameroun⁴⁷. Allant dans la continuité de son prédécesseur, ce sixième cycle a réitéré son accent pour un développement humain durable.

2- Sixième cycle de coopération (1997-2001)

Le sixième cycle (1997-2001), qui avait coûté douze (12) milliards de dollars⁴⁸ avait été financé à 89.3% par le programme. Il impliquait cinq domaines d'intervention. Ces interventions furent menées au sein de programmes nationaux qui intégraient les éléments de genre, du sida et de la prévention des catastrophes.

Durant ce sixième cycle de coopération-pays, les ressources du programme des nations unies pour le développement vont être utilisées pour soutenir les efforts du gouvernement dans la lutte contre l'augmentation de la pauvreté occasionnée par les situations de crises que l'économie camerounaise a eu à faire face depuis 1986. Ainsi, les axes d'actions prioritaires furent: le programme d'appui et de contrôle du développement humain durable⁴⁹. L'objectif de ce volet concernait l'amélioration de la capacité analytique du gouvernement tout en respectant l'investissement public. La somme d'un million de dollar fut allouée à ce programme. Quant au volet de soutien à la stratégie de réduction de la pauvreté. La somme de un million cinq cent mille (1 500 000) dollars avait été octroyée à cet axe. Par ailleurs, la gouvernance, secteur novateur avait reçu la somme de un million cinq cent soixante-dix mille (1 570 000) dollars.

Le développement du secteur privé par la promotion des petites et moyennes entreprises. Pour ce volet, le planificateur avait octroyé un montant de deux millions de dollars pour son implémentation. Pour ce qui est de l'aspect environnement et ressources naturelles, la somme de neuf cent mille (900 000) dollars fut assignée à cet axe du cycle de coopération. De plus, les thématiques transversales furent prises en considération parmi lesquelles: le projet d'intégration d'hommes et femmes dans le processus de développement à

⁴⁷ A.PNUD-DP/CCF/CMR/1, "First country cooperation framework for Cameroon (1997-2001)", New York, United Nations, 1997, p. 5.

⁴⁸ *Ibid.* p. 5.

⁴⁹ *Ibid.* p. 7.

hauteur de neuf cent mille (900 000) dollars; le soutien à la lutte contre le sida estimé à cinq cent mille (500 000) dollars et le projet de réserve stratégique arrêté à un montant de neuf cent mille (900 000) dollars⁵⁰.

En outre, à la fin du cycle, le programme avait affiché des résultats satisfaisants. En guise d'évaluation finale de ce cycle, il avait été révélé que l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement avait contribué de manière significative aux réalisations suivantes: l'élaboration participative du programme national de gouvernance, la rédaction de deux rapports nationaux sur le développement humain avec des thèmes pertinents tels que le secteur privé et la pauvreté, l'appui au projet pilote sur la réduction de la pauvreté dans l'Extrême-Nord, le plaidoyer régulier à travers les rapports nationaux sur le développement humain et la génération de revenus à travers la transformation des produits agricoles.

Le développement participatif du programme national de gouvernance a été une étape importante de ce cycle. Il avait permis d'inclure des perspectives et des idées diverses de la part des différentes parties prenantes, ce qui a donné lieu à un programme complet et inclusif. La rédaction de deux rapports nationaux sur le développement humain avait également été une réalisation importante. Ces rapports fournissaient une analyse approfondie de l'état actuel du développement humain dans le pays, en soulignant les domaines qui requerraient plus de ressources.

En outre, le soutien apporté au projet pilote sur la réduction de la pauvreté dans l'Extrême Nord a été crucial pour résoudre le problème de la pauvreté dans la région. Ce projet visait à offrir des moyens de subsistance durables aux habitants de la région, à réduire leur dépendance à l'égard de l'aide et à améliorer leur niveau de vie. Le plaidoyer régulier par le biais de rapports nationaux sur le développement humain a également été un effort louable. Il avait permis de diffuser des informations sur l'état du développement humain dans le pays, ainsi que de mettre en évidence les progrès réalisés et les domaines qui nécessitaient encore de l'attention. Enfin, la génération de revenus par la transformation des produits agricoles a été une réalisation importante. Cette initiative visait à fournir aux agriculteurs les compétences et les ressources nécessaires pour transformer leurs produits agricoles en produits de grande valeur, augmentant ainsi leurs revenus et améliorant leurs moyens de subsistance. Dans l'ensemble, la contribution du Programme des Nations Unies pour le Développement a été déterminante dans la réalisation de ces étapes, et il est essentiel de

⁵⁰ *Ibid.* p.10.

poursuivre ce partenariat pour soutenir et améliorer encore le développement humain dans le pays. Toutefois, la mise en place des OMD au début des années 2000 avait permis au Programme d'inclure la réalisation des OMD/ODD dans la définition de ses futurs cycles de partenariat afin de promouvoir le développement humain durable.

IV- LA TROISIEME GENERATION DES CYCLES DE COOPERATION DU BUREAU PNUD-CAMEROUN RELATIF À L'ATTEINTE ET À LA RÉALISATION DES OMD/ODD (2001-2021)

La dernière génération quant à elle fut axée sur les "OMD/ODD". Elle avait débuté à partir de 2001 et se poursuit jusqu'à ce jour. En effet, l'on se souvient très bien que la communauté internationale avait voté de manière favorable en l'an 2000 l'entrée en vigueur des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Une nouvelle fois de plus, le Programme onusien devait encore réadapter ses cycles de programmation au Cameroun en fonction de ce nouvel agenda, c'est ainsi que la lutte contre la pauvreté qui fut jadis une préoccupation majeure des pays du monde était devenue un impératif catégorique d'accès au développement car il fallait que la majorité de la population mondiale ait accès aux services sociaux de base. Par la suite, l'introduction de certaines innovations en 2015 avaient conduit à la mise en place des Objectifs de Développement Durable qui devaient aller selon les mêmes bases que les précédents objectifs mais cette fois ci en voyant le nombre de ces derniers augmentés avec l'année 2030 comme point de chute.

1- Septième cycle de coopération (2003-2007)

Né des cendres du Programme antérieur 1997-2001, les domaines d'intervention du cet accord de partenariat s'inscrivaient bien dans les politiques et les stratégies du pays, et leur pertinence est bien appréciée⁵¹. En effet, l'élaboration de ce cadre de coopération s'était fondée sur l'analyse du contexte national qui prévalait à ce moment, en harmonie avec les priorités de développement, et en référence au Plan Commun de Pays et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement⁵². Ainsi, il se concentrait sur la promotion de la gouvernance, des technologies de l'information et de la communication, de la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, ainsi que sur la création d'un rapport national sur le développement humain. Il suivait également la mise en œuvre des objectifs annuels de développement du millénaire. Il soutenait également les initiatives régionales, notamment le

⁵¹ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études n° 1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

⁵² J. V. De Paul Gweth, 45 ans, Conseiller technique principal SPRPB/PAREC au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, en forgeant des partenariats pour mobiliser les ressources financières.

Par la suite, en 2003, le document stratégique pour la réduction de la pauvreté a souligné que les défis à relever par le Programme onusien dans la lutte contre la pauvreté dans le cadre de cette programmation doivent être davantage assurés par les orientations en amont par rapport aux priorités actuelles et émergentes en matière de développement au Cameroun. En conséquence, tenant compte des autres bailleurs de fonds et en intégrant les objectifs du millénaire, les orientations du Programme des nations unies pour le développement avaient été réajustées afin de lui permettre d'être encore plus décisif dans la lutte contre la pauvreté, ce qui est une priorité du Gouvernement. Ceci étant, il avait décidé d'une concentration plus accrue dans les axes ci-après:

- la promotion de la gouvernance économique et démocratique
- la gestion durable de l'environnement, des ressources naturelles et de l'énergie
- la réduction de la pauvreté.

En effet, ce choix stratégique visait plus d'efficacité dans les projets. Les volets VIH/Sida, Genre, et TIC, ils furent intégrés au plan comme des thématiques transversales.

Ainsi, l'établissement d'un cadre de coopération avec le Cameroun répondait aux objectifs du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté et du Programme national de Gouvernance⁵³. Par ailleurs, le gouvernement reçoit l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement dans le cadre d'une collaboration coordonnée des partenaires internationaux pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement en matière de réduction de la pauvreté. Il est important de souligner que le cadre de collaboration nationale a progressivement évolué en harmonie avec les cadres de collaboration des Nations Unies pour la Population, l'Enfance et le Programme Alimentaire Mondial⁵⁴.

À ce titre, la revue à mi-parcours de ce cadre de coopération envisageait la programmation sous le prisme d'un tout stratégique de mécanismes et processus convergent tous vers la promotion du bien-être⁵⁵. En effet, cette vision permettait d'entrevoir la pauvreté sous plusieurs dimensions, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

⁵³ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études N°1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

⁵⁴ M. Zeh Nlo, 40 ans, Assistant au Représentant Résident et chef de l'unité Développement durable au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 20/09/2021.

⁵⁵ E. A. Damiba, D. Abouem A Tchoyi, "Projet de rapport de la revue à mi-parcours du cadre de coopération PNUD/Cameroun 2003-2007", version 00 non éditée, PNUD/MINPLAPDAT, 2005, p. 10.

Tableau 14 : Les ressources fournies par le PNUD au Programme 2003-2007 par domaines d'intervention

| Domaines d'intervention | TRAC (PNUD) | Montant total prévu |
|-------------------------|-------------------|---------------------|
| Gouvernance | 9 322 000 | 18 117 777 |
| Pauvreté | 1 100 000 | 22 275 320 |
| Environnement | 3 500 000 | 8 000 000 |
| Total | 13 922 000 | 48 393 097 |

Source: E. A. Damiba, D. Abouem A Tchoyi, "Projet de rapport de la revue à mi-parcours du cadre de coopération PNUD/Cameroun 2003-2007", version 00 non éditée, PNUD/MINPLAPDAT, 2005, p.11.

Selon le rapport du groupe d'experts de la revue à mi-parcours, il est évident que les ressources propres du Programme des Nations Unies pour le Développement sont réparties en pourcentage de la manière suivante: 8% pour réduire la pauvreté et 25% pour protéger l'environnement et augmenter la couverture énergétique. Enfin, 67% soutiennent la bonne gouvernance. En effet, ce gain d'intérêt pour la gouvernance tenait du fait que c'est durant cette période que le phénomène de corruption s'était plus développé. Toutefois, cette répartition était en parfait accord avec les priorités gouvernementales. Par la suite des séminaires de renforcement des compétences des acteurs étatiques constituaient les points saillants de l'action du Programme onusien pour améliorer le niveau d'éthique et de probité au Cameroun. Partant des acquis de son prédécesseur, ce huitième cycle va poursuivre dans cette lancée.

2- Huitième cycle de coopération (2008-2012)

L'analyse du rapport d'évaluation finale de ce cadre de coopération permet de constater que la mise en place de ce nouvel accord de partenariat s'était largement appuyée sur le document stratégique de réduction de la pauvreté établi depuis 2003⁵⁶. Il s'appuyait sur les principaux amendements demandés lors du précédent examen du cadre de coopération concernant les attitudes et pratiques à adopter pour le cadre de partenariat à venir⁵⁷. Il s'agissait entre autre une transparence plus claire dans la gestion des fonds du programme en déclinant les apports de chaque membre. Par ailleurs, la mise sur pied des mesures devant permettre une réelle appropriation des acquis par les nationaux dans l'optique de leur permettre de pouvoir reproduire dans les mêmes circonstances certains projets ayant réussi⁵⁸.

⁵⁶ P. Mieuguem, M. Laoumaye, N.Kongne, "Évaluation à mi-parcours du programme de coopération Cameroun-PNUD 2008-2012", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2010, p. 3.

⁵⁷ *Ibid.* p. 3.

⁵⁸ M. Zeh Nlo, 40 ans, Assistant au Représentant Résident et chef de l'unité Développement durable au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 20/09/2021.

Doté d'un budget de vingt-trois millions quatre cent quarante-cinq mille (23 445 000) dollars⁵⁹, ce cadre a vu la participation de plusieurs parties prenantes du développement au Cameroun dont les plus importantes étaient le Programme des Nations Unies pour le Développement et le gouvernement avec respectivement les sommes de sept millions neuf cent quarante-cinq mille dollars américains⁶⁰. Cependant, la gouvernance et l'amélioration de l'état de droit, la lutte contre la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement étaient des priorités cruciales dans ce cadre de coopération. Ces priorités étaient particulièrement importantes pour le pays qui lutte depuis longtemps pour fournir des services et des infrastructures de base à leurs citoyens.

Une gouvernance efficace est essentielle pour garantir que les lois sont appliquées, que la corruption est réduite au minimum et que les ressources publiques sont utilisées de manière efficace et efficiente. Elle est également essentielle pour promouvoir la croissance économique et créer des opportunités pour les citoyens afin d'améliorer leur bien-être économique. Outre la bonne gouvernance, la lutte contre la pauvreté est une autre priorité essentielle pour de nombreux pays. La pauvreté est un obstacle majeur au développement et une barrière importante à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Le gouvernement et le PNUD doivent s'efforcer de réduire la pauvreté en créant des emplois, en améliorant l'accès à l'éducation et aux soins de santé, et en fournissant des services sociaux de base à ceux qui en ont besoin. La gestion de l'environnement et des ressources énergétiques est également une priorité essentielle pour toute nation. Alors que le monde continue de se débattre avec les effets du changement climatique, il est essentiel que le Cameroun et le Programme onusien prennent des mesures proactives pour protéger l'environnement et promouvoir le développement durable. Il s'agit notamment d'investir dans les sources d'énergie renouvelables, de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de mettre en œuvre des politiques qui favorisent la durabilité de l'environnement.

Dans l'ensemble, ces priorités étaient essentielles pour promouvoir le développement durable et améliorer la vie des citoyens camerounais. Le gouvernement et le Programme des Nations Unies pour le Développement doivent travailler en synergie d'action dans ce sens pour relever ces défis et veiller à ce que les générations futures aient accès à un avenir sain et prospère. Par la suite, des thèmes transversaux ont complété ces domaines notamment: la lutte

⁵⁹ P. Mieuguem, M. Laoumaye, N.Kongne, "Évaluation à mi-parcours du programme de coopération Cameroun-PNUD 2008-2012", p. 2.

⁶⁰ *Ibid.* p. 2.

contre le VIH/SIDA, égalité du genre, les technologies de l'information et de la communication⁶¹. En effet, l'accent porté sur le genre ici a encore plus d'emphase à cause du déclenchement du conflit avec Boko Haram, qui s'est matérialisé par une diminution de la présence féminine dans les établissements scolaires⁶². Le tableau ci-dessous illustre le degré d'implication de chaque acteur concerné pour la matérialisation des projets au Cameroun lors de ce huitième cycle de coopération.

Tableau 15 : État des contributions de financement pour le cycle de programmation 2008-2012

| Contributions | Montants alloués (millions de dollars américains) |
|--|--|
| PNUD (fonds TRAC) | 7 945 000 |
| État | 3 000 000 |
| Fonds de l'Environnement Mondial (FEM) | 1 500 000 |
| <i>Thematic Trust Fund</i> / Fonds fiduciaires thématiques (TTF) | 500 000 |
| Tiers Partie | 9 300 000 |
| Autres | 1 200 000 |
| Coût total du programme | 23 445 000 |

Source: P. Mieuguem, M. Laoumaye, N.Kongne, "Évaluation à mi-parcours du programme de coopération Cameroun-PNUD 2008-2012", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2010, p.2.

De ce tableau, l'on remarquait que le financement du *TRAC* du programme onusien semblait représenter 34% du fonds total, en comparaison avec 20% lors du cycle précédent⁶³. Cela démontrait clairement une volonté de celui-ci d'augmenter les fonds alloués au programme. Pour que les initiatives aient plus d'impact. Par ailleurs, l'on note également que la contribution du gouvernement a été clairement mentionnée comme recommandée dans le précédent cadre de partenariat.

Il est clair que l'entrée en vigueur de ce cadre de coopération a été bénéfique pour le pays dans la mesure où si l'on fait un retour en arrière, l'on s'aperçoit qu'en 2011, des élections présidentielles ont eu lieu au Cameroun. Ainsi, un regard avisé permet d'affirmer qu'en œuvrant au renforcement de la gouvernance, le par la divulgation des bonnes pratiques administratives, le Programme a apporté sa pierre à l'édifice lorsqu'il avait doté l'agence en charge des élections au Cameroun d'un logiciel permettant une gestion saine et transparente de ce processus. Partant de ce bilan quasi appréciable, les deux partenaires ont décidé de poursuivre leur coopération en lançant un neuvième cycle.

⁶¹ *Ibid.* p. 4.

⁶² C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

⁶³ P. Mieuguem, M. Laoumaye, N.Kongne, "Évaluation à mi-parcours du programme de coopération Cameroun-PNUD 2008-2012", p. 6.

3- Neuvième cycle de coopération (2013-2017)

Le plan-cadre d'assistance au développement des Nations Unies a été adopté et signé par le gouvernement camerounais et le Système des Nations Unies le 27 mars 2012⁶⁴. Ce faisant, le Bureau du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun a créé son Document de Programmation en partenariat avec le gouvernement; lequel avait été approuvé par le conseil d'administration de janvier 2013⁶⁵, par un vote unanime. Au cours du processus de création d'un cadre de coopération avec le Cameroun, quatre grands programmes ont été identifiés. Le premier programme visait à améliorer la participation politique des groupes socialement vulnérables dans les plans politiques et stratégiques. Ce programme reconnaissait qu'il existe certains groupes dans la société qui ont été historiquement exclus de la participation aux processus de prise de décision politique. Par conséquent, des efforts ont été faits pour s'assurer que ces groupes ont une voix et sont représentés dans les discussions politiques.

Le deuxième programme visait à améliorer la résilience des populations face aux effets du changement climatique. Le changement climatique est un problème mondial qui nous concerne tous, mais il affecte de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables. Par conséquent, ce programme s'est concentré sur le renforcement des capacités et l'élaboration de stratégies pour aider les communautés à s'adapter aux effets du changement climatique.

Le troisième programme visait à améliorer la qualité des services publics fournis aux citoyens. Ce programme reconnaît que l'accès aux services de base tels que l'éducation, les soins de santé et l'eau est essentiel au bien-être des citoyens. Par conséquent, des efforts ont été faits pour améliorer la qualité et l'accessibilité de ces services.

Le quatrième et dernier programme visait à améliorer les revenus et l'accès aux services socio-économiques de base des populations de la zone sahéenne. La zone sahéenne est une région qui se caractérise par de faibles précipitations et des températures élevées, ce qui rend difficile pour les communautés de cultiver et de maintenir leurs moyens de subsistance. Ce programme s'était concentré sur le développement de stratégies visant à améliorer l'accès aux services de base tels que les soins de santé, l'éducation et l'eau, ainsi que sur la création d'opportunités pour générer des revenus.

⁶⁴ PNUD, "Country programme action plan (CPAP 2013-2017)", Yaoundé, PNUD, 2013, p. 10.

⁶⁵ *Ibid.* p. 10.

En résumé, ces quatre programmes avaient été conçus pour répondre à certains des problèmes les plus urgents auxquels le Cameroun est confronté aujourd'hui. En travaillant ensemble, le Programme des Nations Unies pour le Développement et le gouvernement avaient contribué à améliorer la vie des populations vulnérables, renforcer la résilience aux impacts du changement climatique, améliorer l'accès aux services de base et créer des opportunités de génération de revenus.

Compte tenu des réformes entreprises durant le précédent cycle, ce dixième cycle trouve sa particularité dans l'extension de son délai d'exécution afin d'aider le gouvernement dans sa lutte contre la COVID-19.

4- Dixième cycle de coopération (2018-2021)

Il s'agit d'une contribution du programme des Nations unies pour le développement au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du Cameroun pour la période 2018-2021⁶⁶, qui a été préparée en collaboration avec le gouvernement⁶⁷. Cependant, ce cycle reposait sur des bases stratégiques de développement très solides. À ce titre, le descriptif de ce cycle de coopération précisait qu'il était conforme au mécanisme de développement et du progrès, ainsi qu'au plan d'action de l'Union africaine à l'horizon 2063 et bien d'autres cadres stratégiques de référence⁶⁸.

Le bureau indépendant d'évaluation du Programme des Nations Unies pour le Développement lors de l'évaluation finale de ce cycle précisait que l'élaboration de ce cycle avait permis de fixer un coût total de trente-six millions neuf cent mille (36 900 000) dollars⁶⁹. Les participations financières étaient respectivement à cinq millions quatre cent mille (5 400 000) dollars venant du Programme onusien⁷⁰. Le gouvernement camerounais avait contribué à hauteur de douze millions deux cent mille (12 200 000) dollars et les dix-neuf millions trois cent mille (19 300 000) dollars⁷¹, ont été amassées grâce aux diverses mobilisations des autres partenaires au développement.

⁶⁶ Quelques clarifications s'imposent à ce niveau. En effet, initialement prévu de s'achever en 2020, ce cycle a été rallongé d'une année car la survenue de la pandémie au Cameroun avait coïncidé avec l'année où il était supposé se terminer.

⁶⁷ A.PNUD-DP/DCP/CMR/3, "Descriptif de programme de pays pour le Cameroun (2018-2021)", New York, Nations Unies, 2017, p. 4.

⁶⁸ *Ibid.* p.4.

⁶⁹ UNDP, "Independent Country Programme Review: Cameroon", New York, UNDP, 2020, p. 1.

⁷⁰ *Ibid.* p. 1.

⁷¹ *Ibid.* p. 1.

De plus, les descriptions des programmes prévoyaient de mettre l'accent sur deux priorités principales. Améliorer l'accès des jeunes et des femmes à des opportunités de travail décentes et renforcer la résilience aux chocs environnementaux, sociaux et économiques⁷².

En outre, il a été rapporté dans la description du programme que l'accent devait être mis sur deux priorités principales, telles l'amélioration de l'accès équitable des femmes et des jeunes aux possibilités de travail décent et le renforcement de la résilience pour résister aux chocs environnementaux, sociaux et économiques. Premièrement, l'amélioration de l'accès équitable des femmes et des jeunes aux opportunités de travail décent. Ceci était crucial pour atteindre les objectifs de développement durable, car cela permettait aux groupes marginalisés de contribuer à l'économie et à la société dans son ensemble. En offrant l'égalité des chances, le partenariat allait contribuer à la création d'une société plus inclusive et plus juste⁷³.

Deuxièmement, le programme visait à renforcer la résilience pour résister aux chocs environnementaux, sociaux et économiques. Cela devenait de plus en plus important car le Cameroun était confronté à des catastrophes naturelles plus fréquentes et plus graves, à des turbulences économiques et à des troubles sociaux. Renforcer la résilience implique de développer des stratégies d'adaptation, d'améliorer les filets de sécurité sociale et d'investir dans des infrastructures durables. Ce faisant, cela permettait aux communautés de faire face à des défis inattendus et veiller à ce qu'elles puissent se rétablir et prospérer par la suite.

En résumé, le programme était axé sur la promotion d'un accès équitable à des opportunités de travail décent et sur le renforcement de la résilience pour résister aux chocs. Grâce à ces deux priorités, la participation à la réalisation du développement durable et à la création d'un avenir plus juste et plus durable pour tous n'est pas compromise.

De plus, le programme vise les objectifs de développement durable 1, 5, 8, 13, 15 et 16, conformément aux priorités du gouvernement⁷⁴.

⁷² A.PNUD-DP/DCP/CMR/3, "Descriptif de programme de pays pour le Cameroun (2018-2021)", New York, Nations Unies, 2017, p.5.

⁷³ J. Mballa, 38 ans, Experte nationale en genre et planification au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 21/09/2021.

⁷⁴ A.PNUD-DP/DCP/CMR/3, "Descriptif de programme de pays pour le Cameroun (2018-2021)", p.5.

Photo 7 : Présentation des 17 Objectifs de Développement Durable



Source: Archives du CINU, 2015.

Il ressortait d'après le descriptif du programme que dans l'optique de diminuer la fragilité et les inégalités, de renforcer la résilience et de promouvoir un développement inclusif, les principales cibles du Programme onusien étaient les jeunes et les femmes. À ce titre, le Bureau indépendant du PNUD dans son rapport d'évaluation précisait que pour l'accompagnement efficace de ces cibles, les centres d'écoute d'avant avaient muté en Bureaux d'emploi municipal. Ces derniers étaient dotés d'une ossature juridique assise et des moyens plus adéquats pour offrir des opportunités d'emplois à cette catégorie de la population. De plus, le programme d'appui à la résilience économique au Cameroun avait participé pour sa part dans la mise sur des activités génératrices de revenus par la promotion des chaînes prometteuses et la mise sur pied des plaidoyers en faveur de la microfinance au Cameroun⁷⁵. En effet, il faut le rappeler parce que le secteur traditionnel de la finance n'était pas toujours à la portée de tous et surtout des jeunes et des femmes sans emploi. Grâce à cette action, ces derniers pouvaient accéder à des comptes dans ces structures de microfinance et faire des cotisations soit mensuelles ou journalières selon leur niveau de rendement.

Cependant, le Bureau de l'examen indépendant a déterminé que les dépenses totales s'élevaient à vingt un million cent mille dollars à la fin des deux premières des trois années initialement prévues⁷⁶. Le tableau ci-dessous retrace les pourvoyeurs de fonds majoritaires des projets du PNUD au Cameroun lors de la matérialisation du cycle de programmation 2018-

⁷⁵ R. Onana, "Évaluation finale du projet d'appui à la résilience économique (PAREC)", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2022, p. 58.

⁷⁶ UNDP, "Independent Country Programme Review: Cameroon", p. 11.

2021. En outre, le constat qui émerge est que le Japon reste et demeure un fidèle allié du PNUD, au regard de son implication fréquente dans le financement de ses projets.

Tableau 16 : Principaux donateurs du cycle de coopération 2018-2021

| Donateurs | Montants (en millions de dollars) |
|-----------------------------|-----------------------------------|
| Japon | 5,73 |
| PNUD | 5,32 |
| Global Environment Facility | 4,47 |
| Allemagne | 3,34 |
| Peacebuilding Fund | 1,25 |

Source: UNDP, "Independent Country Programme Review: Cameroon", New York, UNDP, 2020, p. 11.

De plus, l'objectif ultime de parvenir à l'égalité des sexes est d'intégrer la dimension de genre dans le cycle de programmation 2018-2021. Il faisait référence au processus d'appréciation de la participation des deux sexes dans la planification des activités dans tous les secteurs d'activités⁷⁷. En effet, l'intégration de ces thématiques dans ces documents projets témoignait de la volonté du programme des nations unies pour le développement de mettre fin aux marginalisations de toutes sortes. Ainsi, pendant les différents projets, les bienfaits vont désormais être mieux redistribués et à parts égales entre les deux sexes⁷⁸.

Grâce à l'observation empirique de ces différents cycles de coopération entre le PNUD et le gouvernement du Cameroun, des constats pertinents émergent à l'horizon au rang desquels:

- Tout au long de leur coopération, le Programme des Nations Unies pour le Développement a toujours tenu à adapter ses axes d'interventions avec ceux développés dans les documents stratégiques d'action nationale notamment celui de la réduction de la pauvreté et celui traitant de la croissance économique.

- De plus, les zones d'interventions étaient à chaque fois réactualisées en fonction des attentes du moment; c'est ce qui fait en sorte que le Programme se retrouve à intervenir dans presque toutes les régions du pays. Par ailleurs, ce recentrage était primordial car il permettait au programme de mieux s'adapter en fonction du contexte. L'on se rappelle que la dispersion dans les actions du Programme onusien lui a toujours décrié par ses détracteurs. Raison pour laquelle, bien que se retrouvant sur toute l'étendue du territoire, le Programme des Nations Unies pour le Développement exerce de manière spécifique dans les zones à risque

⁷⁷ PNUD, "Stratégie du bureau pays PNUD Cameroun pour la promotion de l'égalité des sexes 2018-2020", Yaoundé, PNUD, 2018, p. 7.

⁷⁸ *Ibid.* p. 7.

notamment dans toute la septentrionale du pays et plus récemment encore dans les zones anglophones. Ceci, il a implémenté des projets çà et là dans les autres zones du Cameroun notamment à l'Ouest Cameroun, au Sud, au Littoral et aussi à l'Est Cameroun.

Par ailleurs, compte tenu du fait que l'image du Programme des Nations Unies pour le Développement soit plus attachée au label de la lutte contre la pauvreté et de la promotion du développement, c'est à juste titre que durant tous les cycles de programmation proposés, une place importante ait été accordée au combat contre la pauvreté sur toutes ses formes. Cependant, ces résultats bien que mitigés, vont faire l'objet d'une chapitre dans ce travail d'où une appréciation va être faite. Ainsi, le tableau ci-dessous retrace chronologiquement ces différents cycles de programmation assortis des thématiques y rattachées.

Tableau 17 : Cycles de coopération entre le PNUD et le Cameroun de 1972 à 2021

| Années | N° du cycle | Thématiques concernées |
|-----------|--------------------------------|-------------------------------------|
| 1972-1976 | Premier cycle de coopération | DEVELOPPEMENT |
| 1977-1981 | Deuxième cycle de coopération | |
| 1982-1986 | Troisième cycle de coopération | |
| 1987-1991 | Quatrième cycle de coopération | |
| 1992-1996 | Cinquième cycle de coopération | DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE |
| 1997-2001 | Sixième cycle de coopération | |
| 2003-2007 | Septième cycle de coopération | ATTEINTE ET REALISATION DES OMD/ODD |
| 2008-2012 | Huitième cycle de coopération | |
| 2013-2017 | Neuvième cycle de coopération | |
| 2018-2021 | Dixième cycle de coopération | |

Source: J.P. Ayangma à partir des différents rapports d'activités du PNUD au Cameroun.

À l'observation de ce tableau, moult constats apparaissent. On constate qu'entre le sixième et le septième cycle de coopération, il y a eu deux années de vide; l'explication ici se trouve dans le fait qu'il a fallu un temps de préparation au Programme onusien afin de faire cadrer leurs priorités avec les exigences des Objectifs du Millénaire pour le Développement. En poursuivant, on se rend compte que le dixième cycle ne fut que d'une durée de deux ans. En effet, la raison réside dans le fait qu'étant donné que le Cameroun se trouve dans un contexte de crise sécuritaire (conflit avec Boko Haram et crise sociopolitique dans les zones anglophones), le bureau du Programme des Nations Unies pour le Développement du Cameroun a donc décidé de miser sur une stratégie de relèvement précoce et de promotion de la résilience économique d'où la mise en place de ce cycle de courte durée afin d'apporter des solutions rapides à ces problèmes qui pour la plupart sont apparus à la fin du neuvième cycle et ne pouvaient donc plus y être incorporés. Au regard des différents cycles de programmation qui ont permis l'effectivité de la coopération entre le Cameroun et le Programme des Nations

Unies pour le Développement (PNUD), on peut observer à la fois des similitudes et des différences dans ces différents cycles. Chaque cycle de programmation, généralement d'une durée d'environ cinq (5) ans ou plus, est le fruit d'un processus de consultation et de planification stratégique entre le gouvernement camerounais et les représentants du PNUD. Ces cycles visent à définir les priorités en matière de développement et à aligner les interventions du PNUD avec les objectifs nationaux de développement durable.

Bien que les thématiques et les secteurs d'intervention puissent varier d'un cycle à l'autre en fonction des besoins évolutifs du pays, on peut noter certaines constantes. Par exemple, l'accent mis sur le renforcement des capacités des institutions publiques, l'appui à la bonne gouvernance et la promotion de l'équité et de l'inclusion sociale sont souvent des axes transversaux à ces différents programmes. Cependant, les modalités de mise en œuvre, les ressources allouées et les résultats obtenus peuvent différer sensiblement d'un cycle à l'autre, en fonction du contexte économique, politique et social du moment. Certains cycles ont ainsi pu connaître des succès plus importants que d'autres, en fonction de la conjoncture et de la capacité des parties prenantes à s'adapter aux évolutions. Au final, cette coopération de longue date entre le Cameroun et le PNUD, à travers ces différents cycles de programmation, témoigne de l'engagement mutuel à œuvrer pour le développement durable du pays.

En outre, plusieurs facteurs historiques peuvent expliquer à la fois les similarités et les divergences observées entre les différents cycles de programmation dans la coopération entre le Cameroun et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). À cet effet, les changements politiques majeurs qu'a connus le Cameroun, comme l'alternance entre régimes à parti unique et multipartisme, ont également eu un impact significatif sur la dynamique de la coopération avec le PNUD. Chaque période politique a en effet apporté son lot de priorités et d'orientations différentes en matière de développement, ce qui a nécessité des ajustements dans la programmation. Enfin, l'évolution du contexte international, avec notamment l'émergence de nouveaux enjeux globaux comme le climat ou la gouvernance, a conduit le PNUD à réorienter progressivement ses interventions au Cameroun, générant parfois des écarts avec les attentes nationales traditionnelles. Ainsi, la coopération Cameroun/PNUD porte la marque de multiples facteurs historiques qui expliquent à la fois ses continuités et ses transformations au fil des décennies. Une fois les cadres de coopération clairement fixés, l'étude des types de projets mis en place par ce Programme permet de savoir quelle catégorie de projets celui-ci met en œuvre au Cameroun.

V- LES TYPES DE PROJETS DU PNUD AU CAMEROUN

Auteur d'un ouvrage phare sur ce Programme onusien, Zarkovitch fait remarquer que presque tous les secteurs d'activité sont touchés par les projets menés par des spécialistes du Programme des Nations Unies pour le développement⁷⁹. Ils peuvent contenir tout ce qui intéresse un être humain⁸⁰. De plus, Hoffman précise que l'appui offert par ce Programme onusien couvre tous les secteurs d'épanouissement de l'homme à la fois sur les plans économique et social⁸¹. Néanmoins, en fonction de la nature des tâches confiées aux spécialistes, ces projets peuvent être répartis en plusieurs catégories⁸². En réalité, il existe quatre catégories principales de tâches, qui sont présentées ainsi qu'elles suivent:

1- Les projets de démonstration

Ceux-ci consistent principalement à illustrer un processus d'enseignement à un groupe de personnes⁸³. À ce niveau, Zarkovitch en donne une illustration. Par exemple, si un engin est acheté dans le cas spécifique d'initiative du programme de développement des Nations Unies, un spécialiste va être dépêché pour enseigner aux populations comment est-ce qu'il fonctionne et l'utiliser avec compétence⁸⁴. Cette catégorie de projet s'avère être la moins difficile à implémenter. De plus, le support technique est souvent efficace dans ce type de tâche. En guise d'illustration pour ce qui est du Cameroun, le projet du fonds agricole mondial "lutte contre le Striga", parasite s'attaquant en particulier au mil, au sorgho et au maïs majoritairement cultivé dans le Nord du Cameroun⁸⁵, l'assistance technique du Programme des Nations Unies pour le Développement à hauteur de trois cent quatre-vingt-quatorze (394 000) dollars⁸⁶ a néanmoins permis de développer et de populariser; et ceci dans les limites des moyens du plus petit planteur des technologies agricoles capables de lutter contre ce parasite. Ainsi, des pulvérisateurs avaient été offerts aux agriculteurs. À la suite de la démonstration, la phase opérationnelle est aussi très importante car elle permet de toucher du doigt les projets entrepris.

⁷⁹ S.S. Zarkovitch, *Le Programme des Nations Unies pour le Développement: étude critique*, Paris, PUF, p. 35.

⁸⁰ *Ibid.* p. 35.

⁸¹ P. Hoffman, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement", *Tiers-Monde*, tome 12, n°46, 1971, p.271, DOI : <https://doi.org/10.3406/tiers.1971.1769>

⁸² S.S. Zarkovitch, *Le Programme des Nations Unies pour le Développement: étude critique*, p. 35.

⁸³ *Ibid.* p. 35.

⁸⁴ *Ibid.* p. 35.

⁸⁵ R. Hirihiri Edibe, 49 ans, Ex Gestionnaire CEOCA Maga, Maga, entretien du 04/08/2021.

⁸⁶ A.PNUD-DP/CP/CMR/4, "Country and intercountry programmes and projects-Fourth country programme for Cameroon", p. 8.

2- Les projets opérationnels

Il s'agit ici des initiatives où des spécialistes sont envoyés sur le terrain pour effectuer des tâches de routine⁸⁷, telles que la supervision des travaux administratifs, l'exécution de tâches de conseil liées à des questions administratives courantes, les soins aux patients dans les hôpitaux ou les centres médicaux, l'enseignement général dans diverses écoles afin de renforcer les capacités des concernés⁸⁸. Aussi, selon Michel Virally, ceux-ci se concentrent plus sur la fourniture des biens, services et fonds ou pour dire un seul mot, il s'agit des réalisations à caractère matériel⁸⁹. Cette catégorie de projet est encouragée lors des activités de transfert des compétences. En effet, puisqu'il s'agit d'un partage de connaissances et d'expérience, les experts locaux vont bénéficier de ses nouvelles capacités pour accroître leurs connaissances dans tel ou tel autre domaine. Ces derniers, dotés des compétences requises sont capables de s'assurer du respect des critères nécessaires à la mise en œuvre d'une bonne émergence financière. Ainsi, dans le cadre du partenariat PNUD-Cameroun, les projets rentrant dans cette catégorie sont: le Sous-Programme Réduction de la Pauvreté Base phase I et II, Support to Micro-schemes, Africa 2000 pour les PME. À l'issue des projets dits opérationnels, la phase de renforcement des capacités permet d'aboutir à la mise sur pied des projets organisationnels.

3- Les projets d'organisation

Rentrant dans cette catégorie, ce sont des projets ayant pour vocation de créer et mettre en œuvre un schéma de déroulement d'une activité spécifique⁹⁰. Il est possible que les missions mentionnées incluent la création des données chiffrées sur l'agriculture actuellement, la promotion du développement de l'agriculture et la création d'une stratégie pour la réduction du taux de chômage dans un pays⁹¹. À titre d'exemple, on peut citer le cas des projets tels que: "Assistance for the establishment of a national seed plan" mis en œuvre depuis le troisième cycle de coopération (1982-1986); le projet "Renforcement des capacités du Centre National des Sols" mis en place depuis 1974⁹². Au même titre que les projets d'organisation, les projets de recherche sont aussi très importants.

⁸⁷ S.S. Zarkovitch, *Le Programme des Nations Unies pour le Développement: étude critique*, p. 35.

⁸⁸ *Ibid.* p. 35.

⁸⁹ M. Virally, "La notion de Programme: un instrument de la coopération technique multilatérale", *Annuaire français de droit international*, Vol.14, 1968, p.538. DOI : <https://doi.org/10.3406/afdi.1968.1507>

⁹⁰ S.S. Zarkovitch, *Le Programme des Nations Unies pour le Développement: étude critique*, p. 36.

⁹¹ *Ibid.* p. 36.

⁹² A.PNUD-DP/CP/CMR/4, "Country and intercountry programmes and projects-Fourth country programme for Cameroon", p. 8.

4- Projets d'organisation et de recherche

À ce niveau Zarkovitch fait constater que le travail du spécialiste consiste à mettre sur pied les fondements d'une activité spécifique après avoir mené une activité de recherche plus ou moins approfondi, qui doit présenter clairement la typologie de la structure à créer et les techniques de travail utilisées pour garantir son efficacité et son efficience⁹³.

Comme exemple, le cas particulier du projet visant le renforcement des capacités du centre pour les Petites et Moyennes Entreprises où le programme des nations unies pour le développement avait offert en 1971, une somme de huit cent mille (800 000) dollars⁹⁴; ce qui avait permis d'améliorer les activités d'encadrement offertes aux Petites et Moyennes Entreprises par ce centre. De plus, partant du fait que le Cameroun est et demeure un pays attrayant avec un fort potentiel touristique, le constat flagrant était qu'en 1986, la capacité totale des chambres d'hôtel disponibles s'élevait à sept mille cent quarante-six (7146) chambres⁹⁵; disposant d'un personnel n'ayant aucune formation professionnelle en hôtellerie. Ainsi, lors du projet "école d'hôtellerie de Ngaoundéré", le Programme des Nations Unies pour le Développement dispensa à Yaoundé, une formation en hôtellerie à mille (1000) employés et deux cent quinze (215) promoteurs d'hôtels toutes régions confondues à partir de 1987 leur offrant des formations pratiques, des équipements⁹⁶.

En conclusion, il ressort ici que la majeure partie des projets de ce Programme onusien au Cameroun répond à cette nomenclature. En revanche, cela a permis à cet organisme de sortir de son renfermement dans les bureaux comme autrefois. Car, grâce aux projets de type opérationnel, des spécialistes du Programme commencent déjà à être envoyés sur le terrain. Par ailleurs, les projets de démonstration et de recherche font de plus en plus l'apanage du Programme onusien car l'a-t-on fait remarquer, les activités d'encadrement et beaucoup de renforcement des capacités sont monnaies courantes chez cet organisme. En outre, le suivi et évaluation sont aussi deux activités qui intéressent le programme des nations unies pour le développement bien des critiques lui sont également formulées à ce niveau. Le Programme des Nations Unies pour le Développement avec son vaste réseau de Représentants Résidents, contribue à la réalisation et à la matérialisation des termes de référence fixés dans le cadre de

⁹³ S.S. Zarkovitch, *Le Programme des Nations Unies pour le Développement: étude critique*, p. 35.

⁹⁴ A.PNUD, "Appraisal of a Small and Medium Scale Enterprise Project Cameroon", Report n°718a-CM, 1975, p. 8.

⁹⁵ A.PNUD-DP/CP/CMR/4, "Country and intercountry programmes and projects-Fourth country programme for Cameroon", p. 19.

⁹⁶ *Ibid.* p. 19.

l'accord fixant ladite coopération. Ainsi, la connaissance de ces hommes qui ont œuvrés à la réalisation de ce partenariat de longue date est d'une importance capitale. Bien ceux-ci de par le passé étaient aussi coordonnateurs résidents du système des nations unies, cette fonction supplémentaire ne leur incombe plus.

VI- QUELQUES REPRESENTANTS RESIDENTS DU PNUD AU CAMEROUN ET LEURS ACTIONS⁹⁷

Il s'agit ici de présenter ces personnages qui ont œuvré dans le cadre du partenariat de longue date entre le Cameroun et le Programme des Nations Unies pour le Développement. Ceci étant, le choix des personnalités qui va suivre a été motivé par des critères aussi divers que variés au rang desquels l'ampleur des réalisations effectuées durant leur mandat, la mise en place des projets adaptés aux difficultés réelles vécues par les populations et ayant produit un impact positif; sans oublier les innovations introduites. Dans ce sens, Herbert Prince M'Cleod a été un des dirigeants remarquables du bureau PNUD pour le Cameroun.

1- Herbert Prince M'Cleod

Photo 8 : Herbert Prince M'Cleod



Source: Archives du PNUD, 1991.

⁹⁷ Il est important de préciser que l'ordre des personnages qui va suivre n'est pas un agencement exact des différents représentants résidents. En effet, les personnages présentés dans cette rubrique sont ceux qui ont eu à poser des actes ayant produit des effets positifs au sein de la population. Mais par la fin, un tableau illustratif donne plus amples informations sur l'ordre chronologique de succession de ces différents représentants résidents.

Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun, c'est lui qui ratifia le troisième accord de coopération entre le gouvernement camerounais et cet organisme onusien le 25 Octobre 1991⁹⁸ ce qui a rendu caduque les accords précédemment signés entre l'ex Fonds spécial des Nations Unies, puis par le Programme des Nations Unies pour le Développement et le gouvernement camerounais entre 1961 et 1968. De plus, compte tenu de l'agenda des Nations Unies pour le développement relatif au développement humain durable, il avait eu la lourde mission d'accompagner le gouvernement qui traversait depuis lors une sérieuse crise économique dans la formulation et la mise en place des projets de renforcement le développement du capital humain camerounais. Il participait également à la rédaction des rapports nationaux sur le développement humain, car pour le petit rappel c'est dès le début des années 1990 que le Programme des Nations Unies pour le Développement a développé l'Indice de Développement Humain⁹⁹. Il était dès lors question de rendre compte des actions du Cameroun en ce qui concerne le développement humain à l'échelle nationale. Poursuivant dans sa logique de réalisations majeures, Sophie de Caen a eu poser des actions d'une remarquable portée sur le sol camerounais durant son séjour.

2- Sophie De Caen

Photo 9 : Sophie De Caen



Source: Archives du PNUD, 2005.

⁹⁸ Cameroun-PNUD, "Accord type d'assistance de base signé à Yaoundé le 25 octobre 1991", 1991.

⁹⁹ Université de Genève-information sur le développement durable-indicateurs, "1990 Indice de Développement Humain (IDH)", 24 novembre 2011. <https://ise.unige.ch/isdd/spip.php?article174>, consulté le 21 juillet 2020 à 15 heures.

Son passage au Cameroun a fait en sorte qu'elle puisse contribuer à la mise en œuvre de plusieurs projets grâce à l'aide des dix-sept institutions du système onusien¹⁰⁰ qu'elle dirigeait¹⁰¹. L'ensemble du groupe a participé à l'implémentation d'actions ou initiatives dans divers secteurs tels que l'environnement, la gouvernance, l'éducation et la lutte contre la pauvreté entre 2005 et 2008¹⁰². Dès les premiers mois de son arrivée par exemple, entre 2005 et 2007, de par son concours, un prêt d'un million (1 000 000) de dollar américain avait été accordé au projet de soutien au Programme National de Gouvernance¹⁰³. En utilisant ce Programme Gouvernance, ce prêt visait à aider le Cameroun à mettre en place une efficacité et transparence dans la gouvernance de l'État¹⁰⁴, un accès équitable grâce à une justice efficace et à renforcer la décentralisation qui est déjà en marche¹⁰⁵. Au rang des réalisations issues de cette aide que son organisation à accorder au Cameroun, on note le vote de nouvelles en matière pénale, la mise en place d'une stratégie destinée à traquer les détournement de fonds, la création d'une chambre des Comptes, l'adoption d'une législation sur la propriété, la mise en marche d'une réglementation en rapport avec la décentralisation et une refonte du secteur de la justice au Cameroun¹⁰⁶. Ici, il convient de faire une remarque. En effet, l'on constate avec fierté que durant son mandat la gouvernance a vraiment progressé prenant déjà en compte toutes les couches de la société¹⁰⁷. Par ailleurs, les abus de toutes sortes ne pouvant plus être acceptés, il y a eu une refonte du système de la justice au Cameroun.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement a collaboré avec l'ancien Ministère de la Planification, de la Programmation et de l'Aménagement du Territoire et la Direction de l'Administration Territoriale pour mettre en place un projet appelé assistance à la réforme électorale au Cameroun, d'une valeur d'environ un million quarante-sept mille

¹⁰⁰Bonabéri.com, actualités "Cameroun: fin de mission pour Sophie De Caen", 27/03/2008. https://www.bonaberi.com/ar,cameroun_fin_de_mission_pour_sophie_de_caen,3982.html, consulté le 14 mai 2021 à 12 heures.

¹⁰¹ Pour rappel, autrefois c'est le Programme des Nations Unies pour le Développement qui coordonnait toutes les activités des autres agences du système des nations unies, mais depuis janvier 2019, ce rôle lui a été retiré au profit de l'organe onusien dénommé: OCHA.

¹⁰²Bonabéri.com, actualités "Cameroun: fin de mission pour Sophie De Caen", 27/03/2008. https://www.bonaberi.com/ar,cameroun_fin_de_mission_pour_sophie_de_caen,3982.html, consulté le 14 mai 2021 à 12 heures.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ M. Zeh Nlo, 40 ans, Assistant au Représentant Résident et chef de l'unité Développement durable au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 20/09/2021.

¹⁰⁵Bonabéri.com, actualités "Cameroun: fin de mission pour Sophie De Caen", 27/03/2008. https://www.bonaberi.com/ar,cameroun_fin_de_mission_pour_sophie_de_caen,3982.html, consulté le 14 mai 2021 à 12 heures.

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études N°1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

soixante-douze (1 047 072) dollars américains¹⁰⁸. En effet, ce programme n'était qu'une continuité des actions entreprises par Sophie de Caen pour venir en aide au Cameroun en matière de gouvernance démocratique, car il faut le rappeler les problèmes de corruption étaient déjà récurrents à ce moment au Cameroun. Le projet mené entre mai 2005 et décembre 2007 visait à soutenir les acteurs et agents système électoral dans leurs actions de redynamisation du fichier électoral en effectuant des campagnes de sensibilisation sur le droit de vote de chaque citoyen; à cet effet, des cartes électorales étaient établies pour la circonstance. Malheureusement l'écho n'avait pas été retentissant car la population camerounaise ne semblait pas s'y intéresser. Toutefois, le bon côté des choses est que grâce à cette initiative du Programme onusien, le système a gagné en expérience et ses agents étaient déjà dotés de compétences pour mieux gérer les prochaines échéances électorales. Dans leurs projets de réforme concernant l'information sur les activités électorales et à informer les personnes en âge de voter pour qu'elles puissent s'inscrire et participer aux élections nationales.

Un autre axe qui a marqué le passage de Sophie de Caen en territoire camerounais est son intérêt qu'elle avait porté sur le volet urbain. En effet, c'est durant son mandat qu'un axe du programme national de gouvernance avait consacré un espace aux villes. Dès lors, partant du constat fait au sujet de l'insécurité au Cameroun, le Programme des Nations Unies pour le Développement et ses partenaires nationaux ont réveillé et mieux orienté l'initiative dénommée, villes plus sûres¹⁰⁹. À ce titre, le rapport d'évaluation menée par Etende précisait qu'un éclairage public était déjà d'actualité dans certaines villes Cameroun; de plus, des espaces aménagés y avaient été créés à l'instar du bois saint Anastasie¹¹⁰. Parallèlement, une police municipale avait été établie et des comités de vigilances par quartier avaient été mis sur pied¹¹¹. Rappelons que ce projet qui concernait les villes était estimé à trois cent huit mille (308 000) dollars américains¹¹² et couvrait près de trente villes dans tout le Cameroun.

¹⁰⁸ https://www.bonaberi.com/ar,cameroun_fin_de_mission_pour_sophie_de_caen,3982.html, consulté le 14 mai 2021 à 12 heures.

¹⁰⁹ Z. Emini, 46 ans, Chef de l'unité Gouvernance et Gestion des crises au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

¹¹⁰ H. Etende Nkodo, et al., "Évaluation du Programme de gouvernance urbaine", Rapport final, Yaoundé, Breit Consulting, 2009, p. 23.

¹¹¹ *Ibid.* p. 23.

¹¹² Bonabéri.com, actualités "Cameroun: fin de mission pour Sophie De Caen", 27/03/2008. https://www.bonaberi.com/ar,cameroun_fin_de_mission_pour_sophie_de_caen,3982.html, consulté le 14 mai 2021 à 12 heures.

C'est avec satisfaction qu'on a pu constater que durant tout son séjour au Cameroun, Sophie de Caen s'était beaucoup plus consacrée aux questions gouvernementales. En effet, c'est grâce à elle que le Cameroun avait réellement pris conscience de la corruption. Par ailleurs, son mot d'ordre visait un changement d'habitudes et d'attitudes, pour s'opposer farouchement à la corruption, le gouvernement camerounais avait entamé là sa révolution qui consistait à traquer d'éventuels faussaires. C'est à juste titre que l'on peut dire que c'est grâce elle que les bases de la Commission Nationale Anticorruption avaient commencées à être posées et spécifiquement, l'opération dite "épervier", y trouve dans un certain sens, son fondement. Il apparaît clair que globalement le bilan de son mandat est élogieux à plus d'un titre; car s'étant attaqué à un secteur sensible au Cameroun, ses actions ont plus ou moins reçu un retour prometteur pour les années à venir. Il faut noter bien avant son départ en 2008, elle avait déjà entamé les négociations pour la mise sur pied du plan cadre pour la période allant de 2008 à 2012¹¹³. À sa suite, Thierry Mertens va poursuivre ses actions et les étendre.

3- Thierry Mertens

Photo 10 : Thierry Mertens



Source: A.UNESCO, "Bulletin mensuel d'information du Bureau Multi pays de l'UNESCO à Yaoundé", n°015, Yaoundé, UNESCO, 2010, p. 9.

Il est belge de nationalité et a passé sa petite enfance en Afrique du Sud, en particulier en Afrique du Sud, ce qui indique qu'il a acquis une compréhension du vécu quotidien et en

¹¹³ *Ibid.*

Afrique car lui y ayant résidé durant son enfance¹¹⁴. Il s'agissait donc là d'un homme pétri d'expériences réellement vécues en Afrique. Dès lors, tout comme Sophie de Caen, il jeta son dévolu sur le côté gouvernance¹¹⁵. En effet, parce que sachant le processus électoral africain a une image très controversée, il décida de s'y intéresser en poursuivant les actions de Sophie. Ainsi, grâce à lui les capacités des acteurs du système électoral avaient encore été renforcé mais cette fois, ils ont reçu un recyclage en ce qui concerne l'utilisation d'un nouveau système de gestion du processus électoral¹¹⁶ dénommé le SIGCE¹¹⁷. En effet, ce logiciel permettait d'assurer une gestion transparente du système électoral afin d'éviter un truquage lors de la proclamation des résultats¹¹⁸. Par ailleurs, ce logiciel fit ses preuves lors des élections présidentielles de 2011. De plus, en sa qualité de coordonnateur résident du système des Nations unies, ledit système avait doté certaines localités du Cameroun en radio communautaire afin qu'elles puissent des informations en continue, lors d'une cérémonie de consolidation des acquis avec le Ministre de la communication en 2010, les deux acteurs manifestaient leur satisfaction¹¹⁹. Son successeur a pour sa part œuvré aussi à l'amélioration du quotidien de vie de la population camerounaise.

¹¹⁴ A.UNESCO, "Bulletin mensuel d'information du Bureau Multi pays de l'UNESCO à Yaoundé", n°015, Yaoundé, UNESCO, 2010, p. 11.

¹¹⁵ Z. Emini, 46 ans, Chef de l'unité Gouvernance et Gestion des crises au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

¹¹⁶ Canal blog- Le site du Conseil National pour la Résistance-Mouvement Umnyobiste (CNR-MUN), "Démocratie: Un logiciel de gestion des élections à Elecama (pour quoi faire?)", 4 mai 2010, <http://cnrmun.afrikblog.com/archives/2010/05/04/17787016.html>, consulté le 15 mai 2020 à 12 heures.

¹¹⁷ Système d'information et de gestion cartographique des élections.

¹¹⁸ Canal blog- Le site du Conseil National pour la Résistance-Mouvement Umnyobiste (CNR-MUN), "Démocratie: Un logiciel de gestion des élections à Elecama (pour quoi faire?)", 4 mai 2010, <http://cnrmun.afrikblog.com/archives/2010/05/04/17787016.html>, consulté le 15 mai 2020 à 12 heures.

¹¹⁹ A.UNESCO, "Bulletin mensuel d'information du Bureau Multi pays de l'UNESCO à Yaoundé", p. 11.

4- Michel Balima (P.I¹²⁰)

Photo 11 : Michel Balima



Source: Archives du PNUD, 2012.

Représentant résident adjoint du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun, il assura l'intérim à ce poste de Janvier à Avril 2012. Bien son mandat à la tête de la structure fut de courte durée, il fit quelques actions qui ont mérité de retenir surtout lorsqu'on au Cameroun des personnes vivent toujours sans électricité à cette. Se démarquant de ses prédécesseurs, il s'est intéressé aux questions d'énergie. Ainsi, l'un des faits marquants durant son exercice a été l'installation des panneaux solaires dans la localité rurale de Munyengue Trouble devant alimenter la population en énergie électrique¹²¹. En effet, à travers le "Small Grants Programme" projet implémenté par le programme des nations unies pour le développement, un centre d'électrification rurale à l'énergie solaire de Munyengue Trouble a été inauguré le 30 mars 2012¹²². Grâce à cette action, la population devait dormir tranquille et les résultats des enfants allaient s'améliorer parce qu'ils pouvaient maintenant jusqu'à tard dans la nuit.

Toujours concernant les services énergétiques, lors d'un atelier organisé à Douala du 10 au 12 avril 2012, il a pris part à la création du Livre blanc sur la politique régionale de valorisation des services énergétiques¹²³. La Communauté Économique et Monétaire de

¹²⁰ Sigle signifiant "Par Intérim".

¹²¹ PNUD, "Le PNUD actu, Bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun", n° 006, Yaoundé, PNUD, 2012, p. 2.

¹²² *Ibid.* p.2.

¹²³ G. Tchatat, "Cameroun-contribution à la préparation du rapport national pour la formulation du livre blanc régional sur l'accès universel aux services énergétiques intégrant le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique", Rapport Final préparé pour le PNUD, Cameroun, 2014, p.11.

l'Afrique Centrale, avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le Développement, a organisé cet atelier dans le cadre du Projet Régional sur la Pauvreté Énergétique¹²⁴. Poursuivant dans la logique d'amélioration des conditions de vie des habitants au Cameroun, Steven Ursino a basé son action sur la microfinance, comme levier adéquat pour réduire la pauvreté au Cameroun; puisqu'il faut le dire, il s'agit d'une catégorie de finance spécifique aux plus démunis.

5- Steven Ursino (P.I)

Photo 12 : Steven Ursino



Source : Archives du PNUD, 2012.

Représentant Résident par intérim du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun, il s'est fait notamment remarquer pour sa participation dans les questions concernant les microfinances notamment leur apport dans la marche vers un développement économique et social plus remarquable. À cet effet, c'est à juste titre qu'il avait affirmé :

en apportant (leur) contribution technique et financière au processus d'élaboration de la stratégie nationale de finance inclusive, le PNUD et UNCDF veulent poursuivre leur participation aux réflexions, travaux et échanges qui pourraient améliorer aussi bien l'environnement que les produits de microfinance au profit des populations exclues afin d'une plus grande inclusion financière¹²⁵.

¹²⁴ *Ibid.* p. 11.

¹²⁵ french.china.org.cn, "Microfinance: 10% de contribution au financement de l'économie au Cameroun, la sécurisation des fonds en débat (PAPIER GENERAL)", 04/12/2012.

Il convient de souligner que la microfinance a joué un rôle majeur dans le financement du secteur économique camerounais avec environ cinq cent (500) structures de microfinance et plus d'un millier de guichets enregistrés dans le fichier national¹²⁶. De plus, regroupant près d'un million cinq cent mille (1 500 000) membres, les recettes générées étaient estimées à près de quatre cent (400) milliards de francs CFA en 2011¹²⁷. Par ces réalisations, il est à juste titre légitime de penser que la microfinance est clairement en pleine expansion au Cameroun. En effet, elle offre une alternative au paradigme traditionnel de limitation d'accès aux services bancaires pour une catégorie de personne importante, majoritairement pauvre. À sa suite, Najat Rochdi, se donne pour slogan, la promotion de la paix durable dans l'ensemble du pays.

6- Najat Rochdi

Photo 13 : Najat Rochdi



Source: Archives du PNUD, 2013.

Cette représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun s'était concentrée sur la prévention et la gestion des crises et des catastrophes, grâce à un projet nommé "Engagement Social et Emploi des Jeunes de l'Extrême-Nord". Elle réaffirmait l'engagement de son organisation envers la mise en œuvre du plan d'urgence du gouvernement camerounais¹²⁸. Le Programme des Nations Unies, en

http://french.china.org.cn/autreshorizons/2012-12/04/content_27307799.htm, consulté le 20 juin 2021 à 11 heures.

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

partenariat avec des bailleurs de fonds, a suggéré de soutenir les actions du Cameroun pour aider les déplacées et les populations touchées par les conflits et guerres dans l'Extrême-Nord pour mieux préserver actuellement les résultats des actions humanitaire dans ces localités¹²⁹. C'est à ce titre que les centres d'écoute vivent le jour au sein de plusieurs communes des régions septentrionales et qui sont opérationnels pour la plupart depuis 2014¹³⁰. De plus, son programme d'action visait également la bonne gouvernance; en effet, pour réussir à lutter efficacement contre la pauvreté dans un pays, une gouvernance efficace est essentielle¹³¹. Depuis 2013, le Cameroun reçoit l'aide du Programme des Nations Unies pour le Développement pour créer des outils et des techniques pour améliorer les services offerts aux citoyens¹³². Dans ce sens, ce Programme onusien a fait des dons en équipements d'informatiques à certaines structures en charge de l'accompagnement de la population à l'Extrême-Nord Cameroun.

Photo 14 : Remise symbolique de l'équipement informatique du Centre d'Écoute, d'Orientation, de Conseil et d'Accompagnement (CEOCA) de Touloum au Maire par le Représentant Résident du PNUD



Source: PNUD, "Le PNUD en ACTION N°023", Yaoundé, PNUD, 2016, p. 2.

À la suite de Rochdi, Bouri Jean Victor s'inscrit lui aussi dans cette logique de promotion du bien-être au Cameroun avec des actions aussi diverses que remarquables.

¹²⁹ PNUD, "Le PNUD en ACTION N°023", Yaoundé, PNUD, 2016, p. 2.

¹³⁰ P. Gesata, 50 ans, Ex A4 mairie de Lagdo et Gestionnaire CEOCA Lagdo, Lagdo, entretien du 10/08/2021.

¹³¹ Banque Mondiale-blogs, "La bonne gouvernance est à la base de la lutte contre la pauvreté et la corruption", 17 mai 2016. <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/la-bonne-gouvernance-contre-la-pauvrete-et-la-corruption>, consulté le 10 mai 2020 à 11 heures.

¹³² L. Bitsong, 37 ans, Agent de maîtrise en service à la direction des normes à l'ANOR, Yaoundé, entretien du 16/06/2021.

7- Bouri Jean Victor Sanhouidi (P.I)

Photo 15 : Bouri Jean Victor Sanhouidi



Source: Archives du PNUD, 2017.

En tant que représentant par intérim du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun, il accorde une grande importance à la promotion de l'entrepreneuriat et de l'emploi pour les jeunes¹³³. Il a été chargé de tester l'efficacité du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté phase II à l'Ouest.¹³⁴ Il a exprimé sa fierté quant à l'efficacité qu'il a obtenue jusqu'à présent avec son organisation et le Ministère de la Planification Économique et de l'Aménagement du Territoire, en réveillant certaines personnes dans des zones rurales du Cameroun¹³⁵. Comme c'est le cas de Batcham dans l'Ouest Cameroun¹³⁶, de Pitoa et Lagdo dans le Nord Cameroun¹³⁷, de Dir dans l'Adamaoua¹³⁸

¹³³ C. Nsoé, 38 ans, Executive assistant intern (en charge du Youth Connekt Project) au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 23/09/2021.

¹³⁴ Actu Cameroun, "Cameroun-Lutte contre la pauvreté en zone rurale: Après un succès dans la région de l'Ouest, le PNUD veut élargir son programme au reste du pays", 16 juillet 2017. <https://actucameroun.com/2017/07/16/cameroun-lutte-contre-la-pauvrete-en-zone-rurale-apres-un-succes-dans-la-region-de-louest-le-pnud-veut-elargir-son-programme-au-reste-du-pays/>, consulté le 28 juin 2021 à 12 heures.

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ J. V. De Paul Gweth, 45 ans, Conseiller technique principal SPRPB/PAREC au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

¹³⁷ P. Gesata, 50 ans, Ex A4 mairie de Lagdo et Gestionnaire CEOCA Lagdo, Lagdo, entretien du 10/08/2021.

et de Bogo, Touloum et Waza dans l'Extrême-Nord¹³⁹. Il semblait donc que la finalité du projet soit de montrer aux ruraux à faible revenu que cela peut se faire dans le village et réussir sans toujours avoir à migrer vers la ville¹⁴⁰. Allegra Baiocchi sans être en reste, va focaliser son action dans la partie septentrionale, en oeuvrant dans la protection des droits de l'homme au Cameroun.

8- Allegra Maria Del Pilar Baiocchi

Photo 16 : Allegra Maria Del Pilar Baiocchi



Source: Archives du PNUD, 2017.

Parmi ses actions à caractère social notamment sur la thématique "Protection des droits Humains", l'évènement qui a retenu l'attention a été la remise solennelle des actes de naissances aux populations des communes de Maga, Touloum et Mouvouldaye dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun¹⁴¹. En collaboration avec des partenaires locaux tels que le

¹³⁸ J. V. De Paul Gweth, 45 ans, Conseiller technique principal SPRPB/PAREC au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

¹³⁹ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

¹⁴⁰ Actu Cameroun, "Cameroun-Lutte contre la pauvreté en zone rurale: Après un succès dans la région de l'Ouest, le PNUD veut élargir son programme au reste du pays", 16 juillet 2017. <https://actucameroun.com/2017/07/16/cameroun-lutte-contre-la-pauvrete-en-zone-rurale-apres-un-succes-dans-la-region-de-louest-le-pnud-veut-elargir-son-programme-au-reste-du-pays/>, consulté le 28 juin 2021 à 12 heures.

¹⁴¹ Reliefweb, "Un acte de naissance = un citoyen", 21 novembre 2017. <https://reliefweb.int/report/cameroon/un-acte-de-naissance-un-citoyen>, consulté le 25 juin 2022 à 12 heures.

l'ancien MINATD¹⁴² et MINFOPRA, le Programme des Nations Unies pour le Développement a remis dix-sept mille actes de naissance à des enfants, jeunes et adultes âgés de 0 à 75 ans dans les villes mentionnées ci-dessus lors d'une cérémonie organisée le 10 novembre 2017 dans l'agglomération de Maroua¹⁴³. Il était évident que 40% des habitants de ces localités n'ont pas de certificat de naissance¹⁴⁴. Cette action fait partie d'un programme continu visant à améliorer la qualité des services fournis à la population, initié en 2013¹⁴⁵. Dès lors, l'obtention d'un certificat de naissance n'était plus une faveur mais désormais une obligation, car la politique en cours favorisait son acquisition gratuitement. Ainsi, grâce à ce certificat de naissance, les citoyens de cette partie du pays devaient désormais profiter pleinement de tous leurs droits qu'ils soient civiques, politiques, sociaux et économiques et notamment la possibilité d'exercer une profession. L'image ci-dessous montre l'officialisation de l'arrivée d'Allegra au Cameroun

Photo 17 : Allegra Maria Del Pilar Baiocchi présentant ses lettres de créances au Ministre des Relations Extérieures du Cameroun en Juin 2017



Source: Archives du MINREX, 2017.

¹⁴² Cet ex-ministère a été scindé en deux ministères distincts notamment le Ministère de l'Administration Territoriale ou MINAT et le Ministère de la Décentralisation et du Développement local ou MINDDEVEL.

¹⁴³ Reliefweb, "Un acte de naissance = un citoyen", 21 novembre 2017. <https://reliefweb.int/report/cameroon/un-acte-de-naissance-un-citoyen>, consulté le 25 juin 2022 à 12 heures.

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ *Ibid.*

Au final, il faut retenir que cette dame a marqué les cœurs des habitants de l'Extrême-Nord, car grâce à elle, ces populations ont vu leurs chances d'insertion socioprofessionnelle s'améliorer. Ouvrant aussi dans la logique de la promotion d'une paix durable au Cameroun, Fenella Frost a occupé une place de choix dans la promotion de la cohésion sociale au Cameroun.

9- Fenella Frost (P.I)

Photo 18 : Fenella Frost



Source: Archives du PNUD, 2019.

Représentante Résidente adjointe du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun sous les mandats de Najat Rochdi et d'Allegra Maria Del Pilar Baiocchi, elle s'était vue confier les commandes du bureau du programme au Cameroun comme Représentant Résident par intérim juste avant l'arrivée de Jean Luc Stalon¹⁴⁶. Assurant l'intérim à ce poste, elle a pris une part active en début 2019 dans le cadre du projet cohésion sociale au Cameroun pour soutenir les mécanismes de réinsertion des réfugiés et des déplacés internes camerounais via la promotion des activités sportives dans les zones septentrionales et à l'Est du pays. De plus, en début 2019, elle a participé à la formulation et à l'implémentation

¹⁴⁶ M. Zeh Nlo, 40 ans, Assistant au Représentant Résident et chef de l'unité Développement durable au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 20/09/2021.

du Projet d'Appui à la Résilience Économique au Cameroun¹⁴⁷. En effet, le Cameroun a été victime ces dernières à de nombreuses crises sécuritaires ce qui a fragilisé en grande partie son économie, c'est dans cette optique que le PNUD et le gouvernement camerounais ont voulu rendre l'économie du pays résiliente. Homme dévoué, Stalon a poursuivi cette logique d'une façon remarquable, en mettant l'emphase sur la jeunesse.

10- Jean Luc Stalon

Photo 19 : Jean Luc Stalon



Source: Archives du PNUD, 2019.

Représentant Résident du PNUD au Cameroun, il est le premier Représentant Résident du Programme onusien depuis l'implémentation de la réforme des Nations Unies. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2019, les fonctions du Coordonnateur Résident sont séparées de celles du Représentant Résident du PNUD¹⁴⁸. Dès son arrivée au Cameroun, il a œuvré à la mise en place des projets prioritaires comme le programme de stabilisation pour lutter contre le terrorisme dans la région de l'Extrême Nord¹⁴⁹. L'autonomisation des jeunes est une de ses actions phares. Conscient du fait que les jeunes sont le pilier fondamental dans le développement du pays, il a contribué à la mise en place du Youth Connekt dès la fin de

¹⁴⁷ J. V. De Paul Gweth, 45 ans, Conseiller technique principal SPRPB/PAREC au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

¹⁴⁸ A.CINU-GB.334/INS/4-BIT, "Point sur la réforme du système des Nations Unies", 334^{ème} session, Genève, Nations Unies, 2018, p. 1.

¹⁴⁹ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

l'année 2019 et ainsi que sur le sport comme vecteur d'épanouissement de la jeunesse camerounaise¹⁵⁰. Il s'est impliqué largement à soutenir le Projet Présidentiel de Reconstruction du Nord-Ouest et du Sud-Ouest Cameroun, notamment avec l'octroi des fonds par le PNUD au gouvernement dans le but de venir en aide aux populations sinistrées et déplacées par cette crise¹⁵¹. De plus, sous son mandat, le Programme onusien finance des pêcheurs du Nord-Ouest pour promouvoir la cohésion sociale. Les pêcheurs et les déplacés internes de l'île de Mbefru, située dans le Ngoketunja, Nord-Ouest du Cameroun, ont bénéficié d'une subvention pour l'achat des outils de pêche¹⁵². Ensuite, des pirogues leur ont été offertes par le PNUD en 2020.

Photo 20 : Pirogues offertes par le PNUD aux pêcheurs de l'île de Mbefru, du département du Ngoketunja dans la région du Nord-Ouest en 2020



Source: Investir au Cameroun, "Le Pnud finance des pêcheurs du Nord-Ouest du Cameroun, pour promouvoir la cohésion sociale en pleine crise anglophone", 2020. <https://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/1301-13863-le-pnud-finance-des-pecheurs-du-nord-ouest-du-cameroun-pour-promouvoir-la-cohesion-sociale-en-pleine-crise-anglophone>, consulté le 21 aout 2022 à 9 heures.

L'image ci-dessous montre l'officialisation de l'installation de Stalon au Cameroun.

¹⁵⁰ French.news.cn, "Cameroun : lancement du projet Youth Connekt en vue de créer des emplois pour les jeunes", 2019. http://french.xinhuanet.com/afrique/2019-12/10/c_138618612.htm, consulté le 19 décembre 2021 à 11 heures.

¹⁵¹ Osidimbea-la mémoire du Cameroun, "PNUD Cameroun-2020", 2020. <https://osidimbea-ministeres.jimdofree.com/pnud/2020/>, consulté le 02 février 2022 à 10 heures.

¹⁵² Investir au Cameroun, "Le Pnud finance des pêcheurs du Nord-Ouest du Cameroun, pour promouvoir la cohésion sociale en pleine crise anglophone", 2020. <https://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/1301-13863-le-pnud-finance-des-pecheurs-du-nord-ouest-du-cameroun-pour-promouvoir-la-cohesion-sociale-en-pleine-crise-anglophone>, consulté le 21 aout 2022 à 9 heures.

Photo 21 : Jean Luc Stalon (à droite) remettant ses lettres de créances au Ministre délégué auprès du MINREX en charge de la coopération avec le monde islamique



Source: Archives du MINREX, 2019.

Le tableau ci-dessous présente de manière succincte les représentants résidents du PNUD au Cameroun de 1972 jusqu'en 2021.

Tableau 18 : Liste des représentants résidents du PNUD au Cameroun (1972-2021)

| Noms des représentants résidents | Années d'exercice | Nationalités |
|-----------------------------------|-----------------------|------------------|
| BERTIN BORNA | 1972-1976 | Bénois |
| WALI-SHAH WALI | 1977-1981 | Pakistanaï |
| JUAN BLANCH SOLER | 1982-1983 | Espagnol |
| CHARLES HENRI LARSIMONT | 1984-1985 | Belge |
| PAOLO ARTURO COPPINI | 1985-1989 | Italien |
| HERBERT PRINCE M'CLEOD | 1990-1995 | Sierra Léonais |
| AHMED RHAZAOUI | 1995-1999 | Marocaine |
| PATRICIA DE MOWBRAY | 2000-2005 | Hollandaise |
| SOPHIE DE CAEN | 2005-2008 | Canadienne |
| THIERRY MERTENS | 2008-2012 | Belge |
| MICHEL BALIMA (P.I) | Janvier -Avril 2012 | Burkinabé |
| STEVEN URSINO (P.I) | 2012-2013 | Américaine |
| NAJAT ROCHDI | 2013-2017 | Marocaine |
| BOURI JEAN VICTOR SANHUOÏDI (P.I) | Janvier -Juillet 2017 | Burkinabé |
| ALLEGRA MARIA DEL PILAR BAIOCCHI | Juillet 2017-2019 | Italienne |
| FENELLA FROST (P.I) | Janvier -Avril 2019 | Britannique |
| JEAN LUC STALON | Avril 2019- | Franco-rwandaise |

Source: J.P. Ayangma Ndjere à partir des documents de travail du PNUD.

L'analyse des accords effectués entre ce Programme onusien et le gouvernement du Cameroun permet de comprendre que ce partenariat a abordé des thématiques sensibles en rapport direct avec les ambitions de développement du pays. De plus, il a été démontré que lors la phase de préparation des cycles de coopération, plusieurs consultations sont effectuées de la part de chaque acteur impliqué dans le processus de signature. Les priorités arrêtées sont l'émanation des volontés de la population en fonction des difficultés qu'elle éprouve, par le biais des enquêtes de terrain réalisées. Par ailleurs, un regard critique a permis de se focaliser sur les hommes et femmes forts du PNUD qui ont œuvré pour la bonne marche de la relation Cameroun/PNUD, bien que cette présentation n'ait pas suivi un ordre chronologique. En effet, la conclusion est que ces personnages lors de leur passage au Cameroun ont pris à cœur les préoccupations de la population camerounaise en essayant d'améliorer dans la mesure du possible le quotidien de cette dernière; d'où l'intérêt principal de ce chapitre. Toutefois, la préoccupation qui intéresse actuellement est de savoir concrètement sur le terrain comment cette institution des Nations Unies s'y est prise pour essayer de venir à bout de la pauvreté au Cameroun et oeuvrer à son développement économique afin d'améliorer le quotidien de la population.

**CHAPITRE IV: L'APPORT DU PNUD DANS LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE DU CAMEROUN**

L'objectif final de ce chapitre est de caractériser au travers des actions entreprises par le PNUD, la nature réelle de la pauvreté au Cameroun d'une part et d'autre part, de mesurer la l'appui offert par le Programme onusien au gouvernement camerounais pour combattre la pauvreté par la promotion d'un développement économique séreïn. Ainsi, au sujet de pauvreté, Denis Clerc faisait remarquer que dans une communauté riche, la silhouette des pauvres est parfois rattachée à celle des nécessiteux, des sans-abri ou de ceux qui n'ont pas assez à manger¹. Toutefois, pour Marguerite Bey, pour la combattre, il est nécessaire de comprendre ce qu'on entend, puisque pour elle, la pauvreté n'est pas seulement le résultat d'un manque de ressources financières². Cependant, Sosthène Mouafo précise qu'au Cameroun, son éradication est menée dans tous les domaines de la société à l'instar de la politique, de l'économie et du social³. Au demeurant, ces trois dimensions sont très importantes dans l'appréciation de la lutte contre la pauvreté au Cameroun. Ainsi, il convient de démontrer que la contribution du PNUD s'est intéressée à ces axes. Toutefois, ce chapitre se concentre spécifiquement sur le volet économique. Celui qui va suivre va s'atteler au volet sociopolitique.

Comme mentionné plus haut, les actions du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun étaient depuis les années 1970 réparties sur l'ensemble du territoire national comme le présent chapitre l'aborde notamment avec des projets dans le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest du pays. Par la suite, le Programme dans un souci d'efficacité a recentré ses projets de manière spécifique dans les zones les plus vulnérables du pays et les plus touchées par l'extrême pauvreté⁴.

C'est ainsi qu'on constate que l'ensemble des projets mis en place par le bureau du Programme des Nations Unies pour le Développement du Cameroun vont dans ce sens et touchent la quasi-totalité des axes susmentionnés et s'est beaucoup plus appuyé sur la promotion des Petites et Moyennes Entreprises et soutien aux initiatives agricoles. La majorité des actions soutenues à l'échelle du pays par ce Programme des Nations Unies sont réalisés

¹ D. Clerc, "Un plan de lutte contre la pauvreté en trois mesures", *L'Économie politique*, 2005/2 (n° 26), p. 7. DOI: 10.3917/leco.026.0007.

² B. Marguerite, "Recherches sur la pauvreté: état des lieux. Contribution à la définition d'une problématique", *Tiers-Monde*, tome 40, n° 160, 1999. Études sur la pauvreté, prix agricoles et filières intégrées, nationalistes hindous et développement... p. 886. DOI: <https://doi.org/10.3406/tiers.1999.5349>

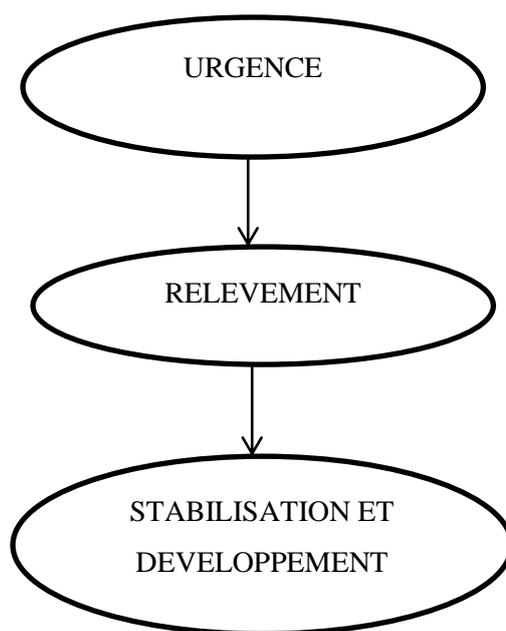
³ S. H. Mouafo Ngatom, "L'Initiative PPTE et la lutte contre la pauvreté au Cameroun: une analyse sociologique", DEA en Sociologie, Université de Yaoundé 1, 2007, p. 40. Disponible à l'adresse: https://www.memoireonline.com/03/07/399/m_initiative-ppte-lutte-contre-pauvrete-au-cameroun23.html, consulté le 14 juin 2022 à 11 heures.

⁴ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", New York, PNUD, 2017, p. 15.

sous le format NEX, également compris comme une réalisation locale⁵. Les gestionnaires des projets et les responsables locaux des projets, qui sont des agents de l'État, les coordonnent⁶. De la promotion des activités génératrices de revenus aux campagnes de sensibilisation et d'éducation en vue de consolider les acquis des projets vont meubler les actions du PNUD au Cameroun dans la lutte contre la pauvreté. Une analyse s'intéresse aux actions entreprises par le Programme lors de l'apparition de la crise sanitaire de la COVID-19 dans le pays, notamment en raison des confinements imposés par le gouvernement.

Dès lors, le Programme des Nations Unies pour le Développement utilisant l'approche Nexus HDP: "Humanitaire-Développement-Paix⁷", précise qu'entre l'humanitaire et le développement, il y a ce qu'on appelle le Relèvement précoce d'où le mandat du Programme onusien depuis le huitième cycle de programmation (2008-2012)⁸, qui a entraîné le recentrage des actions du programme. Ajouter à cela, il y a ce qu'on a appelé la Stabilisation⁹.

Schéma 1 : L'action du PNUD



Source : Réalisé par J.P. Ayangma Ndjere, à partir d'un entretien avec C. Edoa, Expert national en cohésion sociale-sous-Bureau PNUD Maroua.

⁵ PNUD-Gabon, "Notre équipe". <https://www.undp.org/fr/gabon/notre-%C3%A9quipe>, consulté le 15 août 2022 à 9 heures.

⁶ *Ibid.*

⁷ Nations Unies-Cameroun, "Le Nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP) au Cameroun", 2019. <https://cameroon.un.org/fr/176471-le-nexus-humanitaire-d%C3%A9veloppement-paix-hdp-au-cameroun>, consulté le 19 juin 2022 à 10 heures.

⁸ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous-Bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

⁹ *Ibid.*

I- APPUI À LA PROMOTION ET À LA CREATION D'EMPLOI EN MILIEU RURAL

L'on peut apprécier voire faire un bilan du degré d'épanouissement d'une population en examinant leur vécu à grand échelle, en considérant à la fois le milieu de vie et la facilité d'accéder aux besoins voire structures primaires et aux appareils électroménagers. Ainsi, il ressort qu'à tous égards, les foyers situés dans les zones rurales sont plus démunis que ceux des zones urbaines¹⁰. Ils vivent principalement dans des maisons construites à partir de matériaux non permanents, ce qui rend leur mobilité difficile et par conséquent leur accession à certaines choses utiles et indispensables demeure limitée et restreint¹¹. De plus, il faut noter que cette préoccupation a toujours été au cœur de la coopération entre le Programme onusien et le Gouvernement camerounais. Dans le même sillage, d'autres institutions internationales à l'instar de la JICA mettent sur pied des actions en faveur des ruraux. À cet effet, elle aide le Cameroun en mettant en œuvre pour le monde rural une multitude de projets à caractère agricole. À titre illustratif, on note: le projet de développement de la riziculture irriguée et pluviale au Nord-Ouest avec près de treize mille (13000) bénéficiaires directs¹²; le projet de développement du riz pluvial dans la zone forestière tropicale, dans les régions du centre et du sud avec près de dix mille (10000) bénéficiaires¹³. Pour rappel, le deuxième plan quinquennal du Cameroun (1966-1970), surnommé "plan Paysan"¹⁴, a accordé une place capitale à la promotion du développement rural dans l'optique d'amélioration du niveau de vie de la population rurale camerounaise. Aussi, on se souvient que pendant le quatrième cycle de coopération (1987-1997) le secteur rural jouissait déjà d'une certaine notoriété dans les desiderata des gouvernants. Dès lors, il ressortait que dans le secteur du développement rural, on a assisté à l'introduction des technologies appropriées à travers les projets pertes après récoltes et femmes et technologies alimentaires¹⁵ a permis d'augmenter les revenus des paysans. Le projet promotion du mouvement coopératif a contribué à la création d'un environnement juridique favorable au mouvement coopératif autonome et rentable grâce à l'élaboration d'un avant-projet de loi sur les coopératives et les groupes d'initiatives

¹⁰ T. Baskouda, 40 ans, Agriculteur et bénéficiaire du SPRPB I, Ngong, entretien du 10/08/2021.

¹¹ A. Mahamat, 54 ans, Agriculteur, Maroua, entretien du 07/08/2021.

¹² A.O. Bamenju, X. Liu, J. Yu, K. Okubo, "Addressing the Problem of Poverty through an International Cooperation Project: The Case Study of Agriculture Development by JICA in Cameroon", p. 1189.

¹³ *Ibid.* p. 1190.

¹⁴ T. M. Fouda, "Les mécanismes de financement en milieu rural camerounais. Une analyse des déterminants de la demande de services financiers des ménages", Thèse de Doctorat en Sciences économiques, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 2003, p. 58.

¹⁵ PNUD, "Rapport de la revue à mi-parcours du CCP 1987-1991", Paris, Economica, 1989, p. 10.

communes¹⁶. Le fait de se concentrer plus dans le milieu rural est bénéfique dans la mesure où cela permet d'atteindre une bonne partie de la population pauvre¹⁷. À cet effet, l'emphase a été beaucoup mis sur les Petites et Moyennes Entreprises du milieu rural camerounais.

1- Dynamisation des PME comme véritables vecteurs de lutte contre la pauvreté au Cameroun

Dès son installation au Cameroun, le programme des nations unies pour le développement avait décidé d'assumer activement la coordination et l'assistance technique des petites et moyennes entreprises considérées ici comme l'une des voies prometteuses pour assurer le bien-être de la population camerounaise, ceci d'autant plus que durant les années 1970, l'agriculture était en pleine expansion au Cameroun; provoquant par ricochet l'augmentation des exportations des produits agricoles. Pour rappel, au début des années 1970, le monde en général et l'Afrique en particulier avait été frappé de plein fouet par une sérieuse crise de famine; ainsi, en réponse à cette crise, les États africains pour leur part ont décidé d'investir dans l'agriculture; le Cameroun s'y est également intéresser de près. Cependant, le Programme informa le gouvernement des difficultés qui affectaient le secteur des Petites et Moyennes Entreprises camerounaises durant les années 1970. Ainsi, à travers les initiatives SATEC et AFCA¹⁸, et l'assistance du Programme des Nations Unies pour le Développement, le projet était estimé à treize millions deux cent mille (13 200 000) dollars américains dont le coût de l'assistance technique s'élevait à trois millions (3 000 000) de dollars américains¹⁹. Le Programme des Nations Unies pour le Développement a supporté 60% de l'assistance technique et le Cameroun 40%. Ainsi, le programme onusien participa à hauteur de un million deux cent mille (1 200 000) dollars²⁰.

Les meilleures données disponibles sur les entreprises modernes au Cameroun au lendemain de l'indépendance datent de 1970 où mille cinq cent quatre (1504) entreprises avaient répondu aux questions, comme en témoigne le tableau ci-dessous.

¹⁶ *Ibid.* p. 10.

¹⁷ J. Tchakoa, A. Nji, "Targeting Rural poverty in sub-Saharan Africa: A poverty alleviation policy framework with particular reference to Cameroon", p.93.

¹⁸ A.PNUD, "Report and recommendation of the president to the executive directors on a proposed credit to the united republic of Cameroon for a small and medium-scale enterprise project", Report n°-P-1614 CM, 1975, p. 49.

¹⁹ *Ibid.* p. 49.

²⁰ *Ibid.* p. 50.

Tableau 19 : Enquête sur les entreprises camerounaises et étrangères en 1970

| | Entreprises camerounaises | | Entreprises étrangères | |
|---------------------|---------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|
| | Nombre d'entreprises | Nombre d'employés | Nombre d'entreprises | Nombre d'employés |
| Primaire | 6 | 27 | 108 | 213 |
| Fabrication | 32 | 33 | 211 | 100 |
| Construction | 6 | 29 | 82 | 135 |
| Transport | 10 | 96 | 65 | 141 |
| Services | 78 | 77 | 354 | 15 |
| Commerce | 94 | 20 | 458 | 20 |

Source: A. PNUD, "Appraisal of a Small and Medium Scale Enterprise Project Cameroon", Report n°718a-CM, 1975, p. 3.

L'observation de ce tableau que sur $\frac{3}{4}$ des entreprises ayant pris part à l'enquête sont concentrées dans les secteurs de service et du commerce. Dans les usines de fabrication, sur les trente-deux (32) entreprises camerounaises identifiées, on comptait à peine trente-trois (33) travailleurs, représentant $\frac{1}{3}$ des travailleurs issus des entreprises étrangères. Cette situation permet de justifier le fait que les entreprises camerounaises manquaient d'assez de ressources pour pouvoir recruter plusieurs employés. La situation était telle qu'au Cameroun, on distinguait des entrepreneurs ayant une expérience dans l'artisanat, ceux qui dans le passé furent impliqués dans les activités non-industrielles et ceux ayant des diplômes techniques et supérieures dans l'éducation mais avec peu d'expériences pratiques.

Le Centre d'Assistance aux Petites et Moyennes Entreprises qui fut créé en 1969; l'institution internationale *International Labour Organization* participa à la création et à sa gestion de 1969 à 1971²¹. Par ailleurs, grâce au montant de huit cent mille (800 000) dollars américains offert par le programme des nations unies pour le développement en 1971, les activités de ce centre connues un léger coup de pousse entre 1971 et 1972²². En outre, et relativement au projet conjoint PNUD/ONUDI dénommé "Programme Pilote d'Entretien et de Réparation" (*Pilot Program in Maintenance and Repair* or PPER)²³, qui consistait à offrir des formations aux services techniques en matière d'entretien et de dépannage de leurs machines de travail. Ce projet fut intégré au département technique de ce centre en 1973²⁴. Son rôle était de fournir une assistance aux petites et moyennes dans les domaines du management, du marketing, de l'organisation du travail et de la formation. Son action concernait plus ou moins

²¹ A. PNUD, "Appraisal of a Small and Medium Scale Enterprise Project Cameroon", Report n°718a-CM, 1975, p. 3.

²² *Ibid.* p. 8.

²³ *Ibid.* p. 8.

²⁴ *Ibid.* p. 8.

vingt (20) entreprises dont les principales étaient: les usines de café dans l'Ouest du Cameroun, les savonneries, les usines de jus dans le littoral. Le Programme onusien a mis des experts qui avaient pour mission de former les camerounais dans toutes ses techniques. Le gouvernement camerounais devait ensuite prendre le contrôle du centre au bout de trois (3) à quatre (4) ans.

Dans son rapport final au sujet du sous-programme de réduction de la pauvreté à la base phase 1, Damiba précise au sujet des microprojets que contrairement aux programmes d'aide directe aux États ou aux grandes organisations des pays bénéficiaires, les donateurs emploient ce terme pour leurs activités sur le terrain²⁵. Il rajoute que contrairement aux grands programmes tels que l'aide à l'importation ou la construction de ports, qui constituent à eux seuls des millions d'euros ou de dollars, les petits projets le sont en raison de leur faible budget²⁶.

Ce n'est pas surprenant que les Petites et Moyennes Entreprises avaient déjà capté l'attention des précédents cycles de coopération entre le programme onusien et le Cameroun. Il est évident que la Déclaration stratégique de mai 1989 a mis en place un principe fondamental pour garantir le redressement économique du pays, qui était de revoir les missions de l'État pour qu'il joue un rôle de courroie de transmission pour favoriser le fonctionnement du secteur privé, en particulier les petites et moyennes entreprises, ainsi que l'artisanat, tout en réduisant son impact direct sur les systèmes de production et de partage²⁷.

Par ailleurs, lors du cinquième cycle de coopération, le constat qui émerge est que la non compétitivité des PME camerounaises n'étaient que la résultante d'écueils importants en matière de technologie, d'organisation et de gestion²⁸. De plus, au même titre que cet insuffisance de compétences de ces PME, l'obtention des préfinancements était par ces dernières n'était chose aisée. Ceci en raison d'un mécanisme financier très complexe et d'un système de microfinance encore embryonnaire à cette époque. Ainsi, il est démontré que prenant acte de ces difficultés, le PNUD lors du cinquième cycle de coopération (1992-1996) a consacré des moyens considérables à l'établissement et à la mise en œuvre d'un cadre global,

²⁵ E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2010, p. 22.

²⁶ *Ibid.* p. 22.

²⁷ République du Cameroun, *Déclaration de stratégie de développement et de relance économique*, Cameroun, 1989, p. 10.

²⁸ A. PNUD-DP/CP/CMR/5, "Planification des Programmes-Programmation par pays et programmation multinationale-Cinquième programme du Cameroun", Genève, Nations Unies, 1992, p. 11.

ainsi qu'à l'amélioration et au maintien d'un cadre favorable à l'essor et à l'émergence des PME²⁹.

Les petites et moyennes entreprises ont bénéficié directement et indirectement du programme en ce qui concerne l'administration, les compétences technologiques ont été améliorées; ce qui a modifié significativement la qualité des produits offerts à la population. Aussi, des actions ont également été implémentées pour garantir que les femmes participent davantage dans le secteur de la production. Et dans ce sens, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme avait fourni un appui direct d'un montant de cinq cent mille (500 000) dollars américains aux petites et moyennes entreprises initiées par les femmes dans le cadre des activités relatives aux technologies appropriées³⁰. En outre, le programme fit appel aux ressources des projets régionaux financés par le Programme des Nations Unies pour le Développement tels que les projets "AFREDI" (African small Enterprise Development Initiative) et "Micro-entreprise" ceci dans l'optique de dynamiser le secteur des PME camerounaises³¹. Ce projet a marqué un tournant décisif dans le cadre de la coopération PNUD/Cameroun³². Ainsi, mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises camerounaises, on n'est pas surpris de constater que ce secteur d'intervention avait absorbé 30% du montant total du cycle de programmation, soit environ deux millions neuf cent mille (2 900 000) dollars américains³³.

Poursuivant dans cette lancée et en se basant sur les données recueillies dans les rapports d'évaluation à mi-parcours du Cadre de Coopération et de programmation de 2003 à 2007 et du rapport d'évaluation finale de mise en œuvre du Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté, il ressort qu'en appui à la promotion du secteur privé au Cameroun, le programme des nations unies pour le développement au Cameroun avait coordonné efficacement le programme dénommé: "Entreprise Cameroun". En effet, le principal défi pour Entreprise Cameroun, une initiative d'Entreprise Africa, était la mise en place d'un programme d'assistance dédié au privé et aux PME, qui identifiait et évaluait le potentiel d'affaires qui n'a pas encore été réalisé. Cette initiative visait à favoriser la création de nouvelles entreprises dynamiques et à transformer celles existantes pour atteindre une croissance, une rentabilité et

²⁹ *Ibid.* p. 11.

³⁰ *Ibid.* p. 12

³¹ *Ibid.* p. 11

³² Z. Emini, 46 ans, chef de l'unité gouvernance et gestion des crises au pnud cameroun, yaoundé, entretien du 25/09/2021.

³³ A. PNUD-DP/CP/CMR/5, "Planification des Programmes-Programmation par pays et programmation multinationale-Cinquième programme du Cameroun", Genève, Nations Unies, 1992, p. 12.

une compétitivité accrues³⁴. À ce titre, Entreprise Cameroun apportait des perspectives de solutions pour ce qui est de l'objectif qui était de stimuler le secteur privé comme facteur de développement en intervenant dans les secteurs³⁵ tels encourager des organisations efficaces qui soutiennent directement les petites et moyennes entreprises, renforcer les liens commerciaux entre le Cameroun et l'extérieur, conseiller sur les mécanismes étatiques visant à encourager la coopération entre le secteur privé, le secteur public et le secteur privé, ainsi que la société civile³⁶.

Concernant les réalisations d'Entreprise Cameroun, l'évaluation finale du projet soulignait qu'en faveur des populations récipiendaires, entreprise Cameroun a organisé des formations pour renforcer les compétences en innovation et administration pour environ deux cent quatre-vingt une petites et moyennes entreprises et groupe d'initiative commune³⁷. Elle a accompagné environ cent vingt (120) petites et moyennes entreprises et diverses associations avec des activités de suivi et d'évaluation axée sur l'administration, la mise en place des business plans, ainsi des projections économiques sur le long terme³⁸. Ces actions ont eu pour retombées directes, la prolifération des microentreprises³⁹. En outre, elle a permis l'établissement des partenariats gagnant-gagnant entre petites, moyennes et grandes entreprises par la signature de treize (13) accords de coopération⁴⁰. Aussi, grâce à Entreprise Cameroun, trois clusters regroupant des entrepreneurs ont été établis dans les villes de Douala, Bertoua et Ebolowa. Par ailleurs, soixante-dix (70) petites et moyennes entreprises ont vu le jour dans les deux grandes cités capitales du Cameroun⁴¹. Ces microentreprises ont permis la diminution du niveau de pauvreté au cours de cette période⁴². Ainsi, il est clair que cette initiative a renforcé le partenariat entre chefs d'entreprise et a encouragé un partage d'expériences et de compétences réciproques.

³⁴ E. A. Damiba, D. Abouem A Tchoyi, "Projet de rapport de la revue à mi-parcours du cadre de coopération PNUD/CAMEROUN 2003-2007", version 00 non éditée, PNUD/MINPLAPDAT, 2005, p. 24.

³⁵ D. Bondoma Yokono, J. Nyemeck Binam, " Appui à la mise en œuvre et au Suivi/Évaluation du DSRP", Rapport d'évaluation finale, Yaoundé, PNUD, 2008, p. 31.

³⁶ E. A. Damiba, D. Abouem A Tchoyi, "Projet de rapport de la revue à mi-parcours du cadre de coopération PNUD/CAMEROUN 2003-2007", p. 24.

³⁷ *Ibid.* p. 32.

³⁸ *Ibid.* p. 32.

³⁹ Z. Emini, 46 ans, chef de l'unité gouvernance et gestion des crises au pnud cameroun, yaoundé, entretien du 25/09/2021.

⁴⁰ E. A. Damiba, D. Abouem A Tchoyi, "Projet de rapport de la revue à mi-parcours du cadre de coopération PNUD/CAMEROUN 2003-2007", p. 32.

⁴¹ *Ibid.* p.32.

⁴² C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

L'atteinte de ces réalisations a été imputable au budget global qui était de trois cent soixante-huit mille millions cinq cent huit mille cinq cent neuf (368 508 509) francs CFA⁴³. Grâce à ces fonds fournis par le Programme des Nations Unies pour le Développement dans le cadre du projet, l'on peut dire avec certitude au regard des financements octroyés aux PME et des formations reçues que tous les objectifs ont été atteints. Dans le même sens, les PME ont bénéficié des séminaires d'amélioration des connaissances dans les domaines de l'entrepreneuriat, l'administration et sur la recherche des partenariats et des associations fructueuses dans l'optique de garantir une croissance économique et une multiplication des opportunités pour la population. À cet effet, le visage des PME a été véritablement remodelé dans l'optique de les rendre plus compétitive à la fois au niveau national et sous régional.

Il est évident qu'Entreprise Cameroun a eu des conséquences à la fois directes et indirectes dans le domaine des petites et moyennes entreprises. À l'issue des initiatives entreprises par Entreprise Cameroun, plusieurs jeunes camerounais ont entrepris la mise sur pied de plusieurs activités génératrices de revenus à vocation d'épanouissement. En effet, l'État camerounais étant dans l'incapacité de fournir un emploi décent à toute sa population encourage de plus en plus l'auto-emploi. À ce titre, l'entrepreneuriat semble être propice pour assurer cette transition. La conséquence directe à cela a été le passage de l'informel au formel pour plusieurs structures de PME. En outre, pendant la mise en place des activités, Entreprise Cameroun a joué un rôle indirect dans la contribution des petites et moyennes entreprises à injecter environ neuf cent vingt-trois millions deux cent mille (923 200 000) francs CFA dans l'économie camerounaise pour l'investissement⁴⁴. En effet, plus l'investissement croît dans un lieu, plus les opportunités lucratives apparaissent⁴⁵. Ainsi, cela a permis de créer environ cent soixante-douze (172) nouvelles professions directes⁴⁶.

Au regard des résultats obtenus dans l'encadrement des Petites et Moyennes Entreprises. À cet effet, ce projet, ayant compris que le secteur privé joue un rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté. En effet, Entreprise Cameroun a adopté une approche visant à placer les entreprises au cœur de l'éradication contre la pauvreté au Cameroun. En effet, le secteur privé est celui qui est le plus approprié pour l'absorption du taux de chômage au

⁴³ E. A. Damiba, D. Abouem A Tchoyi, "Projet de rapport de la revue à mi-parcours du cadre de coopération PNUD/CAMEROUN 2003-2007", p. 32.

⁴⁴ *Ibid.* p. 36.

⁴⁵ S. Olangana, 35 ans, géostratège en service à la sous-direction de la coopération avec l'Amérique du nord et l'Asie au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 17/07/2021.

⁴⁶ E. A. Damiba, D. Abouem A Tchoyi, "Projet de rapport de la revue à mi-parcours du cadre de coopération PNUD/CAMEROUN 2003-2007", p. 36.

Cameroun, puisque l'État ayant connu des périodes de graves perturbations économiques ne pouvait plus s'offrir ce luxe d'employer tout le monde; ce d'autant plus que la population camerounaise croît à un rythme exponentiel.

Menye Onana rajoute au sujet de cette contribution du PNUD au secteur des Petites et Moyennes Entreprises que le Programme Prioritaire de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises est aussi bénéficié de l'appui technique, institutionnel et financier de ce dernier. De plus, ce projet, qui fait partie d'un partenariat entre ce Programme onusien et le Cameroun, a reçu une aide financière de ce dernier et a été mis en œuvre par le Bureau International du Travail⁴⁷.

Le gouvernement camerounais a adopté ce programme prioritaire en décembre 1993 avec l'assistance technique de plusieurs agences du système des Nations Unies, sous la coordination du Programme des Nations Unies pour le Développement. En mettant l'accent sur la création d'entreprise, le développement de l'entrepreneuriat privé, l'intégration de publics ciblés particuliers dans l'activité socio-économique grâce à l'emploi indépendant et la création de PME, le programme vise à garantir le développement humain équitable. Le programme prioritaire vise à augmenter le potentiel technologique et managérial lors de l'implantation des PME et la capacité des entreprises existantes, à valoriser les ressources naturelles locales, à développer et à diversifier les exportations en favorisant la compétitivité des entreprises, et à améliorer les conditions de vie des populations en créant des emplois et des richesses grâce à une meilleure répartition des richesses et des emplois⁴⁸.

Le PPPP a été prévu pour une durée de trente-six (36) mois et a reçu un financement de deux millions deux cent soixante-dix-huit mille trois cent soixante-deux (2.278.362) dollars américains du Programme des Nations Unies pour le Développement⁴⁹. Ces financements qui sont quasiment insuffisants ont dans un sens permis de moderniser les Petites et Moyennes Entreprises⁵⁰. Un accent a été mis sur certaines catégories. En lutte contre la pauvreté, le PPPP a suggéré d'accorder une attention particulière aux groupes les plus vulnérables, tels que les femmes, les jeunes et les personnes handicapées⁵¹. Miser sur ces

⁴⁷ P. F. Menye Onana, "Programme des Nations Unies pour le Développement et la question du genre au Cameroun", p. 43.

⁴⁸ *Ibid.* p. 43.

⁴⁹ *Ibid.* p. 43.

⁵⁰ R. Bilégué Ngonou, 29 ans, Cadre contractuel en service à la sous-direction de la coopération avec l'Europe au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

⁵¹ P. F. Menye Onana, "Programme des Nations Unies pour le Développement et la question du genre au Cameroun", p. 43.

catégories de personnes, témoigne réellement du désir de ce projet d'améliorer leurs conditions de vie⁵². Ainsi, on a pu constater la création d'un établissement des métiers à Yaoundé, ainsi que la croissance des activités des établissements artisanaux dans les régions du Sud, du Nord et de l'Adamaoua⁵³. À ce niveau, ces PME sont capables de soutenir l'économie du Cameroun, compte tenu du fait que l'emploi formel n'est pas l'apanage de tout le monde. Ainsi, il s'agit là d'un mécanisme efficace pour la diminution du chômage dans ces localités en particulier. Une telle expérience doit être perpétuée à l'ensemble du pays.

Dès lors, la dynamisation des petites et moyennes entreprises (PME) est cruciale dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun. Les PME sont des composantes essentielles de l'économie du pays, contribuant de manière significative à la création d'emplois, à la génération de revenus et à la croissance économique. Cependant, malgré leur importance, les PME sont confrontées à plusieurs défis qui entravent leur croissance et leur développement. Ces défis comprennent un accès limité au financement, une infrastructure inadéquate, des compétences de gestion médiocres et un manque d'informations sur le marché. Pour relever ces défis, le gouvernement du Cameroun et les autres parties prenantes doivent mettre en œuvre des politiques et des initiatives qui favorisent la croissance des PME. Cela peut se faire en apportant un soutien financier, en améliorant les infrastructures, en proposant des formations et un renforcement des capacités, et en facilitant l'accès au marché.

En outre, la dynamisation des PME peut également conduire à la diversification de l'économie, en réduisant la dépendance du pays à l'égard de quelques secteurs. Cela va permettre d'assurer une croissance économique durable et de réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs. En conclusion, la dynamisation des PME est cruciale dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun. En soutenant la croissance et le développement des PME, le pays peut créer plus d'emplois, augmenter les niveaux de revenus et promouvoir la croissance et la diversification économiques. Il est donc impératif que le gouvernement et les autres parties prenantes accordent la priorité au développement des PME. Au même titre que les Petites et moyennes entreprises, le programme des nations unies pour le développement a compris l'urgence de la mise en place des structures à la base chargées d'offrir des opportunités aux populations éloignées des circuits d'insertion formels.

⁵² J. Abassi, 40 ans, Enseignant d'histoire/géographie/ECM au Lycée Bilingue de Maroua, Maroua, entretien du 03/08/2021.

⁵³ M. Zeh Nlo, 40 ans, Assistant au Représentant Résident et chef de l'unité Développement durable au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 20/09/2021.

2- Mise en place des Centres d'Écoute, d'Orientation, de Conseil et d'Accompagnement (CEOCA)

Malgré les mesures et les encouragements gouvernementaux, le chômage et le sous-emploi persistent et sont plus importants chez les jeunes⁵⁴. Cependant, il a été donné de constater que ceux-ci ne sont pas constamment à l'une en ce qui concerne les opportunités d'emploi offerts. À cet effet, des mesures avaient prises pour tenter de rapprocher le plus possible la jeunesse de ces possibilités à saisir. Ainsi, dans le cadre du partenariat avec le programme des nations unies pour le développement une catégorie très spéciale de structures d'encadrement des jeunes a vu le jour dénommé les centres d'écoute, d'orientation, de conseil et d'accompagnement. En effet, ces centres servent d'intermédiaires entre les jeunes des localités défavorisées et les opportunités d'emploi. En plus, ils sont spécialisés en matière de monitoring, de conseil et d'accompagnement de la jeunesse locale. Logés au sein de communes ces centres peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté car ils sont vecteurs de la paix parce que rassembleurs et promoteurs du vivre ensemble.

Grâce à ce projet, le Programme onusien aide la population jeune du Cameroun dans sa quête du bien-être et l'amélioration de leurs conditions de vie⁵⁵. En effet, de pareilles initiatives épargnent cette dernière des différents maux sociaux tels que: l'oisiveté, le besoin et le vol⁵⁶. Après la création de ces établissements, le Programme des Nations Unies pour le développement a organisé la formation des employés qui allaient y exercé⁵⁷. L'on note que ce processus qui avait déjà débuté dans plusieurs communes du septentrion prenait de plus en plus de l'ampleur et le mouvement atteignait déjà les autres localités abritant ces structures. Ainsi d'autres localités allaient rejoindre l'initiative. De l'avis de plusieurs informateurs, la mise en place de ces centres devaient s'accompagner d'actions concrètes et palpables⁵⁸. Il ressort alors que les municipalités de Pitoa et Mouvouldaye, avaient récemment bénéficié de la création de ces centres au sein de leurs communes respectives, alors que, dans les mairies de Maga et Lagdo, ceux-ci étaient fonctionnels depuis longtemps⁵⁹. Cependant, ayant fait leurs preuves dans cette partie du pays, le Ministère de l'économie et le Programme onusien

⁵⁴ PNUD, "LE PNUD en action n°016 -juillet 2015", Yaoundé, PNUD, 2015, p. 7.

⁵⁵ *Ibid.* p.7.

⁵⁶ J. Abassi, 40 ans, Enseignant d'histoire/géographie/ECM au Lycée Bilingue de Maroua, Maroua, entretien du 03/08/2021.

⁵⁷ PNUD, "LE PNUD en action n°016 -juillet 2015", Yaoundé, PNUD, 2015, p. 7.

⁵⁸ C. Eyenga, 60 ans, commerçante et bénéficiaire du PVMC, Sangmélina, entretien du 15/10/2021.

⁵⁹ PNUD, "LE PNUD en action n°016 -juillet 2015", Yaoundé, PNUD, 2015, p. 7.

vont par la suite étendre le projet aux autres régions du pays⁶⁰. Afin de faciliter leur appropriation par la population, des campagnes de vulgarisation doivent être organisées⁶¹. À titre illustratif, des centres vont être installés dans les localités de Lagdo, Pitoa et bien d'autres.

Photo 22 : CEOCA installé dans la commune de Lagdo au Nord Cameroun



Source: PNUD, "LE PNUD en action n°016 -juillet 2015", Yaoundé, PNUD, 2015, p. 7.

Photo 23 : CEOCA installé dans la commune de Pitoa dans la région du Nord Cameroun



Source: PNUD, "LE PNUD en action n°016-juliet 2015", Yaoundé, PNUD, 2015, p.7.

La mise en place des Centres d'écoute, d'orientation, de conseil et d'accompagnement était une initiative clé pour stimuler l'emploi au Cameroun. Ces centres ont été créés pour

⁶⁰ *Ibid.* p. 7.

⁶¹ R. Bilégué Ngonu, 29 ans, Cadre contractuel en service à la sous-direction de la coopération avec l'Europe au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

fournir des conseils et un soutien aux demandeurs d'emploi, en particulier aux jeunes diplômés qui peinent à trouver des opportunités d'emploi convenables. Les centres d'écoute, d'orientation, de conseil et d'appui visaient à combler le fossé entre les demandeurs d'emploi et les employeurs en leur fournissant les compétences, les connaissances et les ressources nécessaires pour réussir dans leur recherche d'emploi. Ces centres offraient un large éventail de services, notamment des conseils en matière de carrière, une aide à la recherche d'emploi, la préparation d'un entretien et une formation aux compétences.

De plus, les centres d'écoute, d'orientation, de conseil et de soutien sont conçus pour répondre aux besoins des employeurs et des demandeurs d'emploi. Ils servaient de plateforme aux employeurs pour entrer en contact avec des employés potentiels et identifier les candidats adéquats pour leurs postes à pourvoir. Parallèlement, les demandeurs d'emploi peuvent bénéficier de l'expertise de conseillers d'orientation et de professionnels qui peuvent les guider tout au long du processus de recherche d'emploi. Les centres d'écoute, d'orientation, de conseil et de soutien ont été mis en place dans différentes régions du Cameroun, et sont dotés d'installations et de ressources de pointe. Ils sont dotés d'une équipe de professionnels expérimentés qui se consacrent à aider les demandeurs d'emploi à atteindre leurs objectifs professionnels. Dans l'ensemble, les centres d'écoute, d'orientation, de conseil et d'appui constituent un élément crucial des efforts déployés par le Cameroun et le Programme des Nations Unies pour le Développement pour stimuler l'emploi et s'attaquer au problème du chômage des jeunes. En fournissant aux demandeurs d'emploi le soutien et les ressources nécessaires, ces centres contribuent à créer un marché de l'emploi plus vivant et plus dynamique au Cameroun.

Le CEOCA vise à encourager l'emploi et l'auto-emploi des jeunes en leur offrant tout l'encadrement nécessaire pour développer des activités génératrices de revenus dans les domaines de de l'élevage, l'agriculture et de l'artisanat⁶². Toutefois, en guise de résultats notables, on note d'après le descriptif du cycle de coopération 2018-2021 que ces centres spécialisés ont favorisé la création de plusieurs emplois pour environ trois mille cent (3100) habitants⁶³. Cela renforçait par la même occasion la vulgarisation de l'information sur la

⁶² MINEPAT/PNUD, "Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base-2", Recrutement d'un consultant individuel pour l'évaluation des besoins non couverts par les centres d'écoute d'orientation de conseil et d'accompagnement (CEOCA) actuels et l'élaboration de la note conceptuelle des CEOCA a vocation multifonctionnelle. Termes de référence de la mission (TDR), MINEPAT/PNUD, 2015, p. 2.

⁶³ A.PNUD-DP/DCP/CMR/3, "Descriptif de programme de pays pour le Cameroun (2018-2021)", p. 4.

recherche de l'emploi⁶⁴. Ainsi, l'approche avait été à l'honneur et toujours selon ce descriptif, on a enregistré un pourcentage de 45% de femmes bénéficiaires⁶⁵. Ce qui a été considéré par la majorité de la population camerounaise comme un cadeau de l'éternel⁶⁶. Le soutien du PNUD aux populations camerounaises sous-tend également l'octroi des financements et des subventions aux Groupes d'Initiative Commune (GIC) en vue de les accompagner dans la réalisation de leurs microprojets.

3- Le financement des activités des GIC dans les localités vulnérables du Cameroun

Le Programme des Nations Unies pour le Développement accompagne le Gouvernement dans la mise en œuvre du programme de promotion des activités génératrices de revenus et l'accès à la microfinance qui a déjà porté ses fruits dans plusieurs communes et qui sera élargi à d'autres communes dans les régions affectées. Afin de mieux palper du doigt ce financement des Groupes d'Initiatives Communes, il faut noter que le PNUD sous fonds du Gouvernement japonais a participé à l'encadrement et au financement du GIC Kelomessae dans la localité de Yokadouma, région de l'Est avec l'octroi de porcs pour élevage⁶⁷. Cela a permis de restructurer les activités de l'organisation et d'améliorer les conditions de vie de ses riverains⁶⁸. De plus, dans le cadre du Sous Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base, phase 2, en partenariat avec le gouvernement camerounais, le PNUD a subventionné durant la période allant de 2013 à 2015, les activités agricoles (sorgho, maïs et arachide) de douze (12) GIC dans la localité de Pitoa au Nord Cameroun⁶⁹. Toujours dans ce sens, le Programme onusien en partenariat avec l'Union Européenne a financé dans le cadre du projet "Micro Schèmes" en 2003, le GIC OMTOS de Bihiang à Pouma spécialisé dans la pratique des champs écologiquement durables à hauteur de neuf millions cinq cent quatre vingt dix mille Francs CFA⁷⁰.

Le Programme onusien aide à la mise sur pied de projets ou de subventions dans les secteurs de l'élevage et de l'agriculture en créant des groupes d'initiatives conjoints qui ont un

⁶⁴ P.D. Ahna, 37 ans, Représentant GIC ALAOSSOUKOU de Maga, Maga, entretien du 04/08/2021.

⁶⁵ A.PNUD-DP/DCP/CMR/3, "Descriptif de programme de pays pour le Cameroun (2018-2021)", p. 4.

⁶⁶ Wowe, 50 ans, Ex A1 mairie de Touloum, Touloum, entretien du 02/08/2021.

⁶⁷ PNUD, FAO, UNICEF, "Rapid Response for enhancing resilience and conflict prevention in the communities hosting refugees in Far North and Eastern regions of Cameroon (April 2015-May 2016)", Final project report, Yaoundé, UNDP, 2016, p. 16.

⁶⁸ C. Tsimi Ndo, 65 ans, Riverain et bénéficiaire du projet Micro-schemes, Abong Mbang, entretien du 05/11/2021.

⁶⁹ PNUD, MINEPAT, "Évaluation finale du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base (SPRPB) Phase 2", Rapport final, Yaoundé, PNUD/MINEPAT, 2018, p. 21.

⁷⁰ O. Soumare Samba, A. Mvogo, "Rapport d'évaluation du projet support to micro-schemes du 1^{er} au 31 décembre 2003", Yaoundé, PNUD, 2003, p. 36.

écho significatif sur la vie des populations des régions de l'Extrême-Nord et du Nord. En revanche, les familles sont capables de payer les frais de scolarité à leurs enfants, et gérer désormais plusieurs besoins primaires tels l'accès à la santé, la construction d'habitations décentes et pouvoir avoir aussi une alimentation saine. À titre d'exemples illustratifs l'on a entre autre, les résultats des productions agricoles des GIC⁷¹ ayant reçu un financement dans le cadre de ce sous-programme, notamment dans les régions de l'Extrême-Nord, au Nord et à l'Ouest du Cameroun.

Photo 24 : Production d'arachide dans la Région de l'Extrême-Nord



Source : MINEPAT, PNUD, "Le Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base II", Yaoundé, MINEPAT, 2015, p. 2.

Photo 25 : Production d'oignon dans la Région du Nord, GIC Kawtal de Djoumassi



Source: MINEPAT, PNUD, "Le Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base II", Yaoundé, MINEPAT, 2015, p. 4.

⁷¹ Il s'agit ici respectivement des GIC Procos Soulede, Radec Gadala à l'Extrême-Nord; Kawtal de Djoumassi au Nord et Apadym à l'Ouest Cameroun.

Photo 26 : Production de la tomate dans Région de l'Ouest, Département du Noun



Source: MINEPAT, PNUD, "Le Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base II", Yaoundé, MINEPAT, 2015, p. 7.

En utilisant les microcrédits accordés par le Programme des Nations Unies au Cameroun, il y a des avantages concrets dans la construction de nouvelles habitations grâce à la culture de plusieurs produits agricoles. De plus, toujours dans cette lancée des micro-crédits qui sont alloués, on a également eu la construction des magasins de stockage de la production, permettant de garder le surplus de la récolte. À l'instar de celui construit à l'Extrême-Nord par l'association Reyma de Douka.

Photo 27 : Magasin de stockage des denrées alimentaires construit pour le GIC REYMA de Douka, Région de l'Extrême-Nord



Source: MINEPAT, PNUD, "Le Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base II", Yaoundé, MINEPAT, 2015, p. 12.

Le financement des activités des groupes d'initiative commune dans les localités vulnérables du Cameroun est un aspect crucial du développement communautaire. Ces groupes jouent un rôle essentiel en favorisant la cohésion communautaire, en promouvant l'esprit d'entreprise et en créant des moyens de subsistance durables pour la population locale. Cependant, le financement de ces groupes peut s'avérer une tâche ardue, en particulier dans les régions où la pauvreté et les difficultés économiques sont répandues. Beaucoup de ces communautés vulnérables ne disposent pas des ressources financières et de l'expertise technique nécessaires pour créer et maintenir des groupes d'initiative commune efficaces.

Pour relever ce défi, diverses organisations gouvernementales et non gouvernementales ont mis en place des programmes de financement pour soutenir la création et la croissance des groupes d'initiative commune dans les localités vulnérables. Ces programmes de financement offrent une aide financière, un soutien technique et une formation pour aider ces groupes à élaborer et à mettre en œuvre leurs projets. En plus des programmes de financement, il existe également diverses institutions de microfinance qui accordent des prêts et d'autres produits financiers aux groupes d'initiative commune. Ces institutions jouent un rôle essentiel en donnant accès au financement à ces groupes, en les aidant à créer et à développer leurs entreprises et, en fin de compte, à améliorer leurs moyens de subsistance. De plus, le gouvernement du Cameroun a également reconnu l'importance des groupes d'initiative commune dans le développement communautaire et a mis en place des politiques et des programmes pour soutenir leur croissance. En conclusion, le financement des groupes d'initiative commune dans les localités vulnérables est crucial pour promouvoir le développement communautaire et créer des moyens de subsistance durables. Il nécessite la collaboration de diverses parties prenantes, notamment les agences gouvernementales, les organisations non gouvernementales, les institutions de microfinance et la communauté locale. Avec le soutien et les ressources adéquates, les groupes d'initiative commune peuvent contribuer de manière significative au développement économique et social des communautés vulnérables au Cameroun. Toutes ces actions contribuent à favoriser et à promouvoir un climat de paix et de cohésion au sein des populations.

4- Valorisation et vulgarisation de la cohésion sociale au Cameroun

Le concept Cohésion sociale; flateur et lourd de signification, il permet de garantir un climat de paix dans un pays. En effet, le Cameroun est victime de plusieurs crises sécuritaires

qui ont tendance à ébranler sa paix nationale⁷². Disposant d'un long carnet de contact, il bénéficie des soutiens multiformes. Ainsi, dans le cadre d'un projet conjoint Programme des Nations Unies pour le Développement/UNESCO/ONU-FEMMES, cette problématique y a été largement débattue⁷³. Ainsi, il ressortait du rapport d'évaluation finale que ce projet avait été subventionné par le Peace Building Fund à hauteur d'un million quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille (1 498 000) dollars américains⁷⁴. Le Programme des Nations Unies pour le Développement y a participé en raison six cent neuf mille neuf cent (609 900) dollars⁷⁵. Le projet, qui était initialement prévu pour une durée de dix-huit (18) mois allant du 1^{er} novembre 2018 au 30 avril 2020⁷⁶, a finalement été prolongé jusqu'au 30 octobre 2020, ce qui en fait une durée totale de vingt-quatre (24) mois puisqu'il devait couvrir l'ensemble du territoire national. Ce rallongement du délai déroulement de ce projet tient en partie aux multiples crises sécuritaires qui minent la paix au Cameroun⁷⁷. Par ailleurs, un cadre d'action conjoint a été prévu pour garantir une coordination et une cohérence entre les trois organismes⁷⁸. En outre, l'évaluation finale de ce programme souligne que le projet a été supervisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement, qui avait géré le processus d'élaboration des cadres stratégiques d'analyses du projet, veillé à sa mise en place et à la compilation des comptes rendus et planifié des réunions ponctuelles de vérification des acquis⁷⁹. Cette approche est louable ici dans la mesure où, elle matérialise cette volonté de mettre en place réellement des mécanismes de suivi-évaluation efficaces sur l'ensemble des projets réalisés⁸⁰.

Puisque trois structures internationales étaient conviées au projet, il fallait donc envisager une organisation stratégique afin d'éviter des vices de procédures, et garantir l'optimisation des résultats. Ainsi, longtemps connu pour son importance en matière de coordination, le programme onusien assurait la veille stratégique de ce projet. Par ailleurs, des

⁷² M. Zeh Nlo, 40 ans, Assistant au Représentant Résident et chef de l'unité Développement durable au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 20/09/2021.

⁷³ Z. Emini, 46 ans, Chef de l'unité Gouvernance et Gestion des crises au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

⁷⁴ C. Sikube Takamgno, "Évaluation finale du projet PBF-Renforcement des capacités des acteurs et appui aux processus électoraux pacifiques et à la cohésion sociale au Cameroun", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2021, p.5.

⁷⁵ *Ibid.* p. 5.

⁷⁶ *Ibid.* p. 6.

⁷⁷ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études N°1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

⁷⁸ C. Sikube Takamgno, "Évaluation finale du projet PBF-Renforcement des capacités des acteurs et appui aux processus électoraux pacifiques et à la cohésion sociale au Cameroun", p. 23.

⁷⁹ *Ibid.* p. 19.

⁸⁰ S. Olangana, 35 ans, géostratège en service à la sous-direction de la coopération avec l'Amérique du nord et l'Asie au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 17/07/2021.

rencontres hebdomadaires, voire mensuelles étaient à l'honneur pour pouvoir présenter l'état d'avancement des réalisations; et à ce titre, prévenir d'éventuelles difficultés. De plus, pour éviter une marginalisation de certaines couches sociales défavorisées, il fallait constamment se rassurer de ce volet. Par ailleurs, la présence de l'organisation des nations unies pour les femmes, avait fait en sorte que l'on se rassure constamment si les femmes s'y impliquaient.

Dès lors, l'importance de ce projet dans le cadre de la cohésion sociale au Cameroun tenait de plusieurs aspects et beaucoup plus de la vision de chaque institution impliquée. Il ressortait alors globalement dans un contexte de promotion de la paix au Cameroun, le programme des nations unies pour le développement avait pour sa part port son intérêt sur les forces de l'ordre et de sécurité. En effet, celles-ci devaient être dotées de nouvelles approches en matière de prévention des crises et de résolution des conflits. Pour l'institution spécialisée des nations unies en charge des femmes, il s'était agi de renforcer la place de la femme dans le processus de promotion d'une paix durable. En effet, doté d'un instinct maternel, sont les plus aptes dans un processus de résolution des conflits. Les actions réalisées en leur faveur leur ont permis de recevoir des formations complémentaires en matière de médiation, de conciliation et d'arbitrage; ceci dans l'optique de faire d'elles des ambassadrices de la paix au Cameroun⁸¹.

Il convient de se souvenir qu'en 2016, le sport avait été reconnu comme un moyen de favoriser la cohésion sociale entre les communautés au Cameroun⁸². En effet, en partenariat avec la Fondation Roger Milla et avec le soutien de l'Ambassade d'Israël au Cameroun, l'Association Israélienne MIFALOT et le Programme des Nations Unies pour le Développement avaient organisé l'Atelier de Renforcement des Capacités des Entraîneurs Sportifs sur le Sport comme Plateforme pour la Paix à Bertoua dans la Région Est du Cameroun du 30 octobre au 3 novembre 2017⁸³. Au grand bonheur des dam, il ressortait plus d'une cinquantaine de personnels de sport avaient été édifié sur l'importance du sport dans la promotion du vivre ensemble. Des notions telles l'équité, la tolérance et l'amour de son prochain avaient meublé les formations. Pour rappel, la région de l'Est Cameroun accueillait une forte communauté de réfugiés centrafricains ce qui était sujette parfois à de vives tensions au sein des communautaires. En œuvrant dans le sport, il s'agissait de favoriser le

⁸¹ C. Sikube Takamgno, "Évaluation finale du projet PBF-Renforcement des capacités des acteurs et appui aux processus électoraux pacifiques et à la cohésion sociale au Cameroun", p.19.

⁸² Reliefweb, "Le sport comme outil de cohésion sociale", 25 mars 2016. <https://reliefweb.int/report/cameroon/le-sport-comme-outil-de-coh-sion-sociale>, consulté le 19 mars 2022 à 9 heures.

⁸³ Actu Cameroun, "Cameroun-Sport: Israël forme les encadreur sportifs sur le sport comme plate-forme de paix", 27 octobre 2017. <https://actucameroun.com/2017/10/27/cameroun-sport-israel-forme-encadreur-sportifs-sport-plate-forme-de-paix/>, consulté le 15 juin 2021 à 11 heures.

rassemblement de différents peuples tous unis pour la cause. Par ailleurs, pour percevoir le sport comme un instrument pour la cohésion sociale, le football avait été choisi comme discipline phare. En effet, la pratique du football permettait un mixage dans une même équipe de personnes de divers horizons. En les mettant, celles-ci devaient défendre le même idéal à savoir faire gagner leur équipe; ce qui allait leur procurer de la joie.

De plus, le sport est un moyen puissant de promouvoir la paix et le progrès, ce qui peut entraîner la naissance d'un cadre de vie sain et attrayant⁸⁴. En outre, c'est un outil social et humanitaire puissant qui est très avantageux pour la promotion du vivre ensemble dans cette localité⁸⁵. Dans ce sens, des activités sportives ont été organisées à l'Est Cameroun afin de promouvoir la culture de la paix entre les communautés locales et les réfugiés. En effet, pour rappel, l'Est accueille de nombreux réfugiés centrafricains.

Photo 28 : Organisation des activités sportives à l'Est-Cameroun par le Programme des Nations Unies pour le Développement et MIFALOT



Source: Archives du PNUD, 2016.

⁸⁴ Reliefweb, "Le sport comme outil de cohésion sociale", 25 mars 2016. <https://reliefweb.int/report/cameroon/le-sport-comme-outil-de-coh-sion-sociale>, consulté le 19 mars 2022 à 9 heures.

⁸⁵ *Ibid.*

Photo 29 : Tournoi de football pour jeunes organisé à l'Est-Cameroun dans le cadre du partenariat Programme des Nations Unies pour le Développement-MIFALOT



Source: Archives du MINSEP, 2017.

Toutefois, cette initiative concerne également l'Extrême-Nord mais l'accent ici a été porté sur la question de l'emploi pour promotion de la cohésion. Finalement, même si le taux de chômage au Cameroun était de 85% en 2012, 70% des camerounais sont toujours en situation de pauvreté dans l'Extrême-Nord du pays⁸⁶. En revanche, la jeunesse a très peu de chances de travailler en tant qu'indépendants et d'accéder à des emplois fixes. On constate qu'il n'y a pas de centres de formation agréés et aptes, un accès limité au financement et une quantité limitée des données en matière d'économie. En plus de cela, il y a un manque de structures médicales qui résulte d'un manque de contrôle et d'efficacité du gouvernement de Yaoundé, qui refuse de s'y rendre. En outre, l'absence d'infrastructures industrielles empêche l'augmentation de la capacité des jeunes à travailler.

Dès lors, dans son bulletin d'information n°016, le Programme des Nations Unies pour le Développement soulignait qu'en 2016, le Ministère de l'Économie, de l'Aménagement du Territoire et du Développement et le Programme des Nations Unies pour le Développement avaient mis sur pied un cadre axé sur l'émergence et la revitalisation du vivre ensemble, afin de favoriser une mise en œuvre douce des actions de soutien post crise en vue de garantir de pérenniser les acquis en émergence⁸⁷. Par la suite, un second cadre fut établi en vue de développer l'employabilité à l'Extrême Nord⁸⁸. En effet, la question de l'emploi au Cameroun demeure un épineux problème dans la majorité des localités en crise du pays, compte tenu du

⁸⁶ MINEPAT, "Rapport national sur le suivi des OMD", Yaoundé, MINEPAT, 2012, p. 5.

⁸⁷ PNUD, "LE PNUD en action n°016 -juillet 2015", Yaoundé, PNUD, 2015, p. 4.

⁸⁸ *Ibid.* p. 4.

climat d'instabilité qui y règne⁸⁹. De plus, ce même bulletin précise que la mise en place de ces cadres d'échanges au cours de la période allant de 2015 à 2016⁹⁰, visait à partager les informations communes en matière de conflits afin d'établir des perspectives de solutions qui allaient être bénéfique à la population des localités concernées⁹¹. Dans l'optique de restaurer la paix, une synergie d'action est nécessaire voire primordiale pour garantir de meilleurs résultats⁹².

Il ressort alors en dernière analyse que la valorisation et la vulgarisation de la cohésion sociale au Cameroun est un aspect crucial du développement du pays. La cohésion sociale désigne la capacité des individus et des communautés à travailler ensemble vers des objectifs communs, malgré leurs différences. C'est une composante essentielle d'une société stable et pacifique, et elle permet de réduire les inégalités et de promouvoir la justice sociale. L'un des principaux défis auxquels est confronté le Cameroun en matière de valorisation de la cohésion sociale est la diversité ethnique et linguistique du pays. Pour relever ce défi, le Programme des Nations Unies pour le Développement a mis en place des politiques visant à promouvoir le dialogue et la compréhension interethniques. Par exemple, pour sa part, le gouvernement a créé un ministère des arts et de la culture, chargé de promouvoir la diversité culturelle et de préserver le patrimoine culturel du pays.

Une autre stratégie de valorisation de la cohésion sociale au Cameroun consiste à fournir des services sociaux. L'accès à une éducation de qualité, aux soins de santé et à d'autres services essentiels peut contribuer à réduire les inégalités et à promouvoir l'inclusion. Le programme des nations unies pour le développement et le gouvernement ont fait des progrès significatifs dans ce domaine, avec des investissements accrus dans l'infrastructure de l'éducation et des soins de santé. De plus, le Programme des Nations Unies pour le Développement a œuvré à la mise en place des programmes de protection sociale visant à soutenir les membres les plus vulnérables de la société, notamment les femmes, les enfants et les personnes handicapées. Les organisations de la société civile jouent également un rôle essentiel dans la promotion de la cohésion sociale au Cameroun. Ces organisations travaillent à la promotion des droits de l'homme, facilitent le dialogue entre les différents groupes et fournissent des services essentiels aux communautés marginalisées. Par exemple, elles ont

⁸⁹ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

⁹⁰ PNUD, "LE PNUD en action n°016 -juillet 2015", Yaoundé, PNUD, 2015, p. 4.

⁹¹ *Ibid.* p. 4.

⁹² C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

contribué à promouvoir les droits des femmes et à leur donner les moyens de participer aux processus de prise de décision à tous les niveaux.

En conclusion, la valorisation de la cohésion sociale au Cameroun est essentielle pour le développement et la stabilité du pays. Le gouvernement, le Programme des Nations Unies pour le Développement, les organisations de la société civile et les individus ont tous un rôle à jouer dans la promotion de la compréhension, la réduction des inégalités et la construction d'une société plus inclusive. Avec un investissement et un engagement continus en faveur de cet objectif, le Cameroun peut devenir un modèle de cohésion sociale dont d'autres pays peuvent s'inspirer. Cet appui au secteur local et rural et la valorisation des mécanismes de paix au Cameroun ont permis la participation du Programme des Nations Unies pour le Développement dans la réalisation de projets visant à contrer la pauvreté et ce beaucoup plus dans les localités rurales.

II- ASSISTANCE DU PNUD DANS CERTAINS PROJETS/PROGRAMMES AU CAMEROUN VISANT À CONTRER LES EFFETS DE LA PAUVRETE

Cette assistance passe par la participation du PNUD à des programmes visant à réduire la pauvreté depuis la base, c'est-à-dire tourner de plus en plus vers le milieu rural camerounais.

1- La participation du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun dans la mise en place du "Sous-programme de réduction de la pauvreté à la base (phase I et phase II)

Initiative salubre, il apparaît que la principale mesure du sous-programme de lutte contre la pauvreté vise l'octroi des prêts à des taux d'intérêt réduits aux associations agricoles et pastorales situées dans les localités rurales du Cameroun⁹³. La finalité ici étant l'augmentation de leur production et l'amélioration de leurs conditions de vie. L'accord de principe prévoit que le Ministère de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire devait y contribuer pour sa part par le remboursement des intérêts liés à l'obtention de ces prêts⁹⁴. Cependant l'objectif affiché de cette initiative est de prouver aux ruraux non

⁹³ MINEPAT/PNUD, "Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base-2", Recrutement d'un consultant individuel pour la réalisation de l'étude de faisabilité de la mise en place d'un centre d'écoute, d'orientation, de conseil et d'accompagnement (CEOCA) dans la commune de Darack. Termes de référence de la mission (TDR), MINEPAT/PNUD, 2015, p. 1.

⁹⁴ *Ibid.* p. 1.

aisés qu'il y a des opportunités de richesse à proximité d'eux⁹⁵. Cela passait par la pratique des activités agricoles qui va réduire significativement la désertion dans les campagnes camerounaises. Dès lors, le cadre réglementaire étant déjà propice, le Cameroun et le Programme des Nations Unies pour le Développement vont mettre successivement deux sous programmes du même genre⁹⁶. La phase qui s'est étendue de 2005 à 2010 s'était adossée sur un budget global de quatre milliards sept cent millions de francs CFA pour le fonctionnement et l'investissement⁹⁷. La seconde phase quant à elle, se basant sur les acquis de la première s'était étalée de 2013 à 2017 reposant sur une enveloppe budgétaire évaluée à trois milliards sept cent soixante-cinq millions cinq cent trente-huit mille six cent soixante un francs CFA⁹⁸. Ces projets qui, comme mentionnés plus haut, participent à l'amélioration des conditions de vie des habitants des campagnes et bourgades camerounaises. Ces projets se sont déroulés dans quasiment toutes les dix régions du Cameroun.

Par ailleurs, le sous-programme de réduction de la pauvreté, phase 2 qui est le plus récent a eu des effets directs remarquables⁹⁹. En revanche, son implémentation prévoyait que des plans de création d'emplois soient établis afin de faciliter la tâche aux populations voulant développer une activité¹⁰⁰. Ainsi, le Centre d'Écoute, d'Orientation, de Conseil et d'Accompagnement était une composante importante du mécanisme de la municipalité dont la finalité est l'augmentation des possibilités pour les ruraux de bénéficier à l'échelle locale d'un travail équitable¹⁰¹. Ceci étant, on comprend donc l'impact que ce sous-programme a suscité, sans oublier les retombées qui étaient plus ou moins appréciables.

Le rapport final de l'évaluation de ce sous-programme souligne que sur les quatorze (14) centres d'écoute et d'accompagnement nouvellement créés, douze (12) étaient déjà

⁹⁵ *Ibid.* p. 1.

⁹⁶ R. Bilégué Ngono, 29 ans, Cadre contractuel en service à la sous-direction de la coopération avec l'Europe au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

⁹⁷ E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2010, p. 7.

⁹⁸ PNUD, MINEPAT, "Évaluation finale du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base (SPRPB) – Phase 2", Rapport final, Yaoundé, PNUD/MINEPAT, 2018, p. 4.

⁹⁹ J. V. De Paul Gweth, 45 ans, Conseiller technique principal SPRPB/PAREC au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

¹⁰⁰ MINEPAT/PNUD, "Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base-2", Recrutement d'un consultant individuel pour la réalisation de l'étude de faisabilité de la mise en place d'un centre d'écoute, d'orientation, de conseil et d'accompagnement (CEOCA) dans la commune de Moulvoudaye. Termes de référence de la mission (TDR), MINEPAT/PNUD, 2015, p. 1.

¹⁰¹ MINEPAT/PNUD, "Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base-2", Recrutement d'un consultant individuel pour la réalisation de l'étude de faisabilité de la mise en place d'un centre d'écoute, d'orientation, de conseil et d'accompagnement (CEOCA) dans la commune de Batcham. Termes de référence de la mission (TDR), MINEPAT/PNUD, 2015, p. 1.

opérationnels¹⁰². De plus, ils sont répertoriés dans quasiment cinq régions notamment le Centre au sein de la commune d'Okola, l'Ouest avec celle de Batcham, l'Adamaoua avec la commune de Dir, l'Extrême Nord avec les municipalités telles que Maga, Moulvoudaye, Touloum, Kousseri, Darak, Mora, Mokolo, Bogo et Waza; pour le Nord, les communes de Lagdo et Pitoa¹⁰³. En outre, le rapport précise que ces centres ont permis de donner des opportunités de travail à environ sept mille neuf cent quatre-vingt-un cultivateurs avec une acuité plus vers la gent féminine, environ 37% des bénéficiaires sont des femmes et 36% sont issus de la jeunesse. On comprend avec ces valeurs que le sous-programme a placé la femme à l'honneur.

Par ailleurs, le financement des groupes d'initiatives communes a été également au rendez-vous. Ainsi, les groupes tels que Abakaye ont obtenu un prêt pour le lancement des activités ; quelques temps à son chiffre d'affaire était passé à environ quatre millions (4 000 000) de francs CFA¹⁰⁴. De plus, une autre innovation de ce sous-programme, bien qu'entamée au cours de la phase pilote a été la mise en place d'un fonds financiers devant servir pour les initiatives de financement et ceci sans limite. Ceci, avec à leur disposition un pareil fonds, les populations n'avaient plus qu'à mettre diverses activités pour pouvoir avoir accès à des prêts et ainsi participé au bien-être de leurs familles respectives.

Par ailleurs, ce mécanisme s'est appuyé sur les avantages que la microfinance offre. Ainsi, ce fonds qui ont été repartis aux des établissements de microfinance¹⁰⁵ des régions respectives ont accordé des prêts aux requérants moyennant un faible pourcentage. Le fait d'accorder ses prêts contre un faible taux d'intérêt a permis à ces bénéficiaires de plus se concentrer sur les recettes et bénéfices obtenus au lieu de stresser pour le remboursement du préfinancement. En outre, l'évaluation finale donne plus de précisions sur la répartition des fonds alloués, le tableau ci-dessous en donne quelques éclaircissements.

¹⁰² PNUD, MINEPAT, "Évaluation finale du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base (SPRPB) – Phase 2", p. 8.

¹⁰³ *Ibid.* p. 8.

¹⁰⁴ *Ibid.* p. 50.

¹⁰⁵ Pour plus de détails, il s'agissait du Crédit du Sahel pour le cas des régions du Nord, de l'Extrême nord et de l'Adamaoua. Pour le Centre c'était Express Union. Pour l'Ouest, Camccul avait été désigné. Caritas assurait la distribution à l'Est Cameroun par d'éventuels adhérents. Cité par PNUD, MINEPAT, "Évaluation finale du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base (SPRPB) –Phase 2", p. 32.

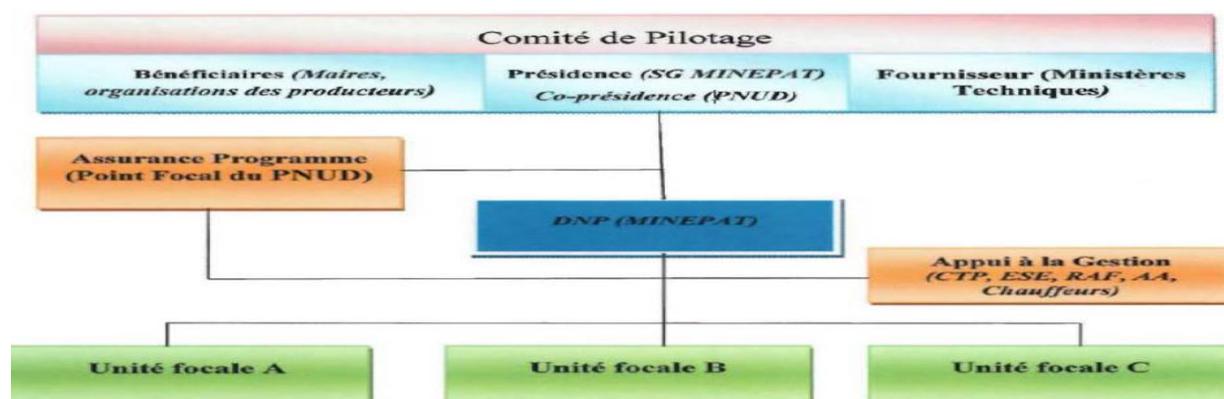
Tableau 20 : Répartition des enveloppes budgétaires dans les établissements de microfinance agréés

| | Crédit du Sahel | Camceul | Caritas | Express Union | Diocèse de Doumé | Diocèse d'Obala |
|-------------|---|------------------------------|---------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|
| 2013 | 50 millions de francs CFA et de 45 millions de francs CFA | 50 millions de francs CFA | | | | |
| 2014 | 212,5 millions de francs CFA | 212,5 millions de francs CFA | | | | |
| 2015 | 200 millions de francs CFA | 213 443 996 de francs CFA | 22 millions de francs CFA | | | |
| 2016 | 200 millions de francs CFA | 128 190 200 de francs CFA | | 25 millions de francs CFA | 18 500 000 de francs CFA | 16 500 000 de francs CFA |

Source: PNUD, MINEPAT, "Évaluation finale du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base (SPRPB) –Phase 2", Rapport final, Yaoundé, PNUD/MINEPAT, 2018, p.32.

L'observation de ce tableau permet de comprendre que ce mécanisme avait été très prolifique et bénéfique pour les populations. Toutefois, on note une forte activité dans les régions septentrionales et de l'Ouest. L'explication tient du fait que ce sont des zones majoritairement agricoles contrairement à celle du Centre où le projet a tardé à se mettre en marche. Situation similaire à l'Est, l'on notait un intérêt pour d'autres biens à l'instar des minéraux précieux. Afin de s'assurer d'une efficacité sans faille, une machine institutionnelle a été mise en place pour la circonstance et dotée d'une structuration assez simple.

Photo 30 : Comité de gestion du sous-programme de réduction de la pauvreté à la base phase II



Source: A.MINEPAT, Plan de Travail Annuel du SPRPB II pour 2014, p. 15.

À la suite de ces sous programmes, le Programme des Nations Unies pour le Développement a participé à la mise sur pied du projet Village du millénaire au Cameroun.

2- Le "CAMEROON MILLENIUM VILLAGE" Programme

Œuvre salubre, un trio situé à New York était en charge de ce projet, composé du Programme des Nations Unies pour le Développement, de l'Organisation Non Gouvernementale Millennium Promise et de l'Earth Institute de l'Université de Columbia¹⁰⁶. Ceci étant, l'objectif visé par ce projet était qu'avant 2015, cette initiative qui était à sa phase d'expérimentation puisse se généraliser dans tous les quatre coins du globe¹⁰⁷. À ce niveau, il s'agit de doter les villes et campagnes des localités choisies d'infrastructures efficaces capables de les assurer une autonomie¹⁰⁸. En effet, ce projet poursuit la finalité selon laquelle les individus de chaque ville puissent s'y sentir à l'aise sans ne pas avoir à envier les autres.

Poursuivant dans cette lancée, le rapport final de l'évaluation de ce projet rajoute qu'il est question d'améliorer le vécu quotidien personnes impliquées, afin que leurs localités respectives puissent éradiquer complètement la pauvreté¹⁰⁹. Voulant l'amélioration du cadre de vie, ce projet a donc ciblé ses principales composantes en associant des objectifs techniques. Le tableau ci-dessous en donne une parfaite illustration.

¹⁰⁶ Bienvenue aux Nations Unies-AfriqueRenouveau, "Quel avenir pour les Villages du Millénaire ?", 2011. <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/december-2011/quel-avenir-pour-les-villages-du-mill%C3%A9naire>, consulté le 15 septembre 2020 à 10 heures.

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ C. Eyenga, 60 ans, Commerçante et bénéficiaire du PVMC, Sangmélima, entretien du 15/10/2021.

¹⁰⁹ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, Yaoundé, PNUD, 2014, p.66.

Tableau 21 : Cadre stratégique de déroulement du Programme

| Composantes | Objectifs opérationnels à atteindre à partir desquels les activités ont été définies |
|--|--|
| 1- Réduction de l'extrême pauvreté | 1- Améliorer la productivité agricole pour combattre la faim et la malnutrition |
| 2- Éducation | 2- Assurer un accès universel à l'école primaire pour les filles et les garçons et éliminer les disparités genre dans les écoles |
| 3- Egalité de genre et autonomisation de la femme | 3- Amélioration des conditions de vie des femmes et des hommes et augmentation des revenus |
| 4- Mortalité infantile, santé maternelle | 4- Améliorer la santé maternelle et réduire la mortalité maternelle infantile |
| 5- VIH/SIDA, paludisme, tuberculose et autres maladies | 5- Combattre le VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose et autres maladies |
| 6- Préserver l'environnement | 6- Intégrer les principes du développement durable dans les villages en vue d'inverser la dégradation des ressources environnementales et des écosystèmes |
| 7- Eau et assainissement | 7- Assurer l'accès généralisé à l'eau potable et aux services d'assainissement aux populations (eau potable, assainissement dans les familles, écoles et centres de santé) |
| 8- Partenariat pour le développement | 9- Éliminer la fracture numérique |
| | 10- Faciliter et améliorer le transport des biens et personnes aux communautés et leur accès aux sources d'énergie |
| | 11- Renforcer les capacités des communautés |
| | 12- Construire des liens avec les politiques et stratégies nationales |

Source : J. Minla Mfou'ou, et al., "Rapport de l'évaluation finale de la première phase du Programme Villages Du Millénaire Cameroun", Yaoundé, PNUD, 2013, p.8.

Minla Mfou'ou dans son rapport d'évaluation précise que le budget global de l'opération s'élevait à huit millions cinq cent dix-neuf mille deux cent cinquante mille (8 519 250) dollars américains, repartit ainsi qu'il suit: la contrepartie camerounaise est de deux millions (2.000.000) de dollars américains¹¹⁰. Le Programme des Nations Unies pour le Développement a fourni sept cent cinquante mille (750.000) dollars américains et le gouvernement japonais cinq millions sept cent soixante-neuf mille deux cent cinquante mille

¹¹⁰ J. Minla Mfou'ou, et al., "Rapport de l'évaluation finale de la première phase du Programme Villages Du Millénaire Cameroun", Yaoundé, PNUD, 2013, p. 7.

(5.769.250) dollars américains¹¹¹. Par ailleurs, l'évaluation souligne aussi que la population concernée pour les deux zones qui sont Maroua 1^{er} et Meyomessi était estimée à vingt mille (20 000) personnes¹¹² au moment de l'implémentation du projet.

Cependant, il ressort que les besoins dans ces zones étaient quasiment similaires. En effet, sur le plan éducatif, les deux localités souffraient d'un réel manque d'infrastructures scolaires ou bien ceux qui existaient étaient complètement délabrés. Sur le plan sanitaire, les centres de santé était un luxe. Au niveau de l'activité, la majorité de la population était à caractère agricole, ce d'autant, le projet visait à tirer de leurs atouts afin d'accroître leurs chances de survie. Partant de cet état critique des lieux, le projet village du millénaire y trouve donc tout son sens.

En guise de résultats réellement obtenus par ce projet, il est clairement avéré que ce projet a contribué dans l'atteinte des objectifs du millénaire par le Cameroun. Dès lors, il ressort que le bilan suivant: la fourniture des semences et des engrais a permis d'augmenter la production agricole¹¹³. L'assistance sur le site de Maroua 1^{er} était destinée à la culture des produits alimentaires tels que le sorgho, le maïs et plus tard les oignons¹¹⁴. Le site de Meyomessi quant à lui s'était concentré sur la cacao culture, le manioc, la banane plantain et dans une certaine mesure l'élevage porcin¹¹⁵. À ce niveau, une certaine culture de l'autosuffisance alimentaire était d'actualité. En renforçant le développement de l'agriculture de ces localités, le village du millénaire entendait éradiquer la famine sur les deux sites. Ainsi tout le monde avait de quoi s'alimenter et pouvait de ce fait manger à sa faim. De plus, une stratégie visant à faire des réserves avait été impulsée. Car il faut le rappeler, le climat qui est très dans la zone septentrionale rend la pratique de l'agriculture quasiment difficile; auparavant, il en résulte des périodes d'extrême famine pouvant même entraînées la mort.

Par la suite, le programme Millenium Villages s'était attaqué à la lutte contre la désertification¹¹⁶. Il ressort d'après le rapport final que sur le terrain de Maroua, un mécanisme

¹¹¹ *Ibid.* p. 7

¹¹² PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, p. 6.

¹¹³ french.china.org.cn, "OMD: premiers résultats du projet "Villages du millénaire" au Cameroun, pays en retard", 29 mai 2012. http://french.china.org.cn/autreshorizons/2012-05/29/content_25504906.htm, consulté le 19 aout 2020 à 10 heures.

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, p. 6.

¹¹⁶ french.china.org.cn, "OMD: premiers résultats du projet "Villages du millénaire" au Cameroun, pays en retard", 29 mai 2012. http://french.china.org.cn/autreshorizons/2012-05/29/content_25504906.htm, consulté le 19 aout 2020 à 10 heures.

de fabrication des fours améliorés a conduit à la pratique du reboisement¹¹⁷. Pour rappel, la coupe du bois est trop intensive dans les deux localités ceci dans l'optique de faire cuire leurs aliments. La réalité fut toute autre à Meyomessi, l'occupation anarchique de l'environnement y est monnaie courante. À ce niveau, le village du millénaire y a établi un plan de gestion et d'utilisation de l'environnement¹¹⁸. Toutefois, les habitants de Maroua 1^{er} et Meyomessi sont vulnérables au paludisme¹¹⁹. En effet, la coupe des arbres entraîne des changements climatiques dans ces localités, caractérisés notamment par une sécheresse extrême. La conséquence la plus immédiate est la prolifération des insectes qui s'attaquent à la fois à l'homme (épidémie de paludisme) et à leurs récoltes.

Une autre problématique majeure sur laquelle le village du millénaire s'est attaqué concerne l'approvisionnement en eau potable¹²⁰. L'on ne peut pas nier le fait que l'eau constitue la vie. En effet, les maladies telles que le choléra et les diarrhées étaient récurrentes à l'Extrême Nord¹²¹. De plus, les installations la société nationale des eaux sont pour la plupart vétustes. Boutrais fait remarquer qu'en 1976, plus de 28% des habitants des zones rurales ne disposaient pas d'un raccordement en eau¹²². Ainsi, le village du millénaire a donc entrepris la construction et la réhabilitation des forages¹²³. C'est dans cette vision que ce projet a participé dans la réhabilitation et la construction des forages sur les deux sites, l'exemple le plus clair est la construction d'un forage dans la localité de Yamdjidjin dans l'arrondissement de Maroua 1^{er}.

¹¹⁷ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, p. 7.

¹¹⁸ *Ibid.* p. 7.

¹¹⁹ french.china.org.cn, "OMD: premiers résultats du projet "Villages du millénaire" au Cameroun, pays en retard", 29 mai 2012. http://french.china.org.cn/autreshorizons/2012-05/29/content_25504906.htm, consulté le 19 aout 2020 à 10 heures

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

¹²² J. Boutrais et al., *Population, planification et développement rural: l'exemple du Cameroun*, Yaoundé, ORSTOM/ISH, 1979, p. 72.

¹²³ french.china.org.cn, "OMD : premiers résultats du projet "Villages du millénaire" au Cameroun, pays en retard", 29 mai 2012. http://french.china.org.cn/autreshorizons/2012-05/29/content_25504906.htm, consulté le 19 aout 2020 à 10 heures

Photo 31 : Forage achevé à Yamdjidjin dans l'arrondissement de Maroua 1^{er}



Source: Archives du sous bureau PNUD-Cameroun de l'Extrême-nord (antenne locale de Maroua sis au lieu-dit "Comice"), 2011.

Le bilan de ce secteur fait état d'une embellie jamais observée auparavant dans ces localités. À ce sujet, le rapport final souligne que sept (7) forages ont été construits et trois (3) réhabilités tandis qu'à Meyomessi, on est passé de vingt-six (26) à cinquante (50) points d'eaux opérationnels¹²⁴.

Le secteur éducatif pour sa part n'a pas été en reste. Les données issues du quatrième plan quinquennal du Cameroun révèlent que ce secteur a toujours été à la traîne, en précisant qu'en 1970, le pays a enregistré ses plus mauvaises statistiques en la matière¹²⁵. Considérant ces difficultés, le village du millénaire a redynamisé ce secteur. Ainsi, le rapport final présente des données factuelles intéressantes. Il en ressort ainsi que de nombreuses écoles ont été construites sur les deux localités, le personnel encadrant a suivi des séminaires de recyclage. À ce titre les performances scolaires se sont considérablement améliorées. D'après ce même rapport, le pourcentage global d'alphabétisation a augmenté passant de 85,8% à 89%¹²⁶. Ajouté à cela, le niveau des élèves a augmenté également allant de 66% à 98%. Cela a conduit évidemment à l'atteinte d'un taux de couverture des programmes situés à 88,19% contre moins 80% les années antérieures au projet¹²⁷. De plus, grâce aux séminaires offerts aux encadrants ceux-ci ont vu les compétences s'améliorer; dès lors le personnel encadrant est désormais à

¹²⁴ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, p. 40.

¹²⁵ Ministère de l'Économie et du Plan, *IV^{ème} Plan Quinquennal de développement Économique et Social (1976-1981)*, Yaoundé, 1977, p. 181.

¹²⁶ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, p. 21.

¹²⁷ *Ibid.* p. 21.

100% compétent et opérationnel¹²⁸. En effet, le manque de ressources qualifiées dans le secteur éducatif provoque une baisse du rendement scolaire des élèves¹²⁹. En participant au rayonnement de ce secteur, village du millénaire a contribué là à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, spécifiquement celui de l'objectif du millénaire numéro deux; à savoir "assurer une éducation pour tous".

Photo 32 : Présentation des 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement



Source: Archives du CINU, 2005.

Le désir de promouvoir une éducation pour tous a entraîné dans le cadre du projet Village du Millénaire, la construction de nombreuses salles de classe dans les localités pilotes, des bâtiments à caractère social, ainsi que la distribution du matériel académique dans les mêmes zones prioritaires.

Photo 33 : Bâtiment abritant des salles de classes neuves à Meyomessi



Source: Archives du PNUD, 2011.

¹²⁸ *Ibid.* p. 21.

¹²⁹ J. Abassi, 40 ans, Enseignant d'histoire/géographie/ECM au Lycée Bilingue de Maroua, Maroua, entretien du 03/08/2021.

Photo 34 : Paysage scolaire en pleine mutation à Maroua 1^{er}



Source: PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, Yaoundé, PNUD, 2014, p. 18.

Sur cette image, après observation l'on remarque une petite cachette en bambou (à gauche) servant provisoirement d'école et de nouvelles infrastructures (à droite) construites constituées d'un bloc de deux salles de classe équipées de table bancs avec le bureau du directeur à l'école Publique de Goubewo.

Par ailleurs, la construction de ces nouvelles infrastructures scolaires a permis de résoudre le problème d'effectifs pléthoriques dans l'optique de disposer de salles viables comportant un nombre acceptable d'élèves¹³⁰. En effet, le mauvais rendement est intrinsèquement relié à un mauvais environnement. Car, plus les élèves sont nombreux en classe, il y aura plus de vacarme et le maître ne va pas pouvoir surveiller tout le monde. Par conséquent les résultats se retrouvent compromis. Grâce au Village du Millénaire, du matériel didactique a été distribué au corps enseignant de la localité de Maroua 1^{er}.

Photo 35 : Remise du matériel pédagogique à Maroua 1^{er} (dans le cadre de la réalisation de l'OMD 2: assurer une éducation primaire pour tous)



Source: Archives du PNUD, 2011.

¹³⁰ E. Otonglana, 38 ans, Agent de terrain sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

Fidèle à sa volonté d'autonomiser les femmes, le PNUD via le village du millénaire n'a pas lésiné dans ce sens. En effet, le rapport final du projet révélait un bilan un peu plus flatteur, l'on note que dans les deux sites, on retrouve des femmes leaders communautaires, des femmes cheffes de microentreprises et des organisations féminines bien structurées¹³¹. Ceci est une victoire parce que quand on connaît la culture du Nord, les femmes, généralement n'accèdent ou n'exercent jamais à de pareilles tâches. Mais dans le cadre du village millénaire cela a été possible. Dans le domaine de la santé, il ressort que les deux sites pâtissaient d'un manque que criard d'infrastructures sanitaires. En effet, les centres y étaient très rares ce qui provoque généralement des taux de mortalité très élevés. Avec village du millénaire, le nombre de centres de santé a augmenté passant de un à deux par village, les hôpitaux disposent désormais d'un système de gestion sanitaire¹³² et ceux-ci peuvent dès lors effectuer des examens médicaux poussés au lieu d'avoir à se mouvoir pour les effectuer.

Le projet des villages du millénaire au Cameroun était une initiative visant à lutter contre la pauvreté dans les communautés locales de Maroua 1^{er} dans l'Extrême-Nord et de Meyomessi dans le Sud du pays. Ce projet a été le fruit d'une collaboration entre le Programme des Nations Unies pour le Développement et le gouvernement du Cameroun. Il visait à autonomiser ces communautés en leur donnant accès aux besoins de base tels que l'eau potable, l'éducation, les soins de santé et la sécurité alimentaire. Cet objectif a été atteint grâce à la mise en œuvre de divers programmes tels que la construction de forages pour l'eau potable, la création d'écoles et de centres de santé, et la fourniture d'intrants agricoles et de formations pour les agriculteurs.

Par ailleurs, il a prévu également la promotion du développement durable en encourageant l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement. Cela comprend la promotion du reboisement et la mise en œuvre de programmes de gestion des déchets. Grâce à la mise en œuvre de ces programmes, village du millénaire a amélioré le niveau de vie des communautés locales et, en fin de compte, à contribuer au développement général du Cameroun. Ce projet a servi de modèle à d'autres communautés du pays et du continent, en démontrant que la pauvreté peut être combattue efficacement grâce aux efforts de collaboration entre les gouvernements, les organisations internationales et les communautés locales. À l'issue de la mise en œuvre de ces projets de grande envergure dans plusieurs localités du pays et poursuivant dans cette logique de promotion du développement

¹³¹ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, p. 26.

¹³² *Ibid.* p. 30.

économique, le PNUD soutient les Groupes d'Initiative Communes dans l'établissement de leurs activités génératrices de revenus afin d'améliorer leur vécu quotidien. Dans ce sens, la quête de la stabilité et l'autonomisation financière des bénéficiaires est la finalité visée.

III- VULGARISATION DES ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS ET RENFORCEMENT DES CHAÎNES DE VALEUR ECONOMIQUES AU CAMEROUN

L'objectif ici est de permettre aux communautés locales de diversifier leurs sources de revenus, de renforcer leur autonomie financière et de s'insérer de manière plus efficace dans les différentes filières économiques porteuses du pays. Cela passe par un accompagnement technique et organisationnel des porteurs de projets d'AGR, la mise en place d'infrastructures et de services de soutien adaptés, ainsi que la création de synergies entre les différents acteurs (producteurs, transformateurs, distributeurs, financeurs, etc.) au sein des chaînes de valeur.

1- La promotion des activités génératrices de revenus et création des emplois

La promotion d'une culture d'autonomisation des populations locales reste et demeure au cœur des priorités du PNUD. C'est ainsi que plusieurs de ses projets au Cameroun promeuvent la mise en place des Activités Génératrice de Revenus. À ce titre, le projet conjoint du PNUD-UNICEF-FAO mis en œuvre par le PNUD dénommé: "Réponse rapide pour le renforcement des capacités de résilience et à la prévention des conflits dans les régions de l'Extrême-Nord et l'Est du Cameroun"¹³³ témoignait de cette vision. En effet, il ressortait que plusieurs secteurs furent concernés notamment l'élevage, l'agriculture et bien d'autres. Par les retombées, on notait que les ventes des riverains dans les régions de Yokadouma et Batouri dans la région de l'Est du Cameroun avaient augmenté en raison de l'apport en élevage qu'ils avaient reçu¹³⁴. L'association Kelomessae, située à Yokadouma, avait vu ses activités relancer après son adhésion au projet mentionné précédemment¹³⁵. Ceci étant, il faut remarquer que les activités ont pris une toute nouvelle tournure dès leur entrée dans le projet. Faute de grandes ressources financières, ces groupes se contentaient juste d'effectuer ces activités tout simplement pour la survie. Mais la donne fut différente lorsqu'ils avaient reçu en plus des fonds, des formations et une augmentation de leurs sujets d'élevage et de leurs intrants agricoles afin de multiplier leur rendement. En outre, initialement cette pratique ne

¹³³ Initiative conjointe implémentée de 2015 à 2016.

¹³⁴ PNUD, FAO, UNICEF, "Rapid Response for enhancing resilience and conflict prevention in the communities hosting refugees in Far North and Eastern regions of Cameroon (April 2015-May 2016)", Final project report, Yaoundé, UNDP, 2016, p. 16.

¹³⁵ *Ibid.* p. 16.

leur servait qu'à leur propre alimentation. La conséquence directe de ce projet sur ces communautés a été la mise en place d'une certaine aisance financière et la possibilité de satisfaire ses besoins soi-même. À titre illustratif, l'évaluation finale montrait que l'association des femmes qui élevait les poulets à Batouri à l'Est Cameroun s'était déclarée pour une première fois être financièrement autonome¹³⁶.

Concernant le domaine agricole, la culture des produits maraichers avait également connu un grand essor¹³⁷. Des semences de carottes, de choux, de bété raves, des engrais et du matériel avaient été distribuées aux communautés qui n'étaient pas en mesure de les produire¹³⁸. De nombreux agriculteurs ont trouvé un nouveau départ grâce aux semences de haute qualité, et grâce aux revenus générés par la vente de leurs récoltes, ils ont pu économiser suffisamment d'argent pour payer les frais d'école de leurs enfants et subvenir à quelques-uns de leurs besoins¹³⁹. Comme précisé plus haut, ces projets de réponse rapide ont concerné les localités victimes de conflits sécuritaires accueillant des réfugiés. Ainsi, de 2015 à 2016, le Programme onusien y a concentré d'énormes ressources financières pour permettre aux bénéficiaires de pouvoir mettre sur pied des activités génératrices de revenus.

¹³⁶Propos de Tsafack Marie. Cité par PNUD, FAO, UNICEF, "Rapid Response for enhancing resilience and conflict prevention in the communities hosting refugees in Far North and Eastern regions of Cameroon (April 2015-May 2016)", p. 16.

¹³⁷ PNUD, FAO, UNICEF, "Rapid Response for enhancing resilience and conflict prevention in the communities hosting refugees in Far North and Eastern regions of Cameroon (April 2015-May 2016)", p.16.

¹³⁸ *Ibid.* p. 16.

¹³⁹Propos de Garoua Tewe et Abdourahim spécialisés dans les cultures maraichères. Cité par PNUD, FAO, UNICEF, "Rapid Response for enhancing resilience and conflict prevention in the communities hosting refugees in Far North and Eastern regions of Cameroon (April 2015-May 2016)", p. 16.

Tableau 22 : Identification des ménages bénéficiaires selon les activités mises en place par le PNUD entre 2015-2016

| Villes (départements, régions) | Nombre de bénéficiaires identifiés | Activités Génératrices de Revenus mis en place |
|---|------------------------------------|--|
| Mokolo (Mayo Tsanaga, Région de l'Extrême Nord) | 300 ménages | Élevage |
| | 3 GIC | Transformation des produits agricoles |
| | 40 ménages et 3 groupes | Élevage des poulets |
| | 25 ménages | Élevage des ruminants |
| Mora (Mayo Sava, Région de l'Extrême Nord) | 250 ménages | Élevage et transformation des produits agricoles |
| | 2 GIC | Transformation des produits agricoles |
| | 40 ménages et 11 groupes | Élevage des poulets et des ruminants |
| | 25 ménages | Élevage des ruminants |
| Kousseri, (Logone et Chari, Région de l'Extrême Nord) | 250 ménages | Élevage |
| | 40 ménages | Élevage des poulets et des ruminants |
| | 25 ménages | Élevage des ruminants |
| Yokadouma (Boumba et Ngoko, Région de l'Est) | 100 ménages | Élevage et transformation des produits agricoles |
| | 2 GIC | Transformation des produits agricoles |
| | 11 ménages et 6 groupes | Élevage des poulets |
| | 15 ménages | Élevage des porcs |
| Batouri (Kadey, Région de l'Est) | 100 ménages | Élevage |
| | 3 GIC | Transformation des produits agricoles |
| | 16 ménages et 9 groupes | Élevage des poulets |
| | 15 ménages | Élevage des porcs |

Source: PNUD, FAO, UNICEF, "Rapid Response for enhancing resilience and conflict prevention in the communities hosting refugees in Far North and Eastern regions of Cameroon (April 2015-May 2016)", Final project report, Yaoundé, UNDP, 2016, p. 4.

De plus, dans la continuité de cette promotion des activités génératrices de Revenus, le SPRPB phase I, fut également fructueux dans ce sens. En effet, le rapport d'évaluation finale confirme qu'il a attiré l'attention des populations de par ses initiatives ce qui suscita un intérêt certain¹⁴⁰. Pour l'ensemble des trois cent quarante-quatre petits projets initiés, il y a eu entre quinze mille (15 000) et trois cent mille (300 000) bénéficiaires directs et indirects au niveau des cibles¹⁴¹. D'après des prévisions d'ensemble, chaque bénéficiaire se retrouvait avec pratiquement une somme de trois cent cinquante mille (350 000) chacun en guise d'économie annuelle soit approximativement trente mille (30 000) par mois. Ce qui l'a placé largement au-dessus d'un personnel de l'État payé au SMIG estimé à vingt-cinq (25 000) francs CFA¹⁴². Une observation qui résulte de ce programme est que le Programme onusien en faisant les revenus des bénéficiaires de son projet avec le salaire minimal versé à un fonctionnaire; cela

¹⁴⁰ E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", p. 45.

¹⁴¹ *Ibid.* p. 9.

¹⁴² *Ibid.* p. 9.

limite non seulement la marginalisation et aussi le sentiment de frustration qui tend à écarter ses acteurs du secteur informel de la sphère décisionnelle¹⁴³.

En d'autres termes, grâce au sous-programme, plusieurs familles ont réussi à sortir de leur précarité en ayant un salaire minimal acceptable. Par ailleurs, une classification des plus nanties a pu s'établir. Ainsi, les éleveurs sont les plus assis financièrement contrairement à leurs homologues agriculteurs. Les revenus obtenus ont amélioré la qualité de vie de ces riverains. À ce titre, ce sous-programme a eu un impact capital sur la population bénéficiaire comme en témoigne le tableau ci-dessous.

Tableau 23 : Quelques microprojets financés dans le cadre du SPRPB, phase I et ayant eu un impact significatif

| Organisation Locale à la Base (OLB) | Activité du microprojet | Ventes/Revenus |
|--|---|---|
| GIC PRODOVIK Bafoussam | Production de tomate 22,8 tonnes (764cageots) | Ventes: 2 953 646 frs/campagne Pour un bénéfice de: 296 646 frs |
| GIC AJEN NAMBA, Manjo | Projet engraissement de Porcelets | 116 porcs vendus à 5 887 500 f 30 000 f/porc vendu dans la caisse du groupe |
| Babungo Farmers Union BAFAU | production de tomate | Vendues à 6 708 000 f (au prix de 1500f/20kg) |
| GIC Kookae de Mbe, Adamaoua | production d'ignames 273 sacs d'ignames | 6 825 000 (prix moyen 25 000/sac) Bénéfices estimés entre 25 et 50 % |
| GIC Jeunes JAAPE : Elig-Essombala | Pépinières arbres fruitiers | 5 millions F de ventes au total (1000/plan) |
| Fondation Bethleem, Maroua | Embouche bovine | 57 millions en 5 ans 1 tête peut être vendue à 170 000f |
| GIC Dragon Vert d'Endam-Yembong | pisciculture intégrée à l'élevage de porcs | premier cycle = 400 000 f (poisson 5kg/1000f) Porcelet 5 à 20 000f |
| GIC Babungo Farmers Union | production de tomates 379 tonnes | 75 760 000 f de ventes dont 9 millions retenus en fonds de crédit |
| GIC Reube Remobe de Tongo Kaiwan à Lagdo | Moulin à céréales | 250 000f/mois (25 000 f tous les 3 à 4 jours) Épargne = 1 217 483 f |
| Estimation globale moyenne | Production agricole, élevage et transformation | Entre 22 000 et 45 000 FCFA de revenus / mois/par membre |

Source: E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", 2010, p.52.

Pour ce qui est du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base phase2, il y a eu une réelle augmentation des salaires des producteurs de la partie septentrionale en raison

¹⁴³ L. Bitsong, 37 ans, Agent de maîtrise en service à la direction des normes à l'ANOR, Yaoundé, entretien du 16/06/2021.

de la concentration du sous-programme dans cette partie du pays¹⁴⁴. De plus, il ressort que sur la période, le pourcentage d'augmentation des revenus des exploitants toute catégorie confondue était de 29%. Les perturbations liées à la lenteur dans l'octroi des fonds ont conduit au non accomplissement des axes initialement choisis¹⁴⁵.

Sur le plan des emplois, la problématique de l'emploi demeure au cœur des politiques des organisations internationales dans le souci d'aider les pays en développement. Ainsi, suivant les recommandations du Sommet mondial sur le développement social tenu à Copenhague de 1995, visant la mise en œuvre des stratégies d'emploi aptes à réduire la pauvreté¹⁴⁶. Dans cette optique, le Programme onusien avait financé dans le cadre de l'implémentation du projet "jobs for Africa" dès le début de l'an 2000, les études sur les investissements pour l'emploi et la réduction de la pauvreté dont les principales composantes sont: politique nationale de l'emploi, entreprises coopératives des travailleurs, développement des Petites et Moyennes Entreprises, situation de l'emploi des femmes, des jeunes et des handicapés, projets Haute Intensité de Main d'Œuvre, emploi dans le secteur informel et système d'information du marché du travail. Pour mettre en œuvre ces stratégies et atteindre les objectifs de plein emploi et de réduction de la pauvreté, un réseau national composé de partenaires publics et privés et coordonné par un expert national recruté par le Bureau International du Travail a été mis en place. Leur mission avait été de promouvoir la création d'emplois productifs, qui contrairement à l'emploi public, créent des richesses pour réduire la pauvreté. Cet emploi productif de qualité était censé être créé pour la majorité des personnes travaillant hors du secteur moderne et s'adonnant à des activités économiques peu productives comme dans l'agriculture de subsistance ou le secteur informel.

En guise de réalisations concrètes, on notait que dans le cadre du projet "jobs for Africa", la mise sur pied d'un programme d'action national pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté, élaboré en décembre 1999. Ce programme visait entre autre par rapport à l'horizon 2005, à permettre de créer au moins cent cinquante mille (150.000) nouveaux emplois et de renforcer cinq cent mille (500.000) déjà existants dans le secteur informel urbain et au moins deux mille cinq cent (2500) travailleurs dans le secteur agro-pastoral en milieu rural. Par

¹⁴⁴ MINEPAT, PNUD, "Le Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base II", Yaoundé, MINEPAT, 2015, p. 96.

¹⁴⁵ *Ibid.* p. 97.

¹⁴⁶ Nations Unies, "Rapport du sommet mondial pour le développement social (Copenhague, 6-12 mars 1995)", Copenhague, Nations Unies, 1995, p. 55.

ailleurs, ce projet a bénéficié d'un financement total de sept millions de dollars¹⁴⁷, la contribution du Programme des Nations Unies pour le Développement à ce projet était de quatre millions neuf cent quatre-vingt-six mille huit cent sept (4 986 807) dollars américains¹⁴⁸. Au regard de cette participation du Programme onusien, l'on est d'avis sur le fait que ce dernier prend au sérieux son partenariat avec le Cameroun.

En outre, des métiers additionnels ont été créés grâce à l'implémentation de microprojets, tels que des ouvriers agricoles, des machinistes pour l'huilerie et des moulins¹⁴⁹. Le microprojet avait œuvré à la mise en place d'environ dix (10) à quinze (15) emplois ou auto-emplois¹⁵⁰. Parmi les domaines les plus prometteurs, l'élevage était classé en tête lice, suivi par l'agriculture et la transformation agricole¹⁵¹. Toutefois, cette catégorisation dépend du lieu d'implantation du projet. Ainsi, l'agriculture a beaucoup plus concernée l'Ouest du pays et l'élevage la partie septentrionale¹⁵². Aussi, dans certains endroits, les impacts induits par les microprojets ont pris la forme de petites activités économiques qui se sont implantées aux alentours des usines de transformation. Ces constatations suggèrent que diverses AGR, couplées à des actions de renforcement des capacités, génèrent une profonde mutation économique.¹⁵³

Par ailleurs, de Lamartinière Nuaghe Noubisi confirme avec certitude que les projets du PNUD, visant l'autonomisation de la femme rurale de l'Ouest Cameroun ont généré des emplois dans plusieurs secteurs d'activités¹⁵⁴. Ces emplois ont été à la fois directs et indirects. La quasi-totalité des promotrices du programme ont chacune développé une activité. Parmi les cinquante-quatre projets retenus dans le cadre de ce programme, une centaine d'emplois furent directs¹⁵⁵. À titre illustratif, pour le cas des activités fermières, les emplois créés furent le gardiennage et les agents d'entretien¹⁵⁶. Il s'agit là des activités rémunérées qui ont permis à

¹⁴⁷ OIT, "Programme des emplois pour l'Afrique, Stratégies pour l'emploi apte à réduire la pauvreté (JFA-PRESA)", Rapport final, Genève, OIT, 2000, p.17. Cité par P.F. Menye Onana, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la question du genre au Cameroun 1995-2007", p. 60.

¹⁴⁸ P.F. Menye Onana, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la question du genre au Cameroun 1995-2007", p. 60.

¹⁴⁹ E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", p. 9.

¹⁵⁰ *Ibid.* p. 9.

¹⁵¹ *Ibid.* p. 9.

¹⁵² J. V. De Paul Gweth, 45 ans, Conseiller technique principal SPRPB/PAREC au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

¹⁵³ E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", p. 52.

¹⁵⁴ E. de Lamartinière Nuaghe Noubisi, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun (1972-2012)", p. 123.

¹⁵⁵ *Ibid.* p. 132.

¹⁵⁶ *Ibid.* p. 123.

leur acquéreur de disposer d'un salaire soit journalier soit mensuel¹⁵⁷. Dans le secteur des services, la confection des nappes a généré des emplois indirects, notamment celui d'habilleuses des salles ou décoratrices¹⁵⁸. Emploi à caractère féminin, même si, des hommes peuvent aussi s'y intéresser¹⁵⁹. De façon générale, cette initiative du Programme des Nations Unies pour le Développement a permis à une grande tranche de la population d'avoir un emploi. L'insertion des femmes dans les circuits socio-économiques du marché de l'emploi a permis de lutter chômage et le sous-emploi féminin en milieu rural. Ces emplois générés ont contribué à limiter le phénomène de l'exode rural, qui constitue un fléau très répandu dans l'Ouest Cameroun. Car, plusieurs ressortissants quittent leurs villages pour aller chercher de meilleures conditions de vie dans les villes de Yaoundé et Douala¹⁶⁰. Ainsi, il est devenu dès lors, possible d'entreprendre et de réussir localement sans avoir à se déplacer; ce qui peut être considéré ici comme une victoire et un succès à mettre à l'actif du PNUD dans son combat pour l'éradication de la pauvreté au Cameroun et la limitation des disparités de genre.

Le PNUD par l'entremise du système onusien a notamment dans le cadre de l'UNDAF 2013-2017, apporté un appui technique au Ministère des Travaux Publics pour la mise en œuvre des activités du projet visant à créer des opportunités d'emploi et à renforcer l'employabilité des jeunes dans le cadre de la viabilisation de l'autoroute Kumba-Mamfé¹⁶¹, ainsi que la démonstration et le renforcement des capacités à travers la mise en place d'un site scolaire¹⁶². L'application de l'outil de collecte de données du Bureau International du Travail a montré que pendant les trente un (31) mois sur lesquels le projet s'est étendu, il a généré des métiers à la fois directs et indirects¹⁶³. Au rang de ces métiers, l'on a: techniciens de génie civil, agent de terrain, d'exécution et même manœuvres¹⁶⁴. Cependant, à la fin du projet ces professions à durée déterminée ont tout simplement cessé.

De plus, grâce à sa coopération avec le PNUD, le gouvernement du Cameroun a bénéficié de la mise sur du "Programme d'Amélioration à la Résilience Économique". Ainsi, en guise d'effets immédiats, l'on a noté que les Bureaux d'Emplois Municipaux du Cameroun

¹⁵⁷ S. Olangana, 35 ans, géostratège en service à la sous-direction de la coopération avec l'Amérique du nord et l'Asie au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 17/07/2021.

¹⁵⁸ E. de Lamartinière Nuaghe Noubisi, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun (1972-2012), p. 123.

¹⁵⁹ F. Onguene, 40 ans, commerçante et bénéficiaire du projet PRINCES, Bertoua, entretien du 01/11/2021.

¹⁶⁰ E. de Lamartinière Nuaghe Noubisi, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun (1972-2012), p. 123.

¹⁶¹ C. Faye, G. Nzukam, "Évaluation finale UNDAF cycle 2013-2017", p. 21.

¹⁶² *Ibid.* p. 21.

¹⁶³ *Ibid.* p. 22.

¹⁶⁴ D. Ngagoum, 60 ans, riverain et bénéficiaire du SPRPB II, Bafoussam, entretien du 07/09/2021.

avaient acquis une structure institutionnelle et un statut légal¹⁶⁵. De plus, pour garantir l'efficacité, de ces nouvelles structures, le Programme leur a apporté un soutien matériel comprenant des engins motorisés et non. Afin d'accompagner les communes bénéficiaires dans l'accomplissement de leur mission de promotion de l'emploi au niveau local, dix (10) bureaux d'emplois communaux ont été créés et dotés d'équipements divers¹⁶⁶. En outre, trois cent soixante (360) jeunes et femmes ont été formés à élaborer des plans d'affaires dont deux cent soixante-quinze (275) jeunes ont été insérés en auto-emploi grâce à des subventions pour l'implémentation de soixante-deux (62) microprojets¹⁶⁷. Ce qui est à considérer ici comme étant des acquis à capitaliser et à pérenniser.

Conformément à la théorie du changement accéléré, l'accent est plus centré sur la création de ressources financières et de métiers pour les jeunes rapatriés et les personnes à risque pour ce qui est du projet dénommé: "Autonomiser les jeunes pour la paix, la sécurité et la résilience dans la Région de l'Extrême Nord du Cameroun"¹⁶⁸. À ce titre, les mesures prises en faveur de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes ont conduit la modification de leurs conditions de vie¹⁶⁹. L'extrême pauvreté qui touche le Nord Cameroun conduit à un abandon de la jeunesse¹⁷⁰. Ainsi ces jeunes délaissés, majoritairement ruraux, se retrouvent à voler pour survivre, tout en se plongeant dans la délinquance¹⁷¹. Leur chance d'émergence s'amenuisant considérablement à cause de leurs décès précoces. En revanche, il ressort aussi qu'auparavant, les agriculteurs cultivaient du riz sur de petites parcelles, mais de plus en plus ils le font sur des surfaces plus étendues ceci grâce au soutien qu'a offert le projet¹⁷². Les bénéfices générés permettent de s'offrir de meilleures conditions de travail et d'augmenter la productivité de sa culture.

¹⁶⁵ A. MINEPAT, Rapport des travaux du Comité de pilotage de ce projet, présidé lundi 16 décembre 2019 à Yaoundé par Jean TCHOFFO, Secrétaire Général du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire. Disponible à l'adresse: <https://minepat.gov.cm/fr/2022/06/30/projet-dappui-a-la-resilience-economique-des-resultats-satisfaisants/>, consulté le 20 janvier 2020 à 10 heures.

¹⁶⁶ *Ibid.*

¹⁶⁷ *Ibid.*

¹⁶⁸ J. Nyemeck Binam, "Évaluation finale projets financés par les fonds supplémentaires du japon en 2018", Yaoundé, PNUD, 2019, p. 66.

¹⁶⁹ *Ibid.* p. 66.

¹⁷⁰ O. Makalao, 35 ans, Vendeur ambulant de chaussures, Maroua, entretien du 05/08/2021.

¹⁷¹ J. Abassi, 40 ans, Enseignant d'histoire/géographie/ECM au Lycée Bilingue de Maroua, Maroua, entretien du 03/08/2021.

¹⁷² J. Nyemeck Binam, "Évaluation finale projets financés par les fonds supplémentaires du japon en 2018", p. 66

Par ailleurs, l'encadrement que ces jeunes ont reçu leur a été bénéfique car ils n'erreraient plus dans les rues¹⁷³. Ce projet peut s'inscrire dans la même dynamique que celle du Youth Connekt¹⁷⁴. Ainsi, une conséquence directe a été la diminution du chômage dès que les AGR ont été implémentées¹⁷⁵. Il ressort que la mise en place de pareilles initiatives par le PNUD contribue à réduire effectivement le chômage qui est un grand frein au rayonnement du pays. À ce titre, il marque des points significatifs dans ses actions en faveur de la réduction de la pauvreté au Cameroun. En conclusion, les actions qui conduisent à l'autonomisation en termes de moyens de subsistance et d'opportunités d'emploi affectent indirectement les conditions et l'environnement de vie, car la satisfaction des besoins par des activités de subsistance et des avantages générateurs de revenus est la base de la stabilité de ces jeunes¹⁷⁶.

L'investissement des fonds reçus du Cash For Work dans les AGR étaient de nature à revitaliser l'économie locale¹⁷⁷. Dans certains cas, les revenus des programmes Cash for Work étaient plus ou moins faibles, mais de nombreux bénéficiaires ont investi une partie de ces revenus dans l'activité économique¹⁷⁸. Cette façon d'agir concernait principalement la gente féminine qui était reconnue pour leurs compétences managériales et leur engagement dans des activités à petite échelle nécessitant peu d'investissement¹⁷⁹. En effet, les femmes sont plus disposées à entreprendre peu importe le montant contrairement aux hommes¹⁸⁰. Bien que l'investissement ne fût pas identique, ces bénéficiaires sont impliqués dans l'expansion de la structure de l'économie au niveau local¹⁸¹. Ce qui a permis dans un sens à diminuer le taux de précarité dans leur lieu de résidence¹⁸². L'une des meilleures approches a consisté pour certains bénéficiaires d'Activités Génératrices de Revenus de réinvestir le surplus généré pour développer et diversifier leurs activités afin d'augmenter leurs chances de pérennité¹⁸³.

¹⁷³ *Ibid.* p. 66.

¹⁷⁴ C. Nsoé, 38 ans, Executive assistant intern (en charge du Youth Connekt Project) au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 23/09/2021.

¹⁷⁵ J. Nyemeck Binam, "Évaluation finale projets financés par les fonds supplémentaires du japon en 2018", p. 66.

¹⁷⁶ *Ibid.* p. 67.

¹⁷⁷ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

¹⁷⁸ J. Nyemeck Binam, "Évaluation finale projets financés par les fonds supplémentaires du japon en 2018", p. 76.

¹⁷⁹ *Ibid.* p. 76.

¹⁸⁰ M. Mentong, 70 ans, riveraine et bénéficiaire du projet Micro-schemes, Douala, entretien du 05/10/2021.

¹⁸¹ J. Nyemeck Binam, "Évaluation finale projets financés par les fonds supplémentaires du japon en 2018", p. 77.

¹⁸² E. Otonglana, 38 ans, Agent de terrain sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

¹⁸³ J. Nyemeck Binam, "Évaluation finale projets financés par les fonds supplémentaires du japon en 2018", p. 77.

Afin de garantir la pérennisation des acquis, le PNUD s'est aussi investi dans le renforcement des capacités techniques et de gestion des bénéficiaires de l'aide.

2- Les actions de renforcement de capacités techniques et managériales des populations bénéficiaires et la formation des encadreurs endogènes

Le projet "École d'hôtellerie de Ngaoundéré" en était un exemple des plus illustratifs. En effet, partant du fait que le Cameroun est pays attractif avec un fort potentiel touristique, le constat flagrant était qu'en 1986, la capacité totale des chambres d'hôtel disponibles s'élevait à sept mille cent quarante-six (7146) chambres¹⁸⁴; disposant d'un personnel n'ayant aucune formation. Ainsi, le PNUD dispensa une formation en hôtellerie à mille (1000) employés et deux cent quinze (215) promoteurs d'hôtels à partir de 1987 en offrant des formations pratiques, des équipements. La contribution du PNUD à ce projet s'élevait à trois cent quatre-vingt-treize mille (393,000) dollars américains¹⁸⁵.

Le rapport d'évaluation du SPRPB phase 1 précisait que l'amélioration et le renouvellement des connaissances était au cœur de la stratégie du programme du PNUD et a été présent à toutes les étapes du processus d'intervention¹⁸⁶. Les activités des sous-programmes ont révélé la dynamique des bénéficiaires ruraux dans différents domaines de production, de transformation, de commercialisation et d'activités agro-pastorales intégrées¹⁸⁷. Ainsi, il a permis de former les bénéficiaires à la réplique des actions entreprises en vue de promouvoir le rayonnement des activités paysannes¹⁸⁸. Des changements visibles ont eu lieu au niveau de la base, des structures locales, et au niveau de ceux qui sont directement impliqués dans l'éducation, les activités techniques et de gestion, les responsabilités de gestion financière et l'investissement socio-économique¹⁸⁹.

En outre, des ateliers de renouvellement des compétences organisés pour les jeunes à Konye, Loubange-Bafaw et Kombone ont renforcé les opportunités d'emploi des jeunes pour

¹⁸⁴ A.PNUD-DP/CP/CMR/4, "Country and intercountry programmes and projects-Fourth country programme for Cameroon", p. 19.

¹⁸⁵ *Ibid.* p. 19.

¹⁸⁶ E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", p. 53.

¹⁸⁷ *Ibid.* p. 53.

¹⁸⁸ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

¹⁸⁹ E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", p. 54.

créer des emplois décents¹⁹⁰. Ainsi, plusieurs d'entre eux ont pu bénéficier des opportunités offertes et disponibles dans leur milieu de vie.

Toutefois, l'implémentation du sous-programme a fait une différence dans l'autonomisation des individus, la qualité de l'organisation sociale et des institutions, et les capacités intellectuelles et collectives des pauvres¹⁹¹. En s'engageant dans des processus de micro-projets, les acteurs de terrain évoluent généralement d'un comportement passif à un comportement adaptatif avant d'atteindre le stade de l'appropriation¹⁹². Le tableau ci-dessous montre la finalité souhaitée au terme des formations dispensées par le PNUD.

Tableau 24 : Processus de changement des comportements des récipiendaires après les formations reçues

| Comportement | Attributs du comportement |
|-----------------------|--|
| PASSIF ↓ | <ul style="list-style-type: none"> - Pas de changement dans le fait de ne compter que sur l'aide extérieure - Pas de responsabilités ou d'initiatives prises dans le processus du développement |
| ADAPTATIF ↓ | <ul style="list-style-type: none"> - Adaptation du comportement passif aux besoins du projet - Les responsabilités et les initiatives restent confinées au projet mais non transférées à d'autres activités |
| APPROPRIATION | <ul style="list-style-type: none"> - Un réel changement dans le comportement de développement - Les responsabilités et les initiatives sont prises au niveau du projet ainsi que par rapport à d'autres activités de développement |

Source: E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2010, p. 53.

Toutefois, le rapport d'enquête de Kado et Kemawou soulignait en outre, qu'au Cameroun, dans les régions les plus touchées par la pauvreté, en particulier à l'Extrême-Nord, le Programme onusien avait organisé diverses formations sur les professions qui peuvent avoir un impact significatif¹⁹³.

Il est évident que le Programme onusien avait organisé des formations sur la couture, le commerce, la maçonnerie, la transformation agroalimentaire, l'élevage, le secrétariat bureautique, la restauration, la menuiserie en bois et le maraîchage, en se basant sur les informations recueillies sur le terrain¹⁹⁴. Ainsi, même les non-diplômés y ont eu accès¹⁹⁵.

¹⁹⁰ C. Faye, G. Nzukam, "Évaluation finale UNDAF cycle 2013-2017", p. 22.

¹⁹¹ E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", p. 53.

¹⁹² *Ibid.* p. 53.

¹⁹³ A. Kado, I. Kemawou Fotabong, "PNUD-Étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes", p. 48.

¹⁹⁴ *Ibid.* p. 48.

¹⁹⁵ Z. Emini, 46 ans, Chef de l'unité Gouvernance et Gestion des crises au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

L'impact positif direct observé a été le satisfecit de l'ensemble de la population. Selon les constatations effectuées sur le terrain, il existe une forte demande pour ces formations ainsi au regard des professions y afférentes¹⁹⁶. Cette forte sollicitation pour des formations à ce type de métier s'explique par le fait qu'il s'agit là des activités accessibles à tout le monde¹⁹⁷. Le tableau ci-dessous illustre cette forte sollicitation en fonction des localités pilotes.

Tableau 25 : Niveau de la demande dans chacune des sept localités¹⁹⁸

| N° | Métiers | Zamay | Moskota | Limani | Amchidée | Zimado | Fotokol | Makari |
|----|--------------------------------|-------|---------|--------|----------|--------|---------|--------|
| 1 | Couture | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 2 | Commerce | 2 | 0 | 2 | 3 | 2 | 3 | 2 |
| 3 | Maçonnerie | 1 | 1 | 2 | 3 | 2 | 2 | 2 |
| 4 | Transformation Agroalimentaire | 2 | 2 | 2 | 3 | 2 | 3 | 2 |
| 5 | Élevage | 3 | 2 | 2 | 1 | 2 | 1 | 2 |
| 6 | Secrétariat bureautique (TIC) | 2 | 0 | 1 | 2 | 1 | 2 | 2 |
| 7 | Restauration | 2 | 0 | 2 | 3 | 2 | 3 | 2 |
| 8 | Menuisier bois | 2 | 0 | 2 | 3 | 1 | 2 | 2 |
| 9 | Maraîchage | 3 | 3 | 3 | 1 | 3 | 2 | 3 |

Source: A. Kado, I. Kemawou Fotabong, "PNUD-Étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes", Rapport d'enquête final, Yaoundé, PNUD, 2018, p. 48.

En analysant ce tableau, il semble qu'il y ait une forte demande de couture dans toutes les régions, en particulier pendant les moments des festivités¹⁹⁹. En effet, la confection de nouveaux vêtements lors des fêtes²⁰⁰ permet aux couturières d'avoir des revenus satisfaisants afin de pouvoir vivre de leur métier. De plus, à l'approche de la rentrée scolaire, ces dernières y sont encore sollicitées. Ensuite, suivent respectivement le commerce et la transformation agroalimentaire. L'explication ici tient du fait l'objectif principal est la lutte contre la malnutrition et la famine.

En raison de l'ampleur des destructions enregistrées dans la localité d'Amchidée et l'abandon des maisons en raison des atrocités de Boko Haram dans cette région et à proximité

¹⁹⁶ A. Kado, I. Kemawou Fotabong, "PNUD-Étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes", p. 48.

¹⁹⁷ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études n° 1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

¹⁹⁸ Légende :

3: Fortement demandé ;

2: Assez demandé ;

1: Légèrement demandé (ou il y a déjà une certaine concurrence) ;

0: Pas de besoin (ou c'est un peu trop tôt pour cette année).

¹⁹⁹ A. Kado, I. Kemawou Fotabong, "PNUD-Étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes", p. 49.

²⁰⁰ Parlant des fêtes pour le cas du Nord Cameroun, l'on dénombre: le Ramadan, la Tabaski.

de Limani²⁰¹, a conduit à l'augmentation de la demande en rénovation et/ou de restauration est fortement recherchée. Comme on va le constater plus bas, la reconstruction des infrastructures détruites dans les localités précédemment mentionnées²⁰² a nécessité une forte demande en main d'œuvre et en personnel. Ainsi, l'impact positif direct a été la modernisation du visage de la localité au lendemain du conflit armé.

Ces emplois sont très classiques, mais peuvent apporter de l'emploi et de l'auto-emploi²⁰³. Afin de pallier au manque d'emplois formels, le recours à l'entrepreneuriat est une voie salubre pour s'insérer dans le circuit professionnel²⁰⁴. À titre d'exemple de formation reçue, le Programme onusien avait travaillé avec Plan International Cameroun pour fournir une formation en entrepreneuriat et en marketing à l'aide du Business Model Canvas²⁰⁵. En effet, cet atelier de formation, animé par deux consultants 5S²⁰⁶/KAIZEN, ciblait les jeunes déplacés internes des communautés de Kousséri, Mora et Maltam en raison des exactions de Boko Haram, qui a augmenté de façon exponentielle le chômage des jeunes et l'insécurité chez les femmes²⁰⁷. Ainsi, à l'issue de ce séminaire de formation, des initiatives à caractère économiques ont été mises sur pied²⁰⁸. Et des personnes démunies auparavant ont changé radicalement leur quotidien.

L'objectif du séminaire était de renforcer les compétences des bénéficiaires dans le domaine de la gestion et de l'entrepreneuriat²⁰⁹. Forts de la capitalisation des résultats de cette formation, les bénéficiaires ont ouvert un magasin dénommé "KAIZEN STORE". Elle a dessiné les logos du PNUD et de Plan International²¹⁰. Au même titre que cette dernière, des

²⁰¹ A. Kado, I. Kemawou Fotabong, "PNUD-Étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes", p. 49.

²⁰² C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

²⁰³ A. Kado, I. Kemawou Fotabong, "PNUD-Étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes", p. 48.

²⁰⁴ L. Bitsong, 37 ans, Agent de maîtrise en service à la direction des normes à l'ANOR, Yaoundé, entretien du 16/06/2021.

²⁰⁵ A. Kado, I. Kemawou Fotabong, "PNUD-Étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes", p. 48.

²⁰⁶ L'approche 5S est entendue ici comme étant Supprimer l'inutile, Situer les choses, Faire Scintiller, Standardiser, Suivre les règles.

²⁰⁷ A. Kado, I. Kemawou Fotabong, "PNUD-Étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes", p. 102.

²⁰⁸ M. Haman Adama, 40 ans, DG CROPSEC-Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

²⁰⁹ A. Kado, I. Kemawou Fotabong, "PNUD-Étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes", p. 103.

²¹⁰ *Ibid.* p. 103.

résultats similaires ont été observés un peu partout²¹¹. Le taux de vagabondage et d'oisiveté a considérablement diminué à cause des nouvelles occupations de la population.

Photo 36 : Boutique KAIZEN ouverte après la formation du PNUD sur l'entrepreneuriat et le marketing à l'Extrême-Nord



Source: A. Kado, I. Kemawou Fotabong, "PNUD-Étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes", p.103.

L'offre des cours a constitué une aubaine pour ces jeunes promoteurs qui entraient tout nouvellement dans le monde de la gestion car faut-il rajouter que pouvoir mieux rentabiliser ses caisses, l'on doit faire preuve d'intelligence et mettre en places des stratégies commerciales idéales et sûres. De plus, pour sortir de bons business plan des connaissances s'avèrent primordiales. Ainsi, en leur dispensant ses cours, le programme œuvrait là à la pérennité des structures nouvellement opérationnelles.

Un impact majeur du projet résilience aux changements climatiques en ce qui concerne cet aspect relatif à la formation des cadres, le rapport d'évaluation finale attestait que les dirigeants des Centres d'écoute et d'Orientation ont pu développer avec les structures de production locale des initiatives salvatrices et durables dans les communes de Lagdo et Pitoa, soit d'eux-mêmes ou avec le concours du Programme National de Développement Participatif; également perçu comme un promoteur du développement local²¹². De plus, ce rapport d'évaluation rajoute que plusieurs Groupes d'Initiatives Commune ont reçu des formations diverses dans le but d'accroître leur rendement c'est le cas notamment du Groupe Cuviba de

²¹¹ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

²¹² A. Afana, "Rapport de l'évaluation finale du Programme-amélioration de la Résilience des Populations face aux Effets du Changement Climatique (REPECC)", Yaoundé, MINEPAT/PNUD, 2017, p. 31.

Badjouma centre à Pitoa, Groupe Kawtal Narral de Wafango, Groupe Avenir enfants démunis à Maga, Groupe Association des jeunes volontaires de Madougo²¹³; spécialisés pour la plupart dans la culture du riz, des oignons et bien d'autres ont reçu des formations dispensées par le programme de résilience aux changements climatiques²¹⁴. Ces GIC ont vu leur chiffre d'affaires augmenté significativement à cause de la diversité des cultures implémentées. Dans ce sens, ces associations ont vu leurs activités être redynamisées²¹⁵.

Grâce à l'éducation et à la sensibilisation, la compétence technologique des communautés de base, des Organismes Non Gouvernementaux et du personnel des services technologiques décentralisés s'est sensiblement accrue. L'acquisition et la maîtrise des connaissances est le premier niveau d'impact, qui nécessite une formation et une application concrète ultérieure par des individus et des communautés formés.

En général, le renforcement des capacités concerne différents aspects des mécanismes communautaires de résolution des conflits pour l'utilisation et le partage des ressources naturelles, les mécanismes locaux de prévention des conflits et de l'extrémisme violent, et la planification et la mise en œuvre pour améliorer l'accès aux services de base.

L'évaluation finale des projets financés par les fonds supplémentaires du Japon en 2018 précisait que l'examen des documents, en référence aux différents rapports de formation et aux différents avis reçus des récipiendaires et des formateurs, révèle un certain attrait chez la jeunesse pour le renouvellement de leurs compétences dans les différents secteurs envisagés dans le projet²¹⁶. Cet attrait se matérialisait notamment par: une présence et un enthousiasme au cours des sessions; Demandes d'heures de cours prolongées et de cours de recyclage réguliers pour assurer une participation durable²¹⁷. Au même titre que le renforcement des capacités techniques, le renforcement des chaînes de valeur a aussi intéressé le Programme onusien.

3- Renforcement des chaînes de valeur

Le projet d'appui à la résilience économique a largement contribué dans ce sens, c'est notamment le cas de la production, transformation et la commercialisation du manioc dans les

²¹³ *Ibid.* pp. 39-41.

²¹⁴ *Ibid.* p. 39.

²¹⁵ P.D. Ahna, 37 ans, Représentant GIC ALAOSSOUKOU à Maga, Maga, entretien du 04/08/2021.

²¹⁶ J. Nyemeck Binam, "Évaluation finale projets financés par les fonds supplémentaires du Japon en 2018", p. 73.

²¹⁷ *Ibid.* p. 73.

localités de Doumé, Dir et de Garoua Boulai²¹⁸. La production d'haricot dans la localité de Ngan'Ha²¹⁹, de la transformation et du conditionnement du riz paddy à Touloum et Kousséri²²⁰, du stockage d'oignons à Pitoa²²¹, du conditionnement du Niébé à Mouvouldaye, de la transformation de l'arachide en huile à Mokolo²²².

Toujours dans cette optique de renforcement des chaînes de valeur, les actions entreprises par le REPECC afin d'asseoir les bonnes pratiques agrosylvopastorales, ont suscité dans le passé une satisfaction certaine dans la mesure de nombreux lots d'accompagnement avaient été offerts aux organisations de producteurs et à plusieurs GIC. Les appuis en matériel de production, de transport et de transformation octroyés aux bénéficiaires des communes ciblées par le REPECC en 2016 se présentent comme suit :

Tableau 26 : Nature du matériel remis aux communes de l'Extrême-Nord en 2016 dans le cadre de la résilience aux changements climatiques

| N° | Dénomination de la localité | Nombre de GIC | Nature du matériel reçu |
|----|-----------------------------|---------------|--|
| 01 | Mouvouldaye | 04 | cheval de trait, charrue T 35, 50 kg de niébé 2 charrues, semences de niébé de 70 kg Semences améliorées de maïs 25kg, de sorgho 50kg et 1 charrue |
| 02 | Touloum | 05 | 05 portes tout, 01 brouette, 04 charrues, 03 arrosoirs et 240 sacs vides |
| 03 | Maga | 06 | 38 sacs semences améliorées de riz |
| 04 | Pitoa | 04 | 02 pousses, 02 brouettes, 01 motopompe, des pulvérisateurs, des machettes et des gants |
| 05 | Bogo | 04 | 02 machines à extraction d'huile d'arachide, 02 pousses- pousses, 02 brouettes, 01 charrue, 01 paire de bœufs, 01 porte-tout |
| 06 | Kaélé | 03 | 02 charrues, 02 paires de bœufs, - 20 houes, 02 porte-tout, 01 brouette et 20 houes |

Source: A. Afana, "Rapport de l'évaluation finale du Programme-amélioration de la Résilience des Populations face aux Effets du Changement Climatique (REPECC)", Yaoundé, MINEPAT/PNUD, 2017, p.28.

L'analyse de ce tableau permet de constater avec stupeur les insuffisances de ce projet quant aux espérances des populations. En effet, on s'aperçoit que pour ces localités qui

²¹⁸ R. Onana, "Évaluation finale du projet d'appui à la résilience économique (PAREC)", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2022, p. 47.

²¹⁹ Propos de Salamatou Badamassi, Responsable du Bureau d'emploi municipal de la commune de Ngan'ha à Ngaoundéré recueillis lors du reportage du PNUD de Janvier 2020 sur les résultats clés du PAREC en 2019.

²²⁰ MINEPAT, PNUD, "Rapport de la contribution du gouvernement du Cameroun à la mise en œuvre du document de programme pays (CPD) 2018-2021", Rapport narratif et financier, Yaoundé, MINEPAT/PNUD, 2019, p. 8.

²²¹ R. Onana, "Évaluation finale du projet d'appui à la résilience économique (PAREC)", p. 47.

²²² Propos de Florence Bopda, Directrice national du "Projet d'Appui à la Résilience Économique au Cameroun recueillis lors du reportage du PNUD de Janvier 2020 sur les résultats clés du PAREC en 2019.

regroupent plusieurs groupes d'initiative commune, un petit nombre de ces organisations paysannes avait reçu des aides. Ce qui consolidait les plaintes des populations en rapport avec le fait que l'aide apportée par ces programmes n'est pas proportionnelle à la demande²²³, ni même adaptée aux besoins réels. De plus, ce matériel est constitué d'articles dont on peut s'en procurer facilement et à moindres coûts; ce qui montrait encore l'inefficacité réelle de cette aide. Or, le besoin le plus évident des populations était relatif à la mise à disposition des fonds pour l'encadrement et le développement de leurs activités. Cette opération de distribution de matériels dans le cadre du REPECC a été répétée en 2017 toujours à l'Extrême-Nord mais, le Nord a été rajouté.

Tableau 27 : Nature du matériel remis aux communes des régions de l'Extrême-Nord et du Nord en 2017 dans le cadre de la résilience aux changements climatiques

| N° | Dénomination de la localité | Nombre de GIC | Nature du matériel reçu |
|----|-----------------------------|---------------|--|
| 01 | Kousseri | 08 | 10 arrosoirs, 15 brouettes, 15 pelles, 30 gants, 25 pioches, 30 bottes, 03 pulvérisateurs, 05 motos-pompe, 02 bacs à ordures |
| 02 | Darack | 08 | 07 motos pompes, 05 pulvérisateurs, 06 brouettes, 15 pelles, 10 paires de Bottes, 10 machettes, 04 arrosoirs, 01 filet de pêche et 02 glacières |
| 03 | Maga | 09 | 07 portes tout, 05 motos pompes, 11 pulvérisateurs, 15 bâches, 04 fûts métalliques, 05 filets, 02 glacières, 20 paires de bottes, 10 faucilles |
| 04 | Touloum | 10 | 02 attelages complets, 03 paires de bœufs de trait, 07 portes tout, 01 motopompe, cheval de trait, 03 charrues, 01 âne, 10 arrosoirs, 10 pelles, 06 brouettes, 40 paires de gants, 20 paires de bottes, 02 vélo, corps sarcler, corps buteur |
| 05 | Mouvouldaye | 10 | 03 portes tout, 01 brouette, 06 charrues, 08 paires de bœufs de trait, 03 pulvérisateurs |
| 06 | Lagdo | 08 | 01 motopompe, 05 brouettes et 10 paires de bottes, 05 paires de bœufs, 05 charrues, 02 Portes tout, 21 paires de bottes, 10 râteaux, 10 pelles, 22 paires de gants, 05 arrosoirs, 05 pioches, 05 bacs poubelles |
| 07 | Pitoa | 08 | 12 bœufs, 07 charrues, 01 charrette, 01 brouette, 01 porte-tout |

Source: A. Afana, "Rapport de l'évaluation finale du Programme-amélioration de la Résilience des Populations face aux Effets du Changement Climatique (REPECC)", Yaoundé, MINEPAT/PNUD, 2017, p. 29.

Le constat ici était le même que celui de la précédente analyse; dans la mesure l'aide apportée était également inefficace et mal orientée vers les priorités des populations. La

²²³ P.D. Ahna, 37 ans, Représentant GIC ALAOSSOUKOU à Maga, Maga, entretien du 04/08/2021.

promotion d'une approche genre au sein des groupes récipiendaires de l'aide du PNUD reste et demeure au centre des préoccupations de cet organisme onusien.

4- Promotion de l'approche genre au sein des groupes

Le principe 20 du sommet de la terre de RIO en 1992 sur l'environnement et le développement stipulait que: "les femmes ont un rôle vital dans la gestion de l'environnement et le développement. Leur pleine participation est donc essentielle à la réalisation d'un développement durable"²²⁴. Bien qu'elle ne soit pas révolutionnaire, la conférence s'inscrivait dans le long continuum de la Déclaration universelle des droits de l'homme réaffirmant l'importance des femmes dans la société. Depuis 1995, le Bureau Cameroun du Programme des Nations Unies pour le Développement a identifié un intérêt à promouvoir une perspective de genre dans la conception et la mise en œuvre de ces projets et programmes²²⁵. Cela s'est surtout confirmé après la mise en place des quatre premiers cycles de coopération sur le "développement", qui ont duré de 1972 à 1991. Aussi, le décret n°97/207 du 7 décembre 1997 a conduit directement à la création du Bureau ministériel de la femme au Cameroun²²⁶.

L'évaluation finale du village pour le millénaire au Cameroun faisait remarquer cette dynamique de revalorisation du statut de la femme a été implémenté durant tout le déroulement du projet. Ainsi, l'on avait noté qu'il avait réussi à réduire l'intensité de la main-d'œuvre et accroître les possibilités d'intégration économique des femmes en achetant et en fournissant du matériel de transformation agricole aux groupes de femmes dans chaque village²²⁷. Les kilomètres autrefois parcourus pour écraser le grain et aller chercher de l'eau potable ont été considérablement réduits, laissant peu de temps pour d'autres tâches productives, telles que l'agriculture, l'élevage et le commerce²²⁸. Ainsi, l'effort physique a considérablement diminué²²⁹. En outre, il y a eu une augmentation de la participation des femmes dans les différentes instances décisionnelles du projet du village du millénaire, passant de moins de 10% au début du programme à 30% en fin 2015²³⁰. L'octroi des

²²⁴ A. CINU, Direction générale de la coopération et développement, *Promouvoir l'égalité entre Homme et Femme*, Ministère des affaires étrangères, 2006, p. 19.

²²⁵ S. Bessis, "L'approche genre et les organisations internationales, du discours à l'action", *Colloque international, genre, population et développement en Afrique*, Abidjan, 16-21 juillet 2001, p. 2.

²²⁶ A.P. Minkanda, *Pour comprendre et intégrer la problématique genre et développement Historique, fondements théoriques et instruments*, UNIFEM, Presses du GRAPS, 2007, p.82.

²²⁷ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, p. 50.

²²⁸ *Ibid.* p. 50.

²²⁹ D. Ahmadou, 46 ans, Éleveur et bénéficiaire du SPRPB II, Ngong, entretien du 09/08/2021.

²³⁰ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, p. 50.

responsabilités à la gente féminine confirme qu'une approche genre est toujours implémentée dans la majeure partie des initiatives entreprises tout au long de ce projet²³¹.

Par ailleurs, dans le cadre du "Sous-programme réduction pauvreté à la base phase I", l'évaluation finale renseignait qu'Arab Gulf Funds et le Ministère de la promotion de la femme ont soutenu des actions spécifiques au profit des organisations de femmes et de soutien aux activités des femmes, notamment dans toutes les régions du pays²³². Ces actions concernaient les domaines tels que l'économie et les technologies. Grâce à ces actions, la participation des femmes dans tous les secteurs de production est importante et, celles-ci sont activement impliquées dans la mise en œuvre du programme de financement²³³. L'intérêt porté à la gente féminine a permis leur insertion et leur intégration dans plusieurs autres catégories d'activités²³⁴. Ainsi, cela a suscité l'enthousiasme des femmes pour les activités pastorales auparavant contrôlées par les hommes, car le secteur qui mobilisait le plus la participation des femmes était l'élevage, et non la transformation et la production agricoles²³⁵. En outre, on remarque une forte représentativité des femmes dans presque toutes les régions. Elle notait également la large représentation des femmes dans les organes directeurs des groupes financés en ce qui concerne la participation des femmes à la prise de décision. Près de 80 % des fonctions financières sont exercées par des femmes, et environ 40% des femmes occupent des postes de direction dans les groupes bénéficiaires²³⁶. Il est clair que la dimension genre a été fortement prise en compte tout au long du déroulement du projet²³⁷. Ce qui reflète efficacement le souci du Gouvernement camerounais et du PNUD dans l'exécution de leur programme de coopération.

Par ailleurs, le Programme d'Inclusion Économique et Social a également œuvré dans ce sens. En effet, de façon significative, l'intégration du genre a été priorisée dans divers activités du Programme²³⁸. Au niveau local, cette évaluation avait montré une grande attraction des différents groupes vulnérables (femmes, jeunes, personnes âgées et personnes handicapées) aux activités des plateformes mises en place dans les communes

²³¹ C. Eyenga, 60 ans, commerçante et bénéficiaire du PVMC, Sangmélina, entretien du 15/10/2021.

²³² E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", p. 49.

²³³ *Ibid.* p. 49.

²³⁴ J. Mballa, 38 ans, Experte nationale en genre et planification au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 21/09/2021.

²³⁵ E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", p. 49.

²³⁶ *Ibid.* p. 49.

²³⁷ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études N°1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

²³⁸ L.C. Mbimi, 39 ans, Conseiller technique principal PRINCES au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 20/09/2021.

sélectionnées²³⁹. En outre, la mise du genre au-devant de la scène avait été très salubre. Ainsi, il ressort alors en dernière analyse qu'en matière de résilience et de relèvement économique et social à la base, les femmes étaient souvent bénéficiaires principales des interventions, comme cela a été le cas à l'Extrême-Nord, à l'Ouest.

Après la mise en œuvre du projet conjoint PNUD-Gouvernement au Cameroun en 2018 et 2019 financé par le Gouvernement japonais, Il a été constaté que les femmes de la zone du projet étaient plus imprégnées par les nombreuses activités²⁴⁰. Il visait directement à soutenir les activités des femmes, divers programmes d'éducation, de sensibilisation et d'intégration. Aussi, les femmes ont également participé à la collecte des données socioéconomiques²⁴¹. On peut donc parler d'une réelle intégration des femmes dans le ces différents projets, ce qui est en parfaite symbiose avec le principe 20 de RIO de 1992. Une stratégie d'intégration du genre a été adoptée, fixant des quotas pour les jeunes, les femmes, les groupes vulnérables et vulnérables. Une attention particulière a été portée à l'inclusion des femmes, avec l'objectif d'atteindre parfois jusqu'à 50%²⁴². Il est clair que ces activités ont contribué à renforcer le statut et le rôle des femmes dans le développement régional. Désormais, ils peuvent exprimer leurs besoins lors des réunions²⁴³.

De plus, en observant de façon empirique les effets du projet "renforcement des capacités des acteurs et appui aux processus électoraux pacifiques et à la cohésion sociale au Cameroun", le rapport final permet de remarquer que ce dernier a concerné particulièrement les femmes et les jeunes, de sorte qu'un grand pourcentage de bénéficiaires immédiats ont été des femmes et des jeunes âgés de dix-huit (18) à trente-cinq (35) ans²⁴⁴. Par conséquent, il est important de souligner l'importance du rôle de la femme dans la société camerounaise. En effet, la gestion des affaires politiques au Cameroun semble être réservée aux élites²⁴⁵. Or

²³⁹ MINEPAT, PNUD, "Évaluation finale du Programme d'Inclusion Économique et Social (PRINCES)", Rapport final, Yaoundé, MINEPAT/PNUD, 2017, p. 7.

²⁴⁰ J. Mballa, 38 ans, Experte nationale en genre et planification au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 21/09/2021.

²⁴¹ MINEPAT, PNUD, "Évaluation finale du Programme d'Inclusion Économique et Social (PRINCES)", p.10.

²⁴² *Ibid.* p. 10.

²⁴³ J. Nyemeck Binam, "Évaluation finale projets financés par les fonds supplémentaires du japon en 2018", p. 72.

²⁴⁴ C. Sikube Takamgno, "Évaluation finale du projet PBF-Renforcement des capacités des acteurs et appui aux processus électoraux pacifiques et à la cohésion sociale au Cameroun", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2021, p. 18.

²⁴⁵ M.H. Onana Omgba, 83 ans, riverain et bénéficiaire du projet Micro-schemes, Douala, entretien du 01/10/2021.

dans un pays qui se dit démocratique, le peuple a un grand rôle à jouer à ce niveau²⁴⁶. Aussi, il est judicieux de tenir compte de l'avis des personnes défavorisées notamment les jeunes, les handicapés et les femmes. Dès lors, en centrant les femmes sur le projet et en les faisant participer à la formation des ambassadeurs de la paix, à la prévention et à la gestion des conflits, il est devenu plus facile pour elles d'être écoutées et de prendre part à des décisions²⁴⁷. On peut le confirmer avec des preuves que dans certaines communautés du Nord, des femmes occupent maintenant le siège du chef en tant que conseillères sur les questions de résolution de conflits²⁴⁸. Comme mentionné plus haut, le projet s'est concentré sur une tranche d'âge particulière. En effet, entre 18 et 35 ans, le ou la jeune citoyen (ne) perd le goût pour la politique au Cameroun à cause des irrégularités et des ambiguïtés observées. Les femmes particulièrement ne s'y intéressent que très peu voire même pas²⁴⁹. Ainsi, le tableau montre à quel point durant ce projet, la gente féminine a été placée au cœur des préoccupations.

Tableau 28 : Bilan chiffré des bénéficiaires selon l'âge et le sexe dans tout le Cameroun

| Âge | Femmes | Hommes | Total |
|--------------------|-------------|-------------|-------------|
| Entre 18 et 35 ans | 1700 | 1500 | 3200 |
| 35 ans et plus | 1350 | 1000 | 2350 |
| Total | 3050 | 2500 | 5550 |

Source: C. Sikube Takamgno, "Évaluation finale du projet PBF-Renforcement des capacités des acteurs et appui aux processus électoraux pacifiques et à la cohésion sociale au Cameroun", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2021, p.18.

Il est à noter que les programmes développés par le PNUD au profit des femmes camerounaises ont amélioré, renforcé ou modifié les conditions de vie de la plupart des femmes. Cette dernière a pu développer des activités en contractant des emprunts. Organisés dans le cadre de l'amélioration quotidienne de la gestion, divers ateliers pédagogiques sont devenus un facteur important de réussite et d'autonomisation, notamment pour encourager la créativité.

La vulgarisation et la promotion des Activités Génératrices de Revenus (AGR) ont constitué un élément essentiel pour le renforcement des chaînes de valeur économiques au Cameroun. Ce processus a permis la diffusion de façon large des connaissances et des bonnes pratiques en matière d'AGR auprès des populations, en particulier dans les zones rurales et

²⁴⁶ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

²⁴⁷ C. Sikube Takamgno, "Évaluation finale du projet PBF-Renforcement des capacités des acteurs et appui aux processus électoraux pacifiques et à la cohésion sociale au Cameroun", p. 60.

²⁴⁸ *Ibid.* p. 61.

²⁴⁹ E. Otonglana, 38 ans, Agent de terrain sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

semi-urbaines; ce qui a permis de stimuler le développement d'activités économiques rentables et durables. Ce travail de vulgarisation et de structuration des AGR s'est inscrit dans une démarche plus globale de développement économique local et régional au Cameroun. Il a contribué à réduire la pauvreté, à créer des emplois et à stimuler la croissance, tout en valorisant les ressources et les savoir-faire endogènes. Cela a constitué un levier essentiel pour la promotion d'une économie plus inclusive, diversifiée et résiliente sur l'ensemble du territoire camerounais en général et plus spécifiquement au niveau des localités rurales. Ainsi, le PNUD s'est efforcé d'améliorer les conditions de vie des communautés les plus vulnérables en leur donnant les moyens de générer des revenus durables. En outre, il a mis l'accent sur le développement de diverses AGR, telles que l'agriculture, l'élevage, l'artisanat et le commerce. En collaborant étroitement avec les autorités locales, les organisations communautaires et le secteur privé, le PNUD a identifié les opportunités économiques les plus prometteuses et a mis en place des programmes de formation, d'encadrement et de financement pour soutenir les entrepreneurs locaux. L'objectif étant de renforcer les capacités des bénéficiaires, de les aider à structurer leurs activités et à améliorer leur accès aux marchés. Cela se traduit par le renforcement des chaînes de valeur, permettant ainsi aux producteurs, transformateurs et distributeurs de bénéficier d'une meilleure intégration et d'une plus grande compétitivité sur le plan économique. Toutefois, le PNUD accorde une attention particulière à l'inclusion des groupes marginalisés, tels que les femmes et les jeunes, afin de leur offrir des opportunités équitables de participer au développement économique local. Cette approche inclusive vise à réduire les inégalités et à favoriser une croissance économique durable et inclusive au sein des communautés camerounaises. L'appui au secteur économique en général, a conduit le Programme onusien à se concentrer aussi dans la relance des économies des localités en proie aussi bien à des crises sécuritaires que des catastrophes naturelles.

IV- CHOCS CLIMATIQUES, INSECURITE ALIMENTAIRE ET RELANCE DE L'ECONOMIE LOCALE

Le Cameroun est constitué d'une mosaïque climatique répartie dans toute l'étendue du territoire. C'est à ce titre que l'on retrouve un climat très sec dans les régions sahéniennes du pays et climat humide dans les parties forestières. Cette partie se concentre beaucoup plus l'appui du Programme onusien dans les zones sahéniennes car ces zones ont une pluviométrie très basse, rendant difficile la pratique de diverses variétés de culture utiles à l'alimentation des populations.

1- Chocs climatiques et insécurité alimentaire dans les zones sahéliennes du Cameroun : la riposte du PNUD

Une lecture minutieuse du cadre coopération du Cameroun avec le Programme des Nations Unies pour le Développement permet de relever que les deux principales zones septentrionales telles le Nord et l'Extrême-Nord ont fait face entre 2011 et 2012 à d'importantes variations climatiques²⁵⁰. En effet, il en ressort que la sécheresse a été intense et la pluviométrie également²⁵¹. Fidèle à son qualificatif "d'extrême", il est évident, que tout ce qui concerne l'Extrême-Nord est aux extrêmes de tout. Notamment à cause des conditions de vie qui y sont très difficiles²⁵². Cette situation a entraîné la destruction et la dégradation des infrastructures matérielles. Sur le plan psychologique, le mental de la population locale a pris un sérieux coup et le stress est allé de plus en plus croissant; sans oublier les décès en raison des effondrements des bâtisses et des habitacles. Une analyse plus approfondie de ces désastres montre que, les mécanismes de prévisions de pareilles situations sont très défaillants²⁵³. Dès lors, il a fallu vite trouver des solutions pour y remédier, ceci avant que d'autres catastrophes ne viennent à se produire. Par ailleurs, un lien étroit a été établi entre ces problèmes climatiques et l'augmentation de la pauvreté dans ces localités. En effet, comme relevé dans le chapitre un de ce travail, la hardiesse du climat et du relief dans la partie septentrionale contribue à la persistance de la dégradation des conditions de vie dans cette zone du Cameroun. S'il est clairement établi que la survenue de ces catastrophes naturelles plombe l'économie, cela est d'autant plus à cause de l'arrêt de la pratique des activités, notamment celles agricoles. Conséquence directe, l'augmentation de la famine, de la malnutrition et aussi de la pauvreté, noyant encore plus les perspectives d'amélioration des conditions de vie.

Afin de remédier à cette situation, le Programme des Nations Unies pour le Développement dans le cadre de son partenariat avec le GEF SMALL Grants programme ont pu octroyer une somme de quarante-huit mille six cent quatre-vingt-dix-huit (48 698) dollars à l'association INADES pour effectuer des actions de reboisement dans la localité de Kani, où sévissait une sérieuse crise alimentaire²⁵⁴. Il ressortait que plus de cinq mille (5000) plants

²⁵⁰ PNUD, "Country programme action plan (CPAP 2013-2017)", Yaoundé, PNUD, 2013, p. 7.

²⁵¹ *Ibid.* p. 7.

²⁵² O. Makalao, 35 ans, Vendeur ambulant de chaussures, Maroua, entretien du 05/08/2021.

²⁵³ PNUD, "Country programme action plan (CPAP 2013-2017)", p.7.

²⁵⁴ Reliefweb, "Cameroon: Choc climatique et insécurité alimentaire", UNDP, 12 juillet 2016. <https://reliefweb.int/report/cameroon/choc-climatique-et-ins-curit-alimentaire>, consulté le 16 juillet 2021 à 12 heures.

d'arbres avaient été reboisés, du matériels utiles à l'agriculture avait été distribué²⁵⁵. Ce reboisement à promouvoir une sensation de refroidissement de l'air dans la localité cible²⁵⁶. Nombreux étaient les microprojets à caractère agricole qui y avaient été financé²⁵⁷. Ainsi, il ressortait que les ménages bénéficiaires de ceux-ci avaient rétablir leur niveau de vie d'avant. De pareilles initiatives visaient la mise en place d'une sorte de filet social devant permettre à ces populations victimes de désastres naturels de pouvoir renaitre de nouveau. Le reboisement quant à lui permet de diminuer le degré d'exposition au soleil et de limiter le réchauffement de la zone.

Il ressort alors en dernière analyse que le changement climatique est devenu une préoccupation majeure dans le monde entier, et son impact sur la sécurité alimentaire ne peut être ignoré. L'évolution des conditions météorologiques a entraîné des rendements agricoles imprévisibles, ce qui a affecté la disponibilité et l'accessibilité financière de la nourriture dans de nombreuses régions. De plus, la dépendance à l'égard du commerce international des denrées alimentaires a rendu de nombreux pays vulnérables aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement alimentaire mondiale. Il est donc nécessaire de mettre davantage l'accent sur l'agriculture locale et le développement de systèmes alimentaires durables. L'un des moyens de relever ces défis consiste à promouvoir les économies locales. Soutenir les entreprises et les agriculteurs locaux peut contribuer à créer des systèmes alimentaires plus résilients et plus durables. Pour ce faire, il faut investir dans les infrastructures locales, offrir des incitations aux petites entreprises et aux agriculteurs, et promouvoir la consommation d'aliments produits localement. Ce faisant, on peut réduire notre dépendance à l'égard des aliments importés et créer un système alimentaire plus autosuffisant et plus durable.

En outre, la promotion des économies locales peut également avoir des retombées économiques positives. Elle peut créer des emplois et stimuler la croissance économique, en particulier dans les zones rurales. Cela peut se faire en soutenant le développement de chaînes de valeur locales, qui peuvent ajouter de la valeur aux produits locaux et créer de nouveaux marchés pour les agriculteurs et les autres petites entreprises. Cela peut contribuer à diversifier l'économie locale et à réduire la dépendance à l'égard d'un seul secteur. En conclusion, relever les défis du changement climatique et de la sécurité alimentaire nécessite

²⁵⁵ *Ibid.*

²⁵⁶ G. Njile, 39 ans, Membre du GIC ALAOSSOUKOU à Maga, Maga, entretien du 05/08/2021.

²⁵⁷ Reliefweb, "Cameroon: Choc climatique et insécurité alimentaire", UNDP, 12 juillet 2016. <https://reliefweb.int/report/cameroon/choc-climatique-et-ins-curit-alimentaire>, consulté le 16 juillet 2021 à 12 heures.

une approche à multiples facettes. La promotion des économies locales et des systèmes alimentaires durables peut contribuer à créer plus de résilience et à réduire la vulnérabilité aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement alimentaire mondiale. Elle peut également avoir des retombées économiques positives, en particulier dans les zones rurales. Il est donc important d'investir dans les infrastructures locales, d'offrir des incitations aux petites entreprises et aux agriculteurs, et de promouvoir la consommation d'aliments produits localement pour créer un système alimentaire plus durable et plus résilient. Au lendemain des chocs climatiques et sécuritaires qui ont secoué plusieurs parties du Cameroun, le Programme des Nations Unies pour le Développement a inscrit la relance de l'économie locale au centre de ses priorités.

2- Œuvrer pour la relance de l'économie locale

La relance de l'économie locale est apparue importante au lendemain de la crise économique qui a secoué le Cameroun au milieu des années 1980. Ainsi, il était impératif de trouver un secteur qui devait être pionnier dans cette relance; c'est alors que lors du quatrième cycle de coopération entre le Programme des nations unies pour le développement et le Cameroun, le dévolu fut jeté sur le secteur industriel. En effet, dans le domaine du développement industriel, le Gouvernement a élaboré le Plan directeur d'industrialisation (PDI) avec la coopération technique du Programme des nations unies pour le développement. Ce Plan de développement industriel a eu un impact réel et décisif dans les réformes économiques engagées par le Gouvernement. C'est ainsi qu'un code d'investissement en découle, de même que le processus de libéralisation de l'économie²⁵⁸.

La poursuite de cette relance de l'économie est devenue capitale au lendemain des conflits armés qui ont secoué certaines parties du pays. En effet, l'exemple le plus palpable au Cameroun concerne le marché Zamay dans l'Extrême Nord Cameroun²⁵⁹. Doté d'un fort potentiel économique, il constitue un carrefour commercial où se rencontre diverses catégories d'activités²⁶⁰. Il est également un point d'échanges commerciaux entre les locaux et les populations des pays voisins à l'instar du Nigéria et du Tchad²⁶¹. Ce brassage ethnique est avantageux dans la mesure où il permet d'installer un climat de paix entre les

²⁵⁸ PNUD, "Rapport de la revue à mi-parcours du CCP 1987-1991", Paris, Economica, 1989, p. 15.

²⁵⁹ D. Sadjó, 55 ans, Ex A1 mairie de Moulvoudaye, Moulvoudaye, entretien du 01/08/2021.

²⁶⁰ PNUD, "Le PNUD en action n°020/2016", Yaoundé, PNUD, 2016, p. 3.

²⁶¹ *Ibid.* p. 3.

communautés²⁶². En outre ce marché fait l'objet de nombreuses convoitises non seulement au niveau interne mais aussi à l'extérieur²⁶³. Sa renommée lui est due à son célèbre marché à bétail qui regroupe généralement un nombre incalculable de tête de bœuf²⁶⁴. Cependant, lors du déclenchement du conflit avec Boko Haram, il a été l'une des principales cibles et avait subi de nombreux dégâts. Par conséquent, l'activité économique y a pâti²⁶⁵. Dès lors, le Programme des Nations Unies pour le Développement, conscient de cela avait entrepris et ce, grâce au concours de du gouvernement du Japon la rénovation complète des édifices qui composaient ce gigantesque carrefour commercial²⁶⁶. En effet, cette initiative s'inscrivait dans le cadre du programme de relèvement précoce implémenté depuis peu par le bureau du programme des nations unies pour le développement au Cameroun en vue d'aider l'administration nationale dans ses efforts pour redynamiser le circuit économique des localités affectées par les conflits armés. Cette réhabilitation devait profiter à la fois aux locaux mais aussi aux populations réfugiées des pays voisins²⁶⁷. La finalité de ces travaux de réhabilitation, est la promotion du vivre ensemble et la prolifération des opportunités lucratives²⁶⁸. Ainsi, les conditions de vie des populations devaient être rapidement améliorées puisqu'elles allaient renouées avec les activités génératrices de revenus.

En outre, cette réhabilitation est également salutaire parce que ce marché souffrait depuis lors d'un manque criard d'infrastructures²⁶⁹. Tous les anciens bâtiments sont dans un piteux état de telle sorte qu'à l'annonce de cette innovation tout le monde était content. Dans l'immédiat, les travaux de réhabilitation ont concerné le marché à bétail, la construction des hangars pour les commerçants, des toilettes et la réfection du bureau du directeur; comme l'attestent les images ci-dessous présentant le visage d'avant et celui d'aujourd'hui du marché de Zamay.

²⁶² Wowe, 50 ans, Ex A1 mairie de Touloum, Touloum, entretien du 02/08/2021.

²⁶³ PNUD, "Le PNUD en action n°020/2016", p. 3.

²⁶⁴ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

²⁶⁵ PNUD, "le PNUD en action n°020/2016", p. 3.

²⁶⁶ *Ibid.* p. 3.

²⁶⁷ *Ibid.* p. 3.

²⁶⁸ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

²⁶⁹ Dania mondoblog-Yaoundé café, "Le marché de Zamai en marche", 23 février 2016. <https://www.dania.mondoblog.org/2016/02/23/le-marche-de-zamai-en-marche/>, consulté le 10 février 2021 à 11 heures.

Photo 37 : Marché de Zamay avant les travaux de réhabilitation effectués par le PNUD



Source: PNUD, "Le PNUD en action, Bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun", n°17, Yaoundé, PNUD, 2015, p. 4.

Le délabrement des hangars et des étals de ce vaste carrefour commercial, a poussé à l'implémentation de plusieurs travaux de renovation de ses édifices.

Photo 38 : Nouvel hangar construit par le PNUD au marché de Zamay par le PNUD



Source: Dania mondoblog-Yaoundé café, "Le marché de Zamai en marche", 23 février 2016. <https://www.dania.mondoblog.org/2016/02/23/le-marche-de-zamai-en-marche/>, consulté le 10 février 2021 à 11 heures.

Étant également un point de rencontre de plusieurs éleveurs, les travaux de renovation ont aussi concerné le parc à bétail qui s'est vu doté d'un cadre de vie attrayant et convivial ajusté d'un air de repos.

Photo 39 : Parc à bétail construit par le PNUD



Source: Archives du PNUD, 2015.

En plus de son marché à bétail remarquable, Zamay ravitaille également plusieurs localités en biens consommables notamment le maïs, les arachides, le sorgho, les pommes de terre et bien d'autres vivres. L'on peut être tenté de dire du marché de Zamay qu'il est comparable aux grands centres commerciaux des pays occidentaux de par son fort taux de fréquentation, surtout du fait qu'il accueille des commerçants étrangers, ce qui atteste de son caractère cosmopolite et de sa diversité culturelle. En effet, il s'agit aussi d'un lieu de brassage culturel où diverses cultures se côtoient.

Au même titre que la localité de Zamay, la commune de Bogo située dans la région de l'Extrême Nord a bénéficié des financements du PNUD ainsi que de la reconstruction de certains édifices. À Bogo, le projet concerne la redynamisation des écosystèmes paysagers en vue de garantir une culture écologique efficiente. Il est alors question de mesurer l'impact de ces constructions et ou reconstruction sur l'amélioration du vécu quotidien de ses populations. Le but poursuivi par la réalisation et la matérialisation de pareilles initiatives est de voir comment après ça les populations sont capables de reproduire les mêmes actions d'eux-mêmes.

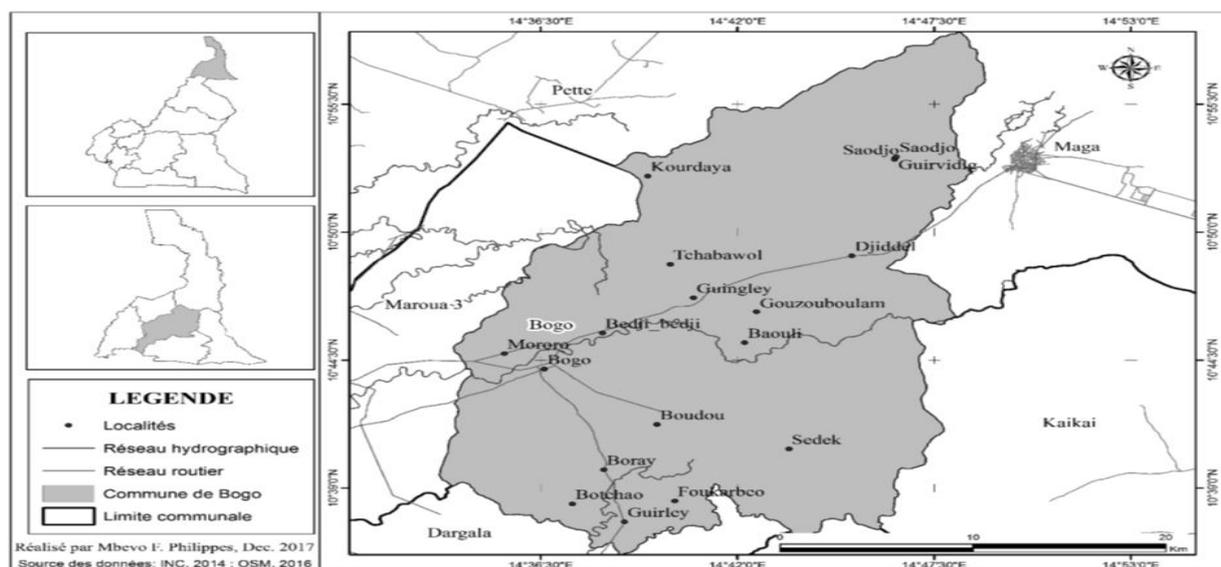
Pour rappel, il s'agit de l'initiative COMDEKS de SATOYAMA, qui vise la promotion d'un développement durable appuyé sur gestion rationnelle des ressources environnementales²⁷⁰. En effets, ce projets ont fait à la fois des bénéficiaires directs et

²⁷⁰ M. Tchindjang, et al., "La contribution de l'évaluation du Paysage à la sécurité alimentaire en zone sahéenne: le cas de Bogo dans l'Extrême Nord du Cameroun", *Revue Scientifique et Technique Forêt et Environnement du Bassin du Congo*, vol 5, 2015, p. 15.

indirects. Au rang des réalisations, l'on note dans ce sens, le reboisement de plusieurs écoles, la promotion d'une culture écologique par l'utilisation des foyers améliorés, du biogaz, du bio charbon²⁷¹. Des séminaires de formation ont été donnés aux femmes dans l'optique de leur enseigner les techniques de fabrication du bio charbon, des foyers améliorés²⁷². Cela a permis d'améliorer le niveau de vie des populations qui se voyaient désormais faire des économies. En plus de cela, des forages ont été aménagés pour garantir aux populations un accès gratuit et facile à l'eau, ce qui réduit considérablement les risques de maladies hydriques. Des abreuvoirs ont été aménagés pour étancher la soif des troupeaux lors de leur passage. Au niveau du domaine électrique des panneaux solaires ont été installés pour offrir de l'électricité aux populations.

Le choix sur Bogo tient du caractère dynamique de sa population. En effet, hommes et femmes sont très profondément imprégnés et intégrés au projet ce qui est très salubre pour envisager sa durabilité. La carte ci-dessous présente la géolocalisation des lieux d'implantation des différentes actions entreprises à Bogo dans le cadre du partenariat PNUD/Cameroun.

Carte 2 : Sites d'implémentation des microprojets du PNUD dans la commune de Bogo, Extrême-Nord Cameroun



Source: M. Tchindjang, et al., "La contribution de l'évaluation du Paysage à la sécurité alimentaire en zone sahélienne: le cas de Bogo dans l'Extrême Nord du Cameroun", p. 38.

²⁷¹ *Ibid.* p. 15.

²⁷² *Ibid.* p. 15.

À travers cette action, le Programme onusien se positionne comme un acteur clé dans le développement local, surtout dans cette partie du Cameroun où la sous-alimentation, la pauvreté, et l'analphabétisme sont des maux qui gangrènent le quotidien des populations locales. Au rang des constructions et des réhabilitations effectuées, on retient ici d'un point d'eau dédié à la consommation animale, notamment les bœufs.

Photo 40 : Abreuvoir pour bêtes construit par le PNUD à Bogo



Source: P. Mbevo Fendoung, et al., "Organismes internationaux et promotion du développement local au Cameroun: cas du PNUD dans la commune de Bogo (Extrême-nord Cameroun)", *Revue Scientifique et Technique Forêt et Environnement du Bassin du Congo*, vol 5, 2015, p.421.

Cet édifice permet, en saison sèche, de disposer de l'eau pour abreuver les bêtes. Car, il importe de préciser que l'eau étant une denrée rare dans ces zones, de pareilles initiatives ont été très salutaires et bénéfiques; car les bêtes peuvent désormais éteindre leur soif après de longs parcours. En outre, et à caractère humain, on a assisté à l'aménagement d'un point d'eau qui fonctionne grâce à des panneaux solaires, en raison d'un réseau électrique insuffisant dans la localité.

Photo 41 : Un château d'eau alimenté à l'énergie solaire construit par le PNUD à Bogo



Source: P. Mbevo Fendoung, et al., "Organismes internationaux et promotion du développement local au Cameroun: cas du PNUD dans la commune de Bogo (Extrême-nord Cameroun)", p. 421.

En dernière analyse, ce château d'eau a permis à la majorité de la population de ne plus avoir à parcourir de nombreux kilomètres afin d'avoir accès à l'eau potable²⁷³. Il était dès lors possible d'en procurer sur place et vil prix²⁷⁴.

Cette mini-centrale a permis d'alimenter la ville de Bogo en électricité. Ainsi, les enfants ont pu désormais étudier même jusque tard dans la nuit. Et leurs résultats scolaires se sont considérablement améliorés.

Photo 42 : Une mini-centrale solaire qui produit de l'énergie électrique pour assurer l'éclairage domestique à Bogo



Source: P. Mbevo Fendoung, et al., "Organismes internationaux et promotion du développement local au Cameroun: cas du PNUD dans la commune de Bogo (Extrême-nord Cameroun)", p. 421.

²⁷³ J. Abassi, 40 ans, Enseignant d'histoire/géographie/ECM au Lycée Bilingue de Maroua, Maroua, entretien du 03/08/2021.

²⁷⁴ E. Otonglana, 38 ans, Agent de terrain sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

Doté d'un climat très dure, l'accès à l'eau se trouve être très difficile, ainsi, il faut donc marcher plusieurs kilomètres pour espérer trouver un point d'eau. Ainsi, avec ce point, la situation est devenue différente et bien évidemment bénéfique à la population²⁷⁵. Car, les habitants ont commencé à se ravitailler en eau à proximité, ce qui leur a permis de réduire leur temps et la distance de marche à pied²⁷⁶.

Photo 43 : Un forage à partir duquel de l'eau est collectée pour usage domestique, aussi pour arroser les cultures en saison sèche à Bogo



Source: P. Mbevo Fendoung, et al., "Organismes internationaux et promotion du développement local au Cameroun: cas du PNUD dans la commune de Bogo (Extrême-nord Cameroun)", p.421.

Dans cette communauté, des femmes ont été formées à la production du bio charbon. À ce titre, on ne saurait trop insister sur l'importance du bio charbon pour les communautés appauvries du Cameroun. Il s'agit d'un type de charbon de bois produit par la combustion de matières organiques en l'absence d'oxygène, créant ainsi une substance riche en carbone qui peut être utilisée pour enrichir le sol, piéger les émissions de carbone et fournir une source de combustible pour la cuisine et le chauffage. Au Cameroun, où de nombreuses communautés rurales n'ont pas accès à des sources d'énergie fiables et luttent pour maintenir un sol fertile pour l'agriculture, le bio charbon a le potentiel de changer la donne. En outre, l'utilisation du bio charbon comme source de combustible contribue à réduire la déforestation et les émissions provenant des méthodes de cuisson traditionnelles, ce qui peut avoir un impact significatif sur la qualité de l'air local et la santé publique. Avec le soutien du Programme onusien dans le cadre de ce projet, le bio charbon a prouvé qu'il dispose du potentiel de transformer la vie de millions de Camerounais, en leur fournissant une source d'énergie durable et une voie vers une plus grande prospérité économique. Ainsi, les femmes sont

²⁷⁵ G. Bambe, 43 ans, Agriculteur, Bénoué, entretien du 07/08/2021.

²⁷⁶ R. Edibé Hirihiri, 49 ans, Ex Gestionnaire CEOCA Maga, Maga, entretien du 04/08/2021.

apparues comme étant les principales bénéficiaires²⁷⁷ de ces sessions de formation en raison de leurs fonctions qui sont plus tournées vers l'accomplissement des tâches ménagères, comme cela a été le cas avec l'expérience effectuée à Guingley.

Photo 44 : Activités de carbonisation et de production du bio charbon par les femmes de Guingley²⁷⁸



Source: PNUD, "Le PNUD en action, Bulletin d'information semestriel du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun", Hors-série, Yaoundé, PNUD, 2016, p. 7.

En guise de résumé de cette sous partie, l'on peut retenir que travailler à la revitalisation de l'économie locale est de la plus haute importance, surtout en période d'incertitude économique. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de se concentrer sur une approche à multiples facettes qui implique une collaboration entre les entreprises locales, les entités gouvernementales et les membres de la communauté. L'un des aspects clés de cette approche est le soutien et la promotion des entreprises locales. En encourageant les consommateurs à faire leurs achats dans les établissements locaux, nous pouvons contribuer à garder l'argent au sein de la communauté et à créer une économie locale plus dynamique. Cela peut se faire par le biais de diverses initiatives, comme l'organisation d'événements communautaires qui mettent en valeur les entreprises locales ou la mise en place de mesures incitatives pour les acheteurs qui choisissent d'acheter local.

Un autre aspect important de la revitalisation de l'économie locale est l'investissement dans les infrastructures et les équipements publics. En améliorant les transports, les espaces publics et les installations communautaires, plus de visiteurs et d'entreprises peuvent être attirés dans la région, ce qui permet de générer plus de revenus et de créer des emplois. Enfin,

²⁷⁷ M. Haman Adama, 40 ans, DG CROPSEC-Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

²⁷⁸ La localité Guingley se trouve dans le département du Diamaré, région de l'Extrême-Nord. D'après P. Tjeega, H. Elingui, *Dictionnaire des villages du Diamaré*, DGRST, ISH, Yaoundé, 1981, p. 49.

il est important de donner la priorité aux programmes d'éducation et de formation professionnelle qui sont adaptés aux besoins de l'économie locale. En fournissant aux résidents les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour prospérer dans le climat économique actuel, cela permet à la communauté cible de rester compétitive et prospère. Dans l'ensemble, travailler à la revitalisation de l'économie locale nécessite un effort de collaboration de la part de toutes les parties prenantes. En soutenant les entreprises locales, en investissant dans les infrastructures et en donnant la priorité à l'éducation et à la formation professionnelle, cela participe à la mise en place d'une économie locale plus robuste et plus durable qui profite à tous les membres de la communauté. Au même titre que la relance de l'économie locale, le PNUD s'est également concentré sur la réforme du secteur de la microfinance au Cameroun.

V- LE PNUD ET LE SECTEUR DE LA MICROFINANCE AU CAMEROUN

La lutte contre la pauvreté au Cameroun a emmené le PNUD à toucher les secteurs importants de l'économie. En effet, partant du constat selon lequel une grande partie de la population est exclue du secteur formel des activités, le Programme onusien a décidé de toucher le secteur de la microfinance qui se trouve être à la portée des populations pauvres. À cet effet, Kobou et al, la qualifie de "finance des pauvres"²⁷⁹ à cause de tous les services qu'elle fournit qui sont à caractère petit.

1- Le renforcement des capacités des acteurs du secteur de la microfinance au Cameroun

Circuit idéal pour l'insertion des citoyens à faibles revenus dans la finance, la microfinance offre une gamme très variée de service allant des prêts jusqu'aux subventions. Le Programme des Nations Unies pour le Développement dans sa stratégie de réduction de la pauvreté au Cameroun avait décidé de renforcer les capacités des acteurs de ce système. L'on a vu précédemment comment lors de l'octroi des subventions dans le cadre du sous-programme de réduction de la pauvreté à la base que c'est par ce mécanisme que cet organisme procédait à l'octroi des subventions aux populations pauvres.

À cet effet, pour Kobou et al, ce concept est composé de deux dividendes à savoir le crédit et l'épargne²⁸⁰. De plus, il rajoute que sa particularité se trouve dans sa capacité à faire

²⁷⁹ G. Kobou, H. Ngoa Tabi, S.P. Mbenda, "L'efficacité du financement des micro et petites entreprises dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun", *Économie appliquée*, tome 63 n°1, Mars 2010, p. 137. DOI: <https://doi.org/10.3406/ecoap.2010.1937>;

²⁸⁰ G. Kobou et al., "L'efficacité du financement des micro et petites entreprises dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun", *La vulnérabilité des TPE et des PME dans un environnement mondialisé, 11es Journées scientifiques du Réseau Entrepreneuriat*, 27, 28 et 29 mai 2009, Canada, INRPME, Trois-Rivières, p. 2.

confiance aux pauvres en leur accordant des prêts²⁸¹. On comprend donc l'importance de cette catégorie d'institution dans la lutte contre la pauvreté. Principale artisane de la réduction de la pauvreté, l'on se souvient de l'exemple du Bangladesh où grâce à deux institutions de microfinance, les populations ont pu rétablir leurs conditions et ainsi sortir de la pauvreté²⁸². L'expérience de la microfinance a déjà fait ses preuves dans l'amélioration des conditions de vie des camerounais dans plusieurs projets antérieurs²⁸³. Alors, il convient donc au Programme des Nations Unies pour le Développement de mettre sur pied des modules de formations adéquats et centrés sur les liens entre la pauvreté et la microfinance. En outre, une véritable réglementation doit être pensée pour rendre l'action de la microfinance plus efficace lorsqu'il s'agit de la lutte contre la pauvreté. Ceci, partant de tous ces constats, le Programme des Nations Unies pour le Développement avait entrepris de vastes réformes en vue de faciliter leur apport dans l'éradication de la pauvreté. Néanmoins, le pays dispose d'un avantage certain dans ce domaine. En effet, les établissements de microfinance y poussent comme des petits champignons, et ce surtout dans les grandes cités du pays. En revanche, le secteur rural, bien qu'on y dénombre quelques initiatives singulières et délocalisées, continue d'en souffrir. La finalité affichée de ces initiatives du PNUD est de parvenir à la meilleure recette pour combattre ce fléau; et ceci passe par l'implication de tous les acteurs susceptibles d'y impulser une révolution.

En guise de réalisations de ce Programme onusien dans le renforcement des capacités de ces acteurs, l'on peut mentionner la participation de ce programme lors du processus d'institutionnalisation, voire de reconnaissance étatique de la microfinance au Cameroun. Pour rappel, dans tous ses cycles de programmations, le PNUD a toujours accordé une place de choix à la microfinance. De plus, grâce à ce programme, les établissements de microfinance disposent d'un cadre structurel adapté, la mise en place de l'Association Nationale des Établissements de Microfinance du Cameroun, témoigne également de la volonté de ce programme de véritablement renforcer le cadre légal de ses structures afin qu'elles puissent être bénéfiques aux populations pauvres plus particulièrement. Aussi, des modules tels que la gouvernance, l'entrepreneuriat et la finance digitale ont été dispensés à ces acteurs.

Le renforcement des capacités des acteurs du secteur de la microfinance au Cameroun est une étape cruciale pour le développement du secteur et la croissance économique du pays.

²⁸¹ *Ibid.* p. 2.

²⁸² *Ibid.* p. 2.

²⁸³ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études n° 1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

Les institutions de microfinance fournissent des services financiers aux personnes à faibles revenus et aux petites entreprises, qui sont souvent exclues des services bancaires traditionnels. Par conséquent, le développement du secteur de la microfinance peut contribuer de manière significative à la réduction de la pauvreté et à la promotion de l'entrepreneuriat et de la création d'emplois. Pour y parvenir, il est essentiel de proposer des programmes de formation et de renforcement des capacités aux institutions de microfinance, notamment à leur personnel et à leurs membres. Ces programmes peuvent contribuer à améliorer la qualité des services fournis par les institutions de microfinance, à accroître leur efficacité et leur viabilité, et à renforcer leur capacité à gérer les risques et à s'adapter à l'évolution des conditions du marché. Les programmes de renforcement des capacités peuvent couvrir un éventail de sujets, notamment la gestion financière, la gestion des risques, la gouvernance, le service à la clientèle et le développement de produits. Ils peuvent être dispensés par le biais de différents canaux, tels que des ateliers, des séminaires, des cours en ligne et des programmes de coaching et de mentorat.

En outre, les partenariats entre les institutions de microfinance et d'autres acteurs du secteur financier, tels que les banques commerciales, peuvent également contribuer au renforcement du secteur de la microfinance. Ces partenariats peuvent donner accès à des financements, à une assistance technique et à d'autres ressources susceptibles de soutenir la croissance et le développement des institutions de microfinance. En conclusion, le renforcement des capacités des acteurs du secteur de la microfinance au Cameroun est essentiel pour la croissance et le développement du secteur. Il nécessite un effort concerté de la part de toutes les parties prenantes, y compris les institutions de microfinance, les agences gouvernementales, les bailleurs de fonds et les autres acteurs du secteur financier. Avec le soutien et les ressources adéquates, le secteur de la microfinance au Cameroun peut contribuer de manière significative à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique. Le renforcement des capacités étant au cœur de la politique d'intervention du PNUD, celui-ci a aussi procédé à l'octroi des financements à certains établissements de microfinance au Cameroun; ceci dans le but de rendre leurs services plus ouverts aux pauvres.

2- L'octroi des subventions de financement aux établissements de microfinance et promotion de la finance digitale au Cameroun via le projet "PAREC"

Une fois le renforcement des capacités effectué, le PNUD est passé à la vitesse supérieure. En effet, la seconde phase de son processus à la microfinance s'est matérialisée par l'octroi des subventions à celles-ci. À cet effet, un projet d'envergure a vu le jour sous

l'appellation de Programme d'Appui à la Résilience Économique au Cameroun. La redynamisation de la microfinance est un axe très important dans ce programme. Et pour ce faire, le Programme onusien a choisi de se consacrer sur trois établissements de microfinance desservant dans les zones septentrionales. Il s'agit entre autre du Crédit du Sahel situé à Maroua, de la Savana Islamic de Ngaoundéré et de Microfinance de développement de Garoua²⁸⁴. De plus, il ressort que l'encadrement de ces établissements de microfinance allait s'étaler sur deux ans c'est-à-dire entre 2019 et 2020. Pour se faire, des subventions leur ont été accordées. Cela a été matérialisé par la signature des mémorandums d'entente avec les différents responsables de ces structures. Par cet acte, le PNUD entend promouvoir une insertion économique des pauvres par le canal des établissements de microfinance dont la responsabilité doit être de garantir une adhésion massive de cette catégorie de population. À cet effet, des campagnes d'enregistrement des clients ont été effectuées dans toutes ces localités. En amont de ces campagnes d'enregistrement, des conventions de partenariat ont été signées entre le Programme onusien et plusieurs établissements de microfinance dans la partie septentrionale du Cameroun.

Photo 45 : Signature du Mémorandum of Understanding entre le Représentant Résident du PNUD au Cameroun (Jean Luc Stalon) et la General Manager of Microfinance du Development de Garoua (Denewol Penda Charlotte)



Source: Archives du PNUD, 2020.

²⁸⁴ J. V. De Paul Gweth, 45 ans, Conseiller technique principal SPRPB/PAREC au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

Photo 46 : Signature du Mémorandum of Understanding entre le Représentant résident du PNUD au Cameroun (Jean Luc Stalon) et le Directeur Général de la microfinance "Crédit du sahel" de Maroua



Source: Archives du PNUD, 2020.

Par la suite, le Programme s'est concentré sur la finance digitale. À ce niveau, il a soutenu six (06) établissements de microfinance notamment crédit du sahel, Microfinance de développement, Savana Islamic, CDECA à Tcholliré, MUFID d'Abong Mbang et Mokolo²⁸⁵. En ce sens, la finance digitale consiste en une solution devant améliorer la qualité du service afin de le digitaliser pour pouvoir gagner en temps en augmentant sa clientèle, et d'autre part, elle permet un service de proximité entre la structure et ses adhérents. En outre, ce soutien a aussi permis à d'autres partenaires de prendre part aux activités notamment le Ministère des finances. La promotion de cette finance digitale fait suite à plusieurs constatations. En effet, les clients vivant dans les zones périphériques étaient difficilement accessibles aux distributeurs en raison de l'insécurité et de la distance. Ainsi, un système de gestion financière en ligne a été mis en marche et est désormais opérationnel. Cette finance digitale a été un générateur d'emploi. En effet, des agents mobiles ont été embauchés dans les zones mal desservies. Au début de l'intervention, le nombre d'employés était de quarante-cinq (45), mais il est passé à soixante-seize (76)²⁸⁶. Après leur recrutement, ils furent formés aux méthodes de manipulation du matériel numérique y afférent et sur les procédures et modalités relatives à l'ouverture d'un compte. Comme apport significatif du PAREC, l'on a remarqué une

²⁸⁵ PNUD, "Le PNUD en action, Bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun", n°33, Yaoundé, PNUD, 2020, p. 13.

²⁸⁶ *Ibid.* p. 13.

augmentation des opérations financières passant de seize mille trois cent quatre (16304) vers fin 2019 à vingt-six mille trois cent quatre-vingt-quatorze (26394) opérations financières au début de l'année 2020²⁸⁷.

En guise de résumé de cette sous partie, le Programme des Nations Unies pour le Développement a été un fervent défenseur du secteur de la microfinance au Cameroun. La microfinance joue un rôle crucial dans la fourniture de services financiers aux personnes à faibles revenus et aux petites entreprises qui sont souvent exclues des systèmes bancaires traditionnels. En donnant accès au crédit, à l'épargne, à l'assurance et à d'autres services financiers, la microfinance permet à ces personnes et à ces entreprises d'améliorer leurs moyens de subsistance et de contribuer à la croissance économique. Le soutien du Programme des Nations Unies au secteur de la microfinance au Cameroun a pris de nombreuses formes. Une initiative importante a été la création d'institutions de microfinance qui desservent les zones rurales et mal desservies. Ces institutions de microfinance fournissent des prêts et d'autres services financiers aux petits exploitants agricoles, aux femmes entrepreneurs et à d'autres groupes qui sont souvent négligés par les institutions financières traditionnelles. Le Programme onusien a également fourni une assistance technique et un soutien au renforcement des capacités à ces institutions, les aidant à améliorer leurs opérations et à mieux servir leurs clients.

Un autre domaine clé de soutien a été le développement de produits et de services financiers innovants qui répondent aux besoins spécifiques de la population camerounaise à faible revenu. Par exemple, le Programme des Nations Unies pour le Développement a soutenu la création de services bancaires mobiles qui permettent aux individus d'accéder à des services financiers à l'aide de leur téléphone portable. Cela a considérablement élargi l'accès aux services financiers dans les zones rurales où l'infrastructure bancaire traditionnelle fait souvent défaut. Dans l'ensemble, le soutien de ce programme onusien au secteur de la microfinance au Cameroun a contribué à promouvoir l'inclusion financière et le développement économique dans le pays. En fournissant un accès aux services financiers et en soutenant la croissance des institutions de microfinance, il a donné aux personnes à faible revenus et aux petites entreprises les moyens d'améliorer leur vie et de contribuer à la croissance économique du pays.

²⁸⁷ *Ibid.* p.13.

Toutes ces reformes apportées par le Programme des Nations Unies pour le Développement dans le secteur de la microfinance camerounaise en particulier et sur son économie en général ont permis au Cameroun de revitaliser ses performances tant au niveau local que national.

Certes, la lutte contre la pauvreté étant au cœur des préoccupations de l'administration camerounaise, le Programme des Nations Unies pour le Développement a essayé dans la mesure de ses moyens d'endiguer ce phénomène. Ainsi, il est apparu clair que la lutte contre la pauvreté au Cameroun concerne plus les ruraux que les citadins et touche plusieurs secteurs et domaines au rang desquels: la gouvernance, l'économie et l'environnement, pour ne citer que ceux-là. Cependant, cette partie s'est beaucoup plus intéressée à l'analyse du soutien du Programme onusien dans le développement économique du pays. Par ailleurs, la mise en place par le PNUD des CEOCA et par la suite des BEM sont des initiatives salutaires qui ont réellement contribué à diminuer la pauvreté à la base notamment grâce aux emplois offerts à la population. De plus, l'accent mis sur le secteur de la microfinance comme levier pour soutenir le combat contre la pauvreté au Cameroun a permis d'enregistrer des résultats. En effet, par le biais de la microfinance, les riverains démunis ont pu obtenir des prêts et des subventions pour le lancement de leurs projets. Aussi, le "Projet du village du millénaire" a contribué à revitaliser le paysage des sites de Maroua 1^{er} et Méri dans l'Extrême Nord sans oublier Meyomessi dans le Sud Cameroun. La prise en compte des conditions climatiques très rudes dans certaines régions du pays a poussé le PNUD à participer à la mise sur pied des initiatives telles le plan national d'adaptation aux changements climatiques. Ainsi, le PNUD a été un partenaire essentiel dans l'amélioration des conditions de vie de la population camerounaise. Dans ce sens, il a joué un rôle essentiel dans la dynamisation de l'économie camerounaise. Véritable catalyseur de progrès, cette agence onusienne a œuvré sans relâche aux côtés du gouvernement et de la société civile pour stimuler la croissance et l'amélioration des conditions de vie des populations. À travers ses programmes ciblés, le PNUD a apporté un soutien précieux dans des domaines stratégiques tels que l'entrepreneuriat, l'agriculture, l'éducation et l'infrastructure. Ses initiatives permettent ainsi de lever les principaux obstacles au développement, tout en valorisant les atouts et le potentiel du pays. Au final, les contributions du PNUD ont permis de contribuer au rayonnement économique du pays en général et, beaucoup plus des localités bénéficiaires de ces projets. Toutefois, l'idéal souhaité dans la lutte contre la pauvreté veut que les politiques de lutte contre la pauvreté s'intéressent beaucoup plus au monde rural, étant donné qu'il est le plus touché par ce malaise. Cependant,

conscients du fait que la pauvreté ne peut plus uniquement se mesurer sous le seul baromètre monétaire, il est apparu que les actions entreprises par ce Programme onusien pour lutter contre la pauvreté ont pris en compte aussi bien la population que les divers organismes nationaux de gestion et ce, dans tous les secteurs et domaines d'intervention. Puisque la pauvreté est un phénomène multidimensionnel, l'appui qu'il a offert s'est intéressé à tous les pans de la vie du pays. Dès lors, afin de bien comprendre l'impact de ces changements sur le partenariat entre les deux entités, une analyse de l'impact sociopolitique du PNUD au Cameroun est nécessaire.

**TROISIEME PARTIE: ANALYSE DE L'IMPACT
SOCIOPOLITIQUE DU PNUD AU CAMEROUN, REGARD
SUR LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET
PERSPECTIVES DE SOLUTIONS**

Cette partie qui regroupe les chapitres V et VI part du constat que la pauvreté qui ne se réduit pas uniquement au seul aspect monétaire, est également la résultante de mauvaises pratiques gouvernementales. Ainsi, celle-ci apprécie l'impact sociopolitique des actions de ce Programme onusien au Cameroun sur des axes transversaux tels la gouvernance, la qualité de services rendus aux usagers du secteur public, l'environnement voire le renforcement de la résilience aux crises et aux chocs; ayant un lien direct avec la pauvreté au Cameroun, car, allant au-delà de l'amélioration directe des conditions de vie de la population, elle permet de comprendre les impacts plus larges sur le développement sociopolitique et la résilience des localités bénéficiaires. Elle débouche sur les difficultés liées à la lutte contre la pauvreté en proposant quelques pistes de sortie de crise.

**CHAPITRE V: ANALYSE DE L'IMPACT SOCIOPOLITIQUE DU PNUD
AU CAMEROUN**

L'objectif visé ici est de faire ressortir l'impact sociopolitique des actions du Programme des Nations Unies pour le Développement dans son combat pour l'éradication de la pauvreté sur le sol camerounais. Cette appréciation s'appuie sur des critères stratégiques au rang desquels: la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité. Par ailleurs, ce chapitre met en exergue le fait que la compréhension de la pauvreté doit suivre une logique multidimensionnelle afin de rendre compte de toutes les privations réellement vécues par une personne. Ainsi, la lutte contre la pauvreté au Cameroun a eu un impact direct dans d'autres domaines tels: la gouvernance, la résolution des crises sécuritaires/sanitaires et l'environnement. Si pour la majorité des bénéficiaires des projets du PNUD, ses appuis sont très utiles et un "cadeau offert par Dieu"¹, l'occasion est donnée d'en ressortir la portée de ceux-ci. Le Programme s'est positionné au cours des dernières années sur les principaux enjeux auxquels le pays fait face.

Travailler sur l'appui à la planification et au suivi du développement, la lutte contre la corruption, l'amélioration du service et les politiques publiques constituent des sujets capitaux si l'on veut venir en aide à une localité². D'où l'importance de faire une analyse sans complaisance. Les priorités choisies sont dans une complète adéquation avec la mission d'éliminer la pauvreté et les inégalités au Cameroun tout en plaidant pour des approches de développement durable, de gouvernance plus juste et de résilience. À cet effet, l'on va dans un premier temps, analyser l'impact de la politique de promotion du développement durable sur l'amélioration des conditions de vie de la population camerounaise; avec notamment un focus sur l'accompagnement dans l'atteinte des ODD. Par la suite, une étude de l'économie du pays, permet de constater d'abord les limites du pays en la matière et enfin de mieux percevoir la portée des actions entreprises par le PNUD. Étant donné, l'importance de la gouvernance dans la lutte contre la pauvreté dans un pays, la portée des initiatives entreprises par le Programme des Nations Unies pour le Développement a réellement amélioré les politiques gouvernementales camerounaises à la fois dans la forme et dans le fond. En dernier ressort, les questions environnementales, climatiques et sécuritaires sont abordées dans des sections respectives. Par conséquent, il est clair que le résultat ultime d'un projet est une amélioration à long terme, dans l'optique de promouvoir un développement durable et serein.

Cependant, à l'issue d'un projet la capitalisation des acquis est primordiale. Il s'agit d'une part de mesurer le résultat du projet à long terme, et d'autre part, comment les leçons

¹ D. Sadjó, 55 ans, Ex A1 mairie de Moulvoudaye, Moulvoudaye, entretien du 01/08/2021.

² ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", New York, PNUD, 2017, p. 13.

tirées de la mise en œuvre doivent être utilisées au niveau national en général et plus spécifiquement au niveau local. Le constat comme on va le découvrir plus bas est que plusieurs des projets impulsés par le PNUD n'ont pas perduré à l'issue de l'arrêt des financements.

I- ERADICATION DE LA PAUVRETÉ ET PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CAMEROUN

Réalité complexe, la lutte contre la pauvreté pose au gouvernement camerounais, un certain nombre de défis à prendre très au sérieux. La société camerounaise est victime d'importantes inégalités économiques et sociales aussi bien au niveau régional qu'individuel. De plus, le constat flagrant permet d'attester qu'il existe une insuffisance manifeste d'accès aux services sociaux de base de qualité; il faut noter qu'on dispose encore des écoles en manque d'enseignants, on retrouve des localités qui ne disposent de centres de santé voire même de personnels médicaux. En outre, l'inégalité d'accès aux facteurs de production et aux ressources financières, l'incapacité des populations à tirer le meilleur parti des possibilités offertes par l'environnement et une sous-estimation de l'apport du privé dans la lutte contre la pauvreté³. En effet, le déséquilibre au Cameroun s'explique par le fait c'est le secteur public qui absorbe le plus d'employés, ce qui n'est pas normal pour un pays qui envisage l'émergence⁴. Par conséquent, tous ces problèmes expliquent la fragilité de l'économie du pays, et l'impact négatif au niveau de la société est exacerbé par le manque de stratégies efficaces de sécurité sociale.

Au sujet des priorités du Millénaire pour le développement, il est d'avis avec le gouvernement que, les conditions sont réunies et adéquates pour atteindre près de la moitié l'ensemble des cibles d'ici 2020⁵. Ces enjeux du millénaire pour le développement, couplés à ceux du développement durable, poursuivent une finalité d'épanouissement pour tous⁶. En termes d'éradication de la pauvreté extrême et la famine généralisée, en 2014, 37,5% de la population sont encore en dessous de la moyenne de pauvreté nationale⁷. Les chiffres étant alarmant, l'extrême pauvreté a augmenté avec l'explosion démographique, passant d'environ sept millions cent mille (7 100 000) habitants en 2007 à huit millions cent mille (8 100 000)

³ *Ibid.* p. 20.

⁴ C.M. Kondon, 38 ans, Agent de maîtrise en service à la sous-direction de la communication à l'ANOR, Yaoundé, entretien du 15/06/2021.

⁵ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 20.

⁶ J. Mvele Nnanga Epe Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études n° 1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

⁷ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 20.

en 2014⁸. En effet, plus la population croît plus les ressources s'amenuisent et les politiques doivent constamment être réadaptées⁹. L'inégalité des niveaux de vie s'est également accrue entre les zones urbaines et rurales d'une part, et entre pauvres et non pauvres d'autre part¹⁰. Ce constat équivoque s'explique par la faiblesse de la croissance, qui n'est pas disponible dans tous les secteurs et exclut une importante part des actifs du pays¹¹. Réalité confirmée par le phénomène accru de ruralisation de la pauvreté au Cameroun¹². En effet, les multiples crises sécuritaires et financières vécues au Cameroun ont consolidé les écarts de revenus au sein de la population, occasionnant la baisse de l'indice de Gini en raison d'une mauvaise répartition des richesses¹³. Dès lors, il importe d'apprécier l'efficacité des projets entrepris pour diminuer le niveau de pauvreté sur l'ensemble du territoire national.

1- La lutte contre la pauvreté

Mettre fin à la pauvreté revient à s'attaquer à toutes ses formes et fournir une assistance multiforme. Ainsi, en analysant cet aspect, l'on se propose d'effectuer une synthèse des actions du PNUD dans ce cadre. En effet, il a opté pour une forme d'assistance au niveau stratégique notamment l'aide au développement du Document pilote Stratégie pour la Croissance et l'Emploi, la rédaction de rapports sur le développement humain via l'analyse de ses différents indicateurs de bien-être, d'autre part, un accompagnement à la base¹⁴. À ce titre, le Programme a établi à Maroua 1^{er} et à Meyomessi, des villages du millénaire. De plus, il a œuvré pour la mise en route de petites initiatives locales telles le sous-programme de réduction de la pauvreté à la base, phase 1; conjointement avec le Ministère en charge de l'économie et de la planification.

Néanmoins, il est évident que le Programme apportait toujours son soutien au niveau régional et communautaire pour augmenter les revenus et accroître l'accès aux services socio-économiques de base pour la population de la région sahélienne (l'Extrême Nord et le Nord), en particulier dans certaines communautés ciblées¹⁵.

Par contre, au cours de la période 2013-2017, les cadres d'action du Programme des Nations Unies pour le Développement à ce niveau se sont appuyés sur les réalisations du

⁸ *Ibid.* p. 20.

⁹ D. Sadjjo, 55 ans, Ex A1 mairie de Moulvoudaye, Moulvoudaye, entretien du 01/08/2021.

¹⁰ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 20.

¹¹ *Ibid.* p. 20.

¹² M.H. Onana Omgba, 83 ans, riverain et bénéficiaire du projet Micro-schemes, Douala, entretien du 01/10/2021.

¹³ Z. Emini, 46 ans, Chef de l'unité Gouvernance et Gestion des crises au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

¹⁴ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 21.

¹⁵ *Ibid.* p. 21.

sous-programme régional de réduction de la pauvreté¹⁶. La finalité visée était l'apport d'une réponse prompte à la dégradation des conditions de vie à cause de la guerre avec Boko Haram¹⁷. De plus, le Sous-Programme Réduction de la Pauvreté seconde génération avait pour objectif primordial de contribuer de manière significative et durable à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales en restructurant les économies locales par l'augmentation la productivité et la compétitivité dans les secteurs prometteurs, notamment l'agriculture, l'élevage.

Le renforcement des capacités des personnes directement impliquées doit se faire tout au long du circuit d'action, du niveau central jusqu'au niveau local en passant par l'échelon régional¹⁸. Néanmoins, afin de lutter efficacement contre la pauvreté en milieu rural, une des actions importantes à mener est le renforcement de la professionnalisation des intervenants de ce milieu¹⁹.

Le centre d'écoute, d'orientation, de conseil et d'accompagnement, est au cœur de ces changements souhaités²⁰, en ce sens qu'il constitue une opportunité de réserve d'emplois utile à la population. En ce qui concerne les réalisations au niveau de la communauté, une continuité logique au Programme des Villages du Millénaire a été conçue sur la base des résultats de la première phase, pour renforcer l'impact sur les populations et permettre aux villes pilotes d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, cependant les interventions espérées n'ont pas été soutenues; en raison de l'arrêt des financements²¹. Là réside un des problèmes récurrents de l'aide du PNUD, qui est l'insuffisance des ressources financières pour la réalisation des projets de terrain.

Il est évident qu'en renforçant les capacités institutionnelles et individuelles à la fois des administrations et des populations, cet organisme a participé à la création des opportunités financières locales qui ont eu des impacts très locaux sur les revenus et l'accès aux services de base²². Le PNUD a appuyé la création des Services Communautaires qui présentent un certain potentiel mais qui n'ont pas encore d'impact réel sur la structuration et le développement de

¹⁶ *Ibid.* p. 21.

¹⁷ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

¹⁸ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 21.

¹⁹ R. Bilégué Ngono, 29 ans, Cadre contractuel en service à la sous-direction de la coopération avec l'Europe au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

²⁰ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 21.

²¹ *Ibid.* p. 21.

²² *Ibid.* p.22.

l'économie locale²³. Ces initiatives bien que salutaires, peinent à faire leurs preuves au sein des communautés bénéficiaires²⁴. Ce qui permet de confirmer l'idée selon laquelle des actions à caractère économiques prévalent sur les réalisations institutionnelles.

La mise en place des microprojets par le Programme a été perçue comme une voie salubre pour la promotion du développement à l'échelle locale. À ce titre, dans le cadre du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base dans sa première phase, le rapport d'évaluation finale conclut qu'au terme du Juin 2010, trois cent quarante-quatre (344) microprojets ont été subventionnés sur les cinq cent (500) précédemment fixés²⁵. Ce d'autant plus qu'il y a eu deux mille huit cent quatre-vingt-huit (2888) projets déposés par les populations au niveau national. Le rapport final poursuit en informant qu'un budget total de un milliard six cent millions (1 600 000 000) de francs CFA a été introduit pour financer les microprojets. Ainsi, la répartition a fait en sorte qu'un investissement moyen d'environ cinq millions de francs soit accordé pour chaque petit projet²⁶. De plus, il faut ajouter que les Groupes d'Initiative Commune furent les principaux récipiendaires de ce projet sans oublier que l'accent fut mis en priorité sur la gente féminine²⁷. Ainsi, ces aides ont impacté directement et indirectement les ménages; en ceci qu'elles ont permis d'améliorer significativement les conditions de vie de ces derniers. Dès lors le tableau ci-contre permet d'avoir un aperçu sur l'état des financements des microprojets par région.

Tableau 29 : Processus d'acceptation des microprojets et nombre de projets financés par Région dans le cadre du SPRPB I

| | Adamaoua | Extrême Nord | Nord | Centre | Sud | Est | Littoral | Sud-Ouest | Ouest | Nord-Ouest | Total |
|---------------------------------------|------------|--------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| Reçus par la CR | 239 | 368 | 215 | 404 | 225 | 97 | 275 | 290 | 342 | 433 | 2888 |
| Soumis au CNSP | 37 | 47 | 42 | 67 | 37 | 30 | 51 | 50 | 58 | 51 | 470 |
| Approuvés par CNSP | 34 | 38 | 30 | 65 | 35 | 29 | 50 | 50 | 58 | 51 | 440 |
| Ratio projets approuvés /reçus | 14% | 10% | 14% | 16% | 16% | 30% | 18% | 17% | 17% | 12% | 15% |
| Microprojets financés | 29 | 29 | 25 | 45 | 20 | 20 | 43 | 42 | 47 | 44 | 344 |

Source: E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2010, p.45.

²³ *Ibid.* p.22.

²⁴ P. Ottou, 55 ans, riverain et bénéficiaire du PVMC, Meyomessi, entretien du 10/10/2021.

²⁵ E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2010, p.8.

²⁶ *Ibid.* p. 8.

²⁷ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 23.

L'analyse du précédent tableau laisse un goût amer. En effet, le nombre de projets soumis et par ailleurs correspondant aux souhaits des populations se retrouve à l'étape de l'approbation considérablement réduit. Ceci se justifie par le fait que les sommes d'argent allouées pour leur subvention est très insignifiant. Deux constats se dégagent alors à savoir, la marginalisation de certains porteurs de projet et l'éternel défi de mobilisation des fonds nécessaires pour la mise en œuvre des projets. Ainsi, sur deux mille huit cent quatre-vingt-huit (2888) projets soumis à la cellule régionale de gestion du projet, seuls trois cent quarante-quatre (344) furent financés comme précédemment mentionné; ce qui permet de dire ici que dans une perspective de lutte contre la pauvreté, le Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base- phase I, s'est avéré médiocre. De pareilles statistiques ne confirment pas les attentes placées sur les retombées du projet²⁸. Ainsi, des efforts doivent encore être consentis pour parvenir aux buts escomptés.

Par ailleurs, une comparaison entre les deux phases de ce sous-programme, permet de faire ressortir clairement que lors de la seconde phase, même si elle a basé son action sur les acquis de son prédécesseur, un ciblage géographique a été opéré; ceci dans l'optique de garantir plus de résultats efficaces²⁹. Ainsi, d'après les chiffres rendus publics, l'on note une concentration dans le septentrion. Dès lors, sur quatre cent soixante-dix (470) millions de francs injectés, trois cent vingt un (321) microprojets ont été mis en œuvre dans près de vingt-six (26) municipalités³⁰. Ce recentrage géographique paraît plus utile que la dispersion du précédent. Aussi, le ciblage géographique présente un autre avantage ici dans la mesure où il permet de concentrer les ressources sur les plus démunis³¹. Ainsi, le projet va plus gagner en efficacité.

Traitant du village du millénaire au Cameroun, il est important de rappeler qu'à Maroua 1^{er} environ cent trente-cinq (135) millions de francs ont été distribués pour subventionner les initiatives de la jeunesse locale lors de la mise en œuvre des projets HIMO³². En outre, à l'Est, les Baka du Sud Cameroun, ont également reçu des subventions pour financer des activités génératrices de revenus communes³³.

²⁸ J. V. De Paul Gweth, 45 ans, Conseiller technique principal SPRPB/PAREC au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

²⁹ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 23.

³⁰ *Ibid.* p.23.

³¹ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

³² ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 24.

³³ *Ibid.* p.24.

De plus, sur la base d'une analyse des résultats de l'initiative qu'après trois années d'implémentation, cette dernière a eu un impact positif et significatif sur un large éventail de bénéficiaires³⁴. Par ailleurs, sur la base des projets implémentés, les jalons d'un développement interne et autocentré ont été posés. Ceci étant, le rapport précise que grâce à la structuration et à l'organisation des producteurs en coopératives agro-pastorales et à la subvention des producteurs, les activités agro-pastorales, artisanales ou encore piscicoles ont été relancées à Meyomessi³⁵. Les riverains de cette localité ont connu des changements sans précédent de leur mode de vie³⁶. En effet, l'organisation en GIC facilitait l'obtention des financements, contrairement à des approches isolées et solitaires³⁷. Au cours des deux dernières campagnes agricoles, on a assisté à une augmentation constante de la production agricole et pastorale, ce qui a entraîné une amélioration de la disponibilité alimentaire et des revenus³⁸. Les agriculteurs ont pu réduire leurs coûts opérationnels en gérant mieux la chaîne de production et de commercialisation. En éliminant les intermédiaires, qui étaient responsables des coûts élevés des facteurs de production, les producteurs ont pu rendre leurs opérations plus rentables³⁹. Cette amélioration de la chaîne d'approvisionnement a donné lieu à des processus plus efficaces et plus rentables, permettant aux agriculteurs de maximiser leurs profits. L'écoulement de sa marchandise par soi-même est par conséquent devenu bénéfique⁴⁰. En outre, la disponibilité accrue de nourriture a contribué à réduire la malnutrition et la pauvreté dans les zones rurales, améliorant ainsi la qualité de vie en général.

En revanche, le prix du désinfectant au cacao a chuté de mille deux cent (1200) francs à six cent (600) francs à Meyomessi⁴¹. La situation fut également la même pour les producteurs du Maroua 1^{er}. L'approvisionnement en engrais et en semences pour la production de sorgho a maintenu les cultures à flot et ils n'ont plus eu à dépendre entièrement d'intermédiaires pendant les récessions⁴². Cette action a été l'un des faits d'arme majeur de ce projet, quant à la réduction de la famine en milieu rural⁴³. La création de ces regroupements a renforcé cette dynamique. Sans oublier la multiplication des possibilités dans le cadre du

³⁴ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, p. 49.

³⁵ *Ibid.* p.49.

³⁶ P. Ottou, 55 ans, riverain et bénéficiaire du PVMC, Meyomessi, entretien du 10/10/2021.

³⁷ F. Onguene, 40 ans, commerçante et bénéficiaire du projet PRINCES, Bertoua, entretien du 01/11/2021.

³⁸ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, p. 49.

³⁹ *Ibid.* p.49.

⁴⁰ C. Eyenga, 60 ans, Commerçante et bénéficiaire du PVMC, Sangmélina, entretien du 15/10/2021.

⁴¹ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, p. 49.

⁴² *Ibid.* p.49.

⁴³ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études n° 1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

programme signifie que les populations ne dépendent plus uniquement des activités traditionnelles pour leurs revenus et leur survie⁴⁴. Aussi, des secteurs manufacturiers se sont développés, contribuant à l'accroissement de ce processus.

En outre, l'on a constaté que dans les deux sites, le développement des infrastructures scolaires, la revitalisation de diverses associations éducatives de la communauté et la distribution du matériel scolaire ont entraîné une augmentation significative de la scolarisation d'environ 20%⁴⁵. Pour le cas d'espèce de Maroua, les villages environnants de la localité ont vu le niveau de fréquentation des établissements scolaires augmenté significativement pendant et même après le projet⁴⁶. La fourniture de cours et du matériel d'apprentissage aux enseignants de toutes les écoles des deux localités a conduit à l'autonomisation avec une amélioration d'au moins dix points de la performance interne. L'accroissement du pourcentage d'élèves de sexe féminin dans les deux districts est d'environ 25%⁴⁷.

Par ailleurs, pour la période de 2013 à 2017, l'on a relevé que les Nations Unies ont offert au Cameroun un support mondial de quatre cent vingt-deux (422) millions de francs CFA pour soutenir l'intégration socio-économique des pygmées au Sud et pour former trois mille huit cent soixante-douze (3872) jeunes au développement et à la pratique des métiers⁴⁸. En outre, dans cadre d'un commun Orange Cameroun/Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille, cinq cent (500) femmes ont été formées pour la mise en place des Activités Génératrices de revenus.

Dans le cadre du projet SMALL GRANTS PROGRAM mis sur pied dès 1992 et implémenté au Cameroun, le programme onusien a marqué un point important pour ce qui est de la lutte contre la pauvreté. Il s'agit d'une initiative du Fonds mondial pour l'environnement géré le Programme des Nations Unies pour le Développement. Son objectif est de responsabiliser et de soutenir les initiatives locales et l'action communautaire. Il a fourni un soutien financier et technique direct à des organisations communautaires pour des initiatives visant à préserver et à restaurer l'environnement tout en améliorant le vécu quotidien des populations. Cette initiative promeut la créativité, le renforcement des capacités et

⁴⁴ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, p. 49.

⁴⁵ *Ibid.* p.49.

⁴⁶ J. Abassi, 40 ans, Enseignant d'histoire/géographie/ECM au Lycée Bilingue de Maroua, Maroua, entretien du 03/08/2021.

⁴⁷ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, p. 49.

⁴⁸ C. Faye, G. Nzukam, "Évaluation finale UNDAF cycle 2013-2017", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2018, p. 20.

l'autonomisation des communautés par le canal de projets de développement à long terme implémenté par des organisations locales de la société civile.

Traitant de l'éclairage et de l'électrification, le Programme des Nations Unies pour le Développement précise dans son Bulletin d'information n°006 que s'est à cette occasion que le centre d'électrification rurale à l'énergie solaire de Munyengue Trouble a été inauguré le 30 mars 2012⁴⁹. Munyengue Trouble, situé dans le département de Mbongue, arrondissement de Muyuka de la région du Sud-Ouest, compte environ mille (1 000) membres. L'événement a été présidé par le Représentant Résident par intérim du PNUD, Michel Balima assisté du chef du village, sa Majesté Nawah Ngoh Martin⁵⁰. Ces derniers ont été accompagnés par un parterre d'invités de choix notamment, les délégations de membres du gouvernement et de l'élite locale. Comme résultats immédiats de cette innovation, les enfants peuvent désormais réviser leurs leçons à présent jusqu'à tard dans la nuit. En outre, cette initiative a contribué à l'accroissement du rendement scolaire dans cette localité. De plus, grâce à l'électricité disponible en continue dans les domiciles, la vie est devenue plus facile et attrayante pour les ménages⁵¹. Aussi, le taux d'insécurité a considérablement chuté. Même si aujourd'hui, avec la survenue de la crise anglophone, ladite localité n'a pas été épargnée et a subi plusieurs dégâts⁵².

Photo 47 : Panneau solaire installé sur le toit d'une maison dans le village de Munyengue



Source: PNUD, "Le PNUD actu, Bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun", n° 006, Yaoundé, PNUD, 2012, p. 1.

⁴⁹ PNUD, "Le PNUD actu, Bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun", n°006, Yaoundé, PNUD, 2012, p. 1.

⁵⁰ *Ibid.* p.1.

⁵¹ *Ibid.* p.2.

⁵² M.S. Darras, 35 ans, Conseillère technique principale en zone anglophone/PPRD au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 22/09/2021.

Le centre solaire de Munyengue Trouble a également contribué à réduire le nombre d'incendies dans la ville. En fait, ces incendies ont été principalement causés par l'utilisation de combustibles fossiles et de bougies et de lampes-tempête⁵³. Le fait d'avoir recours à ces méthodes d'éclairage n'est pas sans risque. Car oublier d'éteindre ces moyens d'éclairage de fortune entraîne dans la majorité des cas des dommages irréversibles⁵⁴. Ainsi, l'objectif du projet est le renforcement des capacités des populations de Munyengue à travers la promotion de l'électrification à l'énergie solaire est la promotion d'un développement intégré et à long terme, l'autonomisation économique et l'éradication de la pauvreté dans la communauté⁵⁵. En effet, l'électricité est un critère prioritaire pour se mettre dans le chemin de la lutte contre la pauvreté. Toutefois, sans électricité, la réception du signal téléphonique devient un mythe, et l'on devient dès lors coupé du reste du pays, car n'ayant pas accès aux informations⁵⁶. Ainsi, l'accès à l'électricité permet le développement d'activités connexes telles que la possibilité d'avoir une machine à écraser, un stand pour charger les téléphones, des forages électriques pour la vente de l'eau, des poissonneries et même des ateliers de dépannage des appareils électriques.

Toujours dans son Bulletin d'information n°006, le PNUD précise qu'en 2010, deux femmes de la communauté ont été formées au Barefoot College en tant qu'ingénieures de terrain pour résoudre les problèmes solaires en Inde⁵⁷. De retour à Munyengue, elles ont formé quatre (4) autres femmes de la communauté et c'est ce groupe qui a installé des panneaux solaires pour l'éclairage de quatre-vingt-dix-huit (98) maisons⁵⁸. Ainsi, toutes les maisons disposent d'un luminaire qui comprend des panneaux solaires, des batteries de vingt (20) Watts et douze (12) Volts, des projecteurs motorisés et trois (3) ampoules relais fluorescentes⁵⁹. L'initiative a fait une grande différence pour la ville en raison de l'important renouveau dont la localité avait été victime. Ici, on peut affirmer que la capitalisation des acquis a réellement en considération la capacité d'appropriation des techniques par les

⁵³ PNUD, "Le PNUD actu, Bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun", p. 2.

⁵⁴ P. Agoumé Guentang, 47 ans, Agent administratif en service à la sous-direction de la comptabilité à ARSEL, Yaoundé, entretien du 19/06/2021.

⁵⁵ PNUD, "Le PNUD actu, Bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun", p.2.

⁵⁶ K. Abdel, 38 ans, Bénéficiaire du PAREC, Dir, entretien du 15/08/2021.

⁵⁷ PNUD, "Le PNUD actu, Bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun", p. 2.

⁵⁸ *Ibid.* p. 2.

⁵⁹ *Ibid.* p. 2.

riverains⁶⁰. Les habitants de la communauté ont dépensé beaucoup d'argent pour acheter du pétrole pour leurs lampes ce qui a déclenché de nombreux incendies dans la ville à cause de la non maîtrise⁶¹.

Par ailleurs, grâce au GEF/SGP, la commune de Bafia fut éligible pour l'implémentation d'un projet. En effet, dans le cadre du projet: "valorisation des ordures ménagères pour lutter contre la dégradation des terres et les changements climatiques dans la ville de Bafia"⁶². Pour rappel, une initiative similaire était déjà en cours d'expérimentation par le canal de l'institution communale⁶³. Il s'agissait de l'installation d'une décharge écologique, en vue de la fabrication du compost, nécessaire à l'agriculture⁶⁴. Par ailleurs, l'une des spécificités de la ville de Bafia, est son caractère agricole. Dans cette ville, l'agriculture occupe 70% de la population active. En outre, elle s'effectue sur des terres qui au fil des ans devenaient polluées par l'utilisation inadéquate d'engrais chimiques et pesticides, mais aussi par la présence de nombreux déchets non biodégradables enfouis dans le sol. En effet, la ville produisait près de 16,7 tonnes d'ordures ménagères par jour; mais seulement les 1/3 de ces ordures sont collectées par les services de la commune⁶⁵. Le reste soit 2/3, se retrouve dans les décharges non contrôlées, les parcelles de cultures et les cours d'eau⁶⁶. En effet, les ressources limitées de la municipalité n'ont pas permis de mettre sur pied une opération de collecte de grande envergure⁶⁷. Ainsi, cette situation environnementale critique entraînait la perte de la fertilité des sols, la baisse des rendements des cultures et l'augmentation de la production des gaz à effet de serre. Le présent projet implémenté durant l'année 2012 avait permis non seulement d'assainir le cadre de vie des populations, mais aussi d'accroître les rendements des cultures et augmenter les revenus des bénéficiaires, ce qui avait conduit également à une

⁶⁰ M. Zeh Nlo, 40 ans, Assistant au Représentant Résident et chef de l'unité Développement durable au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 20/09/2021.

⁶¹ PNUD, "Le PNUD actu, Bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun", n° 012, Yaoundé, PNUD, 2013, p. 2.

⁶²The GEF small grants programme, "Valorisation des ordures ménagères pour lutter contre la dégradation des terres et les changements climatiques dans la ville de Bafia", 2012. https://www.sgp.undp.org/~sgpundp/index.php?option=com_sgpprojects&view=projectdetail&id=18817&Itemid=272, consulté le 01^{er} mai 2020 à 12 heures.

⁶³ W. Gouifé, 34 ans, Agent de maîtrise en service à la sous-direction de l'évaluation et de la certification à l'ANOR, Yaoundé, entretien du 15/06/2021.

⁶⁴ M. Nwatsock, 32 ans, Agent de maîtrise en service à la sous-direction de la communication à l'ANOR, Yaoundé, entretien du 15/06/2021.

⁶⁵ The GEF small grants programme, "Valorisation des ordures ménagères pour lutter contre la dégradation des terres et les changements climatiques dans la ville de Bafia", 2012. https://www.sgp.undp.org/~sgpundp/index.php?option=com_sgpprojects&view=projectdetail&id=18817&Itemid=272, consulté le 01^{er} mai 2020 à 12 heures.

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ H.G. Atiock à Atiock, 37 ans, Ancien chef service technique de la commune de Bafia, Bafia, entretien du 14/01/2022.

meilleure prise en charge sanitaire et une bonne scolarisation des jeunes au sein des différentes familles bénéficiaires⁶⁸. Réalisé par le "GIC d'action sociale et environnementale du Cameroun" à partir d'une enveloppe budgétaire estimée à quarante-deux mille vingt-deux (42,022) dollars américains pour dix (10) hectares⁶⁹. À titre expérimental, ce projet a permis de placer la ville de Bafia réellement sur le chemin de l'hygiène et de la salubrité⁷⁰. Cela allait de pair avec les initiatives figurant sur la feuille de route de l'exécutif municipal de l'époque. Ainsi, des clubs écologiques furent créés dans les établissements tels que: Lycée classique de Bafia, Lycée technique Lambata et le Lycée Bilingue de Bafia⁷¹. Par ailleurs, un site de compostage de cinq cent mètres carrés (500 m²) fut aménagé et équipé au quartier Biabezock⁷².

En revanche, le Programme qui vise à stimuler les PME, a par ailleurs permis de former trois cent quatre-vingt-dix-sept (397) jeunes à la conception et à l'administration des structures⁷³. Parmi ces individus, 15% sont des femmes, ce qui constitue une étape positive vers l'égalité des sexes dans le monde de l'entrepreneuriat⁷⁴. De plus, le programme a permis de former deux cent trente-quatre (234) propriétaires de petites entreprises, dont 29% de femmes, aux meilleures pratiques d'administration d'entreprise. Ces dernières ont été dotés des compétences et des connaissances nécessaires pour gérer efficacement leurs entreprises, ce qui, à terme, a conduit à leur croissance et à leur succès. La promotion de l'égalité des chances et l'accès équitable aux opportunités entre hommes et femmes a toujours prévalu au cours des projets du PNUD au Cameroun⁷⁵. Aussi, couche sociale défavorisée, c'est à juste titre que les ressources soient plus tournées vers la gente féminine⁷⁶. Les traditions à l'Ouest et dans toute la partie septentrionale du pays n'autorisent pas l'accès des femmes à certaines activités. En outre, le programme a touché trois cent quarante-huit (348) personnes dans cinq

⁶⁸ The GEF small grants programme, "Valorisation des ordures ménagères pour lutter contre la dégradation des terres et les changements climatiques dans la ville de Bafia", 2012. https://www.sgp.undp.org/~sgpundp/index.php?option=com_sgpprojects&view=projectdetail&id=18817&Itemid=272, consulté le 01^{er} mai 2020 à 12 heures.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ M. Bessong Bediang, 60 ans, Ex agent voyer en service à la commune de Bafia, Bafia, entretien du 14/01/2022.

⁷¹ The GEF small grants programme, "Valorisation des ordures ménagères pour lutter contre la dégradation des terres et les changements climatiques dans la ville de Bafia", 2012. https://www.sgp.undp.org/~sgpundp/index.php?option=com_sgpprojects&view=projectdetail&id=18817&Itemid=272, consulté le 01^{er} mai 2020 à 12 heures.

⁷² *Ibid.*

⁷³ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 24.

⁷⁴ *Ibid.* p. 24.

⁷⁵ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études n° 1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

⁷⁶ E. Otonglana, 38 ans, Agent de terrain sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

régions du pays, en leur offrant une formation sur la coopération, le partenariat et la gestion quotidienne d'une microentreprise et les opportunités commerciales⁷⁷. Cette formation a été cruciale pour permettre à ces personnes de devenir des chefs d'entreprise prospères et de contribuer à la croissance de leurs communautés.

L'une des réalisations les plus importantes du programme a été d'aider soixante-neuf (69) petites entreprises de divers secteurs, notamment les services, l'agriculture, l'industrie et le commerce, à obtenir des prêts bancaires. Il convient de noter que 12% de ces entreprises sont dirigées par des femmes, ce qui atteste des efforts du Programme pour promouvoir l'équité entre les sexes dans le monde des affaires. Avec ces prêts, les microentreprises ont pu augmenter leurs capitaux, développer leurs activités et créer deux cent douze (212) emplois sur le coup. Cela montre clairement que le programme a réussi à promouvoir l'esprit d'entreprise et à contribuer à la croissance économique du pays; même si les résultats paraissent mitigés du fait de la non prise en compte de plusieurs localités. Cette difficulté d'extension des projets tient de plusieurs contraintes liées à certaines coutumes locales⁷⁸. Car, le milieu rural au Cameroun est encore beaucoup trop attaché aux valeurs ancestrales⁷⁹. Ce qui a occasionné de nombreuses réticences à adhérer aux projets notamment dans certaines localités des régions de l'Est et du Sud.

Concernant la finance, le système financier traditionnel est encore largement hors de portée aux ruraux pauvres. En plus de soutenir le développement des petites entreprises, le Programme des Nations Unies a été impliqué dans le secteur de la microfinance, en élargissant la fourniture de services financiers aux groupes modestes voire démunis. En 2011, le PNUD a aidé à dresser un inventaire du secteur de la microfinance et à approuver un échéancier pour l'élaboration d'un mécanisme national de microfinance⁸⁰. Entre 2011 et 2012, les responsables de l'Association Nationale des Établissements de Microfinance du Cameroun et de la Cellule Microfinance du Ministère des Finances ont été formés sur les différents aspects techniques du projet⁸¹. Cependant, un mécanisme durable de financement des petites entreprises rurales n'a pas encore été créé, la mise en place de la banque agricole sur laquelle il devrait s'appuyer n'étant pas achevée. Cet accent sur la microfinance trouve son fondement

⁷⁷ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 24.

⁷⁸ C. Tsimi Ndo, 65 ans, Riverain et bénéficiaire du projet Micro-schemes, Abong Mbang entretien du 05/11/2021.

⁷⁹ E.P. Eba, 36 ans, Agriculteur, Doumé, entretien du 20/08/2021.

⁸⁰ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 24.

⁸¹ *Ibid.* p. 24.

par le fait qu'elle est considérée comme étant la finance des plus démunis⁸². Ainsi, en 2013, le PNUD s'est associé au Projet d'aide au développement de la microfinance rurale, financé par les institutions de microfinance telles le Fonds d'Équipement des Nations Unies et le Fonds International pour le Développement Agricole, pour aider les gouvernements à élaborer des stratégies nationales de finance inclusive⁸³.

Avec l'appui du PNUD, les infrastructures de base et l'accès aux services essentiels ont été améliorés dans quelques localités, quoique sans effet transformateur ou multiplicateur couplées avec une faible probabilité de pérennisation.

L'Indice de Développement Humain du pays a augmenté progressivement de 1990 à 2018, et fut estimé selon le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement concernant les inégalités au Cameroun à 26,4%, c'est-à-dire évoluant de 0,445 à 0,563⁸⁴, le tableau en fait une parfaite illustration. En effet, l'augmentation de cet Indice de Développement Humain témoigne d'un réel malaise au sein de la population camerounaise; car au cours de la période de 1990 à 2005, la pauvreté a significativement regressé dans tout le pays, notamment en raison de la dévaluation du Franc CFA qui intervient à partir de 1994 et la reouverture des concours et intégration dans la fonction publique. Plus tard à partir de 2010, l'apparition des conflits sécuritaires dégrade encore plus le niveau de vie au Cameroun. En 2016, la survenue de la crise anglophone va réellement perturber les conditions de vie des habitants de ces régions. Ainsi, lors du grand dialogue national de 2019, l'IDH du Cameroun a été estimé à 0,563⁸⁵ soit identique à celui de l'année précédente. Néanmoins, il importe de préciser qu'entre 1990 et 2018, la durée de vie au Cameroun a augmenté de 5,6 ans⁸⁶, comme en témoigne le tableau ci-dessous, retraçant l'historique de l'Indice de Développement Humain du Cameroun.

⁸² C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

⁸³ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 24.

⁸⁴ PNUD, "Les inégalités de développement humain au XXI^e siècle. Rapport sur le développement humain 2019", *Note d'information à l'intention des pays concernant le Rapport sur le développement humain 2019*, Yaoundé, PNUD, 2019, p.3.

⁸⁵ PNUD, "La prochaine frontière: le développement humain et l'Anthropocène. Rapport sur le développement humain 2020", *Note d'information à l'intention des pays concernant le Rapport sur le développement humain 2020*, Yaoundé, PNUD, 2020, p.3.

⁸⁶ PNUD, "Les inégalités de développement humain au XXI^e siècle. Rapport sur le développement humain 2019", p.3.

Tableau 30 : Dynamique évolutive de l'Indice de Développement Humain du Cameroun de 1990 à 2018

| | Espérance de vie à la naissance | Durée attendue de scolarisation | Durée moyenne de scolarisation | RNB par habitant (en dollars pour PPA) | Valeur de l'IDH |
|-------------|--|--|---------------------------------------|---|------------------------|
| 1990 | 53,4 | 8,0 | 3,5 | 2,889 | 0,445 |
| 1995 | 51,6 | 7,5 | 4,2 | 2,237 | 0,429 |
| 2000 | 51,0 | 7,4 | 4,8 | 2,413 | 0,438 |
| 2005 | 52,8 | 8,6 | 5,1 | 2,704 | 0,469 |
| 2010 | 55,1 | 7,4 | 5,3 | 2,848 | 0,471 |
| 2015 | 57,6 | 12,5 | 6,0 | 3,178 | 0,548 |
| 2016 | 58,1 | 12,7 | 6,1 | 3,229 | 0,556 |
| 2017 | 58,5 | 12,7 | 6,3 | 3,250 | 0,560 |
| 2018 | 58,9 | 12,7 | 6,3 | 3,291 | 0,563 |

Source: PNUD, "Les inégalités de développement humain au XXI^e siècle. Rapport sur le développement humain 2019", Note d'information à l'intention des pays concernant le Rapport sur le développement humain 2019, Yaoundé, PNUD, 2019, p. 3.

La lutte contre la pauvreté est inscrite dans un plan global de réalisation des OMD/ODD. À cet effet, le Programme onusien accompagne le Cameroun vers l'atteinte de ces différents objectifs.

2- L'accompagnement dans l'atteinte et la réalisation des OMD au Cameroun

Les États membres des Nations Unies ont adopté en septembre 2000 dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies l'Agenda 2015 du développement pour le millénaire⁸⁷. Ainsi, Hubert Gérardin, Stéphanie Dos Santos, Bénédicte Gastineau précisent dans leur article qu'en "2001, la feuille de route de cette déclaration a été popularisée par les Objectifs du Millénaire pour le Développement, assortie d'une date butoir fixée au 31 décembre 2015"⁸⁸. La communauté mondiale s'est réunie pour créer une démarche d'action complète et transformatrice pour l'amélioration des personnes, de la planète et de la prospérité. Cette approche était composée de huit (8) objectifs primordiaux et de vingt une (21) cibles spécifiques qui servaient de cadre à la mise en route d'actions de développement et de réduction de la pauvreté au cours des quinze (15) années à venir. Connue sous le nom d'Objectifs du Millénaire pour le Développement, ce programme représente un engagement audacieux de la part des cent quatre-vingt-neuf (189) gouvernements membres pour éradiquer la pauvreté multiforme, combattre les inégalités, construire des sociétés pacifiques, inclusives

⁸⁷ H. Gérardin, S. Dos Santos, B. Gastineau, "Présentation. Des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) aux Objectifs de développement durable (ODD): la problématique des indicateurs", *Mondes en développement*, De Boeck Supérieur, 2016/2 (n°174), p. 8. DOI 10.3917/med.174.0007.

⁸⁸ *Ibid.* p. 8.

et résilientes, et assurer le futur du monde. Les OMD reconnaissent l'interconnexion des questions sociales, économiques et environnementales, et visent à les aborder de manière holistique et intégrée. Ils appellent à agir sur une série de défis mondiaux urgents, notamment la faim et la malnutrition, le manque d'accès à l'éducation et aux soins de santé, l'inégalité entre les sexes, le changement climatique et la dégradation des écosystèmes et de la biodiversité. En fixant des objectifs clairs et mesurables, les OMD fournissent une feuille de route aux gouvernements, aux entreprises, à la société civile et aux individus pour qu'ils travaillent ensemble à la création d'un monde plus juste, plus équitable et plus durable. Pour atteindre les OMD, des efforts concertés sont nécessaires de la part de toutes les parties prenantes. Les gouvernements doivent donner la priorité à la mise en œuvre de politiques et de programmes qui favorisent le développement durable et la réduction de la pauvreté, tout en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte. Le secteur privé a adopté des pratiques commerciales durables et responsables, et investir dans l'innovation et la technologie qui peuvent aider à relever les défis mondiaux. La société civile a défendu les droits et le bien-être des communautés marginalisées, et tenir les gouvernements et les entreprises responsables de leurs engagements. Et les individus ont dû faire des choix conscients et prendre des mesures qui contribuent à un avenir plus durable et plus équitable. Les OMD représentent une vision commune d'un monde meilleur, et un appel à l'action pour que nous travaillions tous ensemble à sa réalisation. Grâce aux efforts collectifs et aux partenariats, nous pouvons créer un monde plus prospère, plus juste et plus durable pour tous.

De même, la communauté internationale a une grande ambition pour l'Agenda 2015, qui consiste à assister à la réalisation réussie de tous ses objectifs et cibles. Cette ambition ne se limite pas à quelques nations ou peuples sélectionnés, mais vise plutôt à bénéficier à tous les coins du globe. Cette vision entreprend de créer un monde où le développement durable était une réalité à tous les niveaux. L'Agenda 2015 est un plan complet qui couvre un large éventail de questions, notamment la réduction de la pauvreté, l'égalité des sexes, l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à l'eau potable, entre autres. Il s'agit de domaines critiques qui requièrent une attention urgente, et la communauté internationale étant déterminée à avoir un impact significatif. Ce plan ambitieux n'est pas sans poser de problèmes, mais la communauté internationale est restée déterminée à atteindre les objectifs fixés dans l'Agenda 2015. Il y a de nombreux obstacles à surmonter, notamment l'instabilité politique, les ralentissements économiques et les catastrophes naturelles. Cependant, la communauté internationale est déterminée à persévérer et à travailler sans relâche pour atteindre les

résultats souhaités. L'un des principes clés de l'Agenda 2015 est l'inclusion. Elle reconnaît que le développement durable ne peut être atteint que si chaque nation et chaque individu est inclus dans le processus. Cela signifie que la communauté internationale doit travailler en étroite collaboration avec les gouvernements, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes pour s'assurer que chacun fasse entendre sa voix et que leurs besoins soient pris en compte. En conclusion, l'Agenda 2015 était un plan ambitieux qui visait à créer un monde où le développement durable était une réalité pour tous. Il s'agit d'une vision ancrée dans l'inclusion, la collaboration et l'engagement commun à avoir un impact positif. Malgré les défis, la communauté internationale est restée inébranlable dans sa détermination à atteindre les résultats souhaités, et l'héritage de l'Agenda 2015 continue d'inspirer et de guider les efforts de développement mondiaux jusqu'à aujourd'hui.

Dans l'optique de contribuer à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement par l'entremise d'une vision de développement local basée sur la participation et la responsabilité des communautés, le programme "Villages du Millénaire" a apporté sur les deux zones de 2010 à 2013 un soutien multiforme au Cameroun⁸⁹. Le programme a été conçu pour relever les défis de la pauvreté, de la faim, de la maladie et de l'analphabétisme dans les communautés rurales en promouvant des approches durables et intégrées du développement.

À Meyomessi, le Programme onusien s'est concentré sur l'amélioration de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, et sur l'amélioration des services de santé⁹⁰. La communauté a pu s'approprier le processus de développement grâce à la mise en place de comités de développement villageois, chargés d'identifier les besoins et les priorités locales et de mettre en œuvre des solutions dirigées par la communauté. Le PNUD a également fourni une assistance technique et une formation aux agriculteurs sur les pratiques agricoles modernes, notamment la diversification des cultures, la conservation des sols et la gestion post-récolte. En outre, le Programme a soutenu la construction de points d'eau et de latrines, ce qui a amélioré l'accès de la communauté à l'eau potable et aux installations sanitaires⁹¹. Ainsi, un côté positif de ces actions a été la réduction des maladies hydriques et la baisse du taux de mortalité⁹². Toutefois, une attention particulière

⁸⁹ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 25.

⁹⁰ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, Yaoundé, PNUD, 2014, pp. 25-26.

⁹¹ *Ibid.* p. 26.

⁹² C. Eyenga, 60 ans, commerçante et bénéficiaire du PVMC, Sangmélina, entretien du 15/10/2021.

a été accordée à une catégorie sous-estimée notamment les Bakas où selon les résultats de l'évaluation, plusieurs femmes ont reçu des formations sur les techniques de maraicher et furent par la suite subventionnées en intrants pour développer cette catégorie d'agriculture dans leur localité⁹³. L'apprentissage des techniques d'agriculture modernes aux populations rurales permet de leur faire gagner en temps, mais leur fait avoir d'énormes revenus⁹⁴. Contrairement aux méthodes rudimentaires jadis appliquées.

De même, à Maroua 1^{er}, le Programme a participé à l'améliorer des résultats scolaires, les services de santé et les opportunités économiques pour la population locale⁹⁵. La communauté a été mobilisée pour participer au processus de développement par la mise en place de comités de santé communautaires, chargés de promouvoir l'éducation à la santé et la prévention des maladies. De plus, il a également soutenu la construction d'écoles et la fourniture de matériel pédagogique, ainsi que la formation des enseignants à des méthodes d'enseignement novatrices⁹⁶. En outre, le programme a soutenu la création de petites entreprises, y compris des programmes de microfinance et des centres de formation professionnelle, qui ont permis de générer des revenus et de créer des emplois. Aussi, Minla Mfou'ou précise que le programme a accordé des financements pour le développement de la filière viande dans les villages de la commune de Maroua 1^{er}⁹⁷; notamment en raison de la présence massive de bœufs à cet endroit.

Dans l'ensemble, le programme "Villages du Millénaire" a fourni une approche globale et intégrée du développement, qui a permis aux communautés de s'approprier le processus de développement et d'obtenir des résultats durables. En encourageant la participation et la responsabilité des communautés, le programme a contribué à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement et à la promotion du développement local dans les communautés rurales. Une analyse plus détaillée des réalisations de ces OMD a été plus apporté par le PNUD dans son rapport final relatif à cette évaluation qui conclut qu'un impact significatif a été observé sur la totalité des huit cibles dans les deux localités.

Au final, chacune de ces deux municipalités a reçu un investissement substantiel d'environ un million sept cent cinquante mille (1 750 000) dollars pour la construction et de

⁹³ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, p. 26.

⁹⁴ D. Masewa, 42 ans, Technicien supérieur d'agriculture, Ngan' Ha, entretien du 12/08/2021.

⁹⁵ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, p. 26.

⁹⁶ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 25.

⁹⁷ J. Minla Mfou'ou, et al., "Rapport de l'évaluation finale de la première phase du Programme Villages Du Millénaire Cameroun", Yaoundé, PNUD, 2013, p. 82.

réhabilitation des infrastructures communautaires⁹⁸. Ce programme a contribué à l'amélioration de l'infrastructure sociale et communale de ces régions, notamment en développant de meilleures routes, des écoles, des réseaux électriques, des puits et des forages, ainsi que des centres de soins de santé.

Les fonds fournis par ce programme ont permis à ces municipalités d'entreprendre une série de projets importants qui amélioreraient la qualité de vie générale de leurs habitants. Par exemple, un certain nombre de nouvelles écoles sont en cours de construction afin d'offrir de meilleures possibilités d'éducation aux enfants de la région. Ces écoles ont été dotées d'installations et de ressources modernes, ce qui a permis aux élèves d'avoir accès aux dernières technologies et aux outils pédagogiques les plus récents.

En outre, d'importantes améliorations ont été apportées au réseau routier existant, l'accent étant mis sur la réparation des zones endommagées et la construction de nouvelles routes pour relier les différentes parties des municipalités. Les transports sont devenus ainsi plus faciles et plus efficaces, ce qui a amélioré l'accès aux services et aux équipements importants pour les résidents locaux.

En outre, le programme a soutenu également le développement de nouveaux centres de santé dans la région, qui fournissent des soins médicaux indispensables aux résidents locaux. Ces centres ont été dotés de professionnels de santé qualifiés et d'équipements médicaux modernes, ce qui a permis aux habitants de la région d'avoir accès à des services de santé de qualité.

Dans l'ensemble, ce programme a eu un impact significatif sur le développement de ces municipalités et a contribué à améliorer la vie de leurs habitants de plusieurs façons importantes. Comme le programme continue d'investir dans l'infrastructure sociale et communale, l'on peut donc s'attendre à voir d'autres changements positifs dans ces régions dans les années à venir. La famine étant une des manifestations sévères de la pauvreté au Cameroun, le PNUD s'y est penché en mettant en œuvre des projets.

⁹⁸ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 25.

3- Amélioration du système de sécurité alimentaire

Partant du projet "Assistance for the establishment of a national seed plan", initialement entamé durant le troisième cycle entre 1982-1986⁹⁹; il s'agissait d'un programme gouvernemental qui visait à encadrer les agriculteurs du secteur rural camerounais ainsi que le développement de leurs petites et moyennes entreprises agricoles, le grand Nord fut l'une des localités du Cameroun a en bénéficié à partir de 1984. Par ailleurs, l'assistance du PNUD a permis à ces agriculteurs de bénéficier des formations visant la lutte contre le Striga¹⁰⁰, qui était un parasite qui s'attaquait spécialement aux cultures telles que le mil et sorgho; majoritairement cultivées dans cette partie du pays. Ce parasite qui s'attaque aux cultures de la population locale a entraîné de nombreuses pertes agricoles et a accentué le taux de famine et de malnutrition au sein des communautés¹⁰¹. Par la suite, à partir de 1987, la seconde phase dudit projet étant entamé, la contribution du PNUD s'élevait à six cent quarante-sept mille (647 000) dollars américains et cela a permis la création à partir de 1988, d'un centre technique d'encadrement des planteurs à Ntui¹⁰². En effet, cette structure de formation a permis à plusieurs agriculteurs de gagner en efficacité et leur production a augmenté¹⁰³.

Par ailleurs, avec le projet "Renforcement des capacités du Centre National des Sols": projet initialement commencé à partir de 1974, il a permis la création en 1983 du Centre National des sols¹⁰⁴. L'assistance offerte par le PNUD qui, devait prendre fin en septembre 1987, a connu une participation du PNUD à hauteur de cinq cent soixante-sept mille (567 000) dollars¹⁰⁵ ce qui a permis d'établir une carte des zones agro-écologiques du Cameroun, et d'apporter un support aux petites et moyennes entreprises agricoles du secteur rural. Des formations furent dispensées aux populations du sud du pays sur l'inventaire des sols propices à l'agriculture¹⁰⁶. En outre, et concernant le projet du FAO sur la "lutte contre le Striga", parasite s'attaquant en particulier au mil, au sorgho et au maïs majoritairement cultivé dans le

⁹⁹ A.PNUD-DP/CP/CMR/4, "Country and intercountry programmes and projects-Fourth country programme for Cameroon", New York, PNUD, 1987, p. 7.

¹⁰⁰ *Ibid.* p. 8.

¹⁰¹ D. Masewa, 42 ans, Technicien supérieur d'agriculture, Ngan' Ha, entretien du 12/08/2021.

¹⁰² A.PNUD-DP/CP/CMR/4, "Country and intercountry programmes and projects-Fourth country programme for Cameroon", p. 7.

¹⁰³ M. Bessong Bediang, 60 ans, Ex agent voyer en service à la commune de Bafia, Bafia, entretien du 14/01/2022.

¹⁰⁴ A.PNUD-DP/CP/CMR/4, "Country and intercountry programmes and projects-Fourth country programme for Cameroon", p. 8.

¹⁰⁵ *Ibid.* p. 8.

¹⁰⁶ P. Ottou, 55 ans, Riverain et bénéficiaire du PVMC, Meyomessi, entretien du 10/10/2021.

nord du Cameroun¹⁰⁷, l'assistance technique du PNUD à hauteur de trois cent quatre-vingt-quatorze mille (394 000) dollars¹⁰⁸ a néanmoins permis de développer et de populariser; et ceci dans les limites des moyens du plus petit planteur des technologies agricoles capables de lutter contre ce parasite. Ainsi, des pulvérisateurs avaient été offerts aux agriculteurs.

Dans son rapport d'évaluation finale du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base, phase 1, Damiba confirme que l'implémentation des petits projets à caractère agricole avait joué un rôle important dans l'amélioration de la sécurité alimentaire dans diverses zones d'intervention et dans les communautés rurales en général¹⁰⁹. Ce résultat a été obtenu grâce à l'augmentation de la production dans différents secteurs tels que l'agriculture, l'élevage et la pêche. Par conséquent, la disponibilité des produits agricoles, pastoraux et halieutiques avait augmenté.

De plus, ce sous-programme a permis d'améliorer les rendements et d'augmenter les surfaces cultivées, ce qui avait encore contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire. Les microprojets avaient également permis d'améliorer les conditions de stockage¹¹⁰, ce qui a entraîné une réduction des pertes post-récolte¹¹¹.

De plus, la diversification de la production avait permis d'améliorer la sécurité alimentaire dans les zones d'intervention. Pour ce faire, les agriculteurs et les pêcheurs avaient été encouragés à adopter des techniques et des technologies agricoles nouvelles et innovantes. Cela avait permis non seulement d'augmenter la production, mais aussi de produire des cultures et des espèces de poissons nouvelles et diversifiées.

Dans l'ensemble, elle avait eu un impact positif sur la vie des communautés rurales. Elle avait non seulement permis d'améliorer la sécurité alimentaire, mais avait également contribué au développement socio-économique de ces communautés. La croissance de la production avait entraîné une augmentation des niveaux de revenus, ce qui avait amélioré le niveau de vie des habitants des localités concernées. Par conséquent, la poursuite de ces microprojets demeurerait cruciale pour assurer une sécurité alimentaire durable et le

¹⁰⁷ R. Hirihiri Edibe, 49 ans, Ex Gestionnaire CEOCA Maga, Maga, entretien du 04/08/2021.

¹⁰⁸ A.PNUD-DP/CP/CMR/4, "Country and intercountry programmes and projects-Fourth country programme for Cameroon", p. 8.

¹⁰⁹ E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2010, p. 9.

¹¹⁰ O. Makalao, 35 ans, Vendeur ambulant de chaussures, Maroua, entretien du 05/08/2021.

¹¹¹ P. Gesata, 50 ans, Ex A4 mairie de Lagdo et Gestionnaire CEOCA Lagdo, Lagdo, entretien du 10/08/2021.

développement global des communautés rurales¹¹². Au même titre que l'amélioration de la sécurité alimentaire intéresse le PNUD, la promotion d'un état d'esprit de résilience demeure au centre du soutien de cet organisme onusien au Cameroun.

4- Promotion d'une culture de résilience au Cameroun

La finalité des activités du PNUD au Cameroun est de contribuer à assurer la pérennisation du progrès humain en réduisant les vulnérabilités et en renforçant la résilience. À cet effet, Raillon suggérait de prendre en considération l'approche conceptuelle de résilience de l'United Nations Office for Disaster Risk Reduction comme étant la plus adaptée pour donner un aperçu général à ce concept. Ainsi, il ressort que la résilience se définit comme:

la capacité d'un système, une communauté ou une société exposés aux risques de résister, d'absorber, d'accueillir et de corriger les effets d'un danger, en temps opportun et de manière efficace, notamment par la préservation et la restauration de ses structures essentielles et de ses fonctions de base. Elle désigne la capacité à revenir ou à rebondir après un choc. La résilience de la collectivité est déterminée dans la mesure où la collectivité a les ressources nécessaires et est capable de s'organiser elle-même avant et pendant les périodes de besoin¹¹³.

L'auteur poursuit sa clarification en rappelant que ce concept va revêtir une place capitale en l'an 2005 lors de la rencontre internationale de Kobe¹¹⁴.

Le PNUD Cameroun s'est engagé à promouvoir une dynamique résiliente parmi les personnes dans des zones où les conditions économiques et de sécurité sont suffisantes, principalement pour renforcer la résilience et élargir les opportunités économiques pour les individus et les familles¹¹⁵. Il est important de donner la priorité aux groupes les plus vulnérables dans les communautés, en particulier les femmes et les enfants, grâce à une augmentation de la production et des échanges commerciaux couplée à une offre de qualité en services sociaux¹¹⁶. En effet, ce soutien aux personnes vise à éloigner d'elles, le sentiment de marginalisation¹¹⁷. Ainsi, cet appui a contribué à prévenir l'aggravation de la situation causée par la vulnérabilité, à promouvoir le retour et la réintégration pacifiques et durables des

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ C. Raillon, "La résilience dans l'humanitaire, un concept pour penser autrement la gouvernance des catastrophes socio-climatiques", Thèse de Doctorat en Sciences Politiques, Université Paris-Est, 2016, p.24.

¹¹⁴ *Ibid.* p. 19.

¹¹⁵ PNUD/OCHA, "Renforcer la résilience pour assurer le développement durable dans le bassin du lac Tchad", *Note d'information sur le renforcement de la résilience pour assurer le développement durable dans le bassin du lac Tchad*. Document préparé par le Bureau de la coordination des affaires Humanitaires (OCHA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au nom du Système des Nations Unies, PNUD-Afrique, 2018, p. 9.

¹¹⁶ *Ibid.* p. 9.

¹¹⁷ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

personnes déplacées et à renforcer les capacités pour améliorer les conditions socio-économiques de la population¹¹⁸. Des facteurs favorables tels que la sécurité, la liberté de mouvement, l'accessibilité à la population cible, ainsi que la disponibilité et la capacité des gouvernements locaux à fournir des services techniques dans la zone cible ont été pris en compte¹¹⁹. Cette prise en compte vise l'atteinte de résultats probants et satisfaisants¹²⁰. En outre, là où l'insécurité sévissait encore plus, le Programme a mis un point d'honneur à la restauration des moyens de subsistance et l'accès aux services de base, notamment l'instruction, la santé, l'eau et l'énergie¹²¹.

Néanmoins, l'adoption de certaines dispositions avaient conduit à la mise en place de certaines initiatives salvatrices notamment les projets de reconstruction, ce qui a conduit à la vulgarisation des approches du genre "Cash for work". Afin d'accompagner cette culture de résilience au Cameroun, le PNUD a soutenu les initiatives de développement des populations par l'octroi des fonds ce qui a contribué à accroître la production dans les plantations.

5- L'amélioration de la productivité des exploitations agropastorales

Se focalisant sur le rapport final de l'évaluation du cycle UNDAF 2013-2017, il ressortait selon les résultats d'évaluation des experts que les producteurs et les communautés dans les dix régions du pays étaient structurés en chaînes de valeur. Les petits exploitants agricoles, dont les femmes et les jeunes, pouvaient utiliser des méthodes améliorées de production, de mise en conserve, de transformation et de commercialisation et disposaient de mécanismes de financement appropriés adaptés à leurs besoins, ainsi que des débouchés nationaux et sous régionaux¹²². L'on se souvient tout en s'appuyant sur des chaînes de valeurs prometteuses, que le Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base- phase 2, avait œuvré au financement dans le septentrion de trois cent vingt un (321) microprojets¹²³. De plus, le rapport final du Village du millénaire mentionne que les femmes et les pygmées Baka

¹¹⁸ PNUD/OCHA, "Renforcer la résilience pour assurer le développement durable dans le bassin du lac Tchad", *Note d'information sur le renforcement de la résilience pour assurer le développement durable dans le bassin du lac Tchad*. p. 9.

¹¹⁹ *Ibid.* p. 9.

¹²⁰ R. Bilégué Ngono, 29 ans, Cadre contractuel en service à la sous-direction de la coopération avec l'Europe au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

¹²¹ PNUD/OCHA, "Renforcer la résilience pour assurer le développement durable dans le bassin du lac Tchad", *Note d'information sur le renforcement de la résilience pour assurer le développement durable dans le bassin du lac Tchad*. p. 9.

¹²² C. Faye, G. Nzukam, "Évaluation finale UNDAF cycle 2013-2017", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2018, p. 13.

¹²³ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 27.

dans la région du Sud, ont aussi obtenu des prêts pour financer des activités coopératives génératrices des revenus¹²⁴.

En outre, l'évaluation finale du projet REPECC a permis de s'apercevoir que ce projet se servant du recyclage a formé les riverains dans la fabrication à base de compost dans cinq localités du Nord et de l'Extrême Nord¹²⁵, il s'agit de : Touloum, Moulvoudaye, Maga, Lagdo et Pitoa. Cent quarante (140) leaders d'organisations paysannes ont été formés conception du compost issu des déchets animaliers¹²⁶. Une pareille initiative avait été implémentée en 2012 dans la ville de Bafia dans le département du Mbam et Inoubou, où le PNUD par l'entremise d'un de ses sous traitants a appuyé les actions de la municipalité concernant le recyclage des déchets pour la transformation en compost¹²⁷. En effet, il s'agit d'un engrais organique très bénéfique à l'agriculture afin d'augmenter le rendement¹²⁸.

Il apparaît approprié de souligner que le compost est utilisé comme engrais naturel et est très efficace pour améliorer la production agricole¹²⁹. L'évaluation précise aussi que les matériaux de production, de transport, de transformation et de gestion durable des ressources naturelles ont été fournis à quatre-vingt-douze (92) structures paysannes¹³⁰.

En fin de compte, il est apparu que dans le secteur agricole, les bénéficiaires des crédits du PNUD ont pu étendre et acquérir de nouvelles terres cultivables grâce aux revenus générés. Certains ont acquis cette extension et d'autres ont loué. Les acquisitions de ces zones cultivables représentent une preuve notable de l'augmentation du rendement des agriculteurs au Cameroun, surtout en zones rurales, Bien entendu sans oublier le passage de pratiques agricoles traditionnelles à celles modernes. Ainsi, les actions entreprises par ce Programme onusien sont bénéfiques aux récipiendaires¹³¹. Toutefois, il est clair que des améliorations doivent être envisagées. Poursuivant dans cette logique d'amélioration des conditions de vie

¹²⁴ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, p. 49.

¹²⁵ A. Afana, "Rapport de l'évaluation finale du Programme-amélioration de la Résilience des Populations face aux Effets du Changement Climatique (REPECC)", Yaoundé, MINEPAT/PNUD, 2017, p. 26.

¹²⁶ *Ibid.* p. 26.

¹²⁷ H.G. Atiock à Atiock, 37 ans, Ancien chef service technique de la commune de Bafia, Bafia, entretien du 14/01/2022.

¹²⁸ D. Masewa, 42 ans, Technicien supérieur d'agriculture, Ngan' Ha, entretien du 12/08/2021.

¹²⁹ A. Afana, "Rapport de l'évaluation finale du Programme-amélioration de la Résilience des Populations face aux Effets du Changement Climatique (REPECC)", p. 26.

¹³⁰ *Ibid.* p. 27.

¹³¹ M. Zeh Nlo, 40 ans, Assistant au Représentant Résident et chef de l'unité Développement durable au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 20/09/2021.

des populations, le PNUD a œuvré pour la mise en place d'un système de protection sociale accessible à tous et peu importe son secteur d'activité.

6- Le développement et la modernisation de la sécurité sociale au Cameroun

Le droit de tous à une sécurité sociale adéquate était depuis lors garanti par la Déclaration de Philadelphie et de nombreuses lois mondiales sur le travail¹³². Cependant, dans la pratique, la situation est tout autre dans plusieurs États. Moins de dix pour cent (10%) des personnes vivant dans les pays les plus pauvres disposent d'un système de sécurité sociale efficace. Cela a un impact inimaginable dans la société; sans oublier le lien étroit entre santé et travail pour une meilleure productivité¹³³. La problématique de la mauvaise répartition des richesses et des possibilités explique dans un certain sens la recrudescence de la pauvreté dans le monde¹³⁴. En effet, la protection sociale mal orientée expose une partie des travailleurs de rangs inférieurs à être victime d'injustice sociale. Puisqu'en cas d'accident, ces travailleurs sont abandonnés à leur propre sort. En réalité, les employés les plus démunis ont les mesures de protection les moins efficaces. Dans la réalité, aucun mécanisme visant à protéger le travail n'a été réellement pensée; ce qui conduit fréquemment à des situations d'improductivité. Dès lors, leur situation financière ne devrait pas déterminer leur condition de travail. Allant dans ce sens, l'évaluation finale du cadre de coopération entre le Programme des nations unies pour le développement et le Cameroun présentait quelques valeurs chiffrées sur la sécurité sociale dans le pays. Ainsi, ces valeurs montraient les progrès du Cameroun notamment en 2014 où 14,1% des travailleurs¹³⁵ était couverte par la sécurité sociale dont un million deux cent soixante-dix-sept mille quatre cent quatre-vingt-un (1 277 481) assurés sociaux immatriculés pour deux cent cinquante un mille neuf cent quatre-vingt (251 980) personnels du public en décembre 2014 contre un million vingt-cinq mille cinq cent une (1 025 501) personnes pour le privé¹³⁶. Enfin, cette évaluation précisait que le gouvernement camerounais avait pris des précautions pour assurer une bonne retraite aux ex salariés; le décret n°2014/2377/PM du 13 août 2014 sur les différentes pensions confortait cette réforme¹³⁷. En effet, l'établissement

¹³² BIT, "S'affranchir de la pauvreté par le travail", *Conférence internationale du travail 91^e session*, Rapport I (A), BIT, Genève, 2003, p. 11.

¹³³ *Ibid.* p.11.

¹³⁴ P. Townsend, *Poverty in the United Kingdom: a Survey of Household Resources and Standards of Living*, Harmondsworth, Penguin Books, 1979, p. 232.

¹³⁵ C. Faye, G. Nzukam, "Évaluation finale UNDAF cycle 2013-2017", p. 15.

¹³⁶ *Ibid.* p. 15.

¹³⁷ *Ibid.* p. 15.

d'une sécurité sociale doit prendre en compte toutes les couches de la population¹³⁸. Ainsi, des mécanismes adéquats doivent être établis pour garantir leur efficacité.

Ainsi, le concept de sécurité sociale avait été choisi par le Programme des Nations Unies pour le Développement dans son cadre d'action pour la période 2013-2017. Il avait l'intention d'y intervenir à travers trois résultats intermédiaires: l'élaboration d'une stratégie nationale de protection sociale; la formation et l'encadrement des responsables devant assurer ce processus¹³⁹ et bien d'autres réformes. Le premier de ces résultats avait déjà des apports directs au système tel la création de documents en lien indirect avec les stratégies de protection sociale¹⁴⁰. Ceux-ci englobaient des repères spécifiques en rapport avec des couches sociales défavorisées dans les zones instables. Un exemple à encourager en matière de promotion de la protection sociale au Cameroun est observable au Maroc. En effet, le programme dénommé "Inaya¹⁴¹", destiné aux commerçants, aux artisans et métiers du secteur informel, visait à offrir un soutien voire une protection médicale à une grande frange de la population. Le Cameroun et le PNUD, peuvent s'en inspirer pour accroître une politique de protection sociale sérieuse dans tout le pays.

À cet effet, en Octobre 2016, l'ossature d'un mécanisme de santé universelle pour tous avait été approuvée par plusieurs ministères au rang desquels, le Ministère du travail et la sécurité sociale, celui de la santé et des affaires sociales¹⁴². Par ailleurs, le comité Technique National, formé des représentants des structures phares en matière de protection sociale avait reçu de la part du PNUD un recyclage sur les mécanismes de santé universelle¹⁴³. La volonté d'établir un système de santé universelle au Cameroun cadre les enjeux du Programme onusien d'aider les autorités gouvernementales à améliorer le système sanitaire du pays¹⁴⁴. À cet effet, l'on observe de plus en plus la multiplication des campagnes de vaccination à domicile par des agents de la santé. Ainsi, à l'issue de ces formations, ces derniers avaient par la suite évalué et approuvé le financement de cette innovation dans l'ensemble du pays¹⁴⁵.

¹³⁸ C.M.Kondon, 38 ans, Agent de maîtrise en service à la sous-direction de la communication à l'ANOR, Yaoundé, entretien du 15/06/2021.

¹³⁹ C. Faye, G. Nzukam, "Évaluation finale UNDAF cycle 2013-2017", p. 15.

¹⁴⁰ *Ibid.* p.15.

¹⁴¹ A. Touhami, "Cadre stratégique national de réduction de la pauvreté au Maroc: à propos du concept de pauvreté et analyse de la situation", Ministère du développement social, de la famille et de la solidarité du Maroc/PNUD-Maroc, 2009, p. 33.

¹⁴² C. Faye, G. Nzukam, "Évaluation finale UNDAF cycle 2013-2017", p. 15.

¹⁴³ *Ibid.* p. 15.

¹⁴⁴ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

¹⁴⁵ C. Faye, G. Nzukam, "Évaluation finale UNDAF cycle 2013-2017", p. 15.

Comme conséquence directe et salubre à mettre à l'actif de ce système de sécurité sociale au Cameroun est la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti qui passait de vingt-huit mille (28 000) francs CFA à trente-six mille deux cent (36 200) francs CFA couplée à une hausse dans un premier temps de 5% et puis récemment encore 5,2% dans les revenus mensuels des personnels civil et militaire¹⁴⁶. En effet, cette augmentation du salaire minimal pour un fonctionnaire a permis de sortir ce dernier de la précarité dans laquelle il vit¹⁴⁷. L'exemple le plus remarquable illustrant cette précarité est la recrudescence de la corruption et du détournement des fonds publics. Plus largement, l'accent mis sur l'humanitaire avec les crises au Nord et à l'Est a entraîné des effets de protection sociale à l'avantage des réfugiés et des déplacés vulnérables dans ces localités¹⁴⁸. Tout au long la mise en place de ses projets, le PNUD tient toujours à assurer l'équité et l'égalité de chances entre les bénéficiaires de projets. À cet effet, l'accent est mis sur une catégorie de personnes considérée comme vulnérable.

II-LE SOUTIEN DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT AU PROFIT DES COUCHES SOCIALES DEFAVORISEES

Le prestige d'une population dépend dans un premier temps des avantages matériels et politiques dont elle dispose¹⁴⁹. Le prestige et le statut social constituent des critères importants dans la légitimation des inégalités sociétales¹⁵⁰. L'appréciation du style de vie permet d'effectuer une classification des couches sociales, notamment des plus riches aux plus démunis. Ainsi, par couches sociales défavorisées ici, la référence est faite aux jeunes, aux femmes ainsi qu'aux réfugiés. Le Programme onusien met un point d'honneur à ce que ces derniers soient réellement au centre des projets entrepris.

1- Les femmes

Les femmes ont toujours été impliquées dans le travail qu'il soit formel ou informel, moderne ou traditionnel. Cette réalité est commune à toutes les régions du monde, elles sont pour la plupart à des postes d'exécution. Car, dans des sociétés majoritairement patriarcales, les hommes ont fait une classification selon leurs convictions. Les femmes se retrouvent donc

¹⁴⁶ *Ibid.* p. 15.

¹⁴⁷ M.H. Onana Omgba, 83 ans, riverain et bénéficiaire du projet Micro-schemes, Douala, entretien du 01/10/2021.

¹⁴⁸ C. Faye, G. Nzukam, "Évaluation finale UNDAF cycle 2013-2017", p. 16.

¹⁴⁹ P. Townsend, *Poverty in the United Kingdom: a Survey of Household Resources and Standards of Living*, Harmondsworth, Penguin Books, 1979, p. 399.

¹⁵⁰ *Ibid.* p. 399.

obligées d'occuper ce que la société a établi pour elles. Nuaghe Noubissi, renchérit dans ce sens en disant que contrairement à ce que l'Occident a supposé en ce qui concerne la marginalisation des femmes en société, leurs lois ne les considèrent pas comme une classe sociale abandonnée ou utilisée. Mieux, elles sont plutôt considérées comme une élite qu'on cherche à protéger¹⁵¹. De plus, Achola ajoute qu'il est vrai qu'il est peu courant de les croiser au sommet des instances politiques. Cependant, elles sont au cœur des prises de décisions et du développement de l'économie¹⁵². En outre, elles participent à tous les autres domaines de la vie, politique, économique, sociale et religieuse du pays¹⁵³. L'importance de la femme en société n'est plus à démontrer. En effet, du fait de disposer d'une société patrilinéaire, elles sont condamnées à subir des exactions et des marginalisations de toutes sortes. Car, dans ces sociétés, c'est l'homme qui est placé au cœur des activités même si c'est la femme qui exerce la plus grande part du travail. De ce fait, leurs chances d'émergence s'amenuisent considérablement et leur insertion socio-professionnelle devient conditionnée.

À la suite des invasions impérialistes qui ont débuté au XIXe siècle, l'introduction de la culture occidentale dans les sociétés traditionnelles a bouleversé ce noble statut de la femme. Si les femmes africaines n'ont pas été entièrement touchées par ces mutations, profondes, l'invasion européenne a entraîné des changements qui ont eu un impact négatif sur leur position dans la société. Nuaghe Noubissi renchérit en soulignant qu'elle n'a pas réussi à s'intégrer au capitalisme à outrance et aux exigences de la société, ce qui a conduit à la perte de certains éléments de la toponymie liés à sa tradition¹⁵⁴. Toutefois, cette situation s'est de plus en plus matérialisée au fil du temps. La femme qui avait une place privilégiée autrefois se retrouve être victime de maltraitance. En effet, dans une société à la fois patriarcale, et capitaliste, la femme doit désormais occuper le second rang et ainsi se soumettre au nouvel ordre établi par la gente masculine; notamment la pratique des activités à caractère agricole, domestique et bien d'autres.

Grandes artisanes de l'alimentation au Cameroun, elles œuvrent pour la nutrition des familles, mais est sont victimes de la détérioration des termes de l'échange lors la commercialisation de vivres. En outre, les femmes rurales pour leur cas spécifiques mettent plus d'énergie pour garantir le bien-être de leurs familles, mais elles n'en tirent aucun avantage

¹⁵¹ E. de Lamartinière Nuaghe Noubissi, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun (1972-2012)", p. 28.

¹⁵² O. Achola Pala, L.Y. Madina, *La femme africaine dans la société précoloniale*, Paris, PUF, 1979, p. 87.

¹⁵³ *Ibid.* p. 87.

¹⁵⁴ E. de Lamartinière Nuaghe Noubissi, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun (1972-2012)", p. 29.

de cette ardeur au travail. En outre, elles représentent, et ce pour le cas général, le pourcentage d'analphabétisation et de chômage le plus fort et élevé. Contrairement aux hommes, leurs potentialités et possibilités sont inégalement redistribuées; consacrant la plus grande aux hommes. À ce niveau, il est donné de constater que si l'on fait une observation physique, on peut être tenté de justifier cela à cause des capacités physiques très différentes. Nuaghe Noubissi précise à ce niveau que la femme camerounaise représente les 70% de la fraction de la population la plus pauvre du pays¹⁵⁵. Ceci s'explique en raison de leur marginalisation. La marginalisation voire la place secondaire reconnue à la gente féminine a poussé la communauté internationale à affirmer lors du quatrième sommet mondial sur les femmes à Beijing en 1995 que "la pauvreté a un visage féminin"¹⁵⁶. En effet, cette constatation confirme les difficultés auxquelles font face les femmes dans la société contemporaine en général et au Cameroun en particulier.

Moult plaidoyer ont été et continuent d'être fait pour revaloriser le statut de la femme dans le monde en général et en Afrique en particulier. Ainsi, il est clair que ces plaidoyers semblent atteindre leurs buts car on voit de plus en plus dans les projets qu'ils soient nationaux ou internationaux un cadre relatif à la promotion du genre. En effet, Nuaghe Noubissi va plus loin en questionnant l'histoire, ce qui permet qu'elle puisse établir une portée aux actions des femmes. Alors, elle rappelle que durant le second conflit mondial, les femmes se sont occupées des familles lorsque leurs maris partaient combattre; ce qui atteste d'un immense rôle dévolu aux femmes¹⁵⁷. Par la suite, les droits des femmes ont été véritablement pris en compte lors de l'établissement de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme votée en 1948¹⁵⁸. Tout en s'inscrivant dans la continuité de ces actions, le Programme des Nations Unies pour le Développement s'est investi dès son installation en 1972 pour la cause féminine afin de la sortir de sa situation de précarité. Ainsi, avec l'introduction de la décennie des Nations Unies pour la femme en 1976, cette organisation de développement a choisi d'inclure la question de la femme dans tous ses accomplissements en initiant des projets destinés principalement aux femmes¹⁵⁹. Par ailleurs, l'auteur ajoute que depuis 1990, le Programme des Nations Unies pour le Développement concentre une partie de ses efforts à la

¹⁵⁵ *Ibid.* p. 29.

¹⁵⁶ O. Akinloye Akinboade, "Les femmes, la pauvreté et le commerce informel en Afrique orientale et australe", *Revue internationale des sciences sociales*, Érès, Vol.2, n°184, 2005, p. 278.

¹⁵⁷ E. de Lamartinière Nuaghe Noubissi, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun (1972-2012)", p. 31.

¹⁵⁸ La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) a été adoptée le 10 Décembre 1948 afin de mettre fin à toutes les formes de discriminations et de violations aux droits de l'homme.

¹⁵⁹ E. de Lamartinière Nuaghe Noubissi, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun (1972-2012)", p. 42.

mise en place des mécanismes nationaux, pour la participation de cette couche de la population au développement de leurs localités; comme ce fut le cas, dans les régions de l'Ouest, de la partie septentrionale¹⁶⁰. En effet, en tenant compte des traditions et coutumes de ces zones, la femme bien que prisée, n'a pas la même importance que les hommes. Ainsi, ces projets à caractère féminin ont connu des résultats mitigés lors de leur implémentation à cause des nombreuses réticences; l'action du PNUD n'a pas totalement atteint la finalité souhaitée. En outre, au Cameroun, des moyens internes et externes ont été mobilisés pour mettre en œuvre des projets et des actions d'encadrement pour les promotrices des activités génératrices de revenus, avec une attention particulière accordée aux femmes rurales¹⁶¹. Le Cameroun, qui est partenaire du Programme des Nations unies pour le développement, a bénéficié de son soutien dans le processus d'intégration de la femme rurale du pays dans les programmes nationaux.

Il convient de rappeler qu'au Cameroun, la question de la femme a été incluse dans les plans quinquennaux grâce à l'aide du Programme des Nations unies pour le développement. Ce qui justifie un intérêt de plus en plus grandissant de voir dans les grandes stratégies de développement nationales qu'une place de choix est accordée aux femmes. À partir du quatrième plan (1976-1980¹⁶²) et du cinquième plan (1981-1985), l'on a observé que le pays avait mis sur pied de sérieuses réformes en vue de l'insertion de la gente féminine dans tous les secteurs de développement de la nation.

Voulant redorer le blason de la femme au Cameroun, le Programme des Nations unies pour le développement s'est plus appesanti sur le renforcement des capacités intellectuelles, techniques en leur offrant une gamme très variée de cours¹⁶³ notamment dans les secteurs de la restauration, du développement des industries et la création des Petites et Moyennes Entreprises¹⁶⁴. Le tableau ci-dessous illustre plus clairement les projets féminins financés par le PNUD entre 1975 et 1994.

¹⁶⁰ Nations Unies, *Femmes et développement: les Nations Unies et la femme*, République Dominicaine, Nations Unies, 1992, pp.35-36.

¹⁶¹ E. de Lamartinière Nuaghe Noubissi, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun (1972-2012)", p. 44.

¹⁶² Ministère de l'Économie et du Plan, *IV^{ème} Plan Quinquennal de développement Économique et Social (1976-1981)*, Yaoundé, 1977, p. 5.

¹⁶³ A.MINPROFF, "Inventaire des Organisations Non Gouvernementales et des bailleurs de fonds intervenant dans le domaine femme et développement au Cameroun", Yaoundé, OCDS, p. 78.

¹⁶⁴ *Ibid.* p. 75.

Tableau 31 : Récapitulatif des projets élaborés par le Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun et en rapport avec la femme (1975-1994)¹⁶⁵

| Types d'activités | Mode d'appui | Population cibles |
|--|--------------|----------------------|
| Home atelier de Douala | Formation | Jeune fille |
| Femme et technologie alimentaire | Formation | Femme |
| Animatrices rurales professionnelles | Formation | Femme et jeune fille |
| Femme et développement industriel | Formation | Femme |
| Femme et développement: formation des femmes par le réseau des maisons de la femme | Formation | Femme |
| Coopérative financé par le BIT avec le volet femme | Formation | Femme |
| Communication sociale et parenté responsable | Formation | Femme et homme |

Source: E. de Lamartinière Nuaghe Noubissi, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun (1972-2012)", p. 46.

Au fil des décennies, le Programme des Nations Unies pour le Développement n'a contribué qu'à l'éducation et à la formation des femmes au Cameroun afin qu'elles soient des moteurs importants pour le développement du pays¹⁶⁶. Toutefois, cette contribution semble mitigée parce que lorsqu'on observe les secteurs abordés par ce Programme onusien, on constate avec désillusion que tout cela n'est juste orienté que vers leur insertion dans le secteur informel; au lieu de faciliter leur accès dans les circuits formels de l'emploi.

Et effectivement, cela se confirme lorsque Menye Félicité précise que les micro-projets des femmes dans les régions de l'Adamaoua, du Littoral, de l'Ouest et du Nord-Ouest ont été financés par le Programme des Nations Unies pour le Développement¹⁶⁷. Il a été accordé un financement à deux cent trente-huit (238) micro-projets dans les secteurs de l'agriculture, de la transformation agro-alimentaire, du petit commerce et de la confection¹⁶⁸ pour un coût total estimé à cent soixante-neuf millions neuf cent vingt-six mille trois cent vingt-deux (169.926.322) francs CFA¹⁶⁹. Les projets financés à ce niveau se répartissent dans les régions pilotes ainsi qu'ils suivent:

¹⁶⁵ E. de Lamartinière Nuaghe Noubissi, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'Ouest Cameroun (1972-2012)", p. 46.

¹⁶⁶ *Ibid.* p. 46.

¹⁶⁷ P. F. Menye Onana, "Programme des Nations Unies pour le Développement et la question du genre au Cameroun", p. 32.

¹⁶⁸ *Ibid.* p. 32.

¹⁶⁹ PNUD, "Programme global pour l'avancement des femmes et l'égalité des genres", Descriptif de l'appui au programme du Gouvernement, Yaoundé, PNUD, 1992, p. 50.

Tableau 32 : Nombre de projets financés dans le cadre du Programme Global

| Provinces | Nombre de projets financés | Montants (en millions de FCFA) |
|------------|----------------------------|--------------------------------|
| Adamaoua | 86 | 50.179.187 |
| Littoral | 27 | 23.671.480 |
| Nord-Ouest | 71 | 49.585.813 |
| Ouest | 54 | 46.489.842 |

Source: P. F. Menye Onana, "Programme des Nations Unies pour le Développement et la question du genre au Cameroun", p. 34.

Menye Félicité souligne aussi au sujet des domaines d'activités concernés par ces prêts qu'il y a l'agriculture 26,9%; l'élevage 17,03%; le petit commerce 40%; les prestations de services 6,92%; la transformation agro-alimentaire 7,20 %; l'horticulture 1,28% et la pisciculture 0,64%¹⁷⁰. L'analyse de ce tableau permet de constater que l'Adamaoua avait eu le plus de projets, notamment en raison d'une diversité de projets. Tout spécialement les femmes de cette région, comme celles du grand Nord en général sont réputées pour être des commerçantes, raisons pour laquelle le Commerce avait pris près de 40% du budget total. La région Nord-Ouest est la suivante avec également une marge significative de projets. La région de l'Ouest pour sa part a axée son intérêt sur l'agriculture en raison de leurs sols très fertiles. Au même titre que la gente féminine, les jeunes sont aussi une cible prioritaire du bureau du PNUD au Cameroun.

2- Les jeunes

Statistiquement, la population mondiale est très jeune. Le Cameroun y en dénombre massivement de jeunes. En effet, il ressort que près de la moitié de la sienne a moins de quinze (15) ans soit 43%¹⁷¹. La tranche de personnes de dix (10) à vingt-quatre (24) ans représente 33% tandis que les personnes de quinze (15) à trente-quatre (34) ans représentent 35%¹⁷². Il est évident que la population camerounaise est majoritairement jeune¹⁷³. Cette jeunesse constitue un pilier pour l'émergence du Cameroun, mais elle est confrontée à plusieurs obstacles qui entravent l'expression de ses performances¹⁷⁴. En outre, son niveau de

¹⁷⁰ P. F. Menye Onana, "Programme des Nations Unies pour le Développement et la question du genre au Cameroun", p. 34.

¹⁷¹ Cameroun/UNFPA, "Recrutement d'un(e) consultant(e) en vue du Mapping des initiatives en faveur de la jeunesse au Cameroun", Termes de Référence, 2014, p. 1.

¹⁷² *Ibid.* p. 1.

¹⁷³ C. Nsoé, 38 ans, Executive assistant intern (en charge du Youth Connekt Project) au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 23/09/2021.

¹⁷⁴ Cameroun/UNFPA, "Recrutement d'un(e) consultant(e) en vue du Mapping des initiatives en faveur de la jeunesse au Cameroun", Termes de Référence, 2014, p. 1.

scolarisation semble peu élevé bien que se situant largement au-dessus de la moyenne, il ressort que les filles semblent ne pas trop s'y intéresser peut-être à cause de leur précocité sexuelle. De plus, les données factuelles sur l'employabilité des jeunes sont au rouge. Au Cameroun, la jeunesse semble plus se tourner vers le secteur informel en raison des possibilités qu'offre le pays. Pour ceux qui sont des diplômés, la situation est encore plus critique car au terme de ce parcours soit scolaire ou académique, ceux-ci se retrouvent sans quelque chose à faire, puisque leur formation ne les a permis de s'insérer dans le monde de l'emploi. Pour ceux ayant laissé les études plus tôt, ils se retrouvent généralement en train de faire des travaux journaliers tels que le pousse-pousse, des manœuvres dans des chantiers de construction, la coiffure et bien d'autres. Ces éclaircissements permettent de justifier à suffisance les difficultés que la jeunesse camerounaise subies.

Généralement issus des quartiers difficiles, les jeunes et les femmes constituent la partie de la population la plus affectée par la marginalisation et la précarité¹⁷⁵. Tout comme leur vécu qui est très critique, ils n'ont pas également des facilités d'insertion socioprofessionnelle¹⁷⁶. En effet, au Cameroun, le marché de l'emploi est recouvert du sceau du népotisme et du tribalisme ce qui empêche plusieurs jeunes diplômés de décrocher un travail décent¹⁷⁷. Un emploi stable est le souhait de tout jeune au Cameroun¹⁷⁸. Par ailleurs, le Cameroun avait déjà à faire face au mécontentement de ces derniers lorsqu'ils descendirent dans les rues pour des manifestations de famine¹⁷⁹. En effet, la flambée de certaines alimentaires avait suscité une révolte générale et les jeunes étaient en ligne de mire. Ce qui a par la suite poussé les autorités gouvernementales en mettre sur pied un recrutement dans la fonction publique de plusieurs jeunes ceci dans l'optique d'apaiser leurs velléités de rébellion.

Toutefois, afin de garantir la participation des jeunes dans la gestion de l'État, un ministère chargé de leur encadrement afin de mieux répondre à leur sollicitation existe depuis

¹⁷⁵ Le podcast journal-Média d'information international diffusé en podcast, "L'analyse de la pauvreté au Cameroun", 17/04/2018. https://www.podcastjournal.net/L-analyse-de-la-pauvrete-au-Cameroun_a2976.html, consulté le 28 juin 2021 à 10 heures.

¹⁷⁶ CamerounWeb, "L'ignorance + pauvreté = Misère", 23 avril 2016. <https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/features/L-ignorance-pauvret-Mis-re-367847>, consulté le 28 juin 2021 à 11 heures.

¹⁷⁷ *Ibid.*

¹⁷⁸ R. Bilégué Ngono, 29 ans, Cadre contractuel en service à la sous-direction de la coopération avec l'Europe au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

¹⁷⁹ CamerounWeb, "L'ignorance + pauvreté = Misère", 23 avril 2016. <https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/features/L-ignorance-pauvret-Mis-re-367847>, consulté le 28 juin 2021 à 11 heures.

2004¹⁸⁰. Disposant d'une enveloppe budgétaire relativement modeste, ce ministère est contraint à recherche des partenaires d'affaire capables d'injecter des fonds pour promouvoir la jeunesse¹⁸¹. Cet abandon de la jeunesse justifie à suffisance la recrudescence du chômage¹⁸². De plus, il ne dispose pas d'un mécanisme de communication optimale¹⁸³. Puisque si vous interrogez plus d'une vingtaine de jeunes, ils vous diront qu'ils ne sont au courant de rien. Ce qui contribue au renforcement l'obscurantisme dans lequel se trouve la jeunesse au Cameroun. Cependant, prenant acte de ces difficultés, le programme des nations unies pour le développement avait décidé en 2019, d'implémenter l'initiative "Youth Connekt"¹⁸⁴. Ceci dans l'optique d'offrir aux jeunes camerounais un cadre idéal pour exprimer leur Start up et leurs talent. En effet, cela permet de rendre visible toutes les activités des jeunes. De plus, l'objectif est d'offrir aux jeunes camerounais une variété d'opportunités afin qu'ils puissent jouer un rôle significatif dans le progrès social, économique et politique du pays¹⁸⁵. Toujours dans cette continuité des activités de l'initiative "Youth Connekt", l'on note que des subventions d'une valeur de trois cent mille dollars américains avaient été attribuées à une trentaine d'entrepreneurs par le Programme des Nations Unies pour le Développement sous le Youth Entrepreneurship Innovation Challenge¹⁸⁶.

Il s'agissait d'un type de concours ou de compétition regroupant de jeunes âgés de quinze (15) à trente-cinq (35) ans. Ils doivent présenter des Start Up originales dotées qui devaient par la suite être des pourvoyeurs d'emploi et accroître le potentiel économique. Il s'agit là de donner à ces jeunes la possibilité de devenir leur propre chef. Initiative pertinente et cohérente, elle donne la possibilité à une partie de la population de sortir du chômage sans toutefois dépenser un franc. À l'issue du concours, il ressort que soixante de jeunes ont été retenus pour bénéficier des financements¹⁸⁷. Bien que ce chiffre soit dérisoire, il permet tout de même à certains jeunes de sortir de la pauvreté. Par la suite des sessions de renforcement

¹⁸⁰ Cameroun/UNFPA, "Recrutement d'un(e) consultant(e) en vue du Mapping des initiatives en faveur de la jeunesse au Cameroun", Termes de Référence, 2014, p. 1.

¹⁸¹ *Ibid.* p. 1.

¹⁸² L. Bitsong, 37 ans, Agent de maîtrise en service à la direction des normes à l'ANOR, Yaoundé, entretien du 16/06/2021.

¹⁸³ Cameroun/UNFPA, "Recrutement d'un(e) consultant(e) en vue du Mapping des initiatives en faveur de la jeunesse au Cameroun", Termes de Référence, 2014, p. 1.

¹⁸⁴ Il s'agit d'une initiative conjointe ONU-gouvernement Rwandais sous le leadership du PNUD.

¹⁸⁵ C. Nsoé, 38 ans, Executive assistant intern (en charge du Youth Connekt Project) au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 23/09/2021.

¹⁸⁶ Nations Unies Cameroun, "Promotion de l'innovation entrepreneuriale jeune: le PNUD accompagne les jeunes entrepreneurs camerounais", 27 septembre 2019. <https://cameroon.un.org/fr/26848-promotion-de-l-e2%80%99innovation-entrepreneuriale-jeune-le-pnud-accompagne-les-jeunes-entrepreneurs#:~:text=le%20Programme%20des%20Nations%20Unies,au%20Hilton%20H%C3%B4tel%20de%20Yaound%C3%A9,> consulté le 13 septembre 2021 à 11 heures.

¹⁸⁷ *Ibid.*

de capacités ont été dispensées à ces lauréats dans l'optique de mieux les encadrer¹⁸⁸. Ainsi, les heureux élus pour leur part ont reçu de multiples formations notamment en management, business plan; afin que celles-ci leur permettent de mieux leurs différentes entreprises sans trop de succès¹⁸⁹. La finalité affichée de ce projet était la redynamisation du secteur de l'entrepreneuriat au Cameroun et la réduction du chômage jeune au Cameroun. Parce que grâce à cette initiative, ces jeunes se retrouvent désormais reliés à des réseaux de travailleurs, et doivent y en tirer parti. En guise de matérialisation directe du YEIC, des financements ont été accordés à certains jeunes en 2019, comme en témoigne la cérémonie de rétrocession de ces subventions présidée par le Ministre de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, assisté du Représentant Résident du PNUD au Cameroun.

Photo 48 : Cérémonie de remise des bourses de financement aux lauréats de la première édition du YEIC co-présidée par le Ministre de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, Monsieur Mounouna Foutsou et le Représentant Résident du PNUD, Jean Luc Stalon



Source: Nations Unies Cameroun, "Promotion de l'innovation entrepreneuriale jeune: le PNUD accompagne les jeunes entrepreneurs camerounais", 27 septembre 2019. [¹⁸⁸ C. Nsoé, 38 ans, Executive assistant intern \(en charge du Youth Connekt Project\) au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 23/09/2021.](https://cameroon.un.org/fr/26848-promotion-de-1%E2%80%99innovation-entrepreneuriale-jeune-le-pnud-accompagne-les-jeunes-entrepreneurs#:~:text=le%20Programme%20des%20Nations%20Unies,au%20Hilton%20H%C3%B4tel%20de%20Yaound%C3%A9, consulté le 13 septembre 2021 à 11 heures.</p>
</div>
<div data-bbox=)

¹⁸⁹ Nations Unies Cameroun, "Promotion de l'innovation entrepreneuriale jeune: le PNUD accompagne les jeunes entrepreneurs camerounais", 27 septembre 2019.

Par la suite, le projet a également accompagné de nombreuses startups de jeunes dans les régions du Littoral, de l'Est; comme en témoigne les illustrations ci-dessous.

Photo 49 : Soutien du PNUD à la startup Family Green Corp (fabricant d'engrais) issu de l'initiative YEIC¹⁹⁰ située à Penja dans la région du Littoral Cameroun



Source: Archives du PNUD, 2020.

Photo 50 : Le soutien du PNUD à la startup Rich Nature de Bertoua issu de l'initiative YEIC



Source: Archives du PNUD, 2020.

Grâce au soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement dans le cadre de son partenariat avec le Ministère de la Jeunesse Camerounaise, a vu ses revenus

¹⁹⁰ Il s'agit de l'édition 2019 du YEIC.

s'élever à cause de sa transformation des déchets animaliers en compost¹⁹¹. Ainsi son taux de production est passé de cinq cent (500) kilogrammes par semaine à cinq (5) tonnes pour une valeur hebdomadaire de cinq millions (5 000 000) de francs CFA¹⁹². L'exemple de cette Start Up montre à quel point les financements du PNUD ont eu un impact significatif. Toutefois, il s'agit là des cas isolés. Cependant, le financement de ce projet doit être revu à la hausse, afin de garantir sa réplication dans tout le pays et en particulier dans le milieu rural¹⁹³. Aussi, en vue de préserver le chance de natalité au Cameroun, le Programme onusien a financé une startup jeune qui s'est concentrée et spécialisée sur la mortalité infantile, comme l'atteste la photo ci-dessous.

Photo 51 : le soutien du PNUD à la startup NextBirth issu de l'initiative YEIC



Source: Archives du PNUD, 2020.

Il s'agit d'une application de gestion des risques de mortalité chez les nouveaux nés.

¹⁹¹PNUD Cameroun-page facebook, 2020. <https://www.facebook.com/118558631617747/posts/la-start-up-rich-nature-situ%C3%A9e-%C3%A0-bertoua-transforme-les-d%C3%A9chets-dabattoir-en-eng/1737215363085391/>, consulté le 26 mai 2021 à 11 heures.

¹⁹² *Ibid.*

¹⁹³ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

Toujours dans son élan de cœur envers la jeunesse camerounaise, le Programme des Nations Unies pour le Développement, grâce à son vaste réseau de partenariat a pu faire en sorte que la jeunesse camerounaise reçoive de la part de la Fondation Tony Elumelu des bourses de subventions pour la mise en place des entreprises indépendantes dans le secteur entrepreneurial. Similaire au YIEC, ce sont deux cent quarante-huit (248) jeunes sur deux mille cent (2100) qui avaient bénéficié de cette subvention¹⁹⁴.

Par ailleurs, dans le cadre du projet autonomisation des jeunes dans la partie septentrionale du Cameroun financé par le gouvernement du Japon, le programme des Nations Unies pour le Développement avait mis sur pied des projets innovants visant à éloigner les jeunes des comportements à risque susceptibles de les entraîner dans l'extrémisme violent. En effet, l'évaluation a permis de constater des activités génératrices de revenus avaient été implémentées afin de permettre à ceux-ci d'insérer socio professionnellement¹⁹⁵. De plus, des kits pour l'investissement leur ont été remis. Par ailleurs, ce Programme onusien a aussi créé un Centre national de promotion de la jeunesse dans la localité de Zamay¹⁹⁶. En effet, ces centres dispensent des formations au métier d'entrepreneuriat et d'autres domaines. Ainsi, au terme du projet, ces jeunes sont à mesure de mettre en œuvre des activités pour pouvoir être à l'abri du besoin. De plus, l'approche préconisée du cash for work a été relativement payante en ce sens, ces derniers ont pu faire des économies pour être à l'abri du besoin. La méthode du Cash for work favorise une amélioration immédiate des conditions de vie d'une personne, puisque l'on est payé directement après une tâche¹⁹⁷. Il ressort que dans le cadre de ce projet d'autonomisation des jeunes, mille deux cent soixante-quatorze (1274) projets ont reçu un financement¹⁹⁸. Ces financements ont permis à ces jeunes bénéficiaires de promouvoir leur auto-emploi en mettant en place leurs propres AGR et désormais disposer d'un revenu pour pouvoir vivre dans un certain confort sans avoir à recourir au vol.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement a apporté son soutien pour améliorer l'employabilité des jeunes au Cameroun par la mise en œuvre d'activités à haute

¹⁹⁴ TEF/PNUD, "La Fondation Tony Elumelu annonce la liste finale des 2 100 entrepreneurs africains retenus pour la première édition du Programme d'Entrepreneuriat TEF-PNUD avec 248 Camerounais sélectionnée", Conférence de presse, 2019, p. 1.

¹⁹⁵ J. Nyemeck Binam, "Évaluation finale projets financés par les fonds supplémentaires du Japon en 2018", Yaoundé, PNUD, 2019, p. 68.

¹⁹⁶ *Ibid.* p. 66.

¹⁹⁷ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

¹⁹⁸ J. Nyemeck Binam, "Évaluation finale projets financés par les fonds supplémentaires du Japon en 2018", p.66.

intensité de main-d'œuvre. Dans le but de remédier au taux élevé de chômage des jeunes dans le pays, le PNUD a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement et d'autres parties prenantes pour élaborer et mettre en œuvre des programmes qui permettent aux jeunes d'acquérir les compétences et l'expérience dont ils ont besoin pour entrer sur le marché du travail. Ces programmes ont été conçus pour cibler les jeunes de tous horizons et comprennent un éventail d'activités telles que la formation professionnelle, le développement de l'esprit d'entreprise et les services de placement. Grâce à ces activités, les jeunes peuvent acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour réussir à s'insérer sur le marché du travail et contribuer à la croissance économique de leurs localités respectives.

En plus d'apporter son soutien à l'employabilité des jeunes, le PNUD s'est également efforcé d'améliorer la situation économique générale du Cameroun. Il a notamment fourni une assistance aux petites et moyennes entreprises, promu le développement durable et soutenu la croissance de secteurs économiques clés tels que l'agriculture et le tourisme. Grâce à ses diverses initiatives, le Programme onusien a joué un rôle clé dans la promotion de la croissance économique et du développement au Cameroun. En apportant son soutien aux jeunes et aux autres parties prenantes, il contribue à créer un avenir plus prospère et plus durable pour le pays. Dans le même sillage des couches sociales défavorisées, les réfugiés occupent aussi une place de choix dans les projets implémentés par le PNUD au Cameroun.

3- Les réfugiés

Le Cameroun est de plus en plus victime des effets indirects des troubles orchestrés sur le sol de ses voisins. En effet, il se retrouve dans la position d'être obligé d'accepter les populations civiles fuyant la guerre dans leurs pays respectifs. Majoritairement issus du Nigéria et de la Centrafrique¹⁹⁹, celles-ci arrivent au Cameroun massivement. Ce qui est de nature parfois à déstabiliser les locaux.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement a fourni une aide cruciale aux réfugiés des pays voisins au Cameroun. La crise des réfugiés dans la région est un problème persistant, des milliers d'individus fuyant les conflits et les persécutions dans leur pays d'origine. Il travaille sans relâche pour fournir de l'aide et du soutien à ces réfugiés, en les aidant à s'intégrer dans leurs nouvelles communautés et à reconstruire leur vie. L'un des principaux moyens utilisés par le Programme des Nations Unies pour le Développement pour

¹⁹⁹ Banque Africaine de Développement, "Proposition visant l'octroi d'un don de 1 000 000 de dollars eu au titre de l'aide humanitaire d'urgence aux réfugiés", CMFO/OSAN, 2015, p. 4.

soutenir ces réfugiés consiste à leur donner accès aux services et ressources essentiels. Il s'agit notamment des soins de santé, de l'éducation et des possibilités d'emploi. De nombreux réfugiés arrivent au Cameroun avec très peu de moyens et sont obligés de compter sur la générosité des autres pour survivre. Il s'efforce de leur fournir les ressources dont ils ont besoin pour vivre dans la dignité et l'indépendance.

En plus de fournir ces services de base, ce Programme onusien s'est également efforcé de s'attaquer à certaines des causes profondes de la crise des réfugiés. Il s'agit notamment de soutenir les efforts de consolidation de la paix et de résolution des conflits dans la région, ainsi que de défendre les droits des réfugiés et des personnes déplacées. En s'attaquant à ces problèmes sous-jacents, il espère créer un environnement plus stable et plus sûr pour toutes les personnes touchées par la crise des réfugiés. Dans l'ensemble, le travail du PNUD au Cameroun a été essentiel pour apporter un soutien à ceux qui en ont besoin. En donnant accès aux ressources essentielles et en s'attaquant aux causes profondes de la crise des réfugiés, il contribue à construire un avenir meilleur pour les réfugiés comme pour les communautés qui les accueillent.

Sans prétendre effectuer un travail sur les réfugiés parce que plusieurs autres auteurs s'y sont déjà attelés ou s'attèlent dans ce champ de recherche, il ressort que cette question concerne et préoccupe tous les acteurs impliqués dans le développement. Ceci dit, une précision s'impose ici. Les réfugiés au Cameroun appartiennent à deux catégories bien distinctes, à savoir, les réfugiés externes et les personnes déplacées internes. Pour le premier cas d'espèce, le Cameroun étant une terre d'accueil, ouvre ses portes aux personnes en provenance de plusieurs pays différents notamment le Nigéria, la Centrafrique et le Tchad. La seconde catégorie quant à elle concerne les populations camerounaises qui ont été délocalisées par force afin de trouver un refuge ailleurs. Cette catégorie regroupe les populations de l'extrême nord qui ont été déplacées à la suite des attaques perpétrées par la secte Boko Haram. Ceci étant le PNUD bien ayant une modeste contribution dans ce secteur, s'attèle tout de même à soutenir cette catégorie de population. Ainsi, l'évaluation du projet d'autonomisation des jeunes à l'Extrême Nord financés par le gouvernement japonais a vu trois cent quarante (340) projets de personnes déplacées internes être financés²⁰⁰. Par ailleurs, les mécanismes tels le cash for work durant les projets à haute intensité de main d'œuvre permettent à ces

²⁰⁰ J. Nyemeck Binam, "Évaluation finale projets financés par les fonds supplémentaires du Japon en 2018", p. 66.

populations de faire des économies pour pouvoirs subvenir à leurs besoins, renforçant leurs capacités d'autonomisation bien que hors de leur localisation d'origine.

Ainsi, dans son élan de soutien aux réfugiés, le PNUD applique l'approche 3X6²⁰¹. En effet, la mission d'évaluation finale du projet de renforcement des filières à fort potentiel économique souligne que ce Programme onusien a mis sur pied une méthode d'assistance directe aux personnes déplacées internes ou externes²⁰² afin d'offrir une alternative favorable à ces derniers, dans l'optique de leur faire oublier les traumatisme vécu. Cette approche qui se veut organisationnelle et opérationnelle, comprend trois principes de base réalisables en six étapes²⁰³. Ainsi, le but poursuivi par cette méthode est l'assistance aux efforts de développement des populations en leur offrant des opportunités de disposer des ressources pérennes pour améliorer leur vécu. Cette méthode a apporté des innovations satisfaisantes sur le quotidien de ses bénéficiaires²⁰⁴. Aussi, cela a permis de responsabiliser une bonne partie des récipiendaires des projets où cette méthode a été appliquée²⁰⁵. Dès lors, l'amélioration des conditions de vie passe nécessairement par la redynamisation du circuit de l'économie pour une réinsertion sur tous les plans des populations après leur départ²⁰⁶. Il convient de préciser qu'après une analyse de ce mécanisme, il est viable en ce sens que ses principes supposent dans un premier une intériorisation dans le projet en question, celle-ci dépend de la volonté ou non de participer aux activités du projet; puisque la principale qualité recherchée est le vivre ensemble. Par la suite, arrive l'appropriation qui passe par la prise de décision quant au choix de l'activité à mener et les procédés de capitalisation à adopter. En dernier lieu, on a la pérennisation des acquis qui entre autre englobe la promotion des chaînes de valeur économique. Cette pérennisation permet aussi de façon empirique d'encourager la réplique et l'appropriation des techniques d'usage des projets par les riverains²⁰⁷. Le tableau ci-dessous en donne une parfaite illustration de cette méthode.

²⁰¹ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

²⁰² A. Kado, I. Kemawou Fotabong, "PNUD-Étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes", Rapport d'enquête final, Yaoundé, PNUD, 2018, p. 6.

²⁰³ *Ibid.* p.6.

²⁰⁴ M. Mentong, 70 ans, riveraine et bénéficiaire du projet Micro-schemes, Douala, entretien du 05/10/2021.

²⁰⁵ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

²⁰⁶ A. Kado, I. Kemawou Fotabong, "PNUD-Étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes", p. 6.

²⁰⁷ E. Otonglana, 38 ans, Agent de terrain sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

Tableau 33 : Principes et étapes de l'approche 3X6

| Principes | 1-Inclusion | | 2-Appropriation | | 3-Durabilité | |
|------------------|--|----------------------------|---|-------------------------------------|---|----------------------------|
| | Création d'emplois Temporaires - Participation Volontaire - Cohabitation et cohésion sociale - Conduit par la Communauté - Création de dividendes communs - Stimulation de l'économie locale | | Soutien aux activités économiques développées en associations - Promotion de l'épargne - Responsabilisation - Partage des risques - Analyse des opportunités (Étude sur le marché) - Acteurs du développement | | Chaîne de valeur, pérennisation et voie de sortie - Renforcement des capacités productives - Développement des systèmes de marché - Création des emplois et des chaînes de valeurs économiques durables | |
| Étapes | 1- | 2- | 3- | 4- | 5- | 6- |
| | S'engager | Générer des Revenus | Épargner | Joint-venture, Co-entreprise | Investir | Accéder aux marchés |

Source: A. Kado, I. Kemawou Fotabong, "PNUD-Étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes", Rapport d'enquête final, Yaoundé, PNUD, 2018, p.7.

En guise de résumé pour cette sous partie, il ressort que le Programme des Nations Unies pour le Développement joue un rôle crucial en apportant son soutien aux groupes sociaux défavorisés au Cameroun. Grâce à ses divers programmes et initiatives, il s'efforce de promouvoir le développement durable, de réduire la pauvreté et d'améliorer le niveau de vie des communautés les plus vulnérables. L'un des principaux domaines d'action du programme onusien est le soutien aux groupes socialement défavorisés, tels que les femmes, les enfants, les réfugiés et les personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Le programme des nations unies pour le développement a travaillé avec les communautés locales, le gouvernement et d'autres parties prenantes pour identifier les besoins et les défis auxquels ces groupes sont confrontés, et pour développer des interventions ciblées qui peuvent aider à résoudre ces problèmes.

De plus, il s'est efforcé de donner accès à l'éducation, aux soins de santé et à d'autres services essentiels aux communautés défavorisées. Grâce à des partenariats avec des organisations locales et des agences gouvernementales, ce Programme onusien a pu mettre en œuvre des programmes qui offrent des opportunités de formation et de développement des compétences aux groupes marginalisés, leur permettant ainsi d'améliorer leurs perspectives économiques et d'augmenter leurs niveaux de revenus.

Le PNUD s'est également efforcé de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, qui sont souvent confrontées à des obstacles importants en matière

d'éducation, d'emploi et de soins de santé. Par le biais d'initiatives telles que les projets d'autonomisation des femmes, il encourage les entreprises et autres organisations à donner la priorité à l'égalité des sexes et à prendre des mesures pour soutenir l'autonomisation des femmes. Dans l'ensemble, le soutien apporté par le Programme des Nations unies pour le développement aux groupes sociaux défavorisés a joué un rôle essentiel dans la promotion d'un développement inclusif et durable à travers le monde. En travaillant avec les communautés locales et les gouvernements, ce programme onusien a pu faire une réelle différence dans la vie de milliers de personnes, en les aidant à surmonter les défis auxquels elles sont confrontées et à construire un avenir meilleur pour elles-mêmes et leurs familles. La participation du Programme des Nations Unies pour le Développement ne s'est pas uniquement concentrée sur les actions à caractère social, il s'est aussi attelé à la refonte des pratiques administratives au Cameroun. En effet, ces couches sociales défavorisées sont le plus souvent exposées à une mauvaise prise en charge lorsqu'elles se rendent dans les services publics de l'État; le PNUD a mis en œuvre des projets en vue de modifier cet état des choses. Ainsi, le système de gouvernance du Cameroun a également intéressé ce Programme onusien.

III- DES CHANGEMENTS OBSERVÉS DANS LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE AU CAMEROUN

Relativement au phénomène de corruption qui gangrène le bon fonctionnement des administrations africaines, provoquant ainsi de nombreuses défaillances dans la qualité du service public, le Cameroun n'en est pas épargné. Ainsi, le PNUD a entrepris et a mis sur pied des projets dans l'optique de reformer le système de gouvernance au Cameroun.

1- L'amélioration des capacités des institutions camerounaises et de la qualité des services rendus aux usagers

Avant l'élaboration du Programme National de Gouvernance 2006-2010 au Cameroun Vision 2035 et Document de Stratégie Croissance et l'Emploi²⁰⁸. Le pays dispose déjà d'un document similaire notamment en matière de réduction de la pauvreté. Ainsi, en adéquation avec le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté²⁰⁹, le programme de gestion comme on va l'appeler ici a envisagé a mis l'accent sur la bonne gouvernance comme gage obligatoire d'une efficacité institutionnelle, nécessaire à la répartition équitable des revenus

²⁰⁸ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 11.

²⁰⁹ Il s'agit d'un cadre de référence de l'action gouvernementale au Cameroun. À la suite de celui-ci, le pays a élaboré le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi entre 2010 et 2020. Et depuis 2020, on a assisté à la mise sur pied de la Stratégie Nationale de Développement à l'Horizon 2030.

entre la population, pour une participation de tous à l'atteinte des priorités gouvernementales. Toutefois, afin d'asseoir une gestion efficace et efficiente de la chose publique, le programme de gestion s'est concentré sur des secteurs prioritaires tels l'administration, l'aspect financier et la justice. Traitant de l'administration, le politique de transfert des compétences au niveau local a renforcé l'emphase sur le processus de décentralisation et de déconcentration déjà en marche dans tout le pays. De plus, le programme a jeté les jalons de la lutte contre les détournements des deniers publics; à ce titre, les parlementaires ont bénéficié des formations adéquates dans ce sens. S'agissant du côté financier, la microfinance comme précédemment a été à l'honneur. À ce titre, les capacités de ses acteurs ont été renouvelées dans la logique d'accueil et d'orientation des clients. Enfin et concernant la justice, de nouvelles lois et procédures pénales sont entrées en vigueur des institutions telles le Tribunal Criminel Spécial ont vu le jour pour mieux matérialiser le désir du pays de mettre la main sur les pilleurs des caisses de l'État.

Par ailleurs, la vision du Cameroun pour 2035, établie en 2009, fait du Cameroun un pays en développement, démocratique et inclusif de la diversité. Cette vision politique doit être appréhendée au prisme du processus de décentralisation et de l'implication citoyenne à la gestion étatique de la société. En outre, ce cadre de gestion gouvernementale place au-devant de la scène le principe selon lequel, une gestion transparente et bien orientée est la clé de voûte de l'émergence. Ainsi, cette transparence se décline en deux axes majeurs. Tout d'abord, l'assurance pour tous d'un principe d'intangibilité des ses prérogatives. Ensuite, une administration plus juste et équitable. Et enfin une présence accrue des représentants des populations au niveau décisionnel.

En outre, d'après le Document de Programmation du Pays pour la période 2008-2012, le mécanisme d'intervention du Programme onusien avait été d'appuyer le renforcement de la gouvernance démocratique, notamment à travers des programmes nationaux de gouvernance tels qu'une sensibilisation et une éducation intensive sur les bonnes pratiques en société en œuvrant pour une forte transparence. Aussi était à l'ordre des actions, le renforcement des compétences des acteurs des droits de l'homme, la lutte contre la stigmatisation des personnes vivant avec le Sida sans oublier qu'avec l'approche des élections présidentielles pour 2011 et les sénatoriales. Ici, comme évoqué dans le chapitre 3, le PNUD a offert un logiciel de gestion du processus électoral dénommé le SIGCE. Ce logiciel a été utilisé lors des échéances

électorales de 2011 et 2013²¹⁰. Le résultat immédiat a été une amélioration de l'image du gouvernement à la fois au niveau local et international, puisque le processus n'a pas été entaché d'irrégularité comme lors des élections de 1992, qui ont fait couler beaucoup d'encre et de salive quant au recours flagrant au tripatouillage. Dans le même sillage, le Programme onusien a profité de la circonstance pour renforcer les capacités des instances institutionnelles impliquées dans la gestion du processus électoral et des droits et des libertés au Cameroun d'une part et d'autre part des structures étatiques ayant pour vocation de traquer les détourneurs de fonds de l'État²¹¹. La société civile qui joue également un rôle important dans le contrôle et la dénonciation des manœuvres gouvernementales a aussi bénéficié d'un renforcement de ses acquis relatifs à la thématique de la gouvernance. Tout compte fait, il est apparu et ceci prouve à l'appui de le programme national de gouvernance qui a été entamé depuis 1996 et qui a connu une mutation conséquente en 2006 a parfaitement tiré des avantages en raison du soutien offert par le PNUD. Dès lors, en guise de résultats directs, les élections qui ont eu lieu entre 2011 et 2013 ont connu une meilleure appréciation par rapport aux précédentes. De plus, l'acquisition de nouvelles compétences managériales par les institutions étatiques ont permis aux autorités camerounaises de trouver des solutions pratiques et idoines pour mieux juguler la crise économique de 2008. Laquelle, a conduit au déclenchement d'une grève de la famille la même année dans l'ensemble du pays. L'on peut donc confirmer que le PNUD a enregistré des points positifs sur le plan de la gouvernance même si la pente à relever demeure ardue.

Plongé dans la spirale infernale de la corruption, le Cameroun en subit de plein fouet les ravages de ce malaise; ce qui en résulte est la perte de confiance des citoyens envers leur gouvernement. À ce niveau, le Programme onusien, bien après avoir renforcé les capacités des intervenants de cette chaîne a poursuivi en œuvre à la mise en place en accord des recommandations de la société civile camerounaise d'une stratégie visant à définir les grandes lignes de la lutte contre la corruption au Cameroun. C'est ainsi, que des numéros verts ont été mis en service et des encarts²¹² affichés devant tous les services étatiques ont été affichés pour donner la possibilité aux usagers victimes d'arnaque de pouvoir dénoncer ce fléau. Toutefois, étant conscients qu'il y a une différence entre la théorie et la pratique, cette démarche bien que

²¹⁰ Pour rappel, il y a eu les élections présidentielles en 2011 et les sénatoriales pour la toute première fois en 2013.

²¹¹ Il s'agissait ici des structures telles que: la Commission électorale du Cameroun, la Commission nationale de lutte contre la corruption et la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés, pour ne citer que celles-là.

²¹² Sur ces encarts, l'on peut lire des slogans du genre: "le service public est gratuit".

novatrice n'est pas sans faille; car le personnel véreux de l'administration peaufine ses techniques en considérant les stratégies de lutte mises en place. En guise de résultats directs, Le Cameroon Integrity Network a vu le jour. Il s'agit d'un réseau regroupant plusieurs structures environ cinquante toutes engagées dans la lutte contre la corruption. Le PNUD a offert à ce réseau, une occasion d'améliorer ses capacités. Cela comprenait des structures de premier plan telles que le Réseau camerounais des droits de l'homme et Citizen Dynamics. La pratique de recherches sectorielles sur l'état de la corruption et le renforcement des capacités des organisations de la société civile ont également favorisé à une plus grande compréhension de la corruption dans son ensemble. En effet, environ quarante sessions de formation ont été organisées et deux cent organisations ont été invitées à la rédaction de la loi anti-corruption. Parmi ceux-ci, trente modifications ont été soumises et un soutien a été fourni pour les consolidations organisationnelles majeures. L'organe en charge de la lutte contre la corruption continue de mettre en œuvre l'initiative Quick Win²¹³, un outil développé et testé avec le soutien du Programme onusien. Ainsi, le transfert de technologie effectué dans le cadre des projets mis en œuvre par ce dernier a donné une certaine expérience et un savoir-faire dans la lutte contre la corruption.

Aussi, toujours dans le cadre des résultats, il a été constaté que les vieilles habitudes ayant la peau dure, éradiquer la corruption n'est pas chose aisée. À cet, des agents dont la mission est de surveiller et traquer les corrupteurs et les corrompus ont été mis en service dans tous les structures étatiques afin de s'assurer de la conformité et de l'effectivité de la gratuité du service public. Dans le cadre de la lutte contre la corruption dans de nombreux types de services, tels que les hôpitaux, les écoles et les couloirs de transport, des expériences ont été menées pour supprimer des avantages au sein des initiatives Island of Honesty et Fast Results²¹⁴. Dans le corridor Bertoua-N'Gaoundéré, par exemple, la corruption a baissé à 66%²¹⁵ contre près de 80% enregistrés auparavant. Cette innovation a permis au Conseil Supérieur de l'État, à la CONAC et à bien d'autres agences ayant ces prérogatives de mettre hors d'état de nuire les pilleurs de fonds de l'État. C'est ainsi, des ex-cadres du gouvernement tels Basile Atangana Kouna, Bekolo Ebé, et plusieurs autres ont dû rendre les comptes de leur gestion catastrophique des affaires de l'État. Toutefois, il a été donné de constater que les autorités gouvernementales ont rechigné à adopter le fait que les textes de leur loi anti-

²¹³ Cette initiative encourage de mettre en avant un plan de riposte rapide afin de vite gagner le combat contre la corruption en vue de la promotion d'un développement plus harmonieux et profitable à tous.

²¹⁴ Cette initiative vise le fait que la promotion d'un esprit d'intégrité et d'honnêteté doit régner entre le personnel de ces services et leurs usagers.

²¹⁵ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 15.

corruption soient calqués sur le modèle international. Cette situation a contraint le PNUD à ne pas insister mais plutôt à s'assurer de la mise en œuvre des procédures et stratégies respectant le contexte camerounais. Ce qui donne au Cameroun, une spécificité dans la mesure où, fidèle à sa politique de non-alignement, le pays dénonçait là des manœuvres d'ingérence de la part des cet organisme des Nations Unies dans leurs affaires intérieures. Il est évident que la finalité de toutes ces actions est l'amélioration de la qualité du rendu des structures publiques dans leur interaction avec le bas peuple. Toutefois, la qualité des services rendus au Cameroun n'affiche pas de bons résultats. En effet, de la marginalisation au harcèlement jalonnent le quotidien des citoyens camerounais. L'emphase étant plus porté sur la gente féminine. À cet effet, en accord avec l'Organisation des Nations Unies section féminine, le PNUD a fait plaider au sein l'Assemblée Nationale pour la prise en compte de la dimension genre dans le processus de budgétisation des projets du pays²¹⁶. Ainsi, l'un de nos informateurs a confirmé le fait que ces interventions n'ont pas entraîné de changements substantiels dans l'intégration de l'égalité sur tous les plans de la vie nationale²¹⁷.

Par ailleurs, le Programme des Nations Unies a participé à la reconnaissance étatique des questions de droits de l'homme, en particulier dans le secteur de l'éducation, et à l'autonomisation des acteurs concernés, en particulier la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés et certaines organisations de la société civile. Ainsi, le Programme National de Promotion et de Protection des Droits de l'Homme a été conçu et approuvé²¹⁸. Dans la logique d'encourager le respect des droits de l'homme au Cameroun, les autorités camerounaises et celles du PNUD, ont décidé d'un commun accord de réorienter les programmes scolaires afin d'y introduire des cours traitant de la question des droits de l'homme. Ainsi, les programmes d'éducation à la citoyenneté et à la morale ont connu des modifications substantielles de leur contenu²¹⁹. En effet, de pareilles initiatives sont à encourager parce qu'elles permettent d'inculquer aux enfants dès leur bas âge, des valeurs

²¹⁶ Cette plaidoirie a été plus accentuée lors du cadre de programmation de 2008 à 2012. La raison ici tient du fait que le Cameroun qui était déjà engagé dans l'atteinte des OMD, devait satisfaire à l'exigence de promouvoir l'égalité de chance entre les sexes.

²¹⁷ J. Mballa, 38 ans, Experte nationale en genre et planification au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 21/09/2021.

²¹⁸ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 14.

²¹⁹ Au regard de la recrudescence de la violence dans la partie septentrionale et anglophone du Cameroun, la sauvegarde de l'éducation des enfants est l'un des meilleurs recours pour préserver l'unité du pays et futur prometteur aux jeunes générations.

d'humanisme, de solidarité et de tolérance; nécessaires au rayonnement du Cameroun. Le programme avait pris là une part active dans la réforme gouvernementale au Cameroun²²⁰.

En outre, le Programme onusien a participé à l'implémentation de l'expérience pilote en termes d'amélioration de la qualité des services²²¹. Ainsi, au cours du second programme national, il a soutenu l'Office permanent de la réforme administrative et l'Institut camerounais des normes et de la qualité à élaborer une liste de critères de qualité de la prestation des services publics et à élaborer et publier des normes de qualité. Information et formation des cadres et personnels des services publics, services pilotes, sur l'application des normes établies. Ainsi, ils devaient s'approprier cette nouvelle donne et la vulgariser par l'entremise des séminaires. De plus, on note en effet qu'il existe des standards de qualité de service qui répondent aux standards internationaux. Cette norme ouvre de nouvelles perspectives à toutes les administrations publiques, collectivités territoriales et toutes les entreprises parapubliques ou privées opérant dans les secteurs des services essentiels, à l'instar de ceux chargés de la fourniture de l'eau, du secteur électrique et téléphonique et de l'aménagement de la ville. Pour créer un environnement propice à l'amélioration de la qualité de service, il convenait de la diffuser et son adoption dans les différentes organisations et structures cibles devait accélérer son application dans le système de gestion du gouvernement central. Conduisant à un renouvellement des procédures dans le service public.

Sur la base de plusieurs résultats et conclusions de recherche, dont la troisième enquête camerounaise auprès des ménages, le Programme d'appui à l'amélioration de la qualité des services aux usagers constitue l'apport du Programme onusien à la réponse du gouvernement aux fortes demandes des citoyens pour une meilleure administration publique et l'accès à des services publics de qualité²²². Sa particularité réside dans la volonté de prendre effectivement en compte les besoins spécifiques des différentes catégories sociales d'utilisateurs des services publics²²³. Le rapport final de l'évaluation de ce projet a jugé complexe l'estimation du nombre de personnes formées pour recevoir, recevoir et communiquer des informations vers et depuis les utilisateurs, il est toutefois plus complexe d'estimer le

²²⁰ M. Zeh Nlo, 40 ans, Assistant au Représentant Résident et chef de l'unité Développement durable au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 20/09/2021.

²²¹ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 14.

²²² R. Onana, "Programme d'Appui à l'Amélioration de la Qualité des Prestations rendues aux Usagers des Services publics (PAAQSU)", Rapport d'évaluation à mi-parcours de l'effet n°4 du CPD relatif à l'amélioration de la qualité des prestations rendues aux usagers des services publics du Cameroun, Version Provisoire, Yaoundé, PNUD, 2015, p. 31.

²²³ *Ibid.* p. 31.

pourcentage qui maîtrise les compétences pertinentes²²⁴. Cependant, on peut supposer que le responsable de ces services fournit des prestations satisfaisantes, étant donné que la satisfaction sur la qualité de l'accueil et sur l'accessibilité de l'information oscille entre 73 et 74%²²⁵. Tenant compte des besoins spécifiques des bénéficiaires, ce programme a pris l'initiative de renforcer la cohésion sociale face à la pauvreté exacerbée par les inégalités entre les différentes catégories sociales au Cameroun. Relativement au souci de l'administration camerounaise d'établir des normes efficaces en vue d'assurer et de garantir une meilleure qualité de services rendus aux usagers, l'Agence des Normes et de la Qualité a dans le cadre du PAAQSU, élaboré une Norme Camerounaise (NC) 1756, dont la finalité a été la restructuration et l'amélioration de la qualité des services publics camerounais²²⁶. Grâce à cette norme, les intentions du gouvernement en matière de rendu du service public au Cameroun sont clairement affichées²²⁷. Ainsi, il a été question de redorer le visage du service public camerounais au regard de son penchant vers l'obscurité.

En outre, grâce au PAAQSU, le gouvernement camerounais a pu bénéficier de plusieurs mécanismes qui facilitent la prise en charge des usagers à l'instar de l'installation des salles d'attentes, des bancs publics et bien d'autres. Par exemple, en 2013, le système de régulation électronique mis en place par ce dernier au niveau des Centres de Formalités et de Créativité des Entreprises de Yaoundé, Douala et Garoua a été modernisé avec le développement par le gouvernement de l'enregistrement électronique²²⁸. Un dispositif a été mis au point pour assurer la stabilité de l'établissement immédiat des actes de naissance, au niveau des centres agréés au sein des Communes du septentrion et dans plusieurs autres localités rurales du pays²²⁹. De plus, pour l'année 2013, le PNUD et les autorités camerounaises ont par le biais du PAAQSU, permis la confection gratuite des cartes nationales d'identité dans l'ensemble du pays et ce pour tous les citoyens en âge d'en posséder. Dans le même sillage, la mise en place de ce projet et l'appui apporté aux Centres de Formation d'Entreprises de Yaoundé, Douala et Garoua ont permis de rationaliser les

²²⁴ PNUD, "Évaluation finale du Programme d'Appui à l'Amélioration de la Qualité des Services rendus aux Usagers (PAAQSU)", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2017, p. 39.

²²⁵ *Ibid.*, p. 39.

²²⁶ L. Bitsong, 37 ans, Agent de maîtrise en service à la direction des normes à l'ANOR, Yaoundé, entretien du 16/06/2021.

²²⁷ R. Bilégué Ngono, 29 ans, Cadre contractuel en service à la sous-direction de la coopération avec l'Europe au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

²²⁸ PNUD, "Évaluation finale du Programme d'Appui à l'Amélioration de la Qualité des Services rendus aux Usagers (PAAQSU)", p. 42.

²²⁹ L'on se souvient l'initiative de la Représentante Résidente Allegra, s'inscrivait dans cette lancée et a permis de recenser plusieurs personnes et fait surprenant même des adultes qui n'avaient pas d'acte de naissance.

procédures, faisant passer le centre des formalités de vingt à moins de dix procédures et réduisant le temps de mise en place permettant de booster votre activité de la semaine à soixante-douze (72) heures, notamment au centre de formalité de Yaoundé²³⁰. Cette réduction des procédures témoigne des innovations apportées par ce PAAQSU²³¹. Toutefois, même si des résultats sont enregistrés, des efforts doivent encore être consentis pour plus d'efficacité.

Par ailleurs, l'évaluation à mi-parcours de ce projet souligne déjà avec insistance qu'il s'agit là d'un nouveau domaine d'intervention de la société civile pour protéger les droits civils²³². En effet, la mise en place de celui-ci a permis l'ouverture de plusieurs espaces d'expression de la société civile prônant le droit de toutes les catégories sociales à accéder à des services publics de qualité²³³. Ainsi, il ne reste plus qu'à travailler et œuvrer pour simplifier les modalités d'insertion des plus démunis au milieu professionnel au Cameroun.

Ici, étant donné que la vulgarisation et l'adaptation sont des tâches gouvernementales, un certain nombre de problèmes graves sont apparus, les normes ne suffisent pas à elles seules à assurer la qualité²³⁴. Une précision s'impose. Car, il faut que les actions concrètes suivent les écrits²³⁵. Afin de véritablement améliorer le rendu des services publics au Cameroun, il faut lutter contre la marginalisation et le favoritisme qui sont monnaies courantes sur l'ensemble du pays. Dès lors, la prise en compte des populations vulnérables doit être le principal résultat. Cela passe par une éducation et une sensibilisation intenses du personnel de l'État. En outre, l'accent doit être mis sur les jeunes sous ou non scolarisés, des personnes issues des zones enclavées (comme à l'Est, les pygmées baka du Sud et dans le septentrion), les femmes et les handicapés afin qu'ils se sentent impliqués dans la gestion des affaires intérieures du pays. Au rang des résultats enregistrés, des quotas ont été fixés pour favoriser leur entrée dans la fonction publique camerounaise. Si ces résultats ne sont pas durables, les efforts à fournir pour l'acceptation des couches vulnérables doit être renforcé et réorienté afin qu'il devienne un objectif réaliste. Dans ce sens, et à la suite de la mise en place des incubateurs d'entreprises, la ville de Yaoundé a été dotée de trois centres de douane des affaires pour offrir plus de facilités aux habitants de ville de mettre sur pied leurs propres structures. Là où des

²³⁰ PNUD, "Évaluation finale du Programme d'Appui à l'Amélioration de la Qualité des Services rendus aux Usagers (PAAQSU)", p. 42.

²³¹ A. Obama, 42 ans, Ingénieur d'études N°2 sous-direction de la coopération avec l'Amérique du nord et l'Asie, Yaoundé, entretien du 17/07/2021.

²³² R. Onana, "Programme d'Appui à l'Amélioration de la Qualité des Prestations rendues aux Usagers des Services publics (PAAQSU)", p. 51.

²³³ *Ibid.* p. 51.

²³⁴ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 15.

²³⁵ C. Eyenga, 60 ans, commerçante et bénéficiaire du PVMC, Sangmélina, entretien du 15/10/2021.

mesures ont été prises, des résultats significatifs ont émergé. Cependant, ces résultats sont trop modestes pour réaliser des améliorations à grande échelle. Ainsi, des efforts doivent encore être plus consentis pour garantir une efficacité accrue à ce programme. L'amélioration des services rendus aux usagers implique aussi que des politiques viables en matière d'emploi puissent être envisagées afin de conduire vers une croissance endogène.

2- La promotion des politiques et stratégies favorables à une croissance inclusive

L'évaluation du cycle de coopération 2013 à 2017 mentionne que l'examen des performances du Cameroun en termes d'opportunités d'emploi met en évidence que: Des cadres politiques et des stratégies de développement ont été formulés et mis en œuvre dans une certaine mesure, pour assurer une croissance et un développement durable inclusif²³⁶. Ces documents de référence guident les actions du gouvernement et du PNUD en matière d'employabilité²³⁷. Par ailleurs, cette évaluation renseigne que les enveloppes pour le financement des investissements ont également évolué positivement, passant de 24,5 % à 36% entre 2010 et 2016, ce qui peut potentiellement profiter à la création d'activités dans le pays²³⁸. Enfin, le taux de pauvreté a diminué de 2,2 points de pourcentage sur la période 2010-2014²³⁹. En effet, il est évident que plus les opportunités alléchantes se multiplient, les conditions de vie de la population s'améliorent au même moment²⁴⁰. Ainsi, il faut offrir plus de confort à la population pour faire chuter le niveau de pauvreté.

L'évaluation poursuit en insistant sur le fait que des technologies et des preuves sont en cours pour développer l'employabilité des jeunes, des femmes, des personnes handicapées, des peuples autochtones et d'autres groupes vulnérables²⁴¹. Ainsi, la prise en compte de ces couches défavorisées en matière d'emploi enregistre déjà des effets positifs. Quarante (40) femmes chefs d'entreprise membres du GICAM ont été formées à la gestion d'entreprise²⁴². Toujours dans le cadre du Projet d'appui à la résilience économique, la collaboration entre le Cameroun et le PNUD a permis l'élaboration de trois (3) Plans Communautaires d'Insertion

²³⁶ C. Faye, G. Nzukam, "Évaluation finale UNDAF cycle 2013-2017", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2018, p. 12.

²³⁷ Il s'agit du DSRP, du plan triennal d'accélération de la croissance, du DSCE, de la vision d'émergence à l'horizon 2035 et de la SND30.

²³⁸ C. Faye, G. Nzukam, "Évaluation finale UNDAF cycle 2013-2017", p. 12.

²³⁹ *Ibid.* p. 12.

²⁴⁰ J. Abassi, 40 ans, Enseignant d'histoire/géographie/ECM au Lycée Bilingue de Maroua, Maroua, entretien du 03/08/2021.

²⁴¹ C. Faye, G. Nzukam, "Évaluation finale UNDAF cycle 2013-2017", p. 21.

²⁴² *Ibid.* p. 21.

Professionnelle des Jeunes dans les communes de Doumé, Ngan'ha et Garoua Boulai²⁴³. À cet effet, des structures dédiées pour la circonstance ont vu le jour²⁴⁴. Ce qui témoigne d'une logique plus concentrée vers les réalisations concrètes, même si elles sont toujours insuffisantes.

Pour chuter à ce niveau, l'on constate que plusieurs activités ont été entreprises à des fins de renforcement des capacités et de plaidoyer et de développement en termes de planification stratégique pour mieux répondre aux questions transversales et aux attentes des groupes vulnérables dans les politiques publiques²⁴⁵. Les activités du Programme des Nations Unies pour le Développement ont consisté à appuyer l'ensemble du processus d'identification et de négociation des besoins dans tous les secteurs, depuis la rédaction et l'approbation des documents jusqu'au suivi et à l'évaluation des résultats²⁴⁶. Cette démarche est efficace dans la mesure où, elle permet d'offrir de meilleures perspectives pour l'atteinte des objectifs de ce projet. Ce qui permet de confirmer l'implication accrue du PNUD dans la recherche des solutions idoines pour résoudre le problème de chômage au Cameroun. Toutefois, et relativement à l'atteinte de l'OMD/ODD en rapport avec la promotion du travail décent au Cameroun, le PNUD a appuyé les municipalités des régions de l'Est, du Centre, de l'Ouest dans la mise sur pied des cadres stratégiques de développement endogène et autocentré. Cependant, de pareilles initiatives, bien que salutaires, ne reflètent pas clairement les attentes de la population, qui a besoin des actions concrètes et palpables.

En outre, il était désormais clair que les divisions du Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire pouvaient désormais maintenir à jour une base de données et produire des rapports sur l'aide publique au développement en raison des formations offertes par le Programme. Toujours, dans cette continuité des services rendus, une recension des documents de référence dans plusieurs ministères à l'instar du MINEPAT, a conduit à la mise en place d'une cellule d'archivage pour la sauvegarde des données importantes. Cette action, bien que anodine, a permis de faciliter les recherches universitaires dans lesdites structures. Néanmoins, cela a permis à ces ministères de rendre public certains aspects de leurs activités. Spécifiquement, les services du MINEPAT, ont profité pour renseigner l'opinion publique sur les détails des partenariats noués dans le cadre de l'aide

²⁴³ J. V. De Paul Gweth, 45 ans, Conseiller technique principal SPRPB/PAREC au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

²⁴⁴ K. Abdel, 38 ans, Bénéficiaire du PAREC, Dir, entretien du 15/08/2021.

²⁴⁵ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 16.

²⁴⁶ *Ibid.* p. 16.

publique au développement. Dans le même sens, le MINATD a pu suivre cet exemple et a entrepris la rédaction des rapports sur le suivi et l'évolution des appuis accordés aux collectivités territoriales, ainsi que sur le soutien à la société civile. Ce genre d'initiatives permet de donner un aperçu aux usagers des réalités des structures étatiques dans l'optique de promouvoir la transparence dans la gestion des affaires. De plus, des plateformes d'accès numériques aux services étatiques ont été mises sur pied afin d'épargner aux usagers des longues files d'attente en vue de bénéficier d'un service. Désormais, les usagers camerounais peuvent via internet et les sites web obtenir satisfaction pour leurs services sans avoir à se déplacer.

L'effet du programme reste stérile pour ce qui de l'aménagement urbains²⁴⁷. Jusqu'à présent, rien d'autre n'a été effectué en dehors des campagnes sensibilisation, si ce n'est l'instauration d'un dialogue entre les groupes vulnérables²⁴⁸ de la population et les municipalités. L'incivisme est une manifestation de l'appauvrissement mental de la population. Au Cameroun, le PNUD a également œuvré sur la question.

3- La mise en place d'une bonne gouvernance urbaine au Cameroun propice à la lutte contre la pauvreté

Dans logique de développement prévu par le Programme onusien, le Plan de Gouvernance Urbaine qui fait appel aux enjeux et principes cardinaux de gestion et d'administration des villes est très ancré dans la rubrique gouvernance démocratique. Ce qui justifie à suffisance qu'il retienne l'attention de cet organisme. Ainsi, un plan de gouvernance urbaine a vu le jour grâce au concours du PNUD et des autorités municipales. Cela a permis une restructuration générale du visage urbain camerounais par le biais des séances de formations et de renforcement des capacités en matière de gestion urbaine. Conséquence, le taux d'exode rural a encore plus augmenté dans les localités aux alentours de Yaoundé, Douala et de beaucoup d'autres bourgades du pays.

Cependant, quelques réserves s'imposent, il faut comprendre par cette façon d'agir que le programme n'avait nullement l'intention de véritablement intervenir directement sur ce plan. Car il faut le rappeler que lorsqu'on confie un projet à des gouvernements, il arrive

²⁴⁷ L'on remarque ici que le PNUD ne s'est pas encore véritablement penché sur cette forme de pauvreté dont le Cameroun est victime. Puisqu' au Cameroun, l'oisiveté dont la majorité de la jeunesse est victime, couplée à la consommation excessive des drogues conduit celle-ci dans la spirale de la destruction; d'où l'incivisme.

²⁴⁸ À l'instar du Grand Dialogue National de 2019, où le PNUD a pris comme toujours, une part active pour permettre un retour à la normale.

rarement à maturation²⁴⁹. Dès lors, ce plan couvre trois enjeux majeurs notamment le programme municipal intégré de lutte contre la pauvreté dont l'objectif la confection et l'implémentation des mécanismes locaux d'épanouissement; ensuite, l'aspect villes plus sûres dont la finalité est la lutte contre la délinquance juvénile et les actes de barbarie notamment dans les deux capitales du pays²⁵⁰. Enfin, l'enjeu de promotion du leadership au niveau urbain est à l'ordre du jour avec pour finalité affichée, la promotion d'opportunités viables aux jeunes. Il ressort que ce dernier enjeu visant à renforcer l'assurance des dirigeants locaux c'est-à-dire membres des mairies afin qu'ils puissent mettre sur pied des projets innovants pour leur localité respective.

Initié depuis 2001, la mise en route s'est effectuée dans une double phase à savoir une première qui a servi d'échantillonnage afin d'attester du fait s'il doit ou ne pas se prolonger. Durant cette phase, trois localités furent concernées notamment Yaoundé 6^{ème}, Bertoua et Limbé²⁵¹. Au terme des premiers résultats qui s'étaient avérés concluants car même jusqu'à nos jours, Yaoundé 6^{ème} demeure toujours la municipalité la plus propre de la région du centre. À l'issue de cet échantillonnage, le bureau de coordination du plan en accord avec les principaux bailleurs de fonds ont étendu le projet à plusieurs autres villes du Cameroun. Ainsi, les localités qui furent associées pour la continuité du projet étaient: Abong Mbang, Bangangté, Bafoussam, Bamenda, Douala 1^{er}, Dschang, Foumban, Guider, Kribi, Kousséri, Maroua, Mamfé, Mbalmayo, Mbengwi, Monatélé, Nanga-Eboko, Ngaoundéré, Nkongsamba, Sangmélina, Tibati²⁵².

À l'issue du projet, les résultats permettent de confirmer la baisse du taux de criminalité dans l'ensemble du pays. En effet, la multiplication des lampadaires de toutes les villes y a contribué dans un certain sens, car plus les espaces publics sont éclairés, les forces de l'ordre ont par conséquent plus de marge de manœuvres pour agir et les brigands diminuent ou soit se font arrêter aisément. Ce qui est de nature à dissuader les éventuels criminels. De plus, un système de comité de vigilance par quartier a vu le jour. Le second aspect quant à lui, bien moins remarquable que le premier a tout de même participé à l'établissement d'une liste d'actions à mener afin de faire sortir plus d'une vingtaine de mairies de la précarité. À ce titre, les exécutifs municipaux savent déjà ce qu'il faut améliorer et quels sont les axes prioritaires.

²⁴⁹ À cause des maux qui minent ces pays dont le plus significatif est le détournement des fonds alloués à la réalisation des projets.

²⁵⁰ H. Etende Nkodo, et al., "Évaluation du Programme de gouvernance urbaine", Rapport final, Yaoundé, Breit Consulting, 2009, p. 5.

²⁵¹ *Ibid.* p. 6.

²⁵² *Ibid.* p. 6.

En guise de résultats immédiats, les villes et plus spécifiquement les quartiers à l'instar de la "briqueterie" sont devenues plus éclairées et plus sûres. Face à l'incivisme criard des moto-taximan, un système de police municipale a vu le jour dans un premier temps à Douala puis à Yaoundé. Au regard de la décentralisation de plus en plus accrue au Cameroun, les municipalités sont désormais garantes de la promotion de l'emploi au niveau local. À cet effet, grâce au soutien du PNUD dans le cadre de ce projet de gouvernance urbaine, des structures d'encadrement²⁵³ de la jeunesse vont être mises sur pied afin d'encourager la formation des jeunes à l'entrepreneuriat et à l'apprentissage des métiers tels que l'élevage, la menuiserie, l'agriculture, le secrétariat-bureautique. Ainsi, ces structures se sont par la suite être des incubateurs d'emploi. Car, au sortir de ces centres de formation, ces derniers peuvent soit exercer soit mettre sur pied des AGR à condition qu'ils disposent de financements. Un autre aspect et non des moindres relatif à la gestion urbaines a été la préservation de l'environnement. En effet, au regard des effets pervers des changements climatiques au Cameroun, les mécanismes de reboisement sont très salutaires. Ainsi, dans les villes de Yaoundé, de Maroua, de Meyomessi, pour ne citer que celles-là, des campagnes de reboisement ont été entreprises. Dans l'immédiat, cela a procuré aux habitants un certain plaisir et un soulagement compte de la sécheresse qui a tendance à persister. Les domaines d'intervention du PNUD au Cameroun ont également pris en compte l'environnement et le climat.

IV- L'IMPLICATION DU PNUD SUR LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES ET CLIMATIQUES AU CAMEROUN

La lutte contre la pauvreté implique aussi que l'on tienne compte des questions environnementales et climatiques. En effet, les catastrophes naturelles et les conditions climatiques extrêmes entraînent généralement la destruction des biens des populations qui en sont victimes.

1- État des lieux sur ces questions

Fort de sa biodiversité, le Cameroun bénéficie d'un écosystème aussi divers varié du nord au sud et de l'ouest à l'est. En termes de diversité végétale et animale, il se classe respectivement au quatrième et cinquième rang à l'échelle continentale²⁵⁴. Les ressources

²⁵³ Il s'agit ici pour le cas d'espèce des centres multifonctionnels d'assistance à la jeunesse. On en retrouve à Yaoundé, au lieu-dit "Madagascar", à l'Extrême-Nord dans la localité de Zamay.

²⁵⁴ A. Ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable, "Cinquième rapport national à la convention de la diversité biologique", Yaoundé, MINEPDED, 2014, p. 3.

naturelles sont en partie liées à de nombreuses activités économiques essentielles à la croissance nationale, notamment l'agriculture, la foresterie, la pêche, l'élevage et le tourisme²⁵⁵. Les activités humaines affectent inévitablement les écosystèmes et appauvrissent la biodiversité et dégradent les terres. Compte tenu de l'importance de ces thématiques dans le programme d'action du PNUD, certaines de leurs actions ont eu un écho favorable.

2- Portée des actions du PNUD dans la formulation des programmes de gestion de l'environnement au Cameroun

Pour rappel, le Cameroun a une longue relation avec le Programme onusien dans le domaine de l'environnement²⁵⁶. En effet, depuis la conférence de Rio de 1992, la question du changement climatique est devenue un des axes prioritaires des gouvernements. Le Cameroun ne faisant pas exception à la règle s'est engagé résolument dans cette voie dans l'optique de préserver son écosystème pour mieux conserver ses richesses naturelles. Ainsi, quatre ans après la conférence de Rio et notamment avec l'appui de PNUD, le pays s'est doté d'un mécanisme institutionnel favorable de suivi et de gestion de l'environnement. Le fait de se doter d'un pareil mécanisme montre clairement les intentions des autorités gouvernementales sur les thématiques climatiques et environnementales. Toutefois, la recrudescence des périodes d'intenses sécheresses dans le Grand Nord et quelque peu déjà au Sud, inquiète. Cette inquiétude a comme on l'a signalé plus haut, conduit à des initiatives de reboisement un peu partout sur l'ensemble du territoire national. En effet, le reboisement est idéal dans la mesure l'on veut préserver la couche d'ozone. Par ailleurs, la coupe abusive des arbres, pour la cuisson des aliments dans les localités rurales du pays, détruit l'environnement. En réponse à cela, le PNUD a formé les communautés locales de Maroua, Meyomessi, Guingley à la conception et à l'utilisation du bio charbon. Il s'agit d'une alternative pertinente à la coupe excessive des arbres. De plus, ce changement climatique entraîne aussi à la réduction considérable du potentiel minéral, des zones jadis arides; ce qui n'arrange pas la situation. Pratiquant en majeure partie, l'élevage bovin, le PNUD a œuvré à la construction des forages à Yamdjidjin, à l'aménagement des points d'eau pour troupeau dans la localité de Bogo. Dans la même lancée, il est évident que la pollution a également un impact significatif sur la dégradation de l'environnement. Ici, une des actions phares du PNUD a été appréciable dans la région du centre, plus précisément dans la ville de Bafia. En effet, par l'entremise d'une ONG locale, le PNUD a octroyé des fonds pour aider l'exécutif municipal à résorber le

²⁵⁵ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 28.

²⁵⁶ *Ibid.* p. 28.

problème des déchets ménagers de la ville. En guise de résultats, un site de déversement des ordures et de compostage ont été aménagés. De plus, des clubs environnement ont été créés dans les Lycées bilingue classique et technique de la ville. Cependant, au regard de toutes ces actions, leur portée est mitigée. En effet, après l'arrêt des financements du PNUD, les projets ont été abandonnés, les soi-disant clubs créés dans lycées ont tout simplement disparu. La conséquence directe est l'abandon des politiques de préservation de l'environnement et le climat connaît de plus en plus des difficultés. Ainsi, entre 2022 et début 2023, la pluviométrie a significativement baissé à Yaoundé. Au même titre que les questions climatiques et environnementales préoccupent ce Programme onusien, ce dernier a toujours revendiqué sa place de choix en matière de reconstruction post-conflit, la prévention et le règlement des crises ont aussi intéressé les actions du PNUD au Cameroun.

V- LE PNUD DANS LA PRÉVENTION ET LE REGLEMENT DES CRISES

En matière de prévention et de règlement des crises au Cameroun, le Programme onusien s'est révélé être un partenaire clé du pays quant à la gestion des crises. En effet, l'engouement du PNUD pour ce secteur tient du fait que lorsqu'un pays est en crise, la destruction des ressources internes contribue à augmenter le taux de pauvreté. À ce titre, les crises les plus importantes qui secouent le pays sont le conflit avec Boko Haram et la crise sociopolitique dite anglophone.

1- Situation sécuritaire du Cameroun

Le conflit entre le Cameroun et la secte islamiste Boko Haram²⁵⁷ trouve tout son sens lorsque ces révolutionnaires ont commencé à interdire les écoles à ascendance occidentale à leurs enfants. Ainsi en guise de réponse à leur assaut, le gouvernement par l'entremise de ses forces armées à donner du fil à retordre à ces mercenaires. D'après les sources consultées, le conflit armé s'est officiellement déclaré en 2014²⁵⁸. Malgré une diminution graduelle de l'intensité du conflit, qui a atteint son apogée en 2014 et 2015, les attaques se sont répétées, ainsi qu'une forte augmentation des attentats-suicides de mai à août²⁵⁹. Dans une perspective d'affrontements intensifs, ne voyant pas le gouvernement abdiquer cette secte a commencé à réduire ses actes terroristes en passant du corps à corps au système d'embuscades. Par la suite, il est ressorti de notre interview avec le chef du sous-bureau de Maroua qu'à l'origine cette

²⁵⁷ Les 03 factions de Boko haram en activité au Cameroun sont les suivantes : la faction ISWA (État islamique dans la région de l'Afrique de l'Ouest), la faction ALBAKURA, la faction JAS.

²⁵⁸ Crisis Group, "Extrême-Nord du Cameroun: le casse-tête de la reconstruction en période de conflit", *Briefing Afrique*, n°133, Nairobi/Bruxelles, 2017, p. 1.

²⁵⁹ *Ibid.* p. 1.

secte n'est que l'émanation d'un mouvement initialement débuté au Nigéria, pays voisin du Cameroun. Par la suite, il a été constaté qu'une fois au Cameroun, on a dénombré trois factions à ce démembrement terroriste et au sein duquel on retrouve également des bandits qui excellent dans la coupure des routes dans la région du Nord Cameroun. Ainsi, à quelques années du conflit, un bilan s'était déjà dressé semblait lourd; Crisis group précise que depuis mai 2014, on dénombre environ deux mille (2000) morts tant du côté civil que des hommes en tenues²⁶⁰. Sans oublier que les enlèvements et le kidnapping sont monnaie courante. Cependant, sans être précis, Crisis group estime à environ mille six cent (1600), le nombre de décès enregistré du côté djihadiste. Ce guerre dévastatrice a continué de plomber voire dégrader les conditions de vie des riverains.

Par ailleurs, il ressort que les populations de l'Extrême Nord bien que meurtries par les combats à répétition ont tenté tant bien que mal de surmonter leurs difficultés en se s'auto aidant. Par la suite, des comités de vigilance pour essayer de prêter main forte aux forces armées impliquées dans le front. Partant de ce constat, le bureau du PNUD au Cameroun à donner mandat à son sous bureau de l'Extrême Nord de mettre sur pied des projets en vue de la valorisation de l'esprit de résilience au sein de la population. Toutefois, il importe de préciser ici que la ville d'Amchidée fut entièrement détruite durant la phase intensive des confrontations de même que Limani, ville voisine. De plus, alors que le conflit avec Boko Haram s'enlise de plus en plus, le Cameroun est de nouveau victime d'une nouvelle crise sécuritaire à savoir: la crise anglophone. L'image ci-dessous illustre à suffisance le visage de ces localités après les affrontements avec ladite secte terroriste.

Photo 52 : Logements détruits dans l'Extrême Nord par les exactions de Boko Haram



Source: Archives du PNUD, 2013.

²⁶⁰ *Ibid.* p.1.

Il convient de se souvenir que la question de la minorité anglophone a commencé en octobre 2016²⁶¹, présentant presque les mêmes préoccupations et structures que dans les années 1990²⁶². L'on se souvient des villes mortes qui ont secouées le pays de tout entier ont aussi une connotation sociale bien que liées dans un certain de sens de près à des revendications politiques²⁶³. Le système judiciaire et éducatif anglophone ainsi que la marginalisation des anglophones ont été condamnés en premier lieu par les avocats, les enseignants et le reste de la population²⁶⁴. Un phénomène culminant le 1^{er} octobre 2017. Ce fut une journée mémorable où plusieurs habitants des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest sans distinction de sexe ni d'âges sont descendus dans la rue pour manifester en faveur d'une soi-disant libération²⁶⁵. Constat amer si l'on en croit le crédo du Cameroun selon lequel, il est un et indivisible. Par ailleurs, aujourd'hui, on constate que cette revendication qui autrefois semblait avoir du sens a pris une autre tournure lorsqu'on assiste déjà à des demandes de rançons et à des tueries perpétrées à l'encontre de leurs homologues d'où l'importance de se demander si ce n'était pas juste un complot pour légitimer ce qu'on peut qualifier ici de banditisme institutionnalisé? La réponse à cette question peut tenter dans une certaine mesure d'apporter quelques éléments pour une sortie de crise.

Relativement à cette crise, le bilan est alarmant. Ainsi, au regard des informations collectées, il apparaît qu'au Nord-Ouest, environ cent seize mille (116 000) habitants étaient concernés par la destruction de leurs maisons en 2019²⁶⁶, ceci dans le cadre de la crise qui secoue cette région du pays. Plus de vingt-trois mille deux soixante-treize (23 273) maisons furent détruites laissant ainsi les populations sans abri²⁶⁷. Conduisant à des déplacements internes et détériorant de plus en plus leurs conditions de vie. Le bilan étant lourd, on a estimé

²⁶¹ AA-Afrique, "Cameroun: 14 millions de dollars pour reconstruire les régions anglophones", 06/05/2020. <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-14-millions-de-dollars-pour-reconstruire-les-r%C3%A9gions-anglophones-/1830917>, consulté le 10 janvier 2023 à 10 heures.

²⁶² *Ibid.*

²⁶³ M. S. Darras, 35 ans, Conseillère technique principale en zone anglophone/PPRD au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 22/09/2021.

²⁶⁴ AA-Afrique, "Cameroun: 14 millions de dollars pour reconstruire les régions anglophones", 06/05/2020. <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-14-millions-de-dollars-pour-reconstruire-les-r%C3%A9gions-anglophones-/1830917>, consulté le 10 janvier 2023 à 10 heures.

²⁶⁵ *Ibid.*

²⁶⁶ Archives du PNUD, Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement (PPRD) des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest Cameroun du 24 avril 2020, p. 14.

²⁶⁷ *Ibid.* p. 14.

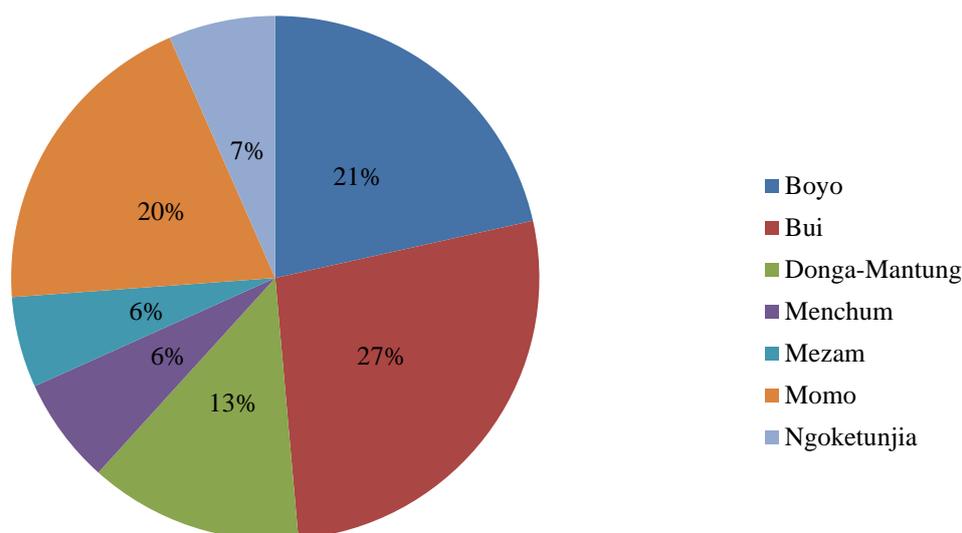
à cent sept (107) villages détruits dans le Nord-Ouest²⁶⁸, le tableau et diagramme circulaire ci-contre en sont les parfaites illustrations.

Tableau 34 : Villages détruits au Nord-Ouest dans le cadre de la crise anglophone

| Départements du Nord-Ouest | Nombres de villages détruits |
|----------------------------|------------------------------|
| Boyo | 23 |
| Bui | 29 |
| Donga-mantung | 14 |
| Menchum | 7 |
| Mezam | 6 |
| Momo | 21 |
| Ngoketunjia | 7 |
| Total | 107 |

Source: Archives du PNUD, Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement (PPRD) des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest Cameroun du 24 avril 2020, p.5.

Graphique 6 : Villages détruits au Nord-Ouest dans le cadre de la crise anglophone



Source: J. P. Ayangma Ndjere à partir des données issues du PPRD.

Comme avec le conflit avec la secte Boko Haram dans la partie septentrionale, le conflit armé anglophone a occasionné aussi la destruction de plusieurs infrastructures matérielles. L'exemple du département de Boyo en est une parfaite illustration.

²⁶⁸ M.S. Darras, 35 ans, Conseillère technique principale en zone anglophone/PPRD au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 22/09/2021.

Photo 53 : Pillage et destruction des maisons dans la région du Nord-Ouest dans le département de Boyo



Source: A. PNUD, Rapport du Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA) de Mai 2019.

On peut constater ici avec stupeur, l'effroi dans lequel les populations furent plongées depuis le début de ce conflit armé. Ainsi, l'on comprend mieux l'ampleur quant à l'augmentation du seuil de pauvreté dans cette localité.

Pour le cas du Sud-Ouest, les données font état de quatre-vingt-dix-neuf (99) villages détruits²⁶⁹. Chaque village comprend à cet effet cent treize (113) maisons²⁷⁰. La crise a donc laissé onze mille cent quatre-vingt-sept (11 187) ménages sans habitations; les plongeant de plus en plus dans la pauvreté et la dépendance²⁷¹. Bien que le conflit s'enlise plus au Nord-Ouest, le Sud-Ouest n'y est pas épargné, comme l'atteste le tableau et le graphique ci-dessous.

Tableau 35 : Villages détruits dans le Sud-Ouest par la crise anglophone

| Départements du Sud-Ouest | Nombre de villages détruits |
|---------------------------|-----------------------------|
| Fako | 12 |
| Koupé-Manengouba | 9 |
| Lebialem | 3 |
| Manyu | 23 |
| Meme | 38 |
| Ndian | 14 |
| Total | 99 |

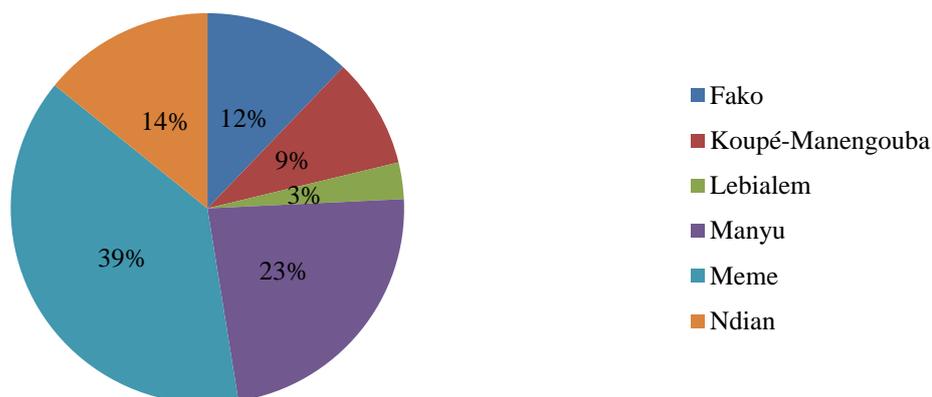
Source: A. PNUD, Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement (PPRD) des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest Cameroun du 24 avril 2020, p. 6.

²⁶⁹ A. PNUD, Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement (PPRD) des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest Cameroun du 24 avril 2020, p. 14.

²⁷⁰ *Ibid*, p. 14.

²⁷¹ M.S. Darras, 35 ans, Conseillère technique principale en zone anglophone/PPRD au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 22/09/2021.

Graphique 7 : Villages détruits dans le Sud-Ouest par la crise anglophone



Source: J. P. Ayangma Ndjere à partir des données issues du PPRD.

Sans oublier la destruction des infrastructures scolaires, on constate ici que les enfants n'allaient plus à l'école car leurs établissements furent régulièrement attaqués par les groupes séparatistes. Ce qui a contribué à l'augmentation du taux sous scolarisation dans les zones rurales de la région²⁷². En effet, déjà, il est avéré que la population rurale ne s'intéresse que partiellement à l'école, une telle crise sécuritaire noircit encore plus les statistiques en matière d'éducation. À titre illustratif, l'on note avec preuves à l'appui l'ampleur des exactions commises dans le village Munyengue, situé dans l'arrondissement de Muyuka, Département du Fako dans la région du Sud Ouest.

Photo 54 : Destruction des habitations dans le village Munyengue dans l'arrondissement de Muyuka, région du Sud-Ouest



Source: A. PNUD, Rapport du Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA) de Mai 2019, p. 28.

²⁷² R. Funkuin Ateh, 45 ans, Enseignant d'anglais au Lycée bilingue de Mbankomo, Yaoundé, entretien du 15/01/2024.

La simple observation de la photo ci-dessus permet d'attester de l'ampleur des conflits armés dans cette partie. À la suite de la recension de ces cas typiques de guerre, il convient à présent de jeter un regard sur les mécanismes mis en place dans le cadre du relèvement dans l'optique d'installer un climat de paix. À l'issue de la présentation de la situation sécuritaire du pays, l'on a constaté que le relèvement post crise et la préservation de la paix sociale ont également intéressé le PNUD.

2- Le relèvement post crise et la préservation de la paix sociale

Lorsqu'on parle de relèvement il s'agit de voir ici comme des zones qui jadis étaient sinistrées ont pu bénéficier du soutien du PNUD pour retrouver une lueur d'espoir. À ce sujet, et conjointement avec le bureau du Programme des Nations Unies pour le Développement au Tchad, un fonds de stabilisation a été voté et mis en activité depuis 2019²⁷³. À cet effet, il ressort qu'en août 2019, le Programme des Nations Unies pour le Développement dans le Bassin du Lac Tchad a lancé la Facilité Régionale de Stabilisation dans le but d'assurer une stabilité immédiate dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun touchées par Boko Haram en garantissant des conditions minimales de sécurité, des services de base essentiels et en offrant des moyens de subsistance à la population touchée²⁷⁴. Dès lors, il est important de préciser que la finalité de ce projet est de favoriser le retour à la sérénité et au calme dans les localités jadis sinistrées. Ceci passe par la pratique des activités économiques en toute quiétude et une disponibilité et un accès efficace aux infrastructures de base²⁷⁵.

Depuis le début des opérations de ce projet au Cameroun²⁷⁶, des initiatives implémentées avec le concours des forces de l'ordre ont considérablement changé les dispositifs sécuritaires, les besoins essentiels et les biens matériels pratiquement complets, permettant aux personnes de rentrer dans leurs localités²⁷⁷. Puisque ces communautés disposent déjà d'une certaine autosuffisance voire même d'une autonomie économique²⁷⁸.

²⁷³ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

²⁷⁴ PNUD-Cameroun, "Le Projet RSF accompagne l'État du Cameroun dans le processus de stabilisation des zones touchées par la crise à l'Extrême-Nord", 17 Novembre 2020. <https://www.undp.org/fr/cameroon/news/le-projet-rsf-accompagne-l%E2%80%99etat-du-cameroun-dans-le-processus-de-stabilisation-des-zones-touch%C3%A9es-par-la-crise-%C3%A0-l%E2%80%99extr%C3%A4me-nord>, consulté le 15 février 2022 à 10 heures.

²⁷⁵ M. Chelpi-Den Hamer, "Sécurité et développement sont-ils interdépendants? L'approche NEXUS vue du Cameroun", in *Les analyses géopolitiques de l'aide*, IRIS, 2020, p. 10.

²⁷⁶ Pour le cas du Cameroun, les actions concrètes ont débuté depuis février 2020. Avec comme ancrage territorial prioritaire, la région de l'Extrême-Nord.

²⁷⁷ PNUD-Cameroun, "Le Projet RSF accompagne l'État du Cameroun dans le processus de stabilisation des zones touchées par la crise à l'Extrême-Nord", 17 Novembre 2020. <https://www.undp.org/fr/cameroon/news/le-projet-rsf-accompagne-l%E2%80%99etat-du-cameroun-dans-le-processus-de-stabilisation-des-zones-touch%C3%A9es-par-la-crise-%C3%A0-l%E2%80%99extr%C3%A4me-nord>

À ce titre, on note ainsi au rang des biens matériels rétablis: la construction d'une école publique à Limani. Ici, les enfants des zones de Limani et d'Amchidée ont pu continuer leurs études dans cet établissement scolaire d'environ deux cent (200) places, ce qui a augmenté la fréquentation scolaire dans ces zones²⁷⁹ et par la même occasion, les programmes scolaires ont pu être achevés et les résultats des enfants se sont améliorés.

Photo 55 : École publique de Limani



Source: Archives du PNUD, 2020.

Poursuivant dans cette lancée, il y a eu la construction d'une école maternelle à Amchidée. La finalité poursuivie ici était l'encadrement et l'instruction de ces enfants en bas âges pour ne pas qu'ils se retrouvent tout seul à la maison alors que leurs parents vaquent à leurs occupations, ou soit qu'ils perturbent ces derniers.

projet-rsf-accompagne-l%20%99etat-du-cameroun-dans-le-processus-de-stabilisation-des-zones-touch%C3%A9es-par-la-crise-%C3%A0-l%20%99extr%C3%A0me-nord, consulté le 15 février 2022 à 10 heures.

²⁷⁸ Z. Emini, 46 ans, Chef de l'unité Gouvernance et Gestion des crises au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

²⁷⁹ PNUD-Cameroun, "Le Projet RSF accompagne l'État du Cameroun dans le processus de stabilisation des zones touchées par la crise à l'Extrême-Nord", 17 Novembre 2020. <https://www.undp.org/fr/cameroon/news/le-projet-rsf-accompagne-l%20%99etat-du-cameroun-dans-le-processus-de-stabilisation-des-zones-touch%C3%A9es-par-la-crise-%C3%A0-l%20%99extr%C3%A0me-nord>, consulté le 15 février 2022 à 10 heures.

Photo 56 : École maternelle d'Amchidée



Source : Archives du PNUD, 2020.

La construction à d'Amchidée des points de contrôle de la chasse a diminué les actions de braconnage et de destruction de la faune dans la localité et ses environs²⁸⁰. En effet, ce braconnage contribuait à la destruction du potentiel animalier local²⁸¹. Par ailleurs, étant donné que la localité d'Amchidée se trouve à proximité d'un épicode commercial, il devrait être en mesure de remplir ses missions lors de la mise en service du corridor²⁸². Le braconnage va de ce fait diminuer²⁸³. La faune va être préservée et l'écosystème par la même occasion.

Photo 57 : Poste de contrôle forestier et de chasse d'Amchidée



Source: Archives du PNUD, 2020.

²⁸⁰ *Ibid.*

²⁸¹ J. Abassi, 40 ans, Enseignant d'histoire/géographie/ECM au Lycée Bilingue de Maroua, Maroua, entretien du 03/08/2021.

²⁸² PNUD-Cameroun, "Le Projet RSF accompagne l'État du Cameroun dans le processus de stabilisation des zones touchées par la crise à l'Extrême-Nord", 17 Novembre 2020. <https://www.undp.org/fr/cameroon/news/le-projet-rsf-accompagne-1%E2%80%99etat-du-cameroun-dans-le-processus-de-stabilisation-des-zones-touch%C3%A9es-par-la-crise-%C3%A0-1%E2%80%99extr%C3%Aame-nord>, consulté le 15 février 2022 à 10 heures.

²⁸³ E. Otonglana, 38 ans, Agent de terrain sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

La construction des postes de commissariat spécial et des douanes d'Amchidée par le Programme a contribué à assurer la sécurité des biens et des personnes tout en réduisant le taux de criminalité²⁸⁴. Pour rappel, la situation sécuritaire de la localité étant déjà très instable, cette initiative a redonné le sourire à la population locale qui pouvait dès lors, réaménager sur la terre de ses ancêtres. Ainsi, le grand banditisme allait considérablement diminuer avec la mise en service de ce commissariat spécial. Par ailleurs, la partie septentrionale étant un des principaux centres d'échange de marchandises, notamment avec sa spécialisation sur les produits animaliers²⁸⁵. Les douaniers vont désormais s'assurer de la conformité des cargaisons en partance et en arrivée.

Photo 58 : Construction en cours du poste du commissariat spécial et des postes de douanes d'Amchidée



Source: Archives du PNUD, 2020.

Toujours dans cette même lancée, on a noté qu'à la demande de la gendarmerie de l'Extrême-Nord, soutenue par le Ministère de la Défense, le Programme onusien a également commencé la construction d'une brigade de gendarmerie²⁸⁶. Au final, le but visé est le rapprochement des forces de défense et de sécurité de la communauté locale dans l'optique de

²⁸⁴ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

²⁸⁵ O. Makalao, 35 ans, Vendeur ambulant de chaussures, Maroua, entretien du 05/08/2021.

²⁸⁶ PNUD-Cameroun, "Le Projet RSF accompagne l'État du Cameroun dans le processus de stabilisation des zones touchées par la crise à l'Extrême-Nord", 17 Novembre 2020. <https://www.undp.org/fr/cameroon/news/le-projet-rsf-accompagne-l%E2%80%99etat-du-cameroun-dans-le-processus-de-stabilisation-des-zones-touch%C3%A9es-par-la-crise-%C3%A0-l%E2%80%99extr%C3%Aame-nord>, consulté le 15 février 2022 à 10 heures.

garantir la transition d'un ambiance de vie hostile auparavant vers un cadre de vie propice à la paix, où, les citoyens et les biens sont plus en sureté et en sécurité.

Photo 59 : Construction en cours d'une brigade de gendarmerie à Amchidée



Source: Archives du PNUD, 2020.

Pour les besoins commerciaux, le Programme a érigé un marché à Limani²⁸⁷. Tout comme le marché de Zamay, cet épicerie commerciale jouit d'une assez bonne notoriété en matière d'échanges commerciaux²⁸⁸. Localisé sur le tronçon Mora-Banki, il facilite les échanges et le fret avec le Nigeria en raison de sa proximité avec la ville de Banki²⁸⁹. Favorisant l'interconnexion des deux localités²⁹⁰. Ces nouveaux hangars vont permettre de mieux protéger les biens consommables à vendre²⁹¹. Il a également permis la création d'activités génératrices de revenus telles que la vente de marchandises, contribuant ainsi à la relance économique de la région²⁹². Des emplois tels le gardiennage, les agents d'entretien ont été sollicités à l'issue des travaux de construction de ce marché.

²⁸⁷ *Ibid.*

²⁸⁸ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

²⁸⁹ PNUD-Cameroun, "Le Projet RSF accompagne l'État du Cameroun dans le processus de stabilisation des zones touchées par la crise à l'Extrême-Nord", 17 Novembre 2020. <https://www.undp.org/fr/cameroon/news/le-projet-rsf-accompagne-l%E2%80%99etat-du-cameroun-dans-le-processus-de-stabilisation-des-zones-touch%C3%A9es-par-la-crise-%C3%A0-l%E2%80%99extr%C3%A4me-nord>, consulté le 15 février 2022 à 10 heures.

²⁹⁰ E. Otonglana, 38 ans, Agent de terrain sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

²⁹¹ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études n° 1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

²⁹² PNUD-Cameroun, "Le Projet RSF accompagne l'État du Cameroun dans le processus de stabilisation des zones touchées par la crise à l'Extrême-Nord", 17 Novembre 2020. <https://www.undp.org/fr/cameroon/news/le-projet-rsf-accompagne-l%E2%80%99etat-du-cameroun-dans-le-processus-de-stabilisation-des-zones-touch%C3%A9es-par-la-crise-%C3%A0-l%E2%80%99extr%C3%A4me-nord>, consulté le 15 février 2022 à 10 heures.

Photo 60 : Marché de Limani

Source: Archives du PNUD, 2020.

En outre, le Programme des Nations Unies pour le Développement a initié de nouvelles initiatives visant à renforcer la cohésion sociale, à prévenir les conflits et à instaurer un cadre de résilience rapide afin d'aider les riverains de l'Extrême-Nord du Cameroun à renforcer leur résilience face aux attaques de Boko Haram, autres crises et catastrophes naturelles²⁹³. Le PNUD, conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Fonds mondial pour l'agriculture, a permis la création et l'initiation aux métiers générateurs de revenus, des structures à caractère commun, de plateformes de dialogue et des radio communautaires²⁹⁴.

Le marché aux animaux d'élevage est un lieu de rencontre et un symbole fort de l'activité économique. Les autorités locales, les délégués des ministères locaux, les gestionnaires de centres et les bénéficiaires reconnaissent la contribution du Programme des Nations Unies pour le Développement, qui renforce les efforts humanitaires des autres partenaires. En raison de l'augmentation continue de la pauvreté dans la région et de la situation sécuritaire difficile, l'apport du Programme des Nations Unies pour le développement est encore limité²⁹⁵.

Cependant, certaines initiatives, comme la construction ou la restauration de marchés à bétail, n'ont pas été conçues pour prendre en compte les questions de genre²⁹⁶. Il s'agit là d'un

²⁹³ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 33.

²⁹⁴ PNUD, FAO, UNICEF, "Rapid Response for enhancing resilience and conflict prevention in the communities hosting refugees in Far North and Eastern regions of Cameroon (April 2015-May 2016)", p. 15.

²⁹⁵ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 33.

²⁹⁶ *Ibid.* p. 33.

des manquements observés lors de l'implémentation de ce projet RSF²⁹⁷. Toutefois, même si les infrastructures sont à caractère masculin, les femmes ont pu utiliser les sols crépis pour faire des étals où ont été installées leurs marchandises. Toutefois, ces marchés sont devenus des espaces dédiés pour la vente du bétail. Or, au départ, ils ont été conçus uniquement pour la vente des aliments. L'explication la plus plausible ici tient du fait qu'en raison des lourds dégâts matériels enregistrés lors des conflits, n'importe quel lieu qui avait été réfectionné, attirait la population. En guise d'analyse finale, il est évident que le conflit avec Boko Haram à l'Extrême Nord a favorisé la stagnation et la non rentabilité de plusieurs axes prioritaires de l'économie de cette partie du pays, notamment le tourisme, l'agriculture, la restauration et l'hôtellerie, les activités commerciales et pastorales.

Concernant la crise anglophone, les chiffres du GICAM (Groupement Inter-Patronal du Cameroun) révèlent que plus de six mille cent vingt-quatre (6124) personnes sont déjà sans emploi, couplé à la fermeture de douze (12) sites de production dépendant de la Cameroon Development Corporation (CDC) et que les prévisions faites montrent que près de cinq mille huit cent cinq (5805) métiers du secteur formel relevant du domaine de la production agro-industrielle risquent de disparaître d'ici là en raison de la persistance du conflit si aucune mesure sécuritaire pour l'arrêter n'est pas envisagée²⁹⁸. Situation alarmante, qui doit interpeller quant à la mise en place de projets efficaces pour atténuer les effets des crises sur les conditions de vie de la population camerounaise.

À cet effet, le Cameroun et le Programme des Nations Unies pour le Développement sont parvenus à un accord en vue de débloquer un montant initial de quatorze millions de dollars, représentant 10% de la somme globale pour entamer la reconstruction des régions anglophones du Sud-Ouest et du Nord-Ouest²⁹⁹. Ce montant initial a servi au démarrage des travaux de reconstruction des deux régions anglophones du Cameroun, dont le coût global est estimé à cent cinquante (150) millions de dollars³⁰⁰. Cependant, concernant le plan de reconstruction des zones anglophones, le PNUD a travaillé conjointement avec le Cameroun dans la mise en place du Plan Présidentiel de Reconstruction de dites localités en y affectant

²⁹⁷ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

²⁹⁸ GICAM, "Insécurité dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest, conséquences économiques et impacts sur l'activité des entreprises", Yaoundé, GICAM, 2018, p. 7.

²⁹⁹ AA-Afrique, "Cameroun: 14 millions de dollars pour reconstruire les régions anglophones", 06/05/2020. <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-14-millions-de-dollars-pour-reconstruire-les-r%C3%A9gions-anglophones-/1830917#>, consulté le 10 janvier 2023 à 10 heures.

³⁰⁰ *Ibid.*

d'énormes ressources financières et matérielles³⁰¹. En effet, la vocation principale de ce plan est et demeure le retour à la sérénité dans les localités sinistrées et la revitalisation des économies des dites régions. À cet effet, la signature des conventions entre le gouvernement et le Programme onusien a matérialisé l'entrée en vigueur du programme présidentiel de reconstruction des localités anglophones sinistrées.

Photo 61 : Cérémonie officielle de signature des conventions pour le Plan Présidentiel de Reconstruction des zones anglophones entre le PNUD et le MINEPAT



Source: Archives du MINEPAT, 2020.

Par ailleurs, bien que ce plan de reconstruction soit encore à ses débuts, on n'a noté quelques avancées significatives concernant le soutien du PNUD Cameroun dans l'amélioration des conditions de vie des populations de ces zones sinistrées et victimes du conflit. Ainsi, bien que ces apports ne répondent pas totalement aux souhaits des populations, ils ont toutefois redonné espoir à ces populations. En effet, dans l'immédiat, la réhabilitation des maisons, des infrastructures de base telles que des points d'eaux de fortune, des panneaux solaires pour l'éclairage et certains matériaux en rapport avec l'agriculture apparaissent comme le soutien offert pour ce qui était de la phase de lancement de ce plan présidentiel³⁰².

³⁰¹ M.S. Darras, 35 ans, Conseillère technique principale en zone anglophone/PPRD au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 22/09/2021.

³⁰² R. Funkuin Ateh, 45 ans, Enseignant d'anglais au Lycée bilingue de Mbankomo, Yaoundé, entretien du 15/01/2024.

C'est à cette occasion qu'en fin 2020 de nombreux lots offerts par le PNUD via son Représentant Résident Adjoint en la personne d'Alassane Ba furent ont été aux habitants du Nord-Ouest et du Sud-Ouest³⁰³.

Photo 62 : Cérémonie de remise à l'hôtel de ville de Buéa des lots de construction et autres biens de base aux populations des zones anglophones dans le cadre du Plan Présidentiel de Reconstruction de ces régions par le Représentant Résident Adjoint du PNUD Cameroun



Source: Archives du PNUD, 2020.

³⁰³ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

On peut ainsi observer à travers ces dons en matériel que le PNUD fait tout ce qui est en son pouvoir pour réduire la pauvreté au Cameroun et redonner le sourire aux populations des zones victimes de conflit³⁰⁴.

Ainsi, l'impact principal de ces actions concernait la consolidation de la paix et de la cohésion sociale dans le pays et le renforcement des capacités nationales. Ce projet a eu le mérite d'inculquer une certaine sérénité aux populations qui vivaient dans une situation d'angoisse avec la crainte que les élections ne puissent entraîner un conflit durable dans le pays. Ce qui a permis de comprendre que les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables sont de puissants artisans de la consolidation de la paix, de la prévention des conflits et du maintien de la cohésion sociale³⁰⁵. De plus, il a été donné de constater que ces groupes se sont montrés très intéressés par ces actions en faveur du vivre ensemble³⁰⁶. Au même titre que le relèvement post conflit, la qualité de gestion des espaces par les communautés locales intéresse le PNUD.

3- La gestion rationnelle des terroirs communautaires et la diversification des sources d'énergie au sein des communautés

Se référant une fois de plus aux résultats issus de l'évaluation du village du millénaire, il ressortait que les deux sites ont bénéficié des mesures de gestion durable de l'environnement³⁰⁷. La mise en œuvre de mesures en collaboration avec les projets Projet de Conservation de la biodiversité transfrontalière dans l'interzone de Dja-Odzala-Minkébé au Cameroun, Congo et Gabon et du Ministère de la Forêt et de la Faune à Meyomessi a établi les fondations d'une gestion durable de l'écosystème qui repose sur le zonage, l'allocation de l'espace et le suivi d'activités particulières³⁰⁸. Parce que le réchauffement climatique est dû en grande partie à la destruction de l'écosystème, sa préservation est capitale³⁰⁹. Par conséquent, des limites ont été établies entre deux forêts communautaires afin de garantir une gestion durable des ressources et de générer des revenus pour la commune et les habitants³¹⁰. De même que la coupe excessive du bois a été interdite³¹¹. En outre, la réduction de la

³⁰⁴ M. Zeh Nlo, 40 ans, Assistant au Représentant Résident et chef de l'unité Développement durable au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 20/09/2021.

³⁰⁵ D. Ahmadou, 46 ans, Éleveur et bénéficiaire du SPRPB II, Ngong, entretien du 09/08/2021.

³⁰⁶ D. Masewa, 42 ans, Technicien supérieur d'agriculture, Ngan' Ha, entretien du 12/08/2021.

³⁰⁷ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", p. 50.

³⁰⁸ *Ibid.* p.50.

³⁰⁹ A. Onana, 29 ans, Cadre technique en service à l'IRAD, Yaoundé, entretien du 25/06/2021.

³¹⁰ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", p. 50.

³¹¹ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

déforestation et de la désertification à Maroua 1^{er} a été favorisée par les mesures de reboisement et de restauration de la fertilité des troupeaux, ainsi que par l'introduction à grande échelle de sources d'énergie alternatives telles que les foyers améliorés³¹². De plus, les deux villes ont adopté l'Agenda 21 et la déclaration environnementale, ce qui a permis de mettre en place des initiatives de développement dans un esprit plus respectueux de l'environnement³¹³. Cette tentative de préservation de l'environnement ne semble pas encore très profitable au Cameroun. Il est évident que ce pays a besoin des mécanismes concrets et réalistes et non des théories sans réelle matérialisation. Au même moment que des efforts sont effectués pour améliorer les conditions de vie de la population, le pays essuie des revers dans d'autres domaines à l'instar du domaine sanitaire. En effet, la survenue de la pandémie de COVID-19 a contribué à la dégradation du niveau de vie des camerounais à cause des confinements stricts qui ont été imposés dans l'ensemble du pays.

VI- L'APPORT DU PNUD DANS L'ERADICATION DE LA PANDEMIE DE COVID-19 AU CAMEROUN

La pandémie de la COVID-19 qui a commencé en Chine en décembre 2019, s'est progressivement répandue dans d'autres pays du monde et a atteint le Cameroun en mars 2020. La riposte à la pandémie a commencé avec l'adoption d'une liste de mesures restrictives rendues publiques par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, sur instructions du Chef de l'État³¹⁴.

La propagation du coronavirus et les mesures prises ont entraîné un ralentissement généralisé des activités économiques et financières, entraînant une baisse de la demande extérieure, une diminution de la demande intérieure et une rupture des chaînes d'approvisionnement, avec des conséquences sur l'offre nationale en général et sur les entreprises en particulier.

1- Les effets de cette crise sur le fonctionnement des entreprises camerounaises

La COVID-19 a été l'une des plus pires crises à laquelle le monde ait eu à faire face. Ses effets ont été dévastateurs dans tous les domaines. L'apparition de la pandémie de coronavirus au Cameroun a eu un impact important sur le fonctionnement des entreprises du

³¹² PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", p. 50.

³¹³ *Ibid.* p. 50.

³¹⁴ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études N°1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

pays. Les mesures prises par le gouvernement pour contenir le virus, telles que les bouclages, l'éloignement social et les restrictions de voyage, ont perturbé les opérations commerciales et les chaînes d'approvisionnement. De nombreuses entreprises ont dû fermer temporairement ou définitivement en raison du manque de clients et de la baisse de leurs revenus. La fermeture des frontières a également affecté l'importation et l'exportation de marchandises, ce qui a compliqué l'accès des entreprises aux matières premières et la vente de leurs produits.

L'industrie du tourisme, qui contribue de manière significative à l'économie du pays, a été sévèrement touchée par la pandémie, avec la fermeture des hôtels et des restaurants et les restrictions de voyage qui limitent les déplacements des touristes³¹⁵. L'industrie de l'aviation a également été durement touchée, la suspension des vols internationaux entraînant une baisse significative des revenus. La pandémie a également mis en évidence la nécessité pour les entreprises d'adopter les technologies numériques pour permettre le travail à distance et les transactions en ligne. Certaines entreprises se sont adaptées à la nouvelle réalité en proposant des services en ligne, tandis que d'autres ont dû investir dans une infrastructure numérique pour permettre à leurs employés de travailler à distance.

En dernière analyse, la pandémie de coronavirus a eu un impact significatif sur le fonctionnement des entreprises au Cameroun, nombre d'entre elles étant confrontées à la fermeture et à la réduction de leurs revenus. Cependant, elle a également représenté une opportunité pour les entreprises de s'adapter à la nouvelle réalité en adoptant les technologies numériques et en explorant de nouveaux modèles d'affaires.

2- Les répercussions de cette pandémie sur les conditions de vie des ménages au Cameroun

L'apparition de la pandémie de coronavirus a eu un impact significatif sur les conditions de vie des ménages au Cameroun, entraînant une augmentation spectaculaire du niveau de pauvreté dans le pays. Avec l'imposition de bouclages et de mesures strictes pour enrayer la propagation du virus, de nombreux Camerounais ont perdu leurs sources de revenus, ce qui a entraîné une baisse significative des revenus des ménages. La fermeture des entreprises et la perturbation des chaînes d'approvisionnement ont entraîné une grave pénurie de biens et de services essentiels, provoquant une flambée des prix³¹⁶. Il est donc devenu de

³¹⁵ J. V. De Paul Gweth, 45 ans, Conseiller technique principal SPRPB/PAREC au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

³¹⁶ A. Obama, 42 ans, Ingénieur d'études N°2 sous-direction de la coopération avec l'Amérique du nord et l'Asie, Yaoundé, entretien du 17/07/2021.

plus en plus difficile pour les ménages de satisfaire leurs besoins fondamentaux, notamment en matière d'alimentation, de soins de santé et d'éducation. Les familles ont du mal à mettre de la nourriture sur la table, à payer le loyer et à faire face à d'autres dépenses essentielles, ce qui entraîne un sentiment croissant de désespoir et d'impuissance.

De plus, la fermeture des écoles a eu un impact significatif sur l'éducation des enfants, beaucoup d'entre eux abandonnant l'école en raison de contraintes financières. Le manque d'accès à l'éducation et la perturbation de l'apprentissage ont des implications à long terme pour l'avenir de ces enfants et la croissance économique du pays. La pandémie a également mis en évidence les inégalités profondément ancrées au Cameroun, les groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants et les personnes âgées subissant de plein fouet l'impact de la pandémie. En raison de l'absence de filets de sécurité sociale, ces groupes ont eu du mal à faire face à la crise, ce qui les a rendus plus vulnérables à l'exploitation et à la maltraitance.

Ainsi, la pandémie de coronavirus a eu un impact dévastateur sur les conditions de vie des ménages au Cameroun, entraînant une augmentation significative des niveaux de pauvreté. Des mesures urgentes sont nécessaires pour relever ces défis, notamment la mise en place de filets de sécurité sociale, le soutien aux petites entreprises et l'investissement dans l'éducation et les soins de santé. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions espérer construire une société plus résiliente et plus équitable, capable de résister aux crises futures. En guise de soutien au pays, le PNUD a octroyé plusieurs dons.

3- Les actions du PNUD pour soutenir les efforts du gouvernement camerounais dans son processus d'éradication de la COVID-19

Le PNUD a activement soutenu le gouvernement du Cameroun dans ses efforts de lutte contre la pandémie de COVID-19. Ce Programme onusien a travaillé en étroite collaboration avec le Ministère de la Santé publique et d'autres parties prenantes concernées pour fournir une assistance technique et un soutien au système de santé du pays. L'une des principales mesures prises par le PNUD a été la fourniture de matériel et d'équipements médicaux essentiels aux établissements de santé du pays. Il s'agit notamment d'équipements de protection individuelle tels que des masques, des gants et des blouses pour les travailleurs de la santé, ainsi que des kits de dépistage, des ventilateurs et d'autres équipements médicaux.

Outre la fourniture de matériel médical, le PNUD s'est également efforcé de renforcer la capacité du système de santé à répondre à la pandémie. Cela comprend la formation du

personnel de santé à la prévention et au contrôle des infections, ainsi que le soutien à l'élaboration de plans nationaux de lutte contre le COVID-19. Le PNUD a également travaillé sur les impacts socio-économiques de la pandémie, en particulier sur les populations vulnérables. Cela comprend le soutien aux petites et moyennes entreprises du pays, ainsi que des transferts d'argent et d'autres formes de protection sociale pour les personnes les plus touchées par la crise. À ce titre, ce programme onusien a accordé des subventions estimées à trente (30 000) mille par mois à des ménages vulnérables dans les Collectivités Territoriales Décentralisées de Bamenda, Maroua, Yaoundé, Douala et Limbé³¹⁷.

Dans l'ensemble, les actions du PNUD au Cameroun ont été cruciales pour soutenir les efforts du gouvernement visant à éradiquer le coronavirus et à atténuer son impact sur la population du pays. Grâce à son soutien continu, le PNUD contribue à faire en sorte que le Cameroun soit mieux équipé pour répondre aux futures crises sanitaires et construire un système de santé plus résilient. À cet effet, le Programme onusien a entrepris la distribution de plusieurs kits de détection et de soulagement des signes de la pandémie. Ainsi, l'accent a été mis sur la décentralisation par le canal des Collectivités Territoriales Décentralisées; dont le cas le plus notable est la remise des kits collectivités décentralisées du Département du Mfoundi.

Photo 63 : Cérémonie de remise des kits de prévention et de protection aux communes d'arrondissement du Département du Mfoundi par le PNUD



Source: Archives de la préfecture du Mfoundi, 2020.

³¹⁷Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, "La lutte contre la COVID-19 et appui aux CTD", 28/08/2020. <https://www.minddevel.gov.cm/index.php/2020/08/28/lutte-contre-la-covid-19-appui-du-pnud-aux-ctd/>, consulté le 27/08/2022 à 13 heures.

L'Université de Yaoundé II a reçu le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 dans le but d'apporter de l'aide et conformément au désir du gouvernement camerounais de rouvrir les écoles³¹⁸. Cette aide comprenait plusieurs instruments utiles à l'éradication de cette pandémie tels que des solutions hydro alcooliques, des appareils de prise de température et bien d'autres³¹⁹.

Photo 64 : Remise du don par le Représentant Résident du PNUD au Cameroun à Mr le Recteur de l'Université de Yaoundé II le 01^{er} Juin 2020



Source: Université de Yaoundé II, "lutte contre le coronavirus". <https://univ-yaounde2.org/lutte-contre-le-coronavirus.html>, consulté le 25/08/2022 à 11 heures.

En outre, le PNUD et l'Agence française de développement ont fourni au Cameroun un appui médical d'une valeur de deux milliards deux cent millions (2 200 000 000) de francs CFA dans le cadre de sa réponse d'urgence contre la COVID-19. Cet appui est constitué de neuf cent mille (900 000) masques chirurgicaux de mille deux cent (1200) thermomètres infrarouges et dix (10) respirateurs de réanimation (BIPAP)³²⁰.

³¹⁸ Université de Yaoundé II, "lutte contre le coronavirus". <https://univ-yaounde2.org/lutte-contre-le-coronavirus.html>, consulté le 25/08/2022 à 11 heures.

³¹⁹ L. Youbi, 28 ans, Doctorant à l'Université de Yaoundé II, Yaoundé, entretien du 20/09/2021.

³²⁰ République du Cameroun-Ministère de la santé publique, "Covid-19: Le PNUD et la France apportent une aide d'urgence au Cameroun dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 sur financement du C2D France-Cameroun", 19 août 2020. <https://www.minsante.cm/site/?q=fr/content/covid-19-le-pnud-et-la-france-apportent-une-aide-durgence-au-cameroun-dans-le-cadre-de-la>, consulté le 27/08/2022 à 14 heures.

Photo 65 : Remise des kits anti COVID-19 par le Représentant Résident Adjoint du PNUD-Cameroun et le Représentant de l'AFD à la délégation du MINSANTE (région du centre)



Source: République du Cameroun-Ministère de la santé publique, "Covid-19: Le PNUD et la France apportent une aide d'urgence au Cameroun dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 sur financement du C2D France-Cameroun", 19 août 2020. <https://www.minsante.cm/site/?q=fr/content/covid-19-le-pnud-et-la-france-apportent-une-aide-durgence-au-cameroun-dans-le-cadre-de-la>, consulté le 27/08/2022 à 14 heures.

L'analyse de l'impact sociopolitique des actions du Programme des Nations Unies pour le Développement est intéressante car elle permet de vérifier le degré de satisfaction non seulement sur la population mais aussi au niveau des instances gouvernementales du soutien offert par ce Programme onusien. En effet, jouant un rôle crucial dans le développement sociopolitique du Cameroun depuis plusieurs décennies, ses interventions couvrent une large gamme de domaines, notamment la lutte contre la pauvreté, l'amélioration de l'accès à l'éducation et aux soins de santé, le renforcement de la gouvernance et la protection de l'environnement. Sur le plan social, le PNUD a contribué à réduire les inégalités et à promouvoir l'inclusion des groupes les plus vulnérables de la société, tels que les femmes, les jeunes, les réfugiés et les populations rurales. Ses programmes de développement communautaire ont permis de renforcer la résilience des communautés face aux chocs sécuritaires et environnementaux, en favorisant l'autonomisation et la participation des citoyens. En guise d'exemples concrets d'appuis aux couches sociales défavorisées, il ressort s'agissant de la gente féminine, que des campagnes de formation aux métiers leur ont été offertes, des formations à l'utilisation du bio charbon ont aussi contribué à leur encadrement.

Concernant la jeunesse, la fourniture des matériels pour développement de leurs projets leur a été accordée, ainsi que des subventions. Le projet Youth Connekt en faveur de la jeunesse a enregistré des résultats; comme c'est le cas d'un jeune dans la région de l'Est qui a vu son chiffre d'affaires considérablement augmenté grâce à l'aide du PNUD. De plus, sur le plan social, des projets en matière de sécurité sociale au Cameroun ont vu le jour. Une des actions les plus marquantes du soutien du PNUD est le réaménagement et la reconstruction de la ville d'Amchidée dans la région de l'Extrême-Nord. En effet, Amchidée a été détruite par lors des exactions de la secte islamique Boko Haram; ici, le Programme a reconstruit de toutes les infrastructures d'urgence notamment des écoles, des postes de gendarmerie, de douanes et d'eaux et forêts; sans oublier le marché. Par ailleurs, avec l'apparition de la crise sanitaire due à la COVID-19, le Programme onusien a soutenu plusieurs ménages dans certaines collectivités territoriales. Dans ce sens, il a offert des subventions à certains ménages démunis dans plusieurs collectivités territoriales décentralisées à l'instar de celles du centre et du littoral. Ainsi, les initiatives du Programme onusien se sont concentrées sur les démunis, en faisant respecter leurs droits, en améliorant leurs revenus, en augmentant leur résilience aux effets du changement climatique, ainsi que sur les personnes touchées par la violence et l'afflux de réfugiés.

Au-delà des aspects purement économiques et sociaux, l'action du PNUD a eu des répercussions profondes sur la scène politique camerounaise. En effet, sur le plan politique, il a joué un rôle essentiel dans le renforcement des capacités des institutions gouvernementales et de la société civile. Il a soutenu des initiatives visant à améliorer la transparence, l'efficacité et la responsabilité des pouvoirs publics, contribuant ainsi à la consolidation de la démocratie et de l'État de droit au Cameroun. À cet effet, l'on a noté la mise sur pied du Programme National de Gouvernance, celui sur la gestion des villes afin de rendre les villes camerounaises plus sûres. Cependant, malgré ces progrès, des défis persistent, notamment en termes de lutte contre la corruption, de décentralisation, de coordination des interventions, d'appropriation nationale des projets et de participation citoyenne. Ce Programme onusien poursuit ses efforts pour relever ces défis et accompagner le Cameroun dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable. Ainsi, la coopération entre le PNUD et le Cameroun a connu de nombreux changements au cours des dernières années, notamment en ce qui concerne les évolutions politiques, économiques et sociales. Toutefois, malgré ces changements, le PNUD est resté engagé à soutenir le développement du Cameroun et a adapté son approche pour s'assurer que ses activités sont en ligne avec les besoins évolutifs du pays.

En somme, l'impact sociopolitique du PNUD au Cameroun est significatif et multidimensionnel. Son engagement et son rôle de catalyseur du changement social et politique de longue date ne saurait être négligé cela a contribué à faciliter l'amélioration des conditions de vie des populations, à renforcer les institutions et à promouvoir un développement plus inclusif et durable dans le pays, faisant de lui un acteur incontournable de la transformation du pays.

En guise d'évaluation finale de cette contribution à l'amélioration des conditions de vie des camerounais, il ressort sur le plan de la pertinence que, les actions entreprises par le Programme onusien se sont alignées conformément aux enjeux nationaux de développement du pays sur les plans social et politique. S'agissant de l'efficacité, l'on note que dans l'ensemble les projets prévus ont été réalisés. Toutefois, le taux de réalisation peut être estimé à 60% au regard des écueils rencontrés lors de l'implémentation des projets. Au niveau de l'efficience, l'on observe au regard des financements disponibles, bien qu'ils n'ont pas toujours été proportionnels au montant global prévu pour tel ou tel projet, que plusieurs initiatives ont pu être réalisées. En ce qui concerne la durabilité, l'on a constaté un problème de pérennité et d'appropriation des acquis de la part des bénéficiaires au terme de chaque projet. Au même titre que le PNUD essaye d'éradiquer la pauvreté au Cameroun, ce dernier fait face à certains écueils à la fois internes et externes qui entravent la bonne marche des activités en freinant la réalisation des projets sur le terrain. L'analyse de ces écueils a permis la formulation des propositions de solutions.

**CHAPITRE VI: DES PROBLÈMES RENCONTRÉS PAR LE PNUD
DANS SA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ AU CAMEROUN AUX
PROPOSITIONS DE SOLUTIONS**

Le but recherché dans ce chapitre est de faire ressortir tout en analysant les écueils qui ont entraîné des retards lors de la réalisation des projets en rapport avec la lutte contre la pauvreté au Cameroun. La mise en évidence des facteurs à la fois externes et internes des difficultés rencontrés par le Programme permet de saisir l'ampleur de ces manquements sur le non-respect des délais observé lors de la mise en œuvre des projets. Dans un premier temps, il est question de recenser et d'expliquer les problèmes qui freinent le PNUD et le gouvernement camerounais dans leur processus d'éradication de la pauvreté au Cameroun. Par la suite, l'on s'est proposé de formuler des solutions qui peuvent faciliter la mise en place des projets encore plus efficaces pour enrayer la voie à la pauvreté au sein de la population camerounaise. En effet, la recherche des obstacles à la bonne marche des initiatives en matière de lutte contre la pauvreté justifie le bien-fondé de ce chapitre. Des solutions pratiques et faciles à implémenter vont être proposées pour pallier aux difficultés présentes. Dès lors, Owono dans son ouvrage faisait remarquer que, si le slogan de la lutte contre la pauvreté, devenu incontournable, est, comme le pense Chavagneux, inattaquable dans son principe, il est surtout ambigu dans ses motivations et inefficace dans ses stratégies¹. Ceci étant les problèmes dont souffre l'aide offerte se posent à la fois au niveau qualitatif et quantitatif.

I- LES PROBLÈMES LIÉS À LA QUALITÉ DE L'AIDE DU PNUD

Il existe un réel défi d'aligner les cycles collaboratifs. Ils sont structurés de manière à créer un "vide" entre la fin d'un cycle coopératif et le début d'un autre, similaire à la fin du sixième et du septième cycle. En effet, ce vide a duré pratiquement trois ans. À cause de ces périodes de flottement, les résultats de l'activité du Programme deviennent mitigés.

1- Des approches souvent inappropriées

Le mandat global du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun est cohérent avec les priorités nationales. Cependant, les méthodes utilisées pour atteindre leurs finalités n'étaient pas toujours bien choisies. Globalement, les initiatives soutenues par les programmes des nations unies pour le développement avaient pour but principal de diminuer les disparités. Même s'il choisissait parfaitement les régions pauvres, aucun procédé parallèle n'y existait pour cibler les communautés vulnérables; comme ce fut le cas pour le sous-programme de réduction de la pauvreté.

¹ J.F. Owono, *Pauvreté ou paupérisation en Afrique. Une étude exégético-ethique de la pauvreté chez les Béti-Fang du Cameroun*, p.134.

Pour ce qui est de la capacité efficiente de ses méthodes, la démarche globale du programme onusien semble réaliste, mais l'application des procédés en vue de l'amélioration de la situation de vie reste mitigée. Ces procédés mis en place par le programme permettaient dans un premier de concevoir toute la documentation nécessaire pour la réalisation et matérialisation des initiatives sur le terrain tout en déclinant clairement les responsabilités. Enfin, ils servaient lors de l'implémentation des actions sur le terrain par les agents concernés qui sont à même d'organiser des plaidoyers. Le Programme des Nations Unies pour le Développement a une expérience mondiale et sa représentation camerounaise a la possibilité d'utiliser cette approche en raison de ses moyens insuffisants et de son expertise dans sa collaboration avec les pays moins développés. Cela passe par l'actualisation des données existantes. Selon ce processus d'amélioration, la représentation nationale doit être redéfinie comme un siège de conception de projets et d'initiatives salvatrices plutôt qu'une institution chargée de l'implémentation des projets. Cela implique également que, avec l'aide d'autres prestataires, la gestion des projets réussis va être transférée aux locaux.

L'expérience montre cependant que pérenniser les réalisations met long. De 2008 à 2015, il y a eu des modifications dans les approches du programme onusien, ce qui a conduit à des résultats suspects au moment de capitaliser les acquis. La tendance était de se concentrer sur l'implémentation des projets plutôt que sur l'obtention des résultats.

Dans les faits, le modèle théorique de changement envisagé par les centres d'écoute était inefficace. Le Programme onusien ne trouve pas toujours les moyens appropriés pour atteindre des résultats avec les personnes touchées². Par exemple, pour les programmes d'inclusion sociale et économique, la théorie implicite du changement est une étude de cas qui considère les thèmes transversaux et les attentes des groupes vulnérables dans les plans de développement, examine les groupes vulnérables dans les villes concernées et plaide pour la révision des plans par des actions ou des ajustements pour mieux protéger les perceptions des groupes vulnérables et renforcer leurs capacités³. Aucune des villes n'a mis fin à cette logique. Ce qui a conduit à un abandon des modifications prévues au niveau des mécanismes de gouvernance locale. En raison de cet abandon des cadres locaux de gestion par les municipalités, plusieurs projets, pourtant en cours ont été annulés et les grands perdants dans toute cette histoire sont les riverains. Il en résulte une perte d'estime à l'égard des initiatives financées par le PNUD.

² ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p.36.

³ *Ibid.* p.37.

D'après le cycle de coopération 1997-2001, il ressort que certains membres de la hiérarchie ont parfois manqué de rigueur dans le choix de certains projets et études⁴. Ce qui permet de justifier qu'il y a un sérieux déficit de gouvernance au Cameroun, dans la mesure les cadres stratégiques sont mal orientés.

Le fait que certains projets et programmes soient formulés par les responsables du Programme onusien sans consulter les spécialistes du Ministère de l'Économie ait été inadapté a entraîné une analyse complaisante. Cette réalité en cache une autre plus complexe et grave quant à l'absence de confiance entre les agents du PNUD et ceux de l'État. Le manque d'intégration des situations de vie locales empêche les responsables internes et nationaux d'intérioriser la vraie valeur des activités implémentées surtout quand elles sont conçues par des spécialistes étrangers. À la suite de ces approches souvent inadaptées, émerge le problème de recentrage des actions du programme onusien.

2- Le recentrage des activités du PNUD

À ce niveau, un sérieux réalignement entre les huitième et neuvième cycles de programmation a eu lieu pour augmenter l'efficacité et l'efficience du programme, réduisant le degré d'impacts et augmentant la concentration géographique⁵. Cependant, d'autres éléments restreignent l'efficacité du programme. Ainsi, ce recentrage a créé parfois des perturbations, empêchant ainsi la capitalisation des bénéfices acquis et la création de synergies, et certaines activités ont été mises en œuvre sans lien direct avec les objectifs poursuivis⁶. Les étapes de préparation sont très étendues sur la durée et la majorité des ressources ont été dédiées aux diagnostics. Conséquence immédiate, les retards consécutifs et la perte d'engouement. Depuis son installation au Cameroun, le Programme onusien a toujours modifié sa stratégie de planification, vérification des résultats parce que privilégiant plus les concrétisations aux impacts.

Par ailleurs, le mode national de mise en œuvre au Cameroun et les retards de planification ont diminué l'efficacité des efforts à consentir. Toutefois, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, un déséquilibre stratégique apparaît au niveau des deux sous programmes⁷. En effet, si les financements ont continué à être accordés aux populations afin

⁴ A.PNUD-DP/CCF/CMR/1, "First country cooperation framework for Cameroon (1997-2001)", p. 4.

⁵ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 38.

⁶ *Ibid.* p.38.

⁷ Il s'agit ici du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la base phase I et II.

qu'elles puissent diversifiées et rentabilisées leurs activités génératrices de revenus⁸, les véritables moteurs de développement ont été abandonnés, car les petites et moyennes entreprises n'ont pas été véritablement considérées. Toutefois, le village du millénaire n'a eu que des retombées que dans les deux localités. Ce qui est un sérieux problème au niveau de ce recentrage.

Le PNUD n'a pas apporté à des innovations dans la prévention et de la réponse aux crises car il n'avait prévu un mécanisme solide et bien pensée⁹. Son méthode a été passible parce qu'elle a mis l'accent sur le ressenti plutôt que la notion de résilience, avec des interruptions et des redémarrages. Bien que les interventions récentes dans le Grand Nord aient produit des résultats significatifs, leur impact est restreint et très mitigé. En effet, avec les attaques, d'autres localités se font attaquer. Alors que, la meilleure méthode préconise que les actions qui doivent être entreprises soient efficaces sur le long terme.

Cependant, l'apport du PNUD est minime face à l'extrême pauvreté dans la région de l'extrême nord, aggravée par les conditions de sécurité¹⁰. Le Programme onusien montre des attitudes d'ignorance face à la notion de gestion axée sur les résultats et s'intéresse négativement sur des motifs procéduraux, ce qui risque de nuire à l'atteinte des objectifs fixés. Il est important de mettre en contexte les procédures, car la bureaucratie lourde du Programme onusien a un impact négatif sur les résultats. L'approche par le genre bien qu'étant au cœur des projets du PNUD, celle-ci n'a pas toujours été totalement respectée. Aussi, il faut ajouter le fait que les jeunes et les réfugiés ont dans certains cas été mis de côté.

3- La marginalisation de certaines couches sociales défavorisées dans l'action du PNUD visant à réduire les inégalités au Cameroun

Le Programme onusien a ciblé les zones les plus pauvres du pays d'un cycle à l'autre, sans réellement pensé à des stratégies innovantes pour cibler les plus démunis. À ce titre, par couches sociales défavorisées il faut entendre cette frange de la population qui est victime de marginalisation. Dès lors, le Programme des nations unies pour le développement a une activité limitée en raison des actions unilatérales. En outre, la place donnée à la femme dans leur programme tarde encore à évoluer bien que des maigres évolutions soient enregistrées. Aucun procédé de choix des bénéficiaires n'existait sauf des préférences géographiques en

⁸ MINEPAT, PNUD, "Évaluation finale du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base-Phase 2", p. 32.

⁹ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 40.

¹⁰ *Ibid.* p.53.

raison des données chiffrées par localité. Par conséquent, le programme a œuvré pour la réduction des disparités au sein des communautés dans diverses localités, sauf au sein des zones choisies. De plus, la mise en place de système de versement d'une caution préalable au financement limitait l'accès des plus démunis au projet car n'ayant même pas d'abord de quoi manger où allait-il prendre ces sommes d'argents. Par conséquent, les plus nanties ont trouvé en ce système, un moyen de rentabiliser leurs caisses, parce qu'en investissant, ils ont eu d'énormes bénéfices. En revanche, un constat a permis de dégager un caractère malsain de la part des responsables car ils préfèrent effectuer des tâches à actions immédiates au lieu de matérialiser des projets qui peuvent être bénéfique sur le long terme. Ainsi, les populations sous représentées ont vu leurs espoirs de développement se réduire à néant par ce qu'après le projet, les bénéfices ne vont perdurer.

La plupart des interventions du Programme des Nations Unies pour le Développement en matière de gestion durable de l'environnement ne tiennent pas explicitement compte de la dimension genre¹¹. Certaines réalisations du programme onusien, tels que le Plan national de gestion de l'environnement, la création de stations agro-météorologiques et la cartographie des zones sujettes aux catastrophes, n'ont pas eu un effet significatif sur l'égalité des sexes.

Au fil du temps, le Programme des Nations Unies pour le Développement a toujours orienté ses efforts vers les zones les plus pauvres du pays. Cependant, ce faisant, il n'a pas réussi à identifier les populations les plus démunies dans ces zones. Par conséquent, l'impact des interventions du PNUD s'est limité à des initiatives localisées. De plus, le taux de participation des femmes à ces interventions a été très variable, comme ce fut le cas lors du réaménagement des lieux de commerce du bétail¹². Bien que le PNUD ait pris des mesures pour cibler les régions à fort taux de pauvreté, il n'a pas mis en place de mécanismes supplémentaires pour sélectionner les bénéficiaires en fonction de leur niveau de pauvreté. Cette omission a fait manquer l'occasion de répondre aux besoins les plus pressants des populations les plus vulnérables.

Pour lutter efficacement contre la pauvreté, il est essentiel d'identifier les personnes et les communautés les plus démunies et de leur donner la priorité. Sans une approche globale pour identifier les populations les plus vulnérables, les efforts de réduction de la pauvreté continueront d'être insuffisants. Pour aller de l'avant, le PNUD doit mettre au point des

¹¹ J. Mballa, 38 ans, Experte nationale en genre et planification au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 21/09/2021.

¹² F. Onguene, 40 ans, Commerçante et bénéficiaire du projet PRINCES, Bertoua, entretien du 01/11/2021.

interventions plus ciblées qui s'attaquent aux causes profondes de la pauvreté et donnent la priorité aux besoins des populations les plus vulnérables. Cela nécessitait une compréhension plus nuancée de la pauvreté et un engagement plus profond avec les communautés les plus touchées par celle-ci.

En conclusion, si les efforts du PNUD pour lutter contre la pauvreté dans le pays sont louables, il reste encore beaucoup de choses à améliorer. En mettant en œuvre des interventions plus ciblées et en donnant la priorité aux besoins des populations les plus vulnérables, le PNUD peut avoir un impact significatif sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la vie des personnes les plus démunies. Au même titre que la marginalisation de certaines couches sociales, les problèmes bureaucratiques ralentissent considérablement les actions de lutte contre la pauvreté au Cameroun.

4- Les pesanteurs administratives tant du côté du PNUD que du côté du Cameroun

Le Programme des Nations Unies pour le Développement est confronté à des problèmes tels que la perception lourde de ses procédures, ce qui en ferait une bureaucratie à outrance, le caractère insaisissable des activités, non seulement à cause de leur manque d'efficacité mais aussi de leur inachèvement. En effet, l'une des reproches longtemps faite au Programme des Nations Unies pour le Développement est le fait que ses équipes préfèrent plutôt se cantonner dans leurs bureaux au lieu d'aller superviser de près les travaux de réalisation des projets sur le terrain ce qui conduit inéluctablement à une faible fréquence de suivis des activités de certains groupes.

En outre, il y a une forte concentration des pouvoirs de décisionnels au sein du programme onusien, tels que les programmes genre et le Sous-programme de réduction de la pauvreté à la base de la phase I¹³, entraînant des problèmes importants en ce qui concerne les exigences de crédit. Les projets du Programme des Nations Unies pour le Développement ont été largement entravés par des pesanteurs administratives importantes.

Du côté du gouvernement camerounais, on se rappelle que quand le quatrième plan avait été proposé alors que l'expansion économique avait ralenti. L'état économique et financier du pays s'était considérablement détérioré durant l'implémentation de ce programme.

¹³ PNUD, "Programme global pour l'avancement des femmes et l'égalité de genre", Descriptif de l'appui au programme du Gouvernement, Yaoundé, PNUD, 1992, p. 8.

La détérioration générale a empêché le Gouvernement de répondre à ses besoins ou de respecter ses engagements en matière de financement des projets et des tâches relatives. Ce qui a conduit à une charge additionnelle pour le chiffre indicatif de planification (CIP) du quatrième cycle et une surprogrammation¹⁴.

De plus, lors de l'exécution des projets la part du gouvernement tarde toujours à arriver même si lors de la ratification des documents elle est clairement mentionnée, il en résulte toujours des situations de non-paiement de leur part. Par conséquent, le projet va accuser un retard flagrant. En outre, du fait du facteur temps, le gouvernement ne parvient souvent à mobiliser vite les ressources parce qu'étant également impliqué sur d'autres fronts. Le plus souvent des projets précédemment établis se retrouvent par moment inachevés voire même abandonnés. Au terme des projets du PNUD au Cameroun, la poursuite des activités s'avère quasiment inexistante à cause parfois du manque de mécanismes de pérennisation des résultats obtenus.

5- La difficulté à pérenniser les acquis issus des projets finalisés

L'un des principaux défis qui se posent après l'achèvement des projets de développement est la difficulté d'assurer la durabilité des réalisations effectuées. Généralement, les documents de projet ne comprennent pas de dispositions ou de stratégies claires pour pérenniser les acquis (stratégies de sortie). L'objectif principal des programmes et des projets soutenus par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est de préparer les partenaires bénéficiaires à prendre le relais, en comptant sur leurs propres ressources à long terme.

Cependant, malgré les meilleures intentions et les efforts, il n'existe souvent pas de méthode rigoureuse ou unanime pour mesurer l'impact des activités sur le développement, en particulier dans le domaine du renforcement des capacités. Par conséquent, il peut être difficile de déterminer dans quelle mesure les objectifs d'un projet particulier ont été atteints et comment tirer parti de ces réalisations de manière efficace. Pour relever ces défis et assurer la durabilité des acquis du développement, il est essentiel de se concentrer sur la création et la mise en œuvre de stratégies de sortie et de plans de durabilité à long terme. Il s'agit notamment d'identifier et de tirer parti des ressources et des capacités existantes au sein de la communauté locale, d'établir des partenariats avec les parties prenantes et les organismes

¹⁴ A.PNUD-DP/CCF/CMR/1, "First country cooperation framework for Cameroon (1997-2001)", p. 8.

gouvernementaux concernés, et de promouvoir l'appropriation et le leadership locaux dans le processus de développement.

En outre, le suivi et l'évaluation continus des résultats et de l'impact du projet sont essentiels pour identifier les domaines de réussite et ceux qui nécessitent une attention et une amélioration supplémentaires. Cela permet d'orienter les programmes futurs et de s'assurer que les efforts de développement sont ciblés et efficaces pour obtenir des changements durables et significatifs. Par ailleurs, un autre exemple de ces problèmes de durabilité des projets du Programme onusien concerne le village du millénaire au Cameroun. En effet, ce projet qui a prévu faire de ces localités pilote, des villes sans difficultés et émergentes, n'a pas eu l'effet escompté. Ce fut une désillusion totale. Aujourd'hui, en observant la ville de Maroua 1^{er}, on a que nos yeux pour pleurer puisqu'elle présente un état de délabrement avancé.

En conclusion, bien que la durabilité des gains du développement puisse être une question complexe et difficile, il est essentiel de l'aborder de manière proactive et stratégique pour s'assurer que les efforts de développement ont un impact durable sur les communautés qu'ils visent à servir.

6- L'incompréhension et la concurrence entre les projets du Programme des Nations Unies pour le Développement et ceux du Gouvernement camerounais

Le manque de compréhension et la concurrence entre les projets du Programme des Nations Unies pour le Développement et ceux du gouvernement camerounais à travers son Programme National de Développement Participatif (PNDP) ont été un obstacle majeur au progrès et au succès des initiatives de développement au Cameroun. En effet, des appuis offerts aux municipalités camerounaises pour ce ne cite que cela, prêtent à confusion; puisque la population récipiendaire ne sait pas à qui apparait telle ou telle autre action. De plus, des projets en apparence similaires ont eu des approches d'implémentation distinctes. À titre d'exemple, les Sous programmes de Réduction de la Pauvreté à la Base et le mécanisme du PNDP qui consiste à accorder des subventions aux communes sont semblables dans le forme mais pas dans le fond. Bien que les deux entités aient le même objectif de promouvoir le développement durable et d'améliorer la vie des populations, leurs approches et leurs stratégies s'opposent souvent, ce qui entraîne une certaine confusion et une duplication des efforts.

D'une part, les projets du PNUD sont souvent guidés par les normes internationales et les meilleures pratiques, en mettant l'accent sur les droits de l'homme, l'égalité des sexes et la durabilité de l'environnement. Ils sont conçus pour être inclusifs, participatifs et dirigés par les communautés, et mettent fortement l'accent sur le renforcement des capacités et l'autonomisation des communautés locales. D'un autre côté, les initiatives menées par le gouvernement sont souvent plus descendantes, et se concentrent sur le développement des infrastructures et la croissance économique. Elles sont guidées par des priorités politiques et manquent souvent de la participation et de l'appropriation des communautés qui sont essentielles au développement durable. Ce manque de synergie et de coordination entre le PNUD et les projets menés par le gouvernement a conduit à une situation où les ressources sont gaspillées et où les progrès sont lents. Au lieu de travailler ensemble à la réalisation d'un objectif commun, les deux entités se font souvent concurrence pour le financement, la reconnaissance et l'influence. Cela a conduit à une situation où les communautés ne savent pas exactement quels sont les différents projets et leurs objectifs, et où il y a un manque de confiance entre le gouvernement et le PNUD.

Pour relever ce défi, il est nécessaire de renforcer la collaboration et la coordination entre le PNUD et le gouvernement. Cela peut se faire grâce à une meilleure communication, une planification et une mise en œuvre conjointes des projets, ainsi qu'une plus grande implication des communautés locales dans le processus de prise de décision. En travaillant ensemble, le PNUD et le gouvernement peuvent tirer parti de leurs forces et de leurs ressources respectives pour obtenir un plus grand impact et un développement durable au Cameroun. Compte tenu que la qualité de l'aide offerte semble dans bien des cas en incohérence avec les enjeux de la lutte contre la pauvreté au Cameroun, les facteurs liés à la conjoncture et au personnel ne sont pas en reste.

II-LES PROBLÈMES D'ORDRE CONJONCTUREL ET HUMAIN

Ici, il est question de comprendre comment des difficultés inhérentes au personnel impliqué dans la coopération PNUD-Cameroun présentent des insuffisances quant à la mise à disposition des ressources nécessaires pour la réalisation des projets.

1- Le développement de partenariats et la mobilisation de ressources demeurent un défi pour le PNUD

Pierre angulaire dans la réalisation des projets, une bonne mobilisation permet de disposer de capitaux conséquents pour conduire à son terme les différentes initiatives. En

effet, pour mettre résolument le Programme onusien sur le chemin d'une structure qui intervient efficacement dans les actions qui favorisent la création de possibilités nouvelles de développement grâce à la mise en place d'une stratégie efficace de partenariat solide, la mission du PNUD est d'aider le pays afin qu'il se dote d'un mécanisme permettant une mobilisation plus accrue de capitaux devant servir lors des programmes. Il est évident que cette étape est très déterminante pour savoir si le cycle de coopération va durer ou pas car dans sa formulation, une place de choix a été toujours accordée à cet aspect.

L'aspect relatif à la mobilisation a toujours été au cœur des principales priorités du PNUD. En effet, ses actions se retrouvent très souvent restreintes à cause d'une insuffisance de fonds car disposant d'un réseau de partenaires très limité¹⁵. De plus, il ressort que pour la période allant de 2008 à 2015, le Programme onusien a compté sur l'aide financière de l'Agence japonaise de coopération internationale, qui a apporté cinq millions sept cent trente mille (5 730 000) dollars américains de 2010 à 2015 au programme Millennium Village¹⁶. L'Etat japonais a toujours pris une très grande proportion pour ce qui est du financement des projets du PNUD au Cameroun¹⁷. Bien que des fonds proviennent également de d'autres partenaires au développement¹⁸. Aussi, en 2018, des projets d'autonomisation des jeunes dans les régions septentrionales ont été financés par le Japon¹⁹. En outre, le gouvernement camerounais est le deuxième partenaire et avait participé à hauteur de deux millions sept cent mille (2 700 000) dollars américains entre 2008 et 2012, principalement pour la réduction de la pauvreté et la lutte contre la corruption²⁰. L'une des recommandations longtemps faites au PNUD a été toujours le fait que dans ses documents projets que le montant de la participation soit clairement décliné. Ce problème de clarification entraîne souvent des difficultés lors du déblocage des fonds pour la matérialisation des projets sur le terrain²¹. À ce niveau, le pays participe depuis longtemps déjà dans les projets du Programme onusien comme atteste sa participation à hauteur de six millions sept cent mille (6 700 000) pour les projets qui se sont déroulés entre 2013 et 2016²². Au même titre que les partenariats et la mobilisation des

¹⁵ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 41.

¹⁶ *Ibid.* p. 41.

¹⁷ S. Olangana, 35 ans, géostratège en service à la sous-direction de la coopération avec l'Amérique du nord et l'Asie au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 17/07/2021.

¹⁸ R. Bilégué Ngono, 29 ans, Cadre contractuel en service à la sous-direction de la coopération avec l'Europe au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

¹⁹ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 41.

²⁰ *Ibid.* p. 41.

²¹ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

²² ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 41.

ressources, l'insuffisance des moyens financiers du Programme des Nations Unies pour le Développement freine la lutte contre la pauvreté au Cameroun.

2- L'insuffisance des ressources propres du PNUD

Ana et Delmon précisent à ce sujet que le financement total du PNUD provient des dotations volontaires de trois types: ressources ordinaires qui étaient de 20%, ressources allouées à un thème ou à une zone géographique selon un donateur bilatéral ou multilatéral estimées à 50% et des ressources provenant de services achetés par les pays en développement au PNUD estimé à 30%²³. De plus, ces auteurs soulignent un fait très caractéristique au sujet des ressources affectées et locales. En effet, celles-ci ont été incluses dans le budget global de l'organisation, mais le Programme onusien ne peut pas en disposer à sa guise parce que n'étant un exécutant des desiderata des pourvoyeurs de fonds²⁴. Le fait d'inclure les financements dédiés à chaque gouvernement dans le budget total de l'institution augmente les procédures à remplir quant à l'acquisition de ces fonds. Ainsi, l'action du bureau PNUD-Cameroun a été compromise; ce qui a entraîné une perte de considération envers ses projets. Par ailleurs, les auteurs vont plus loin en précisant que les moyens réguliers du Programme constituent le principal mode de financement de ces projets, même s'il s'avère parfois insuffisant.

La proportion des sommes affectées et locales dans les moyens totaux du Programme onusien a augmenté considérablement depuis 1999²⁵. La périodisation de l'octroi des moyens financiers; qui sont déjà très limités entraîne un problème d'atteinte des objectifs fixés et la durabilité du projet ne peut être garanti. Aussi, le mécanisme de subvention des projets s'effectuant par an présente aussi de nombreux désagréments. Ce qui conduit généralement à des perturbations lors des programmations. Ainsi, un pareil paradigme n'augure pas une marge de manœuvre plus grande. En effet, le fait d'accorder un financement annuel conduit à la non intégration de tous les projets dans la programmation. Or, il est évident qu'on ne peut pas toujours recenser toutes les difficultés en avance. Puisque, parmi elles, d'autres dépendent des contingences locales. De plus, avec la conjoncture nationale qui est en constante mutation, il est clair qu'une recension complète est quasi-impossible²⁶. À cet effet, le budget déjà limité

²³ A. Lipchitz, C. Delmon, "Le Programme des Nations Unies pour le Développement, un "machin" onusien utile?", p. 71.

²⁴ *Ibid.* p. 71.

²⁵ *Ibid.* p. 71.

²⁶ A. Obama, 42 ans, Ingénieur d'études N°2 sous-direction de la coopération avec l'Amérique du nord et l'Asie, Yaoundé, entretien du 17/07/2021.

du projet s'avère toujours insuffisant s'il y a lieu d'insérer des problèmes qui surviennent de manière imprévue.

Toutefois, il apparaît que l'insuffisance des ressources propres du programme des nations unies pour le développement réduit considérablement l'impact de ses résultats sur le terrain. Il est clairement établi que le Programme onusien est plus financé par des fonds japonais²⁷. Cependant, conscient de ces difficultés, le programme a mis sur pied des mécanismes de collecte des fonds n'ayant produit aucun impact²⁸. À titre d'exemple, le rapport d'évaluation de Damiba souligne qu'au moment où le sous-programme de réduction de pauvreté fut établi, le programme onusien devait fournir un million de dollars américains mais au final, il en accorda que deux cent cinquante mille (250 000) dollars américains²⁹. Ainsi, la somme restante devait être recherchée par ce sous-programme lui-même³⁰; ce qui a conduit directement à une diminution du rendement comme ce fut même d'ailleurs constaté puisque plusieurs projets n'avaient pas été réalisés voire même abandonnés en cours d'exécution.

De plus, le rapport d'Onana, renforce cette logique en précisant que même pour la mise en œuvre du programme relatif à l'amélioration de la qualité de services rendus aux usagers la somme allouée pour les activités au départ n'a pas pu être définitivement respectée. Puisque ni le Programme onusien ni le gouvernement camerounais n'a réussi à donner la totalité de la somme d'argent qui lui était dédiée³¹. Il en résulte donc des retards dans l'exécution des activités.

3- Retard dans l'exécution des projets sur le terrain

Principal difficulté à laquelle le programme onusien est confronté depuis toujours sur le sol camerounais, ce retard tient d'un seul facteur, le facteur financier. Il est clair que sans des ressources financières disponibles à temps, aucune activité ne peut avoir. Comme présenté plus haut, le manque de ressources du Programme onusien ralentit ses projets; ce qui donne aux populations une mauvaise appréciation de cette institution. En effet, lorsque les ressources sont insuffisantes, aucun recrutement ne peut être entrepris, aucun matériel acheté, par conséquent, la phase de démarrage initialement fixée se retrouve pénalisée voire même reporté. À titre d'exemple illustratif, le cas du sous-programme "Réduction de la pauvreté à la

²⁷ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 15.

²⁸ *Ibid.* p. 15.

²⁹ E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", p. 16.

³⁰ *Ibid.* p. 16.

³¹ R. Onana, "Programme d'appui à l'amélioration de la qualité des prestations rendues aux usagers des services publics (PAAQSU)", p. 21.

base" est très révélateur. Le rapport de l'évaluation finale permet de constater à cet effet, que le début qui a été fixé en principe pour mi-2004, n'a en réalité commencé qu'en 2005. Pour cause, l'absence de moyens financiers³². Il s'ensuit que le programme qui aurait dû s'étaler sur trois ans s'est retrouvé diminué d'une année; ce qui a conduit à l'abandon de certaines activités³³. De plus, les délais de réalisation des projets ne sont pas cohérents avec les attentes réelles des citoyens impliqués.

Conscient de ses défauts, ce programme n'a pas encore mis sur pied un réel mécanisme qui permet de se prémunir contre d'éventuels contre temps quant à la collecte des fonds utiles à la réalisation des activités. Toutefois, le Programme ne dispose pas d'un mécanisme claire sur la quantité et la qualité des fonds collectés ce qui peut être traduit comme étant un comportement véreux parce qu'entaché d'irrégularité³⁴. Le manque de transparence relevé dans le processus d'obtention des financements n'étant pas claire, cela bloque le processus de libération des fonds.

D'autant plus que la situation ne s'est pas améliorée concernant les autres programmes mis en œuvre par le PNUD et le Gouvernement Camerounais. Ceci étant, le cas du programme PRINCES est également révélateur. En effet, en plus du financement du programme, il était attendu un apport significatif du Gouvernement camerounais à hauteur de un million quatre cent mille (1 400 000) dollars américains³⁵. Mais sur ce montant, seuls deux millions quatre-vingt-douze mille neuf cent quatre-vingt-sept (2 092 987) dollars représentant 41,86% du montant prévu ont été collectés or la somme initiale pour ce programme a été fixée à cinq millions (5 000 000) de dollars³⁶. Il est évidemment vraisemblable de soutenir que la recherche du cofinancement a été relativement inefficace. Comme évoqué plus haut, la mobilisation des ressources financières qui demeure un défi à la fois pour le Programme onusien et le Cameroun a conduit à un retard pour ce qui est de la matérialisation des activités du PRINCES, le tableau ci-dessous illustre le niveau de mobilisation observé lors du lancement de ce projet.

³² E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", p. 15.

³³ *Ibid.* p. 15.

³⁴ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p.42.

³⁵ MINEPAT, PNUD, "Évaluation finale du Programme d'Inclusion Économique et Social (PRINCES)", p.35.

³⁶ *Ibid.* p. 35.

Tableau 36 : État de mobilisation des ressources du Programme (PRINCES)

| Partenaires financiers | Montant prévu (en dollars) | Montant effectivement mobilisé | % du montant effectivement mobilisé |
|-------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|--|
| Gouvernement | 1.400.000 | 497000 | 35,50% |
| PNUD | 3.600.000 | 1 595 987 | 44,33% |
| Total | 5.000.000 | 2 092 987 | 41,86% |

Source: MINEPAT, PNUD, "Évaluation finale du Programme d'Inclusion Économique et Social (PRINCES)", Rapport final, Yaoundé, MINEPAT/PNUD, 2017, p.35.

L'analyse de ce tableau permet de dégager le constat selon lequel les projets initialement formulés au début ne vont pas tous être mis en œuvre ou leur réalisation va prendre plus de temps que prévu car il va falloir encore rechercher plus de financements. De plus, on ne saurait oublier le fait que le démarrage des activités d'un cycle de coopération se fait très souvent à la fin de la première année du cycle de coopération. Pour ce qui est du retard dans les décaissements au niveau du PNUD, il faut noter qu'il s'écoule en moyenne trente jours entre l'émission et le paiement³⁷. Ainsi, et convenir avec Easterly, le recours aux institutions internationales est important pour la promotion du développement³⁸, cependant, leur temps de réactivité et d'action conditionne la réussite des projets sur le terrain. La mobilisation des ressources financières étant un grand défi tant pour le PNUD que pour le Gouvernement, la mauvaise gestion et les détournements fréquents réduisent encore plus la portée des efforts de lutte contre la pauvreté au Cameroun.

4- Le détournement ou la mauvaise gestion des fonds

Phénomène longtemps combattu par le PNUD, la corruption a infesté la sphère organisationnelle et gestionnaire des projets du Programme onusien. En effet, certaines personnes à la tête des organisations locales ont malversé des fonds dans le cadre de la matérialisation des projets. Ainsi, en guise d'illustration, le rapport de l'évaluation du projet "Support to micro-schemes", souligne à cet effet que deux groupes bénéficiaires des fonds du Programme des Nations Unies pour le Développement ont fait montre de malhonnêteté en détournant de l'argent; c'est le cas du groupe Nkolnguet dans la lékié et de Bahouoc dans le

³⁷ L.C. Mbimi, 39 ans, Conseiller technique principal PRINCES au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 20/09/2021.

³⁸ S. Zeghni, "W. Easterly (2006) Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ?, Éditions d'Organisation, Paris traduction de l'anglais par Aymeric Piquet-Gauthier (Edition Originale, MIT Press, 2001)", *Mondes en développement*, 2006, vol 3 n°135, p.140. DOI : 10.3917/med.135.0139

Ndé qui ont été suspendus du programme³⁹ avec pour résultat, le non accomplissement des activités du Programme onusien dans ces zones-là.

En outre, le rapport révèle que certains groupes formés n'ont été que l'émanation d'un esprit pervers visant juste à s'appropriier les fonds du projet et ensuite à disparaître dans la nature⁴⁰. C'était un individu qui formait le groupe à des fins opportunistes pour capter les ressources financières. Il est arrivé aussi que certains membres adhèrent exclusivement par rapport à l'argent. Il résulte de cet état d'esprit un problème de durabilité puisque des groupes formés sur cette base se disloquent par désenchantement. Il ressort alors clairement que les désaccords rencontrés dans certains groupes n'ont été que le reflet d'un manque de confiance entre les adhérents et d'un souci de clarté dans la mise à disposition des fonds alloués à la pratique des activités.

La corruption demeurait un mal qui a entravé l'avancé des projets. Elle se traduisait par les pots de vins que réclamaient certains cadres de l'administration. C'était aussi les intérêts interpersonnels que l'on enregistrerait. Les agents ne pensent pas toujours à l'intérêt général dans la mise en œuvre des projets. Au même titre que les détournements des fonds, il se pose le problème d'acheminement de l'aide jusqu'aux couches sociales dans le besoin.

5- Les difficultés d'acheminement de l'aide jusqu'aux couches sociales visées

Pour réduire considérablement la pauvreté, il faut que les actions mises en place ne soient pas au profit d'un groupe de personnes en particulier. Il a été donné de constater que les mécanismes de transit de l'aide ne sont pas mis en place au Cameroun. Ce qui provoque le fait que l'aide offerte n'arrive pas jusqu'aux populations concernées par ce qu'ayant été parachuté ailleurs ou à des fins malsaines. En effet, partant de ce constat, Agbessi Komla dans sa thèse doctorat pense qu'étant donné que le soutien voire l'aide accordé qui passe par les représentants de l'État, et qui d'ailleurs ne sont pas pauvres, n'est pas toujours bénéfique pour les plus démunis. Parce que, cette aide a tendance à ne pas arriver à destination⁴¹. De plus, il semble que l'aide fournie par les organismes internationaux est généralement utilisée par les agences gouvernementales pour financer des projets nationaux, or étant convenu que l'État dispose d'un budget de fonctionnement pour la circonstance. La question est celle de savoir

³⁹ O. Soumare Samba, A. Mvogo, "Rapport d'évaluation du projet support to micro-schemes du 1^{er} au 31 décembre 2003", Yaoundé, PNUD, 2003, p. 18.

⁴⁰ *Ibid.* p. 18.

⁴¹ A. Agbessi Komla, "L'aide au développement aide-t-elle le développement? Le cas de l'Afrique Sub-saharienne", p. 235.

pourquoi donc ce surplus? Ou bien est-ce une ruse? Ceci serait encore mieux si on ne faisait pas face aux détournements de ces fonds. En effet, dans le cas de la riposte contre la COVID-19, plusieurs fonds octroyés pour soutenir les efforts du gouvernement camerounais dans sa tentative d'atténuer les effets de cette pandémie sur son économie furent détournés ou utilisés à mauvais escient par certains responsables du gouvernement.

Par ailleurs, pour le cas spécifique du Cameroun, l'auteur partant des travaux réalisés par Easterly fait remarquer en ce qui concerne ce problème d'acheminement de l'aide que des recherches menées dans quatre pays africains⁴² ont permis de consolider cette théorie de détournement de l'aide. En effet, il ressort que des produits pharmaceutiques destinés à certains malades dans ces pays ont disparu et les chiffres avancés sont de l'ordre de 30 à 70%⁴³. Ainsi, il est clair que les autorités par lesquelles passe les fonds pour une assistance sont souvent des malhonnêtes voire même des personnes véreuses; au point où les fonds alloués au pays en tant qu'aide se trouvent sur des comptes privés⁴⁴. Ainsi, au regard de ces observations, il est clair que l'aide offerte arrive difficilement voire même jamais jusqu'aux bénéficiaires.

En outre, prenant un exemple encore plus flagrant de cet état de chose, l'auteur fait constater que dans le cadre de l'initiative pays pauvre et très endetté, le Cameroun a reçu une aide conséquente de deux cent (200) milliards de francs CFA dont l'optique était déclinée sous deux axes à savoir de réduire considérablement la pauvreté⁴⁵ en effectuant des investissements ciblant la population pauvre, et revitaliser les structures économiques. Il ressort que la population n'a pas bénéficié pleinement de celle-ci⁴⁶. Dès lors, l'agence ayant accordé le prêt avait réalisé une évaluation dont le but était vérifier l'effectivité des objectifs, c'est avec stupeur et indignation que des vides économiques sur les lignes budgétaires avaient été découverts⁴⁷. Parallèlement, une enquête de voisinage a permis de ressortir au grand jour qu'aucun mécanisme de filet social n'avait pas été mis en place comme convenu par l'accord de prêt. Le détournement des fonds conduit à des écueils importants en matière de satisfaction des cibles prioritaires. À cet effet, dans le cadre de l'initiative PPTE, les ressources financières

⁴² Parmi ces quatre pays africains, l'auteur cite le Cameroun, la Guinée, la Tanzanie et l'Ouganda.

⁴³ A. Agbessi Komla, "L'aide au développement aide-t-elle le développement? Le cas de l'Afrique Sub-saharienne", p. 237.

⁴⁴ *Ibid.* p. 237.

⁴⁵ *Ibid.* p. 238.

⁴⁶ S. Olangana, 35 ans, géostratège en service à la sous-direction de la coopération avec l'Amérique du nord et l'Asie au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 17/07/2021.

⁴⁷ A. Agbessi Komla, "L'aide au développement aide-t-elle le développement? Le cas de l'Afrique Sub-saharienne", p. 238.

destinées à la subvention de certains projets à caractère sociaux ont été mal orientées et la population est sortie perdante. Le tableau ci-dessous retrace la répartition de cette aide en fonction des priorités.

Tableau 37 : Répartition de l'aide reçue par le Cameroun dans le cadre de l'initiative PPTE

| Postes budgétaires en augmentation | | Postes budgétaires en diminution nette | |
|------------------------------------|---------|--|---------|
| Défense | +6,60% | Santé | -1,90% |
| Présidence | +5,60% | Transport | -17,40% |
| Économie et Finance | +5,20% | Agriculture | -0,30% |
| Administration Territoriale | +35,30% | Élevage | -11,30% |

Source: A. Agbessi Komla, "L'aide au développement aide-t-elle le développement? Le cas de l'Afrique Sub-saharienne", Thèse de doctorat en Sciences Économiques, Université de Limoges, 2008, p.238.

L'analyse de ce tableau permet de comprendre que l'utilisation de l'aide offerte ne se fait pas toujours selon les dispositions préalablement fixées. Dans un souci d'éradication de la pauvreté, les dirigeants voulant justifier les dépenses, ont mal orienté les secteurs prioritaires. À cet effet, les domaines de base tels: l'agriculture, la santé ont été délaissés au profit de la défense, les charges présidentielles et l'administration territoriale. Ainsi, le choix de ces domaines ne reflète pas les réelles ambitions pour ce qui est de la lutte contre la pauvreté. Par conséquent, la paupérisation de la population est la principale cause de la politique de redistribution inefficace adoptée par le gouvernement. Au même titre que les difficultés d'acheminement de l'aide, l'aspect culturel ralentit également l'atteinte des résultats en matière de lutte contre la pauvreté au Cameroun.

6- La réticence de certaines populations à adhérer aux projets

Nombreux sont les rapports d'évaluation des projets ayant mentionné cette tendance de repli identitaire⁴⁸. En effet, il ressort que pour beaucoup la volonté de préserver leurs cultures les empêchaient de prendre part aux activités⁴⁹. Dans des zones comme la partie septentrionale où les femmes ne disposent des mêmes facilités que les hommes, leur présence dans les activités s'est vue compromise⁵⁰. De plus, les valeurs de libertés et d'égalité dispensées lors de ces de ces séminaires de renforcement des capacités étaient en

⁴⁸ E. A. Damiba, "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", p. 20.

⁴⁹ J. Abassi, 40 ans, Enseignant d'histoire/géographie/ECM au Lycée Bilingue de Maroua, Maroua, entretien du 03/08/2021.

⁵⁰ *Ibid.*

contradiction totale avec ce que leur en enseignait la tradition. Dès lors, dans le souci d'éviter des confrontations inutiles entre eux, certaines personnes se d'office éloignées des activités. De plus, une initiative qui a été salubre tient du fait que durant le projet village du millénaire au Cameroun, dans la partie sud du pays, un groupe longtemps mis à l'écart et peu considéré à savoir les pygmées Baka s'est vu être impliqué dans les projets, et bénéficiant d'énormes avantages au rang desquels la possibilité de disposer des actes de naissance et la formation des femmes de cette communauté à la pratique des activités génératrices de revenus⁵¹. Aussi, la peur de perdre son mariage à entraîner plusieurs femmes dans l'ouest Cameroun à ne pas s'intéresser à ces projets, car pour leurs, ceux-ci étaient en contradiction totale avec leurs convictions et les femmes ont donc été interdites d'assister à ces formations et initiatives. Étant considéré comme un pays en proie à des conflits sociaux dans plusieurs de ses régions, le déploiement des actions humanitaires s'effectue difficile.

7- L'insuffisance des dispositifs sécuritaires dans les zones d'intervention prioritaires

La situation en matière de sécurité limite les déplacements du personnel et certains sites ne sont pas facilement accessibles par le personnel du PNUD, ce qui limite le suivi des activités, déjà insuffisant⁵². C'est le cas de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun; à cet effet et d'après la cellule de sécurité des Nations Unies, elle fait partie des zones à risque bien qu'ils soient de temps à temps⁵³. En raison de la caractéristique imprévisible des désastres naturels et de l'insécurité, certaines activités ont été reportées ou même suspendues⁵⁴; c'est le cas notamment de nombreux projets dans l'Extrême Nord du pays au sein des localités telles que Zamay, Limani et Amchidée où la secte islamique Boko Haram y sévit depuis. En raison d'attaques violentes, la planification a été modifiée, ce qui avait entravé l'accomplissement des objectifs de plusieurs projets. Des troubles sociaux dans les zones anglophones ont empêché l'implémentation de plusieurs programmes dont le plus en date reste et demeure le Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement de ces deux régions. Une fois ces problèmes recensés, des propositions de solutions urgentes s'avèrent nécessaires et très importantes.

⁵¹ PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", p. 17.

⁵² C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous-bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

⁵³ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 8.

⁵⁴ Z. Emini, 46 ans, Chef de l'unité Gouvernance et Gestion des crises au PNUD Cameroun, Yaoundé, entretien du 25/09/2021.

III- SOLUTIONS VISANT À RENDRE PLUS EFFICACE L'ACTION DU PNUD ET DU GOUVERNEMENT CAMEROUNAIS DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Owono partant des constatations de Christian Comelieu fait remarquer que depuis plus de dix ans, des politiques du Sud au Nord, et ce à toute échelle confondue, ont utilisé la même devise pour définir et justifier leurs priorités de développement ou de coopération: l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes⁵⁵. Ainsi, pour Mbaya et al, ce combat doit se concentrer sur des éléments transversaux tels que l'amélioration des compétences, la création d'activités rentables et la génération de bénéficiaires en ayant accès aux ressources productives et au capital financier⁵⁶. Avis partagé par Townsend, lorsqu'il propose que l'éradication de la pauvreté doit passer par l'octroi d'une aide sociale inconditionnelle aux plus démunis, l'augmentation des facilités d'action pour le plus grand nombre des habitants, la redistribution équitable des ressources pour tous⁵⁷. La redistribution équitable des richesses pour tous semble être la meilleure approche pour accélérer l'éradication de la pauvreté⁵⁸. En effet, accentuée en grande partie par la mauvaise répartition des ressources financières et des opportunités, la pauvreté affecte ainsi le plus les populations ayant un faible accès aux ressources. Aussi, le financement des industries et l'accentuation de la décentralisation contribuent dans un sens à la réduction de la pauvreté au Cameroun.

1- Promotion du développement local comme action spécifique dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun : l'apport de l'institution communale

Étant en marche depuis plusieurs années au Cameroun, la décentralisation apparaît comme une voie propice dans la lutte contre la pauvreté. En effet, les communes deviennent les garantes du développement de leurs propres localités. À titre d'exemple, la commune de Bafia dans le département du Mbam et Inoubou œuvre en garantissant un cadre idéal et des conditions favorables pour l'épanouissement de ces populations. À cet effet, le cacao est la principale culture de rente qu'on retrouve au sein de cette localité, c'est à cette occasion que le maire Issah Ahmed a entrepris et mis en marche le projet d'une pépinière cacaoyère municipale au sein des locaux de la mairie.

⁵⁵ J.F. Owono, *Pauvreté ou paupérisation en Afrique. Une étude exégético-ethique de la pauvreté chez les Bété-Fang du Cameroun*, p. 133.

⁵⁶ K. Mbaya et al, *La lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne "Programme des Nations Unies pour le Développement"* (PNUD), Paris, Economica, 1999, p. 294.

⁵⁷ P. Townsend, *Poverty in the United Kingdom: a Survey of Household Resources and Standards of Living*, Harmondsworth, Penguin Books, 1979, p. 923.

⁵⁸ *Ibid.* p. 924.

En effet, grâce à cette initiative, la commune entend redistribuer de nombreux plants de cacaoyers sélectionnés aux agriculteurs afin d'augmenter la production et de promouvoir la culture d'un cacao de meilleure qualité, car le cacao est une culture de rente très prisée dans cette partie du territoire. Toujours dans cette même lancée, afin de se garantir un meilleur résultat dans le domaine des cultures de rente, la commune a formulé le besoin d'encadrement des agriculteurs dans certains villages de son ressort territorial⁵⁹. Par ailleurs, la commune a également participé à la rénovation du bâtiment de la SODECAO; structure abritant les réserves de cacao de la ville et chargée de sa commercialisation.

De plus, concernant les stratégies de vulgarisation de l'emploi, la mairie de concert avec le Fonds National de l'Emploi, a œuvré à la mise sur pied du projet "*Urban Special Employment Program*" visant à réduire le chômage en permettant aux jeunes de s'adonner entre autre à l'embellissement des cités urbaines, au ramassage des ordures et à leur transformation en compost, à la construction des caniveaux en matériaux locaux. Le but étant de créer des emplois de proximité à travers des activités à haute intensité de main d'œuvre pour l'assainissement et l'aménagement du cadre de vie des populations. Cette initiative vise à favoriser l'auto-emploi des jeunes après leur six (6) mois de formation⁶⁰. Il semble judicieux que de pareilles exemples soient suivis et répétés sur l'ensemble du territoire. Dans ce sens, l'on propose au gouvernement et au PNUD de mettre plus d'emphase sur la promotion de la décentralisation en octroyant environ 25 à 30% de son budget annuel aux communes pour une effectivité dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun⁶¹. Bien que celle-ci soit déjà d'actualité, mais tarde encore à réellement se propager. Au regard des ressources naturelles, minières et voire financières du Cameroun, œuvrer dans l'industrialisation peut être un pilier primordial où le partenariat PNUD/Cameroun doit aussi se focaliser pour diminuer la pauvreté sur l'ensemble du territoire.

2- La promotion de l'industrialisation sur l'ensemble du territoire

Le Programme des Nations Unies pour le Développement devrait aussi financer les industries afin de garantir un maximum d'emplois à la population camerounaise. En effet, l'importance de l'industrialisation dans le rayonnement d'un pays n'est plus à démontrer; car plus elle est développée moins le chômage se fait ressentir. Pour rappel, l'essor économique

⁵⁹ J.P. Ayangma Ndjere, "La Commune de Bafia et la question du développement local (1955-2013)", p. 78.

⁶⁰ *Ibid.* p. 85.

⁶¹ G. Ndah, "a strategic development finance approach in alleviating poverty in Cameroon", *International Journal of Business and Management*, vol.2, n°1, 2023, p. 26.

du Cameroun au lendemain de l'indépendance était dû en grande partie à la prolifération des industries qui absorbaient le nombre élevé de chômeurs. Malheureusement, ces dernières n'ont pas fait long feu et sont toutes tombées en faillite; ce qui a conduit à l'augmentation du taux de chômage. Ainsi, pour éradiquer la pauvreté au Cameroun, un accent doit être mis sur l'industrialisation. En plus du financement des GIC, des sessions de renforcement des capacités, le Programme onusien et le gouvernement camerounais doivent réorienter leurs actions en promouvant et en œuvrant pour la création et le financement des industries dans tous les secteurs de la vie économique du pays. Le Programme des Nations Unies pour le Développement étant un acteur majeur dans la lutte contre la pauvreté dans le monde, il se doit de rendre ses actions plus concrètes et formuler des projets dans la limite de ses ressources propres.

3- Établir un bon cadre de gestion favorable à la lutte contre la pauvreté et accroître la visibilité du Programme des Nations Unies pour le Développement

Longtemps critiqué pour son caractère bureaucratique dans un premier temps, puis pour ses ressources financières limitées, le Programme onusien gagnerait en faisant coïncider ses priorités de développement avec ses ressources financières afin d'éviter des déconvenues de dernière minute.

Le développement d'un cadre efficace pour la gestion minimale des travaux dans les sites vulnérables est crucial pour assurer la mise en œuvre harmonieuse et efficace des projets. Le Programme des Nations unies pour le développement en reconnaît l'importance et s'engage à en améliorer la visibilité par le biais de stratégies et d'approches novatrices. Un bon cadre de gestion doit donner la priorité à la sûreté et à la sécurité de tous les travailleurs et de toutes les parties prenantes impliquées dans le projet. Il doit également prendre en compte les besoins et les défis uniques de chaque site, tels que les préoccupations environnementales et les considérations culturelles. Cela nécessite une compréhension approfondie du contexte local et une collaboration étroite avec les dirigeants et les représentants de la communauté.

Le PNUD est également conscient de la nécessité d'accroître sa visibilité et de mieux faire connaître son travail. Cela peut se faire par divers moyens tels que des campagnes dans les médias sociaux, des événements publics et des partenariats avec des organisations et des médias locaux. Ce faisant, le Programme onusien peut non seulement mettre en avant ses réalisations, mais aussi s'engager auprès d'un public plus large et recueillir des commentaires et des suggestions d'amélioration. En conclusion, le développement d'un bon cadre de gestion

et l'amélioration de la visibilité du PNUD sont des éléments essentiels à la réussite des projets. En donnant la priorité à la sûreté et à la sécurité, en comprenant les contextes locaux et en s'engageant auprès des communautés et des parties prenantes, le PNUD peut s'assurer que son travail a un impact durable et positif sur les sites vulnérables.

4- Mettre en place un système d'épargne bénéfique à la population démunie

Une des réalités ici est que lorsqu'une personne commence déjà à se faire de plus en plus de l'argent, elle a tendance à ne pas faire des économies. Or ce qui est anormal, puisque les projets implémentés ne le sont que pour une période donnée, il faut donc penser à économiser. La question qui se pose alors ici tient du fait que pour des personnes âgées comme celles qui prennent généralement part aux projets, le PNUD va-t-il les éduquer sur la façon de gérer leur argent? La réponse qui en découle est très surprenante, car on ne peut vouloir vendre sa poule et dire à nouveau propriétaire comment il deviendra la traiter. Ce qui serait absurde. Toutefois, afin de joindre l'utile à l'agréable ce programme onusien doit mettre sur pied un mécanisme viable de gestion et d'épargne durant les projets rémunérateurs et à haute intensité de main d'œuvre, permettant de fixer un montant de base à la population et un montant réellement perçu. Ce type est idéal en ce sens qu'il prélève depuis la source une certaine somme qui est reversée plus tard sous forme d'obligation pour mettre en place un projet. Pour rappel, l'exemple de la commune de Bafia qui a été mentionné plus haut trouve son sens. Cette mesure très salutaire va permettre une pérennisation des acquis, couplée à une amélioration des conditions de vie de la population. Aussi, une autre proposition réside dans l'ouverture dans les établissements de microfinance des comptes d'épargne aux riverains, devant leur permettre d'épargner durant, pendant et après le projet.

Lorsqu'il s'agit de gérer les finances, l'un des moyens les plus efficaces d'atteindre ses objectifs d'épargne est de réduire les dépenses inutiles. Cependant, pour ceux qui occupent des emplois à forte intensité de travail, comme la construction ou l'aménagement paysager, cela peut sembler une tâche impossible. Après tout, lorsqu'un individu est constamment en mouvement et que tu transpires, il peut être tenté de se laisser tenter par des collations et des boissons pratiques et souvent coûteuses. Toutefois, il existe des moyens d'économiser de l'argent même pendant ces activités de travail à haute intensité. Tout d'abord, il est important de planifier à l'avance. Cela permet non seulement d'économiser de l'argent mais aussi de contrôler la qualité et la valeur nutritionnelle des collations.

Ainsi, économiser de l'argent pendant les activités de travail à haute intensité peut sembler décourageant, mais avec un peu de planification et d'efforts, c'est possible. En revanche, il faut investir et planifier ses dépenses. L'emploi étant un des principaux enjeux de développement au Cameroun, le PNUD doit réellement s'y intéresser.

5- Donner aux populations des opportunités d'emploi

Un proverbe chinois disant au lieu de me donner du poisson chaque jour, apprend moi plutôt à pêcher. Proverbe très profond, il doit servir de cadre de référence pour assurer au PNUD des résultats probants. En effet, le chômage, qui est une caractéristique première de la population camerounaise majoritairement jeune, prend de plus en plus de l'ampleur. Afin de réellement contribuer au développement au Cameroun, cet organisme onusien doit matérialiser un plan d'offre d'emploi de deux façons. Tout d'abord, il est donné de constater que les actions visant à éradiquer la pauvreté au Cameroun sont plus tournées vers la mise en place des activités génératrices de revenus. Ceci est une bonne chose dans une certaine mesure; car pour une frange de la population pas trop instruite, ces activités génératrices de revenus vont s'avérer salutaires parce qu'elles vont leur permettre de s'insérer dans le circuit économique. Toutefois, pour celle nantie de hauts diplômes universitaires, la réalité est différente. Car celle-ci est plus tournée vers des emplois formels et à plein temps. Jusqu'à présent, aucune initiative de ce calibre n'a été évoquée. Ceci dit, une véritable lutte contre la pauvreté à notre sens passe inéluctablement par la mise sur pied de bons paramètres devant établir les besoins. À l'attention du Programme des Nations Unies pour le Développement, en plus des activités génératrices de revenus, il faudrait travailler de concert avec le gouvernement pour trouver des pistes pour insérer les jeunes diplômés dans le marché de l'emploi. Ceci par le financement de certaines écoles nationales de l'enseignement afin qu'une fois terminé ses études qu'elle puisse être recruté directement; là ça évitera à des jeunes diplômés de vagabonder au quartier à la fin de leurs études. Encourager les possibilités d'emploi au sein des populations est un aspect crucial de la promotion de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Il s'agit de créer un environnement qui permette aux individus d'accéder aux opportunités d'emploi, de développer leurs compétences et de s'engager dans des activités productives susceptibles d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leur qualité de vie.

Pour y parvenir, les gouvernements, les acteurs du secteur privé et les autres parties prenantes doivent travailler ensemble pour créer un environnement favorable à la création

d'emplois et à la croissance économique. Cet objectif peut être atteint grâce à des politiques qui encouragent l'investissement, l'innovation et l'esprit d'entreprise, ainsi qu'à des initiatives qui offrent une formation et un enseignement aux individus afin de développer leurs compétences et d'améliorer leur employabilité. De plus, pour promouvoir les opportunités d'emploi, il faut s'attacher à répondre aux besoins et aux défis spécifiques auxquels sont confrontés différents groupes, notamment les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées. Cela peut impliquer des interventions ciblées telles que des politiques d'action positive, des programmes de mentorat et un soutien aux petites et moyennes entreprises et aux startups. En fin de compte, la promotion des opportunités d'emploi est non seulement essentielle pour réduire la pauvreté et promouvoir la croissance économique, mais aussi pour créer une société plus inclusive et plus équitable. En fournissant aux individus les outils et les ressources dont ils ont besoin pour accéder aux opportunités d'emploi et améliorer leurs moyens de subsistance, cela contribue à la construction d'un avenir plus prospère et plus durable pour tous. À défaut d'un emploi dans le secteur formel, le Programme onusien doit mettre plus d'importance sur les formations afin de favoriser l'auto-emploi des populations bénéficiaires.

6- Promotion des formations spécialisées et transversales

Dans une perspective de lutte contre la pauvreté, la professionnalisation des acteurs présente plus d'atouts. À cet effet et comptant plus sur sa politique de renforcement des capacités, le Programme des Nations Unies pour le Développement dispose d'un avantage certain dans ce sens. Cela a été démontré tout au long de ses différents cycles de coopération. Toutefois, ce programme doit choisir de bonnes formations cadrant avec les priorités actuelles du marché de l'emploi au Cameroun. De plus, comme évoqué la mise sur d'un mécanisme de recrutement depuis les écoles nationales du pays passe aussi par la refonte des curricula enseignés afin que chaque personne se trouve à la place qu'elle mérite. Par ailleurs ces formations semblent plus adaptées à la partie de la population impliquée dans les activités génératrices de revenus en ce sens qu'une terminée, elle peut désormais mettre en place elle-même des projets rentables, concevoir des business plans comme ce fut le cas à l'Extrême Nord du Cameroun. Le ciblage des populations effectivement pauvres semble être capital pour réellement diminuer le taux de pauvreté au Cameroun.

7- Accentuer les ressources sur les personnes défavorisées et soutenir leurs organisations

Plusieurs détournements ont contraints certains résultats de projets à être compromis. Ceci étant, le ciblage des personnes pauvres a toujours été un épineux problème pour le PNUD en ce sens qu'il n'a pas su mettre sur pied des processus de recensement efficace des populations pauvres. Ceci étant en se basant sur les statistiques fournies par l'Institut National de la Statistique, le Programme onusien doit réorienter ses actions en leur faisant cadrer avec leurs réalités. Ceci pour mieux axer les ressources sur les pauvres, l'étape préalable est la recension des cibles ensuite, il convient de vérifier ce sur quoi elles excellent et renforcer leurs prérequis au lieu de recommencer tout à zéro. De plus, une enveloppe budgétaire doit être allouée pour la circonstance au suivi post projet. L'idéal aussi est qu'au terme du projet, le Programme des Nations Unies pour le Développement doit mettre en place un mécanisme de financement des entreprises, et ce sur tous les un deux afin de s'assurer de la continuité des leurs entreprises même post projet. Dans son rapport qui plus tard a fait office de livre, le Programme des Nations Unies pour le Développement a précisé que la base du succès pour éliminer définitivement la pauvreté est la mise en place d'une organisation à base communautaire⁶². De plus, cette structuration au niveau local permet que les pauvres soient plus forts lors de leurs revendications pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Par conséquent, le Programme onusien doit mettre sur pied des formations adoptées au plaidoyer et à la formulation des revendications. De plus, Il est possible de centraliser les moyens sur les pauvres et leurs organisations en ajustant les stratégies économiques à l'échelle nationale pour que l'évolution bénéficie davantage aux personnes les plus défavorisées. Une alternative consiste à concentrer les moyens financiers sur des domaines où les travailleurs les plus démunis sont employés, tels que l'agriculture, les entreprises non agricoles rurales et les microentreprises⁶³.

Boullenois pour sa part propose l'expérience chinoise comme étant la plus adaptée pour axer les ressources. Pour rappel, la chine est l'un des pays où le taux de pauvreté est quasiment nul. Par conséquent, l'option proposée par la Chine semble la plus appropriée, étant donné que le gouvernement doit aider les entreprises les plus importantes afin de créer un effet d'entraînement sur la population locale en favorisant une plus grande ouverture du

⁶² PNUD, *Vaincre la pauvreté humaine: Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000*, New York, PNUD, 2000, p.11.

⁶³ A.PNUD, "Report and recommendation of the president to the executive directors on a proposed credit to the united republic of Cameroon for a small and medium-scale enterprise project", p. 3.

marché du travail⁶⁴. En outre, l'essor industriel et l'augmentation des moyens financiers des familles démunies vont être redynamisés par l'utilisation des grandes entreprises. Aussi, la pratique de la décentralisation semble aussi être une voie salutaire pour aider les pauvres en ceci qu'elle va permettre une prise des décisions au niveau local et non depuis le sommet.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement a un rôle essentiel à jouer dans le soutien aux communautés les plus pauvres et les plus vulnérables du pays. Pour y parvenir, il doit continuer à concentrer ses interventions sur ces zones, tout en trouvant un équilibre approprié entre les interventions stratégiques et politiques en amont et les interventions ciblées en aval au niveau des communautés. Alors que le pays continue de faire face à une série de défis en matière de développement, notamment la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion sociale, le PNUD doit prioriser ses efforts dans les domaines où les besoins sont les plus importants. Cela signifie qu'il faut cibler les ressources et le soutien aux communautés les plus marginalisées, notamment celles qui vivent dans les zones rurales et isolées, celles qui sont touchées par des conflits ou des catastrophes naturelles, et celles qui sont confrontées à des discriminations fondées sur le sexe, l'appartenance ethnique ou le handicap. À cet effet, l'éducation pour tous qui passe ici par la gratuité de l'accès des enfants dans les établissements scolaires, voire même la mise en place des mécanismes de compensation des prix des produits de première nécessité⁶⁵, sont des actions à effectuer pour venir en aide aux plus démunis.

Parallèlement, le PNUD doit également s'efforcer de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et du sous-développement, en s'engageant dans un dialogue stratégique sur les politiques et en menant des actions de plaidoyer auprès des gouvernements nationaux et locaux, des organisations de la société civile et des autres parties prenantes. Cela peut impliquer de soutenir les efforts visant à renforcer la gouvernance et la responsabilité, à promouvoir une croissance économique inclusive et à faire progresser les droits de l'homme et la justice sociale. Enfin de compte, le succès des interventions du Programme onusien va dépendre de sa capacité à travailler efficacement avec un large éventail de partenaires, y compris les agences gouvernementales, les Organisations Non Gouvernementales et les organisations communautaires. En établissant des partenariats solides et en s'engageant dans

⁶⁴ C. Boullenois, "Lutte contre la pauvreté en Chine: l'essor du paternalisme d'entreprise soutenu par l'État", *Perspectives chinoises* [En ligne], n° 3, 2020, p.53, mis en ligne le 01^{er} septembre 2021, consulté le 01^{er} septembre 2022. URL: <https://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/11442>.

⁶⁵ A. Touhami, "Cadre stratégique national de réduction de la pauvreté au Maroc: à propos du concept de pauvreté et analyse de la situation", Ministère du développement social, de la famille et de la solidarité du Maroc/PNUD-Maroc, 2009, p. 34.

des approches collaboratives et participatives, le Programme onusien peut contribuer à garantir que ses interventions répondent aux besoins et aux priorités des communautés qu'il sert, et qu'elles ont un impact durable sur leurs vies et leurs moyens de subsistance. Au même titre que le ciblage, le Programme des Nations Unies pour le Développement dans la lutte contre la pauvreté gagnerait en s'attelant à la promotion des filières charnières capable de contribuer au développement de la localité par l'octroi de moyens financiers conséquents.

8- Encourager le financement des activités à la base et renforcer les filières importantes

L'octroi des crédits par des institutions de microfinance peut s'appréhender comme un moyen d'acceptation sociétale pour améliorer financièrement les pauvres. Conscients du fait que le Programme onusien a mis un accent particulier dans le secteur des Petites et moyennes entreprises dès son arrivée au Cameroun, il a par la suite contribué au renforcement des capacités des acteurs de la microfinance camerounaise réunis sous l'Association Nationale des Établissements de Microfinance du Cameroun. Toutefois, cela ne semble pas suffisant pour enrayer la pauvreté au Cameroun. Dès lors, la solution visant l'octroi des microcrédits aux populations par le truchement des structures de microfinance a déjà fait ses preuves. Ainsi, l'on peut ajouter que l'offre d'encadrement et d'appui institutionnel et financier aux structures de microcrédit pour leur doter des capacités adéquates est un levier efficace pour l'amélioration des conditions de vie de la population camerounaise.

Partant de ces considérations, Kobou et al, présentent à titre illustratif le cas du Bangladesh. En effet, il ressortait que deux institutions de microfinance dans ce pays⁶⁶, avaient de par les petits crédits accordés aux activités de la population ont contribué à l'amélioration des conditions de vie de la population⁶⁷. Pour rappel, ce pays qui a longtemps connu la guerre avait une population quasiment meurtrie, par conséquent, il a fallu soutenir leurs initiatives de reconstruction rapidement. Le financement des petites et microentreprises apparait pour le Cameroun et ses partenaires au développement tels que le PNUD comme une aubaine pour essayer de lutter efficacement contre la pauvreté. Toutefois, il convient de rappeler que ces microcrédits ont déjà eu à servir au Programme onusien notamment dans les

⁶⁶ Parlant de ces institutions, il s'agissait de la Gramenn Bank et Muhamed Yunus, cité par G. Kobou et al., "L'efficacité du financement des micro et petites entreprises dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun", *La vulnérabilité des TPE et des PME dans un environnement mondialisé, 11es Journées scientifiques du Réseau Entrepreneuriat, 27, 28 et 29 mai 2009*, Canada, INRPME, Trois-Rivières, p. 2.

⁶⁷ G. Kobou et al., "L'efficacité du financement des micro et petites entreprises dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun", *La vulnérabilité des TPE et des PME dans un environnement mondialisé, 11es Journées scientifiques du Réseau Entrepreneuriat, 27, 28 et 29 mai 2009*, Canada, INRPME, Trois-Rivières, p. 2.

activités de promotion de la femme rurale à l'Ouest Cameroun. En effet, les micro-crédits du Programme onusien ont énormément contribué au développement de cette région du pays. De plus, dans le domaine agricole, les retombées des crédits ont favorisé l'acquisition par les populations locales de nouvelles parcelles agricoles.

Si le secteur de l'emploi formel s'avère compliquer à intégrer compte tenu des ressources financières à y injecter, le Programme peut se tourner vers des filières agricoles porteuses d'avenir. En effet, conscient du fait que le Cameroun soit un pays agricole en général, l'octroi des subventions et des formations aux producteurs des cultures telles que l'ananas dans le département du Mbam et Inoubou peut essayer de résoudre le problème de pauvreté dans cette localité. De plus, chaque localité du pays est réputée pour une culture qui pour si nous le dire est représentative de son label sur le marché national. Le Mbam et Inoubou est reconnu au Cameroun de par la saveur de ses ananas qui sont communément appelés "ananas Bafia". Pour rappel, en 1987, avec la crise économique qui sévissait déjà, le gouvernement a œuvré dans ce sens, notamment avec la création de la SOWEDA, qui avait pour vocation de soutenir les actions de développement en se focalisant sur les secteurs porteurs spécifiques à chaque localité. Dans ce sens, et dès 2000, cette structure a eu implémenter un projet de développement de l'élevage et de la pêche dans plusieurs communautés rurales des départements suivants: Fako, Meme, Ndian, Manyu, Lebialem et le Kupe-Muanenguba pour un budget total s'élevant à huit milliards sept cent quatorze millions six cent quarante mille (8.714.640.000) Francs CFA⁶⁸.

Ainsi, comme résultats directs, le projet a mis l'accent sur la promotion genre, dans ce sens des prêts ont été plus accordés aux femmes qu'aux hommes. Par contre, le renforcement des capacités et les séminaires de formation ont plus profité aux hommes qu'aux femmes. Par ailleurs, des fonds ont été utilisés pour la construction et la formation des entrepôts frigorifiques et des coopératives. Toutefois, ces structures n'ont pas perduré au-delà du projet. Toutefois, au regard des performances mitigées de ce projet, il s'est avéré être plus un mirage qu'une réalité car de l'avis des conclusions de ce dernier, le degré d'insatisfaction des bénéficiaires était très élevé, puisque n'ayant pas vu la plus-value apportée par cette initiative. Néanmoins, le PNUD peut dans le cadre d'une réduction de pauvreté à la base y accordé une attention particulière. Pour que la lutte contre la pauvreté soit plus effective, il est important d'envisager un renouvellement des politiques publiques et gouvernementales.

⁶⁸ D. Forsac-Tata, JB. Endeley, F. Sikod, "The Contributions of Local Development Agencies towards Poverty Reduction: Case of the South West Development Authority, Cameroon", p.21.

9- Le renouvellement des politiques publiques pour harmoniser la lutte contre la pauvreté aux politiques nationales

Afin que la lutte contre la pauvreté soit plus inclusive, il est important que les pouvoirs publics mettent en place des stratégies gouvernementales mieux orientées et s'attaquant plus aux questions d'amélioration des conditions de vie de la population. Ainsi, il ressort de la lecture du cadre stratégique national d'éradication de la pauvreté qu'il est nécessaire mettre sur pied des projets devant faciliter l'insertion socioéconomique de la population défavorisée afin qu'elle puisse améliorer son vécu quotidien⁶⁹. On comprend donc l'importance que revêt l'harmonisation des politiques publiques aux programmes nationaux de lutte contre la pauvreté. Cela passe par un renforcement et révision à la fois des ressources et des programmes. Ceci nécessite une approche globale et coordonnée, impliquant des investissements dans des domaines clés comme l'éducation, la santé, l'agriculture et le développement des infrastructures. Le gouvernement camerounais doit accroître ses dépenses dans ces secteurs prioritaires, en allouant davantage de fonds et en améliorant l'efficacité de leur utilisation. Parallèlement, le PNUD doit intensifier son soutien technique et financier, en collaborant étroitement avec les autorités locales et en mobilisant d'autres partenaires internationaux pour amplifier les efforts.

Une attention particulière doit également être accordée à la création d'emplois, en particulier pour les jeunes, ainsi qu'au renforcement de la protection sociale afin de garantir un filet de sécurité pour les populations les plus vulnérables. Seule une approche holistique, impliquant tous les acteurs clés, va permettre de s'attaquer durablement aux racines de la pauvreté au Cameroun. Ainsi, compte tenu des ressources financières limitées, celles-ci doivent être plus orientées vers les plus démunis. Aussi, les programmes de réduction de la pauvreté doivent être décentralisés pour une meilleure efficacité afin d'offrir une gamme équitable de services aux bénéficiaires. Aussi, pour lutter contre la pauvreté au Cameroun, un bon ciblage des groupes vulnérables est impératif⁷⁰. Celui-ci doit concerner non seulement les caractéristiques spécifiques des groupes concernés mais en plus, tenir compte des contraintes structurelles qui bloquent les pauvres⁷¹. Ainsi, l'établissement de liens entre la pauvreté et les politiques nationales est essentiel au renouvellement des politiques publiques. Le renouvellement des politiques publiques ne doit pas seulement se concentrer sur l'aspect

⁶⁹ PNUD, *Vaincre la pauvreté humaine: Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000*, pp. 13-14.

⁷⁰ J. Tchakoa, A. Nji, "Targeting Rural poverty in sub-Saharan Africa: A poverty alleviation policy framework with particular reference to Cameroon", p. 102.

⁷¹ *Ibid.* p. 102.

économique de la pauvreté, mais aussi sur ses dimensions sociales et culturelles. Les politiques doivent également être adaptées aux besoins spécifiques des différents groupes de pauvres et impliquer la participation des pauvres eux-mêmes. Ce n'est qu'à cette condition qu'on peut élaborer des politiques efficaces qui contribueront à sortir les gens de la pauvreté et à garantir une société plus juste et plus équitable. Au même titre que le renouvellement des politiques nationales, la mise en place d'une gestion de l'État favorable aux pauvres est aussi capitale.

10- La mise en œuvre d'une gouvernance efficace qui favorise les pauvres au Cameroun

La mise en œuvre d'une gouvernance efficace qui favorise le bien-être des personnes démunies au Cameroun est un sujet de grande préoccupation depuis de nombreuses années. Le pays est depuis longtemps en proie à des problèmes de corruption, de mauvaise gestion des ressources et de manque de responsabilité, qui ont tous contribué à la marginalisation des pauvres. Pour remédier à ce problème, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour réclamer un système de gouvernance plus transparent et plus participatif qui garantisse la prise en compte des besoins et des intérêts des pauvres. Cela impliquerait une réorientation des politiques et des programmes du gouvernement vers la lutte contre la pauvreté, ainsi qu'une plus grande importance accordée à la responsabilité et à la transparence dans la gestion des ressources publiques⁷².

L'une des stratégies clés pour atteindre cet objectif est le renforcement des communautés locales et des organisations de la société civile, qui peuvent jouer un rôle essentiel dans la défense des droits et des intérêts des pauvres⁷³. Cela implique la promotion d'une éducation et d'une sensibilisation civiques accrues, le renforcement des institutions locales et la fourniture de ressources et d'un soutien aux initiatives menées par les communautés. Un autre aspect important d'une gouvernance efficace pour la réduction de la pauvreté est la fourniture de services de base tels que les soins de santé, l'éducation et l'assainissement. Ces services sont essentiels pour garantir que les pauvres ont accès aux ressources et aux opportunités dont ils ont besoin pour améliorer leur vie et briser le cycle de la pauvreté.

⁷² A. Obama, 42 ans, Ingénieur d'études N° 2 sous-direction de la coopération avec l'Amérique du nord et l'Asie, Yaoundé, entretien du 17/07/2021.

⁷³ C. Edoa, 40 ans, Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

En définitive, la mise en œuvre d'une gouvernance efficace qui favorise le bien-être des pauvres au Cameroun est un défi complexe et multiforme qui nécessite un éventail de stratégies et d'approches. Cependant, en donnant la priorité aux besoins et aux intérêts des pauvres, en responsabilisant les communautés locales et les organisations de la société civile, et en fournissant des services essentiels, il est possible de créer une société plus équitable et plus juste pour tous. La promotion des organisations de la société civile est aussi primordiale que la promotion de la bonne gouvernance car ces organisations regroupent les populations pauvres et sont généralement isolées du pouvoir gouvernemental.

11-Promouvoir les groupes de la société civile pour œuvrer dans l'éradication la pauvreté au Cameroun

L'une des stratégies clés pour lutter contre la pauvreté au Cameroun consiste à promouvoir l'implication des groupes de la société civile dans les efforts d'éradication de la pauvreté. Ces groupes, composés d'individus et d'organisations issus de divers secteurs de la société, ont une compréhension unique des défis auxquels sont confrontées les communautés appauvries et sont bien placés pour apporter des solutions efficaces⁷⁴. Grâce à leurs réseaux locaux, les groupes de la société civile peuvent mobiliser les ressources et le soutien de la communauté pour s'attaquer à la pauvreté au niveau local. Ils peuvent également travailler avec les agences gouvernementales et d'autres parties prenantes pour plaider en faveur de politiques et de programmes qui s'attaquent aux causes profondes de la pauvreté, telles que l'inégalité, le manque d'accès à l'éducation et aux soins de santé, et les opportunités économiques limitées.

Pour promouvoir l'implication des groupes de la société civile dans les efforts d'éradication de la pauvreté, il est important de leur fournir les ressources et le soutien nécessaires⁷⁵. Il peut s'agir d'une formation sur l'efficacité du plaidoyer et de l'organisation communautaire, d'un accès au financement et à l'assistance technique, et d'opportunités de mise en réseau et de collaboration avec d'autres organisations⁷⁶. En donnant aux groupes de la société civile les moyens de jouer un rôle plus actif dans les efforts d'éradication de la pauvreté, l'on contribue à construire des communautés plus fortes et plus résilientes et à créer un avenir plus radieux pour tous les camerounais. Au Cameroun, les protocoles d'éradication

⁷⁴ M. Haman Adama, 40 ans, DG CROPSEC-Maroua, Maroua, entretien du 06/08/2021.

⁷⁵ P. Ottou, 55 ans, Riverain et bénéficiaire du PVMC, Meyomessi, entretien du 10/10/2021.

⁷⁶ A. Obama, 42 ans, Ingénieur d'études N°2 sous-direction de la coopération avec l'Amérique du nord et l'Asie, Yaoundé, entretien du 17/07/2021.

de la pauvreté doivent systématiquement inclure les préoccupations majeures ayant un lien direct avec la pauvreté.

12- Les protocoles d'éradication de la pauvreté doivent inclure les préoccupations et les exigences majeures de la population au Cameroun

Pour réussir à éradiquer la pauvreté au Cameroun, il est essentiel que les protocoles et les stratégies mis en place prennent en compte les préoccupations et les principales exigences de la population⁷⁷. La pauvreté est un problème complexe qui affecte divers aspects de la vie, notamment l'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux produits de première nécessité tels que la nourriture et le logement. Il est donc crucial que le gouvernement et les autres parties prenantes s'engagent auprès des communautés locales pour comprendre leurs défis et leurs besoins uniques. Cela implique la réalisation d'enquêtes et de groupes de discussion pour recueillir des informations sur les problèmes les plus urgents auxquels sont confrontés ceux qui vivent dans la pauvreté.

Une fois ces préoccupations identifiées, le gouvernement et les autres organisations peuvent travailler à l'élaboration d'interventions ciblées qui répondent à ces problèmes. Par exemple, si le manque d'accès à l'éducation est identifié comme un défi majeur, des politiques et des programmes peuvent être mis en œuvre pour améliorer l'accès à l'éducation des enfants vivant dans la pauvreté. En plus de répondre aux besoins immédiats des personnes vivant dans la pauvreté, il est également important de travailler à la création de solutions durables qui aideront les gens à sortir de la pauvreté à long terme. Il peut s'agir d'investir dans des programmes d'infrastructure et de création d'emplois qui offrent aux gens la possibilité de gagner un salaire décent et d'améliorer leur niveau de vie. Dans l'ensemble, l'éradication de la pauvreté au Cameroun nécessite une approche globale qui prend en compte les besoins et les préoccupations de la population. En s'engageant avec les communautés locales et en développant des interventions ciblées, on peut travailler à la création d'une société plus équitable et plus prospère pour tous. Le suivi des progrès réalisés dans le cadre de la lutte contre la pauvreté est aussi d'une importance capitale.

⁷⁷ R. Funkuin Ateh, 45 ans, Enseignant d'anglais au Lycée bilingue de Mbankomo, Yaoundé, entretien du 15/01/2024.

13- Mise en place d'un mécanisme de bonification pour mieux surveiller et contrôler les amendements apportés dans le processus d'éradication de la pauvreté au Cameroun

Afin de garantir la réussite d'un programme, il est important de mettre sur pied des mécanismes de suivi et d'évaluation. Mbaya et al, soulignent que toutes les initiatives prises dans un projet ne sont que l'émanation en amont d'un parfait mécanisme de suivi et évaluation⁷⁸. De plus, c'est un instrument de mesure de la pertinence, de l'efficience et de l'efficacité d'un projet⁷⁹. Pour évaluer les améliorations qu'elles ont réalisées dans leur processus d'éradication la pauvreté, les nations ont besoin de ce type de mécanisme. Ce système doit être dirigé par des buts visant à éliminer la pauvreté extrême. Il est également essentiel que le système surveille les avancées dans le combat contre la pauvreté.

Le PNUD montre un bilan alarmant quant à cet exercice de suivi et d'évaluation. Car, ce programme onusien semble ne pas s'intéresser aux progrès que ces actions ont eu à implémenter. Pour lui, une fois la phase de démarrage débuté, la suite ne l'intéresse plus totalement. Ce qui est très mauvais dans la mesure où l'on veut pérenniser les acquis. Par conséquent, il faut donc mettre sur pied un réel mécanisme de suivi et d'évaluation. Afin de témoigner de ces lacunes dans le suivi et évaluation, un cycle de coopération du PNUD avec le Cameroun a véritablement souffert de cette réalité. Ainsi, l'examen du taux d'exécution des programmes illustre parfaitement cette image. En effet, pour le cycle de coopération 1997-2001, le taux d'exécution qui a été très faible, se présente comme suit:

Tableau 38 : Taux d'exécution des programmes pour le cycle de coopération 1997-2001

| Années | Taux d'exécution |
|--------|------------------|
| 1998 | 33% |
| 1999 | 58% |
| 2000 | 38% |

Source: A.PNUD-DP/CCF/CMR/1, "First country cooperation framework for Cameroon (1997-2001)", New York, United Nations, 1997, p. 7.

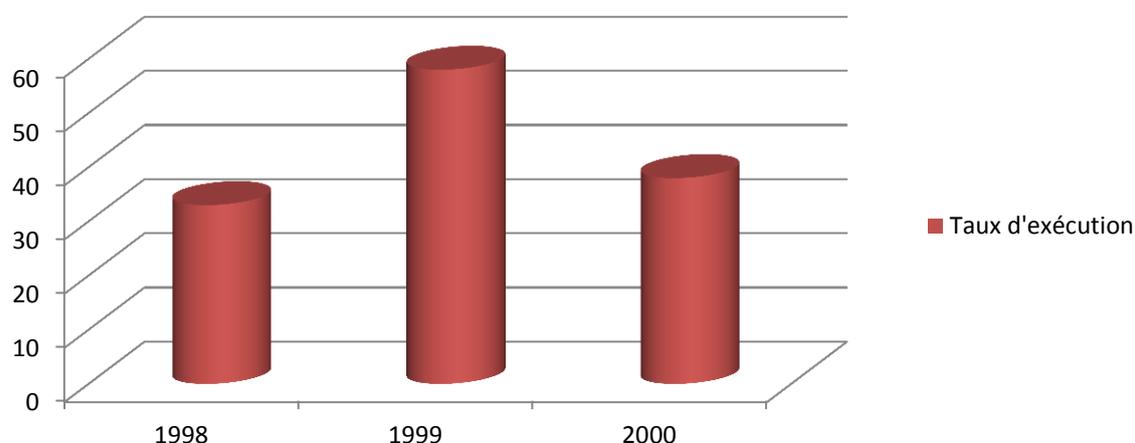
La lecture de ce tableau, permet de comprendre que le travail du Programme des Nations Unies pour le Développement durant ce cycle a évolué en dents de scie. En effet, de 33% en 1998 à 38% en 2000, ces taux sont bien que faibles, montrent une certaine évolution entre deux périodes. En effet, après avoir connu une évolution fulgurante en 1999, il va chuter

⁷⁸ K. Mbaya et al, *La lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne "Programme des Nations Unies pour le Développement"* (PNUD), p. 403.

⁷⁹ *Ibid.* p. 403.

en 2000, voyant ainsi l'efficacité du cycle de coopération tombe et prendre un sérieux coup. Ces taux mitigés, cachent des causes très profondes. Car, si un mécanisme de suivi et évaluation est en place, les parties prenantes devaient vite constater qu'est ce qui a fait problème et des mesures de remédiation devaient à coup sûr être mises en place. De plus, cette évolution mitigée dépend aussi de quelques difficultés concomitantes. Il est évident que cette diminution est dûe au problème de collecte de fonds pour la mise en œuvre des projets. De plus, la part supposée être fournie par le gouvernement avait été retardée.

Graphique 8 : Taux d'exécution des programmes pour le cycle de coopération 1997-2001



Source: J.P. Ayangma Ndjere, réalisé à partir des données du rapport du CCP 1997-2001.

Le constat le plus grave est que le taux d'exécution des programmes semble ne pas faire l'objet d'un suivi minutieux, ce d'autant plus que d'après le rapport de la revue du cycle de coopération, il n'y a pas de valeur indicative et précise pour déterminer le niveau minimum des réalisations⁸⁰.

Suivre les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun et mettre en place un système de récompense représentent une étape cruciale dans l'amélioration des conditions de vie des moins fortunés du pays. Le Cameroun est l'un des pays africains qui luttent contre la pauvreté depuis des décennies, ce qui a affecté sa croissance économique et son développement. Pour résoudre ce problème, le gouvernement a mis en place plusieurs programmes de réduction de la pauvreté, tels que l'amélioration de l'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux infrastructures de base. En outre, des organisations non gouvernementales et des organismes internationaux ont également participé à la lutte contre la pauvreté au Cameroun.

⁸⁰ A.PNUD-DP/CCF/CMR/1, "First country cooperation framework for Cameroon (1997-2001)", p. 7.

Cependant, la surveillance des progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté constitue un défi. C'est là, qu'intervient la mise en place d'un système de récompense. En récompensant les individus et les organisations qui ont contribué de manière significative à la réduction de la pauvreté, cela va encourager les autres à faire de même. Le système de récompense peut prendre la forme d'incitations financières, de reconnaissance ou d'autres formes de soutien. Cela va permettre non seulement de motiver les individus et les organisations à participer à la lutte contre la pauvreté, mais aussi de créer une saine concurrence entre eux. En conclusion, suivre les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun et mettre en place un système de récompense est une étape cruciale pour parvenir à une réduction durable de la pauvreté. Il va permettre non seulement d'encourager une plus grande participation aux programmes de réduction de la pauvreté mais aussi de favoriser une saine concurrence entre les individus et les organisations.

La recension et l'explication des problèmes rencontrés par le gouvernement et ses partenaires au développement dans l'éradication de la pauvreté faite dans ce travail illustre dans la mesure du possible les difficultés rencontrées dans l'élimination de ce malaise. Les résultats obtenus sont la résultante des réalités telles que perçues par la population camerounaise. En effet, des approches parfois inadaptées aux difficultés d'acheminement de l'aide témoignent à suffisance des circonstances qui nuisent au processus d'éradication de la pauvreté au Cameroun. Cependant, la recension de ces problèmes doit s'accompagner immédiatement de la suggestion des solutions pratiques et bien ciblées. Dès lors, la lutte contre la pauvreté est un processus qui implique la participation de tous les maillons de la chaîne engagés dans la promotion du développement d'un pays. Ainsi, la mise en place d'un système de récompense, le ciblage des ménages et des localités pauvres représentent des solutions idoines sans oublier la lutte contre la corruption et les détournements des fonds alloués aux aides. Toutefois, s'il est clair que, tant que l'aide offerte par les organisations de coopération multilatérale ne s'éloigne pas des conditionnalités imposées par les bailleurs de fonds, les pauvres vont encore plus s'appauvrir tandis que les riches vont continuer à accroître leur richesse. Dès lors, si le PNUD veut réellement aider le gouvernement camerounais dans cette bataille, il doit plus concentrer ses activités et ses fonds sur le financement de l'agriculture pour augmenter le volume des exportations du pays, ce qui va faire entrer des devises et attirer des investissements. De plus, les projets financés doivent plus être tournés vers la promotion et la fourniture des emplois de qualité à la jeunesse camerounaise; puisqu'il s'agit de la couche sociale la plus touchée par la pauvreté. En outre, les actions du Programme

onusien doivent aussi se concentrer sur le problème de gouvernance afin de s'assurer de la lutte contre le favoritisme et le népotisme qui minent l'environnement du travail au Cameroun et œuvrer à la promotion et la vulgarisation de la culture du "mérite". En appliquant ces solutions, la mentalité camerounaise va être soignée de tous ses démons. Allant dans le même sillage, les travaux d'Abdelkhalek Touhami viennent appuyer les idées ci-dessus mentionnées et ajoutent qu'un bon programme de lutte contre la pauvreté, s'il veut être efficace, doit avoir des effets positifs sur trois types de situations de pauvreté à savoir: la pauvreté monétaire, la pauvreté des besoins de base et la pauvreté des potentialités⁸¹. En effet, pour venir à bout des démembrements de ces situations de pauvreté, l'octroi des fonds supplémentaires aux familles permet de résorber ce malaise. Par la suite, l'amélioration des conditions de vie de la population, sans oublier, en dernier ressort, la facilitation de l'accès à l'éducation, la santé et aux services publics de l'État⁸². Ainsi, l'adoption d'une pareille politique de lutte contre la pauvreté, amène à esquisser une nomenclature des projets/programmes à réaliser, notamment sur le plan économique, la mise en place des activités génératrices de revenus; sur le plan social, l'amélioration du taux de scolarisation et des indicateurs de santé. Enfin sur le plan infrastructurel, l'on peut citer la construction ou le reprofilage des routes et la réfection des installations énergétiques. Ainsi, bien que le PNUD ait fait des efforts significatifs pour réduire la pauvreté au Cameroun, il reste encore un long chemin à parcourir. Relever les défis auxquels l'organisation est confrontée et mettre en œuvre les solutions proposées peut permettre d'atteindre l'objectif d'éradication de la pauvreté au Cameroun. En dernier ressort, il apparaît que les solutions ci-dessus mentionnées, sans prétendre être holistes, peuvent être prises en compte pour endiguer significativement le pas au phénomène de pauvreté au Cameroun.

⁸¹ A. Touhami, "Cadre stratégique national de réduction de la pauvreté au Maroc: à propos du concept de pauvreté et analyse de la situation", p. 26.

⁸² *Ibid.* p. 26.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de cette étude concernant la contribution du Programme des Nations Unies pour le Développement dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun de 1972 à 2021, il semble qu'au Cameroun et dans d'autres pays en expansion, les études sur la pauvreté soient difficilement prises au sérieux car ceux-ci représentent des défis pour les autorités publiques et envenime les débats lors des rencontres avec les institutions internationales et les organisations de la société civile. Toutefois, il faut savoir que l'assistance internationale et multilatérale, en particulier celle des organisations multilatérales, paraît parfois inadéquate, insuffisante voire déséquilibrée pour arrêter complètement ce fléau. Le but de cette thèse est de fournir une analyse approfondie de la contribution du Programme des Nations Unies pour le Développement dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun, en soulignant les mesures prises par l'organisation onusienne pour faire face à cette situation généralisée au pays. La recrudescence de la pauvreté au cours de cette époque démontre l'incapacité de mettre en place une gestion endogène des pays mieux orientée et ciblée, ainsi que dans la mise en place de divers systèmes d'assistance en matière de développement durable. Parce que ce fléau ne provient pas des pauvres, il résulte de stratégies incorrectes, d'une absence de créativité et d'innovation pour mettre en place un cadre propice à son éradication¹. Bien que ce fléau social soit considéré comme un fardeau permanent pour l'humanité, les chiffres et les statistiques ne suffisent souvent pas à en saisir toute la gravité. En effet, la pauvreté ne se résume pas seulement à un manque de moyens financiers, mais elle engendre également de nombreuses privations et souffrances pour ceux qui y sont confrontés au quotidien.

Au-delà des données quantitatives, la pauvreté se traduit par un accès limité à l'éducation, aux soins de santé et aux opportunités d'emploi décent. Elle prive les individus de leur dignité, de leur autonomie et de leur capacité à subvenir à leurs besoins essentiels. Cette situation précaire a des répercussions profondes sur le bien-être physique et mental des personnes, les plongeant dans un véritable cauchemar existentiel. Loin d'être un phénomène passager, la pauvreté s'ancre profondément dans les structures sociales et économiques, se transmettant souvent de génération en génération. Son éradication nécessite donc des efforts concertés à long terme, impliquant la mobilisation de tous les acteurs de la société/gouvernements, organisations non gouvernementales, entreprises et citoyens, afin de s'attaquer à ses causes profondes et de proposer des solutions durables. Confrontés à des défis quotidiens liés à l'accès aux ressources de base comme la nourriture, le logement et les soins de santé, ces personnes déploient des trésors de résilience et de créativité pour subvenir à

¹ BIT, *S'affranchir de la pauvreté par le travail*, Conférence internationale du travail, 91^e session, p. 1

leurs besoins. Malgré les obstacles et les préjugés sociaux auxquels ils font face, ils font preuve d'une force de caractère remarquable, s'entraident mutuellement et développent des stratégies innovantes pour améliorer leurs conditions de vie. Leur détermination à surmonter l'adversité et leur volonté de bâtir un avenir meilleur pour eux et leur famille sont une source d'inspiration pour la société dans son ensemble. En unissant leurs efforts et en s'appuyant sur leurs compétences et leur ingéniosité, ces individus en situation de pauvreté réussissent souvent à transformer les difficultés en opportunités et à tracer leur propre voie vers une vie plus digne et épanouissante. Les employés défavorisés peuvent être considérés comme des entrepreneurs de qualité. À cet effet, au Cameroun, il est frappant de constater que l'injustice sociale est malheureusement un phénomène courant et généralisé. Ceux qui font preuve de courage, de travail acharné et de mérite sont trop souvent relégués au rang de parias, tandis que les individus paresseux et opportunistes parviennent à s'élever aux plus hauts échelons de la société.

Cette dynamique perverse contribue grandement au renforcement de la pauvreté et des inégalités dans le pays. En effet, le népotisme, la corruption et le favoritisme sont monnaie courante, permettant à certaines personnes peu scrupuleuses de s'enrichir et d'accéder à des postes de pouvoir et d'influence, sans réel mérite ni compétence. À l'inverse, les citoyens honnêtes, intègres et travailleurs peinent à tirer leur épingle du jeu et à voir leurs efforts récompensés à leur juste valeur. Cette situation crée un climat de frustration et de désillusion au sein de la population, qui a le sentiment que le système est truqué et que les règles du jeu sont faussées. Cela nourrit un ressentiment envers les élites et les institutions, compromettant la cohésion sociale et la confiance dans les institutions. Pour inverser cette tendance préoccupante, il serait crucial de mettre en place des réformes ambitieuses visant à lutter contre la corruption, à promouvoir la méritocratie et à rétablir une plus grande justice sociale. Seul un changement en profondeur de la gouvernance et de la culture politique pourrait permettre au Cameroun de s'engager sur la voie d'un développement plus équitable et durable.

Dans la mesure où ce vocable a jadis été seulement appréhendé en termes d'argent, il apparaît ici comme une réalité difficilement maniable voire codifié. Par conséquent, l'absence de moyens financiers pour assouvir ses besoins donne directement et explicitement droit au statut de pauvre. Ensuite, et au fil des années, cette notion est devenue obsolète car un certain nombre d'autres éléments ont commencé à être considérés dans des questions d'appauvrissement. Depuis lors, des éléments tels que l'accès à une bonne éducation, aux soins de santé, à un travail décent, à l'eau potable et à la nourriture de qualité sont considérés

comme les véritables facteurs sous-jacents qui doivent être pris en compte dans la lutte contre la pauvreté. C'est alors que l'adjectif "multidimensionnel" fut associé au vocable de pauvreté pour devenir ainsi "pauvreté multidimensionnelle". Pour Idriss Okiye Waais, "l'approche multidimensionnelle de la pauvreté va au-delà de l'analyse traditionnelle de la pauvreté qui suppose que le revenu seul peut prédire si une personne est pauvre ou non pauvre"². Elle est une sorte de disparité qui met à l'écart ses cibles au moment du partage des biens nécessaires à la survie³.

Au lendemain des indépendances, le Cameroun a connu un certain essor économique surtout à partir des années 1970, lorsque le Président de la République de l'époque Ahmadou Ahidjo proclamant l'autosuffisance alimentaire, a posé les jalons d'une politique de révolution verte qui consistait à faire de l'agriculture le pilier du développement au Cameroun. En plus d'une expansion économique durable grâce à la vente des cultures d'exportation agricoles en plein essor, notamment le cacao et le café, les revenus pétroliers ont permis au pays d'avoir une assiette des paiements favorable, propice, bénéfique et d'investir le surplus dans l'économie du pays. Dans le même temps, le pays a également fait des progrès considérables en matière de développement humain. En 1987, les niveaux de scolarisation ont augmenté de 43,6% en 1976 à 60%. De 1965 à 1985, le produit national brut a augmenté en moyenne de 3,6 % par an et l'espérance de vie est passée de trente-huit ans en 1970 à près de cinquante-sept ans en 1990. Entre 1970 et 1985, l'indice de développement humain, qui utilise trois indicateurs, est passé de 0,228 à 0,378, soit une amélioration de 0,15. Le Cameroun se classait 119^{ème} sur 160 États notamment grâce à ses progrès enregistrés pendant cette période.

Par la suite, au milieu des années 1980, une sérieuse crise économique a frappé le pays plongeant son économie dans la tourmente; entraînant la mise en place des Programmes d'Ajustement Structurels par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale en 1988-1989. Après l'entrée en vigueur de ces Programmes d'Ajustement Structurels, le *cocktail Molotov* était fin prêt pour contribuer à accentuer les disparités au Cameroun augmentant considérablement le taux de pauvreté du pays car plusieurs personnes avaient perdu leurs emplois et les diminutions salariales empirèrent encore la situation. Par la suite, après une croissance annuelle moyenne de 4,6% du Produit Intérieur Brut réel entre 1996 et 2001, la

² I. Okiye waais, "Analyse multidimensionnelle de la pauvreté: le cas de Djibouti", p. 97.

³ L. M. Asselin, *Analysis of Multidimensional Poverty: Theory and Case Studies*, Ottawa, IDRC, 2009, p. 3.

croissance annuelle moyenne entre 2001 et 2007 a connu une baisse, fluctuant à 3,6%⁴. La baisse de la croissance a entraîné une stagnation du taux de pauvreté entre 2001 et 2007, tandis qu'il avait diminué de près de 14% entre 1996 et 2001⁵. En outre, le Cameroun est confronté en 2008 à la crise financière et économique mondiale avec une certaine gravité. Les taux commerciaux ont connu une baisse de 18,1% en 2009, après une hausse de 22% un an auparavant⁶. Il y a eu un impact négatif sur la sphère économique camerounaise en raison de la diminution de la production de pétrole et d'un manque d'approvisionnement en énergie. Ainsi, le taux de croissance du produit intérieur brut réel est passé de 2,9% à 1,9% entre 2008 et 2009, tandis que le produit intérieur brut réel par habitant a diminué de 0,2%⁷. En ce qui concerne l'état de l'emploi, il est toujours préoccupant de constater un taux de chômage général de 70,6% en 2010 et de 75,8% en 2005⁸. Cette performance économique mitigée a eu des répercussions directes sur le marché de l'emploi au Cameroun. Cette situation critique révèle les défis majeurs auxquels le pays est confronté pour créer suffisamment d'emplois et offrir des opportunités économiques à sa population. Face à cette conjoncture économique défavorable, les autorités camerounaises ont dû mettre en place des mesures destinées à relancer la croissance, stimuler l'investissement et favoriser la création d'emplois. Des programmes de soutien aux secteurs clés, des réformes structurelles et des politiques ciblées visant à renforcer la compétitivité et l'entrepreneuriat ont été progressivement adoptés. Néanmoins, les résultats peinent encore à se traduire pleinement dans les chiffres du chômage, qui demeurent à des niveaux particulièrement élevés.

En 2010, près de 90% de la population active travaillait dans un secteur informel à faible productivité. En plus des concours et recrutement fréquents pour la Fonction publique, les Forces de défense et la Police, l'État a organisé un an plus tard à un recrutement spécial de vingt-cinq mille jeunes diplômés pour faire face à cette situation. Il est également partagé que de nombreux projets de réorganisation sont en cours pour favoriser la croissance économique, la création d'opportunités d'emploi et la diminution de la pauvreté. De nombreux facteurs jouent un rôle important dans la diminution de la pauvreté, car ils contribuent à augmenter les

⁴ INS, "tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2007", résultats de l'ECAM 3, Yaoundé, INS, 2008, p.8.

⁵ C. M.Ngo Tong, "L'opérationnalisation de la stratégie de Croissance pro-pauvres au Cameroun", *Revue Interventions économiques* [En ligne], 56 | 2016, mis en ligne le 01 novembre 2016, p.10. Consulté le 23 juillet 2022. URL:<http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2962>; DOI:<https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.2962>.

⁶ INS, "Tendances, profils et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014", Résultats de l'ECAM IV, Yaoundé, INS, 2015, p.2.

⁷ *Ibid.* p.2.

⁸ *Ibid.* p.6.

revenus des individus et à améliorer leur qualité de vie. Cependant, il est évident que la pauvreté au Cameroun augmente dans les zones rurales. Le cas de la Covid-19 est préoccupant. Il est vrai que la propagation du virus Covid-19 n'a pas seulement eu des effets sur la santé et la vie humaine. Pour Raoul Ehode Elah tout en se basant sur les estimations faites par l'Institut national de la statistique, souligne que, plus de huit millions huit cent mille personnes, soit plus de 37% de la population, sont en situation d'extrême pauvreté⁹. Ainsi, plus de 90% de celle active est au chômage ou effectuant des jobs spontanés, 9,9% des ménages sont mal nourris, 61% des ménages n'ont pas accès à l'eau potable et aux services sanitaires¹⁰. Cependant, le marché de l'emploi n'a pas été épargné¹¹. En effet, la fermeture temporaire de nombreuses entreprises et commerces, ainsi que les mesures de confinement et de distanciation sociale, ont entraîné la perte d'emplois pour de nombreux Camerounais, en particulier dans les secteurs les plus touchés comme le tourisme, l'hôtellerie-restauration et le commerce de détail.

Cette crise a également contribué à l'augmentation du chômage, notamment chez les jeunes qui peinent à trouver leur premier emploi. Outre les conséquences sur l'emploi, la pandémie a également exacerbé les problèmes de pauvreté et d'inégalités sur l'ensemble du territoire camerounais. Les ménages les plus modestes, déjà fragilisés économiquement, ont été durement touchés par la baisse de leurs revenus et les difficultés d'accès aux biens de première nécessité. Cette situation a creusé les écarts de richesse entre les différentes couches de la population, accentuant les disparités sociales existantes. Face à cette situation préoccupante, les autorités camerounaises ont dû mettre en place des mesures d'urgence pour soutenir l'emploi, protéger les populations vulnérables et relancer l'économie nationale. Cependant, les défis restent importants pour permettre au Cameroun de surmonter cette crise sanitaire et économique majeure et de construire une société plus juste et inclusive.

Cependant, la pauvreté n'a pas régressé et demeure une maladie persistante qui nécessite la suppression. Il est certain que ce fait dissimule un crime plus grave. En considérant la pauvreté au Cameroun sous l'angle du manque de revenus, en particulier après la crise économique, il est crucial de rappeler les inégalités qui existaient auparavant au pays, telles que les obstacles à l'accès à une bonne instruction éducation, aux soins de santé de premier ordre, une nutrition saine et, surtout, à un travail satisfaisant. Cependant, il est

⁹ R. Ehode Elah, "État des lieux de l'impact socioéconomique de la COVID-19 au Cameroun", p. 509.

¹⁰ *Ibid.* p.509.

¹¹ J. Mvele Nnanga Epse Bikun, 45 ans, Ingénieur d'études n°1 sous-direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT, Yaoundé, entretien du 16/07/2021.

nécessaire de considérer les différentes facettes du problème de la pauvreté avant de mettre en place des mesures de lutte.

Ainsi, la motivation de ce travail est de comprendre les mesures de défense que le Cameroun a mis en place pour lutter contre ce fléau, ce qui a suscité un certain engouement parmi les organisations des Nations Unies qui fournissent une aide multiforme aux gouvernements des pays en développement, telles que le Programme des Nations Unies pour le Développement qui est présent dans cent soixante-six (166) pays à travers le monde¹². À cet égard, la disponibilité des Enquêtes en rapport avec le Budget et la Consommation des années 1983/1984 et celles effectuées auprès des Ménages réalisées au début par la Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale et par la suite par l'Institut National de la Statistique a été salubre lors des observations empiriques effectuées dans cette thèse. Pour saisir la nature réelle de la pauvreté au Cameroun, le constat qui se dégage est que les rapports des Enquêtes Camerounaises Auprès des Ménages obéissaient aux normes standards de mesure et de quantification de la pauvreté d'après la méthodologie préconisée par la théorie de Sen.

Installé officiellement au Cameroun en 1972, il est important de rappeler que les négociations en vue d'une implantation réelle du PNUD au Cameroun avaient déjà été entamées dès 1968 avec la ratification d'un premier accord de principe entre l'administration de ce Programme onusien et les autorités du Cameroun fédéral. Tout ce processus administratif se termine en 1991 avec la ratification d'un nouvel accord-cadre de coopération Cameroun-PNUD, qui consolidait toutes les bases du partenariat commun. Toujours dans le cadre de nos recherches, on a vite remarqué la place capitale que ce Programme occupait au sein de la famille des Nations Unies. En effet, il a pendant longtemps coordonné la majorité des actions des agences onusiennes car son cahier de charges très chargé lui a valu ce droit, par la suite, il s'est positionné en pole position en matière de reconstruction post conflit dans le pays compte tenu de son mandat de développement qui lui est reconnu. Avec la mise en place de son Indice de Développement Humain, le PNUD a vite compris l'ampleur du phénomène de pauvreté qui sévissait au Cameroun et ceci parce que le pays occupait toujours des rangs à la traîne dans ce classement des pays selon leur Indice de développement humain. Par ailleurs, Siméon Fongang précise à ce sujet qu'il peut expliquer certains aspects de la vie

¹²Vedura, "Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)", Article publié dans ONU et développement durable.[http://www.vedura.fr/developpement-durable/institutions/onu/programme-nations-unies-developpement#:~:text=Le%20Programme%20des%20Nations%20Unies,pays%20en%20voie%20de%20d%C3%A9veloppement.](http://www.vedura.fr/developpement-durable/institutions/onu/programme-nations-unies-developpement#:~:text=Le%20Programme%20des%20Nations%20Unies,pays%20en%20voie%20de%20d%C3%A9veloppement.,), consulté le 10 décembre 2020 à 11 heures.

des gens qui ne peuvent pas être couverts par les procédés de bien-être conventionnels¹³. Par la suite, et fidèle à son label de lutte contre la pauvreté et promotion du développement, le Programme s'est vite rendu compte du caractère multidimensionnel de la pauvreté au Cameroun; raison pour laquelle la majorité de ces cycles de programmation de ses activités a toujours eu pour finalité l'amélioration des conditions de vie des populations. Il est évident pour le Programme des Nations Unies pour le Développement que les individus sont considérés à la fois comme le principal bénéficiaire et le catalyseur du progrès. Le but ultime du développement est le bonheur humain¹⁴.

En septembre 1999, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ont présenté leur nouvelle stratégie de développement pour les pays en développement¹⁵. De plus, il ressortait qu'en plus d'eux, l'ensemble du monde était également impliqué dans la promotion et l'accompagnement dans le processus d'élaboration du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Il est nécessaire que la lutte contre la pauvreté soit considérée comme un élément essentiel dans l'agenda mondial et que les mesures visant à l'éradiquer soient associées à des mécanismes évaluables et exploitables.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement est reconnu pour son intérêt porté aux individus marginalisés et pour son importance dans la revitalisation des compétences, bien que son action soit toujours critiquée et remise en cause¹⁶. De plus, il est clair que ce programme a aussi aidé les dirigeants camerounais pour l'atteinte de leurs obligations nationales conformément aux plans de développement mondiaux¹⁷.

Au Cameroun, le Programme des Nations Unies pour le Développement cadre ses actions sur un certain nombre d'objectifs basés sur les *United Nations Development Assistance Framework* dans le domaine de la société. En outre, il collabore activement avec l'administration camerounaise dans un souci de réduction de la pauvreté à la base. Dans ce sens, une analyse des catégories de pauvreté vécues au Cameroun a été très importante dans ce travail, car, il a permis de mieux comprendre les différentes initiatives entreprises par le Programme onusien au Cameroun. L'analyse approfondie des différents types de pauvreté

¹³ S. Fongang, "L'indicateur de développement humain du PNUD: portée, limites et dépassement", Thèse de Doctorat en sciences économiques, Université de Poitiers, 1996. Disponible à l'adresse: <http://theses.fr/1996POIT4006>, consulté le 27 mai 2020 à 11 heures.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Fonds Monétaire International-Bureau Indépendant d'Évaluation, "Évaluation des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance", Document de synthèse/Terms de référence, Washington, 2003, p.3.

¹⁶ ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", p. 51.

¹⁷ *Ibid.* p. 51.

vécus par la population camerounaise a permis de mieux cerner les multiples privations auxquelles elle est confrontée. Cette classification détaillée a ensuite servi de base pour orienter les actions du PNUD, organisme déterminé à s'attaquer efficacement à chacune de ces formes de pauvreté au Cameroun. En effet, le PNUD a su adapter ses approches et ses interventions en fonction des réalités spécifiques identifiées sur le terrain. Cette compréhension fine des enjeux a été essentielle pour déployer des solutions ciblées et adaptées aux besoins réels de la population. Ainsi, grâce à cette démarche rigoureuse, le PNUD a pu mettre en place des programmes ambitieux visant à répondre de manière holistique aux diverses manifestations de la pauvreté rencontrées dans le pays. Face à ces défis, le Programme des Nations Unies pour le Développement mène des actions multiformes au Cameroun.

Il soutient des programmes de développement économique et social visant à stimuler la création d'emplois, à améliorer la productivité agricole et à renforcer les filets de sécurité sociale. Le PNUD soutient également des initiatives d'autonomisation communautaire et de bonne gouvernance locale. Cette mobilisation stratégique a permis de mieux orienter les efforts, d'offrir à l'ensemble de la population camerounaise de meilleures perspectives d'avenir et d'en maximiser l'impact pour le bien-être des communautés camerounaises, dans une logique de développement humain durable. Ce travail d'analyse et d'intervention multiforme témoigne de la volonté du PNUD de s'attaquer aux racines profondes de la pauvreté au Cameroun, en prenant en compte sa complexité et sa diversité sur l'ensemble du territoire national. Il s'agit d'un défi de taille, mais qui est essentiel pour permettre à ce pays d'amorcer une trajectoire de progrès économique et social.

Afin de satisfaire la demande dans ces divers domaines au Cameroun, le Programme a mis l'accent sur la promotion du développement à la base notamment avec la mise sur pied des projets tels que "le Sous-programme de réduction de la pauvreté à la base- phase I et II". Initiative conjointe du Programme et du gouvernement camerounais via le ministère de l'économie de la planification et de l'aménagement du territoire, celle-ci a vu naître des structures telles que les CEOCA. Ces centres sont chargés de l'écoute et de l'information des populations locales en matière d'opportunités d'emplois et surtout dans l'accompagnement des populations dans le cadre de la mise en place de leurs projets de développement par le biais de l'octroi des financements aux Groupes d'Initiatives Communes. De nos jours, les dits centres ont muté pour devenir des bureaux d'emplois municipaux.

Toujours dans cette lancée, conscients du fait que l'un des problèmes majeurs des populations pauvres au Cameroun reste et demeure l'accès au financement, le Programme a veillé à la mise en place dans la majorité des programmes réalisés à l'établissement d'un mécanisme de microcrédit qui consistait à fournir des prêts aux populations bénéficiaires des projets pour le lancement de leurs activités en vue d'améliorer leur vécu quotidien. Ce système innovant de prêts de faible montant a permis à de nombreuses personnes, notamment issues de communautés défavorisées, d'accéder à des financements qui leur ont offert la possibilité de démarrer ou de développer de petites activités génératrices de revenus. Grâce à ces microcrédits, des hommes et des femmes ont pu lancer des microentreprises, acheter du matériel, des stocks de marchandises ou encore investir dans l'agriculture familiale. Cette injection de capitaux a contribué à stimuler l'esprit d'entreprise et l'autonomisation économique au sein de ces populations vulnérables. Parallèlement, les formations et l'accompagnement fournis par le PNUD ont renforcé les compétences des bénéficiaires, favorisant ainsi la réussite et la pérennité de leurs initiatives. Au-delà des retombées économiques, ce programme de microfinance a également eu des répercussions positives sur de nombreux aspects du quotidien des ménages: amélioration de l'alimentation, de l'accès à l'éducation et aux soins de santé, renforcement de l'estime de soi et de la cohésion sociale. Ainsi, le mécanisme de microcrédit mis en place par le PNUD s'est révélé être un levier puissant pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement durable dans les communautés camerounaises les plus vulnérables.

Cependant, compte tenu du fait que la population camerounaise soit majoritairement jeune couplé au fait qu'elle soit la plus touchée par le chômage, cela explique l'augmentation du taux de criminalité dans la plupart des régions du pays. Tout ceci justifie le regard porté par le Programme onusien envers les jeunes au Cameroun. En effet, le PNUD a déployé une stratégie multidimensionnelle visant à leur offrir de meilleures perspectives d'avenir. Dans ce sens, le PNUD a lancé des programmes de formation professionnelle et de développement des compétences, afin de doter les jeunes des outils nécessaires pour s'insérer sur le marché du travail. Ces formations couvrent des domaines variés, allant de l'entrepreneuriat aux métiers de l'artisanat, en passant par les nouvelles technologies. Parallèlement, le PNUD a mis en place des mécanismes de soutien à la création d'entreprise, en facilitant l'accès au financement et en accompagnant les jeunes porteurs de projets. L'objectif est de stimuler l'esprit d'initiative et d'encourager l'entrepreneuriat chez les jeunes, afin de générer de nouveaux emplois. L'une des actions majeures de ce programme dans ce sens fut la mise sur pied avec le ministère de la

jeunesse du YEIC. En effet, durant l'exécution de ce projet, de nombreux jeunes ont vu leur situation et condition socioprofessionnelle changer radicalement étant donné que la majorité grâce aux fonds reçus est devenue des promoteurs, entrepreneurs et chefs d'entreprise. Dans l'ensemble, les initiatives du PNUD visent à offrir une réponse globale et durable aux défis auxquels fait face la jeunesse camerounaise, dans le but de favoriser son épanouissement et de contribuer au développement socio-économique du pays.

Conscients des difficultés de l'économie camerounaise, il s'était fixé pour but final de rendre cette économie résiliente. En effet, par résilience, on entend ici un relèvement après un choc. Raison pour laquelle, la dynamisation des Petites et Moyennes Entreprises et des Établissements de Microfinance fut salubre car l'importance de la microfinance dans le développement économique d'un pays n'est plus à démontrer ce d'autant plus qu'elle représente le moyen plus fréquemment utilisé par les populations démunies pour accéder au marché économique. En ce sens le Programme a octroyé des financements aux établissements de microfinance camerounais en l'occurrence du Crédit du Sahel dans le cadre de l'appui aux initiatives des Groupes d'initiatives commune. De plus, il a œuvré aux renforcements des capacités de l'association nationale des établissements de microfinance du Cameroun. C'est notamment dans ce cadre de ce partenariat que les projets tels que le Programme d'appui à la résilience économiques et le Programme d'inclusion économique furent mis en œuvre par le Programme et le gouvernement.

À cet effet, la microfinance, qui est souvent considérée comme la finance destinée aux populations les plus démunies, représente une formidable opportunité pour le Cameroun dans sa quête de réduction de la pauvreté. Cette approche financière innovante permet en effet de fournir des services bancaires de base, tels que l'épargne et le crédit, aux personnes exclues du système bancaire traditionnel, principalement les personnes à faibles revenus vivant en milieu rural ou urbain. Au Cameroun, le secteur de la microfinance a connu un essor important ces dernières années, avec la création de nombreuses institutions de microfinance qui proposent des produits adaptés aux besoins spécifiques des populations les plus vulnérables. Ces services microfinanciers jouent un rôle crucial dans l'amélioration des conditions de vie des ménages, en leur permettant d'investir dans des activités génératrices de revenus, de faire face aux imprévus et de scolariser leurs enfants. Ainsi, la microfinance constitue une véritable alternative pour favoriser l'inclusion financière et stimuler le développement économique local au Cameroun. Elle représente un levier essentiel dans la stratégie nationale de lutte

contre la pauvreté, en offrant aux populations défavorisées les moyens de devenir acteurs de leur propre développement.

Toujours dans ce registre, un accent a été mis par le Programme onusien notamment dans la promotion d'une finance inclusive couplée à la promotion d'une culture de protection sociale au Cameroun. Cette initiative vise à faciliter l'accès aux services financiers pour les populations les plus vulnérables et marginalisées, dans le but d'améliorer durablement leurs conditions de vie. En effet, le PNUD collabore étroitement avec les autorités camerounaises, les institutions financières et la société civile pour mettre en place des programmes innovants qui répondent aux besoins spécifiques des communautés les plus démunies. Cela inclut le soutien à la création de coopératives d'épargne et de crédit, le développement de produits bancaires adaptés, ou encore la formation des populations à la gestion de leurs finances personnelles. À travers ces initiatives, le PNUD vise à favoriser l'inclusion financière, c'est-à-dire à permettre à tous les citoyens, quelles que soient leurs revenus ou leur situation sociale, d'accéder à des services bancaires et d'épargne abordables et adaptés. Cela constitue un levier essentiel pour réduire la pauvreté, stimuler le développement économique local et améliorer durablement les conditions de vie de la population camerounaise.

Cependant, vu que la majorité de la population des localités défavorisées exerce plus dans le secteur informel notamment le commerce, la reconstruction des marchés fut également au rendez-vous comme c'est le cas des marchés de Mora, Amchidée et Limani. En outre, les mécanismes de cash for work initiés par le PNUD au Cameroun, a permis aux bénéficiaires de disposer de ressources financières afin de lancer leurs propres affaires.

Aussi, la promotion de l'industrialisation au Cameroun représente un enjeu majeur pour relever les défis du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) et du gouvernement camerounais en matière d'éradication de la pauvreté. En effet, le développement d'un secteur industriel dynamique et diversifié constitue un levier essentiel pour créer des emplois durables et bien rémunérés, offrant ainsi de nouvelles perspectives économiques aux populations les plus vulnérables. L'industrialisation peut notamment se concentrer sur la transformation locale des ressources naturelles abondantes du pays, telles que les produits agricoles, forestiers ou miniers. Cela va permettre non seulement de générer de la valeur ajoutée, mais aussi de réduire la dépendance aux exportations de matières premières brutes, historiquement sujettes à la volatilité des cours mondiaux. De plus, l'émergence d'un tissu industriel compétitif va favoriser le renforcement des compétences

techniques et managériales au sein de la population active, contribuant ainsi à l'amélioration durable des conditions de vie. La formation professionnelle et l'accompagnement des entrepreneurs locaux sont donc des leviers complémentaires essentiels pour tirer pleinement parti du potentiel de l'industrialisation.

Enfin, l'intégration du Cameroun dans les chaînes de valeur régionales et internationales va pouvoir stimuler les investissements étrangers, l'innovation et le transfert de technologies, démultipliant ainsi les retombées économiques et sociales de l'industrialisation. Bref, la promotion de l'industrialisation représente une opportunité unique pour le Cameroun de relever les défis du développement durable, en créant les conditions d'une croissance inclusive et d'une prospérité partagée.

Envahi par la spirale de corruption, de favoritisme et de népotisme, le Programme de concert avec le Gouvernement a contribué à la mise en place un programme visant l'amélioration de la qualité des services rendus aux usagers. En effet, s'il est aussi vrai que la pauvreté touche également les mentalités et le comportement, les pauvres sont confrontés à des difficultés de ce genre notamment lorsqu'ils sont amenés à se rendre dans un service de l'État pour certains besoins. Pour pallier à cette défaillance, la stratégie du programme onusien a consisté dans un renforcement constant des compétences des administrations camerounaises afin de les doter de pratiques usuelles efficaces garantissant l'efficacité et le rendement. C'est ainsi des structures telles que Elections Cameroon, des ministères, des sociétés étatiques et privées ont vu leurs capacités de rendement améliorées comme c'est le cas d'Elections Cameroon qui a été formé dans le cadre d'une gestion transparente des échéances électorales. À ce titre, le Programme des Nations Unies pour le développement a apporté un appui technique significatif dans le domaine de la gouvernance politique au processus électoral.

Parlant du relèvement précoce, le Programme onusien a reconstruit toute une ville en l'occurrence d'Amchidée et a également restaurer certains édifices dans la localité de Limani. En effet, victime des ravages de la secte islamique Boko Haram, ces localités furent totalement détruites entraînant ainsi un déplacement massif des populations. Le Programme s'est donné pour mission de rebâtir toutes ces infrastructures, c'est ainsi que le marché fut rénové, un poste de police et de gendarmerie fut construit, un poste de douane et des eaux et forêts est en cours de construction; des écoles ont également été construites.

Au final, il apparaît que conformément à son mandat principal qui est la lutte contre la pauvreté, le Programme des Nations Unies pour le Développement a participé à la mise sur

ped de plusieurs projets allant dans ce sens. Toutefois, dans la poursuite de ses activités, plusieurs problèmes décelés ralentissent l'exécution de ses projets au Cameroun. Parmi les plus importants, on note l'insuffisance des ressources propres du programme onusien. En effet, le mécanisme de financement TRAC du Programme est très insuffisant pour la couverture de ces projets, ce qui le rend par conséquent très dépendant des fonds alloués par les donateurs dont le plus important était le gouvernement japonais, rendant ainsi caduque la mobilisation des ressources financières par ce dernier. Ce qui l'a également mit dans la voie du recentrage de ses activités à certaines zones prioritairement afin de pouvoir mieux s'en sortir avec les ressources disponibles.

Par la suite, le Programme rencontre également des soucis en ce qui concerne l'obtention de la contrepartie du côté camerounaise. En effet, le gouvernement ne respecte pas toujours le calendrier de dépôt de sa contribution financière, ce qui conduit inéluctablement au ralentissement des activités sur le terrain voire à la non réalisation de celles-ci pour faute de moyens comme ce fut le cas du programme d'inclusion économique qui à l'origine devait s'étaler sur toute l'étendue du territoire mais à cause des insuffisances financières a été réorienté et s'est uniquement concentré dans les régions septentrionales du pays.

Les problèmes sécuritaires constituent de véritables freins au déploiement de l'aide humanitaire au Cameroun à cause des exactions de Boko Haram et plus récemment de la crise sociopolitique dans les zones anglophones. Cette insécurité empêche les experts du Programme des Nations Unies pour le Développement de mettre en place des projets efficaces dans ces localités. Malgré l'insécurité due aux attaques armées de Boko Haram dans les régions septentrionales, couplée à la crise sociopolitique dans les zones anglophones, les interventions du Programme ont pu continuer, avec des modifications. Il a répondu à la crise en renforçant ses capacités, en développant de nouveaux programmes et en adaptant ses programmes en cours. En général, les programmes appuyés par ce Programme onusien continuent leurs activités dans les toutes les localités du pays en s'adaptant aux conditions.

Cependant, il y a eu des critiques lors de l'émission. Effectivement, le Programme a été critiqué dès sa création pour avoir cherché à s'arroger le rôle d'une super-organisation des Nations Unies dans ses divers domaines d'activité. Le travail du PNUD a été confronté à un manque d'intérêt de la part des pays en développement et en développement. En effet, ces bailleurs de fonds ne trouvent pas trop leur intérêt dans le fait qu'une institution d'aide

internationale œuvre pour l'amélioration des conditions de vie de la population en Afrique. Car, ils veulent conserver le statut quo de la dépendance vis-à-vis de l'occident.

Toutefois, une analyse de la coopération entre le Programme des Nations Unies pour le Développement et le Cameroun, a permis de mettre en lumière qu'en plus de sa contribution à la diminution du taux de pauvreté au Cameroun, il s'est également intéressé à beaucoup d'autres questions importantes en rapport avec l'amélioration des conditions de vie des populations notamment ceci d'autant plus que la pauvreté englobe quasiment tous les aspects de la vie: les questions gouvernementales, environnementales et sécuritaires. C'est ainsi qu'on peut dire que ce Programme onusien a participé aux initiatives suivantes: le Programme Présidentiel de Reconstruction et de Développement des zones anglophones, le Programme National de Gestion de l'Environnement et le programme de relèvement précoce pour l'Extrême Nord du Cameroun.

Cette thèse a chuté par la présentation de quelques solutions viables devant renforcer l'action du Programme et du gouvernement camerounais dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun. Ainsi, le soutien et le financement des organisations paysannes à la base est un atout dans cette lutte contre la pauvreté au Cameroun. De plus, le renforcement des capacités des populations sur ce qu'elles savent déjà faire est une bonne chose dans la mesure où même après la fin du projet, la population soit capable de poursuivre les activités en mettant en pratique ce qu'elle a appris, car au lieu de donner du poisson chaque jour à une personne on gagnerait plutôt à lui apprendre à pêcher.

Cependant, au sortir de ce travail, le constat qui jaillit est que malgré toutes les actions du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun, la pauvreté reste et demeure une réalité grandissante, bien que certaines de ses actions aient eu des effets positifs. Ainsi, le Gouvernement du Cameroun et le Programme des Nations Unies pour le Développement doivent adapter leurs cadres de coopération futurs en observant et en tirant profit des expériences de lutte contre la pauvreté ayant réussi dans d'autres pays à l'instar de la Chine.

Aussi, en considérant l'impact global des institutions à la fois régionales et internationales dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun au rang desquelles: la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement¹⁸, on propose aussi bien au Programme

¹⁸ Cette institution africaine prend une part très grande dans l'amélioration des conditions de vie des camerounais par l'octroi des financements pour la réalisation des projets. À cet effet, elle a participé à hauteur de trois

des Nations Unies pour le Développement qu'au Gouvernement camerounais que même si le financement des Groupes d'initiative commune a déjà fait ses preuves en zones rurales, que des actions soient entreprises pour mieux encadrer les jeunes (car la population camerounaise est majoritairement jeune) diplômés en mettant en place des projets d'insertion dans la sphère formelle des activités du pays afin de les garantir des opportunités décentes leur garantissant une certaine sécurité sociale, ce d'autant plus que la pauvreté qui jadis fut une réalité rurale concerne de plus en plus les localités urbaines du pays.

Le PNUD s'engage à aider les pays en développement en général et les pays du tiers monde en particulier dans leurs efforts de développement. Cependant, il n'y a pas d'aide complète sans cacher d'intérêts malsains et le Programme des Nations Unies pour le Développement n'en est pas épargné. À cet effet, bien que l'aide internationale soit souvent présentée comme désintéressée et purement altruiste, la réalité est souvent plus complexe. En effet, il n'est pas rare que certaines organisations impliquées dans l'aide au développement poursuivent en réalité des intérêts qui ne sont pas toujours parfaitement alignés avec les besoins réels des populations bénéficiaires. Le pays qui reçoit une aide étrangère est naturellement soumis à des conditionnalités extrêmes allant même jusqu'à l'atteinte de son autonomie interne. En outre, en raison des subventions et des aides financières fournies par les pays riches, le PNUD vise principalement et premièrement à satisfaire leurs desiderata même si son objectif de réduction de la pauvreté n'est pas atteint. Malgré les bonnes intentions affichées et les efforts réels déployés, on peut parfois déceler dans les actions du PNUD une forme de paternalisme ou de recherche d'influence géopolitique qui entache quelque peu la pureté de son mandat. Certains observateurs critiquent notamment le fait que l'aide du PNUD semble parfois davantage guidée par des considérations stratégiques ou économiques que par une véritable compréhension des enjeux locaux. De plus, la lourdeur bureaucratique et la lenteur de certaines de ses procédures sont aussi pointées du doigt comme pouvant freiner l'efficacité de son action sur le terrain.

En dernier ressort, bien que le PNUD demeure une institution essentielle dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités dans le monde, il doit sans cesse veiller à préserver son intégrité et sa crédibilité en s'assurant que son aide ne cache pas d'arrière-pensées malsaines ou de conflits d'intérêts potentiels. C'est un défi constant auquel doit faire face toute

organisation ambitionnant de contribuer au développement durable à l'échelle mondiale. Ainsi, il est clair que plusieurs facteurs à la fois physique, naturel, économique et socio-culturel renforcent la persistance l'insécurité alimentaire et la pauvreté au Cameroun¹⁹. Toutefois, il est clair que, si l'appui multisectoriel offert par le PNUD, n'est pas débarrassé de toutes formes de contraintes voire de conditionnalités imposées par les bailleurs de fonds, cela hypothèque l'effectivité de la réalisation des projets/programmes au niveau local en raison de l'insuffisance des moyens financiers. Par conséquent, les plus démunis au Cameroun vont demeurer pauvres tandis que les riches vont encore plus s'enrichir.

Comme axes ou pistes d'ouverture de recherche recensés à l'issue du traitement de cette thématique et qui peuvent faire l'objet d'une autre étude, l'on peut soit effectuer une comparaison des approches du PNUD en matière de promotion du développement dans différents pays africains pour identifier les meilleures pratiques ou examiner les facteurs contextuels qui influencent l'efficacité des politiques de lutte contre la pauvreté. Soit aussi, évaluer les politiques et programmes du PNUD en termes d'inclusion et d'accès équitable aux services ou mieux encore analyser l'équité dans la répartition des ressources et des avantages liés au développement. Cette analyse comparative peut notamment mettre en lumière les stratégies les plus performantes pour cibler les populations les plus vulnérables et identifier les meilleures pratiques en matière d'amélioration des conditions de vie de la population. Par ailleurs, un examen approfondi des facteurs contextuels qui influencent l'efficacité des politiques de lutte contre la pauvreté est essentiel pour comprendre leur impact réel sur les populations vulnérables.

Ces facteurs peuvent inclure des éléments socio-économiques, politiques, culturels et environnementaux propres à chaque région ou communauté. Par exemple, le niveau de développement économique, la stabilité politique, les inégalités sociales, les traditions culturelles ou encore les ressources naturelles disponibles peuvent tous jouer un rôle déterminant dans la réussite ou l'échec des programmes de réduction de la pauvreté. Il est donc crucial d'adopter une approche holistique et adaptée au contexte local afin d'élaborer des politiques efficaces et pérennes. Une analyse approfondie de ces facteurs permettra également d'identifier les obstacles spécifiques auxquels font face les populations les plus démunies et de concevoir des interventions ciblées répondant à leurs besoins réels. Cela nécessite une étroite

¹⁹ J. Tchakoa, A. Nji, "Targeting Rural poverty in sub-Saharan Africa: A poverty alleviation policy framework with particular reference to Cameroon", p.102.

collaboration avec les acteurs locaux et une prise en compte des dynamiques communautaires pour garantir l'appropriation et la durabilité des initiatives menées.

En définitive, une compréhension fine des éléments contextuels est primordiale pour que les politiques de lutte contre la pauvreté atteignent leurs objectifs de manière durable et inclusive au niveau des territoires. Au-delà de cette approche comparative et de cet examen, il est également pertinent d'évaluer de manière approfondie les politiques et programmes mis en œuvre par le PNUD, en accordant une attention particulière à leur capacité à favoriser l'inclusion sociale et l'équité. Cette évaluation par exemple permet d'examiner dans quelle mesure ces interventions permettent de réduire les inégalités entre groupes sociaux, entre zones géographiques ou entre hommes et femmes. Une telle analyse critique permet non seulement d'identifier les modèles les plus efficaces, mais également de formuler des recommandations pour améliorer l'impact et la pérennité de ses programmes de lutte contre la pauvreté. Elle va contribuer ainsi à renforcer la capacité à concevoir et mettre en œuvre des politiques de développement plus inclusives et équitables.

ANNEXES

Annexe 1 : Attestation de recherche

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
 Paix-Travail-Patrie
 UNIVERSITE DE YAOUNDE I
 FACULTE DES ARTS, LETTRES ET
 SCIENCES HUMAINES
 BP: 755 YAOUNDÉ



REPUBLIC OF CAMEROON
 Peace-Work-Fatherland
 THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I
 FACULTY OF ARTS, LETTERS
 AND HUMAN SCIENCES
 P.O BOX 755 YAOUNDE

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, Pr. **BOKAGNE BETOBO Edouard**, Chef de Département d'Histoire, certifie que **M. AYANGMA NDJERE JEAN PIERRE**, **Matricule 13J805** est inscrit en Thèse de Doctorat PHD en Histoire Économique et Sociale au Département d'Histoire et poursuit actuellement un travail de recherche, sur le thème suivant :

« **LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE AU CAMEROUN (1972-2018).** »

Sous la codirection du Pr. **DONG MOUGNOL GABRIEL MAXIME**, **Maitre de conférences** à l'Université de Yaoundé I et du Dr. **JABIRU MOHAMMADOU**, **Chargé de Cours** à l'École Normale Supérieure de Yaoundé.

Nous le recommandons aux responsables des Centres de documentation, Archives et toutes Institutions de recherches nationales ou internationales, en vue de lui faciliter la recherche.

En foi de quoi, la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

à Yaoundé, le **26 JUN 2020**



LE CHIEF DE DEPARTEMENT

Bokagne

Annexe 2 : Questionnaire pour le personnel du PNUD Cameroun

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
 Paix – Travail – Patrie

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

**FACULTE DES ARTS, LETTRES ET
 SCIENCES HUMAINES**

DEPARTEMENT D’HISTOIRE



REPUBLIC OF CAMEROON
 Peace – Work – Fatherland

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

**FACULTY OF ARTS, LETTERS AND
 SOCIAL SCIENCES**

DEPARTMENT OF HISTORY

PARTIE I: RESERVÉS AUX CADRES DU PNUD CAMEROUN

Nom de la personne interrogée :

Age :

Sexe :

Profession :

Ville :

Date de la rencontre :

1- Qu'est-ce que le PNUD ? Et quel est son rôle ?

2- Quels sont les programmes développés par le PNUD ?

3- Comment le financement est t- il obtenu ?

4- Quelle est la contribution du Cameroun? Qu'en est-il du suivi évaluation des programmes?

5- L'évolution administrative du Bureau PNUD Cameroun (de 1972 à 2020)

- Où était situé le Bureau de la représentation-pays ?

- Quelles sont les personnalités qui ont administrés la représentation-pays ? et quel a été leur apport respectif ?

- Quels sont les évènements qui ont marqué le Bureau-pays pendant cette période ?

- 6- Le PNUD est-il confronté à des problèmes de financement ? Si oui quel en est la cause?

- 7- Son budget lui permet-il de répondre suffisamment aux attentes des populations ?

PARTIE II: RESERVÉS AUX RESPONSABLES DE PROJETS

- 1- Quel est le programme dont vous avez la charge ?

- 2- Quel en est le contenu et la compréhension ? Quelles sont les réalisations ?

- 3- Qu'en est-il du mécanisme de mise en œuvre? Quelles sont les difficultés rencontrées?

- 4- Quel est l'apport du Cameroun?

- 5- Quels sont les solutions que vous préconisez et les perspectives pour l'amélioration du projet ?

Annexe 3 : Questionnaire pour les Populations et Cadres du MINEPAT

Nom de la personne interrogée :

Age :

Sexe :

Profession :

Ville :

Date de la rencontre :

1- Quels sont les domaines dans lesquels le PNUD développe-t-il ses programmes ?

Pauvreté

Environnement

Gouvernance

Autres (précisez) : _____

2- À travers quel document la mise en œuvre est-elle effectuée ?

3- Quelles appréciations faites-vous des programmes du PNUD ?

Bonne

Mauvaise

4- À quoi sont dus les obstacles rencontrés par ces programmes?

Politiques Sociaux

Culturels

Financiers

5- Comment s'effectue le suivi des programmes?

Évaluation partielle

Évaluation finale

Autres (précisez) : _____

6- Le Cameroun honore-t-il toujours à ses engagements vis-à-vis des programmes?

Oui

Non

7- Sinon, pourquoi ?

8- Quels sont les différents partenaires au programme ?

9- Les programmes développés par le PNUD permettront-ils d'atteindre les OMD/ODD d'ici 2030?

Oui

Non

10- Que recommandez-vous pour une meilleure efficacité des programmes du PNUD ?

11- Que recommandez-vous pour le renforcement de la coopération Cameroun-PNUD ?

**Annexe 4 : Accord de coopération entre le Fonds Spécial des Nations Unies et la
République Fédérale du Cameroun en 1961**

**STATEMENT
of
TREATIES and INTERNATIONAL
AGREEMENTS**

Registered
or filed and recorded
with the Secretariat during
June 1961

**RELEVÉ
des
TRAITÉS et ACCORDS
INTERNATIONAUX**

Enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat
pendant le mois de juin 1961



**UNITED NATIONS / NATIONS UNIES
NEW YORK**

Came into force on 16 August 1960 by signature, in accordance with article VI.
Official text: French.
Registered by Turkey and Greece on 12 June 1961.

Entré en vigueur le 16 août 1960 par signature, conformément à l'article VI.
Texte officiel français.
Enregistré par la Turquie et la Grèce le 12 juin 1961.

No. 5713 UNITED NATIONS SPECIAL FUND AND CAMEROUN:

Agreement concerning assistance from the Special Fund. Signed at New York, on 13 June 1961.

Came into force on 13 June 1961, upon signature, in accordance with article X.
Official texts: English and French.
Registered *ex officio* on 13 June 1961.

No 5713 FONDS SPECIAL DES NATIONS UNIES ET CAMEROUN:

Accord concernant une assistance du Fonds spécial. Signé à New-York, le 13 juin 1961.

Entré en vigueur le 13 juin 1961, dès la signature, conformément à l'article X.
Textes officiels anglais et français.
Enregistré d'office le 13 juin 1961.

No. 5714 UNION OF SOUTH AFRICA AND IRELAND:

Agreement for the avoidance of double taxation on income derived from the business of sea and air transport. Signed at London, on 1 May 1958.

Came into force on 28 August 1960, the date of the proclamation in the Government Gazette of the Union of South Africa, in accordance with article III.
Official text: English.
Registered by South Africa on 14 June 1961.

No 5714 UNION SUD-AFRICAINE ET IRLANDE:

Accord tendant à éviter la double imposition des revenus provenant de l'exploitation des transports maritimes et des transports aériens. Signé à Londres, le 1er mai 1958.

Entré en vigueur le 28 août 1960, date de sa publication officielle dans la Gouvernement Gazette de l'Union sud-africaine, conformément à l'article III.
Texte officiel anglais.
Enregistré par l'Afrique du Sud le 14 juin 1961.

No. 5715 CEYLON, CHINA, ECUADOR, FRANCE, GUATEMALA, etc.:

Convention concerning the Exchange of Official Publications and Government Documents between States, adopted by the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization at its Tenth Session, Paris, 3 December 1958.

In accordance with article 17, the Convention came into force on 30 May 1961, twelve months after the date of deposit of the third instrument of ratification. Instruments of ratification or acceptance (a) have been deposited with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization on behalf of the following States:

| State | Date of deposit | Date of entry into force | |
|--|------------------|--------------------------|--|
| Ceylon | 7 December 1959 | 30 May 1961 | |
| Israel | 4 January 1960 | 30 May 1961 | |
| France | 30 May 1960 | 30 May 1961 | |
| Guatemala | 23 November 1960 | 23 November 1961 | |
| Ecuador | 8 February 1961 | 8 February 1962 | |
| China | 26 April 1961 | 26 April 1962 | |
| United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland | 1 June 1961(a) | 1 June 1962 | |

By notification received from the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 1 June 1961, the Convention has been extended with effect from 1 June 1962 to the following territories: Jersey, the Bailiwick of Guernsey and the Isle of Man; the Federation of Rhodesia and Nyasaland; Malta; Seychelles; British Solomon Islands Protectorate; Gilbert and Ellice Islands Colony; British Guiana; Bahamas; Bermuda; British Virgin Islands; Jamaica; Trinidad and Tobago; Antigua; St. Lucia; Montserrat; Barbados; St. Vincent; Grenada; Dominica; St. Kitts-Nevis-Anguilla; and the State of Singapore.

Official texts: English, French, Russian and Spanish.
Registered by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization on 15 June 1961.

No. 5716 UNITED NATIONS AND CYPRUS:

Agreement (with annex) for the provision of operational and executive personnel. Signed at Nicosia, on 15 June 1961.

Came into force on 15 June 1961, upon signature, in accordance with article VI (1).
Official text: English.
Registered *ex officio* on 15 June 1961.

No 5715 CEYLAN, CHINE, EQUATEUR, FRANCE, GUATEMALA, etc.:

Convention concernant les échanges entre Etats de publications officielles et documents gouvernementaux, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa dixième session, Paris, 3 décembre 1958.

Conformément à l'article 17, la Convention est entrée en vigueur le 30 mai 1961, douze mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification. Les instruments de ratification ou d'acceptation (a) ont été déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture au nom des Etats suivants:

| Etat | Date du dépôt | Date d'entrée en vigueur | |
|---|------------------|--------------------------|--|
| Ceylan | 7 décembre 1959 | 30 mai 1961 | |
| Israël | 4 janvier 1960 | 30 mai 1961 | |
| France | 30 mai 1960 | 30 mai 1961 | |
| Guatemala | 23 novembre 1960 | 23 novembre 1961 | |
| Equateur | 8 février 1961 | 8 février 1962 | |
| Chine | 26 avril 1961 | 26 avril 1962 | |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 1er juin 1961(a) | 1er juin 1962 | |

Par une notification reçue du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 1er juin 1961, la Convention a été étendue aux territoires ci-après avec effet au 1er juin 1962: Jersey, Bailliage de Guernesey et Ile de Man; Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland; Malte; les Seychelles; Protectorat des Iles Salomon britanniques; Colonie des Iles Gilbert et Ellice; Guyane britannique; Bahamas, Bermudes; Iles Vierges britanniques; Jamaïque; Trinité et Tobago; Antigua; Sainte-Lucie; Montserrat; Barbade; Saint-Vincent; Grenade; Dominique; Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla; Etat de Singapour.

Textes officiels anglais, français, russe et espagnol.
Enregistrée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture le 15 juin 1961.

No 5716 ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET CHYPRE:

Accord (avec annexe) réglissant l'envoi de personnel d'exécution et de direction. Signé à Nicosia, le 15 juin 1961.

Entré en vigueur le 15 juin 1961, dès la signature, conformément à l'article VI (1).
Texte officiel anglais.
Enregistré d'office le 15 juin 1961.

ANNEX B

Ratifications, accessions, prorogations, etc., concerning treaties and international agreements filed and recorded with the Secretariat of the United Nations

- No. 469 Agreement between the United Nations and the International Civil Aviation Organization for the admission of the International Civil Aviation Organization into the United Nations Joint Staff Pension Fund. Signed at New York, on 28 February 1951.

Special Agreement extending the competence of the Administrative Tribunal of the United Nations to the International Civil Aviation Organization with respect to applications alleging non-observance of contracts of employment or of the terms of appointment of staff members of the International Civil Aviation Organization. Signed at Montreal, on 24 June 1960 and at New York, on 28 June 1960.

Came into force on 15 July 1960, in accordance with article 5.

Official texts: English, French and Spanish.

Filed and recorded by the Secretariat on 30 June 1961.

ANNEX C

Ratifications, accessions, prorogations, withdrawals, etc., concerning treaties and international agreements registered with the Secretariat of the League of Nations

- No. 4755 Convention between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and France supplementary to the Convention of 2 February 1922 to facilitate the conduct of legal proceedings. Signed at Paris, on 15 April 1936.

Extension to Scotland with effect from 7 June 1940, in accordance with article 7 (1) of the above-mentioned Convention.

Certified statement was registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 16 June 1961.

ANNEXE B

Ratifications, adhésions, prorogations, etc., concernant les traités et accords internationaux classés et inscrits au répertoire au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

- No 469 Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'aviation civile internationale concernant l'admission de l'Organisation de l'aviation civile internationale à la Caisse commune des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies. Signé à New-York, le 28 février 1951.

Accord spécial étendant la compétence du Tribunal administratif des Nations Unies à l'Organisation de l'aviation civile internationale en ce qui concerne les requêtes invoquant l'inobservation du contrat d'engagement ou des conditions d'emploi des fonctionnaires de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Signé à Montréal, le 24 juin 1960 et à New-York, le 28 juin 1960.

Entré en vigueur le 15 juillet 1960, conformément à l'article 5.

Textes officiels anglais, espagnol et français.

Classé et inscrit au répertoire par le Secrétariat le 30 juin 1961.

ANNEXE C

Ratifications, adhésions, prorogations, retraits, etc. concernant les traités et accords internationaux enregistrés au Secrétariat de la Société des Nations

- No 4755 Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la France complétant la Convention conclue le 2 février 1922 afin de faciliter l'accomplissement des actes de procédure. Signée à Paris, le 15 avril 1936.

Extension à l'Ecosse, avec effet du 7 juin 1940, conformément à l'article 7 (1) de la Convention susmentionnée.

La déclaration certifiée a été enregistrée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 16 juin 1961.

**Annexe 5 : Accord entre le Programme des Nations Unies pour le Développement et le
Gouvernement de la République du Cameroun**

ACCORD ENTRE

LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN

CONSIDERANT que l'Assemblée générale des Nations Unies a établi le Programme des Nations Unies pour le développement (ci-après dénommé le PNUD) afin d'appuyer et de compléter les efforts que les pays en voie de développement déploient sur le plan national pour résoudre les problèmes les plus importants de leur développement économique, de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie; et

CONSIDERANT que le Gouvernement de la République du Cameroun souhaite demander l'assistance du PNUD dans l'intérêt de son peuple;

Le Gouvernement et le PNUD (ci-après dénommés les Parties) ont conclu le présent Accord dans un esprit d'amicale coopération.

ARTICLE PREMIER

PORTÉE DE L'ACCORD

1. Le présent Accord énonce les conditions fondamentales dans lesquelles le PNUD et les Organisations chargées de l'exécution aideront le Gouvernement à mener à bien ses projets de développement, et dans lesquelles lesdits projets bénéficiant de l'assistance du PNUD seront exécutés. Il vise l'ensemble de l'assistance que le PNUD fournira à ce titre, ainsi que les documents relatifs aux projets ou autres textes (ci-après dénommés les documents relatifs aux projets) que les Parties pourront mettre au point d'un commun accord pour définir plus précisément, dans le cadre de ces projets, les détails de cette assistance et les responsabilités respectives des parties et de l'Organisation chargée de l'exécution aux termes du présent Accord.

2. Le PNUD ne fournira une assistance au titre du présent Accord que pour répondre aux demandes présentées par le Gouvernement et approuvées par le PNUD. Cette assistance sera mise à la disposition du Gouvernement ou de toute entité que le Gouvernement pourra désigner, et elle sera fournie et reçue conformément aux

.../

résolutions et décisions pertinentes et applicables des organes compétents du PNUD, et sous réserve que le PNUD dispose des fonds nécessaires.

ARTICLE II

FORMES DE L'ASSISTANCE

1. L'assistance que le PNUD pourra mettre à la disposition du Gouvernement en vertu du présent Accord comprend notamment :

a) Les services d'experts-conseils et de consultants, y compris ceux de cabinets ou d'organismes de consultants, choisis par le PNUD ou l'Organisation chargée de l'exécution et responsables devant eux;

b) Les services d'experts opérationnels choisis par l'Organisation chargée de l'exécution pour exercer des fonctions d'exécution, de direction ou d'administration en tant que fonctionnaires du Gouvernement ou employés des entités que le Gouvernement pourra désigner conformément au paragraphe 2 de l'article premier du présent Accord;

c) Les services de Volontaires des Nations Unies (ci-après dénommés les Volontaires);

d) Le matériel et les fournitures qu'il est difficile de se procurer au Cameroun (ci-après dénommé le pays);

e) Des séminaires, des programmes de formation, des projets de démonstration, des groupes de travail d'experts et des activités connexes;

f) Des bourses d'études et de perfectionnement ou des dispositions similaires permettant aux candidats désignés par le Gouvernement et agréés par l'Organisation chargée de l'exécution de faire des études ou de recevoir une formation professionnelle; et

g) Toute autre forme d'assistance dont le Gouvernement et le PNUD pourront convenir.

2. Le Gouvernement devra présenter ses demandes d'assistance au PNUD par l'intermédiaire du représentant résident du PNUD dans le pays (mentionné à l'alinéa a) du paragraphe 4 du présent article), sous la forme et conformément aux procédures prévues par le PNUD pour ces demandes. Le Gouvernement fournira au PNUD toutes les facilités nécessaires et tous les renseignements

.../

2. Le présent Accord pourra être modifié par écrit entre les Parties. Les questions non expressément prévues dans le présent Accord seront réglées par les Parties conformément aux résolutions et décisions pertinentes des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies. Chacune des Parties examinera avec soin et dans un esprit favorable toute proposition dans ce sens présentée par l'autre Partie en application du présent paragraphe.

3. Le présent Accord pourra être dénoncé par l'une ou l'autre Partie par voie de notification écrite adressée à l'autre Partie et il cessera de produire ses effets soixante jours après la réception de ladite notification.

4. Les obligations assumées par les Parties en vertu des articles IV (Renseignements relatifs au projet) et VIII (Utilisation de l'assistance fournie) subsisteront après l'expiration ou la dénonciation du présent Accord. Les obligations assumées par le Gouvernement en vertu des articles IX (Privilèges et immunités), X (Facilités accordées aux fins de la mise en oeuvre de l'assistance du PNUD) et XII (Règlement des différends) du présent Accord subsisteront après l'expiration ou la dénonciation dudit accord dans la mesure nécessaire pour permettre de procéder méthodiquement au rapatriement du personnel, des fonds et des biens du PNUD et de toute organisation chargée de l'exécution ou de toute personne fournissant des services pour leur compte en vertu du présent Accord.

EN FOI DE QUOI les soussignés, représentants dûment autorisés du Programme des Nations Unies pour le Développement d'une part, et du Gouvernement d'autre part, ont, au nom des Parties, signé le présent Accord en deux exemplaires établis en langues Française et Anglaise, à Yaoundé le 25 OCT, 1991

Les deux textes faisant foi :

Pour le Programme des Nations Unies pour le Développement :

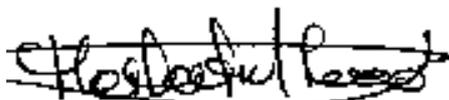
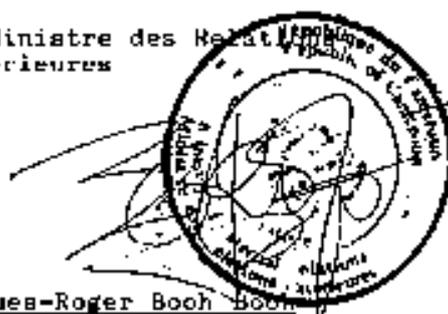
Pour le Gouvernement de la République du Cameroun :

Le Représentant Résident du PNUD

Le Ministre des Relations Extérieures

Herbert P. McLeod

Jacques-Roger Booh Booh

Annexe 6 : Planification des Programmes, Cinquième Programme du Cameroun

Distr.
GENERALEDP/CF/CMR/5
13 mars 1992

ORIGINAL : FRANCAIS

Trente-neuvième session
4-29 mai 1992, Genève
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

PLANIFICATION DES PROGRAMMES

Programmation par pays et programmation multinationale

CINQUIEME PROGRAMME DU CAMEROUN

| <u>Période couverte par le programme</u> | <u>Ressources</u> | (En dollars) |
|--|------------------------------------|--------------|
| Janvier 1992-décembre 1996 | CIP net | 9 734 000 |
| | Participation estimée aux coûts | - |
| | Total | 9 734 000 |

TABLE DES MATIERES

| | <u>Paragraphes</u> | <u>Page</u> |
|--|--------------------|-------------|
| I. SITUATION, OBJECTIFS ET STRATEGIES EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT | 1 - 13 | 3 |
| A. Situation socio-économique actuelle | 1 - 3 | 3 |
| B. Stratégies et objectifs nationaux de développement | 8 - 13 | 4 |
| II. COOPERATION EXTERIEURE | 14 - 19 | 5 |
| A. Rôle de la coopération extérieure | 14 - 15 | 5 |
| B. Coordination de l'aide | 16 - 19 | 5 |
| 92-11789 (F) 170392 230392 | | /... |

DF/CP/CMR/5
 Français
 Page 2

TABLE DES MATIERES (suite)

| | <u>Paragraphes</u> | <u>Page</u> |
|--|--------------------|-------------|
| III. LE PROGRAMME DU PAYS | 20 - 58 | 6 |
| A. Evaluation du programme en cours | 20 - 25 | 6 |
| B. Propositions concernant la coopération du PNUD .. | 26 - 52 | 8 |
| C. Coopération en dehors des principaux thèmes | 53 | 13 |
| D. Modalités d'exécution et de gestion | 54 - 58 | 13 |
| Annexe I : Etat financier récapitulatif | | 15 |
| Annexe II : Matrice du programme | | 17 |

I. SITUATION, OBJECTIFS ET STRATEGIES EN MATIERE
 DE DEVELOPPEMENT

A. Situation socio-économique actuelle

1. Rappel historique

1. Depuis les années 70 et jusqu'en 1985-1986, le Cameroun a connu une croissance économique soutenue grâce à l'essor des exportations de produits agricoles, principalement le cacao et le café, et de recettes pétrolières qui ont permis au pays d'avoir une balance des paiements positive et d'investir les excédents dans l'économie nationale. Parallèlement, le pays a enregistré d'importants progrès en matière de développement humain. Le taux d'alphabétisation est passé de 43,6 % en 1976 à 60 % en 1987. L'espérance de vie à la naissance s'est accrue de 38 ans en 1970 à près de 57 ans en 1990 et le produit national brut (PNB) s'est accru de 3,6 % en moyenne annuelle entre 1965 et 1985. L'indicateur de développement humain (IDH), qui mesure en termes relatifs (comparaison entre pays) le développement humain au moyen de trois indicateurs (revenu, niveau d'instruction et espérance de vie), est passé de 0,228 à 0,378 entre 1970 et 1985, soit une amélioration de 0,15. Le Cameroun vient ainsi en cent dix-neuvième position sur 160 Etats sur la base d'un classement établi en fonction des progrès accomplis durant la période de référence.

2. A partir de 1986, le pays fait face à une crise économique de grande envergure due à l'effondrement des cours mondiaux du pétrole, du café et du cacao qui a eu des répercussions désastreuses sur les finances publiques et a contribué à bloquer les progrès en matière de développement humain. Par ailleurs, cette crise a révélé une forte prépondérance du secteur public (au niveau de ses interventions dans l'économie au détriment du secteur privé) et un environnement institutionnel inadéquat. En 1987, le Gouvernement avait pris de façon autonome des mesures d'ajustement dont les résultats bien que positifs se sont néanmoins révélés insuffisants.

3. Cette situation a amené le Gouvernement en 1988-1989 à solliciter et à obtenir l'assistance du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement (BAFD) et d'autres bailleurs de fonds bilatéraux pour la mise en place de son Programme de stabilisation des finances publiques et de relance économique.

2. Evolution récente de l'économie

4. La situation économique actuelle du pays est caractérisée par une récession qui persiste et qui se manifeste par la chute continue du produit intérieur brut (PIB) depuis l'année 1986; un tarissement progressif des ressources de l'Etat dû à une réduction des revenus d'exportations entraînant ainsi une baisse constante du budget de l'Etat; une évolution de l'encours de la dette extérieure qui est passée de 857 milliards de francs CFA en 1985-1986 à 1 503,3 milliards de francs CFA en 1990-1991 (près de 2 000 milliards de francs CFA en décembre 1991) représentant respectivement 20,6 % et 47,3 % du PIB; le déficit de la balance des paiements et des opérations du trésor; une accumulation d'arriérés aussi bien intérieurs qu'extérieurs; un taux de chômage croissant résultant des compressions des effectifs dans les sociétés parapubliques; et du gel du recrutement dans la fonction publique.

1...

DF/CP/CMR/5
Français
Page 16

III. ASSISTANCE COMPLEMENTAIRE D'AUTRES SOURCES UTILISEE DANS LES DOMAINES
D'ACTIVITE PRIORITAIRE

(Milliers de dollars)

| | | |
|--|--------|----------------------|
| <u>A. Fonds créés par le PNUD</u> | | |
| RSP* | 1 500 | |
| FENU | - | |
| BNUS | 500 | |
| UNIFEM | 500 | |
| Fonds autorenouvelable des Nations Unies pour l'exploitation des ressources naturelles | - | |
| Fonds des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement | - | |
| | <hr/> | |
| Total partiel | | <u>2 500</u> |
| <u>B. Autres ressources des Nations Unies</u> | | |
| Organismes participant au Groupe consultatif mixte des politiques | | |
| FNDAF | 7 500 | |
| UNICEF** | 10 565 | |
| PAM | 17 000 | |
| FIDA | - | |
| Autres organismes des Nations Unies (non financés par le PNUD) | | |
| | - | |
| Fonds pour l'environnement mondial | - | |
| | <hr/> | |
| Total partiel | | <u>35 065</u> |
| Total, ressources à des fins spéciales et autres ressources des Nations Unies | | 37 565 |
| <u>C. Ressources autres que celles des Nations Unies</u> | | - |
| | | <hr/> |
| TOTAL | | <u><u>37 565</u></u> |

* Ressources spéciales du programme constituées pour 1 000 de MDP et 500 de fonds NATCAP.

** 4 900 de ressources centrales et 5 665 de fonds supplémentaires.

/...

Source : A. PNUD, planification des programmes, programmation par pays et programmation multinationale-Cinquième programme du Cameroun", Genève, Nations Unies, 1992.

**Annexe 7 : Country Cooperation Framework and related matters, First Country
Cooperation Framework for Cameroon (1997-2001)**

**UNITED
NATIONS**

DP



**Executive Board of
the United Nations
Development Programme
and of the United Nations
Population Fund**

Distr.
GENERAL

DP/CCF/CMR/1
7 July 1997
ENGLISH
ORIGINAL: FRENCH

Third regular session 1997
15-19 September 1997, New York
Item 6 of the provisional agenda
UNDP

UNDP: COUNTRY COOPERATION FRAMEWORKS AND RELATED MATTERS
FIRST COUNTRY COOPERATION FRAMEWORK FOR CAMEROON (1997-2001)

CONTENTS

| | <u>Paragraphs</u> | <u>Page</u> |
|--|-------------------|-------------|
| INTRODUCTION | 1 - 3 | 2 |
| I. DEVELOPMENT SITUATION FROM A SUSTAINABLE HUMAN DEVELOPMENT PERSPECTIVE | 4 - 11 | 2 |
| II. RESULTS AND LESSONS OF PAST COOPERATION | 12 - 17 | 4 |
| III. PROPOSED STRATEGY AND THEMATIC AREAS | 18 - 32 | 6 |
| IV. MANAGEMENT ARRANGEMENTS | 33 - 34 | 10 |
| <u>Annex.</u> Resource mobilization target table for Cameroon (1997-2001) | | 11 |



DP/CCF/CNR/1
English
Page 2

INTRODUCTION

1. This country cooperation framework (CCF), which was prepared by the Government of Cameroon in close cooperation with the UNDP office, defines the priority areas for the utilization of resources earmarked during the sixth cycle for the promotion of sustainable human development in Cameroon.
2. In addition to involving national substantive departments cooperating with UNDP, the preparation of the country framework mobilized the United Nations specialized agencies as a whole, Cameroon's bilateral and multilateral development partners, non-governmental organizations (NGOs) and civil society. A number of sector-specific and general meetings were held, the most important of which were the seminar/workshop organized in August 1996 on new arrangements to internalize the CCF preparation process, propose areas for intervention and establish a timetable and the meeting of the expanded programme committee held in January 1997 to discuss the advisory note.
3. The most recent national policy documents served as background material for the preparation of the CCF, namely, the Government's medium-term economic and social policy strategy, the 1995/1996 Law on Finance and the 1996 Public Investment Plan; other documents used included such UNDP publications as the national human development reports, the 1994 and 1995 development cooperation reports, the report on the mid-term review, World Bank publications, the most recent of which is entitled "Cameroon: Diversity, Growth and Poverty Alleviation", as well as monographs, plans and reports issued by various entities of the United Nations system, in particular, the United Nations Food and Agriculture Organization (FAO), the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO), the United Nations Children's Fund (UNICEF), the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), the United Nations Population Fund (UNFPA), the World Health Organization (WHO), the Multinational Programming and Operational Centre (MULPOC) of the Economic Commission for Africa (ECA) and the International Labour Organization (ILO). Lastly, the proceedings and recommendations of recent major United Nations conferences also were taken into account.

I. DEVELOPMENT SITUATION FROM A SUSTAINABLE HUMAN DEVELOPMENT PERSPECTIVE

A. Increased poverty and unemployment

4. After 1986, Cameroon was adversely affected by the decline of the world economy. In order to restore macroeconomic balance, the Government took steps to stabilize domestic finances and, as from 1989, adopted a number of structural adjustment plans which received the support of the international financial community. The recession nevertheless persisted, bringing with it a decline in income and low prices. In particular, income from agriculture declined some 70 per cent in 1989, followed in 1993 by a similar decline in civil service salaries. It was not until late 1994 that this deflationary process ended and positive growth resumed, as a result of the economy's rebound following the devaluation of the CFA franc.

DP/CCF/CMR/1
English
Page 3

5. Cameroon has a high level of public debt. During the crisis, budget deficits and external deficits were financed by sizeable loans. In late 1995, external debt represented 110 per cent of gross domestic product (GDP). Debt servicing in 1996/1997 is expected to absorb two thirds of the country's export earnings. Against this background, official development assistance (ODA) decreased, declining from \$577 million in 1993 to \$265 million in 1994, a decrease of 54 per cent. The bulk of ODA is allocated to economic management, while the modest amounts available for health (3.3 per cent) and human resources development (4.5 per cent) are an indication that sectors crucial for reducing poverty have been marginalized. The Government thus must confront an increase in poverty without the means to tackle the problem.

6. With a view to consolidating the economic recovery, the Government and the International Monetary Fund (IMF) are engaged in negotiations on an enhanced structural adjustment facility (ESAF) based on a macroeconomic assessment calling for the reduction of inflation to 2 per cent, the continuation of a prudent wage policy and a growth rate of 5 per cent.

B. Human Resources Development

7. With regard to the health sector, health infrastructure (which is relatively inadequate) is unequally distributed in Cameroon. The situation is aggravated by poor management of health services and a shortage of personnel and equipment in existing health training facilities. The delay in establishing a national pharmaceutical policy and in creating a national centre to supply essential generic medications has hampered access by the poorest segments of the population to high-quality medications. With respect to education, resources are not allocated to the country's ten provinces in a balanced manner. For example, 70 per cent of the nursery school infrastructure is found in three of the ten provinces, compared with 30 per cent in the seven remaining provinces. School attendance has declined substantially as a result of the economic crisis.

C. Creating viable livelihoods

8. The recruitment freeze in the civil service and cutbacks in the private and parapublic sectors led to increased unemployment at a time when the number of young people entering the labour market was increasing. The informal sector, which has grown substantially, is a source of concern for the Government. Recourse to labour-intensive jobs as a short-term job creation measure is severely restricted by a low capital budget, given the constraints of the structural adjustment programme. Against this background, the Government has launched two initiatives with various donors, including UNDP: the priority programme for the promotion of small- and medium-scale enterprises, and the subprogramme on support structures for growers' organizations, cooperatives and groups, which are in a good position to create jobs.

Annex

RESOURCE MOBILIZATION TARGET TABLE FOR CAMEROON (1997-2001)

(In thousands of United States dollars)

| Source | Amount | Comments |
|-------------------------------|---|---|
| UNDP CORE FUNDS | | |
| Estimated IPF carry-over | 677 | |
| TRAC 1.1.1 | 9 270 | Assigned immediately to country. |
| TRAC 1.1.2 | 0 to 66.7 per cent of TRAC 1.1.1 | This range of percentages is presented for initial planning purposes only. The actual assignment will depend on the availability of high-quality programmes. Any increase in the range of percentages would also be subject to availability of resources. |
| Other resources | 300 | SPR (200 for programme to strengthen forest management capacity; 100 for establishment of networks for sustainable development). |
| SPPD/STS | 486 | |
| Subtotal | 10 733 a/ | |
| OTHER UNDP FUNDS | | |
| Government cost-sharing | - | |
| Sustainable development funds | of which: | |
| GEF | 580 | |
| Africa 2000 | 290 | |
| Third-party cost-sharing | 300 | Grant from Government of Japan to strengthen SME programmes. |
| Funds, trust funds and other | | |
| UNIFEM | 122 | |
| Subtotal | 1 292 | |
| GRAND TOTAL | 12 025 a/ | |

a/ Not inclusive of TRAC 1.1.2, which is allocated regionally for subsequent country application.

Abbreviations: GEF = Global Environment Facility; IPF = indicative planning figure; SPPD = support for policy and programme development; SME = small- and medium-scale enterprises; SPR = Special Programme Resources; STS = support for technical services; TRAC = target for resource assignment from the core; UNIFEM = United Nations Development Fund for Women.

Source: A. PNUD-DP/CCF/R/1, "First country cooperation framework for Cameroon (1997-2001)", New York United Nations, 1997.

Annexe 8 : Third Country Programme for United Republic of Cameroon

UNITED
NATIONS

UNDP

United Nations
Development ProgrammeDistr.
GENERALDP/CP/CMR/NOTE/3*
22 March 1983
ENGLISH
ORIGINAL: FRENCHGOVERNING COUNCIL
Thirtieth session
June 1983
Agenda item 5 (b)

COUNTRY AND INTERCOUNTRY PROGRAMMES AND PROJECTS

Consideration and approval of country programmes

THIRD COUNTRY PROGRAMME FOR THE UNITED REPUBLIC OF CAMEROON

Note by the AdministratorProgramme period

1983-1986

Illustrative IPF for 1982-1986

\$27.5 million

* The notes by the Administrator concerning the previous country programmes for the United Republic of Cameroon were issued under the document symbols DP/GC/CMR/R.1/RECOMMENDATION and DP/GC/CMR/R.2/RECOMMENDATION.

DP/CP/CNR/NOTE/3

English

Page 2

I. Nature of the programming exercise

1. The third country programme for the United Republic of Cameroon is the result of a long period of consultation between the local authorities and the UNDP field office in Yaoundé. The programming exercise began in January 1981 at a special meeting on programme preparation attended by representatives of the technical ministries, co-ordinated by the Ministry of Economic Affairs and Planning, and by representatives of United Nations executing agencies, led by the Assistant Administrator and Director of the UNDP Regional Bureau for Africa. Programme preparation activities were intensified towards the end of 1981 with the approval of Cameroon's fifth five-year development Plan, covering the period 1981-1986.
2. The programme content has been determined on the basis of development options and prospects reflected in the five-year Plan, following regular consultations held under the auspices of the Ministry of Economic Affairs and Planning, in co-operation with the relevant services of the Office of the President of the United Republic of Cameroon.
3. The final version of the programme also takes account of comments received from United Nations agencies, whose representatives in the field were also associated with the preliminary consultations. Further, in an attempt to ensure that the programme is harmonized with and complements bilateral and multilateral assistance, the contribution made by the latter has been carefully examined.
4. UNDP's third programming cycle covers the period 1982-1986. With the decision to defer until June 1983 the submission to the Governing Council of the third country programme for the United Republic of Cameroon, the programme approved for the period 1977-1981 has had to be extended for a year by the Council. The country programme for the third cycle thus covers the period 1983-1986.

II. Relationship between the country programme and national development objectives

5. The 1981-1986 five-year Plan continues the work of the fourth development Plan. Analysis of the results obtained under earlier plans has allowed the Government to prepare the outlines of the current Plan and to formulate a medium- and long-term strategy. In accordance with the concepts of "planned liberalism" and "self-reliant development", development policy will continue to allow free-market forces to guide the country's production activities, within the framework of regulations drawn up by the Government.
6. The period covered by the third country programme (1983-1986) corresponds fairly closely to the 1981-1986 five-year development Plan of Cameroon, which ensures greater coherence between the two programmes with regard both to the reorientation of current activities and to the identification of new assistance proposals.
7. Among the key development sectors, agriculture and rural development remain the main concern and first priority in the five-year Plan. Intensification of

exploration for the exploitation of mineral and energy resources and reorientation of the industrialization policy through the development of local resources are a corollary of agricultural development. The other development areas receiving UNDP assistance are transport and communications, health, education, employment, training and planning and public administration.

III. Content and phasing of the programme

8. The illustrative indicative planning figure (IPF) for the period 1982-1986 is \$US 27.5 million, i.e. an increase of approximately 63 per cent over the IPF for the previous cycle (1977-1981), which was \$17.2 million. From that amount must be deducted the mandatory reserve of 20 per cent (\$5.5 million), the budget for the 1982 programme (\$4.2 million) and a reserve for specific activities to be formulated at a later date (\$8,523,750). The amount actually programmed is \$12,636,282, of which \$2,263,000 remains from the previous IPF and \$1,097,032 comes from cost-sharing. This is allocated as follows:

| <u>Sector</u> | <u>\$</u> |
|-----------------------------------|-----------|
| Agriculture, forestry and fishing | 32.5 |
| Natural resources | 32.6 |
| Transport and communications | 13.5 |
| Industry | 12.0 |
| Employment | 4.2 |
| Education | 3.6 |
| Health | 1.4 |
| General development | 0.2 |

9. UNDP assistance in the field of rural development (agriculture, stock-raising, forestry) amounts to \$4,108,437. That allocation will allow initiatives undertaken in the farmers' guidance programme and support for national institutions to be continued: National co-operative education project; Assistance to the National Office for Participation in Development. Action has also been undertaken to improve the production and conservation of agricultural basic foodstuffs and to develop stock-raising and forestry; Assistance to the Cereals Agency; Assistance in implementing the national seeds plan; Soils Service; Deng-Deng forest and, finally, agrometeorology.

10. The natural resources sector is receiving \$4,096,000, largely in the form of direct support for ore prospecting activities. The project, Minerals exploration, will endeavour to continue the exploration already begun during the previous cycle with the aim of exploiting the more important deposits.

11. Projects relating to transport and communications absorb \$1,713,034 to support Government efforts in that field. UNDP activities relate to the strengthening of the institutions responsible for air and maritime transport and to telecommunications.

DP/CP/CMR/NOTE/3

English

Page 4

12. The industrial sector, whose impact on the economic development of the United Republic of Cameroon remains very limited, receives a UNDP contribution in the amount of \$1,513,803, and is concerned with assistance to small- and medium-size enterprises, preparatory assistance in the formulation of the master plan for industrialization, industrial training and sectoral missions.

13. Some \$541,900 in assistance has been reserved for employment and training. The projects planned are: Craft hostels, Hotel training, and Workers' education. These various activities are aimed at assisting the Cameroonian authorities in establishing a human resources planning policy and a suitable training/employment relationship. Specific training is given, with UNDP assistance, to certain categories of employees, such as young women, trade-unionists and hotel staff.

14. Education receives some \$462,438 in aid, largely devoted to strengthening existing technical and occupation training institutions and to the development of scientific research. Among the projects benefiting from UNDP support, reference should be made to Assistance to the Higher School for Training Technical Teachers and Assistance to the School for Training Technical Teachers.

15. Assistance to the health sector has been reorganized to comprise four projects: the University Centre for Health Sciences; Vaccine production; Laboratory equipment for the General Commission for Scientific and Technical Research; Assistance in the exploitation of medicinal plants. The budget allocated by UNDP to that sector is \$180,670.

Specific development problems and needs

16. Despite the constraints imposed by the world crisis, Cameroonian economic growth has been very satisfactory over the past five years. While continuing to accord overall priority to rural development and food self-reliance, the Government wishes to accelerate the country's industrial development and the exploitation of its mineral resources.

17. In order to attain accelerated and balanced development, the Cameroonian Government will formulate an overall policy in the field of human resources. It will pay particular attention to the relationship between training and employment and to educational reform.

18. In the long run, the growth prospects of the United Republic of Cameroon will depend on the extent to which the Government manages to increase its production capacity by exploiting its vast natural resources, particularly its agricultural, forestry, mineral and petroleum resources. Improvements of productivity will also require the concomitant development of human resources and a strengthening of institutions.

Source: A. PNUD-DP CP/CMR/NOTE/3, "Third country programme for the United Republic of Cameroon", New-York, United Nations, 1983.

Annexe 9 : Plan d'Action du Programme de Pays, 2013-2017

PLAN D'ACTION DU PROGRAMME DE PAYS COUNTRY PROGRAMME ACTION PLAN

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

(PAPP/CPAP) 2013-2017

PREAMBULE

Le Gouvernement du Cameroun dénommé ci-après « *le Gouvernement* » et le Programme des Nations Unies pour le Développement, ci-après dénommé « *PNUD* »,

Agissant selon leur accord mutuel et leur coopération aux fins de l'application de l'Accord de base ;

Se basant sur l'expérience acquise et les progrès accomplis durant la mise en œuvre du Cadre de Coopération du PNUD avec le Cameroun sur la période 2008-2012;

S'engageant dans une nouvelle période de coopération 2013-2017 qui relève du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement pour la même période;

Ont convenu de ce qui suit :

PARTIE 1 - BASE DE LA RELATION

1.1. Considérant que le Gouvernement a signé avec le PNUD à Yaoundé un Accord de base le 25 octobre 1991, régissant la coopération du PNUD avec le Cameroun, le présent Plan d'action du programme de pays (ci-après désigné CPAP) 2013-2017 avec les Plans de travail annuels constituent ensemble le document de projet.

1.2. Les modifications suivantes ne peuvent être apportées que d'accord parties au document qu'avec la signature du Représentant Résident du PNUD, à condition que l'assurance que les autres signataires du document ne manifestent aucune objection à l'égard des changements proposés : les révisions ou compléments apportés aux annexes du descriptif du programme ; les révisions n'ayant pas d'incidence notable sur les objectifs de programme, les effets et les produits escomptés, les cibles et indicateurs de produits, mais qui tiennent compte de l'évolution de la combinaison des apports déjà convenus ou de l'augmentation de coûts due à l'inflation ; les révisions annuelles obligatoires pour le rééchelonnement de la fourniture, l'accroissement dû à l'inflation, des dépenses des experts ou d'autres frais, en fonction de la souplesse financière de l'organisme en cause.

PARTIE 2 - ANALYSE DE LA SITUATION

2.1. Richelement doté en ressources naturelles et humaines, le Cameroun est la première économie de la Communauté Economique de l'Afrique Centrale, affichant un PIB de près de 22500 milliards de dollars US courants en 2010. Avec un taux d'accroissement naturel de 2,6%, sa population est estimée à 20 millions d'habitants en 2010 dont près de 51% de femmes. Environ 50% de cette population a moins de 18 ans et presque autant vit en ville.

2.2. Malgré son potentiel économique et naturel incalculable, le Cameroun affiche seulement un PIB par tête de 1143 dollars et un taux de croissance moyen de 3% pour ces trois dernières années, insuffisant pour enclencher un cercle vertueux durable et permettre l'atteinte des ODD. L'indice de développement humain (IDH) de 0,482 en 2011 classe le pays dans le groupe de pays à faible IDH. Le taux de pauvreté a stagné entre 2001 (40,2%) et 2007 (39,9%). Le taux de chômage du Cameroun de 3,84% masque la prépondérance du secteur informel - qui occupe 90,5% de la population - et un sous-emploi chronique de 70,66% (IPESE 2010). Le sous-emploi touche davantage les femmes (78%) que les hommes (64%). L'activité des femmes se concentre dans le secteur rural (75%) et le secteur urbain informel non agricole (70%) ainsi que dans le secteur informel agricole (58%). Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans est le plus élevé et se situe à 6,4%.

2.3. Ces indicateurs sont le reflet d'une situation sociale caractérisée par d'importantes disparités économiques et sociales entre les régions du pays et au sein des populations, leur accès insuffisant aux services sociaux de base de qualité, un accès inéquitable aux facteurs de production et aux sources de financement, une incapacité des populations à tirer pleinement profit des opportunités offertes par leur environnement, la valorisation insuffisante du rôle que peut jouer le secteur privé dans la lutte contre la pauvreté, dans un contexte de regain de l'économie informelle. L'ensemble de ces problèmes débouche sur une faible efficacité globale de l'économie dont les effets sur la situation sociale sont exacerbés par l'inexistence d'un mécanisme solide de protection sociale. Au-delà de leurs aspects strictement sociaux et économiques, ces préoccupations masquent en réalité d'importants problèmes de gouvernance, de gestion prospective et stratégique de l'Etat, d'absence de mécanismes solides de redistribution etc.

2.4. Dans ces domaines, d'importants efforts sont pourtant à mettre à l'actif du gouvernement du Cameroun qui après avoir élaboré la Vision 2035, s'est doté en 2009 d'un Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCPE), véritable feuille de route pour l'atteinte des ODD au Cameroun en 2020. Mais sa mise en œuvre doit faire face aux faiblesses de capacités en matière de planification opérationnelle, de mise en œuvre et de suivi au niveau de l'administration publique et encore plus à celui des collectivités décentralisées.

2.5. Croissance et inégalités. Selon ECAM III, réalisée en 2007, la croissance économique observée ces dernières années n'a pas eu d'impact significatif sur la réduction de la pauvreté, en particulier en milieu rural où l'incidence de la pauvreté est passée de 49,9% à 55% de 2001 à 2007. Les données disponibles montrent que la situation paraît encore plus préoccupante pour les femmes ou certains groupes en situation de vulnérabilité (jeunes, personnes âgées, minorités ethniques et religieuses, personnes handicapées, personnes vivant avec le VIH/SIDA etc.). En matière d'éducation, PEUIS-MICS 2011 met en lumière d'importantes disparités en défaveur des femmes : dans la tranche d'âge 15-49 ans, 20% de femmes demeurent sans instruction, contre 8% d'hommes. L'analphabétisme frappe davantage les femmes qui comptent 77% et 18% respectivement dans l'Extrême Nord et le Littoral contre 47 et 7% pour les hommes. En ce qui concerne le VIH/SIDA, malgré une réduction significative de la prévalence entre 2004 (5,5%) et 2011 (4,3%), les femmes (5,6%) demeurent toujours plus vulnérables que les hommes (2,9%).

2.6. De même, la participation des femmes, des handicapés et certains groupes marginalisés aux instances de décisions politiques, économiques et sociales reste un défi. A ce titre, on peut constater que le Gouvernement actuel ne compte que 09 femmes sur 63 membres. Dans le commandement territorial, seules 05 femmes ont accédé au rang de sous-préfet en 2011 sur 360 postes. 01 seule femme a été nommée Préfet en 2012 et aucune femme n'est Gouverneur de Région. A l'Assemblée Nationale, seulement 13,8% des sièges sont occupés par les femmes, largement en deçà du minimum (30%) retenu par le Plan d'action de Beijing. Dans les exécutifs communaux, les postes de Maire sont occupés seulement à hauteur 6,7% par les femmes.



10.4 Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan est en place et de suggérer toute modification au plan qu'il jugerait nécessaire. Le fait de ne pas mettre en œuvre et maintenir un plan de sécurité approprié tel que prévu sous la présente clause sera réputé constituer une infraction aux obligations du Partenaire de réalisation dans le cadre du présent CPAP et des Plans de travail annuels y afférents.

10.5 Chaque Partenaire de réalisation entreprendra tous les efforts raisonnables pour s'assurer que des fonds reçus de la part du PNUD en application du Document de projet (CPAP et Plans de travail annuels) ne seront jamais utilisés en soutien d'individus ou d'entités associés au terrorisme et que les bénéficiaires de tous montants fournis par le PNUD dans le cadre des présentes ne figurent pas sur la liste maintenue par le Comité du Conseil de sécurité établi aux termes de la résolution 1267 (1999). Cette liste est accessible via <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>. La présente disposition doit être incluse dans tout contrat de sous-traitance ou toute sous-convention conclue aux termes de chaque « Document de projet ». Ce qui précède s'appliquera également à des projets dans le cadre du présent CPAP pour lesquels le Partenaire de réalisation est une organisation intergouvernementale ayant signé un accord de base d'agence d'exécution avec le PNUD.

10.6 Lorsque le PNUD ou d'autres agences des Nations unies font office de Partenaires de réalisation, ils (a) se plieront aux politiques, procédures et pratiques du système de sécurité et de sûreté des Nations Unies, et (b) feront tout ce qui est raisonnablement nécessaire pour que nulle partie des fonds de projet/fonds du PNUD reçus aux termes d'un Document de projet ne soit utilisée pour soutenir des individus ou entités associés au terrorisme et que les bénéficiaires de tous montants fournis par le PNUD dans le cadre des présentes ne figurent pas sur la liste maintenue par le Comité du Conseil de sécurité établi aux termes de la résolution 1267 (1999). Cette liste est accessible via <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>. La présente disposition sera incluse dans tout contrat de sous-traitance ou toute sous-convention conclue aux termes de chaque Document de projet.

10.7 Le présent CPAP entre en vigueur à la date de sa signature par les deux Parties et, au cas où il serait signé à des dates différentes, il entrera en vigueur à la date de signature la plus tardive. Le CPAP restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017.

10.8 Le présent CPAP remplace tout CPAP qui aurait été signé antérieurement entre le Gouvernement de la République du Cameroun et le PNUD et peut être modifié par consentement mutuel des deux parties sur la recommandation de la réunion de stratégie conjointe.

10.9 En foi de quoi les soussignés, étant dûment autorisés, ont signé le présent plan d'action pour la mise en œuvre du programme de pays à la date d'aujourd'hui, à Yaoundé, Cameroun.

**Pour le Ministre de l'Economie
de la Planification et de
l'Aménagement du Territoire**

**Pour le Gouvernement du Cameroun
Le Ministre Délégué**

Chargé de la Planification 02 AVR 2013

**Pour le Programme des Nations-unies pour le
développement**



Signature
Jacouba Abdoulaye

Nom : Emmanuel Nganou Djoumessi

Titre : Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire

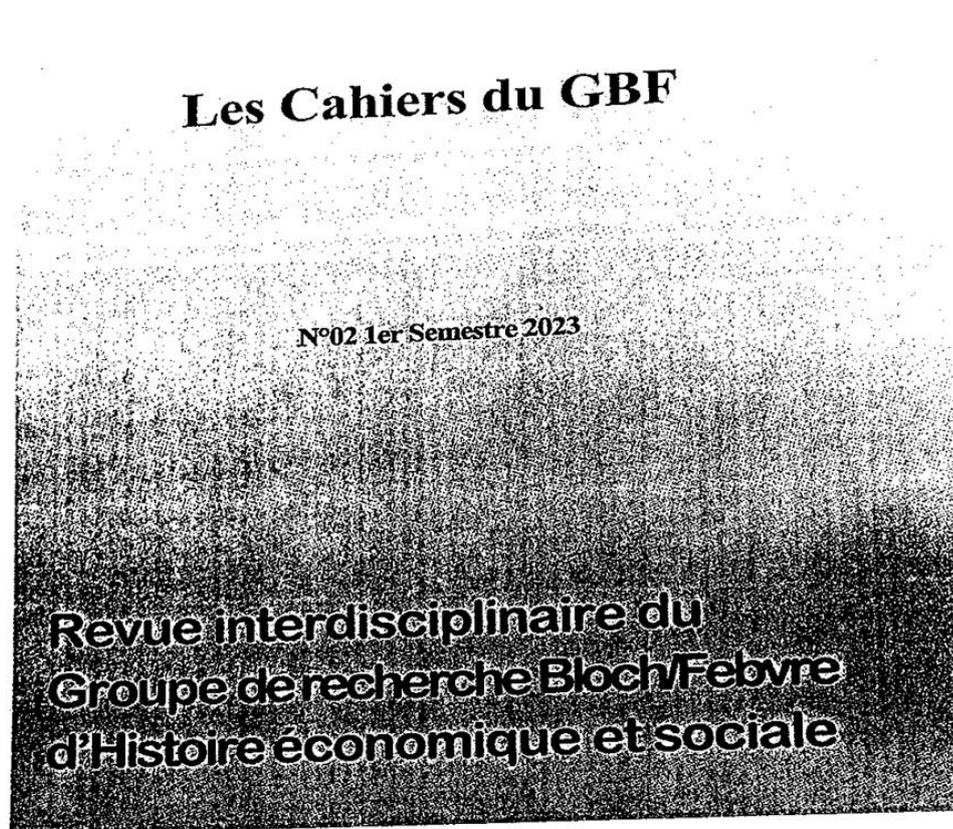


Signature

Nom : Steven A. Ursino

Titre : Représentant Résident

Annexe 10 : Article d'Ayangma Ndjere Jean Pierre: La commune de Bafia et l'encadrement économique et socioculturel des populations 1955-2013



**Département d'histoire
Université de Yaoundé 1**



Les Cahiers du GBF

**Revue interdisciplinaire du Groupe de
recherche Bloch/Febvre d'Histoire
économique et sociale**

**Département d'histoire
Université de Yaoundé 1**

N°02 1^{er} Semestre 2023



**© Monange, 2023
Yaoundé, www.monange.org
ISBN : 978-9956-0-4785-7**

Commandes/Orders :

www.monange.org

Editions.Monange@gmail.com - [Contact@credis-savoirs-](mailto:Contact@credis-savoirs-monange.org)

monange.org

+237 699 91 50 27/+237 656 52 59 67/+237 652 08 21 34/+237 650 01 78 64

© Monange, 2022

Yaoundé, www.monange.org

ISBN : 978-9956-0-4785-7

Les Cahiers du GBF

**Revue interdisciplinaire du Groupe de
recherche Bloch/Febvre d'Histoire
économique et sociale**

**Département d'histoire
Université de Yaoundé 1**

N°02 1^{er} Semestre 2023



**© Monange, 2023
Yaoundé, www.monange.org
ISBN : 978-9956-0-4785-7**

Équipe de direction

Directeur de Publication : Pr Édouard BOKAGNE (Chef de Département d'histoire)
 Coordonnateurs scientifiques : Pr Raymond EBALE
 Pr Maxime DONG MOUGNOL

Comité scientifique

Pr Mathieu Jérémie ABENA ETOUNDI (Université de Yaoundé 1)
 Pr Édouard BOKAGNE (Université de Yaoundé 1)
 Pr Zakaria BEINE (Université de N'Djaména)
 Pr CANUTE NGWA (Université de Bamenda)
 Pr Albert DIKOUME (Université de Douala)
 Pr Maxime DONG MOUGNOL (Université de Yaoundé 1)
 Pr Willbraod DZE-NGWA (Université de Yaoundé 1)
 Pr Raymond EBALE (Université de Yaoundé 1)
 Pr Philippe Blaise ESSOMBA (Université de Yaoundé)
 Pr Pierre FADIBO (Université de N'gaoundéré)
 Pr George KUM FUH (Université de Yaoundé 1)
 Pr Faustin KENNE (Université de Yaoundé 1)
 Pr Robert KPWANG KPWANG (Université de Yaoundé 1)
 Pr Jules KOUOSSEU (Université de Dschang)
 Pr Jean KOUFAN MEKENE (Université de Yaoundé 1)
 Pr Armand LEKA ESSOMBA (Université de Yaoundé 1)
 Pr Kingsley OLONG (Université de Bamenda)
 Pr Alexis TAGUE KAKEU (Université de Yaoundé 1)
 Pr Joseph TANGA ONANA (ENS de Yaoundé)
 Pr André TASSOU (Université de Yaoundé 1)
 Pr Christian TSALA TSALA (Université de Yaoundé 1)
 Pr Virginie WANYAKA (Université de Yaoundé 1)
 Pr Erick FOFACK (Université de Dschang)
 Pr David KEMING NCHINDA (Université de Yaoundé 1)
 Pr Chamberlain NENKAM (Université de Yaoundé 1)

Comité de lecture du N°2

Pr Maxime DONG MOUGNOL (Université de Yaoundé 1)
 Pr Raymond EBALE (Université de Yaoundé 1)
 Dr Alassa FOUAPON (Université de Yaoundé)
 Dr HASSIMI SAMBO (Université de Yaoundé 1)
 Dr Jeanne MBARGA MESSOMO (Université de Yaoundé 1)
 Dr Séverin NWAHA (Université de Buea)
 Dr Jules SINANG (Université de Yaoundé 1)
 Dr Casimir TCHUIJING (Université de Yaoundé 1)

Sommaire

| | |
|---|-----|
| Sommaire..... | 5 |
| Notre vision..... | 7 |
| Éditorial | 9 |
| Énergie électrique et dynamique socio-économique au Cameroun (1929-1974), Nicolas Laurel ABANG MBARGA, Doctorant en Histoire économique et sociale Université de Yaoundé 1, Cameroun | 11 |
| Contraintes à la valorisation du patrimoine socioculturel et culturel de la commune d'Avrankou au Sud-Est du Bénin, Richard CODJO AKODANDE HONMA, Assistant au Laboratoire de Recherche Rétrospective-Afrique (LABRA), Université d'Abomey-Calavi (UAC), Bénin | 23 |
| La commune de Bafia et l'encadrement économique et socioculturel des populations 1955-2013, Jean Pierre AYANGMA NDJERE, Doctorant en Histoire économique et sociale, Université de Yaoundé 1, Cameroun | 41 |
| La contribution du Centre d'Édition et Production des Manuels et d'Auxiliaires de l'Enseignement (CEPMAE) dans la promotion des manuels, revues et livres d'histoire au Cameroun 1964-1977, Anicet PERSINGA BAWE, Doctorant en Histoire économique et sociale, Université de Yaoundé 1, Cameroun | 65 |
| La prolifération des jeux de hasard et son impact sur les habitants de Bini et Dang (arrondissement de Ngaoundéré 3e, Région de l'Adamaoua) 1993-2021, Florence GBAE ABBE, Doctorante en Histoire des civilisations, Université de Ngaoundéré, Cameroun | 81 |
| La France et la condition des anciens combattants de la Deuxième Guerre mondiale dans l'Adamaoua (Cameroun) 1940-1945, Ousmanou KOFA DOUNA, Doctorant en Histoire politique et relations internationales, Université de Ngaoundéré, Cameroun | 95 |
| Covid-19 et paralysie des activités commerciales à Kyé-Ossi : incidence économique et représentation sociale, Michel Bertin MEDJO MEDJO, Assistant en Socio-histoire, Université de Dschang, Cameroun | 113 |
| Art africain, expression des rejets locaux dans les religions étrangères au Cameroun : cas des lieux de cultes adventistes de Bertoua 1930-2021, Thérèse MVOTO, Chargée de Cours en Histoire des religions, Université de Ngaoundéré, Cameroun | 131 |

| | |
|--|-----|
| La police d'information au Cameroun colonial (1934-1960) : mobiles de création, obstacles et réalisations, Thomas Albert NDEFO NOUBISSI, Docteur Ph. D. en Histoire des Relations Internationales Université de Yaoundé 1, Cameroun | 155 |
| Boko Haram et terrorisme à but médiatique : construction d'une image de terreur à l'échelle internationale, Ynes Kelly NJAHAN GATCHOU, Doctorante en Littératures et Cultures Africaines, Université de Dschang, Cameroun | 173 |
| Promotion de l'emploi jeune et enjeux de construction de l'esprit civique au Cameroun post indépendance : le cas des centres de formation civique et professionnelle (1963-1975), Audrey Prisca ZE, Doctorante en Histoire économique et sociale, Université de Yaoundé 1, Cameroun | 189 |
| Normes de soumission des articles | 205 |

Notre vision

Logée au Département d'histoire de l'Université de Yaoundé 1 et animée par le Groupe de Recherche Bloch/Febvre d'Histoire économique et sociale (GBF), *Les Cahiers du GBF* est une revue interdisciplinaire junior, ouverte exclusivement aux Doctorants et Assistants spécialisés dans toutes les sciences humaines et sociales.

L'objectif principal qui guide sa vision est d'offrir aux jeunes chercheurs, un espace d'expression scientifique propre à favoriser leur insertion dans le monde académique tout en participant à leur apprentissage.

Les exigences du monde universitaire au Cameroun ont entériné, dans presque toutes les Universités d'État, l'obligation pour les candidats de produire un article scientifique avant le dépôt de leur thèse de doctorat. Au-delà, les nouveaux titulaires d'une thèse et fraîchement recrutés rencontrent toujours des difficultés à se faire publier en vue de leur promotion au grade supérieur. Cette situation découle à la fois du manque d'espaces de publication et du caractère élitiste des revues déjà existantes qui ne laissent que peu ou jamais de place aux chercheurs en herbe.

C'est fort de ce constat que le Groupe de Recherche Bloch/Febvre d'Histoire économique et sociale (GBF) du Département d'histoire de l'Université de Yaoundé 1 a initié *Les Cahiers du GBF*.

Les jeunes chercheurs sont tous encouragés à l'animer.

Éditorial

Les Cahiers du GBF ont démarré comme une expérience au sein du Département d'histoire de l'Université de Yaoundé I et cette publication constitue le numéro II. Mû par le souci d'offrir plus d'opportunités aux jeunes chercheurs – ce qui constitue notre vision principale – le Groupe de recherche Bloch-Febvre d'Histoire économique et sociale s'est conforté dans l'idée d'aller plus avant dans ce projet inédit.

Ce souci d'aller plus en avant s'observe d'abord dans le choix d'un nouvel éditeur pour la diffusion de la revue. Il s'agit des Editions Monange, qui ont accepté de nous accompagner désormais, et dont nous avons apprécié la rigueur et le professionnalisme. À travers cette maison d'édition, notre revue est certainement assurée d'une crédibilité et d'une visibilité sans faille.

Ensuite pour ce numéro, notre comité de rédaction a reçu une grande quantité de textes pour lesquels le choix final n'a pas été aisé. Mais il a fallu trancher. Et le choix opéré n'aura été dicté que par la qualité et la pertinence des articles. Une orientation à laquelle il faut ajouter la volonté et la persévérance des auteurs à participer à l'amélioration de leur contribution ; ce que beaucoup d'autres n'ont pu faire après expertise de leurs textes.

La présente parution des *Cahiers du GBF* est un mélange de genre qui la rend un peu particulière : en tout onze (11) articles pour quatre (04) universités représentées dont une étrangère¹, six (06) doctorants, deux (02) Docteurs Ph. D, (02) Assistants et un (01) Chargé de cours (à titre exceptionnel !). L'approche genre distingue sept (07) hommes et quatre (04) femmes. Dans l'ensemble, l'orientation des articles fait la part belle à l'Histoire² et principalement à l'Histoire économique, l'Histoire sociale et l'Histoire politique et des relations internationales.

Pour l'Histoire économique, les thématiques s'intéressent aux problèmes de l'énergie électrique au Cameroun (Laurel Abang Mbarga), de la vie et du développement des communes (Jean Pierre Ayangma Ndjéré), des échanges commerciaux transfrontaliers en Afrique centrale (Michel Bertin Medjo Medjo) et des premiers pas des maisons d'édition au Cameroun (Anicet Persinga Bawé).

En Histoire sociale, les thématiques se réfèrent notamment au patrimoine culturel urbain (Richard Codjo Akodande Honma), à l'art en

¹ Université de Yaoundé I (06 articles), Université de Ngaoundéré (03 articles), Université de Dschang (01 article) et l'Université d'Abomey-Calavi (01 article).

² Rappelons cependant que *Les Cahiers du GBF* restent ouverts à toutes les disciplines des sciences humaines et sociales.

lien avec la religion (Thérèse Mvoto), l'emploi des jeunes et leur conditionnement (Audrey Prisca Ze) et le monde des jeux du hasard (Florence Gbae Abbe).

Enfin, pour l'Histoire politique et des relations internationales, les contributions s'orientent sur certains aspects du système colonial français au Cameroun à l'exemple de la police d'information (Thomas Albert Ndefo Noubissi) et de la condition des anciens combattants de la Deuxième Guerre mondiale (Ousmanou Kofa), pour un texte qui nous introduit dans les méandres du terrorisme à but médiatique de la secte Boko Haram (Yves Kelly Njahan Gachou).

Nous ne saurons terminer ce propos sans remercier tous ceux qui ont contribué avec dévouement à la parution de ce deuxième numéro de la revue. Il s'agit d'abord les illustres contributeurs dont les textes ont été retenus ; ensuite le chef de Département d'histoire de l'Université de Yaoundé 1, le Pr Edouard Bokagne Betobo, en tant que cautionnaire moral. Mentionnons ensuite les collègues qui ont accepté d'assurer les expertises des textes : le Pr Maxime Gabriel Dong Mognol, les Dr Mesmin Tchuijing, Jeanne Mbarga Messomo, Jules Sinang, Alassa Fouapon, Jules Nopoudem, Sévérin Nwaha de l'Université de Buea et Hassimi Sambo du Département des arts et archéologie.

Nous joignons à ces remerciements ceux adressés aux Éditions Monange ainsi que sa fabuleuse et rigoureuse équipe de travail.

Jeunes chercheurs rendez-vous au N°3 de *Les Cahiers du GBF* !

Pr Raymond Ebalé
Directeur de rédaction

La commune de Bafia et l'encadrement économique et socioculturel des populations 1955-2013

Jean Pierre AYANGMA NDJERE

*Doctorant en Histoire économique et sociale, Université de Yaoundé 1,
Cameroun.*

Résumé

Le mouvement municipal débuta véritablement au Cameroun oriental le 25 juin 1941 avec la signature par le Haut-commissaire de la France au Cameroun, Cournarie, d'un arrêté créant les Communes Mixtes Urbaines (CMU) à Yaoundé et Douala, avec un exécutif constitué d'un administrateur-maire et d'une commission municipale. Par la suite, dans les années 1950, une nouvelle variante de communes vit le jour dans les localités telles que Kribi, Edéa, Ebolowa, Mbalmayo, Nkongsamba et Sangmélina, à savoir les Communes Mixtes Rurales (CMR). Dans cette mouvance, la subdivision de Bafia fut érigée en CMR en 1955. Le but poursuivi par la mise en place de pareilles institutions locales était que ces dernières assurent un développement local endogène afin de garantir l'épanouissement de leurs populations. À partir des sources d'archives, orales, écrites, numériques et suivant une approche d'analyse diachronique et synchronique, notre propos vise à évaluer l'encadrement offert par l'exécutif communal de Bafia entre 1955 et 2013. Il en ressort généralement que celui-ci a œuvré à l'épanouissement de sa population en construisant des infrastructures routières, scolaires et marchandes, en plus d'accompagner la population dans la pratique des activités agricoles et culturelles. Par ailleurs, cet exécutif communal a aussi bénéficié d'un modeste soutien de la part du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cette action de la commune a cependant montré ses limites en ce qu'elle s'est davantage concentrée sur l'espace urbain au détriment du milieu rural.

Mots-clés : Développement local, Commune, Bafia, Mouvement municipal, Encadrement.

Abstract

The municipal movement began in East Cameroon on 25 June 1941 with the signing by the French High Commissioner to Cameroon, Cournarie, of an order creating the Urban Mixed Councils (CMU) in Yaounde and Douala, with an executive constituted by an administrator-mayor and a municipal commission. Subsequently, in the 1950s, a new form of councils was created in localities such as Kribi, Edea, Ebolowa, Mbalmayo, Nkongsamba and Sangmelima, namely the Mixed Rural

Councils (CMR). In this context, the subdivision of Bafia was set up as a CMR in 1955. The aim of setting up such local institutions was to ensure endogenous local development in order to guarantee the development of their population. Based on oral, written and digital records, and following a diachronic and synchronic analysis, our aim is to evaluate the framework offered by the Bafia municipal executive between 1955 and 2013. In general, the study shows that the executive worked towards the development of the population by building roads, schools and commercial infrastructures, as well as supporting the population in agricultural and cultural activities. In addition, this municipal executive has also benefited from modest support from the United Nations Development Program (UNDP). However, this action by the mayor's office showed its limits by focusing more on the urban area to the detriment of the rural environment.

Keywords: Local development, City council, Bafia, Municipal movement, Management.

Introduction

Selon Suzanne Tremblay, le développement local découle directement du concept du développement endogène (Tremblay, 1999, pp. 25-26), définition partagée par Michel Boisvert (1996, p. 187). On retient ici que le développement local est décrit comme une perspective centrée sur la revitalisation des communautés locales et sur l'amélioration des conditions de vie des populations selon des initiatives qui sont mises en œuvre à la fois par et pour les populations locales. Cette approche est principalement orientée vers l'amélioration des indices économiques traditionnels tels la croissance des emplois et des revenus à partir d'initiatives mises en œuvre par le secteur privé (Ayangma Ndjere, 2019, p. 8). Une recommandation faite aux communes camerounaises avait été la promotion du développement local. Ce dernier entendu ici comme étant un processus participatif qui utilise les initiatives locales comme moteur du développement économique et social.

À cet effet, le fait que la municipalité contribue à l'encadrement de sa population dépend de trois enjeux qu'on juge pertinents : Répondre aux besoins des populations qui ont dorénavant une position active et responsable ; assurer un développement économique et social à l'échelle du territoire ; inscrire la lutte contre la pauvreté et contre les inégalités dans des actions de proximité. 1955 fait référence à l'année de création de la commune mixte rurale de Bafia¹⁵; 2013, quant à elle, marque la fin du mandat du premier exécutif municipal qui avait pris les commandes de l'institution depuis la fusion de la commune urbaine et rurale en une seule

¹⁵ Arrêté N° 237 du 7 juin 1955, portant création des communes mixtes rurales dans la région du Mbam, p. 879.

en 2007¹⁶. Dès lors, quelle appréciation peut-on avoir de l'encadrement offert par la commune de Bafia à sa population ? La méthode pluridisciplinaire dans la recherche adoptée dans ce travail a permis de consulter des sources diverses dont celles d'archives, orales, écrites, numériques et suivant une approche d'analyse diachronique et synchronique, la réflexion s'articule autour de deux axes principaux. Dans un premier temps, il est question de faire l'historique de la naissance de la commune de Bafia en ressortant également son évolution institutionnelle, en dernier ressort, une analyse de l'encadrement effectivement offert par la municipalité à sa population s'étale sur les plans économique et socioculturel.

I – Naissance et évolution institutionnelle de la commune de Bafia

La notion de commune est perçue ici sous un double aspect à la fois organique et fonctionnel. Dans son approche organique, la commune est une collectivité publique à ressort territorial, urbanisée ou non, ainsi qu'une personne morale de droit public, dirigée par un maire et un conseil municipal sous tutelle de l'État. Dans son sens fonctionnel, elle est dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière pour gérer les affaires (Efoua Mbozo'o, 2000, p. 7). Par ailleurs, la commune est aussi la collectivité territoriale de base, elle est créée par décret du Président de la République (Ngane, 2008, p. 35).

A – Naissance de la commune de Bafia

Un peu partout dans le Cameroun sous administration française, l'érection d'une subdivision en «Commune» n'était que l'émanation du désir politique de la puissance tutélaire pour mieux contrôler les ressources des différentes localités du territoire.

1) Délimitation spatiale de la subdivision de Bafia en 1955

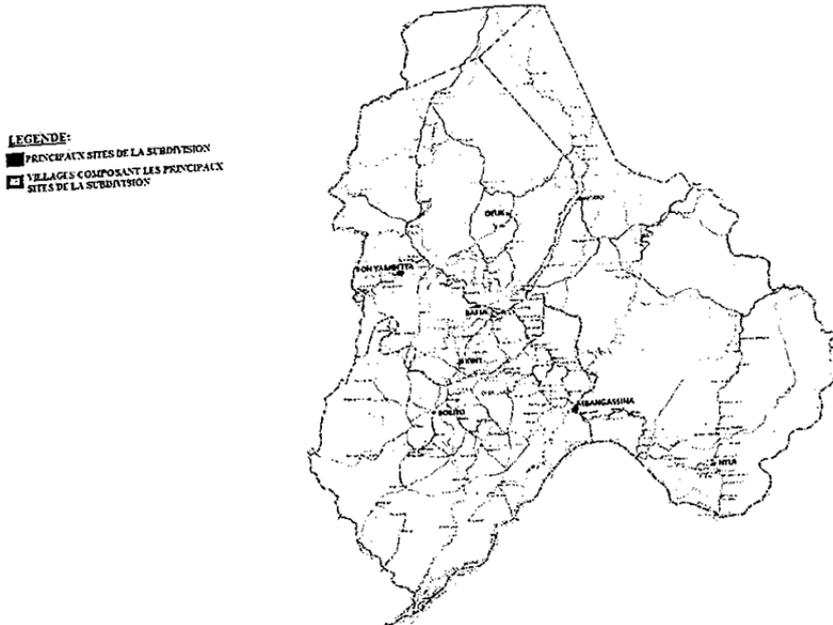
Avec une superficie de 7250 km² (Mbassa Souta, 2011, p. 11), la subdivision de Bafia était composée jusqu'en mai 1955 des localités ci-après : Bafia, Bokito, Deuk, Mbangassina, Ntui, Kon Yambetta et Kiiki¹⁷. Toutefois, à partir de juin 1955, compte tenu des réformes administratives en cours, notamment avec la création des communes mixtes rurales dans

¹⁶ Archives du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Décret N°2007/117 du 24 avril 2007 portant création des communes au Cameroun, p.1.

¹⁷ Archives de la Préfecture de Bafia, Rapport de tournée d'installation des nouveaux maires élus du chef de la région du Mbam en 1955, p.10

la région du Mbam, la localité de Ntui devint elle-même un poste administratif, c'est-à-dire une commune mixte rurale.

LIMITES SPATIALES DE LA SUBDIVISION DE BAFIA EN 1955



Carte 1 : Limites spatiales de la subdivision de Bafia en 1955. Source : Fond de carte de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM), adapté par J. P. Ayangma Ndjere.

2) L'arrêté N° 237 du 7 juin 1955 et son impact dans la région du Mbam

Bien que l'expérience communale en milieu urbain fût relativement très ancienne (plus précisément en 1941 (Abwa, 1998, p. 283) pour les circonscriptions de Yaoundé et Douala), c'est l'arrêté du 21 août 1952 stipulant que l'expérience communale en milieu rural allait également s'étendre et atteindre d'autres régions du Cameroun¹⁸. La même année, et aux vues des différentes sollicitations qui avaient été engagées par les populations camerounaises, la direction des affaires politiques et administratives donnait le ton en faveur de son extension pour qu'elle puisse se généraliser et atteindre même les sphères administratives les plus

¹⁸ Archives du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Arrêté n°537 du 21 août 1952 portant création de douze communes rurales au Cameroun, modifié par l'arrêté n°3986 du 27 juillet 1954 et par les arrêtés n°224 et 225 du 7 juin 1955.

reçues. Des instructions émanant de cette autorité supérieure avaient été pour cela données aux différents chefs de régions et de subdivisions administratives pour faciliter cette initiative (Avidi, 2008, pp. 59-60). De plus, un aspect important à mentionner était qu'avant de créer une commune dans une zone précise, il était au préalable utile de s'assurer qu'elle disposait des facilités adéquates pour assurer de manière autonome l'épanouissement de ses populations. C'est la raison pour laquelle, l'administration française au Cameroun avait rejeté cette initiative responsabilisante entre les mains des populations camerounaises. Ainsi, ces potentialités naturelles et économiques régionales devaient s'illustrer en conditions préalables pour l'instauration d'une institution communale rurale. Dès lors, la prédisposition de certaines régions aux ressources naturelles ne constituait pas un obstacle, mais plutôt un facteur essentiel et prépondérant. Elles devaient en effet permettre non seulement l'administration de la structure communale, mais aussi son plein fonctionnement et épanouissement. Puisqu'il avait été prescrit que la commune devait fonctionner grâce aux ressources matérielles et financières qu'elle-même devait générer¹⁹. La subdivision administrative de Bafia remplissant donc toutes ces conditionnalités économiques et financières, fut éligible pour son érection en institution communale. C'est dans cet ordre d'idée que la commune mixte rurale de Bafia fut créée en juin 1955²⁰.

Par ailleurs, en faisant cumuler les fonctions de chef de la subdivision et d'administrateur-maire à une seule personne, le colonisateur français trouva ainsi un moyen efficace pour préserver son droit de regard sur les ressources locales du territoire (Issin Ndomilep, 2014, p. 36). Avec l'accession du Cameroun oriental à l'indépendance en 1960, la commune rurale de Bafia va connaître une certaine évolution institutionnelle.

B – Évolution institutionnelle de la commune de Bafia

Cette étape marque l'aboutissement d'un long processus. Il est question, tout en précisant les différentes appellations revêtues par cette commune, d'en clarifier les limites géographiques.

1) De la Commune mixte rurale à la scission en Commune de plein exercice et Commune rurale

Lorsque l'arrêté N° 237 du 7 juin 1955 créait la Commune mixte rurale de Bafia, son ressort territorial couvrait toute la subdivision de Bafia

¹⁹ Archives Nationales de Yaoundé, Arrêté du 26 novembre 1953 relatif à la création d'une commune mixte à Bafoussam, J.O.C.F, 1953, p.2092.

²⁰ Arrêté N° 237 du 7 juin 1955, portant création des communes mixtes rurales dans la région du Mbam, p.879

de l'époque à l'exception du poste administratif de Ntui²¹. Ce dernier par la même occasion, fut également érigé en Commune mixte murale de Ntui²². À partir de 1960, le Cameroun sous tutelle française accédait à l'indépendance. De nouvelles modifications vont intervenir sur toute l'étendue du territoire camerounais en général et sur la localité de Bafia en particulier. La nouvelle administration camerounaise apportait certaines modifications quant à la stratification territoriale en distinguant le milieu urbain du milieu rural. Ainsi, suivant cette orientation, la loi N° 61-15 du 24 juin 1961 érige Bafia en Commune de plein exercice, modifiant ainsi son ressort territorial (Ayangma Ndjere, 2019, p. 38). Une commune était dite de plein exercice lorsqu'elle présentait un développement suffisant pour pouvoir disposer des ressources propres nécessaires à l'équilibre de leur budget (Valette, 1967, p. 2).

À partir de ce moment-là, deux communes fonctionnaient simultanément à savoir la Commune de plein exercice de Bafia et la Commune rurale de Ntui chacune ayant ses propres limites territoriales. Les limites de la Commune de plein exercice de Bafia s'étaient ainsi : au Nord-Ouest, par le cours de la rivière Ouen, depuis l'intersection à l'Ouest avec la route allant de Bafia à Ndikiniméki (point A) jusqu'au point B situé sur cette même rivière à 1500 mètres au Nord-Ouest du point A. De plus, au Nord-Est, elles s'étendaient sur une ligne droite de 2.875 mètres allant du point B au Nord au point C à l'Est situé sur la route allant de Bafia à Yaoundé, à 1.470 mètres de la préfecture²³.

Par ailleurs, au Sud-Est, elles s'étiraient sur une ligne droite de 3.300 mètres allant du point C à l'Est au point D au Sud, situé sur la route allant de Bafia à Bokito, à 4.500 mètres au Sud du point B précité. Pour terminer, au Sud-Ouest, une ligne droite de 3175 mètres, reliait le point C au Sud, au point A à l'Ouest²⁴. Longtemps caractérisée par un dualisme communal, la localité de Bafia connut un nouveau rebondissement lorsque l'administration camerounaise prit des dispositions pour mettre un terme à cette lourdeur administrative.

2) De la Commune urbaine à la commune de Bafia proprement dite

Poursuivant dans cette même lancée de réorganisation territoriale, le décret N° 77/203 du 29 juin 1977 déterminant les communes et leur

²¹ Archives du MINATD. Journal Officiel du Cameroun Français de Juin 1955, arrêté, p.879.

²² Arrêté N° 237 du 7 juin 1955, portant création des communes mixtes rurales dans la région du Mbam, p.879

²³ Archives du MINATD. Journal Officiel de la République du Cameroun de Juillet 1961, loi, p.1.

²⁴ *Ibid.* p.1.

ressort territorial, crée la Commune urbaine de Bafia en remplacement de la Commune de plein exercice du même nom²⁵. Son ressort territorial est celui de l'ancienne Commune de plein exercice de Bafia, et le siège resta à Bafia. Par la suite, le décret N°2007/117 du 24 avril 2007²⁶, donne naissance à la commune de Bafia. Par cet acte, le Président de la République met ainsi un terme au dualisme communal qui y existait depuis longtemps. Toutefois, la localité de Kiiki qui jadis dépendait de la commune urbaine de Bafia fut érigée par le même décret en commune de Kiiki dont le ressort territorial s'étend sur plusieurs cantons. Le canton Gouifé pour sa part regroupait les villages tels que : Bep, Kek, Ndiemi I, Ndiemi II, Kpoo, Bougni à Mfin, Bougni à Mbang. Le Canton Nkokoe quant à lui, comprenait : Yakan I, Yakan II, Mouken, Roum, Kadang, Biamesse. Sans oublier les villages autonomes du clan Bekee à savoir : Kiiki, Bitang, Ribang, Mouko (Mbassa Souta, 2011, p. 12).

| Noms et prénoms | Titres précédents ou simultanés | Périodes |
|--------------------------|---------------------------------|-----------|
| Kotouo Pierre | Sénateur | 1961-1965 |
| Anong Amos | Médecin | 1965-1970 |
| Mbassa à Zock Aboubakar | Enseignant | 1971-1975 |
| Machia Djibérou | Percepteur du trésor | 1977-1987 |
| Mbamba à Dong Alphonse | Infirmier Principal | 1987-1996 |
| Moungam à Ribouem Jean M | Professeur de Lycées | 1996-2002 |
| Machia Mohamadou | Architecte | 2002-2007 |
| Issah Ahmed | Professeur de Lycées | 2007-2013 |

Tableau 1 : Ordre de passage des différents maires à la commune de Bafia (de la Commune de plein exercice à l'actuelle Commune de Bafia de 1961 à 2013. Source : Archives de la commune de Bafia.

À l'observation du précédent tableau, il apparaît clairement que suivant les évolutions institutionnelles qu'a connu cette commune, Kotouo Pierre qui fut sénateur dans l'administration coloniale française (Commune de Bafia, 2015, p. 30) était le premier maire à qui les populations de la zone urbaine de Bafia avaient fait confiance pour entamer le processus de développement du territoire au lendemain de l'indépendance du Cameroun. De plus, c'est lui qui fut à l'origine du choix du lieu qui devait abriter le tout premier édifice faisant office de siège de la commune actuelle sis au quartier dit « le plateau Machia », par la suite, il entama la construction des locaux dès 1962²⁷. Ensuite, lors de la mutation en commune urbaine, Machia Djibérou se vit porter à la tête de l'institution municipale. Par

²⁵ Archives du MINATD. Décret N°77/203 du 29 juin 1977 déterminant les communes et leur ressort territorial, p.2.

²⁶ Archives du MINATD. Décret N°2007/117 du 24 avril 2007 portant création des communes au Cameroun, p.1.

²⁷ Entretien avec Ata à Bouel, 60 ans, chef service des archives de la commune de Bafia, à Bafia, du 13/12/2018.

ailleurs, il mit un accent particulier sur le commerce interne dans la localité et c'est lui qui choisit le site qui abrite jusqu'à ce jour le marché de Djoumba, le plus grand marché de l'espace urbain de Bafia. Enfin, en 2007 avec la fusion des deux communes existantes, Issah Ahmed devint le maire de la toute nouvelle institution municipale créée. Durant son mandat, la commune fonctionnait sous douzième provisoire ; c'est-à-dire avec un budget très restreint, car les membres du conseil municipal avaient refusé de voter le budget de fonctionnement de la mairie²⁸. Cette situation tient du fait que le maire Issah était soupçonné de malversations financières et de détournements des fonds de la mairie pour la satisfaction de ses propres désirs. Toutefois, cela n'a pas empêché qu'il entreprenne certaines actions au rang desquelles le reprofilage au cours de l'année 2008 du tronçon hôtel des finances jusqu'au carrefour Messangsang et l'installation des bacs à ordures dans presque toutes les rues de la cité²⁹.

| Noms et prénoms | Périodes |
|---------------------|------------|
| Kedi à Ngon Etienne | 1977-1982 |
| Mbang à Ngon Balzac | 1982-1989 |
| Dong à Biketi | 1996-2001 |
| Abomba Raphael | 2001- 2007 |

Tableau 2 : Noms de quelques maires de la commune rurale de Bafia de 1977 à 2007
Source : Enquête de terrain réalisé par Ayangma Ndjere Jean Pierre (2019).

Pour ce qui est de la commune rurale, elle partageait les mêmes locaux avec la sous-préfecture de Bafia c'est l'une des raisons pour lesquelles, on remarquait très souvent que le sous-préfet assurait parfois l'intérim à cette fonction en attendant l'organisation des élections à titre d'exemple, on note qu'en 1955, lorsque l'institution municipale fut établie, le chef de la subdivision cumulait cette fonction avec celle de maire. Par la suite, et ce en 1960 avant la scission en deux communes, Jean Baptiste Béléoken qui était alors sous-préfet dans la localité de Bafia fut également à la tête de la commune mixte rurale de Bafia la même année³⁰. De manière plus concrète, cette commune a longtemps connu des maires qui ont plus brillé par leur malhonnêteté comme c'est le cas avec Dong à Biketi. En effet, il était à l'origine de plusieurs maux qui minaient la bonne marche des affaires de la commune parmi lesquels : les malversations financières de tout genre, les surfacturations notoires, les factures fictives. À titre d'exemple, lors de la construction du pont sur la rivière *Fama*, le maire avait remis à celui devant effectuer ce travail (conseiller municipal

²⁸ Entretien avec Moussa Bessong Bediang, 60 ans, agent voyer en service à la commune de Bafia depuis 1982, à Bafia, du 16/01/2019.

²⁹ Entretien avec Justin Bang, 55 ans, secrétaire particulier auprès du maire de la commune de Bafia, à Bafia, du 15/01/2019.

³⁰ Entretien avec Barnabé Massongo, 72 ans, riverain, à Bafia, du 23/12/2018.

Kesseng à Kesseng André³¹) une somme de 160 000 FCFA pour la construction de l'édifice. Or dans ses multiples malversations, le maire avait fait décaisser à la commune une somme d'un 1 973 000 FCFA³², pour la réalisation du même édifice, étant donné qu'il avait déjà eu à verser une autre somme pour la réalisation du même projet.

II – La commune de Bafia au cœur du développement

L'on se souvient qu'une des consignes adressées aux communes mixtes rurales créées en 1955 par l'administration coloniale française au Cameroun, était qu'elles devaient assurer le bien-être de leurs populations par les ressources matérielles qu'elles-mêmes devaient générer. Ces recommandations ont toujours servi de référence aux textes qui balisent même jusqu'à nos jours les notes d'orientation de l'action des mairies. Dès lors, le devoir d'encadrement de la mairie envers sa population est la finalité principale de l'existence de cette catégorie d'institution. La notion d'encadrement désigne ici le fait pour une institution nationale d'apporter son soutien à une population donnée dans le sens d'améliorer son quotidien. Ceci étant, la commune de Bafia participe depuis sa création à l'amélioration des conditions de vie de ses populations à travers moult réalisations.

A – Les réalisations infrastructurales

Cette partie traite des apports matériels conséquents que la commune a eu à implémenter dans l'espace territorial de Bafia.

1) La réhabilitation des routes internes

Par routes, laissons entendre ici tout espace interne à une localité permettant la circulation des biens et des personnes. Pour ce qui est de la localité de Bafia, les toutes premières routes furent l'émanation des colonisateurs à la fois allemands et français, dans le souci de découverte de l'intérieur du pays. Toutefois, le développement des routes dans le Mbam trouve son plein essor surtout lors de la Seconde Guerre mondiale ; lorsque le «Grand Mbam³³» constituait une mamelle nourricière dans la fourniture des matières premières utiles à l'effort pendant ce second conflit mondial (Memoly Aubry, 2009, p. 251). Ceci permet d'attester que bien

³¹ Il fut l'un des conseillers municipaux de la commune rurale de Bafia, durant la période allant de 1996 à 2001.

³² Archives de la Préfecture de Bafia, Rapport du 24 novembre 1997 de la commission des finances de la commune rurale de Bafia à Monsieur le Préfet du Département du Mbam-et-Inoubou.

³³ Nous désignons par «Grand Mbam» l'ancien département du Mbam qui, depuis la réforme administrative de 1992, a été éclaté en deux unités nouvelles, à savoir le département du Mbam et Kim et le département du Mbam et Inoubou.

avant 1955 et ce jusqu'au début des années 1970, des routes carrossables y existaient déjà, juste avant l'utilisation du bitume. De l'avis de certains informateurs, la quasi-totalité des routes de la localité à cette époque fut non bitumée³⁴, c'est le cas par exemple du chemin reliant le siège de la mairie rurale situé sur l'artère allant jusqu'au fleuve Guen à celui de la commune de plein exercice de l'époque.

En effet, considérant le proverbe selon lequel là où la route passe le développement suit, le traçage de ces routes revêtait une importance capitale pour les populations, car il permettait d'une part d'interconnecter les villages en ceci que des unions maritales avaient lieu entre ressortissants de villages différents de la localité. De plus, les populations pouvaient d'ores et déjà prendre une part active lors des échéances électorales comme ce fut le cas des élections 1955 relatives à la mise en place des conseils municipaux des communes nouvellement créées ; à titre d'exemple, un bureau de vote installé à Bafia centre avec comme villages rattachés les périphéries telles que Biamo et Rionong³⁵. De plus, rappelons que le personnel municipal avait la tâche de l'arrosage de ces routes et de leur entretien. D'autre part, compte tenu du caractère agricole des populations de la subdivision, ces routes favorisaient le ravitaillement des villages en denrées d'autres contrées notamment les produits alimentaires de première nécessité. À titre d'illustration un riverain Dang avait la capacité de se rendre à Bokito un des fiefs de la culture de l'ananas et du cacao pour s'en procurer et ceci même en marchant à pied.

La plus grande part du réseau routier de la ville de Bafia fut tracée par le maire Mbassa à Zock Aboubakar (Mbassa à Zock, 2018, p. 146). Ce fut le cas de l'axe Ritop-Marché du soir et la route Biabezock-Lablé viabilisés à partir de 1972. Les nouvelles routes créées par la commune représentaient une longueur cumulée de 69 kilomètres dans la ville de Bafia (Mbassa à Zock, 2018, p. 146). Il s'agissait principalement de routes locales qui desservent des bourgs et des villages.

De par le concours de la commune de plein exercice, il était désormais possible de parcourir aisément plusieurs segments de route tracés et viables. À la grande satisfaction des populations, l'on pouvait plus aisément se déplacer dans la ville. En septembre 1975, un bilan des travaux routiers présentait une embellie jamais vécue à Bafia (Ayangma Ndjere, 2019, p. 67). On note également en 2009, le reprofilage de la voie allant de l'hôtel des finances de Bafia jusqu'au carrefour Messangsang³⁶. Il faut

³⁴ Entretien avec Barnabé Massongo, 72 ans, riverain, à Bafia, du 23/12/2018.

³⁵ Archives du MINATD, Journal Officiel du Cameroun Français du 04 Aout 1955, p. 1170.

³⁶ Entretien avec Moussa Bessong Bediang, 60 ans, agent voyer en service à la commune de Bafia depuis 1982, à Bafia, du 16/01/2019.

noter que cet axe souffrait d'un manque chronique d'entretien puisqu'on y trouvait d'énormes trous qui causaient régulièrement des accidents.

Ainsi, le proverbe chinois qui stipule : « pour devenir riche, commencez par construire une route » (Boullenois, 2020, p. 52), est fort révélateur de l'approche adoptée par la commune de Bafia dans ses actions de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement local. Au même titre que les routes, les équipements scolaires ont également intéressé la commune.

2) Construction et réhabilitation des équipements scolaires

Traitant des établissements scolaires dans la localité de Bafia, il convient de rappeler que les besoins dans ce secteur étaient énormes. En effet, les édifices existants pour la plupart remontaient à la période de domination étrangère et les bâtiments étaient devenus vétustes. Certaines écoles ne disposaient même pas de table-bancs comme ce fut le cas de l'école publique de Messangssang, ou celle de Rionong où les élèves étaient contraints de s'asseoir sur un morceau de planche posé à même le sol et se servaient de leurs genoux comme support pour prendre des notes de cours, et ce à l'aide d'une plume³⁷. De plus, certaines écoles comme l'école publique de Rionong disposaient de salles de cours en planche.

Prenant acte de cet état des choses, la municipalité n'a pas voulu laisser de côté le secteur éducatif. À cet effet, elle procéda à la construction des infrastructures scolaires, pour améliorer le quotidien des familles, élèves et enseignants. C'est le cas notamment de l'école de Rionong où elle avait construit un bâtiment en dur de deux salles de classe, d'une école maternelle en 1973³⁸. Elle en fit pareil, à Biamo, à Nyamsong et à l'école franco-arabe du plateau Machia, elle fit construire un bâtiment en dur de quatre salles de classe et un bureau pour le directeur³⁹. L'école publique du plateau Machia, elle y construisit un bâtiment en dur de quatre salles de classe, l'école publique de la Rue-chevalier fut dotée de deux bâtiments en dur de deux salles de classe. C'est dans cette même lancée que l'école publique de Donenkeng fut restaurée⁴⁰. Par ailleurs, lorsque la commune de plein exercice revendiqua l'érection du Collège d'Enseignement Secondaire (CES) de Bafia en Lycée à cycle complet, elle œuvra à l'augmentation du nombre de bâtiments en construisant un bâtiment à cinq

³⁷ Entretien avec Justin Ndjere, 60 ans, militaire à la retraite et ancien élève à l'école publique de Rionong de 1975 à 1978, à Bafia, du 20/01/2019.

³⁸ Entretien avec Dieudonné Mognol, 90 ans, ancien employé de la commune de plein exercice et urbaine de Bafia, à Bafia, du 15/01/2019.

³⁹ Entretien avec Bertrand Nyam, 80 ans, enseignant à la retraite, à Bafia, du 15/12/2018.

⁴⁰ Entretien avec Dieudonné Mognol, 90 ans, ancien employé de la commune de plein exercice et urbaine de Bafia, à Bafia, du 15/01/2019.

salles de classe en bloc de terre (Mbassa à Zock, 2018, p.149). De cette action, découla le fait que dans ce lycée, il fut créé un centre d'écrit au baccalauréat en 1972⁴¹, au grand bonheur des élèves qui n'avaient plus à se déplacer pour composer cet examen officiel. En effet, lorsque les élèves devaient accéder au second cycle, il fallait qu'ils aillent poursuivre leurs études à Yaoundé, ce qui coûtait cher aux familles. Avec le soutien de la commune, le CES fut transformé en lycée de Bafia en 1971, à la grande satisfaction des familles⁴². En outre, la commune s'attaqua à partir de 1973 à la réhabilitation du grand bâtiment de l'ancien Cours Complémentaire du Plateau, qui abritait l'école publique actuelle, annexée à l'École Normale des Instituteurs de l'Enseignement General (ENIEG), et qui sert, selon les missions qui lui sont dévolues, à la formation pratique des élèves maitres (Ayangma Ndjere, 2019, p. 67). De plus, la commune construisit en 2008, l'école publique de Goufan II, un bâtiment de deux salles de classe à Taro⁴³. Fort de cet intérêt accordé au secteur éducatif, l'aménagement des espaces marchands fut également d'une importance capitale dans les priorités de la commune.

3) Aménagement des espaces marchands

La population de la localité Bafia est réputée pour sa maîtrise des activités agricoles. L'agriculture occupe donc une place de choix au sein des mentalités de ces populations. Dès lors, le besoin s'est vite fait ressentir, à savoir celui d'aménager des espaces propices au commerce ; ceci dans l'optique d'offrir un cadre idéal et sécurisé pour le déroulement des échanges commerciaux. De l'aveu des informateurs, au lendemain de l'indépendance, les commerçants se tenaient le long des pistes pour écouler leurs marchandises, de plus, les villageois se rendaient de villages en villages pour pouvoir vendre leurs produits⁴⁴. À titre d'exemple, un commerçant du village Dang à Bafia devait parcourir jusqu'à 25 km pour se procurer du gibier de brousse⁴⁵ à Bayomen.

Fort de ce que le rayonnement d'une localité passe par la commercialisation des produits de consommation, la commune sous l'ère de Machia Djibérou (1977-1987) avait négocié avec le chef du village de Rigama, l'emplacement actuel où se trouve le marché de Djoumba dans

⁴¹ Entretien avec Emmanuel Ndjere, 58 ans, Président du TCS et ancien élève au lycée de Bafia de 1972 à 1979, à Yaoundé, du 02/02/2019.

⁴² Entretien avec Emmanuel Ndjere, 58 ans, Président du TCS et ancien élève au lycée de Bafia de 1972 à 1979, à Yaoundé, du 02/02/2019.

⁴³ Entretien avec Boui Boe Garba, 35 ans, chef service affaires économiques et financières à la commune de Bafia, à Bafia, du 14/01/2019.

⁴⁴ Entretien avec Bertrand Nyam, 80 ans, enseignant à la retraite, à Bafia, du 15/12/2018.

⁴⁵ Entretien avec Marie Menthong, 65 ans, commerçante, à Bafia, du 14/01/2019.

les années 1980. Par la suite, elle a construit au début des années 1990 de nombreux bâtiments au sein de ce marché. Lesdits bâtiments sont actuellement occupés par les commerçants. Il s'agit d'un vaste marché où les populations avaient la possibilité de venir se faire de l'argent, compte tenu de la crise économique qui sévissait déjà dans tout le pays. De nos jours, ce marché est toujours d'actualité et a même vu naître dans ses environs de nombreuses agences de voyages (à l'instar des agences telles qu'AMIGO et LEADER) qui desservent le tronçon Bafia-Yaoundé. En outre, la commune a entrepris le réaménagement du Marché de Jeudi (situé sur l'axe allant du lieu-dit marché du soir jusqu'au carrefour dit du lion) en reconstruisant les espaces de vente. Cette réalisation s'est faite à l'aide de troncs d'arbres utilisés comme des poteaux et de la paille servant de toiture afin de protéger leurs occupants des intempéries. À l'observation de ces réalisations matérielles effectuées par la commune, il se dégage une forme de marginalisation du milieu rural. En effet, on note que la majorité des maires de cette commune fut toute issue du Canton Ngam c'est-à-dire le groupe constitué des villages formant l'espace urbain. C'est là la principale raison qui explique le fait que toutes ces constructions furent toutes concentrées dans le milieu urbain de Bafia. Ceci étant, et considérant ces différents aménagements, la commune s'est aussi intéressée à soutenir sa population en offrant des possibilités d'activités génératrices de revenus.

B – La lutte contre la pauvreté et l'insalubrité dans la ville

Dans cette sous partie, il est question de présenter les actions entreprises par la municipalité pour soutenir et encourager les efforts de la population dans la quête d'une situation de vie de meilleure.

1) L'employabilité des jeunes et la réduction du chômage

Couche sociale défavorisée, la jeunesse, pose un enjeu d'encadrement majeur qui interpelle aussi bien l'administration centrale que ses services déconcentrés. En effet, les différents maires de la commune de Bafia ayant compris cet enjeu, ont vite mis sur pied des initiatives permettant de mettre les jeunes élèves en confiance, leur garantissant ainsi un état psychologique et émotionnel stable. Et ces initiatives ne sont pas anodines. Elles font suite à la lettre circulaire du MINATD du 10 juin 1992 relative à l'emploi des jeunes⁴⁶. Ainsi, suite à l'entretien effectué avec Max Abraham Nwatsok⁴⁷, il ressort que des stages de vacances d'une durée d'un mois sont organisés régulièrement et ceci pendant la période des congés annuels.

⁴⁶ Archives du MINATD. Lettre circulaire N° 3366/LC/MINATD du 10 juin 1992 relative à l'emploi des jeunes.

⁴⁷ Maire de la commune de Bafia pour la période allant de 2013-2019.

À cet effet, les sources trouvées permettent d'attester que c'est beaucoup plus sous le mandat du maire Issah que des initiatives pareilles avaient commencé à être expérimentées. La décision municipale du 09 août 2012 portant engagement des élèves dans le cadre des stages de vacances, nous fait état d'un nombre de 130 élèves ayant bénéficié de ce stage. Il s'agit des nommés : Otiobo Mbamba Vanessa, Assen Anne Marie Laure, Goufan Amina; pour ne citer que ceux-là. Ces bénéficiaires avaient reçu chacun une somme de 20000 Francs CFA⁴⁸. Il convient alors de constater le véritable engouement de l'exécutif communal de Bafia d'apporter son soutien à sa jeunesse scolaire et non scolarisée. En plus de ces stages de vacances, la commune offre des fournitures scolaires aux enfants issus des familles en détresse afin de leur permettre d'aller à l'école comme les autres et de ne pas se sentir inférieurs (Ayangma Ndjere, 2019, p. 84).

De plus, le projet «USEP», entendu comme le «*Urban Special Employment Program*» a été initié en juin 2013 entre le Fonds National de l'Emploi et la commune de Bafia, vise en effet, à réduire le chômage en permettant aux jeunes de s'adonner à l'embellissement des espaces urbains, au ramassage des ordures et à leur transformation en compost, à la construction des caniveaux en matériaux locaux. Le but étant de créer des emplois de proximité à travers des activités à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) pour l'assainissement et l'aménagement du cadre de vie des populations. Cette initiative vise à favoriser l'auto-emploi des jeunes après les six (06) mois de formation. De manière plus spécifique et opérationnelle, le programme USEP se matérialise de cette façon au sein de la ville de Bafia.

En outre, il s'effectue deux (02) fois par an et compte un effectif de 50 jeunes dont 40 garçons et 10 filles. Ils sont payés à hauteur de 42250 francs CFA, et 10000 francs sont retirés sur leur argent; ce qui va constituer ce qu'on appelle leur épargne sur investissement. La somme épargnée durant les six mois de formation est triplée par le FNE et remise au stagiaire afin qu'il puisse lancer un projet lui-même⁴⁹. Ceci permet de voir la dimension d'auto-emploi contenue dans ce programme. Par ailleurs, cette somme allouée au stagiaire par le Fonds est remboursable, mais sans taux d'intérêt.

L'exécutif municipal accorde une grande importance au développement ce volet du partenariat en direction notamment de la population jeune de la commune. Ainsi, l'Institut Régional de Coopération

⁴⁸ Archives de la commune de Bafia. Décision Municipale du 09/08/2012 portant engagement des élèves dans le cadre des stages de vacances.

⁴⁹ Entretien avec Georges Hervé Atiock à Atiock, 37 ans, Chef service technique de la commune de Bafia, à Bafia du 14/01/2019.

Développement (IRCOD) et la Commune de Thann en France (mairie située dans la région de l'Alsace lorraine) se sont engagés depuis 2005 (IRCOD, 2014, p. 18) aux côtés de la municipalité dans sa volonté de réhabiliter, de réaménager et d'équiper certains bâtiments et infrastructures. La bibliothèque est aujourd'hui fonctionnelle, mais nécessite encore quelques aménagements de confort (électricité, latrines).

Des équipements et des livres ont été mis à disposition par l'IRCOD et par la mairie de Thann en 2007. Les efforts doivent maintenant porter sur le renforcement du fonds littéraire et sur la promotion de la lecture publique en montant des actions de nature à vulgariser le livre et susciter le goût de la lecture (animations diverses dans la bibliothèque, actions auprès des écoles). Le foyer municipal a aussi été réhabilité et équipé en partie. Seule la salle polyvalente est aujourd'hui réellement fonctionnelle et largement utilisée à l'occasion de réunions diverses. Dans sa politique de lutte contre la pauvreté, la commune participe aussi à la promotion des activités au niveau du secteur primaire.

2) La promotion des activités agricoles, pastorales et artisanales.

Compte tenu de la place que l'agriculture occupe dans la localité de Bafia, la commune avait toujours procédé depuis les années 1974 à la valorisation de l'agriculture⁵⁰. C'est le cas notamment de la création d'une pépinière communale (depuis le mandat de Mbassa à Zock jusqu'à nos jours). Ainsi, cette dernière regorgeait de multiples variétés de plants, dont notamment les manguiers, neems, cailcédrats, flamboyants, pruniers (Mbassa à Zock, 2018, p.153). Ces espèces étaient ensuite redistribuées aux populations pour un usage conséquent ; c'est-à-dire la consommation et la reproduction.

Le cacao est la principale culture de rente qu'on retrouve au sein de cette localité. C'est ainsi que le maire Issah Ahmed a entrepris et remis en marche en 2009⁵¹, le projet de rénovation de la pépinière cacaoyère municipale initié depuis 1974 ; mais cette fois au sein même du siège de la municipalité. En effet, grâce à cette initiative, elle redistribua de nombreux plants de cacaoyers sélectionnés aux agriculteurs, afin d'augmenter la production et de promouvoir la culture d'un cacao de meilleure qualité. Toujours dans cette même lancée, afin de se garantir un meilleur résultat dans le domaine des cultures de rente, la commune a formulé le besoin d'encadrement des agriculteurs dans les villages tels que Goufan, Gouifé, Egona et Lablé. Par ailleurs, la commune a également participé à la

⁵⁰ Entretien avec Dieudonné Mougno, 90 ans, ancien employé de la commune de plein exercice et urbaine de Bafia, à Bafia, du 15/01/2019.

⁵¹ Entretien avec Moussa Bessong Bediang, 60 ans, agent voyer en service à la commune de Bafia depuis 1982, à Bafia, du 16/01/2019.

rénovation du bâtiment de la Société de Développement du Cacao (SODECAO) ; structure abritant les réserves de cacao de la ville et chargée de sa commercialisation.

En ce qui concerne les biens consommables, nous pouvons les retrouver dans les différents marchés que compte la ville de Bafia. Ainsi, les principaux produits locaux qui sont de nature consommable sont : arachide, maïs, manioc, macabo, plantain, igname, banane. Le manioc est le produit le plus répandu, alors que le maïs est le plus consommé. La main-d'œuvre utilisée dans l'agriculture paysanne est à majorité familiale. Dans son souci d'encourager l'esprit du développement participatif, la commune de Bafia encadre les artisans sous le haut patronage du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat. Ces artisans sont regroupés au sein d'une association dénommée «ACOUMI» qui signifie : Artisans Couturiers du Mbam et Inoubou (Ayangma Ndjere, 2019, p. 80). Fort de cet intérêt pour les activités primaires, il ressort que cette redistribution des plants de cacao aux agriculteurs laisse entrevoir des lendemains meilleurs pour ces derniers. Cependant, la réalité est toute autre, car une fois ces plants arrivés à maturité et à l'issue de leur vente, les bénéfices sont partagés entre le producteur et la commune ; ce qui nous permet de dire que la commune se sert plutôt de ces agriculteurs pour obtenir de l'argent en retour. Néanmoins, l'urbanisme a également été au cœur de l'action de la commune de Bafia.

3) Planification, viabilisation des espaces habitables et facilitation d'accès aux services base

Dans le cadre de l'éducation à l'usage de la tôle aluminium initié depuis 1971, la commune a mis sur pied une action significative. En effet entre 1972 et 1973, elle avait institué une initiative de lutte anti-taudis qui avait un double objectif : d'abord, expliquer aux populations qu'il était plus dans leur intérêt d'abandonner les toits en nattes de raphia d'une durée de vie dépassant difficilement six ans. Ensuite, il fallait s'arrimer à la tôle pouvant abriter plus de cinq générations (Mbassa à Zock, 2018, p. 152). Et enfin, elle permettait de faire des économies considérables sur le long terme. Dans la lutte contre le réchauffement climatique, par le reboisement, par la régénération des espèces ; la commune de plein exercice était à l'origine du reboisement de l'itinéraire Ipen-à-Keng-Hôtel Relais du Mbam-Centre commercial-Kiré, en 1972 et ceci grâce aux neems et aux caillédrats qu'elle avait plantés dans la pépinière communale⁵².

⁵² Entretien avec Moussa Bessong Bediang, 60 ans, agent voyer en service à la commune de Bafia depuis 1982, à Bafia, du 16/01/2019.

De plus, au vu de l'insalubrité grandissante qui mine la ville depuis longtemps, la commune de Bafia avait aménagé en 1998 (notamment sous le mandat Moungam à Ribouem Jean Marie) une décharge où l'on devait y déposer les ordures ménagères, il s'agit du quartier «Biamo». Cette action très controversée a provoqué le soulèvement de la population de ce quartier étant donné que Moungam à Ribouem Jean Marie en était également ressortissant. Car ces populations voyaient en ce geste une grande insulte et un problème dû au fait qu'il les considérait comme des déchets⁵³.

Une action fut lancée par la commune de Bafia en 2007 visant à résoudre le problème récurrent des déchets produits par l'activité humaine (ordures ménagères, marchés) dans la ville⁵⁴. À partir de 2008, la commune entreprit un énorme chantier d'assainissement de la ville, car il y avait trop de déchets d'ordures ménagères un peu partout dans la ville et cela pollueait l'atmosphère⁵⁵. Pour cela, des camions chargés du ramassage des ordures circulaient de façon périodique dans certains quartiers de l'espace urbain tels que le centre administratif, le marché du soir, Kiraé, le quartier résidentiel et Ndengué⁵⁶. Une fois, on s'aperçoit que l'action effectuée par la mairie à ce niveau tend encore une fois de plus à exclure le milieu rural de ses priorités ; ce qui montre de façon claire la principale faiblesse de cette institution qui a du mal à répondre aux attentes de sa population rurale. Cela permet d'entrevoir un développement partiellement inclusif. De plus, l'IRCOD a accompagné cette volonté d'amélioration de la situation par l'organisation en décembre 2009 d'une mission d'expertise technique d'un agent de la COVED (société sous contrat avec la Commune de Thann pour la gestion de ses déchets urbains) qui a permis, avec les élus et les agents municipaux, d'établir un diagnostic et une analyse de la situation sur le terrain puis de formuler des recommandations pour améliorer et développer le service.

Aussi, en 2012, grâce au financement offert dans le cadre du GEF *Small Grants Programme* (GEF/SGP), programme institutionnel du Fonds mondial pour l'environnement et mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). La commune de Bafia fut éligible pour l'implémentation du projet dénommé : « valorisation des ordures ménagères pour lutter contre la dégradation des terres et les

⁵³ Entretien avec Moussa Bessong Bediang, 60 ans, agent voyer en service à la commune de Bafia depuis 1982, à Bafia, du 16/01/2019.

⁵⁴ <https://www.ircod.org/projets/dechets-bafia>, consulté le 29 avril 2019 à 18 heures.

⁵⁵ Entretien avec Sanam Ambassa, 39 ans, ancien employé de la commune de Bafia, à Bafia, du 13/01/2019.

⁵⁶ Entretien avec Édouard Ambassa Boumtsebe, 58 ans, enseignant au lycée bilingue de Bokito, à Bafia, du 14/01/2019.

changements climatiques dans la ville de Bafia» fixé à hauteur de 42,022 dollars. Cela a permis notamment des résultats tels que : le renforcement des connaissances des populations sur une meilleure gestion des ordures ménagères et le compostage grâce aux clubs écologiques créés et animés dans les établissements (Lycée classique de Bafia, Lycée technique de Lambata et le Lycée bilingue de Bafia). De plus, un site de compostage de 500 m² fut aménagé et équipé au quartier Biabezock. Au final, cette action a contribué à améliorer le bien-être des populations dans leur lutte contre l'insalubrité. On peut donc conclure que la mise en place du projet «USEP» en 2013 s'inscrivait dans la continuité de cette initiative internationale au Cameroun⁵⁷.

Par ailleurs, lorsqu'on s'intéresse aux services de base ici, on fait référence à l'accès aux soins de santé et à l'eau potable. Pour ce qui est du secteur sanitaire, la localité souffrait d'un manque de structures de santé au lendemain des indépendances. Il convient de préciser qu'en 1962, l'hôpital central de Bafia existait déjà. Il s'agissait là des seules structures sanitaires de référence fonctionnelles du moment. En outre, les distances entre les villages environnants étaient trop grandes, les moyens de transport peu nombreux et très chers. Il a donc été impératif de venir en aide aux malades. Par ailleurs, l'homme d'affaires René Bitang Nkéné avait ouvert une pharmacie pour aider la population à se procurer facilement des médicaments. Cette carence de structures pharmaceutiques a amené la commune à créer, en 1973, une propharmacie sous le contrôle technique du médecin chef de l'hôpital central de Bafia et gérée par un infirmier breveté⁵⁸. Ceci apporta une grande satisfaction et un soulagement des populations, patients et grands malades⁵⁹.

S'agissant de l'accès à l'eau potable, les populations ont toujours eu l'habitude de s'y alimenter à partir des puits et des sources. Certes, des tuyaux conduisant l'eau étaient installés, mais, l'accès direct à cette denrée dans les domiciles n'était réservé qu'aux personnes financièrement nanties. Pour pallier cette difficulté, la commune a permis, à partir de 1982, l'installation des bornes fontaines d'eau publiques gratuites dans presque tous les quartiers du centre urbain⁶⁰. Cette initiative qui dura à peine trois ans, prit fin à cause de la crise économique qui secoua le Cameroun à partir

⁵⁷https://www.sgp.undp.org/~sgpundp/index.php?option=com_sgpprojects&view=projectdetail&id=18817&Itemid=272, consulté le 01^{er} mai 2020 à 12 heures.

⁵⁸ La pharmacie de René Bitang Nkéné a été fermée en 1972 suite à l'emprisonnement de ce dernier pour détournement d'énormes sommes d'argent durant la coupe d'Afrique des Nations organisée au Cameroun la même année.

⁵⁹ Entretien avec Dieudonné Mougno, 90 ans, ancien employé de la commune de plein exercice et urbaine de Bafia, à Bafia, du 15/01/2019.

⁶⁰ Entretien avec Dieudonné Mougno, 90 ans, ancien employé de la commune de plein exercice et urbaine de Bafia, à Bafia, du 15/01/2019.

du milieu des années 1980, fragilisant ainsi les finances de la commune qui ne pouvait plus supporter cette charge d'accès gratuit à l'eau. Au même titre que la lutte contre la pauvreté, la commune s'est aussi penchée sur le domaine culturel.

C – Les réalisations à caractère culturel

Ici, il s'agit de faire un état des lieux des projets culturels mis en place par la municipalité pour parvenir à impulser un sentiment d'euphorie au sein de la population. Il convient de préciser ainsi que l'élite locale joue un rôle capital en ce qui concerne l'aspect culturel à Bafia.

1) La promotion et l'animation des activités sportives et culturelles

Dans un souci d'épanouissement de sa jeunesse, la commune de Bafia octroie un appui financier minime, voire quasiment faible aux manifestations sportives. La plus grosse part des charges se retrouve généralement entre les mains des participants eux-mêmes et, dans certains cas, aux mains de l'élite locale qui apporte un support financier en guise d'aide. Or, pour satisfaire aux obligations qui sont les leurs, les autorités municipales ont la responsabilité de participer à l'organisation des manifestations tant culturelles que sportives. Cependant pour le cas spécifique de la commune de Bafia, celle-ci prend une part importante pour ce qui est de la subvention des initiatives sportives.

En effet, cette commune subventionnait de façon désinvolte les ligues populaires, les championnats de vacances organisés sur son aire de commandement. Les données disponibles montrent que l'appui offert par la commune de Bafia à l'endroit de ces manifestations sportives varie généralement de 250 000 à 450 000 francs CFA, ceci en fonction de l'importance et de la localisation dudit évènement⁶¹. À cet effet, les archives de la préfecture de Bafia, faisant mention des décisions municipales pour le compte de l'exercice 2012, permettent de solidifier nos propos. La première de ces décisions est la décision municipale N° 096 d'aout 2012 portant sur le déblocage d'une somme de 450 000 francs représentant la subvention à la Ligue populaire de Bafia, une compétition locale de football⁶². À titre de rappel, cette ligue populaire se déroule chaque année, s'étalant sur une durée d'un mois et elle se joue au sein du stade dénommé : "Stade de Jeudi"⁶³. Enfin la deuxième décision

⁶¹ Entretien avec Boui Boe Garba, 35 ans, chef service affaires économiques et financières à la commune de Bafia, à Bafia, du 14/01/2019.

⁶² Archives de la Commune de Bafia. Décision Municipale N° 096 D/CB/SG/BFA portant déblocage d'une somme de 450000 francs représentant la subvention de la commune de Bafia à la ligue populaire de Bafia.

⁶³ Entretien avec Justin Bang, 55 ans, secrétaire particulier auprès du maire de la commune de Bafia, à Bafia, du 15/01/2019.

municipale trouvée fait suite au déblocage d'une somme de 250000 francs, représentant la subvention octroyée par la mairie au championnat de vacances de Tsékani⁶⁴. Tout ceci visait à présenter de manière claire et justifiée, l'implication de cette institution communale dans la mise en œuvre des manifestations locales, bien que cet apport ne soit pas totalement suffisant. Au même titre que les manifestations sportives connaissent un certain abandon de la part de la commune, les manifestations se retrouvent rarement voire complètement délaissées.

2) *L'appui et le parrainage des manifestations et associations culturelles*

Sur le plan culturel, il faut noter que la commune de Bafia a encore un gros travail à effectuer à ce niveau. En effet, sur ce plan, elle est quasi inexistante. De plus, la commune n'a pas encore initiée un projet culturel significatif. Cependant, elle soutient et parraine plusieurs initiatives à caractère culturel. Ici, la commune appuie juste les différentes initiatives privées qui ont trait à l'aspect culturel ; comme exemple, nous pouvons citer l'initiative des étudiants de la Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (FASA) qui avaient sollicités en 2012, le parrainage de la commune lors du lancement de leur projet culturel et agricole au sein de la ville de Bafia. La commune leur avait octroyé une somme de 60000 francs CFA comme frais d'appui. Toujours dans cette dynamique, le festival Mbam'ART, fête culturelle des peuples originaires du Grand Mbam est l'occasion pour ces derniers d'exposer et vulgariser leur savoir-faire artistique et culturel à l'échelle nationale. Il est organisé de temps en temps à Bafia sous la présidence du nommé Camille Mouté à Bidias, alors Directeur Général du FNE (Mbassa à Zock, 2018, p. 22). À ce niveau, la commune n'apporte toujours qu'une modeste contribution dans la mesure où elle offre le site dans lequel les produits vont être exposés. On remarque dans une certaine mesure un refus du président de ce festival d'associer la commune, car, il s'agit là pour ce dernier de montrer son apport aux populations de Bafia.

Conclusion

Au terme de cette réflexion qui portait sur « La commune de Bafia et l'encadrement économique et socioculturel des populations 1955-2013 », on constate que cette commune a très tôt mis au premier plan la notion de développement. En effet, cette municipalité a mis sur pied une pépinière municipale avec pour but de redistribuer des plants de cacaoyers sélectionnés aux planteurs de la localité en vue de promouvoir les cultures de rentes, véritables pourvoyeurs de fonds économiques. S'agissant de

⁶⁴ Archives de la Commune de Bafia. Décision Municipale N° 095 D/CB/SG/BFA portant déblocage d'une somme de 250000 francs représentant la subvention de la commune de Bafia au championnat de vacances de Tsékani.

l'aspect culturel, la commune de Bafia, bien que n'ayant pas encore mis sur pied un programme culturel digne de ce nom, encourage néanmoins les initiatives qui vont dans ce sens par l'octroi des sommes d'argent. Sur le plan sportif, la mairie finance les championnats et les ligues de football organisés en son sein. Sur le plan de l'encadrement des jeunes, la commune offre des stages de vacances aux jeunes scolarisés de la circonscription de Bafia, mais récemment elle a lancé avec le Fonds National de l'Emploi, le projet «USEP» visant à former et ensuite à autonomiser les jeunes. En outre, elle a bénéficié d'un modeste soutien de la part du GEF/SGP dans le cadre de la lutte contre l'insalubrité dans l'espace urbain. Concernant le domaine de l'habitat, la mairie avait dans le passé mis sur pied une opération anti-taudis dans le but de promouvoir les habitats durables. En somme, au vu de toutes ces initiatives de développement mis sur pied, on s'aperçoit que la commune essaye tant bien que mal de garantir de meilleures conditions de vie à ses populations. Toutefois, comme pour les autres municipalités du Cameroun, elle reste confrontée à de nombreux problèmes et difficultés qui minent son épanouissement. Compte tenu de l'action de la mairie n'y est pas concentrée à caractère rural, ressources financières dont elle souffre. Bien que plusieurs projets aient été réalisés, il y a lieu de constater que plusieurs choses sont encore à faire pour l'amélioration du cadre et des conditions de vies des populations.

Sources et références bibliographiques

Sources orales

| Noms et prénoms | Âge | Genres | Qualité/Profession | Lieux et dates de l'entretien |
|----------------------------------|--------|--------|--|-------------------------------|
| Ambassa Boumtsebe Édouard | 58 ans | M | Enseignant au lycée bilingue de Bokito | Bafia, le 14/01/2019 |
| Ata à Bouel | 60 ans | M | Chef service des archives de la commune de Bafia | Bafia, le 13/12/2018 |
| Atiock à Atiock Georges Hervé | 37 ans | M | Chef service technique de la commune de Bafia | Bafia le 14/01/2019 |
| Bang Justin | 55 ans | M | Secrétaire particulier auprès du maire de la commune de Bafia | Bafia, le 15/01/2019 |
| Bessong Bediang Moussa | 60 ans | M | Agent voyer en service à la commune de Bafia depuis 1982 | Bafia, le 16/01/2019. |
| Boui Boe Garba | 35 ans | M | Chef service affaires économiques et financières à la commune de Bafia | Bafia, le 14/01/2019 |
| Massongo Barnabé | 72 ans | M | Riverain | Bafia, le 23/12/2018 |
| Menthong Marie | 65 ans | F | Commerçante | Bafia, le 14/01/2019 |

| | | | | |
|-------------------|--------|---|--|------------------------|
| Mougnol Dieudonné | 90 ans | M | Ancien employé de la commune de plein exercice et urbaine de Bafia | Bafia, le 15/01/2019 |
| Ndjere Emmanuel | 58 ans | M | Président du TCS et ancien élève au lycée de Bafia de 1972 à 1977 | Yaoundé, le 02/02/2019 |
| Ndjere Justin | 60 ans | M | Militaire à la retraite et ancien élève à l'école publique de Rionong de 1974 à 1978 | Bafia le 20/01/2019. |
| Nyam Bertrand | 80 ans | M | Enseignant à la retraite | Bafia, le 15/12/2018 |
| Sanam Ambassa | 39 ans | M | Ancien employé de la commune de Bafia | Bafia, le 13/01/2019 |

Documents d'archives

Archives de la commune de Bafia. Décision Municipale du 09/08/2012 portant engagement des élèves dans le cadre des stages de vacances.

Archives de la Commune de Bafia. Décision Municipale N° 095 D/CB/SG/BFA portant déblocage d'une somme de 250 000 francs représentant la subvention de la commune de Bafia au championnat de vacances de Tsékani.

Archives de la Commune de Bafia. Décision Municipale N° 096 D/CB/SG/BFA portant déblocage d'une somme de 450 000 francs représentant la subvention de la commune de Bafia à la ligue populaire de Bafia.

Archives de la Préfecture de Bafia, Rapport de tournée d'installation des nouveaux maires élus du chef de la région du Mbam en 1955.

Archives de la Préfecture de Bafia, Rapport du 24 novembre 1997 de la commission des finances de la commune rurale de Bafia à Monsieur le Préfet du Département du Mbam-et-Inoubou.

Archives du MINATD. Arrêté N° 237 du 7 juin 1955, portant création des communes mixtes rurales dans la région du Mbam.

Archives du MINATD. Arrêté n°537 du 21 août 1952 portant création de douze communes rurales au Cameroun modifié par l'arrêté n°3986 du 27 juillet 1954 et par les arrêtés n°224 et 225 du 7 juin 1955.

Archives du MINATD. Décret N° 2007/117 du 24 avril 2007 Portant création des communes au Cameroun.

Archives du MINATD. Décret N°77/203 du 29 juin 1977 déterminant les communes et leur ressort territorial.

Archives du MINATD. Journal Officiel de la République du Cameroun de Juillet 1961.

Archives du MINATD. Journal Officiel du Cameroun Français de Juin 1955, arrêté.

Archives du MINATD. Lettre circulaire N° 3366/LC/MINATD du 10 juin 1992 relative à l'emploi des jeunes.

Archives Nationales de Yaoundé, Arrêté du 26 novembre 1953 relatif à la création d'une commune mixte à Bafoussam, J.O.C.F, 1953.

Ouvrages

Abwa D. (1998), Commissaires et hauts commissaires de la France au Cameroun : ces hommes qui ont façonné politiquement le Cameroun, Yaoundé, Presses de l'Université de Yaoundé et Presses de l'Université Catholique d'Afrique Centrale.

Ayangma Ndjere J.P. (2019), «La commune de Bafia et la question du développement local (1955-2013)», Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I.

Avidi J.P. (2008), «L'institution communale au Cameroun sous administration française», Mémoire de Maitrise en histoire, Université de Yaoundé I.

Boisvert M. (1996), «L'analyse économique régionale, un éventail de concepts anciens et nouveaux», in Proulx M-U. (éds). *Le phénomène régional au Québec*, Sainte-Foy, PUQ, pp.187-213.

Boullenois C. (2020), «Lutte contre la pauvreté en Chine: l'essor du paternalisme d'entreprise soutenu par l'État», *Perspectives chinoises*, n°3, pp.49-59.

Commune de Bafia, (2015), Plan Communal de Développement de Bafia, PNDP

Efoua Mbozo'o S. (2000), Les noces d'or de la commune de Sangmélima, Yaoundé, Hérodote.

IRCOD, (2014), L'Alsace en partenariat avec le Sud, Alsace, IRCOD.

Issin Ndomilep A. (2014), «La commune de Ndikiniméki au Cameroun (1955-2009). Étude historique», Mémoire de Master en histoire, Université de Yaoundé I.

Mbassa à Zock A. (2018), Les chemins du patriarcat, Yaoundé, Sociladra.

Mbassa Souta M. (2011), Au cœur des us et coutumes du peuple Bafia, Paris, L'harmattan.

Memoli-Aubry C. (2009), «Le Mbam dans la Seconde Guerre mondiale: contribution d'une région administrative du Cameroun à l'effort de

guerre français», *Revue d'histoire d'Outre-mer*, n°362-363, tome 96, 1^{er} trimestre 2009, pp.241-266.

Ngane S. (2008), *La décentralisation au Cameroun : un enjeu de gouvernance*, Yaoundé, Afrédit.

Tremblay S. (1999), « Du concept de développement au concept de l'après-développement : trajectoire et repères théoriques », *Université du Québec à Chicoutimi*, Collection «Travaux et études en développement régional», Décembre 1999, pp. 25-46.

Valette A. (1967), « L'organisation Communale au Cameroun Oriental », *ORSTOM*, Bulletin officiel des Communes, n°10 et 11, pp. 1-9.

Sources numériques

<https://www.ircod.org/projets/dechets-bafia>, consulté le 29 avril 2019 à 18 heures.

https://www.sgp.undp.org/~sgpundp/index.php?option=com_sgpprojects&view=projectdetail&id=18817&Itemid=272, consulté le 01^{er} mai 2020 à 12 heures.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I- SOURCES ORALES

| N° | Noms et prénoms | Age | Genre | Qualité/profession | Lieux et Dates de l'entretien |
|-----------|-------------------------------|------------|--------------|---|--------------------------------------|
| 01 | Abassi Joël | 40 | Masculin | Enseignant d'histoire/géographie/ECM au Lycée Bilingue de Maroua | Maroua, le 03/08/2021 |
| 02 | Abdel Kader | 38 | Masculin | Bénéficiaire du PAREC | Dir, le 15/08/2021 |
| 03 | Agoumé Guentang Pascal | 47 | Masculin | Agent administratif en service à la sous-direction de la comptabilité à ARSEL | Yaoundé, le 19/06/2021 |
| 04 | Ahmadou Djibril | 46 | Masculin | Éleveur et bénéficiaire du SPRPB II | Ngong, le 09/08/2021 |
| 05 | Ahna Paul Désiré | 37 | Masculin | Représentant GIC ALAOSSOUKOU à Maga | Maga, le 04/08/2021 |
| 06 | Atiock à Atiock Georges Hervé | 37 | Masculin | Ancien chef service technique de la commune de Bafia | Bafia, le 14/01/2022 |
| 07 | Bambe Gilbert | 43 | Masculin | Agriculteur | Bénoué, le 07/08/2021 |
| 08 | Barah Salomon | 39 | Masculin | Riverain et bénéficiaire du PAREC | Pitoa, le 07/08/2021 |
| 09 | Baskouda Timothé | 40 | Masculin | Agriculteur et bénéficiaire du SPRPB I | Ngong, le 10/08/2021 |
| 10 | Bessong Bediang Moussa | 60 | Masculin | Ex agent voyer en service à la commune de Bafia | Bafia, le 14/01/2022 |
| 11 | Bilégué Ngonro Rodrigue | 29 | Masculin | Cadre contractuel en service à la sous-direction de la coopération avec l'Europe au MINEPAT | Yaoundé, le 16/07/2021 |
| 12 | Bitsong Léonce | 37 | Masculin | Agent de maîtrise en service à la direction des normes à l'ANOR | Yaoundé, le 16/06/2021 |
| 13 | Cheikh Tiene Claire | 49 | Masculin | Riverain et bénéficiaire du PAREC | Ngan Ha, le 12/08/2021 |
| 14 | Darras Salomé Martin | 35 | Féminin | Conseillère technique principale | Yaoundé, le |

| | | | | | |
|----|----------------------------|----|----------|--|---------------------------|
| | | | | en zone anglophone/PPRD au PNUD Cameroun | 22/09/2021 |
| 15 | Dawaye Makarzaye | 60 | Masculin | PCA CROPSEC-Maroua | Maroua, le 06/08/2021 |
| 16 | Eba Exmel Placide | 36 | Masculin | Agriculteur | Doumé, le 20/08/2021 |
| 17 | Edoa Charles | 40 | Masculin | Expert national en cohésion sociale-sous- bureau PNUD Maroua. | Maroua, le 06/08/2021 |
| 18 | Emini Zéphirin | 46 | Masculin | Chef de l'unité Gouvernance et Gestion des crises au PNUD Cameroun | Yaoundé, le 25/09/2021 |
| 19 | Eyenga Christelle | 60 | Féminin | Commerçante et bénéficiaire du PVMC | Sangmélima, le 15/10/2021 |
| 20 | Funkuin Ateh Rita | 45 | Féminin | Enseignant d'anglais au Lycée bilingue de Mbankomo | Yaoundé, le 15/01/2024 |
| 21 | Gesata Pierre | 50 | Masculin | Ex A4 mairie de Lagdo et Gestionnaire CEOCA Lagdo | Lagdo, le 10/08/2021 |
| 22 | Gouifé William | 34 | Masculin | Agent de maîtrise en service à la sous-direction de l'évaluation et de la certification à l'ANOR | Yaoundé, le 15/06/2021 |
| 23 | Gweth Jean Vincent De Paul | 45 | Masculin | Conseiller technique principal SPRPB/PAREC au PNUD Cameroun | Yaoundé, le 25/09/2021 |
| 24 | Haman Adama Mariam | 40 | Féminin | DG CROPSEC-Maroua | Maroua, le 06/08/2021 |
| 25 | Hirihiri Edibe Robert | 49 | Masculin | Ex Gestionnaire CEOCA Maga | Maga, le 04/08/2021 |
| 26 | Kondon Minette Camille | 38 | Féminin | Agent de maîtrise en service à la sous-direction de la communication à l'ANOR | Yaoundé, le 15/06/2021 |
| 27 | Magna Abdoulaye | 48 | Masculin | Gérant d'un mini-commerce général au lieu dit "Domayo" | Maroua, le 07/08/2021 |

| | | | | | |
|----|--------------------------------------|----|----------|---|-----------------------------|
| 28 | Mahamat Alidjou | 54 | Masculin | Agriculteur | Maroua, le 07/08/2021 |
| 29 | Mahamat Amazia | 30 | Masculin | Éleveur de volailles | Maroua, le 06/08/2021 |
| 30 | Makalao Ozee | 35 | Masculin | Vendeur ambulant de chaussures | Maroua, le 05/08/2021 |
| 31 | Masewa David | 42 | Masculin | Technicien supérieur d'agriculture | Ngan Ha, le 12/08/2021 |
| 32 | Mballa Julie | 38 | Féminin | Experte nationale en genre et planification au PNUD Cameroun | Yaoundé, le 21/09/2021 |
| 33 | Mbimi Claude Locardaire | 39 | Masculin | Conseiller technique principal PRINCES au PNUD Cameroun | Yaoundé, le 20/09/2021 |
| 34 | Mefire Arouna | 35 | Masculin | Community manager à Care Cameroun | Maroua, le 03/08/2021 |
| 35 | Mentong Marie | 70 | Féminin | Riveraine et bénéficiaire du projet Micro-schemes | Douala, le 05/10/2021 |
| 36 | Mohammed Ali | 40 | Masculin | Agent communal à la mairie de Lagdo | Garoua, le 08/08/2021 |
| 37 | Mvele Nnanga Joséphine Epse Bikun | 45 | Féminin | Ingénieur d'études N°1 sous- direction de la coopération avec les organisations multinationales au MINEPAT | Yaoundé, le 16/07/2021 |
| 38 | Ndoko Narcisse | 35 | Masculin | Riverain | Garoua, 11/08/2021 |
| 39 | Ngagoum Daniel | 60 | Masculin | Riverain et bénéficiaire du SPRPB II | Bafoussam, le 07/09/2021 |
| 40 | Njile Gazaka | 39 | Masculin | Membre du GIC ALAOSSOUKOU à Maga | Maga, le 05/08/2021 |
| 41 | Nsoé Cassandra | 38 | Féminin | Executive assistant intern (en charge du Youth Connekt Project) au PNUD Cameroun | Yaoundé, le 23/09/2021 |
| 42 | Nwatsock Michel | 32 | Masculin | Agent de maîtrise en service à la | Yaoundé, le |

| | | | | | |
|----|---------------------------|----|----------|---|----------------------------|
| | | | | sous-direction de la communication à l'ANOR | 15/06/2021 |
| 43 | Obama Albertine | 42 | Féminin | Ingénieur d'études N°2 sous-direction de la coopération avec l'Amérique du nord et l'Asie | Yaoundé, le 17/07/2021 |
| 44 | Olangana Serge | 35 | Masculin | Géostratège en service à la sous-direction de la coopération avec l'Amérique du nord et l'Asie au MINEPAT | Yaoundé, le 17/07/2021 |
| 45 | Onana Aristide | 29 | Masculin | Cadre technique en service à l'IRAD | Yaoundé, le 25/06/2021 |
| 46 | Onana Omgba Marc Hilarion | 83 | Masculin | Riverain et bénéficiaire du projet Micro-schemes | Douala, le 01/10/2021 |
| 47 | Onguene Françoise | 40 | Féminin | Commerçante et bénéficiaire du projet PRINCES | Bertoua, le 01/11/2021 |
| 48 | Otonglana Evelyne | 38 | Féminin | Agent de terrain sous- bureau PNUD Maroua | Maroua, le 06/08/2021 |
| 49 | Ottou Piouz | 55 | Masculin | Riverain et bénéficiaire du PVMC | Meyomessi, le 10/10/2021 |
| 50 | Sadjo Dansoula | 55 | Masculin | Ex A1 mairie de Moulvoudaye | Mouvouldaye, le 01/08/2021 |
| 51 | Tsimi Ndo Christian | 65 | Masculin | Riverain et bénéficiaire du projet Micro-schemes | Abong Mbang, le 05/11/2021 |
| 52 | Wowe | 50 | Masculin | Ex A1 mairie de Touloum | Touloum, le 02/08/2021 |
| 53 | Youbi Landry | 28 | Masculin | Doctorant à l'Université de Yaoundé II | Yaoundé, le 20/09/2021 |
| 54 | Zeh Nlo Martin | 40 | Masculin | Assistant au Représentant Résident et chef de l'unité Développement durable au PNUD Cameroun | Yaoundé, le 20/09/2021 |

II- DOCUMENTS D'ARCHIVES

1- Archives du CINU

- PNUD-DP/CP/CMR/4, "Country and intercountry programmes and projects-Fourth country programme for Cameroon", New York, PNUD, 1987.
- A. CINU, Direction générale de la coopération et développement, Promouvoir l'égalité entre Homme et Femme, Ministères des affaires étrangères, 2006..
- A. CINU, Manuel de vulgarisation de l'approche genre, Yaoundé, 2010, p. 15.
- A. PNUD, "Évaluation mi-parcours REPECC", Yaoundé, MINEPAT/PNUD, 2015, p. 4.
- A. PNUD, Rapport du Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA) de Mai 2019.
- A. PNUD-DP/DCP/CMR/1, "Projet de descriptif du programme de pays pour le Cameroun (2008-2012)", New York, Nations Unies, 2007, p. 4.
- A.CINU-GB.334/INS/4-BIT, "Point sur la réforme du système des Nations Unies", 334^{ème} session, Genève, Nations Unies, 2018.
- A.PNUD, "Appraisal of a Small and Medium Scale Enterprise Project Cameroon", Report n°718a-CM, 1975.
- A.PNUD, "Rapport final de l'évaluation du troisième cycle de coopération (1982-1986)", Yaoundé, PNUD/MINPLADAT, 1987, p.50.
- A.PNUD, "Report and recommendation of the president to the executive directors on a proposed credit to the united republic of Cameroon for a small and medium-scale enterprise project", Report n°-P-1614 CM, 1975.
- A.PNUD, Cameroun (République fédérale). Ministère de l'éducation, de la jeunesse et de la culture. Requête au Programme des Nations Unies pour le Développement (Fonds spécial). Projet de création d'une École Normale d'Instituteurs (ENI) de plein exercice et à vocation rurale, 1967. p. 43.
- A.PNUD, Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement (PPRD) des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest Cameroun du 24 avril 2020.
- A.PNUD-DP/CCF/CMR/1, "First country cooperation framework for Cameroon (1997-2001)", New York, United Nations, 1997.
- A.PNUD-DP/CP/CMR/5, "Planification des Programmes-Programmation par pays et programmation multinationale-Cinquième programme du Cameroun", Genève, Nations Unies, 1992.
- A.PNUD-DP/CP/CMR/NOTE/3, "Third country programme for the united republic of Cameroon", New York, United Nations, 1983, p.3.
- A.PNUD-DP/CP/CMR/NOTE/4, "Fourth country programme for Cameroon", New York, United Nations, 1987, p. 2.
- A.PNUD-DP/CPO/CMR/1, "Ébauche de programme de pays avec le Cameroun (2003-2007)", Genève, Nations Unies, 2002, p. 2.
- A.PNUD-DP/DCP/CMR/3, "Descriptif de programme de pays pour le Cameroun (2018-2021)", New York, Nations Unies, 2017.
- A.PNUD-UNCT., "Cameroon United Nations Development Assistance Framework (Plan-Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement) 2002/03-2006/07", Yaoundé, Nations Unies, 2002.
- A.UNESCO, "Bulletin mensuel d'information du Bureau Multi pays de l'UNESCO à Yaoundé", n°015, Yaoundé, UNESCO, 2010.

- A.UNESCO, Plan d'opérations en vue de la création d'une école normale supérieure du Cameroun, novembre 1961, p.3.
- Banque Africaine de Développement, "Proposition visant l'octroi d'un don de 1 000 000 de dollars eu au titre de l'aide humanitaire d'urgence aux refugies", CMFO/OSAN, 2015.
- Banque Mondiale, "Rapport sur le développement dans le monde: combattre la pauvreté", Paris, Eska, 2001.
- Banque Mondiale, *Changement climatique et Gestion des risques de catastrophe au Cameroun*, Rapport diagnostique, 2017.
- BIT, S'affranchir de la pauvreté par le travail, Conférence internationale du travail, 91^{ème} session, Rapport I (A), Genève, BIT, 2003.
- Bureau des finances et de l'administration, "Règlement financier et des règles de gestion financière du PNUD", New York, PNUD, 2012, p.9.
- Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, "Guide d'évaluation du PNUD", New York, 2019.
- CEA, "Programme régional du PNUD pour l'Afrique pour la période 1982-1986", Nations Unies, Tripoli 1982, p.4.
- Circulaire du Secrétaire général, "Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation", Nations Unies, 2018.
- Département de la Coopération Technique pour le Développement, "Recherches minières dans le Sud-Est du Cameroun", Conclusions et recommandations du projet, New York, Nations Unies, 1987, p.1.
- ESMAP, "Cameroun: Plan d'action national énergie pour la réduction de la pauvreté", Rapport technique, New-York, Banque Mondiale, 2007.
- Nations Unies, "Coopération PNUD-CEA dans le contexte de la situation économique critique en Afrique", Deuxième réunion extraordinaire de la Conférence des ministres de la CEA, Addis-Abeba, 1986.
- Nations Unies, "Rapport du sommet mondial pour le développement social (Copenhague, 6-12 mars 1995)", Copenhague, Nations Unies, 1995, p. 55.
- Nations Unies, INS, "Évaluation des effets socioéconomiques du coronavirus (covid-19) au Cameroun-Phase 1, Relevé des conclusions et recommandations", Principaux résultats de l'enquête d'opinion réalisée auprès des ménages et des entreprises du 27 avril au 10 mai 2020, Yaoundé, INS, 2020, p. 4.
- Nations Unies, "Commission Économique pour l'Afrique", Additif au rapport annuel, Supplément n°10, Genève, Nations Unies, 1978, p.8.
- ONUDI, "Rapport annuel des travaux d'investissement", Autriche, ONUDI, 1976, p.15.
- PAM/PNSA., "Évaluation conjointe PAM/PNSA de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord du Cameroun", données collectées du 13 au 24 septembre 2016.
- PNUD, "Le financement de la mise en œuvre par les Agences des Nations Unies", version 4, 2019.
- Robert J., "Étude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement", Genève, Nations Unies, 1969, vol. II.

- Sukai Prom-J., Bartsiotas G. A., "Analyse de la fonction d'évaluation dans le système des Nations Unies", Genève, Nations Unies, 2014.
- UNDP, "Crisis prevention and recovery thematic trust fund", 2014 annual report, New York, UNDP, 2015.
- Unesco-PNUD, Élément Fonds spécial, "École normale supérieure, Yaoundé, Cameroun", Rapport établi à l'intention du gouvernement du Cameroun par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture agissant en qualité d'agent chargé de l'exécution du projet pour le compte du Programme des Nations Unies pour le développement pour la période 1961-1968, n°17, Paris, UNESCO, 1969, p.12.

2- Archives du MINEPAT

- A.MINEPAT, "Étude sur les conditions de bénéfice du dividende démographique au Cameroun", Yaoundé, MINEPAT, 2012, p. 15.
- A.MINEPAT, Correspondances N°000125/L/MINEPAT/SG/DGPAT/DIADR/SPRPB-II/DN du 23 novembre 2017 adressée par le DNP à Mme la Représentante Résidente du PNUD.
- A.MINEPAT, Plan de Travail Annuel du SPRPB II pour 2014, p. 15.
- A.MINEPAT, PNUD, "Évaluation finale du Programme d'Inclusion Économique et Social (PRINCES)", Rapport final, Yaoundé, MINEPAT/PNUD, 2017, p. 7.
- A.MINEPAT, PNUD, "Évaluation finale du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base-Phase 2", Rapport final, Yaoundé, MINEPAT/PNUD, 2018, p. 32.
- A.MINEPAT, Rapport des travaux du Comité de pilotage de ce projet, présidé lundi 16 décembre 2019 à Yaoundé par Jean Tchoffo, Secrétaire Général du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.
- MINEPAT, "Rapport national sur le suivi des OMD", Yaoundé, MINEPAT, 2012, p.5.
- MINEPAT, PNUD, "Le Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base II", Yaoundé, MINEPAT, 2015.
- MINEPAT, PNUD, "Rapport de la contribution du gouvernement du Cameroun à la mise en œuvre du document de programme pays (CPD) 2018-2021", Rapport narratif et financier, Yaoundé, MINEPAT/PNUD, 2019, p.8.
- MINPAT/PNUD, "Évaluation finale du cycle de coopération (1997-2001)", Yaoundé, MINPAT/PNUD, 2002, p.20.

3- Archives des autres Ministères

- A. Ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable, "Cinquième rapport national à la convention de la diversité biologique", Yaoundé, MINEPDED, 2014, p.3.
- A. Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, "Troisième plan quinquennal de développement économique et social (1971/72-1975/76)", Chapitre II, République unie du Cameroun.

- A. MINREX, Lettre du Représentant Résident du PNUD au Cameroun, adressée au Ministre des Affaires Étrangères, 1971.
- A. MINAGRI. Bilan du secteur agricole 1960-1980, Yaoundé, MINAGRI, 1980, p. 10.
- A. MINAGRI. Comice agricole de Ngaoundéré du 10 au 11 décembre 1974, Yaoundé, MINAGRI, 1975, p. 7.
- A. MINPROFF, Inventaire des Organisations Non Gouvernementales et des bailleurs de fonds intervenant dans le domaine femme et développement au Cameroun, Yaoundé, OCDS, p. 78.
- A. MINREX, "Accord entre le Programme des Nations Unies pour le Développement et le Gouvernement de la République du Cameroun", République du Cameroun, 1991, p. 3.
- A. MINREX, Décret n°68/DF/456 du 28 novembre 1968 relatif à l'accord signé entre la République Fédérale du Cameroun et le PNUD.
- Ministère de la Santé Publique, Plan stratégique national de santé numérique 2020-2024, Ministère de la Santé Publique, 2020.
- Ministère de l'Économie et du Plan, IVème Plan Quinquennal de développement Économique et Social (1976-1981), Yaoundé, 1977, pp.181-183.

4- Archives de l'INS

- DSCN., "Conditions de vie des ménages au Cameroun en 1996", Résultats de l'ECAM I, Yaoundé, DSCN, 1997, p. 10.
- DSCN., "Pauvreté, habitat et cadre de vie au Cameroun en 2001", Résultats de l'ECAM II, Yaoundé, DSCN, 2002, p. 3.
- Fotso M., et al., "Enquête Démographique et de Santé, Cameroun 1998", Calverton, Maryland, Bureau Central des Recensements et des Études de Population et Macro International, 1999, p. 191.
- INS, "Deuxième Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel au Cameroun (EESI 2)", Rapport principal, Yaoundé, INS, 2011, p. 24.
- INS, "Enquête d'évaluation des effets du Coronavirus (COVID 19) sur les collectivités territoriales décentralisées au Cameroun", Yaoundé, INS, 2021.
- INS, "Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS5-2014)", Rapport Final, Yaoundé, INS, 2015, p. 272.
- INS, "Enquêtes panels d'évaluation de l'impact socioéconomique de la COVID-19 sur les conditions de vie des ménages au Cameroun, phase 1", Rapport d'analyses des données, INS, Yaoundé, 2021, p. 23.
- INS, "Rapport national sur les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015", Yaoundé, INS, 2015, p. 47.
- INS, "tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2007", résultats de l'ECAM 3, Yaoundé, INS, 2008.
- INS, ICF, "Enquête Démographique et de Santé du Cameroun 2018", Yaoundé/Rockville, Maryland, INS et ICF, 2020, p. 10.
- INS, ORC Macro, "Enquête Démographique et de Santé du Cameroun 2004", Calverton, Maryland, INS et ORC Macro, 2004, p. 4.

- INS. "Tendances, profils et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014", Résultats de l'ECAM IV, Yaoundé, INS, 2015.

III- OUVRAGES

1- Ouvrages méthodologiques

- Beaud M., *L'Art de la thèse*, Paris, La Découverte, 1999.
- Campenhoudt L.C., Quiry R., *Manuel de recherche en sciences sociales*, 4^e édition, Paris, Dunod, 2011.
- Département d'histoire Université de Yaoundé I, *Guide méthodologique pour la rédaction des thèses, mémoires, ouvrages et articles*, Yaoundé, CEPER, 2006.
- N'DA P., *Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines: Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel, et son article*, Paris, L'Harmattan, 2015.

2- Ouvrages spécifiques

- Aerts J.J et al, *L'économie camerounaise: Un espoir évanoui*, Paris, Karthala, 2000.
- Asselin L.M., *Analysis of Multidimensional Poverty: Theory and Case Studies*, Ottawa, IDRC, 2009.
- Asselin L.M., *Pauvreté multidimensionnelle*, Ottawa, CRDI/IMG, 2002.
- BIT., *Un nouveau travail décent*, Genève, BIT, 1999.
- Cameroun, *Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)*, Cameroun, 2009.
- Dambisa Moyo F., *L'Aide fatale. Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*, Paris, JC Lattès, 2009.
- Guillaumont P., *Économie du développement: le sous-développement*, Tome 1, Paris, PUF, 1985.
- Mbaya K., et al., *La lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne "Programme des Nations Unies pour le Développement" (PNUD)*, Paris, Economica, 1999.
- Minkanda A.P., *Pour comprendre et intégrer la problématique genre et développement Historique, fondements théoriques et instruments*, UNIFEM, Presses du GRAPS, 2007.
- Monchy G., *Évolution économique rétrospective et perspectives macroéconomiques à l'horizon de 1995*, Paris, Dial, 1991.
- Murphy C., *The United Nations Development Programme: a better way?*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
- Nations Unies, *Femmes et développement: les Nations Unies et la femme*, République Dominicaine, Nations Unies, 1992.
- PNUD, *Le pnud aujourd'hui... et le monde en 1990. Programme des Nations Unies pour le développement, activités et réalisations*, New York, PNUD, 1981.
- PNUD., *Rapport mondial sur le développement humain 1992*, Paris, Economica, 1992.
- PNUD., *Rapport Mondial sur le Développement Humain*, Paris, Economica, 1995.
- République du Cameroun, *Déclaration de stratégie de développement et de relance économique*, Cameroun, 1989.

- Sachs J., *The End of poverty. Economic Possibilities for Our Time*, New York, The Penguin press, 2005.
- Sen A., *Commodities and Capabilities*, Amsterdam, North Holland, 1985.
- Sen A., *Development as Freedom*, New York, Anchor Books, 2000.
- Sen A., *Poverty and Famines, an essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford, Clarendon Press, 1982.
- Tade Akin A et al., *Afrique et développement- Revue trimestrielle du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique*, Vol. XXI, N°2 et 3, Dakar, CODESRIA, 1996.
- Tarp F., (s/d), *Foreign Aid and Development. Lessons Learnt and Directions for the Future*, London, Routledge, 2000.
- Townsend P., *Poverty in the United Kingdom: a Survey of Household Resources and Standards of Living*, Harmondsworth, Penguin Books, 1979.
- Zarkovitch S.S., *Le programme des Nations Unies pour le développement: étude critique*, Paris, PUF, 1970.

3- Ouvrages généraux

- Achola Pala O., Madina L.Y., *La femme africaine dans la société précoloniale*, Paris, PUF, 1979.
- Barbier J.C., *À propos de l'opération YABASSI-BAFANG*, Yaoundé, ONAREST/ISH, 1977.
- Boutrais J., et al., *Population, planification et développement rural: l'exemple du Cameroun*, Yaoundé, ORSTOM/ISH, 1979.
- Brabant P., Gavaud M., *Les sols et les ressources en terres du Nord-Cameroun*, Paris, ORSTOM, 1985.
- Courade G., et al., *Le village camerounais à l'heure d'ajustement*, Paris, Khartala/ORSTOM, 1994.
- Kengne Fodouop F., *Les petits métiers de rue et l'emploi. Le cas de Yaoundé*, Yaoundé, SOPECAM, 1991.
- Mazrui A.A., (s.d), *Histoire générale de l'Afrique: l'Afrique depuis 1935*, Tome VIII, Paris, UNESCO, 1998.
- Owono J. F., *Pauvreté ou paupérisation en Afrique. Une étude exégético-ethique de la pauvreté chez les Béti-Fang du Cameroun*, Bamberg, University of Bamberg Press, 2011.
- Pigeaud F., *Au Cameroun de Paul Biya*, Paris, Karthala, 2011.
- Rroupsard M., *Nord-Cameroun. Ouverture et développement*, Paris, Université de Paris X-Nanterre, 1987.
- Santoir C., *Sous l'empire du cacao. Étude diachronique de deux terroirs camerounais*, Paris, ORSTOM, 1992.
- Seignobos C, (dir.), Iyebi-Mandjeck O, (dir.), *Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun. Nouvelle édition (en ligne)*, Marseille, IRD Editions, 2005.

Disponible sur internet: <<http://books.openedition.org/irdeditions/11540>>; consulté le 14/01/2024 à 15 heures.

- Tjeegea P., Elingui H., *Dictionnaire des villages du Diamaré*, DGRST, ISH, Yaoundé, 1981.
- Touna Mama E., *L'économie camerounaise. Pour un nouveau départ*, Yaoundé, Afrédit, 2008.

IV- MEMOIRES ET THESES

1- Mémoires

- Ayangma Ndjere J.P., "La commune de Bafia et la question du développement local (1955-2013)", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2019.
- Bounoung F., "Le rôle du PNUD dans la coopération technique", Mémoire de Maîtrise en R.I, IRIC, Université de Yaoundé II, 1999.
- Diao P., "Coopération multilatérale et politiques de jeunesse au sein de la francophonie", Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Inspecteur de l'Éducation Populaire de la Jeunesse et des Sports, Institut national supérieur de l'éducation populaire et du sport/Université Cheikh Anta Diop, 2002.
- Menye Onana P.F., "Programme des Nations Unies pour le Développement et la question du genre au Cameroun", Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé I, 2008.
- Mouafo Ngatom S. H., "L'Initiative PPTE et la lutte contre la pauvreté au Cameroun: une analyse sociologique", DEA en Sociologie, Université de Yaoundé I, 2007. Disponible à l'adresse: https://www.memoireonline.com/03/07/399/m_initiative-ppte-lutte-contre-pauvrete-au-cameroun23.html, consulté le 14 juin 2022 à 11 heures.
- Ndo Minla'a R., "Contribution du Programme des Nations Unies pour le Développement à la réalisation du développement humain durable au Cameroun", Mémoire de Maîtrise en RI, IRIC, Université de Yaoundé II, 2004.
- Nguéyanouba E., "La gestion des programmes et projets axés sur les résultats: outils et mécanismes de mise en œuvre; expérience du bureau du PNUD au Tchad", Mémoire de Master professionnel en Développement et Management des Projets en Afrique, Université Catholique d'Afrique Centrale, 2007.
- Talta C.K., "Le PNUD et sa contribution au développement économique et social du Cameroun: 1997-2007", Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé I, 2008.
- Voufo G.R., "Les pouvoirs publics camerounais et la santé des détenus: le cas des prisons de Dschang et de Mantoum, période 1960-1992", Mémoire de Master en Histoire, Université de Dschang Cameroun, 2009. Disponible à l'adresse: <https://www.memoireonline.com/01/14/8553/Les-pouvoirs-publics-camerounais-et-la-sante-des-detenus-le-cas-des-prisons-de-Dschang-et-de-Mant.html>, consulté le 10 aout 2021 à 11 heures.

2- Thèses

- Agbessi Komla A., "L'aide au développement aide-t-elle le développement? Le cas de l'Afrique Sub-saharienne", Thèse de doctorat en Sciences Économiques, Université de Limoges, 2008.
- Aguayo Arimjo F., "La coordination entre organisations internationales en matière de reconstruction post-conflit", Thèse de Doctorat en Droit public, Université Paris 1 panthéon-Sorbonne, 2017.
- Beauvilain A., "Nord-Cameroun: Crises et peuplement", Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Rouen, vol2, 1989.
- Bénicourt E., "Les analyses du PNUD et de la Banque Mondiale sur la pauvreté et le développement: la place d'Amartya Sen", Thèse de Doctorat en socio économie du développement, EHESS, Paris, 2005.
- Bidias T. B., "Organisations paysannes et lutte contre l'insécurité alimentaire dans le Nord et l'Est du Cameroun (1973-2020)", Thèse de Doctorat/Ph.D en Histoire, Université de Yaoundé I, 2023.
- Fofiri Nzossie E., "Les déterminants de l'offre alimentaire vivrière dans les villes du Nord-Cameroun", Thèse de Doctorat/Ph.D en Géographie, Université de Ngaoundéré (Cameroun), 2013.
- Fongang S., "L'indicateur de développement humain du PNUD: portée, limites et dépassement", Thèse de Doctorat en sciences économiques, Université de Poitiers, 1996. Disponible à l'adresse: <http://theses.fr/1996POIT4006>, consulté le 27 mai 2020 à 11 heures.
- Fouda T.M., "Les mécanismes de financement en milieu rural camerounais. Une analyse des déterminants de la demande de services financiers des ménages", Thèse de Doctorat en Sciences économiques, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 2003.
- Foueka Tagne R. S., "Dépenses publiques d'éducation et développement humain au Cameroun", Thèse de Doctorat en Sciences économiques, Université François-Rabelais de Tours, 2016.
- Ligopi Linzuwa Z., "La lutte contre la pauvreté comme une quête de sens: une perspective d'éthique théologique à partir de la situation de la République démocratique du Congo: 2001-2011", Thèse de Doctorat en Théologie et Sciences Religieuses, Université de Strasbourg, 2014.
- Okiye waais I., "Analyse multidimensionnelle de la pauvreté: le cas de Djibouti", Thèse de Doctorat en sciences économiques, Université de Franche-Comté, Bourgogne, 2017.
- Raillon C., "La résilience dans l'humanitaire, un concept pour penser autrement la gouvernance des catastrophes socio-climatiques", Thèse de Doctorat en Sciences Politique, Université Paris-Est, 2016.
- Tangie Nsoh F., "Multilateral assistance for self-reliant development?: the UNDP in Cameroon 1972-1983", Thèse de Doctorat en Sciences politiques, Université d'État de New York, 1984.

- Wakponou A., "Dynamique géomorphologique des basses terres soudano-sahéliennes dans l'Extrême-Nord-Cameroun", Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Reims Champagne-Ardenne, 2008.

V- ARTICLES SCIENTIFIQUES

- Adjiwanou V., "Impact de la pauvreté sur la scolarisation et le travail des enfants de 6-14 ans au Togo", *Centre d'Études et de Recherches sur le Développement International, Unité de recherche Démographique*, Université de Lomé, 2005, pp.1-16.
- Akinloye Akinboade O., "Les femmes, la pauvreté et le commerce informel en Afrique orientale et australe", *Revue internationale des sciences sociales*, Érès, Vol.2, n°184, 2005, pp.277-300.
- Alokpaï N., et al., "Appréhender la pauvreté pour mieux la réduire: nécessité de prise en compte des perceptions et représentations locales pour un meilleur impact des projets et politiques en Afrique subsaharienne", *Afrique et Développement*, Volume XLIII, n°3, 2018, pp.83-106.
- Amougou G., "Esquisse d'histoire des politiques de développement au Cameroun: Un regard contextuel", *The Developmental State Strikes Back?: New Global Powers and African States Strategy*, Fonds national Suisse de la Recherche Scientifique, 2018, pp.3-57..
- Andrianarison F., et al., "Dynamics and Determinants of Monetary and Multidimensional Poverty in Cameroon", *OPHI, Working Paper 141*, University of Oxford, 2022, pp.1-36.
- Bachelier B., "Sécurité alimentaire: un enjeu global", *Croissance économique*, Fondapol, Paris, 2010, pp.13-26.
- Backiny-Yetna P., Tsimpo C., Wodon Q., "Pauvreté et perceptions des populations au Cameroun entre 1996 et 2001", *Perspective Afrique*, Vol. 4, n°1-3, 2009, pp.1-27.
- Bamenju A.O., Liu X., Yu J., Okubo K., "Addressing the Problem of Poverty through an International Cooperation Project: The Case Study of Agriculture Development by JICA in Cameroon", *Earth*, n°3, 2022, pp.1185-1206. <https://doi.org/10.3390/earth3040068>
- Bastid S., "Sur quelques problèmes juridiques de coordination dans la famille des Nations Unies", in P. Reuter, *Le droit international: unité et diversité*, Paris, éditions A. Pedone, 1981, pp.75-101.
- Bellot J.-M., Châtaigner J.-M., "Réduire les inégalités? À quoi sert le Programme des Nations Unies pour le Développement?", Devin G., (dir) *Faire la paix, la part des institutions internationales*, Paris, presses de sciences po, 2009, pp.206-211.
- Benicourt E., "La pauvreté selon le PNUD et la Banque mondiale", *Études rurales* [En ligne], 159-160, 2001, mis en ligne le 03 janvier 2017, pp.35-54. Consulté le 15 mai 2021. URL:<http://journals.openedition.org/etudesrurales/68>; DOI:<https://doi.org/10.4000/etudesrurales.68>.

- Biloa Essimi J.A., Chameni Nembua C., "L'Inégalité de Pauvreté Au Cameroun: Une Analyse Empirique à L'aide de la décomposition en sous-groupes de Dagum", FSEG, Université de Yaoundé II, 2011, pp.2-21.
- Blacque-Belair P., Loup J., "Quel avenir pour le système d'aide des Nations Unies?" *Tiers-Monde*, tome 38, n°151, 1997. *Coopération internationale: le temps des incertitudes*. pp.569-584. DOI: <https://doi.org/10.3406/tiers.1997.5149>
- Boullenois C., "Lutte contre la pauvreté en Chine: l'essor du paternalisme d'entreprise soutenu par l'État", *Perspectives chinoises*, n°3, 2020, pp.49-59, mis en ligne le 01^{er} septembre 2021, consulté le 01^{er} septembre 2022. URL: <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/11442>.
- Bresson M., "La pauvreté est-elle encore une question sociologique d'actualité ? Un enjeu de définition, de méthode et de théorie", *Pensée plurielle*, n°16, 2007, pp.9-17.
- Caire G., "Zarkovich (S.S.) - *Le programme des Nations-Unis pour le développement*", *Revue économique*, volume 22, n°4, 1971. www.persee.fr/doc/reco_0035-2764_1971_num_22_4_407984_t1_0707_0000_001, consulté le 20 mars 2020 à 11 heures.
- Chauvin S., "Cameroun: les enjeux de la croissance", *Macroéconomie et Développement*, n°6, 2012, pp.1-28
- Chelpi-Den Hamer M., "Sécurité et développement sont-ils interdépendants? L'approche NEXUS vue du Cameroun", *Les analyses géopolitiques de l'aide*, IRIS, 2020, pp.1-25.
- Crisis Group, "Extrême-Nord du Cameroun: le casse-tête de la reconstruction en période de conflit", *Briefing Afrique*, n°133, Nairobi/Bruxelles, 2017, pp.1-12.
- Daillier P., "La réforme du Programme des Nations Unies pour le développement : continuité et rationalisation", *Annuaire français de droit international*, volume 17, 1971. pp. 483-512; Doi: <https://doi.org/10.3406/afdi.1971.1658>
- Denis C., "Un plan de lutte contre la pauvreté en trois mesures", *L'Économie politique*, 2005/2, n°26, pp.7-29. DOI: 10.3917/leco.026.0007.
- Dutheil de la rochère J., "Étude de la composition de certains organes subsidiaires créés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le domaine économique", *AFDI*, vol13, 1967, pp. 307-325.
- Dzou-Tsanga R., "Architecture et identités techniques au Cameroun", *e-Phaistos* [En ligne], vol V, n°2, 2016, pp.36-48. DOI: <https://doi.org/10.4000/ephaistos.5756>, consulté le 15/01/2024.
- Ehode Elah R., "État des lieux de l'impact socioéconomique de la COVID-19 au Cameroun", *Revue de l'académie des sciences du Cameroun*, Vol. 18 Supplément, 2022, pp.501-513. DOI: <https://dx.doi.org/10.4314/jcas.v18supplement.4>.
- Etamane Mahop A.T., "Croissance postindépendance, crise économique et irruption de la pauvreté au Cameroun: (1960-1994)", *Revue universitaire de sociologie*, n°1, 2013, pp.7-17.
- Fambon S., et al, "Pauvreté et répartition des revenus au Cameroun durant les années 1990", *Cahier de Recherche du CREFA*, n°01-06, Université de Yaoundé II, 2000, pp.160-180

- Forsac-Tata D., Endeley JB., Sikod F., "The Contributions of Local Development Agencies towards Poverty Reduction: Case of the South West Development Authority, Cameroon", *Greener Journal of Social Sciences*, vol.5, n°1, 2015, pp.20-35. <http://doi.org/10.15580/GJSS.2015.1.020215027>.
- Gérardin H., Dos Santos S., Gastineau B., "Présentation. Des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) aux Objectifs de développement durable (ODD): la problématique des indicateurs", *Mondes en développement*, De Boeck Supérieur, 2016/2, n°174, pp.7-14. DOI 10.3917/med.174.0007.
- Gilbert E., "A. Sen, *Poverty and Famines, an essay on Entitlement and Deprivation*", *Tiers-Monde*, tome 24, n°93, 1983. Le rôle de l'État dans le Tiers Monde, sous la direction de Moïses Ikonoff, www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1983_num_24_93_4278_t1_0211_0000_2, consulté le 28 juin 2020 à 10 heures.
- Gondard-Delcroix C., "Les représentations de la pauvreté: quels échos aux indicateurs internationaux ? Une étude qualitative sur les Hautes Terres de Madagascar", *Mondes en développement*, n°137, Éditions De Boeck Supérieur, 2007, pp. 51-66.
- Gondolo A., "Évolution économique de la ville de N'Gaoundéré (Cameroun)", *Cahiers d'outre-mer*, n°126, 32^{ème} année, 1979. pp. 179-193. DOI: <https://doi.org/10.3406/caoum.1979.2900>
- Gubry P., Wautelet J.M., "Population et processus de développement au Cameroun", in *Intégrer population et développement. Chaire Quételet 1990*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp.641-667.
- Hirech N, Oudjama I., " Économie de Rente et Pauvreté en Algérie", *Journal of Economic and Financial Research*, Fourth Issue, December 2015, pp.15-30.
- Hoffman P., "Le Programme des Nations Unies pour le Développement", *Tiers-Monde*, tome 12, n°46, 1971, pp. 267-278, doi: <https://doi.org/10.3406/tiers.1971.1769>.
- Kamara L., "Étude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement by Robert Jackson", *Tiers Monde*, Vol.12, n°46, 1971, pp.446-448. Disponible à l'adresse: <https://www.jstor.org/stable/23588060>, consulté le 12 novembre 2022 à 14 heures.
- Kamgnia D.B., et al, "Des stratégies de lutte contre la pauvreté au Cameroun: une analyse en équilibre générale calculable", in *Réseau de recherche politique économique et pauvreté*, 2003.
- Khan-Mohammad G., Amougou G., "Industrie et développement au Cameroun: les dynamiques d'un État dans l'« émergence »", *Critique internationale*, Presses de Sciences Po, Vol.4, n°89, 2020, pp.53-74.
- Kobou G., et al., "L'efficacité du financement des micro et petites entreprises dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun", *La vulnérabilité des TPE et des PME dans un environnement mondialisé, 11es Journées scientifiques du Réseau Entrepreneuriat, 27, 28 et 29 mai 2009*, Canada, INRPME, Trois-Rivières, pp.1-16.
- Kobou G., Ngoa Tabi H., Mbenda S.P., "L'efficacité du financement des micro et petites entreprises dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun", *Économie appliquée*,

- tome 63 n°1, Mars 2010, pp. 135-162. DOI: <https://doi.org/10.3406/ecoap.2010.1937>.
- Lipchitz A., C. Delmon C., "Le Programme des Nations Unies pour le Développement, un "machin" onusien utile?", *Revue internationale et stratégique*, IRIS éditions, 2010/3 n°79, pp.64-74.
 - M. Makoudem Tene, "Analyse des effets du commerce international sur la pauvreté multidimensionnelle au Cameroun", dans *Enjeux et perspectives économiques en Afrique francophone (Dakar, 4-6 février 2019)*, Montréal: Observatoire de la francophonie économique de l'Université de Montréal, 2019, pp.791-814.
 - Marguerite B., "Recherches sur la pauvreté: état des lieux. Contribution à la définition d'une problématique", *Tiers-Monde*, tome 40, n°160, 1999. Études sur la pauvreté, prix agricoles et filières intégrées, nationalistes hindous et développement... pp.871-895. DOI: <https://doi.org/10.3406/tiers.1999.5349>
 - Marie Ngo Tong M. C., "L'opérationnalisation de la stratégie de Croissance pro-pauvres au Cameroun", *Revue Interventions économiques* [En ligne], 56, 2016, mis en ligne le 01^{er} novembre 2016, consulté le 23 juillet 2022. URL: <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2962>; DOI: <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.2962>.
 - Martin J.Y., "Inégalités régionales et inégalités sociales: l'enseignement secondaire au Cameroun septentrional", *Revue française de sociologie*, Vol.16, n°3, 1975, pp. 317-334.
 - Mbevo Fendoung P., et al., "Organismes internationaux et promotion du développement local au Cameroun: cas du PNUD dans la commune de Bogu (Extrême-nord Cameroun)", *Revue Scientifique et Technique Forêt et Environnement du Bassin du Congo*, vol 5, 2015, pp.413-422.
 - Mebada J., "Innovation et solutions africaines à l'enjeu des données dans le cadre de la réalisation de l'Agenda 2030: le cas du Cameroun", 2019. Disponible à l'adresse: <https://hal.science/hal-02163068/document>, consulté le 12 avril 2021 à 11 heures.
 - Mendez R., "Research Activities: United Nations Development Programme", article publié sous forme électronique et consultable sur le site www.yale.edu/unsy/UNDPHist.htm.
 - Minvielle J.P., Bry X., "Critique de l'Indicateur de Pauvreté Humaine du PNUD et proposition d'un Indice Synthétique de la Pauvreté Humaine (ISPH)", *Cahier du C3ED*, n°03, Centre d'Économie et d'Éthique pour l'Environnement et le Développement, 2003, pp.1-26.
 - Ndah G., "a strategic development finance approach in alleviating poverty in Cameroon", *International Journal of Business and Management*, vol.2, n°1, 2023, pp.1-31.
 - Nembot Ndeffo L., et al., Analyse spatiale de la croissance pro-pauvres au Cameroun: une double approche monétaire et non monétaire, *Étude proposée par la Banque mondiale et la Coopération allemande GTZ au Cameroun*, 2009, pp.1-47.
 - Ngahan T., Jules de R., Mukama N., "Le Cameroun face au défi de la pauvreté et de l'emploi des jeunes: Analyse critique et propositions", *Jeunesse Horizon*, Yaoundé, 2004, pp.3-30.

- Okiye Waais I., "La pauvreté à Djibouti: une analyse multidimensionnelle", 2014, pp.6-20. fffhal-01018793v2, disponible à l'adresse: <https://confremo.hal.science/hal-01018793v2>, consulté le 19 mai 2021 à 14 heures.
- Perroux F., "Les blocages de la croissance et du développement. La croissance, le développement, les progrès, le progrès (définitions)", *Tiers-Monde*, tome 7, n°26, 1966, pp. 239-250. DOI: <https://doi.org/10.3406/tiers.1966.2200>.
- Pokam Wadja Kemajou J., Sunderlin W. D., "L'impact de la crise économique sur les populations, les migrations et le couvert forestier du sud-Cameroun", *Occasional Paper n°25, CIFOR*, 1999, pp.1-23.
- Tachi, "Analyse de la pauvreté au Cameroun: une approche multidimensionnelle", *Raseg*, vol 2, Université de Yaoundé2, 2003, pp.10-26.
- Takou Kamte B., "Le Développement Humain: Une Analyse Théorique", *International Multilingual Journal of Science and Technology*, Vol. 7 n°4, 2022, pp.4845-4852.
- Tchakoa J., Nji A., "Targeting Rural poverty in sub-Saharan Africa: A poverty alleviation policy framework with particular reference to Cameroon", *African Anthropologist*, vol. VI, n°1, 1999, pp.82-108.
- Tchawa P., "Le Cameroun: une "Afrique en miniature?""", *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°259, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2012, pp.319-338.
- Tchindjang M., et al., "La contribution de l'évaluation du Paysage à la sécurité alimentaire en zone sahélienne: le cas de Bogu dans l'Extrême Nord du Cameroun", *Revue Scientifique et Technique Forêt et Environnement du Bassin du Congo*, vol 5, 2015, pp.35-53.
- Tchouassi G., Tekam Oumbe H., "Microfinance et réduction de la pauvreté, le cas du crédit du Sahel au Cameroun", *Revue internationale de l'économie sociale*, n°288, 2003, pp.80-88.
- Virally M., "La 2^{ème} décennie des Nations Unies pour le développement - Essai d'interprétation para-juridique", *Annuaire français de droit international*, vol.16, 1970. pp.9-33. DOI : <https://doi.org/10.3406/afdi.1970.1583>.
- Virally M., "La notion de Programme: un instrument de la coopération technique multilatérale", *Annuaire français de droit international*, Vol.14, 1968, pp. 530-553. DOI: <https://doi.org/10.3406/afdi.1968.1507>
- Wakponou A., et al, "Les techniques de cultures en terrasse dans les monts Mandara, Extrême-Nord Cameroun", in E. Roose et al, *Lutte antiérosive*, Paris, IRD, 2012.
- Zeghni S., "W. Easterly (2006) Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ?, Éditions d'Organisation, Paris traduction de l'anglais par Aymeric Piquet-Gauthier (Edition Originale, MIT Press, 2001)", *Mondes en développement*, 2006, vol 3 n°135, pp. 139-140. DOI : [10.3917/med.135.0139](https://doi.org/10.3917/med.135.0139).

VI- RAPPORTS DE TRAVAIL DU PNUD

- Afana A., "Rapport de l'évaluation finale du Programme-amélioration de la Résilience des Populations face aux Effets du Changement Climatique (REPECC)", Yaoundé, MINEPAT/PNUD, 2017.

- Bondoma Yokono D., Nyemeck Binam J., "Appui à la mise en œuvre et au Suivi/Évaluation du DSRP", Rapport d'évaluation finale, Yaoundé, PNUD, 2008.
- Damiba E.A, Abouem A Tchoyi D., "Projet de rapport de la revue à mi-parcours du cadre de coopération PNUD/CAMEROUN 2003-2007", version 00 non éditée, PNUD/MINPLAPDAT, 2005.
- Damiba E.A., "Rapport final d'évaluation du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2010.
- Entreprise Cameroun, "Dynamisation du sous-secteur des microentreprises", Formulaire de rapport final, n°00060542, 2012.
- ERAD, "Évaluation des résultats des activités de développement: Cameroun", New York, PNUD, 2017.
- Etende Nkodo H., et al., "Évaluation du Programme de gouvernance urbaine", Rapport final, Yaoundé, Breit Consulting, 2009.
- Faye C., Nzukam G., "Évaluation finale UNDAF cycle 2013-2017", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2018.
- Kado A., Kemawou Fotabong I., "PNUD-Étude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes", Rapport d'enquête final, Yaoundé, PNUD, 2018.
- Mieuguem P., Laoumaye M., Kongne N., "Évaluation à mi-parcours du programme de coopération Cameroun-PNUD 2008-2012", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2010.
- MINEPAT, PNUD, "Évaluation finale du Programme d'Inclusion Économique et Social (PRINCES)", Rapport final, Yaoundé, MINEPAT/PNUD, 2017.
- Minla Mfou'ou J., et al., "Rapport de l'évaluation finale de la première phase du Programme Villages Du Millénaire Cameroun", Yaoundé, PNUD, 2013, p. 8.
- Ndong Ntah M., "Présentation du PNUD Au Séminaire PARIS21", 2002.
- Nyemeck Binam J., "Évaluation finale projets financés par les fonds supplémentaires du Japon en 2018", Yaoundé, PNUD, 2019.
- Onana R., "Évaluation finale du projet d'appui à la résilience économique (PAREC)", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2022.
- Onana R., "Programme d'appui à l'amélioration de la qualité des prestations rendues aux usagers des services publics (PAAQSU)", Rapport d'évaluation à mi-parcours de l'effet n°4 du CPD relatif à l'amélioration de la qualité des prestations rendues aux usagers des services publics du Cameroun, Version Provisoire, Yaoundé, PNUD, 2015.
- PNUD, "Appui à la mise en œuvre et au Suivi/Évaluation du DSRP", Rapport d'évaluation finale, 2008.
- PNUD, "Autonomiser les jeunes pour la paix, la sécurité et la résilience dans la Région de l'Extrême Nord du Cameroun Mars 2018-Mars 2019", Rapport d'activités, Yaoundé, PNUD, 2018.
- PNUD, "Bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun" n°006, Yaoundé, PNUD, 2012.
- PNUD, "Country programme action plan (CPAP 2013-2017)", Yaoundé, PNUD, 2013..

- PNUD, "Évaluation ex-post de la situation de référence du paysage pour le projet de développement communautaire et de gestion de connaissances pour l'initiative Satoyama (COMDEKS) du Cameroun, Yaoundé, PNUD, 2016.
- PNUD, "Évaluation finale du Programme d'Appui à l'Amélioration de la Qualité des Services rendus aux Usagers (PAAQSU)", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2017.
- PNUD, "Évoluer avec le monde. Plan stratégique du PNUD pour 2014-2017", Genève, PNUD, 2013.
- PNUD, "Guide d'introduction au PNUD", 5^{ème} édition, 2015.
- PNUD, "Le PNUD à la base; appui aux communautés locales pour la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement, 1998-2003, Cameroun", Yaoundé, PNUD, 2004.
- PNUD, "Le PNUD actu, Bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun", n°012, Yaoundé, PNUD, 2013.
- PNUD, "Le PNUD actu, Bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun", n°006, Yaoundé, PNUD, 2012.
- PNUD, "Le PNUD en action -juillet 2015", Yaoundé, PNUD, 2015.
- PNUD, "LE PNUD en action n°016 -juillet 2015", Yaoundé, PNUD, 2015.
- PNUD, "LE PNUD en action n°016 -juillet 2015", Yaoundé, PNUD, 2015.
- PNUD, "le PNUD en action n°020/2016", Yaoundé, PNUD, 2016. Disponible à l'adresse: <https://sgp.undp.org/publications-188/586-sgp-in-undp-cameroon-april-2016-newsletter/file.html>, consulté le 19 mai 2020 à 11 heures.
- PNUD, "Le PNUD en ACTION N°023", Yaoundé, PNUD, 2016.
- PNUD, "Le PNUD en action, Bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun", n°33, Yaoundé, PNUD, 2020.
- PNUD, "Le PNUD en action, Bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun", n°022, Yaoundé, PNUD, 2016.
- PNUD, "Le PNUD en action, Bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun", n°17, Yaoundé, PNUD, 2015.
- PNUD, "Le PNUD en action, Bulletin d'information semestriel du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun", Hors-série, Yaoundé, PNUD, 2016.
- PNUD, "Le PNUD pour débutants: un Guide du Programme des Nations Unies pour le développement pour les non-initiés", Edition 4.1, Juin 2011.
- PNUD, "Les inégalités de développement humain au XXI^e siècle. Rapport sur le développement humain 2019", *Note d'information à l'intention des pays concernant le Rapport sur le développement humain 2019*, Yaoundé, PNUD.
- PNUD, "Plan d'Action du Programme de Pays (PAPP/CPAP) 2008-2012-Country Programme Action Plan", Yaoundé, PNUD, 2008.
- PNUD, "Programme global pour l'avancement des femmes et l'égalité des genres", Descriptif de l'appui au programme du Gouvernement, Yaoundé, PNUD, 1992.
- PNUD, "Programme villages du millénaire Cameroun", Rapport final de la première phase, Yaoundé, PNUD, 2014.
- PNUD, "Rapport annuel axé sur les résultats", Yaoundé, PNUD, 2013.
- PNUD, "Rapport de la revue à mi-parcours du CCP 1987-1991", Paris, Economica, 1989.
- PNUD, "Rapport de la revue à mi-parcours du PRINCES", Yaoundé, PNUD, 2015.

- PNUD, "Rapport de la revue du CCP 1997-2001", Yaoundé, PNUD, 2001.
- PNUD, "Rapport sur le développement humain", Paris, Economica, 1997.
- PNUD, "Sous-programme réduction de la pauvreté à la base-phase I", Yaoundé, PNUD, 2005-2007.
- PNUD, "Stratégie du bureau pays PNUD Cameroun pour la promotion de l'égalité des sexes 2018-2020", Yaoundé, PNUD, 2018.
- PNUD, "Vaincre la pauvreté humaine: Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000", New York, PNUD, 2000.
- PNUD, FAO, UNICEF, "Rapid Response for enhancing resilience and conflict prevention in the communities hosting refugees in Far North and Eastern regions of Cameroon (April 2015-May 2016)", Final project report, Yaoundé, UNDP, 2016.
- PNUD, MINEPAT, "Croissance inclusive et développement humain: le rôle du capital humain", *Rapport national sur le développement humain*, Yaoundé, PNUD/MINEPAT, 2013.
- PNUD, MINEPAT, "Évaluation finale du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base (SPRPB) –Phase 2", Rapport final, Yaoundé, PNUD/MINEPAT, 2018.
- PNUD/OCHA, "Renforcer la résilience pour assurer le développement durable dans le bassin du lac Tchad", *Note d'information sur le renforcement de la résilience pour assurer le développement durable dans le bassin du lac Tchad*. Document préparé par le Bureau de la coordination des affaires Humanitaires (OCHA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au nom du Système des Nations Unies, PNUD-Afrique, 2018..
- Sikube Takamgno C., "Évaluation finale du projet PBF-Renforcement des capacités des acteurs et appui aux processus électoraux pacifiques et à la cohésion sociale au Cameroun", Rapport final, Yaoundé, PNUD, 2021.
- Soumare Samba O., Mvogo A., "Rapport d'évaluation du projet support to micro-schemes du 1^{er} au 31 décembre 2003", Yaoundé, PNUD, 2003.
- UNDP, "Independent Country Programme Review: Cameroon", New York, UNDP, 2020.
- Ongbehos V., "Rapport de l'évaluation rapide des besoins psychologiques des présumés ex-otages de Zamaï", Yaoundé, PNUD/COHEB Int'l, 2018.

VII- RAPPORTS D'ACTIVITÉS OU DE RECHERCHE/ACTE DE COLLOQUE/CONFÉRENCE DE PRESSE/TERMES DE RÉFÉRENCE

- Agora Consulting, "Soutenir les mécanismes de consolidation de la paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones situées à la frontière entre le Tchad et le Cameroun", Rapport final, Yaoundé, Agora Consulting, 2019.
- Barbier B et al, "Les enjeux du développement agricole dans le grand nord du Cameroun", 2003, pp.1-10. In Jamin J.Y., Seiny Boukar L., Floret C., *Savanes africaines: des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis*, 2003. Actes du colloque, 27-31 mai 2002, Garoua, Cameroun.
- Bessis S., "L'approche genre et les organisations internationales, du discours à l'action", *Colloque international, genre, population et développement en Afrique*, Abidjan, 16-21 juillet 2001, pp.1-20.

- Cameroun/UNFPA, "Recrutement d'un(e) consultant(e) en vue du Mapping des initiatives en faveur de la jeunesse au Cameroun", Termes de Référence, 2014.
- Donfack P., et al., "Les caractéristiques du milieu physique", in Seiny B., et al., *Agriculture des savanes du Nord-Cameroun: vers un développement solidaire des savanes d'Afrique Centrale*, Actes de l'atelier d'échange, 25-29 novembre 1996, Garoua, Cameroun. Montpellier, CIRAD-CD, pp.29-50.
- Fambon S, et al, "Réformes économiques et pauvreté au Cameroun durant les années 80 et 90", Rapport final, Recherche Collaborative sur la Pauvreté /AERC, Université de Yaoundé II, 2005.
- Foko B., et al, "Pauvreté et inégalités des conditions de vie au Cameroun: une approche micro multidimensionnelle", Rapport final, PEP, CRDI, 2006.
- Fonds Monétaire International-Bureau Indépendant d'Évaluation, "Évaluation des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance", Document de synthèse/Termes de référence, Washington, 2003.
- GICAM, "Insécurité dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest, conséquences économiques et impacts sur l'activité des entreprises", Yaoundé, GICAM, 2018.
- Kamdem C.B., Nobessi Sob L. G., "Une appréciation des programmes de lutte contre la pauvreté au Cameroun: Une analyse à partir de la structure de consommation des ménages", Projet de recherche révisé soumis au Consortium pour la Recherche Économique en Afrique, CREA, 2020, pp.1-16.
- Ki J. B., et al, "Pauvreté multidimensionnelle au Sénégal: approches non monétaires fondées sur besoins fondamentaux", Proposition de recherche, Centre de Recherches Économiques Appliquées, Université Cheikh Anta Diop, 2002.
- MINEPAT/PNUD, "Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base-2", Recrutement d'un consultant individuel pour l'évaluation des besoins non couverts par les centres d'écoute d'orientation de conseil et d'accompagnement (CEOCA) actuels et l'élaboration de la note conceptuelle des CEOCA a vocation multifonctionnelle. Termes de référence de la mission (TDR), MINEPAT/PNUD, 2015.
- MINEPAT/PNUD, "Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base-2", Recrutement d'un consultant individuel pour la réalisation de l'étude de faisabilité de la mise en place d'un centre d'écoute, d'orientation, de conseil et d'accompagnement (CEOCA) dans la commune de Darack. Termes de référence de la mission (TDR), MINEPAT/PNUD, 2015.
- MINEPAT/PNUD, "Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base-2", Recrutement d'un consultant individuel pour la réalisation de l'étude de faisabilité de la mise en place d'un centre d'écoute, d'orientation, de conseil et d'accompagnement (CEOCA) dans la commune de Moulvoudaye. Termes de référence de la mission (TDR), MINEPAT/PNUD, 2015.
- MINEPAT/PNUD, "Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base-2", Recrutement d'un consultant individuel pour la réalisation de l'étude de faisabilité de la mise en place d'un centre d'écoute, d'orientation, de conseil et

d'accompagnement (CEOCA) dans la commune de Batcham. Termes de référence de la mission (TDR), MINEPAT/PNUD, 2015.

- Ngueyap F., "Crise économique, mise au chômage et changements des relations familiales en milieu urbain au Cameroun: effets de la crise économique sur les unités domestiques à Yaoundé", in *Population et travail dynamique démographique et travail*, actes de colloque international d'Aveiro (Portugal, 18-23 septembre 2006), 2006, pp.501-515.
- Ningaye P., et al, "Multi-pauvreté au Cameroun: Approche par les scores dimensionnels", PMMA Cahier de recherche 2011-1, Réseau de recherches sur les politiques économiques et la pauvreté, Yaoundé, 2011.
- Ningaye P., et al., "Diversité ethno-culturelle et différentiel de pauvreté multidimensionnelle au Cameroun", Rapport intérimaire, Conférence internationale the many dimensions of poverty, Brasil, 2005, pp.7-40.
- Plat D, Amakoé Adolehoume, Bano B, Boupda E, Diaz Olvera L, et al., "Pauvreté et mobilité urbaine à Douala", Rapport final, 2004.
- Sami B, et al, "Incidences de la crise économique mondiale de 2008/09 et des politiques de réponse subséquentes sur la pauvreté des enfants au Cameroun", Innocenti Working Paper N° 2010-04, Dakar, UNICEF Regional Office for West and Central Africa, Florence, UNICEF Innocenti Research Centre, 2010.
- Tchataat G., "Cameroun-contribution à la préparation du rapport national pour la formulation du livre blanc régional sur l'accès universel aux services énergétiques intégrant le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique", Rapport Final préparé pour le PNUD, Cameroun, 2014.
- TEF/PNUD, "La Fondation Tony Elumelu annonce la liste finale des 2 100 entrepreneurs africains retenus pour la première édition du Programme d'Entrepreneuriat TEF-PNUD avec 248 Camerounais sélectionnée", Conférence de presse, 2019.
- Touhami A., "Cadre stratégique national de réduction de la pauvreté au Maroc: à propos du concept de pauvreté et analyse de la situation", Ministère du développement social, de la famille et de la solidarité du Maroc/PNUD-Maroc, 2009.

VIII- DOCUMENTS NUMERIQUES

- AA-Afrique, "Cameroun: 14 millions de dollars pour reconstruire les régions anglophones", 06/05/2020. <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-14-millions-de-dollars-pour-reconstruire-les-r%C3%A9gions-anglophones-/1830917>, consulté le 10 janvier 2023 à 10 heures.
- Actu Cameroun, "Cameroun – Lutte contre la pauvreté en zone rurale: Après un succès dans la région de l'Ouest, le PNUD veut élargir son programme au reste du pays", 16 juillet 2017. <https://actucameroun.com/2017/07/16/cameroun-lutte-contre-la-pauvrete-en-zone-rurale-apres-un-succes-dans-la-region-de-louest-le-pnud-veut-elargir-son-programme-au-reste-du-pays/>, consulté le 28 juin 2021 à 12 heures.
- Actu Cameroun, "Cameroun-Sport: Israël forme les encadreur sportifs sur le sport comme plate-forme de paix", 27 octobre 2017.

- <https://actucameroun.com/2017/10/27/cameroun-sport-israel-forme-encadreur-sportifs-sport-plate-forme-de-paix/>, consulté le 15 juin 2021 à 11 heures.
- Actualités Cameroun, "DÉVELOPPEMENT : LE VISAGE DE LA PAUVRETÉ AU CAMEROUN :: CAMEROON", 26 Mars 2016. <http://camer.be/50682/12:1/developpement-le-visage-de-la-pauvrete-au-cameroun-cameroun.html#:~:text=Un%20m%C3%A9nage%20est%20dit%20pauvre%20si%20sa%20consommation,et%20931%20FCFA%20par%20%C3%A9quivalent-adulte%20et%20par%20jour>, consulté le 10 mars 2020 à 10 heures.
 - Au Cameroun de Paul Biya, "Les terrains du siècle". <https://pdfslide.tips/documents/au-cameroun-de-paul-biya.html>, consulté le 22 mai 2022 à 11 heures.
 - Banque Mondiale-blogs, "La bonne gouvernance est à la base de la lutte contre la pauvreté et la corruption", 17 mai 2016. <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/la-bonne-gouvernance-contre-la-pauvrete-et-la-corruption>, consulté le 10 mai 2020 à 11 heures.
 - Bienvenue aux Nations Unies-AfriqueRenouveau, "Quel avenir pour les Villages du Millénaire?", 2011. <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/december-2011/quel-avenir-pour-les-villages-du-mill%C3%A9naire>, consulté le 15 septembre 2020 à 10 heures.
 - Bonabéri.com, actualités "Cameroun: fin de mission pour Sophie De Caen", 27/03/2008.https://www.bonaberi.com/ar,cameroun_fin_de_mission_pour_sophie_de_caen,3982.html, consulté le 14 mai 2021 à 12 heures.
 - CAMEROUN Évolution économique rétrospective et perspectives macroéconomiques à l'horizon de 1995, mars 1991. https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers10-09/010006191.pdf, consulté le 27 mai 2022 à 10 heures.
 - CamerounWeb, "L'ignorance + pauvreté = Misère", 23 avril 2016. <https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/features/L-ignorance-pauvret-Mis-re-367847>, consulté le 28 juin 2021 à 11 heures.
 - Canal blog- Le site du Conseil National pour la Résistance-Mouvement Umnyobiste (CNR-MUN), "Démocratie : Un logiciel de gestion des élections à Elecama (pour quoi faire?)", 4 mai 2010.<http://cnrmun.afrikblog.com/archives/2010/05/04/17787016.html>, consulté le 15 mai 2020 à 12 heures.
 - Coraf Action N. 79, 30 septembre 2015. https://issuu.com/coraf/docs/ca_79_f/7, consulté le 02 avril 2021 à 11 heures.
 - Dania mondoblog-Yaoundé café, "Le marché de Zamai en marche", 23 février 2016. <https://www.dania.mondoblog.org/2016/02/23/le-marche-de-zamai-en-marche/>, consulté le 10 février 2021 à 11 heures.
 - Études rurales, 159-160 | 2001, "Exclusions" [Online], Online since, connection on 02 July 2021. URL: <https://journals.openedition.org/etudesrurales/1436>; DOI: <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.1436>. Consulté le 18 Août 2021 à 12 heures.
 - french.china.org.cn, "Microfinance: 10% de contribution au financement de l'économie au Cameroun, la sécurisation des fonds en débat (PAPIER GENERAL)", 04/12/2012.

- http://french.china.org.cn/autreshorizons/2012-12/04/content_27307799.htm, consulté le 20 juin 2021 à 11 heures.
- french.china.org.cn, "OMD : premiers résultats du projet "Villages du millénaire" au Cameroun, pays en retard", 29 mai 2012. http://french.china.org.cn/autreshorizons/2012-05/29/content_25504906.htm, consulté le 19 août 2020 à 10 heures.
 - French.news.cn, "Cameroun : lancement du projet Youth Connekt en vue de créer des emplois pour les jeunes", 2019. http://french.xinhuanet.com/afrique/2019-12/10/c_138618612.htm, consulté le 19 décembre 2021 à 11 heures.
 - Gouv.nc- Coopération régionale et relations extérieures, "Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)". <https://cooperation-regionale.gouv.nc/fr/la-cooperation-internationale-les-relations-avec-lonu/programme-des-nations-unies-pour-le>, consulté le 10 février 2020 à 11 heures.
 - Info Rapide-Programme des Nations Unies pour le Développement, "À propos du PNUD", juin 2009. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/fr/FF-about-fr-2009.pdf>, consulté le 10 mai 2022 à 12 heures.
 - Institut National de la Statistique, "tendances de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014". http://slmp-550-104.slc.westdc.net/~stat54/downloads/2016/Rapport_tendances_profil_determinant_s_pauvrete_2001_2014.pdf, consulté le 22 juillet 2021 à 15 heures.
 - Investir au Cameroun, "Le Pnud finance des pêcheurs du Nord-Ouest du Cameroun, pour promouvoir la cohésion sociale en pleine crise anglophone", 2020. <https://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/1301-13863-le-pnud-finance-des-pecheurs-du-nord-ouest-du-cameroun-pour-promouvoir-la-cohesion-sociale-en-pleine-crise-anglophone>, consulté le 21 août 2022 à 9 heures.
 - Le podcast journal-Média d'information international diffusé en podcast, "L'analyse de la pauvreté au Cameroun", 17/04/2018. https://www.podcastjournal.net/L-analyse-de-la-pauvrete-au-Cameroun_a2976.html, consulté le 28 juin 2021 à 10 heures.
 - L'indicateur de développement humain du PNUD : portée, limites et dépassement. <http://theses.fr/1996POIT4006>, consulté le 27 mai 2020 à 11 heures.
 - Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, "La lutte contre la COVID-19 et appui aux CTD", 28/08/2020. <https://www.minddevel.gov.cm/index.php/2020/08/28/lutte-contre-la-covid-19-appui-du-pnud-aux-ctd/>, consulté le 27/08/2022 à 13 heures.
 - Nations Unies Cameroun, "Promotion de l'innovation entrepreneuriale jeune : le PNUD accompagne les jeunes entrepreneurs camerounais", 27 septembre 2019. <https://cameroon.un.org/fr/26848-promotion-de-l%E2%80%99innovation-entrepreneuriale-jeune-le-pnud-accompagne-les-jeunes-entrepreneurs#:~:text=le%20Programme%20des%20Nations%20Unies,au%20Hilton%20HC3%B4tel%20de%20Yaound%C3%A9>, consulté le 13 septembre 2021 à 11 heures.
 - Nations Unies, "Origine du Programme des Nations Unies pour le Développement". <https://kuza.tibet.org/cm.undp.org/>, consulté le 20 janvier 2023 à 10 heures.

- Nations Unies-Cameroun, "Le Nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP) au Cameroun", 2019. <https://cameroon.un.org/fr/176471-le-nexus-humanitaire-d%C3%A9veloppement-paix-hdp-au-cameroun>, consulté le 19 juin 2022 à 10 heures.
- Office of the Secretary-General's envoy on youth, "PNUD: Programme des Nations Unies pour le développement". <https://www.un.org/youthenvoy/fr/2013/08/pnud-programme-nations-unies-developpement/#:~:text=Le%20PNUD%20aide%20les%20pays,et%20l'autonomisation%20des%20femmes.>, consulté le 15 mai 2020 à 11 heures.
- Osidimbea-la mémoire du Cameroun, "PNUD Cameroun-2020", 2020. <https://osidimbea-ministeres.jimdofree.com/pnud/2020/>, consulté le 02 février 2022 à 10 heures.
- Payot librairie, "La lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne". http://www.payot.ch/Detail/la_lutte_contre_la_pauvrete_en_afrique_subsaharienne-luc_joel_gregoire-9782717837889, consulté le 20 février 2022 à 10 heures.
- PNUD Cameroun-page facebook, 2020. <https://www.facebook.com/118558631617747/posts/la-start-up-rich-nature-situ%C3%A9e-%C3%A0-bertoua-transforme-les-d%C3%A9chets-dabattoir-en-eng/1737215363085391/>, consulté le 26 mai 2021 à 11 heures.
- PNUD, "Cameroun/PNUD-UNDAF". <http://www.cm.undp.org/document/CmrUNDAF.PDF>, consulté le 16 mars 2022 à 10 heures.
- PNUD, "Le PNUD et les peuples autochtones", Fiche d'information n°11, New York, PNUD. Disponible à l'adresse <https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Publications/GuideIPleaflet11fr.pdf>, consulté le 12 avril 2021 à 12 heures.
- PNUD-Cameroun, "Le Projet RSF accompagne l'État du Cameroun dans le processus de stabilisation des zones touchées par la crise à l'Extrême-Nord", 17 Novembre 2020. <https://www.undp.org/fr/cameroon/news/le-projet-rsf-accompagne-l%E2%80%99etat-du-cameroun-dans-le-processus-de-stabilisation-des-zones-touch%C3%A9es-par-la-crise-%C3%A0-l%E2%80%99extr%C3%A4me-nord>, consulté le 15 février 2022 à 10 heures.
- PNUD-Gabon, "Notre équipe". <https://www.undp.org/fr/gabon/notre-%C3%A9quipe>, consulté le 15 août 2022 à 9 heures.
- Reliefweb, "Cameroon: Choc climatique et insécurité alimentaire", UNDP, 12 juillet 2016. <https://reliefweb.int/report/cameroon/choc-climatique-et-ins-curit-alimentaire>, consulté le 16 juillet 2021 à 12 heures.
- Reliefweb, "Le sport comme outil de cohésion sociale", 25 mars 2016. <https://reliefweb.int/report/cameroon/le-sport-comme-outil-de-coh-sion-sociale>, consulté le 19 mars 2022 à 9 heures.
- Reliefweb, "Un acte de naissance = un citoyen", 21 novembre 2017. <https://reliefweb.int/report/cameroon/un-acte-de-naissance-un-citoyen>, consulté le 25 juin 2022 à 12 heures.
- République du Cameroun-Ministère de la santé publique, "Covid-19: Le PNUD et la France apportent une aide d'urgence au Cameroun dans le cadre de la lutte contre

- la Covid-19 sur financement du C2D France-Cameroun", 19 août 2020. <https://www.minsante.cm/site/?q=fr/content/covid-19-le-pnud-et-la-france-apportent-une-aide-durgence-au-cameroun-dans-le-cadre-de-la>, consulté le 27/08/2022 à 14 heures.
- Research Gate, "Considering the impact of structural adjustment policies on forests in Bolivia, Cameroon and Indonesia", Mars 1998. https://www.researchgate.net/publication/230787167_Considering_the_impact_of_structural_adjustment_policies_on_forests_in_Bolivia_Cameroon_and_Indonesia, consulté le 15 mars 2022 à 09 heures.
 - Système des Nations Unies, "Les Nations Unies et les Objectifs de Développement International (ODI) -Buts de la Déclaration du Millénaire", République du Cameroun, Rapport, juin 2001. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/africa/Cameroon_MDGReport_2001_FR.pdf, consulté le 10 décembre 2021 à 09 heures.
 - The GEF small grants programme, "Valorisation des ordures ménagères pour lutter contre la dégradation des terres et les changements climatiques dans la ville de Bafia", 2012. https://www.sgp.undp.org/~sgpundp/index.php?option=com_sgpprojects&view=projectdetail&id=18817&Itemid=272, consulté le 01er mai 2020 à 12 heures.
 - UNDP Careers, "Stagiaire en suivi-évaluation PNUD Maroua (pour camerounais)". https://jobs.undp.org/cj_view_job.cfm?cur_job_id=89822, consulté 10 juin 2020 à 15 heures.
 - UNDP, "Cameroun: Rapport national sur le développement humain". <https://hdr.undp.org/sites/default/files/private/documents//rapportnationalpnudfinal18pdf.pdf>, consulté le 22 mai 2022 à 15 heures.
 - UNESDOC, "Une Expérience de ruralisation de l'enseignement: l'IPAR et la réforme camerounaise", 1974. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000137784>, consulté le 15 octobre 2020 à 12 heures.
 - Université de Genève-information sur le développement durable-indicateurs, "1990 Indice de Développement Humain (IDH)", 24 novembre 2011. <https://ise.unige.ch/isdd/spip.php?article174>, consulté le 21 juillet 2020 à 15 heures.
 - Université de Yaoundé II, "lutte contre le coronavirus". <https://univ-yaounde2.org/lutte-contre-le-coronavirus.html>, consulté le 25/08/2022 à 11 heures.
 - Vedula, " Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)", Article publié dans ONU et développement durable. <http://www.vedura.fr/developpement-durable/institutions/onu/programme-nations-unies-developpement#:~:text=Le%20Programme%20des%20Nations%20Unies,pays%20en%20voie%20de%20d%C3%A9veloppement.>, consulté le 10 décembre 2020 à 11 heures.
 - Villes et communes- le journal qui localise les ODD, "Filets sociaux: la Banque Mondiale satisfaite", 19 juin 2018. <https://www.villesetcommunes.info/actu-cameroun/filets-sociaux-banque-mondiale-satisfaite/>, consulté le 20 novembre 2021 à 12 heures.

| |
|---------------------------|
| TABLE DES MATIERES |
|---------------------------|

| | |
|--|-------------|
| AVERTISSEMENT | ii |
| DEDICACE..... | i |
| REMERCIEMENTS..... | ii |
| SERMENT DE PROBITÉ INTELLECTUEL OBLIGATOIRE | iii |
| SOMMAIRE | iv |
| LISTE DES ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES | vii |
| LISTE DES ILLUSTRATIONS | xiii |
| LISTE DES ANNEXES | xix |
| RESUME..... | xx |
| ABSTRACT | xxi |
| | |
| INTRODUCTION GENERALE | 1 |
| 1-PRESENTATION DU SUJET..... | 2 |
| 2-RAISONS DU CHOIX DU SUJET | 6 |
| 3-DEFINITION SPATIO-TEMPORELLE..... | 8 |
| 4-CLARIFICATION CONCEPTUELLE ET THEORIQUE | 10 |
| 5-PROBLEMATIQUE | 16 |
| 6-INTERÊT DU SUJET..... | 17 |
| 7-REVUE DE LA LITTERATURE..... | 18 |
| 8-OBJECTIFS DE L'ÉTUDE..... | 31 |
| 9-METHODOLOGIE ET SOURCES | 31 |
| 10- DIFFICULTES RENCONTREES | 33 |
| 11- PLAN..... | 33 |
| | |
| PREMIERE PARTIE: LE CAMEROUN AU LENDEMAIN DE L'INDEPENDANCE ET PRESENTATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT: CONTEXTE ET PERSPECTIVE | 35 |
| | |
| CHAPITRE I: PRESENTATION GLOBALE DU CAMEROUN, AVENEMENT DU PNUD ET REGARD SUR LA PAUVRETE AU CAMEROUN..... | 36 |

| | |
|---|----|
| I- APPRECIATION DU CADRE NATUREL DE L'ETUDE COMME CRITERE PRIMORDIAL POUR LA COMPREHENSION DE LA PAUVRETE AU CAMEROUN | 37 |
| 1- Environnement naturel de la partie septentrionale camerounaise | 39 |
| a- La structuration du relief | 39 |
| b- Le climat et la végétation | 40 |
| 2- Le cadre naturel de la partie méridionale camerounaise | 42 |
| a- Le relief | 42 |
| b- Le climat et la végétation | 42 |
| II- HISTORIQUE DU DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN AU LENDEMAIN DE L'INDEPENDANCE | 43 |
| 1- Une augmentation accélérée de l'économie couplée à une bonne redistribution des ressources | 44 |
| 2- Valorisation et promotion des ressources humaines locales | 48 |
| III- HISTORIQUE DE L'AVENEMENT DU PNUD AU CAMEROUN | 50 |
| 1- La demande d'assistance du Gouvernement camerounais au Fonds Spécial des Nations Unies | 50 |
| 2- Installation officielle d'une représentation du PNUD au Cameroun | 52 |
| IV- ETAT DES LIEUX DE LA PAUVRETE AU CAMEROUN DE 1980 À 2021 | 53 |
| 1- Crises économiques et renforcement de la sphère de pauvreté au Cameroun | 55 |
| 2- Désengagement de l'Etat sur le milieu rural: focus sur la pauvreté rurale au Cameroun . | 62 |
| 3- La localisation des principaux foyers de pauvreté au Cameroun: Analyse spatiale de la pauvreté | 63 |
| 4- Typologie des pauvretés vecues au Cameroun | 71 |
| 5- Les spécificités de l'emploi et du chômage au Cameroun | 75 |
| 6- Dysfonctionnements de certains systemes basiques au cameroun | 77 |
| a- Système de transport et problèmes de déplacement au Cameroun | 77 |
| b- Un difficile accès aux services essentiels et de première nécessité | 80 |
| c- Une paupérisation énergétique accentuée: le rapport énergie/pauvreté au Cameroun .. | 88 |
| d- L'inadéquation des politiques de gouvernance avec les enjeux liés à la pauvreté au Cameroun | 91 |
| e- Transition démographique et pauvreté au Cameroun | 92 |

| | |
|---|----|
| V- ANALYSE DES POSSIBILITES ECONOMIQUES OFFERTES PAR LE CAMEROUN COMME PILIERS STRATEGIQUES POUR S'ATTAQUER À LA PAUVRETE | 93 |
| 1- Le domaine primaire..... | 93 |
| 2- Le domaine secondaire | 94 |
| 3- Le domaine tertiaire..... | 95 |

CHAPITRE II : LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT AU CAMEROUN..... 99

| | |
|--|-----|
| I- CONTEXTE DE CREATION DU PNUD | 100 |
| 1- D'une volonté de restructuration post-conflit mondial à l'union entre le Programme Élargi d'Assistance Technique et le Fonds Spécial des Nations Unies..... | 100 |
| 2- Renouveau des paradigmes dans la grande famille des Nations Unies..... | 103 |
| II-DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ENTRE LE PNUD ET LES AUTRES ORGANISATIONS DE LA FAMILLE DES NATIONS UNIES | 104 |
| 1- La mise en place des grands axes de développement reconnu au PNUD depuis sa création..... | 105 |
| 2- Le Leadership du Programme des Nations Unies pour le Développement lors de la coordination des activités..... | 106 |
| 3- L'importance du PNUD dans le cadre de la reconstruction post-conflit | 107 |
| a-Le Réorientation du PNUD | 108 |
| b- Une présence de plus en plus croissante dans les actions de promotion de la paix . | 110 |
| 4- La résolution A/RES/72/279 et son impact sur les missions dévolues au PNUD au sein des Nations Unies | 110 |
| III- NATURE ET FONCTIONNEMENT DU PNUD | 111 |
| 1- Le mandat du PNUD | 112 |
| 2- La gestion du PNUD | 113 |
| a- Le financement du PNUD | 113 |
| b- La programmation | 117 |
| c- L'évaluation..... | 120 |
| 3- Le contrôle lors de l'implémentation du programme..... | 122 |
| a- Lors du choix des projets..... | 122 |
| b- Pendant l'implémentation des projets | 123 |

| | |
|---|----------------|
| 4- Le Programme des Nations Unies pour le Développement: une institution? (l'administration et la structure technique du PNUD)..... | 125 |
| 5- Le programme d'action du Programme des Nations Unies pour le Développement.. | 127 |
| IV- LES OUTILS OU INSTRUMENTS DE TRAVAIL DU PNUD | 129 |
| 1- Les indicateurs composites de mesure du PNUD: historique, aperçu et critique..... | 129 |
| 2- Les rapports provenant des missions d'expertise..... | 132 |
| 3- Présentation des domaines ou champs d'application prioritaires du PNUD..... | 133 |
| 4- Présentation des zones d'intervention prioritaires du PNUD | 135 |
| V- LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE PNUD ENVERS LES ETATS BENEFICIAIRES..... | 136 |
| 1- L'éradication de la pauvreté..... | 137 |
| 2- La promotion du développement..... | 137 |
| 3- Le soutien en cas de crises ou de conflits internes dans le pays concerné | 138 |
| VI- LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LES ETATS BENEFICIAIRES ENVERS LE PNUD | 138 |
| 1- La fourniture des services de spécialistes locaux et autre personnel de contrepartie. | 139 |
| 2- La fourniture des terrains, les bâtiments, les moyens de formation et du matériel ... | 139 |
| 3- Une participation financière pour la réalisation des projets et le paiement d'un salaire à chaque expert opérationnel | 139 |
| VII- STRUCTURATION GENERALE DU PNUD AU CAMEROUN: FONCTIONS ET ROLES DU PERSONNEL DU PNUD AU CAMEROUN | 139 |
| 1- Le Représentant Résident | 140 |
| 2- Le Représentant Résident Adjoint..... | 141 |
| 3- Les responsables des Unités ou chefs des Unités..... | 141 |
| 4- Le personnel chargé des programmes | 142 |
| 5- Le personnel chargé des opérations..... | 142 |
| 6- Les Conseillers techniques | 142 |
| 7- Les Volontaires des Nations Unies (VNU) | 142 |
| DEUXIEME PARTIE: CADRE DE COOPERATION ET IMPLICATION DU PNUD DANS LA PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU CAMEROUN: LE PNUD COMME MAÇON AU PIED DU MUR | 145 |

CHAPITRE III: LES DIFFERENTS CYCLES DE COOPERATION ET LES REPRESENTANTS RESIDENTS DU PNUD AU CAMEROUN..... 146

| | |
|---|-----|
| I- DESCRIPTION GENERALE DU CYCLE DE LA COOPERATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT: LES PHASES DE PREPARATION DES CYCLES | 147 |
| 1- Le document du programme national..... | 148 |
| 2- Choix, appréciation et validation des projets | 149 |
| 3- La matérialisation ou l'implémentation | 149 |
| 4- L'évaluation | 150 |
| 5- Les activités de consolidation des acquis | 150 |
| 6- L'examen annuel..... | 150 |
| II- LA PREMIERE GENERATION DES CYCLES DE COOPERATION DU BUREAU PNUD-CAMEROUN RELATIF À LA THEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT (1972-1991) | 151 |
| 1- Premier cycle de coopération (1972-1976) | 152 |
| 2- Deuxième cycle de coopération (1977-1981)..... | 153 |
| 3- Troisième cycle de coopération (1982-1986)..... | 154 |
| 4- Quatrième cycle de coopération (1987-1991) | 157 |
| III- LA SECONDE GENERATION DES CYCLES DE COOPERATION DU BUREAU PNUD-CAMEROUN RELATIF À LA THEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE (1991-2001)..... | 159 |
| 1- Cinquième cycle de coopération (1992-1996) | 159 |
| 2- Sixième cycle de coopération (1997-2001)..... | 161 |
| IV- LA TROISIEME GENERATION DES CYCLES DE COOPERATION DU BUREAU PNUD-CAMEROUN RELATIF À L'ATTEINTE ET À LA RÉALISATION DES OMD/ODD (2001-2021) | 163 |
| 1- Septième cycle de coopération (2003-2007) | 163 |
| 2- Huitième cycle de coopération (2008-2012) | 165 |
| 3- Neuvième cycle de coopération (2013-2017)..... | 168 |
| 4- Dixième cycle de coopération (2018-2021) | 169 |
| V- LES TYPES DE PROJETS DU PNUD AU CAMEROUN..... | 175 |
| 1- Les projets de démonstration..... | 175 |
| 2- Les projets opérationnels | 176 |
| 3- Les projets d'organisation | 176 |

| | |
|--|------------|
| 4- Projets d'organisation et de recherche | 177 |
| VI- QUELQUES REPRESENTANTS RESIDENTS DU PNUD AU CAMEROUN ET LEURS ACTIONS | 178 |
| 1- Herbert Prince M'Cleod..... | 178 |
| 2- Sophie De Caen | 179 |
| 3- Thierry Mertens | 182 |
| 4- Michel Balima (P.I) | 184 |
| 5- Steven Ursino (P.I) | 185 |
| 6- Najat Rochdi | 186 |
| 7- Bouri Jean Victor Sanhouidi (P.I) | 188 |
| 8- Allegra Maria Del Pilar Baiocchi | 189 |
| 9- Fenella Frost (P.I)..... | 191 |
| 10- Jean Luc Stalon | 192 |
| | |
| CHAPITRE IV: L'APPORT DU PNUD DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU CAMEROUN | 196 |
| I- APPUI À LA PROMOTION ET À LA CREATION D'EMPLOI EN MILIEU RURAL.... | 199 |
| 1- Dynamisation des PME comme véritables vecteurs de lutte contre la pauvreté au Cameroun..... | 200 |
| 2- Mise en place des Centres d'Écoute, d'Orientation, de Conseil et d'Accompagnement (CEOCA) | 208 |
| 3- Le financement des activités des GIC dans les localités vulnérables du Cameroun .. | 211 |
| 4- Valorisation et vulgarisation de la cohésion sociale au Cameroun | 214 |
| II-ASSISTANCE DU PNUD DANS CERTAINS PROJETS/PROGRAMMES AU CAMEROUN VISANT À CONTRER LES EFFETS DE LA PAUVRETE | 220 |
| 1- La participation du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun dans la mise en place du "Sous-programme de réduction de la pauvreté à la base (phase I et phase II)..... | 220 |
| 2- Le "CAMEROON MILLENIUM VILLAGE" Programme..... | 224 |
| III-VULGARISATION DES ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS ET RENFORCEMENT DES CHAÎNES DE VALEUR ECONOMIQUES AU CAMEROUN... | 232 |
| 1- La promotion des activités génératrices de revenus et création des emplois | 232 |

| | |
|---|------------|
| 2- Les actions de renforcement de capacités techniques et managériales des populations bénéficiaires et la formation des encadreurs endogènes | 241 |
| 3- Renforcement des chaînes de valeur | 246 |
| 4- Promotion de l'approche genre au sein des groupes | 249 |
| IV- CHOCS CLIMATIQUES, INSECURITE ALIMENTAIRE ET RELANCE DE L'ECONOMIE LOCALE | 253 |
| 1- Chocs climatiques et insécurité alimentaire dans les zones sahéliennes du Cameroun : la riposte du PNUD | 254 |
| 2- Œuvrer pour la relance de l'économie locale | 256 |
| V- LE PNUD ET LE SECTEUR DE LA MICROFINANCE AU CAMEROUN | 265 |
| 1- Le renforcement des capacités des acteurs du secteur de la microfinance au Cameroun | 265 |
| 2- L'octroi des subventions de financement aux établissements de microfinance et promotion de la finance digitale au Cameroun via le projet "PAREC" | 267 |

TROISIEME PARTIE: ANALYSE DE L'IMPACT SOCIOPOLITIQUE DU PNUD AU CAMEROUN, REGARD SUR LES DIFFICULTES RENCONTRÉES ET PERSPECTIVES DE SOLUTIONS..... 273

CHAPITRE V: ANALYSE DE L'IMPACT SOCIOPOLITIQUE DU PNUD AU CAMEROUN..... 274

| | |
|---|------------|
| I- ERADICATION DE LA PAUVRETÉ ET PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CAMEROUN..... | 276 |
| 1- La lutte contre la pauvreté | 277 |
| 2- L'accompagnement dans l'atteinte et la réalisation des OMD au Cameroun | 289 |
| 3- Amélioration du système de sécurité alimentaire..... | 294 |
| 4- Promotion d'une culture de résilience au Cameroun | 296 |
| 5- L'amélioration de la productivité des exploitations agropastorales..... | 297 |
| 6- Le développement et la modernisation de la sécurité sociale au Cameroun | 299 |
| II- LE SOUTIEN DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT AU PROFIT DES COUCHES SOCIALES DEFAVORISEES..... | 301 |
| 1- Les femmes..... | 301 |
| 2- Les jeunes | 306 |
| 3- Les réfugiés | 313 |

| | |
|--|------------|
| III- DES CHANGEMENTS OBSERVÉS DANS LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE AU CAMEROUN..... | 317 |
| 1- L'amélioration des capacités des institutions camerounaises et de la qualité des services rendus aux usagers | 317 |
| 2- La promotion des politiques et stratégies favorables à une croissance inclusive..... | 325 |
| 3- La mise en place d'une bonne gouvernance urbaine au Cameroun propice à la lutte contre la pauvreté..... | 327 |
| IV- L'IMPLICATION DU PNUD SUR LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES ET CLIMATIQUES AU CAMEROUN..... | 329 |
| 1- État des lieux sur ces questions | 329 |
| 2- Portée des actions du PNUD dans la formulation des programmes de gestion de l'environnement au Cameroun | 330 |
| V- LE PNUD DANS LA PRÉVENTION ET LE REGLEMENT DES CRISES..... | 331 |
| 1- Situation sécuritaire du Cameroun | 331 |
| 2- Le relèvement post crise et la préservation de la paix sociale..... | 337 |
| 3- La gestion rationnelle des terroirs communautaires et la diversification des sources d'énergie au sein des communautés | 346 |
| VI- L'APPORT DU PNUD DANS L'ERADICATION DE LA PANDEMIE DE COVID-19 AU CAMEROUN..... | 347 |
| 1- Les effets de cette crise sur le fonctionnement des entreprises camerounaises..... | 347 |
| 2- Les répercussions de cette pandémie sur les conditions de vie des ménages au Cameroun..... | 348 |
| 3- Les actions du PNUD pour soutenir les efforts du gouvernement camerounais dans son processus d'éradication de la COVID-19 | 349 |
| | |
| CHAPITRE VI: DES PROBLEMES RENCONTRES PAR LE PNUD DANS SA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE AU CAMEROUN AUX PROPOSITIONS DE SOLUTIONS..... | 355 |
| I- LES PROBLÈMES LIÉS À LA QUALITÉ DE L'AIDE DU PNUD | 356 |
| 1- Des approches souvent inappropriées | 356 |
| 2- Le recentrage des activités du PNUD..... | 358 |
| 3- La marginalisation de certaines couches sociales défavorisées dans l'action du PNUD visant à réduire les inégalités au Cameroun..... | 359 |
| 4- Les pesanteurs administratives tant du côté du PNUD que du côté du Cameroun | 361 |

| | |
|--|-----|
| 5- La difficulté à pérenniser les acquis issus des projets finalisés..... | 362 |
| 6- L'incompréhension et la concurrence entre les projets du Programme des Nations Unies pour le Développement et ceux du Gouvernement camerounais | 363 |
| II- LES PROBLÈMES D'ORDRE CONJONCTUREL ET HUMAIN..... | 364 |
| 1- Le développement de partenariats et la mobilisation de ressources demeurent un défi pour le PNUD | 364 |
| 2- L'insuffisance des ressources propres du PNUD..... | 366 |
| 3- Retard dans l'exécution des projets sur le terrain | 367 |
| 4- Le détournement ou la mauvaise gestion des fonds | 369 |
| 5- Les difficultés d'acheminement de l'aide jusqu'aux couches sociales visées | 370 |
| 6- La réticence de certaines populations à adhérer aux projets | 372 |
| 7- L'insuffisance des dispositifs sécuritaires dans les zones d'intervention prioritaires . | 373 |
| III- SOLUTIONS VISANT À RENDRE PLUS EFFICACE L'ACTION DU PNUD ET DU GOUVERNEMENT CAMEROUNAIS DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ | 374 |
| 1- Promotion du développement local comme action spécifique dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun : l'apport de l'institution communale..... | 374 |
| 2- La promotion de l'industrialisation sur l'ensemble du territoire | 375 |
| 3- Établir un bon cadre de gestion favorable à la lutte contre la pauvreté et accroître la visibilité du Programme des Nations Unies pour le Développement | 376 |
| 4- Mettre en place un système d'épargne bénéfique à la population démunie..... | 377 |
| 5- Donner aux populations des opportunités d'emploi..... | 378 |
| 6- Promotion des formations spécialisées et transversales | 379 |
| 7- Accentuer les ressources sur les personnes défavorisées et soutenir leurs organisations | 380 |
| 8- Encourager le financement des activités à la base et renforcer les filières importantes... .. | 382 |
| 9- Le renouvellement des politiques publiques pour harmoniser la lutte contre la pauvreté aux politiques nationales..... | 384 |
| 10- La mise en œuvre d'une gouvernance efficace qui favorise les pauvres au Cameroun | 385 |
| 11- Promouvoir les groupes de la société civile pour œuvrer dans l'éradication la pauvreté au Cameroun | 386 |

| | |
|--|------------|
| 12- Les protocoles d'éradication de la pauvreté doivent inclure les préoccupations et les exigences majeures de la population au Cameroun | 387 |
| 13- Mise en place d'un mécanisme de bonification pour mieux surveiller et contrôler les amendements apportés dans le processus d'éradication de la pauvreté au Cameroun | 388 |
| CONCLUSION GENERALE | 392 |
| ANNEXES..... | 410 |
| REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES | 471 |
| TABLE DES MATIERES | 498 |
| INDEX | 508 |

INDEX

Index des auteurs

A

Achola Pala302, 481
 Aerts 16, 480
 Afana245, 247, 248, 298
 Aguayo Arimjo.....104, 106, 107, 108, 109,
 110
 Akinloye Akinboade303, 484
 Alokpaï11, 484
 Andrianarison92, 484
 Asselin480
 Ayangma Ndjere 78, 80, 87, 155, 334, 336,
 375

B

Backiny-Yetna.....62, 484
 Bamenju84, 89, 93, 199
 Barbier.....46, 48, 63, 481
 Bassolé64
 Bastid.....118, 123, 124, 125
 Beaud.....480
 Bellot107, 484
 Bertin Borna4
 Bessis.....249, 491
 Bidias..... ii, 39, 41, 85, 483
 Biloa Essimi69, 71, 83
 Boullenois.....381, 485
 Bounoug22, 482
 Boutrais29, 40, 81, 82, 227
 Brabant40, 481

C

Caire21, 485
 Campenhoudt16, 480
 265, 284, 294, 316, 317, 346, 382, 402,
 404, 405, 406
 Chameni Nembua69, 71, 83
 Châtaigner107, 484

Chelpi-Den Hamer 117, 337, 485
 Courade 481

D

Daillier 104
 Dambisa 19, 480
 Dambisa Moyo..... 20
 Damiba. 202, 221, 234, 235, 237, 241, 242,
 250, 279, 295, 367, 368, 372
 Devin..... 107, 484
 Diao..... 14, 482
 Donfack..... 8, 492
 Dutheil de la rochère..... 485
 Dzou-Tsanga..... 42, 485

E

Elingui..... 264, 482
 Endeley 56, 383, 486
 Essama-Nssah 64
 Etamane Mahop 63, 485

F

Fambon 485
 Faye..... 238, 242, 282, 297, 299, 300, 301,
 325, 489
 Forsac-Tata 56, 383, 486
 Fotso 479

G

Gavaud 40, 481
 Gondard-Delcroix 14, 486
 Gondolo 153, 486
 Gubry 92, 486
 Guillaumont 13, 480

H

Hirech11, 486
Hoffman 101, 106, 110, 112, 114, 123,
133, 137, 138, 144, 175

I

Iyebi-Mandjeck39, 481

J

Jean Luc Stalon191, 192, 194, 268, 269
Jean Yves Martin.....72

K

Kamgnia27, 28, 486
Kemawou Fotabong243
Kengne Fodouop481
Khan-Mohammad..... 14, 486
Kobou265, 382

L

Liu84, 89, 93, 199

M

Madina.....302, 481
Martin72, 283, 472, 475, 487
Mbaya.....374, 388, 480
Mendez101, 487
Michel Balima184, 194
Monchy.....46, 49, 55, 480
Moulende Fouda.....30
Murphy106, 138, 480

N

N'DA.....16, 480
Ndah375, 487
Nji.....41, 57, 63, 88, 200, 384, 408, 488
Nnanga10, 60, 148, 150, 163, 164, 180,
347

Nzukam 238, 242, 282, 297, 299, 300, 301,
325, 489

O

Okubo 84, 89, 93, 199, 484
Oudjama..... 11, 486
Owono..... 356, 374

P

Perroux..... 13, 488

S

Sachs 27, 481
Santoir42, 481
Seignobos..... 39, 481
Sen 11, 15, 81, 398, 481, 483
Sikod 56, 383, 486
Sophie de Caen 179

T

Tachi 488
Tade Akin 55, 481
Tarp..... 19, 20, 481
Tchakoa..... 41, 57, 63, 88, 200, 384, 408
Tchindjang 259, 260
Tjeega 264, 482
Touhami..... 7, 300, 381, 391, 493
Townsend..... 28, 66, 299, 301, 374
Tsimpo 62, 484

V

Verez..... 49

W

Wakponou..... 41, 484, 488
Wodon..... 62, 484

Y

Yu 84, 89, 93, 199

| |
|---|
| Z |
|---|

Zeh Nlo 4, 149, 164, 165, 191, 207, 215,
322, 346, 475

Zarkovitch2, 52, 100, 138, 481

Index Thématique

A

Adamaoua.67, 68, 69, 70, 71, 76, 188, 207, 235, 279, 306
 Amchidée90, 243, 338, 339, 340, 341, 373, 403, 404
 Amélioration..... ii, 6, 17, 18, 37, 132, 152, 157, 170, 238, 245, 247, 248, 297, 298, 317, 344, 399, 404, 406, 413, 488
 Analphabétisme12, 261
 Assistance.....4, 50, 51, 52, 139, 153, 154, 156, 157, 161, 200, 201, 294

B

Bien-être4, 15, 92, 200
 Biens.....15, 87, 225, 340, 345
 Boko Haram90, 173, 332, 373, 405
 Bureau . ii, 4, 32, 34, 35, 86, 100, 128, 140, 142, 143, 149, 173, 186, 189, 191, 192, 197, 228, 230, 240, 315, 337, 340, 345, 373, 473, 475, 482

C

Capabilité15
 Capacités2, 11, 156, 157, 158, 159, 176, 177, 215, 216, 225, 232, 241, 251, 252, 265, 284, 294, 316, 317, 346, 382, 402, 404, 405, 406
 CEOCA viii, 175, 187, 188, 208, 209, 295, 400, 473
 Chef ..4, 140, 149, 164, 165, 191, 207, 215, 322, 346, 475
 Commune209, 247, 248, 260, 261, 262, 263, 285, 292, 374, 375, 402, 482
 Conditions ..5, 6, 10, 15, 16, 17, 18, 34, 35, 37, 92, 137, 157, 225, 333, 344, 348, 374, 399, 405, 406
 Coopération ..3, 4, 9, 10, 32, 34, 50, 52, 60, 145, 148, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 157, 159, 160, 161, 163, 164, 165, 166,

167, 168, 169, 172, 173, 176, 179, 180, 194, 199, 202, 238, 249, 256, 278, 347, 364, 369, 388, 389, 406, 414, 415, 420, 472, 474, 475, 476, 478, 482, 489

Cycle 9, 50, 56, 150, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 159, 160, 161, 163, 165, 167, 168, 169, 173, 176, 198, 199, 203, 235, 238, 242, 256, 282, 294, 297, 299, 300, 301, 325, 362, 369, 388, 389

D

Développement . xi, 5, 8, 10, 13, 17, 18, 35, 37, 44, 45, 49, 50, 52, 92, 100, 103, 105, 106, 112, 128, 129, 130, 131, 134, 135, 136, 137, 138, 140, 147, 148, 149, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 163, 173, 179, 185, 192, 198, 199, 202, 203, 225, 227, 228, 236, 242, 248, 249, 256, 261, 262, 263, 284, 288, 289, 294, 299, 304, 305, 316, 329, 343, 364, 374, 375, 382, 388, 390, 395, 398, 400, 402

Développement durable135, 225, 249, 284, 329, 478

Développement Humain ..ix, 113, 132, 398

Dir 188, 247, 472

E

Economie 32, 53, 56, 93, 152, 160, 161, 192, 240, 256, 316, 395, 402

Éducation 155, 225, 309

Emploi..... 479, 480

Enquêtes..... 128

Environnement..... 34, 160, 161, 164, 185, 199, 225, 249, 265, 271, 273, 329, 330, 360, 382, 406

Eradication 34, 132, 137, 145, 349

Est .. 7, 8, 67, 68, 69, 70, 71, 76, 78, 80, 82, 197, 217, 218, 232, 234, 279, 296, 477

Etat 53, 301, 354

Extrême12, 60, 197, 225
 Extrême Nord ...68, 82, 189, 234, 239, 259,
 260, 279, 332, 373, 406

G

Gouvernance.....34, 91, 161, 164, 181, 187,
 271, 273, 296, 327, 328, 489
 Gouvernement3, 4, 8, 10, 50, 51, 91, 92,
 137, 139, 155, 156, 157, 161, 172, 179,
 192, 193, 200, 202, 238, 247, 308, 349,
 361, 400, 402, 405, 406, 478

I

Indice129, 131
 Insécurité68, 254, 405

L

Liberté11, 15
 Limani90, 243, 338, 342, 373, 403, 404
 Littoral67, 82, 279, 306, 310
 Logement.....51

M

Maga.....86, 175, 189, 246, 247, 248, 295,
 472, 473, 474
 Makari90
 Ministère.... 32, 44, 45, 228, 239, 304, 329,
 476, 478
 Monétaire12, 34, 67, 272, 273, 487
 Moskota.....90, 243
 Multidimensionnelle.15, 18, 131, 395, 406,
 Multilatérale18

N

Nations Unies2, 4, 5, 17, 18, 31, 32, 33,
 50, 52, 78, 100, 101, 102, 103, 105, 106,
 107, 112, 132, 133, 135, 137, 138, 140,
 142, 147, 151, 153, 154, 158, 159, 160,
 163, 169, 170, 172, 175, 176, 177, 179,
 184, 192, 203, 206, 215, 236, 237, 238,

251, 252, 258, 264, 269, 283, 284, 285,
 289, 302, 303, 304, 305, 306, 343, 374,
 388

Ngan'Ha 247
 Ngaoundéré45, 48, 177, 241, 247, 328, 479
 Nguéyanouba 482
 Nord ... 8, 65, 67, 68, 69, 70, 71, 76, 82, 90,
 188, 193, 197, 209, 212, 213, 260, 279,
 294, 306, 331, 332, 333, 334, 335, 343,
 345, 476
 Nord-Ouest 65, 67, 82, 193, 279, 306, 333,
 334, 335, 345

P

Pauvre 12, 218, 303
 Petites et moyennes entreprises ... 156, 157,
 160, 161, 200, 294
 Population 7, 10, 53, 61, 67, 82, 84, 88, 92,
 132, 137, 139, 159, 163, 200, 238, 249,
 272, 285, 303, 304, 401, 406, 407, 486,
 491
 Problème 33, 84, 92, 103, 137, 370, 383
 Programme. 45, 50, 53, 100, 103, 122, 127,
 138, 140, 148, 150, 151, 154, 155, 156,
 157, 158, 159, 160, 161, 165, 166, 167,
 168, 169, 170, 175, 176, 177, 187, 192,
 202, 203, 210, 211, 220, 235, 236, 237,
 241, 247, 249, 250, 254, 294, 295, 302,
 305, 361, 367, 368, 370, 374, 388, 400,
 406

R

Reconstruction 100, 104, 106, 107, 108,
 109, 110, 138, 331, 343, 344, 373, 398,
 403, 483, 485
 Relations extérieures..... 32
 Représentant Résident . 4, 9, 140, 141, 142,
 149, 164, 165, 187, 191, 192, 207, 215,
 309, 322, 345, 346, 351, 352, 475, 479
 Résilience. 10, 14, 170, 173, 232, 239, 251,
 296, 402

| |
|----------|
| S |
|----------|

Santé.....15, 80, 157, 225
 Services xii, 12, 15, 34, 48, 50, 80, 84, 139,
 141, 163, 184, 201, 225, 238, 273, 285,
 288, 306, 317, 404
 Seuil.....6, 12, 335
 Sud....8, 65, 67, 78, 82, 135, 193, 197, 279,
 333, 334, 335, 336, 343, 345, 476, 477
 Sud-Ouest .67, 82, 193, 279, 333, 334, 335,
 336, 345

| |
|----------|
| T |
|----------|

Théorie10, 15, 398

| |
|----------|
| U |
|----------|

Unidimensionnelle18

| |
|----------|
| Y |
|----------|

Yaoundé ..ii, iii, 4, 9, 10, 13, 32, 37, 44, 45,
 46, 48, 50, 51, 52, 60, 65, 67, 82, 86, 88,
 91, 92, 93, 94, 139, 140, 141, 142, 148,
 149, 150, 154, 157, 163, 164, 165, 167,
 168, 170, 177, 180, 181, 182, 183, 184,
 187, 188, 189, 191, 192, 207, 208, 209,
 212, 213, 215, 218, 219, 227, 228, 232,
 234, 239, 245, 247, 248, 250, 251, 252,
 254, 258, 264, 269, 278, 282, 283, 285,
 288, 289, 297, 298, 304, 305, 321, 322,
 323, 325, 326, 328, 329, 333, 334, 335,
 343, 344, 346, 347, 351, 360, 361, 369,
 370, 373

| |
|----------|
| Z |
|----------|

Zamay 90, 243, 258, 373
 Zimado 90